

**Institut d'Etudes Politiques de Paris**  
**ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO**  
**Programme doctoral Russie-CEI**  
**Laboratoire de rattachement : CERI**  
  
**Doctorat de Science Politique**

# Guerre en Tchétchénie, exil et diaspora

*Etude des structurations communautaires tchétchènes à l'étranger  
entre 1997 et 2007*

Laurent Vinatier

*Thèse dirigée par Monsieur le Professeur **Olivier Roy***

Soutenue le 12 décembre 2008

Jury (par ordre alphabétique) :

**M. Pierre Centlivres**, Professeur émérite, ancien directeur de l'Institut d'Ethnologie de l'université de Neuchâtel.

**Mme Frédérique Longuet-Marx**, Maître de conférence, université de Caen.

**Mme Catherine de Wenden**, Directrice de recherches, CNRS.

**M. Mikhaïl Rochtchine**, Directeur de recherches, Institut d'Etudes Orientales de l'Académie des Sciences de Russie (Moscou).

**M. Olivier Roy**, Directeur de recherches, CNRS, directeur de la thèse.

**Mme Anne de Tinguy**, Professeur des Universités, INALCO.



*A la mémoire de Tina Izmaïlova,  
pour son courage, sa disponibilité et son dévouement.*



# REMERCIEMENTS

Au-delà de simples remerciements, c'est un hommage appuyé et sincère que je voudrais rendre en premier lieu à l'ensemble des personnes que j'ai eu la chance de rencontrer et d'interviewer au cours de ces longues années de recherches. A chacune, en Turquie, en Russie, en Europe, dans le Caucase, il faudrait adresser une pensée particulière de reconnaissance, pour son attention et sa disponibilité, sa cordialité parfois, sa complicité plus rarement et très souvent sa confiance que j'espère n'avoir jamais trahie. A toutes ces personnes, recevez ici déjà mon infinie gratitude. Parmi elles, il y a les réfugiés tchéchènes...ces hommes et femmes, qui m'ont ouvert leur porte et m'ont exposé leur histoire avec une très grande pudeur et une extraordinaire dignité malgré la déchirure de la fuite et les conditions difficiles de l'exil. Je voudrais pouvoir un jour leur témoigner ma reconnaissance pour ce temps gratuit qu'ils m'ont accordé. Peut-être cette modeste recherche servira-t-elle leur mémoire et les aidera-t-elle à surmonter les catastrophes récurrentes, humaines et nationales, qu'ils connaissent depuis des décennies. Je le souhaite.

Je tiens aussi, chaleureusement, à remercier Monsieur Olivier Roy, mon directeur de thèse, pour sa confiance et sa patience, ainsi que pour l'incroyable sésame scientifique que son nom constitue et sa capacité, en une heure, à faire gagner à un étudiant qui piétine plusieurs mois de recherche. C'est à Madame Frédérique Longuet-Marx que je dois aussi d'avoir sans cesse cherché l'excellence et la précision dans l'analyse. En m'offrant d'intervenir lors de ses séminaires, par les nombreux échanges que nous avons eus sur la diaspora et sur les Tchétchènes, par ses conseils avisés, ses questionnements, sa relecture, elle m'a encouragé à poursuivre, à approfondir et surtout à terminer cette thèse. Merci à vous pour votre écoute, votre compréhension, votre disponibilité, votre attention et votre présence, sans doute tout simplement.

Je voudrais également remercier la Délégation aux Affaires Stratégiques du ministère de la Défense qui m'a accordé pendant trois ans une bourse confortable, me permettant de parcourir l'Europe, le Caucase Sud, la Russie (à l'ouest) et la délicieuse ville d'Istanbul. En mettant un point final à ce projet doctoral, je suis enfin digne de la confiance que Madame Carina Stachetti a bien voulu me manifester. De même, je suis très reconnaissant à Monsieur Pierre Chuvin, directeur de l'IFEA d'Istanbul et à Monsieur Alexandre Toumarkine, son secrétaire scientifique, pour leur accueil et leur aide logistique qui ne m'ont jamais fait défaut. Je voudrais profiter de cet espace pour remercier une nouvelle fois ceux qui ont facilité, d'une manière ou d'une autre, mes déplacements : Julie Wilhelmsen à Oslo, Claire Delessard et Régis à Tbilissi, Micha Rochtchine à Vladikavkaz, Bayram Balci à Bakou, Anne de Tinguy à Moscou en m'invitant à reprendre la conférence de méthode en relations internationales du MGIMO. Merci également à Jérôme et à Pierre de la Croix Rouge à Genève et à Moscou, croisés durant cette période, qui m'ont stimulé dans ma recherche.

Enfin, sur un plan plus privé, je crois que sans le soutien discret et la patience de ma famille, je n'aurais pas pu mener à bien l'écriture quotidienne de ce texte. A ma fille en particulier, pour la joie et l'optimisme qu'elle inspire et qui donne envie d'écrire.



# SOMMAIRE

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>5</b>
<b>SOMMAIRE</b>	<b>7</b>
<b>REGLES DE TRANSLITTERATION ET DE TRANSCRIPTION</b>	<b>8</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>9</b>
<b>DÉSTRUCTURATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉTCHÈNE</b>	<b>35</b>
Les Tchétchènes dépossédés de leur destin (1996-2005).	37
La Tchétchénie livrée à elle-même (2005-2007).	76
<b>GENEALOGIES DIASPORIQUES</b>	<b>99</b>
Parcours migratoires et conditions d'installation.	101
L'enjeu tchétchène au sein des Etats d'accueil.	140
Redevenir tchétchène : émergence de structures protodiasporiques.	173
<b>LA DIASPORA CONSTITUEE : UN NOUVEL ACTEUR GLOBAL</b>	<b>245</b>
Décomposition politique des communautés réfugiées	247
La diaspora : source de renouveau	318
<b>CONCLUSION</b>	<b>375</b>
<b>RESSOURCES</b>	<b>381</b>
Interlocuteurs	381
Bibliographie	397
<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>413</b>
<b>APPENDICES</b>	<b>417</b>

# REGLES DE TRANSLITTÉRATION ET DE TRANSCRIPTION

La translittération des mots russes et des noms propres en russe mentionnés dans ce travail se fonde sur la table de translittération ISO 39.

Cyr.	а	б	В	г	д	е	è	ж	з	и	й	к	л	м	н	О	п	р	С	т	у	ф	х	ц	ч	ш	щ	Ъ	ы	э	ю	я
Lat.	a	b	V	g	d	e	ë	ž	z	i	j	k	l	m	n	O	p	r	S	t	u	f	h	c	č	š	š	'	y	è	û	â

Pour les noms propres, afin de faciliter la lecture, est utilisée une transcription simple en français et éventuellement en anglais, selon le tableau des correspondances présenté ci-dessous.

<b>Lettres russes spécifiques</b>	<b>Transcription française (noms propres et noms de lieux)</b>	<b>Transcription anglaise (noms propres et noms de lieux)</b>
Ж	J	Zh
Ч	Tch	Ch
Ш	Ch	Sh
Щ	Chtch	Shch
Я	Ia	Ia
Ю	Iou	Iu
Х	Kh	Kh

En pratique, dans le corps du texte, la translittération ne concerne que les références bibliographiques russes.



# INTRODUCTION

Sans mémoire, il n'est point de peuple. L'assertion est facile. C'est parfois cependant l'essence même et l'unique réalité d'une identité brisée. Les Tchétchènes, dans une certaine mesure, en sont une illustration heuristique. Peuple du Caucase, installé sur le versant nord de la chaîne montagneuse éponyme et dans les plaines centrales des fleuves Terek et Sunja, à proximité de la mer Caspienne, il subit au fil des siècles les sanglants assauts de ses puissants voisins, turco-mongols, perses, puis russes. Décimé par des guerres récurrentes, deux fois contraint à l'exil, en une centaine d'années entre 1850 et 1950, il perd peu à peu le sens profond de ses traditions et la conscience de ses origines. Au cours des années 60, la société tchétchène est recomposée et en partie réinventée selon le modèle influent mais non exclusif du soviétisme assimilateur. Ainsi, ce qui fait la spécificité de l'« être tchétchène » traditionnel se dissipe dans les tourments de l'Histoire. Il n'en subsiste qu'une idée floue, beaucoup plus caucasienne ou musulmane que tchétchène à part entière. Pour ceux qui aujourd'hui sont de nouveau contraints à l'exil, la seule véritable référence, qui marque réellement l'histoire tchétchène et est source d'identité, n'est autre qu'un précédent et récent exil forcé, celui de la déportation tragique de 1944. Autrement dit, la diaspora en formation repose sur la réalité et les conséquences d'une autre « diaspora » antérieure. L'affaiblissement constaté d'une certaine forme d'identité traditionnelle ne saurait cependant constituer un handicap insurmontable. Pour la première fois à l'étranger, il semble exister, pour certains, une chance de progrès et d'accomplissement, selon que les migrants pourront ou voudront saisir les opportunités d'hybridation, prémisses d'une intégration cosmopolitique. Cette recherche ainsi n'entend nullement se limiter aux rapports entre exil et traditions ; elle voudrait ouvrir sur le lien pressenti entre diaspora et globalisation.

## ***Guerres et exils, socles de la mémoire tchétchène.***

Il est bien souvent, comme partout dans le monde, des histoires de vie, des parcours individuels, qui révèlent, mieux que de précises dissertations chronologiques, la réalité d'affrontements séculaires. Les personnalités symboliques russes et tchétchènes, dont l'engagement est succinctement décrit ici – le général russe Alexeï Petrovitch Ermolov,

commandant en 1816 les premiers pas de la conquête des montagnes du Caucase, le chef de guerre Chamil, imam d'une résistance caucasienne qui s'organise, enfin le bandit d'honneur ou *abrek*<sup>1</sup>, Khasoukha Magomedov – offrent un condensé historique et pour le moins violent des relations russo-tchéchéennes. Ces mentions ne disent pas tout, à l'évidence, mais témoignent symboliquement d'une lutte qui dure depuis plus de deux siècles.

### **L'expansion russe dans le Caucase du Nord : 1816-1865.**

Alexeï Ermolov, qui jouit de la confiance totale du tsar Alexandre 1<sup>er</sup>, héros militaire, colonel à 20 ans, se voit charger de soumettre définitivement les régions montagneuses du Caucase. Son chef d'état-major, le général Veliaminov, nommé dès 1816, élabore ainsi la stratégie dite « de siège »<sup>2</sup>, qui désigne des raids armés particulièrement violents entrepris à partir de lignes de forteresses russes établies le long des fleuves, parallèlement à la chaîne du Caucase. Tous les groupements d'habitation caucasienne, en l'occurrence tchéchéenne, entre ces lignes sont soit soumis, soit détruits au cours d'expéditions punitives et démonstratives. Ainsi les habitants qui se trouvent entre les fleuves Terek et Sunja, au long desquels ont été construites de 1818 à 1821 les forteresses russes, dont celle qui deviendra Grozny (« la Redoutable » en Russe), ont été expulsés et remplacés par des paysans cosaques. Ceux qui habitent au-delà du fleuve Sunja et jusqu'aux montagnes, se trouvent du temps du général Ermolov dans une alternative similaire : la mort ou la soumission. Par ce maillage physique de l'espace caucasien, les Russes marquent leur présence dans la région et s'imposent par la terreur.

L'idéologie russe se veut offensive, impérialiste sous la période tsariste. C'est une idéologie d'action. Conquérir le Caucase et s'imposer dans les Balkans vise certes à prouver que l'empire russe est capable de rompre l'équilibre des forces en Europe, face à l'Angleterre et à l'Autriche, mais ces deux ambitions doivent surtout faire la preuve de la puissance de la Russie. L'empire russe n'existe que par l'extension de sa domination. Seule cette motivation essentialiste peut justifier l'acharnement du tsar Nicolas Ier, qui succède à Alexandre Ier lors de la conquête du Caucase daghestano-tchéchéenne (à l'est) puis circassien (à l'ouest). La lutte

---

<sup>1</sup> Terme tchéchéne qui désigne un combattant, valeureux, plein d'abnégation, hors la loi pour le bien de ses compatriotes soumis au joug oppressif (à leurs yeux) de la Russie.

<sup>2</sup> Moshe Gammer. *Muslim Resistance to the Tsar. Shamil and the Conquest of Chechnia and Daghestan*, Franck Cass, 1994. Ainsi que Moshe Gammer. *Central Asian Survey*, 2002, vol 21, n°3.

n'épargne aucune ressource, ni financière, ni humaine, ni matérielle. Les expéditions générales mobilisant la plupart du temps entre 10 000 et 20 000 hommes, qui remplacent au début des années 1840 la stratégie « de siège », se soldent fréquemment par un massacre ou n'aboutissent nulle part dans le meilleur des cas. La bataille de Dargo en 1845 est en cela exemplaire : les Russes prennent la ville au cœur de la Tchétchénie, dans la région de Vedeno, avec 21 000 hommes et 42 pièces d'artillerie, soit des ressources considérables pour l'époque<sup>1</sup>.

Les Caucasiens s'organisent dès la fin du 18<sup>ème</sup> siècle, contre les premières interventions russes dans la région sous l'impulsion de Catherine II. Il se constitue progressivement, au fur et à mesure des pressions et exactions militaires russes, une idéologie de résistance, essentiellement défensive. Les insurgés expriment un rejet absolu de toute tentative d'uniformisation ou d'assimilation par une force extérieure, un violent impératif de vengeance qui correspond à la loi caucasienne de la dette de sang et une incompatibilité culturelle ou psychologique entre la perspective d'une soumission à un ordre hiérarchique et les traditions sociales d'égalité entre tous<sup>2</sup>. Il s'agit en fait de la protection de coutumes locales ou *adat*, certes islamisées en partie mais qui ne reprennent pas entièrement les principes de la loi islamique ou *charia*. L'islam n'intervient qu'a posteriori. En effet, les pratiques traditionnelles différant, certes assez légèrement, d'une ethnie à l'autre, il apparaît nécessaire d'établir, afin de consolider l'union et la résistance des peuples du Caucase, un socle régional commun de référence, c'est-à-dire la *charia*. Lorsque Chamil prend la tête de la résistance en 1834 et proclame la guerre sainte, cela fait neuf ans que les Tchétchènes et Daghestanais résistent avec plus ou moins de réussite à la conquête russe : trois imams s'étaient déjà succédé et Chamil est le seul à donner à la *charia* cette place institutionnelle dans la lutte. Il formalise et politise ainsi un engagement individuel qui relève d'abord de comportements de défense culturels ou individuels (refus de voir remis en cause ses modes de vie, vengeance, sentiment de liberté). Sur cette base idéologique réactive, il structure alors la guérilla en s'appuyant simultanément sur les confréries soufies qui encadrent l'individu et les clans (ou *teips*) qui se portent garants du respect, par chacun des membres, des règles coutumières. Au sortir de la guerre au début des années 1860, le processus est terminé et les confréries soufies en Tchétchénie sont devenues de véritables machines de résistance, au nom de l'islam.

---

<sup>1</sup> Moshe Gammer, *ibid.*

<sup>2</sup> Moshe Gammer, *ibid.*

Chamil est capturé par les Russes en 1859. Sa chute met un terme à la guérilla de résistance tchéchéno-daghestanaise. A l'ouest, les Circassiens luttent encore quelques années puis se soumettent en 1865. L'empire russe victorieux engage alors une politique coloniale de civilisation devant permettre d'achever l'évolution sociopolitique des peuples conquis, passant du féodalisme aux allégeances soufies, avant de se conformer enfin aux pratiques européennes que la Russie tsariste entend incarner<sup>1</sup>. Beaucoup de Caucasiens dès lors, Tchétchènes, Daghestanais et Circassiens essentiellement, fuient et trouvent refuge auprès de l'Empire ottoman dans les régions qui deviennent au 20<sup>ème</sup> siècle, la Turquie, la Jordanie et la Syrie. Il se constitue ainsi dans ces pays une première diaspora tchéchéne de plusieurs milliers d'individus qui deviennent très vite turcs ou arabes. Il n'est pas rare par exemple que leurs descendants qui, pour la plupart, ne parlent plus le tchéchéne, accèdent, en quelques décennies, à de hautes fonctions militaires. Les retombées de cette diaspora sur le Caucase sont à l'époque quantité négligeable. En raison des contacts difficiles et de l'hostilité entre les empires russe et ottoman, cette diaspora n'influence pas les territoires d'origine. La mémoire tchéchéne demeure encore fixée à une tradition forte figée au sein des confréries soufies et des clans.

### **Les résistances tchéchènes à l'assimilation soviétique et la déportation de 1944.**

L'empire soviétique constitué sur les ruines de l'empire tsariste doit être protégé et renforcé. Les vellétés autonomistes, nationalistes ou indépendantistes, qui pourraient à terme remettre en cause l'unité de la dictature ouvrière, sont bannies. Staline fait le choix du socialisme dans un seul pays, qu'il entend fermement consolider. C'est ainsi que sont lancées les principales campagnes d'uniformisation soviétique : lutte antireligieuse, purges régulières et collectivisation. Contre ce système, s'élève la figure du Tchétchéne combattant, le résistant, à l'instar de Khasoukha Magomedov qui résume parfaitement les grandes caractéristiques<sup>2</sup>. Né en mai 1905 dans la région de Chatoï, il a 30 ans lorsque les effets de l'assimilation soviétique, par la collectivisation, la campagne antireligieuse et les purges, commencent à régir fermement la vie de la république soviétique autonome. Khasoukha Magomedov grandit

---

<sup>1</sup> Lorraine de Meaux. « L'image des Tchétchènes et autres Caucasiens dans la Russie du XIX<sup>ème</sup> siècle ». *Revue des Deux Mondes*, mars 2005.

<sup>2</sup> La biographie est inspirée du texte de Moussa Gachaev, « Posledenii iz Abrakov » [le dernier des abreks], *Znamenitye ČeČency [Les Tchétchènes d'exception]*, Moscou, 2001.

dans ce contexte de pressions et de surveillance permanentes. Il choisit, encore jeune, une éducation religieuse et apprend l'arabe auprès d'un mollah. Il voudrait poursuivre des études religieuses universitaires, mais l'Etat soviétique remet en cause ces filières. Il s'est donc seul plongé dans le Coran et, en prenant conseil auprès de personnes qui font autorité en la matière, il a approfondi sa connaissance de la religion musulmane. En 1937, les purges staliniennes dans les républiques musulmanes concernent largement les intellectuels locaux, les mollahs non officiels qui sont recherchés et arrêtés, les responsables de confréries soufies. Khasukha voit ainsi disparaître la plupart de ses maîtres spirituels et comprend que tôt ou tard, il sera lui aussi convoqué au bureau de la police secrète soviétique. Il décide donc de fuir et opte pour la rébellion en devenant un *abrek*.

Face aux révoltes à répétition et contre les résistances croissantes en République autonome de Tchétchéno-Ingouchie, la solution radicale adoptée consiste en la déportation des peuples tchéchènes et ingouches en 1944 vers l'Asie centrale et la Sibérie. Staline croit ainsi résoudre définitivement les problèmes d'insoumission. Outre les Tchétchènes et les Ingouches, les Balkars, les Karatchais, les Avars, certains groupes parmi les Ossètes (notamment les Ossètes musulmans<sup>1</sup>) et parmi les Tcherkesses sont aussi déportés. L'idée n'est autre que d'assimiler en fractionnant à l'extrême les peuples rebelles, afin de protéger la construction idéologique du socialisme et de lever toute menace sur l'intégrité de l'empire soviétique. La collaboration des Tchétchènes avec l'Allemagne nazie n'est qu'un prétexte. Aucun combattant allemand en effet ne pénètre sur le territoire tchéchène. Il faut savoir également que d'autres peuples de l'URSS, qui, eux, envisagent de profiter de l'avancée allemande pour se soulever, ne sont pas déportés à l'exemple des Baltes. Les communistes russes agissent alors surtout par idéologie. Il paraît indispensable à cette date de contrecarrer tout risque de trouble interne, qui remettrait en cause la construction soviétique<sup>2</sup>.

Cet exil forcé et tragique traumatise durablement les Tchétchènes. Dans leur grande majorité, ils rentrent en Tchétchénie en 1957, lorsque le Premier Secrétaire du Parti communiste, Nikita Khrouchtchev, leur accorde le droit de retour. La réorganisation de la république est largement contrôlée par l'administration soviétique qui attribue logement et emploi. Peu de familles retrouvent la maison qu'ils ont quittée en 1944. La plupart se

---

<sup>1</sup> A l'inverse des Ossètes chrétiens qui sont épargnés.

<sup>2</sup> Nicolas Werth. *La question tchéchène dans la politique de l'URSS, 1917-1956*. Séminaire de Frédérique Longuet-Marx, EHESS, avril 2005.

réinstallent dans les villes et la plaine entre les fleuves. Les clans de ce fait perdent leur ancrage géographique. Les pratiques traditionnelles, *adat*, ainsi que le folklore, sont recomposées sous l'effet de l'influence russe, plus européenne. Seul le soufisme, dépolitisé, subsiste discrètement, sous la forme d'un islam parallèle, théorisé par Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier Quelquejay<sup>1</sup>. Les spécificités tchéchènes s'émeussent petit à petit et se fondent en une grande identité caucasienne soviétique. La Tchétchénie qui renaît au cours des années 60 ne ressemble ainsi ni géographiquement ni socialement à la république autonome du début des années 1940. C'est une période de paix et de stabilité. Khazoukha Magomedov d'ailleurs, qui continue la lutte, seul, fait figure d'exception jusqu'à sa mort en 1976. Les années passant les traditions en Tchétchénie tendent à se confondre avec les habitudes recomposées en 1960. L'unique réalité, cela étant, demeure la déportation dont la mémoire est soigneusement entretenue par les familles. Pour les enfants, dont les parents ont été déportés et qui sont nés pour certains, en Asie centrale, cet événement est ainsi constitutif de l'identité particulière tchéchène. Ces individus arrivent aux responsabilités en Tchétchénie au cours des années 1990 ; ils façonnent également la diaspora des années 2000.

### ***Les troubles de la décennie 1990 et l'émergence d'une nouvelle diaspora.***

Le 27 octobre 1991, le général de l'armée soviétique, Djokhar Doudaev, est élu, dans une certaine confusion, président de la république de Tchétchénie. Cinq jours plus tard, le 1<sup>er</sup> novembre, il proclame l'indépendance. A la différence des nombreuses luttes passées aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles contre la colonisation tsariste puis sous l'occupation assimilationniste soviétique, le général Doudaev, devenu président, crée une idéologie nationaliste d'action. La résistance n'est plus réactive, presque spontanée et instinctive, elle est calculée et construite. Les ressorts de l'idéologie doudaévienne reprennent les bases antérieures de mobilisation : islam, confréries soufies, clans, traditions locales tchéchènes et pancaucasisme, lesquelles cependant sont mises au service de la nation. Il faut y ajouter surtout la mémoire de la déportation. Comment expliquer en effet qu'un général formé à l'école soviétique, ayant combattu contre les moudjahiddine en Afghanistan, marié à une Russe, ami de plusieurs dictateurs ou chefs d'Etat autoritaires, notamment Erich Honecker en Allemagne de l'Est ou

---

<sup>1</sup> Alexandre Bennigsen, Chantal Lemercier Quelquejay. *Le Soufi et le commissaire*. Paris : Le Seuil, 1986.

Zviad Gamsakhourdia en Géorgie, devienne le leader incontesté d'une lutte de libération nationale ? Sans doute peut-on invoquer l'influence positive de son passage en Estonie, à la base de Tartu, où il a pu être sensibilisé aux discours baltes de liberté et d'autodétermination. Mais il peut être pertinent également, ainsi que le rapporte Alla Doudaeva<sup>1</sup>, de relever l'importance déterminante de la déportation de 1944 dans la recomposition, au cours des années 80, de la mémoire et des traditions tchéchènes. Djokhar Doudaev, né au Kazakhstan en déportation, est marqué, comme la plupart des Tchétchènes, par cette tragédie. Mais il en fait un événement fondateur, ainsi que l'illustrent ces quelques phrases d'un discours prononcé le 23 février 1994, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'événement.

« Pendant des dizaines d'années, on nous a fait pleurer et avouer des crimes que nous n'avions pas commis. Jusqu'à quand allons-nous pleurer et enterrer (...) ? C'en est assez des deuils et des chagrins sans fin (...). Que le 23 février, Journée de Deuil national devienne désormais le Jour de la Renaissance nationale ! Nous construirons... »<sup>2</sup>.

Les Tchétchènes ainsi, selon lui, doivent prendre leur destin en main et ne plus le laisser à des étrangers, de manière à passer du statut de victimes opprimées et de boucs émissaires à celui de bâtisseurs, maîtres de leur vie. L'indépendance à ses yeux permet d'assurer un avenir positif et maîtrisé aux Tchétchènes qui ne seront plus soumis aux aléas des volontés de puissances extérieures. C'est la signification symbolique de la métamorphose du 23 février. Ce changement officiel du sens de la mémoire correspond parfaitement à la nouvelle perspective idéologique, positive, advenue sous l'impulsion de Djokhar Doudaev. Rompant avec la lutte traditionnelle confrérique menée par l'imam Chamil, elle se nourrit de l'expérience tragique du dernier exil.

### **Première guerre 1994-1996 : les Tchétchènes maîtres de leur destin.**

La construction nationaliste tchéchène, définie par le président tchéchène Djokhar Doudaev et organisée par une minorité de leaders sous l'impulsion unique de cet homme, se révèle, dans les premiers temps, tout à fait performante. Le peuple tchéchène, en majorité, soutient au début des années 1990 le projet d'indépendance. Il croit à l'Etat national que Doudaev lui promet, fondé à la fois sur les référents identitaires et juridiques traditionnels

---

<sup>1</sup> Dans un ouvrage intitulé, *Le loup tchéchène, Ma vie avec Djokhar Doudaïev*, paru en 2005 en français aux éditions Maren Sell.

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 165.

(*adat* et *charia*) et sur le droit moderne (Constitution, laïcité). En 1994 ainsi, lorsque la Russie envoie ses troupes en Tchétchénie, l'idéologie proposée par le président réunit la plupart des groupes tchétchènes. C'est, côté tchétchène, une guerre populaire qui commence, celle d'un peuple tout entier en armes, animé d'une idéologie constructive, soudé et solidaire face au danger extérieur ou étranger. Il est plus facile, dans cette perspective positive, de garder la maîtrise de la guerre. L'existence d'un but stratégique, côté tchétchène, facilite en effet grandement la conduite tactique des opérations. Il est ainsi possible aux combattants tchétchènes, en dépit du déséquilibre évident entre les forces en présence, non seulement de résister à l'écrasement militaire mais, de manière plus surprenante, de reprendre assez vite l'initiative, à la suite de la prise d'otages par Chamil Bassaev le 15 juin 1995 dans la ville de Boudenovsk au Daghestan.

Les séparatistes tchétchènes rompent le cessez-le-feu et engagent une guérilla à l'automne 1995. Offensives ciblées et embuscades se succèdent : en décembre, la résistance lance une attaque contre Goudermes ; un chef de guerre tchétchène, Salman Radouev, prend en otage un hôpital à Kizliar au Daghestan au début de janvier 1996, en mars Grozny est attaquée, en avril c'est le tour de Vedeno et Chatoï. A chaque fois, plusieurs dizaines de soldats russes sont tués ou blessés. Il est évident, compte tenu de ces opérations régulières, que les Russes ne contrôlent nullement la situation militaire en Tchétchénie. Ils ont de surcroît perdu l'initiative politique qu'entretenait Tchernomyrdine à l'été 95. La Russie ne semble plus que subir les assauts tchétchènes, en essayant de réagir, sans succès. Elle ne parvient pas non plus à tirer profit de la mort de Doudaev tué par un missile le 21 avril 1996. Les modalités de succession tchétchène fonctionnent parfaitement sans altérer, sur le terrain, l'initiative militaire. Puis, l'élection présidentielle en Russie approchant, il apparaît préférable politiquement à Boris Eltsine et à son entourage de conclure à la fin de mai, de nouveau, un cessez-le-feu en Tchétchénie, sans entrer pour autant dans un processus de négociation. Les opérations, en fait, sont en suspens le temps de l'élection qu'Eltsine remporte. Le rapport tactique n'est nullement modifié sur le terrain : les Tchétchènes restent maîtres de l'initiative militaire. Ils organisent ainsi début août une vaste offensive sur Grozny qui se révèle déterminante. C'est à ce moment-là seulement que, sous la pression d'Alexandre Lebed nommé à la tête du Conseil de Sécurité nationale, les autorités de Russie optent pour la paix et reprennent en cela l'initiative au moins politique. Le 22 août un cessez-le-feu est signé entre Lebed et Maskhadov, puis le 31 août l'accord de Khassaviourt qui prévoit d'établir définitivement avant le 31 décembre 2001 le principe de la relation entre les deux entités,



Russie et Tchétchénie. Fin décembre 1996, les dernières troupes de combat russes quittent le territoire tchétchène. A cette date, par les armes, les Tchétchènes, conduits d'abord par Doudaev puis par ses successeurs, Zelimkhan Ianderbiev, vice-président devenu président par intérim, et Aslan Maskhadov, chef d'état major de la résistance tchétchène, imposent à la Russie de pouvoir choisir seuls leur avenir. C'est une première victoire qui ne signifie pas nécessairement l'acquisition de l'indépendance mais qui la rend possible.

### **Seconde guerre 1999-2000 : la Tchétchénie dévastée.**

Jamais la Russie, entre 1996 et 1999, n'admet sa défaite. Les militaires, dès 1997, préparent leur revanche. De manière significative, il est révélateur de noter que cette année là, Anatoli Kvachnine, commandant de la zone militaire du Caucase Nord de 1994 à 1996 et donc principal responsable de la débâcle, accède au poste de chef d'état-major général des armées, au prix de tractations et accords discrets en coulisses. Politiquement, les objectifs sont nuls : il ne s'agit que de vengeance. Ainsi Kvachnine, secondé par Valeri Manilov, qui en 1994 soutenait l'entrée en guerre, engage, dès son arrivée en fonction, une réforme de l'organisation militaire qu'ils rationalisent en surface ; ils établissent aussi des unités opérationnelles assez efficaces. La décision cependant se fait attendre. En 1997 et 1998, le président Eltsine maintient un certain équilibre entre les différents groupes d'influence en Russie, en gardant la maîtrise ultime de l'ensemble des administrations dites de force : ministère de la Défense, ministère de l'Intérieur, FSB, SVR (services de renseignements extérieurs), ministère de la Justice, qu'il a placées sous son contrôle direct. Les militaires ne sont alors qu'un groupe d'intérêts parmi d'autres. Au début de 1999, c'est Evgueni Primakov surtout qui représente une menace pour l'équipe du Kremlin. A cette date, la guerre en Tchétchénie n'est pas à l'ordre du jour. L'idée cependant est introduite, présentée et entretenue régulièrement auprès des autorités politiques de Russie. Elle ne convainc pas (encore) mais elle existe et fait l'objet d'un lobbying plus ou moins intensif, direct ou indirect, de la part de l'armée.

Un homme, dans l'entourage d'Eltsine, semble assurer particulièrement la liaison entre les militaires et le pouvoir politique, dans la perspective de la reprise de la guerre dans le Caucase. Vladimir Poutine, directeur du FSB dès 1998 et secrétaire du Conseil de Sécurité de Russie à partir de mars 1999, se trouve, par ces fonctions cumulées, à l'articulation entre l'armée, les services de sécurité plus largement et le cercle restreint des décideurs politiques

autour du président Eltsine. Il participe, à ces différents titres, à la fois aux réunions politiques au Kremlin et aux sessions des divers organes russes de défense. Il prend part ainsi à une réunion décisive du Conseil de Sécurité en décembre 1998 qui adopte un plan d'action contre la Tchétchénie. Il s'agit d'organiser une opération de communication visant à accroître les tensions internes au sein de la république. Ce n'est qu'un exemple de pressions parmi d'autres, réalisées dans le plus grand secret. Tout au long de l'hiver 1998-1999, puis au printemps 1999, Poutine est au cœur des relations civilo-militaires, entre un pouvoir politique cherchant à sauvegarder ses intérêts et des généraux du ministère de la Défense.

Finalement, à la faveur de la succession de Boris Eltsine qui échoit à Vladimir Poutine, une seconde guerre de Tchétchénie s'engage en septembre 1999. La victoire militaire russe est écrasante ; la vengeance est consommée. Il est une tragédie qui ne trompe pas, celle de l'insistance des militaires russes à prendre à la mi-novembre 1999 la petite ville tchétchène de Bamout, nullement stratégique, mais qui en 1995 a été la première à résister aux assauts russes. Ce symbole vaut alors le sacrifice inutile de centaines de jeunes recrues de Russie. Côté tchétchène, les pertes sont lourdes. La république qui se préparait à son indépendance est dévastée. Ses citoyens qui ont combattu sous la bannière de la nation en armes sont submergés par la puissance de feu russe. Il ne reste qu'une poignée de combattants plus ou moins professionnels réfugiés dans la montagne. Presque deux cent mille personnes trouvent refuge en Ingouchie voisine. C'est le début d'un exode massif vers les républiques du Caucase Sud, la Turquie puis l'Europe.

### **Emergence d'une nouvelle diaspora.**

Ce nouvel exil forcé, le troisième en un peu plus d'un siècle, pourrait comporter des ouvertures inattendues pour les migrants tchétchènes, se différenciant en cela des deux précédents dont les effets positifs n'ont guère été évidents. Dans un contexte identitaire incertain, marqué, on l'a vu, par l'idée d'une tradition évanescence, l'entrée en diaspora peut permettre aux migrants de trouver certaines solutions, plus dynamiques ; d'autant que cette fuite nouvelle, pour eux, augmente l'acuité du questionnement et du besoin identitaire. L'exil en effet donne accès à de multiples opportunités, financières, éducatives, professionnelles, ouvrant parfois sur des mécanismes d'hybridation plutôt prometteurs. Vu de Tchétchénie, sous certaines conditions d'interaction, ce passage par l'étranger pourrait être une chance de renouveau, une manière en somme de recréer une réalité tchétchène effective et globale. Quel

rôle la diaspora peut-elle jouer dans la renaissance de la république brisée de Tchétchénie ?  
Comment peut-elle favoriser la reconstruction sur des bases stables et pérennes ?

### ***La diaspora, entre communautarisme et cosmopolitisme.***

Il y a dans la notion de diaspora l'idée d'une médiation entre un état communautaire et ce que plusieurs intellectuels contemporains appellent « la gouvernance globale »<sup>1</sup>. A leurs yeux, la forme diasporique n'est pas seulement un rassemblement de migrants souhaitant conserver jalousement en exil leurs modes de vie et leurs traditions, mais se révèle surtout un tremplin idéal, source d'opportunités transnationales, vers divers réseaux globaux, politiques, financiers, économiques ou religieux. Transnational<sup>2</sup> désigne ici une réalité impliquant deux nations, au sens identitaire : un mélange résultant d'une interaction entre deux ou plusieurs éléments de différentes origines nationales. Etre en diaspora fonctionnerait comme une clé permettant à l'individu évoluant au sein d'une structure communautaire de rejoindre un espace supérieur d'expression et d'accomplissement, qui faciliterait ainsi ses initiatives en direction notamment de son territoire d'origine. Quelles spécificités le phénomène de diaspora comporte-t-il donc? Quelles en sont les valeurs ajoutées ? Qu'apporte-t-il de si global, au point de transformer, au terme du processus de formation, de simples réfugiés en acteurs transnationaux ?

Outre la diaspora, trois autres notions se trouvent mêlées à ces interrogations problématiques : le communautarisme qui suit la migration, l'intégration dans la société d'accueil qui est indispensable à tout projet transnational et le cosmopolitisme comme un aboutissement inattendu. Contradictoires entre eux, a priori, tous ces états, paradoxalement, paraissent étroitement imbriqués dans le cadre diasporique. Tout se passe comme si le communautarisme ne nuisait pas à l'intégration au sein de la société nationale, laquelle, loin de constituer un obstacle aux mouvements mondiaux, renforce la position du prétendant à

---

<sup>1</sup> John Fonte. « Global Governance vs. the Liberal Democratic Nation-State: What Is the Best Regime? » *The 2008 Bradley Symposium*. Washington DC: Hudson Institute, 4 June 2008, 20 p.

Ulrich Beck. *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?* Paris : Alto Aubiers, 2006. 378 p.

<sup>2</sup> Le terme a vu sa définition en sciences sociales évoluer au fil des décennies. Il est entendu ici sous sa forme littérale, c'est-à-dire « entre deux ou plusieurs nations ». Il ne qualifie pas une réalité existant dans deux ou plusieurs pays, sur le modèle par exemple d'une entreprise globale ; il ne s'agit pas de mettre en lumière le progressif effacement des frontières.

l'action globale. C'est précisément ce phénomène créé par la diaspora qui est au cœur de cette recherche, appliquée au cas tchéchène. On ne saurait cependant s'en tenir à une simple démonstration empirique fondée sur ces « concepts horizons », trop largement utilisés, aux connotations et références trop disparates. Utiles sans doute pour orienter et donner sens à une constatation, ils seront ici mobilisés en eux-mêmes et il convient par conséquent d'en dessiner les contours théoriques de manière plus approfondie, en commençant bien sûr par le concept, déterminant ici, de diaspora.

### **La diaspora comme état ?**

Selon cette option conceptuelle, la définition de la diaspora répond à un certain nombre de critères qui peuvent varier considérablement d'un auteur à l'autre. C'est une approche statique qui consiste à examiner si telle communauté de migrants respecte l'ensemble des éléments retenus dans une définition préalablement exposée. Sur un plan historique, il peut y avoir une certaine pertinence à procéder ainsi, à l'instar de William Safran qui propose six caractéristiques diasporiques directement empruntées à ce qu'il nomme les « archétypes de la Diaspora, à savoir l'émergence antique de communautés minoritaires expatriées<sup>1</sup> : les Juifs et les Grecs, auxquels sont venus s'ajouter les Arméniens ou les Libanais.

- Communautés dispersées au départ d'une région spécifique.
- Communautés qui conservent une vision collective ou mythique de leur territoire d'origine<sup>2</sup> (*homeland*).
- Communautés convaincues de n'être capables de s'assimiler que partiellement au sein de la société d'accueil.
- Communautés qui voient dans leur terre d'origine la terre idéale.
- Communautés engagées dans la préservation, la protection et/ou la restauration du référent-origine.
- Communautés en contacts étroits et réguliers avec le référent-origine, lesquels font partie intégrante de l'identité.

---

<sup>1</sup> William Safran. « Diasporas in Modern Societies: Myths of homeland and return ». *Diaspora*, 1991, vol 1, n°1.

<sup>2</sup> Le territoire peut être remplacé également par le terme « référent-origine ».

Ainsi seuls les peuples dispersés dont les modes d'apparition et de fonctionnement ressembleraient à ceux de ces diasporas anciennes pourraient recevoir le label. L'histoire cependant ne vaut pas obligatoirement vérité. D'autres critères, politiques, sociologiques et ethniques, non forcément exclusifs entre eux, permettent une actualisation des diasporas, en intégrant des éléments qualifiants très modernes. Il est certain que plus la liste des déterminants s'allonge, moins les diasporas existent. Il est vrai aussi que choisir une optique très large, à l'instar de chercheurs minimalistes, tel John Armstrong qui considère que toute « collectivité ethnique sans base territoriale au sein d'une entité politique » est une diaspora<sup>1</sup>, n'aide en rien à mieux comprendre la finesse de réalités diverses.

Au fil des débats et échanges académiques, plusieurs critères reviennent de manière récurrente, ce qui permet d'établir une liste de base synthétique. Les traits déterminants suivant sont ainsi repris en grande partie des travaux de Gabriel Sheffer<sup>2</sup>, de Charles King et de Neil J. Melvin<sup>3</sup>.

- Groupe dispersé qui a quitté, volontairement ou non, son territoire d'origine ou référent-origine ou *homeland*.
- Groupe dont les membres sont d'une même origine ethno-nationale, qui volontairement et collectivement au sein de plusieurs Etats d'accueil ont décidé de maintenir cette identité commune et qui se définissent ou s'identifient comme membres d'une diaspora.
- Groupe dont les membres sont conscients de résider de manière plus ou moins permanente dans un Etat d'accueil.
- Groupe qui a mis en œuvre des structures d'organisation communautaires (fondées sur l'origine ethno-nationale) en vue d'actions dans différentes sphères de la vie publique, culturelle, sociale, politique et économique, au sein des Etats d'accueil.

---

<sup>1</sup> John Armstrong. « Mobilized and Proletarian Diasporas ». *American Political Science Review*, 1976, vol 70, n°2.

<sup>2</sup> Gabriel Sheffer (dir). *Modern Diaspora in International Politics*. Londres: Palgrave Macmillan, 1986. 349 p.

Gabriel Sheffer. *Diaspora Politics at home abroad*. New-York: Cambridge University Press, 2003. 290 p.

<sup>3</sup> Charles King, Neil J. Melvin (dir). *Nation Abroad, Diaspora Politics and International relations in the former Soviet Union*. London: Westview Press, 1998. 256 p.

- Groupe qui fonctionne par le biais de réseaux transétatiques entre les membres d'une même origine ethno-nationale résidant dans différents Etats d'accueil, lesquels permettent d'entretenir le contact entre les membres dispersés, le référent-origine, les autorités d'accueil et éventuellement des acteurs internationaux.
- Groupe qui entretient des relations régulières avec le homeland, qu'il faut protéger ou promouvoir, faire advenir ou contester.

Ceux-ci ne sont nullement exhaustifs. Les auteurs ensuite continuent d'apporter telle ou telle précision qui peut transformer l'esprit de ces critères communs. Ainsi, Robin Cohen, l'un des théoriciens les plus influents en la matière, en voulant compléter cette liste, propose en réalité une version nouvelle, qui insiste notamment, comme William Safran, sur l'impératif initial d'une catastrophe originelle<sup>1</sup>. Il recense neuf critères, dont parmi les plus importants :

- Dispersion traumatisante d'un référent-origine vers au moins deux régions étrangères.
- Entretien de mythes et d'une mémoire collective attachés à ce référent-origine idéalisé.
- Forte conscience identitaire fondée sur un sens aigu de la différence.
- Histoire commune et croyance en un destin commun.
- Solidarité marquée avec les membres de la communauté de migrants d'une même origine ethnique.
- Relations troubles et délicates avec la société d'accueil.

Ainsi, selon l'acception, le terme diaspora recouvre diverses réalités. Les nuances entre auteurs et les traits caractéristiques ajoutés font varier considérablement les limites de l'ensemble « diaspora ». Que les groupes tchéchènes minoritaires et résidant à l'étranger soient concernés ou non, la définition ne peut constituer l'enjeu problématique majeur d'une recherche doctorale. A notre sens, il serait vain scientifiquement de vouloir démontrer la coïncidence entre la situation des Tchétchènes à l'étranger et les principaux critères d'avènement d'une diaspora. Les résultats, sans doute, se perdraient en abîmes épistémologiques et discussions sans fin sur l'adéquation ou non de telle réalité avec tels éléments de définition. De plus, il se pose indéniablement une difficulté temporelle. L'examen comparatif suppose une certaine stabilité de l'objet étudié ; or la réalité diasporique

---

<sup>1</sup> Robin Cohen, *Global Diasporas, An introduction*, University of Washington Press, 1997, p. 26.

tchéchène très récente est encore trop mouvante. Devait-on cependant attendre que la diaspora prenne une forme définitive ? Existe-t-il d'ailleurs une forme définitive de diaspora ?

### **La diaspora comme processus.**

Dans toute diaspora résonne l'idée d'un passage et d'une transformation. Tout groupe sociopolitique minoritaire à l'étranger, toute communauté de même origine ethnique résidant à l'étranger ne saurait constituer une diaspora, sans ce passage à définir. Ces communautés peuvent rester un groupe de réfugiés, un groupe d'étudiants étrangers, un groupe d'immigrés pour des raisons économiques, un groupe d'exilés politiques demandeurs d'asile, un groupe de travailleurs invités, un groupe d'expatriés, s'il n'y a pas une transformation minimum qui affecte leur identité, leurs activités et leurs projets de vie. Tous ceux-là peuvent être appelés migrants, établis pour une longue durée dans un Etat d'accueil, ce qui ainsi exclut les touristes. Mais, seule une partie de ces migrants devient diaspora. Une communauté diasporique n'est ainsi ni tout à fait un groupe d'étudiants, ni un groupe d'exilés ou d'immigrés ; elle ne fait que se nourrir de ces viviers. Elle suppose inévitablement et systématiquement une évolution personnelle de l'individu concerné : un saut psychologique, amenant ces migrants de même origine ethnique à se penser et même éventuellement à se dire membres d'une diaspora. La dialectique de la diasporisation n'est enclenchée que par la volonté de l'individu de conserver à l'étranger son identité (ethnique) et de s'identifier à ses semblables résidant comme lui en dehors de leur référent-origine, pour ne citer que les premières étapes d'un processus quasiment sans fin.

C'est un choix délibéré, inspiré par l'exemple de Dominique Schnapper, de ne pas définir la diaspora sur un mode essentialiste<sup>1</sup>. On ne peut évacuer certes l'existence de seuils minimaux, à partir desquels il devient possible de parler de diaspora, mais ceux-ci ne sauraient nullement constituer des handicaps restrictifs. Au nombre de trois principaux, ils sont repris en l'occurrence de Kachig Tötölyan<sup>2</sup>.

- Echanges récurrents, même a minima institutionnalisés, entre les diverses implantations du peuple dispersé.

---

<sup>1</sup> Dominique Schnapper. « De l'Etat-nation au monde transnational, Du sens et de l'utilité du concept de diaspora ». *Revue européenne des migrations internationales*, 2001, vol°17, n°2, p. 31.

<sup>2</sup> Kachig Tötölyan. « Rethinking Diaspora(s) : Stateless power in the transnational Moment ». *Diaspora*, 1996, vol 5, n 1.

- Stabilité dans les relations avec la société d'installation.
- Aspiration à l'unité et au retour, même si elle est purement imaginaire.

Il reste, au terme de cette clarification théorique, que la diaspora, telle qu'elle est présentée ici, est une longue et lente transformation de l'individu migrant qui suit un schéma relativement clair, en plusieurs paliers : identitaire, communautaire et cosmopolitique.

### **Les étapes du processus de diasporisation.**

Toute diaspora commence à un niveau psychologique, par une décision d'engagement, consciente et individuelle. Selon Gabriel Sheffer<sup>1</sup> que nous suivons ici totalement, le migrant nouvellement arrivé choisit volontairement de conserver son identité et de se reconnaître comme partie intégrante d'un groupe identitaire formalisé. Sheffer distingue ici deux processus à l'œuvre : une volonté de reconstruction identitaire et un besoin de reconnaissance communautaire. Précisant cependant qu'une diaspora n'a de réalité que structurée, il décrit alors un troisième palier voyant l'agrégation des migrants en groupes organisés destinés à agir dans un domaine spécifique, économique, politique, social, éducatif et/ou journalistique. La structuration n'intervient pas nécessairement immédiatement après la migration. Les étapes ne se succèdent pas tel un mécanisme automatique. Entre l'arrivée à l'étranger et le début d'une réalité diasporique, il peut s'écouler plusieurs mois, voire plusieurs années. Ce temps de latence permet notamment au migrant de considérer son choix et de mettre en œuvre ou non le processus diasporique. C'est aussi une période d'adaptation pour chacun et de recomposition à l'étranger des cercles identitaires primordiaux (familial, amical, géographique), qui doivent faciliter la réinsertion de l'exilé. L'auteur qualifie ce moment de « protodiasporique ».

Sur la base du modèle développé par Gabriel Sheffer, lequel est enrichi et précisé, il est établi le mécanisme suivant de structuration diasporique en six étapes, qui pose le cadre théorique général de cette recherche.

#### 1. La fuite dans l'urgence.

La décision de partir est prise le plus souvent de façon émotionnelle dans un contexte de vie très dégradé. Les migrants quittent leur terre d'origine sans réellement réfléchir à leur destination : ils fuient d'abord à proximité. Ce n'est qu'a posteriori qu'ils

---

<sup>1</sup> Gabriel Sheffer. *Diaspora Politics at home abroad. ibid.*



choisissent un pays d'accueil selon des critères plus rationnels : conditions de sécurité, conditions sociales et coût financier. Les ressorts familiaux de solidarité jouent, le long du parcours, un rôle non négligeable.

## 2. Le choix impératif à l'arrivée.

Tout migrant est confronté au même choix initial, quant au sens qu'il entend donner à son installation. Doit-il envisager l'assimilation au sein de la société d'accueil ? Doit-il plutôt attendre de rentrer chez lui dès que possible ? Ou doit-il envisager de participer à un projet diasporique ? L'assimilation ici s'oppose à l'intégration. D'après les définitions données par Dominique Schnapper, le premier concept implique la disparition des spécificités culturelles, l'absence de structure communautaire et la dissolution progressive de l'individu dans la société d'accueil<sup>1</sup> ; le second désigne les processus par lesquels les individus participent à la société d'installation par l'activité professionnelle ou scolaire et les échanges sociaux et amicaux avec les locaux, sans oublier pour autant leur culture d'origine (système de valeurs et comportements familiaux)<sup>2</sup>. Rien n'indique que ces dernières initiatives soient incompatibles avec le choix éventuel d'engagement diasporique.

Cependant il faut tenir compte également des conditions d'accueil mises en place par l'Etat de destination. Accueillir un réfugié quittant une zone de crise est en effet loin d'être un acte politique neutre. Aux relations simples migrant/Etat d'accueil et migrant/Etat d'origine, s'ajoute une interaction déterminante entre Etat d'accueil et Etat d'origine, qui n'est pas sans conséquence sur les choix de la communauté exilée.

S'ouvre ici la période protodiasporique au cours de laquelle le migrant est amené à trancher parmi les trois options précédentes.

## 3. Recomposition des références identitaires primordiales.

Cette étape correspond à la volonté de l'individu de conserver son identité, au sens premier du terme : qui est-il ? La famille, proche ou élargie, offre un espace favorable à cette reconstruction qui peut être très rapide. Elle peut passer également par les premiers contacts personnels du migrant à l'étranger.

---

<sup>1</sup> Dominique Schnapper. *Qu'est-ce que l'intégration ?* Paris : Gallimard, 2007, p77-82.

<sup>2</sup> *Ibid*, p. 111.

4. Reconnaissance communautaire.

Le migrant cherche à affirmer sa place au sein de la communauté en formation (ou déjà instituée pour des diasporas plus anciennes). Les relations avec les leaders et la pratique religieuse ont un effet unificateur.

A ce stade, la décision du migrant doit être prise : ni assimilation ni retour à court terme ; il est prêt volontairement et consciemment à s'engager dans des structures de diaspora.

5. Structuration protodiasporique communautaire.

Des structures collectives, associations d'entraide, écoles, centres culturels, sont constituées et gérées par les exilés eux-mêmes. Elles visent à améliorer le quotidien de la diaspora désormais existante dans l'Etat d'accueil considéré. Ces projets communautaires peuvent se transformer en communautarisme, à certaines conditions. La plupart du temps émerge un communautarisme « allégé » qui ne paraît pas gêner réellement l'intégration des migrants au sein des sociétés d'accueil.

Les autorités du référent-origine peuvent ici intervenir pour soutenir ce processus de structuration diasporique, théoriquement<sup>1</sup>. Il faut qu'elles en aient les moyens et que l'Etat d'accueil les laisse ainsi s'immiscer dans ses affaires intérieures. Les leaders à l'étranger grâce à des contacts privilégiés avec le référent auraient de ce fait plus de facilités à organiser la diaspora.

S'élaborent ou se consolident en parallèle des stratégies politiques, économiques et sociales contre ou dans l'intérêt du référent-origine et à destination de l'Etat d'accueil et d'acteurs internationaux.

Ces structures et initiatives échouent à moyen terme, par inadéquation aux réalités nouvelles et principalement transnationales qui accompagnent tout phénomène diasporique.

6. L'horizon cosmopolitique ou l'intégration des migrants, par le fait diasporique, au contexte global.

Ultime étape, le transnationalisme est entendu, selon l'un des auteurs les plus pointus en ce domaine, Ulrich Beck, comme « un équilibrisme entre des loyalismes politiques ne

---

<sup>1</sup> Ce n'est pas le cas pour les Tchétchènes, les réfugiés fuyant un pouvoir arbitraire et politiquement marqué.

pouvant exister qu'à la condition d'une pluralité d'appartenances»<sup>1</sup>. Le chercheur précise : « la transnationalité est une forme d'intégration de la dimension étrangère à soi-même »<sup>2</sup>. L'exil en la matière offre en effet de multiples opportunités, ne serait-ce que par l'éducation ou les contacts avec des structures étrangères. Il devient possible de changer de perspective, de tester d'autres champs d'expériences, de vivre en somme dans un intervalle heuristique entre deux sociétés et deux identités, en tirant un profit maximum de l'une et de l'autre.

Il peut s'engager alors ce qu'Ulrich Beck nomme un processus de cosmopolitisation, « dans lequel l'universel et le contextuel, le semblable et le différent, le global et le local doivent être appréhendés non pas comme des polarités culturelles mais comme des principes étroitement liés et imbriqués »<sup>3</sup>, à supposer cependant que le migrant n'ait pas de réaction nationaliste. Il se met en place, pour celui qui bénéficie de ce transnationalisme ouvert, une logique inclusive « et-et », beaucoup plus riche que la traditionnelle logique alternative exclusive ou réaliste qui marque depuis longtemps les mouvements internationaux. La diaspora acquiert ainsi une dimension opérationnelle au niveau mondial.

Cette recherche voudrait appliquer ce schéma de structuration diasporique au cas des communautés tchéchènes exilées à partir de la fin de la décennie 90. Nous procéderons en trois temps. Après avoir détaillé les effets dévastateurs et destructurants des deux guerres en Tchétchénie, entre 1994 et 1996 et depuis 1999, qui jettent sur les routes plusieurs dizaines de milliers de réfugiés et déplacés tchéchènes (chapitres I et II), nous examinerons la généalogie de la diaspora tchéchène en Europe, en Turquie, en Russie et dans le Caucase Sud, en suivant successivement les parcours de migration (chapitre III), l'accueil dans les Etats d'émigration (chapitre IV) et la constitution des structures protodiasporiques (chapitre V). Alors, constatant l'échec politique et social de ces dernières (chapitre VI), nous décrirons les réalités nouvelles de la diaspora tchéchène en formation (chapitre VII), et notamment ses perspectives transnationales, telles qu'elles se manifestent jusqu'à l'automne 2007. Cette date, arbitraire,

---

<sup>1</sup> Ulrich Beck, *ibid*, p. 131.

<sup>2</sup> *Ibid*, p. 133.

<sup>3</sup> *Ibid*, p. 144.

marque la fin des recherches de terrain ; elle ne préjuge évidemment en rien du phénomène de diasporisation qui se poursuit et s'affirme au sein des sociétés d'accueil.

### ***Outils et méthode.***

Ce travail minimise volontairement tout ce qui peut apparaître comme « pré-pensé », tels qu'un cadre d'analyse et un panel trop restrictifs. Prenant appui, en toute humilité, sur la démarche cartésienne<sup>1</sup>, il a semblé essentiel d'acquérir les connaissances directement, au fil de déductions et recoupements personnels, ancrés dans la réalité observée.

### **Le concept de diaspora.**

En une formule synthétique, qui reprend les développements précédents, la diaspora, tout au long de ce travail, est entendue de la manière suivante<sup>2</sup> :

« Projet de structuration communautaire à des fins transnationales, entrepris par un ensemble d'individus qui ont fui dans l'urgence leur pays d'origine et qui font le choix, en exil, de faire revivre la communauté ethno-nationale dont ils sont issus ».

Définition minimaliste, il ne peut être exclu qu'elle s'enrichisse au terme de cette recherche. L'expérience de la diaspora tchéchène suit, autant qu'elle le révèle, le cadre général de structuration exposé ici. Il s'agit d'observer, sans a priori, le processus de généalogie diasporique et donc de laisser les faits et les acteurs s'exprimer en toute liberté.

### **Sources.**

Seul l'entretien direct et personnel avec les individus impliqués dans le processus de diasporisation permet de donner à cette recherche, dans la perspective particulière notée ici, une réelle valeur ajoutée et une pertinence originale. Les entretiens constituent la pierre

---

<sup>1</sup> René Descartes. *Discours de la Méthode*. Paris : Garnier Flammarion, 1966, p. 43.

<sup>2</sup> Proposition personnelle de définition.

angulaire de ce travail, sa base fondamentale. De 2002 à 2007 ainsi, près de 200 personnes sont interviewées ; 400 entretiens menés en russe, et ponctuellement en anglais et en français, sont conduits ; 12 pays d'accueil sont visités.

- Chronologie des terrains.

France : octobre 2002 – mars 2007. Paris, Strasbourg, Melun, Nice. Par définition, les entretiens menés en France ne donnent pas lieu à un déplacement spécifique de plusieurs semaines et émaillent donc l'ensemble de la période<sup>1</sup>.

Russie : octobre 2002. Moscou.

Ukraine : novembre 2002. Kiev, Odessa.

Grande-Bretagne : avril 2003 (deux semaines). Londres.

Russie : juin 2003. Moscou.

Azerbaïdjan, Turquie : novembre 2003. Bakou et Istanbul.

Belgique : 2004-2007. Séjours réguliers sur toute la période, pendant plusieurs jours à Bruxelles, Anvers, Eupen.

Turquie : mars 2004. Istanbul.

Géorgie : mai 2004. Tbilissi, vallée de Pankissi.

Russie : septembre 2004 – janvier 2005. Moscou, Saint-Pétersbourg, Kislovodsk, Vladikavkaz.

Azerbaïdjan : mars 2005. Bakou.

Allemagne : septembre 2005 – février 2006. Trois séjours réguliers d'une dizaine de jours chacun, à Munich, Mannheim, Nuremberg, Aschaffenburg et Berlin.

Pologne : février – mars 2006. Varsovie, Lomja.

Etats-Unis : mars 2006 (une semaine). New-York.

Norvège : juillet 2006. Oslo.

Turquie : septembre 2006. Istanbul.

Pologne : mai 2007. Varsovie.

Russie : juillet 2007. Moscou.

Turquie : juillet 2008. Istanbul.

Il est vrai que la Jordanie, pays d'exil en 1865, et le Kazakhstan qui voit arriver les déportés caucasiens en 1944, auraient pu s'ajouter à la liste. En 2000, toutefois, la migration tchétchène reste marginale. A cela s'ajoutent des raisons financières et calendaires.

Il n'est pas apparu indispensable non plus de se rendre en Tchétchénie, difficile d'accès au moins jusqu'à 2005, même si certainement un ressenti de terrain aurait été bénéfique. Priorité a été donnée à l'analyse du discours des acteurs en exil.

- Typologie des personnes ressources. Il faut distinguer entre deux grandes catégories d'interlocuteurs.

L'essentiel des entretiens concerne les acteurs tchétchènes eux-mêmes : en grande majorité des réfugiés, hommes et femmes, jeunes et personnes âgées, issus de toute catégorie socioprofessionnelle (ministres, fonctionnaires, étudiants, artistes, professeurs, écrivains, combattants, ouvriers, militants associatifs) mais aussi plus ponctuellement des individus « expatriés » travaillant à l'étranger tels que des hommes d'affaires, chercheurs ou militants des Droits de l'Homme, notamment en Russie. En racontant librement son histoire, c'est-à-dire sa vie antérieure en Tchétchénie, son parcours migratoire, sa vision de la diaspora et ses projets personnels et communautaires, chacun d'entre eux renseigne concrètement sur le mécanisme de diasporisation à l'œuvre. Sont également recensées et analysées l'ensemble des productions écrites paraissant en exil : déclarations politiques, appels à la solidarité internationale qui sont surtout diffusés par internet, ainsi que les rares journaux édités en diaspora. Pris ensemble, confrontés les uns aux autres, ces discours permettent de dessiner une image moyenne du processus généalogique.

Une place est faite également aux acteurs non tchétchènes : journalistes et chercheurs locaux, également des membres d'organisations non gouvernementales engagées dans l'accueil et l'aide aux migrants tchétchènes. Les premiers sont des observateurs attentifs

---

<sup>1</sup> Lorsque le nombre de semaines ou mois passés sur place n'est pas précisé, les séjours en moyenne durent entre trois semaines et un mois.

de la construction diasporique, les seconds des moteurs indispensables et parfois inévitables presque autoritaires.

Une liste exhaustive des individus rencontrés est disponible dans la partie Ressources de la thèse.

Il est fait usage dans une moindre mesure de sources écrites, académiques et journalistiques, en français, en anglais et en russe, qui apportent la plupart des informations contextuelles sur le Caucase Nord, l'histoire des relations russo-tchéchènes, le déroulement des deux guerres et l'état des sociétés politiques de la région, ce qui constitue la Partie I de ce travail. Outre les sites internet classiques proposant des informations brutes : Radio Liberty, Institute for War and Peace, Jamestown Foundation, Moscow Times, Caucasus Knot, les cinq ouvrages suivants, éléments contemporains fondamentaux, entre autres, des études tchéchènes et nord caucasiennes en général, donnent un aperçu du type de sources écrites utilisées. On note en particulier la diversité des approches scientifiques mêlant la sociologie, l'ethnologie, l'anthropologie, l'histoire, la géographie, la linguistique, la science politique, le droit ou encore l'islamologie.

- John Dunlop<sup>1</sup> revient avec précision sur la politique (ou absence de politique russe) à l'égard du Caucase Nord au cours de la décennie 90.
- Robert Seely<sup>2</sup> offre un aperçu synthétique, problématisé et documenté, des conflits russo-tchéchènes depuis deux siècles.
- Marie Bennigsen-Broxup<sup>3</sup> édite sans doute l'un des meilleurs ouvrages consacrés à l'histoire de la région.
- Valeri Tichkov<sup>4</sup> propose une vision ethnographique des sociétés nord caucasiennes.

---

<sup>1</sup> John Dunlop. *Russia confronts Chechnya, roots of a separatist conflict*. New-York: Cambridge University Press, 1998. 240 p.

<sup>2</sup> Robert Seely. *Russo-Chechen conflict, 1800-2000, a deadly embrace*. London: Routledge, 2001. 352 p.

<sup>3</sup> Marie Bennigsen-Broxup. *The North Caucasus Barrier: the Russian Advance towards the Muslim World*, New-York, St. Martin's Press, 252 p.

<sup>4</sup> Valery Tishkov. *Chechnya, life in a war-torn society*. Berkeley: University of California Press, 2004. 302 p.

- L'ouvrage dirigé par Frédérique Longuet<sup>1</sup>, par sa diversité et la grande complémentarité des contributions, constitue une excellente introduction aux réalités politiques, sociales et religieuses en Tchétchénie.

Ces quelques références ne sont nullement exclusives de consultations complémentaires et régulières de travaux plus précis, plus courts et très contemporains, publiés au sein de revues spécialisées et portant sur la seconde guerre de Tchétchénie et ses conséquences politiques, économiques, sociales et religieuses.

### **Modalités des entretiens.**

Le chercheur, bien sûr, n'échappe pas à une certaine forme d'instrumentalisation de la part des personnes ressources qu'il utilise. En effet, sur des sujets aussi douloureux et politiquement sensibles dans certains Etats d'accueil, il n'est possible de travailler qu'avec ceux parmi les réfugiés qui le souhaitent et dans les conditions qu'ils préfèrent. La manipulation, en somme, est double ; et il est absolument nécessaire lors de chaque entretien d'avoir à l'esprit cette règle de l'investigation. La pratique des entretiens et leur analyse se sont donc organisées de la manière suivante.

- Entretiens qualitatifs, marqués par un souci de diversification des profils et de suivi des contacts.

Priorité cependant est donnée aux jeunes réfugiés, aux étudiants et à ceux de manière générale qui en diaspora revendiquent ou occupent une position de leader ou de référence. Ce sont eux qui s'engagent le plus en effet au sein du phénomène de diasporisation.

Chaque fois que cela est possible, la personne ressource fait l'objet d'une seconde interview. Cela permet de compléter des réponses et de suivre sur le moyen terme, avec elle et par son intermédiaire, l'évolution diasporique.

- Entretiens libres. Il n'est pas établi de questionnaire uniforme proposé à tous les interlocuteurs. Il n'existe que les six cadres généraux d'étude structurant le mécanisme diasporique. Il est arrivé lors d'un second entretien avec le même interlocuteur de disposer d'une liste de questions adaptées au profil de l'interviewé.

---

<sup>1</sup> Frédérique Longuet-Marx (dir). *Tchétchénie, La guerre jusqu'au dernier ?*. Paris : Mille et une nuits,



Il est important de laisser le migrant parler aussi librement que possible de la diaspora et de sa situation personnelle. Les thématiques qu'il aborde sont aussi très révélatrices d'une part de sa personnalité, d'autre part des composantes essentielles de la diaspora à un moment donné. La forme du discours est aussi pertinente que le fond.

- Entretiens menés dans une langue adaptée à chaque personne ressource.

En russe systématiquement pour les acteurs tchéchènes, sauf rares exceptions si ceux-ci maîtrisent parfaitement le français, soit en tout deux personnes réfugiées, résidant en France.

En anglais ou avec traducteur langue locale/anglais pour les acteurs non tchéchènes et non français.

En français, naturellement avec les acteurs non tchéchènes francophones.

- Entretiens non enregistrés, sans intermédiaire médiatique et retranscrits a posteriori.

Cela permet de créer plus facilement un climat de confiance ; on peut envisager de pouvoir de nouveau éventuellement rencontrer des personnes ressources particulièrement pertinentes et fiables, ce qu'on ne peut savoir d'emblée et qu'on ne pourrait probablement pas identifier si la rencontre était enregistrée. Pour les mêmes raisons, aucun entretien n'a lieu par téléphone. Les échanges de courriers électroniques, très rares, suivent toujours, pour le compléter, un contact personnel et direct.

La retranscription des entretiens ne peut éviter cependant une certaine réécriture des opinions et des dires de la personne interviewée.

- Analyse en trois temps qui doit permettre de minimiser le problème de la réécriture.

Identification des informations collectées, y compris celles révélées par la conversation (forme que prend le discours).

Examen de leur fiabilité, selon la stratégie d'instrumentalisation, de la part de l'interviewé, dont le chercheur peut faire l'objet.

Recoupements systématiques des résultats par le biais d'autres entretiens et d'observations personnelles de terrain. Les informations fournies dans ce travail ont été

vérifiées. Lorsque ce n'est pas le cas, une mention spécifique est portée en note de bas de page.

Cette thèse ainsi reconstruit la réalité d'une diaspora qui, surtout, se dit.

## **PREMIERE PARTIE**

# **DÉSTRUCTURATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉTCHÈNE**



# CHAPITRE I

## **Les Tchétchènes dépossédés de leur destin (1996-2005).**

---

Il est couramment admis que la deuxième guerre de Tchétchénie commence à l'été 1999 par l'incursion au Daghestan voisin d'un groupe armé tchétchène islamiste non officiel et non autorisé, commandé par Chamil Bassaev, héros de la première guerre, lui-même secondé par un mercenaire international d'origine saoudienne, Khattab. La plupart des commentateurs et l'ensemble des médias font état d'une indéniable responsabilité tchétchène dans le déclenchement du conflit. La Russie, en effet, paraît agressée et l'opération antiterroriste qu'elle lance en réaction, pleinement légitime. Vue de Tchétchénie en revanche, la perspective est inverse. En aucun cas, les Tchétchènes ne s'attendent à une reprise si prompt des hostilités. Même Chamil Bassaev, bien conscient pourtant du risque qu'il fait courir à ses concitoyens, en soutenant les groupes islamistes daghestanais, ne semble envisager une entrée en guerre aussi rapide de la Russie<sup>1</sup>. Dans leur grande majorité, les responsables politiques tchétchènes pensent, en dépit d'un contexte de plus en plus tendu, que Moscou ne se permettrait pas une nouvelle guerre. La Tchétchénie n'est ainsi nullement prête à l'affrontement, ni sur le plan militaire, ni sur le plan politique ou idéologique. Ce manque de préparation pèsera sur la gestion de la guerre. A aucun moment, les belligérants tchétchènes, indépendantistes ou prorusses, ne parviennent à prendre le contrôle de l'engagement. Ils ne maîtrisent d'abord pas l'entrée en guerre. Sur le terrain ensuite, la résistance demeure trop tactique, incapable de produire des actions stratégiques politiquement significatives. Les collaborateurs prorusses enfin ne peuvent pas véritablement s'imposer face au Kremlin ni obtenir les ressources indispensables à la mise en place d'un pouvoir autonome à Grozny. Cette situation dure globalement jusqu'en 2005. A cette date, qui marque la mort du président tchétchène, Aslan Maskhadov, leader unanimement reconnu de la guérilla séparatiste, émerge sur le terrain en Tchétchénie une nouvelle génération d'acteurs, à la fois prorusses et résistants, qui modifient la relation avec le centre fédéral moscovite, maître jusqu'alors de la guerre.

## ***A. La reprise contingente de la guerre.***

Pour certains acteurs de Russie et de Tchétchénie, l'ouverture de nouvelles hostilités peut apparaître comme une opportunité de renouveau. Les militaires russes, par exemple, y voient l'occasion idéale de faire oublier leurs échecs sur le terrain en 1995 et 1996. Quant aux leaders tchéchènes, initiateurs du coup de force, ceux-là croient qu'en provoquant ainsi la réaction de Moscou, ils pourront imposer leur volonté au président élu et légitime, Aslan Maskhadov, plutôt modéré et prêt, à l'époque, à ménager les autorités fédérales en vue de l'avènement programmé de l'indépendance tchéchène. Chacun espère en somme conclure à sa convenance la première guerre de Tchétchénie dont aucun n'a pu maîtriser l'épilogue. Cette résurgence s'avère ainsi essentiellement tactique. Le conflit reprend lorsque les circonstances le permettent, à savoir en 1999, à la faveur d'une crise généralisée de l'Etat tchéchène et dans le cadre de la succession du président Boris Eltsine.

### **1) Echec de l'Etat tchéchène d'Itchkérie<sup>2</sup> (1997-1999).**

Les problèmes, en 1997, s'accumulent pour Aslan Maskhadov, chef de guerre victorieux, élu président de la nouvelle république en janvier 1997, au cours d'une élection transparente contrôlée par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et reconnue par l'ensemble de la communauté internationale. L'état économique, d'abord, qui n'a, depuis la chute de l'Union soviétique, jamais été véritablement réformé ni adapté en vue de l'adoption d'un système capitaliste sain, n'est, après la première guerre, plus du tout viable. Sous Doudaev, déjà, le clientélisme, la corruption, le marché noir avaient empêché la mise en place d'un système effectif. En 1997, les cadres économiques ont disparu : les usines sont en grande partie détruites, les voies de communication largement endommagées, l'argent ne circule pas officiellement, des cadres juridiques sont à établir afin de favoriser des investissements. La production est essentiellement vivrière, le troc réapparaît. En somme, la survie économique tchéchène repose entièrement sur d'éventuelles subventions russes, que l'Etat russe ne versera jamais. Sur les 40 milliards de roubles promis par la Russie

---

<sup>1</sup>. Interview de Chamil Bassaev par Andreï Babitski, publié par le site d'information tchéchène *Chechen Press*, le 17 août 2005.

<sup>2</sup> Ce terme introduit par Djokhar Doudaev exclut toute connotation coloniale russe dans la désignation du peuple tchéchène. Aude Merlin. *Mobilisations identitaires et recompositions postsoviétiques*. Thèse de l'IEP de Paris, p. 136.

pour le versement des retraites, ce qui aurait injecté un peu de liquidités en Tchétchénie, Moscou n'a versé que 10 milliards<sup>1</sup>. De même concernant le budget général voté pour la Tchétchénie en 1997, l'Etat central n'a transféré qu'un dixième de la somme convenue<sup>2</sup>. A l'époque, s'il est vrai que le gouvernement de Russie n'a pas l'intention de soutenir un Etat sécessionniste qui l'a humilié militairement, il faut reconnaître aussi que l'économie russe, elle-même subventionnée par les aides du Fonds Monétaire international (FMI), n'en a plus les moyens. Elle n'a pas résisté d'ailleurs aux effets de la crise asiatique de 1997, qui a entraîné la banqueroute budgétaire du pays à l'été 1998. La Tchétchénie d'Aslan Maskhadov se trouve ainsi très rapidement en manque de ressources financières et incapable de faire face à une demande sociale criante (reconstruction des écoles, des hôpitaux, compensations financières, retraites). Il s'avère également très difficile d'organiser la reconversion des combattants. Si certains retrouvent leurs professions d'avant-guerre, beaucoup d'autres, compte tenu des destructions, doivent s'adapter. Les postes de gardes de sécurité au sein d'entreprises, souvent privées, en charge de l'exportation vers la Russie de matériaux et produits tels que le pétrole et les métaux, sont particulièrement convoités. Mais l'offre d'emplois n'est pas suffisante pour la totalité des jeunes résistants à réintégrer. Une partie donc trouve à s'employer auprès de chefs de bandes criminelles qui entendent tirer leur part de profit de ces ventes de ressources en Russie. La criminalisation de l'économie tchétchène tend ainsi rapidement à constituer une alternative aux difficultés de son développement<sup>3</sup>.

### **Le brouillage islamiste**

La situation n'est guère meilleure sur le plan politique, le nouveau président devant faire face à une série d'événements assez déstabilisateurs, notamment et surtout l'influence religieuse en provenance du Daghestan. Cette république au sein de la Fédération de Russie constitue le creuset historique de la réflexion théologique du Caucase Nord. Systématiquement ou presque, toutes les évolutions religieuses de la région ont été introduites par des acteurs daghestanais. En 1991, de jeunes et brillants étudiants, dont Akhmed-Khadji

---

<sup>1</sup> Interview d'Aslan Maskhadov : « Vive la Tchétchénie libre ». *Politique Internationale*, n°75, printemps 1997.

<sup>2</sup> Marie Bennigsen Broxup. « Chechnia: political developments and strategic implications for the North Caucasus ». *Central Asian Survey*, 1999, vol°18, n°4,.

<sup>3</sup> Entretiens avec plusieurs réfugiés tchétchènes en Europe ayant à l'époque observé ou participé à ce phénomène de criminalisation.

Akhtaev, Abbas Kebedov, son demi-frère Bagaoudine Magomedov Kebedov<sup>1</sup>, Saïd-Akhmed Aboubakarov<sup>2</sup>, Gaïdar Djamal<sup>3</sup> et Hussein Apendi<sup>4</sup>, façonnent la renaissance islamique<sup>5</sup>. Ces derniers posent le socle idéologique de l'islamisme nord caucasien, puisant à la fois dans l'islam traditionnel, dans la pensée politique moderne occidentalisée et dans les écrits radicaux des Frères musulmans. Ils parviennent en parallèle à organiser le renouveau spirituel musulman, anti-soufi, par la mise en œuvre de *djamaat* ou communautés autonomes dans plusieurs villages du Daghestan<sup>6</sup>. Le pouvoir daghestanais s'inquiète de leur influence grandissante et exerce d'assez fortes pressions à partir de 1997 contre ces groupes. Les premiers heurts avec les autorités daghestanaises surviennent au printemps et contraignent plusieurs leaders à la fuite, notamment Bagaoudine Kebedov accompagné de quelques « disciples ». Ils s'installent à Goudermes en Tchétchénie au début de 1998 et reprennent leurs activités de mobilisation idéologique islamiste soutenues et relayées par Chamil Bassaev et Khattab. L'islamisme, au sens religieux, connaissait déjà en Tchétchénie une certaine audience, popularisé par Fathi, un Tchétchène de Jordanie revenu opportunément pour la première guerre. Toutefois, c'est par l'intermédiaire de Chamil Bassaev, vaincu à l'élection présidentielle de 1997 que l'islamisme peut s'implanter politiquement dans le pays. Celui-ci en fait une posture d'opposition hors du jeu démocratique.

### **La montée des tensions en Tchétchénie.**

Il apparaît ainsi en 1998 deux pouvoirs concurrents, l'un officiel organisé sous l'impulsion du président Aslan Maskhadov, l'autre informel et parallèle constitué autour de Chamil Bassaev, sous l'influence idéologique de quelques émigrés daghestanais et disposant

---

<sup>1</sup> Intellectuels daghestanais. Akhmed Akhtaev est assassiné en 1998.

<sup>2</sup> Il est nommé mufti du Daghestan en 2000 et assassiné en 2002.

<sup>3</sup> L'un des fondateurs du Parti de la Renaissance islamique en Russie, aujourd'hui résidant à Moscou, il n'a plus d'activité politique.

<sup>4</sup> Imam de la mosquée de Kizil-Iourt au Daghestan.

<sup>5</sup> Entretien avec Abdoulrachid Saïdov, homme politique daghestanais, fondateur en 1990 d'un parti démocratique islamique, retiré de la vie politique daghestanaise dans les années 1994-1996, Moscou, 19 décembre 2004.

<sup>6</sup> Historiquement, dans la région, le terme désigne toute communauté socialement organisée. Sous l'influence des frères Kebedov, le facteur religieux tend à s'imposer largement : les *djamaat* désignent une communauté de croyants pratiquant un islam épuré. Le mot prend aujourd'hui de plus en plus une connotation militaire et politique.



de forces armées irrégulières, anciens combattants non reconvertis. La lutte se veut exclusivement politique et nullement religieuse ; l'adhésion à l'islam ici ne sert que de légitimité politique à Bassaev. La sincérité de sa croyance importe peu. L'enjeu est le pouvoir en Tchétchénie, l'islam n'est qu'un moyen idéologique de contester la légitimité électorale de Maskhadov et de justifier une action en dehors des canaux parlementaires normaux. C'est en vue de cette lutte, qui prend très vite des allures violentes que Bassaev tend à se rapprocher, indirectement, de réseaux criminels tchéchènes, à même d'organiser les provocations contre l'ordre démocratique maskhadovien. Une alliance tactique se dessine ainsi entre des leaders politiques tchéchènes ayant choisi un discours islamiste d'opposition et des groupes criminels tchéchènes, qui leur apportent main-d'œuvre et soutiens armés. Il ne saurait être exclu qu'à cela s'ajoute une politique d'instrumentalisation menée officieusement par des structures russes de pouvoir, qui viserait également à affaiblir et à détruire, si possible, le fragile processus tchéchène vers l'indépendance. Ainsi, l'islamisme tchéchène, dès 1997, fonctionne comme agent de rupture. Il se criminalise et prend contact avec des forces d'influence russe, autour de Boris Berezovski par exemple, mais ne sert pas encore de stricte et solide opposition idéologique. Il n'existe encore que pour diviser. Très vite en effet, les violences éclatent. Le Président tente de réagir face à cette mobilisation subversive, en mêlant prévention, concessions et dialogue. Au début de 1998, il nomme au poste de Premier ministre Chamil Bassaev. Il fait arrêter, en mars, 24 Daghestanais qui venaient s'entraîner au camp militaire de Kebedov et Khattab ; en juin, il proclame l'état d'urgence dans le pays. Mais, il ne parvient pas à enrayer la montée des tensions qui se transforment en juillet 1998 en affrontements armés. Le président lui-même échappe de justesse à un attentat le 23 juillet. A l'été 1998, la rupture politique en Tchétchénie est consommée entre Aslan Maskhadov, qui cherche à incarner une voie conciliante et modérée dans le cadre de relations recomposées avec la Russie, et ses anciens alliés, devenus ses adversaires depuis l'élection présidentielle : Chamil Bassaev et Zelimkhan Ianderbiev. Ceux-là défendent une option plus radicale de rupture apparemment islamiste, tout en se réclamant de l'héritage véritable du premier président de la république tchéchène d'Itchkérie, Djokhar Doudaev.

Dès lors, les heurts physiques et politiques entre ces deux camps ne cessent plus jusqu'à la réunion des forces contre le retour des troupes russes en Tchétchénie. En septembre 1998, Bassaev et d'autres chefs islamistes appellent à la destitution du Président Maskhadov et

saisissent la Cour suprême<sup>1</sup>. Le Président, en octobre, demande la « réforme » de l'ensemble des groupes armés et des structures illégales ; il n'ira pas jusqu'à leur dissolution. En novembre, Salman Radouev est condamné par la justice tchéchène mais n'est pas mis en prison. Les opérations de police se multiplient, les assassinats d'étrangers par ces groupes islamistes criminels également<sup>2</sup>. Au début de 1999, Maskhadov annonce l'instauration de la *charia* en Tchétchénie et la création d'un conseil religieux auprès du Président. Cela ne calme en rien l'opposition islamiste qui répond en constituant un conseil parallèle, lequel élit à sa tête Chamil Bassaev qui déclare alors « vouloir combattre les Russes sur leur propre territoire »<sup>3</sup>. La Tchétchénie est au bord de la guerre civile et il était sans doute de la responsabilité du président de ne pas la provoquer par l'application trop sévère des mesures répressives qu'il a pu prendre.

### **La république paralysée**

Politiquement et économiquement, au printemps 1999, le gouvernement tchéchène autour du président Maskhadov est dans l'impasse. La Tchétchénie n'a pas pu acquérir les moyens financiers pour se préparer à l'indépendance, elle a perdu également toute cohérence politique : certains organes légitimes, le Parlement et la cour chariatique en particulier, sont court-circuités par le nouveau Conseil religieux et/ou bloqués par l'opposition. La direction politique en Tchétchénie n'est en fait plus exercée. Chamil Bassaev et ses partisans ont ainsi atteint la moitié de leur objectif, à savoir paralyser le pouvoir tel qu'il a été confié à Aslan Maskhadov. Il se trouve que cette stratégie interne à la Tchétchénie a justement correspondu à des intérêts russes spécifiques, qui se sont déclarés et précisés au cours de l'année 1999. L'enlèvement par des Tchétchènes en mars du général Chpigoun, représentant du président russe et l'arrestation parallèle à Moscou de Tourpal-Ali Atgueriev, haut responsable tchéchène proche de Maskhadov, en juillet, illustrent assez bien la conjonction fortuite des intérêts russo-tchéchènes en vue de la déstabilisation de la jeune république sur la voie de

---

<sup>1</sup> En particulier : Salman Radouev, membre par alliance de la famille de Doudaev, chef de guerre, responsable de la prise d'otages de Kizliar en janvier 1996 et de nombreux enlèvements à partir de 1997 ; Khounker-Pasha Israpilov, ancien directeur du centre antiterroriste de Tchétchénie limogé, par Maskhadov en raison de ses très faibles résultats en matière de répression des enlèvements.

<sup>2</sup> Le 8 décembre 1998, un néo-zélandais et trois britanniques sont retrouvés morts.

<sup>3</sup> Miriam Lansky. « Daghestan and Chechnya : the Wahhabi challenge to the State ». *SAIS Review*, été automne 2002 vol°22, n°2, p. 186.

l'indépendance. Le Kremlin a profité, peu après, de cette situation pour accroître encore les tensions.

## **2) L'agenda politique du Kremlin : la succession de Boris Eltsine.**

Pour le président Boris Eltsine et la « Famille »<sup>1</sup> au Kremlin, l'avenir au début de 1999 paraît très incertain. La Russie parvient à peine à se relever de la crise financière et budgétaire qui l'a secouée en août 1998, lorsque le rouble s'est effondré, plaçant l'Etat en défaut de paiement et au bord de la banqueroute. Le pouvoir présidentiel en est sorti largement discrédité et fait, depuis, l'objet d'attaques politiques et judiciaires multiples de la part d'opposants reprenant vigueur et en passe, à l'époque, de constituer une alternative puissante à l'équipe déclinante. L'opposition émerge sous l'impulsion d'Evgueni Primakov, ancien chef des services secrets soviétiques, devenu Premier ministre après la crise de 1998. Il jouit alors d'une assez bonne réputation auprès de la population pour avoir assuré le maintien à flot de l'Etat russe à l'automne et avoir pu rétablir une stabilité prometteuse à l'hiver 1999. Il est associé au maire de Moscou Iouri Loujkov dont les bases sociales et financières sont particulièrement solides, et au procureur général de Russie, Iouri Skouratov, fermement engagé contre les abus et illégalités dont les oligarques de la Famille profitent impunément, notamment Boris Berezovski. A cela s'ajoute au printemps 1999 une mobilisation parlementaire à la Douma et à la chambre haute, le Conseil de la Fédération, en vue d'un vote de destitution du président. Au Kremlin, alors que Boris Eltsine est malade et devra bientôt abandonner la présidence, il n'est pas question, pour les autres, ses obligés, de perdre leurs positions avantageuses, leurs intérêts lucratifs et leur influence politique. La lutte entre ces deux réseaux, entre la Famille et les prétendants organisés autour de Primakov, s'engage en mars 1999. Les uns entendent conserver le pouvoir, les autres le conquérir.

### **Le choix du successeur**

---

<sup>1</sup> Surnom donné par la presse russe à l'entourage proche du président. Il est structuré autour de sa fille Tatiana Diatchenko et de Boris Berezovski, homme d'affaires très influent auprès de Boris Eltsine. Il est composé de l'ensemble des oligarques qui tirent profit de relations privilégiées avec ces deux puissants intermédiaires.

Les manœuvres sont orchestrées par Boris Berezovski et Anatoli Tchoubaïs qui a été quelques années auparavant l'artisan principal des privatisations. En dépit de la haine qu'il a pu susciter en Russie, il est resté proche de la présidence dans le cadre d'un équilibre entre groupes d'influence géré par Eltsine. Les deux hommes, au printemps 1999, n'ont pas accordé leur stratégie. Ils n'ont ensemble qu'un ennemi commun : Evgueni Primakov et ses alliés. Le jeu d'influence qui commence n'est nullement idéologique ; il ne voit pas s'opposer deux projets pour la Russie. Ce n'est qu'une affaire d'individus. Les stratégies sont purement nominatives : obtenir tel poste pour tel proche susceptible de relayer ou renforcer l'influence de ses parrains, Boris Berezovski, Anatoli Tchoubaïs ou Evgueni Primakov. Les hostilités s'ouvrent au printemps. Boris Berezovski est renvoyé de son poste de secrétaire exécutif de la Communauté des Etats indépendants, il obtient cependant la nomination d'Alexander Volochine, un de ses proches, à la tête de l'administration présidentielle d'Eltsine, qui de facto, dans le système russe en 1999 fait concurrence au poste de Premier ministre encore occupé par Evgueni Primakov. Ce dernier est finalement renvoyé, sous la pression de Berezovski en mai 1999 et remplacé par Sergueï Stepachine grâce au soutien de Tchoubaïs. Eltsine ici fait en sorte de neutraliser les influences : Berezovski contre Tchoubaïs. Stepachine ne dure pas et est démis en août au profit de Vladimir Poutine, chef du service de sécurité intérieure (FSB) depuis juillet 1998, qui avait, à ce titre, participé en mars à une première tentative de renvoi de Iouri Skouratov. En août 1999, Poutine apparaît cependant encore comme l'homme de Tchoubaïs. C'est lui qui l'appelle de Saint-Pétersbourg et lui offre ses premières responsabilités au Kremlin en 1996 puis 1997. Sa mission, à l'été 1999, est de s'imposer face à l'opposition en construction autour de Primakov et de Loujkov, soutenue publiquement par une majorité de gouverneurs au Conseil de la Fédération. Vladimir Poutine est ainsi nommé Premier ministre le 8 août 1999 dans l'indifférence générale. A cette date, il semble que Berezovski mise plutôt sur le général Lebed<sup>1</sup>, qui pose comme condition à son acceptation le départ immédiat de Eltsine. Ce dernier refuse et Lebed s'éloigne. Ce n'est qu'en septembre donc que Berezovski se rallie au choix de Tchoubaïs en la personne de Vladimir Poutine pour succéder au président malade.

---

<sup>1</sup> Entretien avec Andreï Smirnov, journaliste russe indépendant, correspondant du site *Jamestown Foundation*, Moscou, 12 novembre 2004.

### **Les incursions tchéchènes « récupérées » par le Kremlin.**

Les incursions de combattants tchéchènes radicaux au Daghestan surviennent alors. La première vague, à la mi-août, n'entre sans doute pas dans les calculs du Kremlin. La seconde cependant, début septembre, peut être opportunément encouragée ou instrumentalisée, même à l'insu de Chamil Bassaev. Les attentats contre des immeubles d'habitation à Moscou et en province, qui suivent à la mi-septembre, servent directement la cause du Kremlin. Le pouvoir russe organise ainsi l'escalade, saisissant l'occasion d'une première opération tchéchène au Daghestan pour faciliter une seconde et accroître ensuite les tensions. On a pu certes lire ou dire que Berezovski, dès juillet, avait directement manipulé Bassaev et lui aurait offert 2 millions de dollars pour intervenir. Les chronologies russes et tchéchènes des événements, rapportées par divers observateurs<sup>1</sup> laissent plutôt envisager une instrumentalisation de la guerre, courant août, au service de la succession d'Eltsine et selon l'enchaînement suivant.

Début août, Tchoubaïv obtient du Président Eltsine la nomination de Vladimir Poutine au poste de Premier ministre. Chef du FSB, il est une courroie administrative essentielle pour le Kremlin dans la lutte en cours. Mais inconnu du grand public, il aura des difficultés à remporter une élection présidentielle anticipée. Quelques jours auparavant, des unités islamistes daghestanaises, basées en Tchétchénie, ont pénétré dans le district frontalier de Botlikh au Daghestan, comptant provoquer un ralliement politique local et le renversement du pouvoir à Makhatchkala, la capitale. Elles se heurtent à une forte résistance locale et demandent l'aide de Chamil Bassaev qui les avait jusqu'alors accueillies en Tchétchénie. Celui-ci intervient une première fois et lève l'encerclement, puis quitte le pays autour du 25 août. Les troupes daghestanaises, devant cette menace islamiste, décident alors de supprimer les communautés religieuses ou *djamaat* des villages de Tchabanmakhi et Karamakhi, que les autorités toléraient jusqu'à présent. L'armée russe, en soutien, bombarde massivement le 6 septembre ces villages. Bassaev et Khattab, à l'appel cette fois-ci des chefs de ces *djamaat*, reviennent une seconde fois au Daghestan dans la région de Khassaviourt dans le district de Novolak, pour défendre ces expériences islamistes. C'est à cette occasion vraisemblablement que les gardes-frontières russes relâchent leurs efforts et facilitent l'incursion des groupes armés tchéchènes. Ceux-là, sans trop de difficultés en effet, parviennent à quelques

---

<sup>1</sup> Deux témoignages concordent : Andreï Babitski, *interview de Chamil Bassaev*, diffusé par la chaîne américaine ABC le 28 juillet 2005 ; Maïrbek Vatchagaev. « Chronologie d'un conflit », In LONGUET-MARX, Frédérique dir. *Tchéchénie, La guerre jusqu'au dernier ?*. Paris : Mille et une nuits, février 2003. 196 p.

kilomètres seulement de Khassaviourt, quand ils sont arrêtés. Il est possible que les décideurs au Kremlin s'attendaient à l'imminence d'une attaque<sup>1</sup> au départ de Tchétchénie vers le Daghestan ; ils ne l'instrumentalisent cependant qu'a posteriori. L'entrée en guerre, très probablement, n'est décidée au Kremlin qu'entre le 20 et le 30 août, afin de fonder la renommée, le prestige et la crédibilité de Vladimir Poutine, successeur choisi, face à l'autorité d'Evgueni Primakov ; il faut construire au prochain président une stature d'homme d'Etat.

### **L'escalade jusqu'à la guerre.**

La montée aux extrêmes s'accélère en septembre. Des immeubles d'habitation explosent à Moscou les 8 et 13 septembre et à Volgodonsk au sud-ouest de la Russie, le 16. Les militants tchéchènes sont immédiatement accusés sans preuves, donnant les ultimes prétextes d'intervention à l'armée russe. Cela dit, alors que les troupes ne sont pas encore entrées en Tchétchénie et qu'en aucun cas Bassaev n'avait intérêt à provoquer une seconde guerre avec la Russie, on peut douter de la véracité de ces accusations. Lebed l'indique lui-même ouvertement : « ces attentats sont le fait des services de sécurité de Russie »<sup>2</sup>. Certains détails troublants découverts ultérieurement semblent en effet l'attester. Il est probable que Poutine ait voulu justifier la guerre au plus vite, considérant que de courtes incursions tchéchènes au Daghestan n'étaient pas suffisantes pour lancer une opération de vaste envergure, à même d'unifier la population russe derrière lui. La stratégie fonctionne : Poutine, en sauveur et justicier, occupe le terrain politique et médiatique. Fin septembre, face au blocage de la relation Lebed-Eltsine, Berezovski qui hésitait, rejoint Poutine et admet la nécessité d'une guerre russe en Tchétchénie.

Le processus de succession de Boris Eltsine à la fin de l'été 1999 est ainsi complètement verrouillé. Tchoubaïs, Berezovski, Poutine, ensemble, grâce au tremplin tchéchène, peuvent désormais assurer dans l'intérêt de la Famille au Kremlin une passation de pouvoirs non risquée et au fond très conservatrice. Les élections législatives de décembre finissent de renforcer le système au point de faire de l'élection présidentielle anticipée en mars 2000 une formalité pour le désormais très puissant Vladimir Poutine. La machine médiatique, contrôlée par Boris Berezovski, qui possède une part majoritaire dans l'ORT, la première chaîne de

---

<sup>1</sup> Miriam Lansky. « Daghestan and Chechnya : the Wahhabi challenge to the State ». *SAIS Review*, 2002, vol°22, n°2, p. 185.

<sup>2</sup> Laure Mandeville. « Interview avec le général Lebed ». *Le Figaro*, 22 septembre 1999.

télévision russe et aussi la plus regardée, organise sa promotion, valorise l'image d'un homme jeune, champion de judo, nationaliste modéré au service d'une Russie renaissante, dont l'honneur national semble menacé par les « rebelles » tchéchènes. Le nouveau parti Unité, constitué à la hâte, est dirigé également par un homme jeune, fidèle de la Famille, Sergueï Choïgu, ministre des Situations d'Urgence, qui donne à l'engagement russe en Tchétchénie une tonalité « humanitaire ». Dans le même temps, l'arme journalistique s'attaque au concurrent Primakov, détruit sa réputation, l'assimile au passé et en fait un repoussoir symbole des faiblesses et des échecs de la Russie. Les résultats des élections en décembre sont éloquentes : 24% au parti communiste, 23% à Unité, 13% au parti de Primakov<sup>1</sup>. Les communistes sont épargnés par la campagne, afin d'affaiblir un peu plus le tandem Primakov-Loujkov. Forte de cette reconnaissance électorale, l'élection présidentielle anticipée de mars 2000, après la démission du président Eltsine le 31 décembre 1999, déchaîne beaucoup moins les passions. Devant une mobilisation médiatique similaire, les candidats ne se bousculent pas. Primakov renonce avant même d'avoir commencé sa campagne. Poutine, l'inconnu de 1999, est ainsi élu président de la Fédération de Russie le 26 mars 2000 au premier tour de scrutin avec 53% des suffrages.

### ***B. La résistance fragmentée.***

Le second affrontement russo-tchéchène, sur le plan strictement militaire, ne dure en réalité que quelques mois : en février 2000, les combattants tchéchènes sont dispersés et l'organisation de guerre démembrée. La guérilla s'engage alors d'une manière assez désordonnée. Au fil des années, elle ne gagne pas vraiment en cohérence et rationalité. La victoire, dans ce contexte, ne saurait être à l'ordre du jour. Il devient dès lors difficile de justifier l'engagement et les sacrifices consentis.

---

<sup>1</sup> Par ailleurs, l'Union des Forces de Droite (SPS) obtient 8,6%, les ultra-nationalistes de Vladimir Jirinovski presque 6,4% et les démocrates de Iabloko, grands perdants, 6% seulement ; le reste n'est pas significatif.

## 1) Les défaillances de l'organisation militaire tchétchène.

Les débuts de la guerre s'avèrent destructeurs pour la résistance tchétchène. La défaite est lourde. Les forces russes, mieux préparées, ont modifié leur approche et accru, qualitativement et quantitativement, hommes de troupe et arsenal de combats. La Russie envoie presque 100000 soldats en Tchétchénie, 57000 du ministère de la Défense, 36000 du ministère de l'Intérieur (MVD)<sup>1</sup> et aligne des hélicoptères dotés de vision de nuit, un ensemble de bombes et explosifs plus puissant ainsi que la dernière génération des bombardiers Soukhoï. Sur le plan opérationnel<sup>2</sup>, l'avancée en Tchétchénie se veut prudente. Les plaines du nord jusqu'au fleuve Terek se prêtent parfaitement à une invasion terrestre de véhicules blindés et d'importants contingents d'infanterie. Ce premier objectif est atteint sans difficultés dès le 12 octobre 1999. Les frontières de la Tchétchénie avec les républiques voisines sont alors fermées au nord, créant un cordon sanitaire autour de la Tchétchénie ainsi coupée du reste de la Russie. La seconde phase peut ensuite débiter : il s'agit d'isoler les principaux groupes de combattants tchétchènes, de les détruire et de « libérer » ainsi le maximum de villes et villages au sud du Terek. L'aviation joue en cela un rôle capital, anéantissant les voies et moyens de communication et délogeant par des bombardements intensifs les poches de guérillas réfugiées dans les zones urbaines. Elle permet ainsi aux troupes à pied de « nettoyer » ces poches plus facilement. Le plus souvent, la menace des bombardements suffit à obtenir la reddition des cibles, à l'instar de Goudermes, deuxième ville de Tchétchénie, qui est livrée aux Russes sans combat. Courant novembre, les résistants tchétchènes se replient ainsi dans la montagne au sud ou gagnent Grozny encore à défendre.

C'est alors que s'engage la troisième phase de la reconquête russe de la Tchétchénie : la (re)-prise de Grozny. La capitale tchétchène est encerclée depuis la fin octobre. La résistance cependant tient la ville de l'intérieur mais ne peut pas en sortir. L'armée russe, dès lors, qui prend garde de ne pas se laisser piéger, comme en 1995 et 1996, dans une guérilla urbaine contrôlée par les Tchétchènes, bombarde la ville, les moyens de communication et les infrastructures vitales, jusqu'à réduire au maximum la capacité d'action des groupes

---

<sup>1</sup> Chiffres fournis par Pavel Felgengauer, rapportés fin janvier 2000 d'un propos de Sergueï Iastrzembki, conseiller du président en exercice, Vladimir Poutine.

<sup>2</sup> D'après Quentin Hodgson. « Is the Russian bear learning?, an operational and tactical analysis of the second Chechen war, 1999-2002 ». *Journal of Strategic Studies*, 2003, vol°26, n°2, p. 69-74 – Charles Blandy. « Military aspects of the two Russo-Chechen conflicts in recent times ». *Central Asian Survey*, December 2003, vol°22, n°4, p. 428-430 – Isabelle Facon. « L'armée russe et la seconde guerre de Tchétchénie ». *Le Courrier des Pays de l'Est*, la Documentation française, avril 2000, n°1004.



tchéchènes. Même lorsque les fantassins russes pénètrent dans la ville, à la moindre résistance, les forces aériennes interviennent en soutien. Cette façon d'opérer fait évidemment peu de cas des civils, qui, à Grozny principalement<sup>1</sup>, ont beaucoup souffert des frappes russes. Le désastre est aussi humanitaire : plus de 200 000 Tchétchènes fuient en Ingouchie et ailleurs.

Fin décembre, les bombardements s'intensifient sur la capitale, les contre-offensives tchéchènes sur les villes de Chali, Goudermes et Argoun ne peuvent renverser la situation. En janvier 2000, Grozny continue de résister jusqu'à ce que les chefs de la résistance décident de l'évacuer, considérant que la guérilla sera plus efficace, si elle est menée depuis les montagnes du sud. La retraite de Grozny à partir du 30 janvier, sous les tirs d'artillerie russe et à travers des champs de mines, finit d'affaiblir les rangs de la résistance. Plusieurs chefs de guerre sont tués, d'autres sont blessés, tel Chamil Bassaev qui doit être amputé du pied. L'armée russe poursuit un temps les combattants, de village en village, où les exactions contre les civils et les crimes de guerre ne font pas exception, ainsi que l'illustre la tragédie de Komsomolskoe<sup>2</sup> en mars 2000. La guérilla, finalement, survit et s'installe, transformant l'intervention russe de l'automne 1999 en une longue et lente lutte anti-insurrectionnelle. Le drapeau russe flotte sur Grozny dès le 6 février 2000, mais la conquête fut sans gloire, largement facilitée par le retrait, certes désordonné, des Tchétchènes. Ceux-là, dans la montagne, ont beaucoup perdu et échappé de justesse à l'écrasement militaire définitif. La résistance tchéchène est éparpillée et désorganisée pour plusieurs mois. La reconstitution d'un organe de combat n'émerge difficilement qu'à l'été 2002 sur des bases politiques et idéologiques recomposées.

### **L'islamisation de la lutte séparatiste.**

Le vide structurel tchéchène résultant de la défaite militaire face à l'évidente supériorité russe technologique et humaine, offre l'occasion idéale de renouveler les références idéologiques et politiques du combat séparatiste. L'islamisme de contestation qui a largement participé à la déstabilisation de la république tchéchène quasi indépendante se renforce au

---

<sup>1</sup> Il faut mentionner à titre d'exemple le bombardement, le 29 octobre 1999, par la Russie, d'un corridor « humanitaire » supposé avoir été prévu pour assurer le départ sécurisé des civils de Grozny.

<sup>2</sup> L'opération russe à Komsomolskoe peut être comparée à un Oradour/Glâne tchéchène. Le village est complètement rasé, la plupart des combattants qui se sont alors rendus sont aujourd'hui morts ou disparus.

cours de cette période d'incertitudes militaro-politiques et s'impose en facteur structurant de la lutte indépendantiste. Le cœur du combat est désormais marqué par l'idée d'un islam politique fondamentaliste débarrassé des scories religieuses traditionnelles. La lutte se veut toujours évidemment nationaliste, mais explicitée au sein d'un discours religieux : l'islamisme, en l'occurrence, tend à devenir « le stade suprême du nationalisme »<sup>1</sup>. Cette évolution idéologique affecte cependant l'organisation de la guérilla menée ou soutenue par les citoyens tchéchènes. L'islamisme en effet ne s'adapte pas à la réalité traditionnelle locale ; il rompt plutôt avec la configuration sociale antérieure. L'islamisme ne se superpose pas simplement, il engendre une rupture, dont les effets les plus déterminants touchent en particulier les relations entre les générations. La hiérarchie est bouleversée, le lien social, tel qu'il fonctionnait, est mis en question. L'adhésion à l'islamisme confère en fait une légitimité qui est source d'autorité sociale. Les jeunes s'imposent par le savoir ou par la foi. Ceux éduqués, en Tchétchénie ou ailleurs, dans les universités islamiques d'Égypte, de Jordanie ou d'Arabie Saoudite, font valoir des connaissances islamiques très approfondies et inspirées du salafisme, que n'ont pas leurs concitoyens<sup>2</sup>. Ils ne font aussi que démontrer, par rapport à leurs aînés, un respect plus strict et plus scrupuleux des normes religieuses. Ainsi acquièrent-ils le droit de concurrencer le leadership traditionnel des anciens.

A partir de 1998, la revendication islamiste se déplace sur le terrain politique : il ne s'agit plus seulement de casser traditions et hiérarchie sociales, l'enjeu devient le pouvoir et indirectement la laïcité. En 2000, dans un contexte de défaite militaire, l'islamisme se diffuse progressivement au sein de l'organisation tchéchène de guerre. L'union politique et militaire de façade est certes conservée : le président Aslan Maskhadov reste au cœur du système combattant en recomposition. Mais elle ne peut empêcher l'apparition et l'approfondissement d'un clivage tchéchène social et idéologique : les résistants changent et s'islamisent. De plus en plus de jeunes Tchétchènes, n'ayant connu que tensions et combats depuis 1992, s'engagent en adoptant le cadre idéologique islamiste. Ils agissent rarement par conviction. Leurs motivations sont multiples, souvent personnelles : l'islamisme, ici, fonctionne comme un refuge intellectuel et un remarquable facteur de mobilisation. C'est une jeunesse nationaliste islamisée qui se bat alors en Tchétchénie, renversant par là les cadres traditionnels

---

<sup>1</sup> Idée avancée par Olivier Roy. Olivier Roy. *Mouvements islamistes internationaux et le Caucase*. Séminaire de Frédérique Longuet-Marx, EHESS, 10 janvier 2005.

<sup>2</sup> Référence aux *salafs*, aux premiers musulmans, aux « purs » qui sont supposés avoir strictement suivi la voie du Prophète.

politiques et sociaux qui avaient façonné la guérilla jusqu'à cette période, y compris sous Djokhar Doudaev. A l'été 2002, les dirigeants tchéchènes tentent de formaliser et d'institutionnaliser l'orientation nouvelle, indépendantiste et islamiste, de la lutte.

### **Restructuration de la guérilla.**

Le Conseil étatique de Défense (GKO selon les initiales russes) fait figure de structure gouvernementale de crise. En période de guerre, il assure, avec le président, la continuité de l'Etat tchéchène d'Itchkérie. Son statut constitutionnel cependant est assez flou, puisque le président Maskhadov a jugé nécessaire, au cours de la seconde guerre, de spécifier les compétences du GKO. En théorie donc, il doit exister et agir depuis le printemps 2000, lorsque la résistance se replie dans la montagne. En réalité, il ne semble s'être manifesté qu'à partir de l'année 2002. En janvier, il est fait mention sur internet<sup>1</sup> d'une résolution du GKO prolongeant le mandat du président Maskhadov, qui, les cinq années écoulées, prenait fin constitutionnellement à cette date, pendant une période indéfinie compte tenu des conditions de guerre. Il n'est pas certain cependant qu'une session du GKO ait réellement pu être tenue avant le 22 juillet 2002, date de la première réunion significative, quelque part dans les montagnes tchéchènes du sud. C'est à cette date que sont prises plusieurs décisions fondatrices concernant l'organisation de guerre. D'abord, sur le plan militaire, la zone de combat est divisée en trois fronts : le front est et le front ouest de part et d'autre de la rivière Argoun, ainsi que le front nord au-delà du Terek vers la Russie. L'ensemble des opérations sur ces fronts est coordonné par un comité militaire dirigé par Chamil Bassaev et créé lors de ce même grand meeting. Ce dernier est nommé à l'occasion sous commandant en chef des forces armées tchéchènes. Sur le plan politique ensuite, Abdoul-Khalim Sadoullaev, chef religieux d'une *Djamaat* à Argoun et conseiller religieux du président<sup>2</sup>, est nommé vice-président, en remplacement de Vakha Arsanov, mis à l'écart déjà depuis plusieurs mois. Il a fallu en somme deux ans pour réordonner une résistance tchéchène dispersée : c'est-à-dire réunifier des forces combattantes fluctuantes d'un chef à l'autre et d'une région à l'autre, ainsi que garantir la pérennité du combat.

---

<sup>1</sup> Site d'information *Prague Watchdog*, 27 janvier 2002. <http://www.watchdog.cz/>.

<sup>2</sup> Jeune homme éduqué, il est appelé dès 1998 par le Président Maskhadov à prendre des responsabilités au sein de l'Etat tchéchène d'Itchkérie en construction : il dirige le tribunal chariatique.

A l'été 2002, la guérilla est rationalisée, l'autorité présidentielle affirmée<sup>1</sup> et l'Etat incarné au sein du GKO ; la fonction militaire, quant à elle, retrouve une certaine forme de hiérarchie entre un comité coordinateur et des chefs de fronts. Cette session de surcroît entérine clairement l'orientation islamiste de la résistance tchéchène. La plus haute fonction militaire, après le président, est confiée à Chamil Bassaev et l'intérim présidentiel devra être assuré, en cas de problème, par Abdoul-Khalim Sadoullaev aux antécédents religieux marqués. Ces décisions du GKO résonnent ainsi comme une forme d'officialisation islamiste de la résistance. L'effet idéologique est indéniable, mais l'efficacité pratique des mesures militaires s'avère très limitée. Les fronts n'ont pas de réelle pertinence, d'autant qu'un autre découpage circule, diffusé notamment par des personnalités tchéchènes en diaspora. De plus, Chamil Bassaev qui soutient ouvertement la pratique du terrorisme kamikaze est exclu peu de temps après de toute structure tchéchène de commandement par le président Maskhadov. Les méthodes d'engagement enfin ne changent pas véritablement. La majorité des combattants tchéchènes continuent en fait de se battre de manière plus ou moins anarchique, organisant ici et là en fonction de leurs possibilités des opérations de faible intensité et faisant allégeance successivement à plusieurs chefs de guerre. L'engagement tchéchène est irrégulier, sauf pour une minorité entourant les leaders les plus connus, réfugiés dans la montagne ou cachés dans les républiques voisines pendant la plus grande partie de l'année. La rationalisation demeure ainsi en grande partie inopérante.

## **2) Prédominance des opérations tactiques.**

On observe un échec stratégique de la guérilla tchéchène qui ne s'est jamais imposée en acteur militaire significatif sur le terrain. La résistance n'est pas entièrement parvenue à se redresser après la défaite militaire de l'année 2000. L'organisation islamisante qui émerge sur les décombres de l'Etat tchéchène d'Itckérie ne réussit pas véritablement à rétablir une dynamique globale de la résistance armée. L'activité militaire de base relève essentiellement d'initiatives individuelles, souvent sporadiques et de faible ampleur. La portée des combats les plus réguliers ne dépasse que rarement la dimension tactique. Il s'agit surtout d'embuscades ou d'explosions de mines au passage d'un convoi russe ou de miliciens

---

<sup>1</sup> La succession sera tenue secrète jusqu'à l'annonce de la mort du président Aslan Maskhadov, le 8 mars 2005.

tchéchènes prorusses. Les attaques font quelques morts, moins d'une dizaine la plupart du temps, mais sont menées presque quotidiennement. Il n'est qu'à se reporter aux diverses dépêches de presse publiées par les sites de la résistance (*Kavkaz Center*), mais aussi à des sources militaires russes ou locales prorusses, qui font état d'échanges de tir ou d'accrochages limités. Il est incontestable que plusieurs dizaines, peut-être même une centaine de militaires russes, Tchétchènes prorusses et combattants séparatistes meurent au cours d'affrontements armés en Tchétchénie chaque mois à cette époque. De même des caches d'armes sont découvertes assez régulièrement. Cette activité militaire, cela dit, ne paraît pas suffisante pour peser significativement sur l'issue du conflit. Du point de vue russe, le coût politique des pertes humaines est encore inférieur aux avantages tirés par le Kremlin de la situation actuelle en Tchétchénie. Côté tchéchène, les actes paraissent largement isolés et le fait d'individus qui agissent par opportunité, sans même forcément en référer à un chef de guerre. Il s'agit seulement de poser une mine sur une route la nuit et d'attendre le passage d'une patrouille. Ces individus sont sympathisants de la « cause indépendantiste » mais ne vivent en aucun cas dans la montagne. Ils s'organisent localement, se procurent les équipements nécessaires auprès des forces russes ou éventuellement par le biais de la structure militaire de la résistance tchéchène, et décident seuls du jour, du lieu et de la cible de l'attaque.

La guérilla tchéchène fonctionne ainsi au sein d'une multitude de petits groupes de combattants intermittents très autonomes, dont l'allégeance au chef est surtout théorique. Ces petits groupes mobiles de résistants tchéchènes habitent à proximité de leurs cibles et s'engagent le plus souvent par désir de vengeance personnelle ou parce qu'ils sont menacés eux-mêmes par les forces officielles. Le conflit est personnalisé en Tchétchénie. Chaque combattant se bat pour des raisons qui lui sont propres ; il décide et renonce seul à son engagement. Les figures les plus connues de la résistance, les leaders médiatisés, agissent finalement sur un modèle très semblable. Entourés de « fidèles », ils multiplient les actes de guérilla sans grande coordination stratégique. Tous cependant défendent le même objectif ultime, à savoir le retrait des troupes russes et l'établissement de garanties de sécurité pour la population, c'est-à-dire pour leur famille. Il arrive aussi que ceux-ci organisent, certes assez rarement, des opérations de plus grande ampleur mobilisant plusieurs de ces sections indépendantes.

### **L'échec politique de l'opération de Nazran, juin 2004.**

Ce fut le cas en juin 2004 à l'occasion d'une opération conjointe tchéchéno-ingouche contre les forces de sécurité ingouches et russes à Nazran, ancienne capitale et ville principale de l'Ingouchie voisine. L'ordre en l'occurrence est venu d'en haut, du commandement « officiel » de la résistance. Il semble en effet que l'opération ait été planifiée par les responsables de la résistance tchéchéne, Chamil Bassaev sans doute et peut-être le président Aslan Maskhadov. Le raid, survenu dans la nuit du 21 au 22 juin 2004, a mobilisé près de 200 combattants volontaires, tchéchénes de Tchétchénie et ingouches. Il a visé les organes de forces de la république d'Ingouchie : les bâtiments du ministère de l'Intérieur, tous les postes de contrôle policier, le quartier-général des gardes-frontières et une armurerie, tout en épargnant au maximum les simples policiers ou gardes de sécurité. Des sources indépendantes journalistiques<sup>1</sup> font état de plus de 90 tués, dont le ministre et le vice-ministre de l'Intérieur de l'Ingouchie. C'est un succès indéniable de la guérilla tchéchéne. D'une part, elle démontre ainsi sa capacité à attiser les violences en dehors de la zone de guerre et mobilise à cet effet des groupes armés locaux d'opposition. D'autre part, elle fait preuve d'une remarquable efficacité opérationnelle et stratégique : les objectifs sont atteints avec un minimum de perte. Pourtant, cette opération n'a pas d'impact politique, perdant de ce fait son caractère stratégique. Elle ne profite nullement à la cause tchéchéne. L'attaque n'est au mieux qu'une démonstration de force, prouvant à ceux qui veulent le voir et qui le savent déjà, les responsables européens et américains essentiellement, que la normalisation vantée par les autorités russes n'a pas de réalité dans le Caucase Nord. Mais même cet argument n'est pas ensuite suffisamment relayé politiquement. Potentiellement stratégique, le raid tchéchéno-ingouche se résume en fait à une réussite tactique. Il est vrai cependant que les conditions d'expression politique de la résistance tchéchéne sont très délicates sur la scène internationale. Cela dit, une alliance de fond avec des groupes militants ingouches opposés au pouvoir prorusse du président Mourat Ziazikov, élu selon la volonté du Kremlin en mai 2002, aurait mérité sans doute une attention stratégique plus importante de la part des planificateurs politiques et militaires tchéchénes.

### **L'échec politique de l'opération de Nalchik, octobre 2005.**

---

<sup>1</sup> Timur Aliev. « Bloody raid stuns in Ingushetia ». *Caucasus' reporting*, Institute for War and Peace (IWPR), 23 June 2004, n°239.

L'année suivante, le 13 octobre 2005, une tentative similaire de déstabilisation est menée dans la capitale, Nalchik, de la république de Kabardino-Balkarie. Là encore, l'opération est une victoire tactique mais un échec stratégique. Les Tchétchènes en l'occurrence ne sont même plus intervenus directement, mais en association avec des forces d'opposition locale kabardes et balkares ; ils n'ont fait qu'apporter un soutien logistique. Sur le modèle de l'attaque de Nazran, plus de 200 militants visent exclusivement les services de sécurité républicains et fédéraux : des bâtiments du ministère de l'Intérieur et des commissariats de police, les quartiers généraux du FSB et du GRU, des institutions judiciaires, ainsi que plusieurs détachements affiliés au centre antiterroriste de Nalchik. Selon deux sources très différentes<sup>1</sup>, il semble avéré qu'aucun des insurgés n'est tchétchène. Ils viennent plutôt des républiques voisines d'Ingouchie, d'Ossétie du Nord, de Karatchevo-Tcherkessie et de la région de Krasnodar en Russie ; tous cependant, à l'exception de certains chefs sans doute, résident à Nalchik. Même les facteurs du soulèvement n'ont pas de rapport direct avec la lutte tchétchène. La fermeture des mosquées, les abus policiers, les pressions excessives contre des pratiquants musulmans pourtant modérés ont bien plus contribué à l'accroissement des tensions dans la république caucasienne que les buts de guerre tchétchènes étendus à l'ensemble de la région. La mobilisation s'appuie à l'évidence, essentiellement, sur des revendications locales. Les Tchétchènes n'interviennent en fait que sur les aspects opérationnels. Le chef de guerre Chamil Bassaev d'ailleurs ne s'en cache nullement et l'indique très ouvertement : « j'ai assumé la planification opérationnelle de l'attaque »<sup>2</sup>. Les chefs locaux ont ensuite assuré le commandement de l'assaut par le biais de structures préexistantes. En l'occurrence, il s'agit d'Anzor Astemirov, émir de la *djamaat* de Kabardino-Balkarie<sup>3</sup>. Il était secondé par l'émir de la *djamaat* d'Ingouchie, Ilyas Gorchkhanov, tué au cours du raid, qui avait participé avec Bassaev à la mise au point opérationnelle de l'attaque.

En somme, dans le cadre de la nouvelle stratégie tchétchène de déstabilisation régionale, la résistance n'apporte à l'extérieur qu'un appui logistique et peut-être des financements. Elle

---

<sup>1</sup> Se reporter aux déclarations concordantes du chef de guerre tchétchène Chamil Bassaev, site *Kavkaz Center*, 17 octobre 2005 et du porte-parole de Dmitri Kozak, envoyé plénipotentiaire du président Poutine dans la région Sud, Fedor Scherbakov, *Ria Novosti*, 14 octobre 2005.

<sup>2</sup> Déclarations de Chamil Bassaev rapportées par le site *Kavkaz Center*, 17 octobre 2005.

<sup>3</sup> Cette appellation désigne dans ce cas précis une structure islamiste d'insurrection et se confond avec le groupe Yarmouk fondé par un ancien combattant de la résistance tchétchène, Mouslim Ataev, tué au début de l'année 2005.

cherche à utiliser des ressources déjà mobilisées. Il n'y a pas d'intentions créatrices de la part des séparatistes tchéchènes, mais une volonté d'instrumentalisation d'antagonismes foncièrement locaux et donc très spécifiques. Les relations sont tactiques et différenciées entre la résistance tchéchène et les groupes insurgés des républiques voisines. En Kabardino-Balkarie en 2005, comme en Ingouchie en 2004, la résistance tchéchène, qui a pourtant aidé à la préparation de l'insurrection locale, ne parvient pas à en retirer de bénéfices politiques. Il faut alors en conclure que la voie tactique n'est pas suffisante et que les efforts tchéchènes de déstabilisation du Caucase Nord échouent en grande partie en raison justement de la faiblesse des liens stratégiques entre les différents groupes locaux d'opposition. Les ressorts de la mobilisation diffèrent trop d'une république à l'autre. Il faut aussi considérer la personnalisation du conflit en Tchétchénie qui nuit à l'idéologisation régionale de la lutte. Mais ainsi en l'absence de perspectives politiques précises, l'engagement peut prendre des formes extrêmes, autodestructrices.

### **3) La fuite en avant terroriste.**

Le cadre idéologique nationaliste qui a fonctionné sous Doudaev n'existe plus au début des années 2000 ; combien de Tchétchènes croient encore à l'époque à l'Etat d'Itchkérie, discrédité et profondément incapable d'assurer une indépendance viable ? Certes, dans l'absolu sans doute, les combattants de 1999 se battent pour les acquis de 1996, à savoir l'indépendance et la liberté de choisir son avenir ; mais dans les faits, alors que l'expérience maskhadovienne a déçu, peu se voient poursuivre une lutte perdue d'avance. Ne restent alors que les motivations personnelles : l'envie de guerre et d'aventure, l'engagement réfléchi ou, à l'inverse, un furieux désir de vengeance. Ce dernier élément n'est pas à négliger et tend à jouer un rôle fondamental dans la mobilisation constante de la jeunesse tchéchène. La dette de sang, dans la tradition tchéchène, occupe une place importante : la vengeance est une règle. Dans un conflit où les exactions des forces russes contre des civils, y compris des femmes, des enfants et des vieillards, sont assez courantes, la question se pose à chacun de manière récurrente. Une partie significative des militants rejoint la résistance pour honorer une dette de sang. Les rangs séparatistes grossissent ainsi de l'arrivée de jeunes Tchétchènes désœuvrés, témoins depuis 10 ans de toutes les horreurs. La résistance leur fournit alors les occasions qu'ils attendent. L'islam à ce titre n'intervient le plus souvent qu'en réaction à la tragédie qui touche l'individu. La religion fonctionne d'abord comme un refuge, puis en tant



que marqueur identitaire : elle produit le cadre d'engagement contre l'occupant russe tenu pour responsable de la tragédie. C'est à dire que vengeance, islamisation et action de guerre se trouvent souvent associées. Chaque cas est particulier cependant : il est délicat de distinguer, notamment pour les jeunes hommes décidant de combattre pour la résistance, les parts de la conviction islamiste, du désir de vengeance et du goût pour l'aventure.

### **Le cas des femmes tchéchènes kamikazes.**

Le phénomène des femmes tchéchènes kamikazes (*shahidi*) rend assez bien compte de cette inextricable interdépendance entre islamisme et vengeance. L'élément déclencheur est la plupart du temps lié à la volonté violente de faire payer ses propres souffrances et/ou celles souvent atroces de ses proches, enfants, époux, père et mère, à celui ou à ceux, pris en collectif, qui, à ses yeux, en porte la responsabilité. Les candidates au suicide ont vu leur vie brisée par la guerre : leurs maris disparus, leurs enfants morts ou mourant devant elles, certaines femmes violées et rejetées ensuite par leur famille. Il n'y a pas un modèle de femmes tchéchènes kamikazes ; elles ne constituent en aucun cas un ensemble homogène. Le parcours de chacune, depuis le traumatisme originel jusqu'à la détonation finale, ainsi que l'organisation de l'attentat, diffèrent sensiblement. Des actes visent des cibles administratives tchéchènes : des bâtiments de l'administration prorusse en décembre 2002 et juin 2003, le chef de l'administration lui-même Akhmed Kadyrov en mai, son fils Ramzan en juillet 2003. D'autres frappent des militaires russes personnellement (Gaïdar Gadjiev, commandant de la région d'Ourous-Martan en novembre 2001) ou de façon générale (poste de contrôle militaire en juin 2000 et février 2002, siège du FSB en mai 2003, base militaire russe à Mozdok en juin 2003). Parfois des civils russes sont touchés<sup>1</sup>. Il faudrait mentionner également l'ensemble des tentatives ratées et celles presque aussi nombreuses survenues dans l'Ingouchie et le Daghestan voisins. Par ailleurs, toutes ces femmes, qui ont pris part ou mené seules ces opérations, n'ont pas eu le même rapport à la religion. Certaines y sont venues par désespoir, d'autres par aveuglement ou enfin aussi par défaut d'alternatives.

---

<sup>1</sup> Attentat lors d'un concert de rock dans la banlieue de Moscou à Touchino en juillet 2003 ; devant un hôtel moscovite en décembre 2003 ; explosion de deux avions de ligne en août 2004.

Compte tenu de sources peu fiables, il est très difficile de fournir sur un tel sujet une analyse exhaustive. Peut-être simplement est-il possible de décrire plusieurs cas symptomatiques et d'en tirer des conclusions minimales.

- Khava Baraeva, juin 2000.

Cousine du chef de guerre tchéchène Arbi Baraev, responsable reconnu d'enlèvements d'étrangers en Tchétchénie entre 1996 et 1999, elle jette un camion bourré d'explosifs contre un poste militaire russe à Alkhan-Kala. Elevée seule par son père, elle semble avoir été très vite attirée par le charisme de son cousin qui l'a endoctrinée et qui lui a offert une existence propre au sein d'un groupe. Dans son cas, indéniablement, l'environnement idéologique et social a joué. Il est arrivé un moment où elle ne pouvait plus reculer sous peine de tout perdre : statut, amour et honneur.

- Aïzan Gazoueva, juin 2001.

La jeune femme tue Gaïdar Gadjiev, qui a torturé son mari et pris soin de le faire savoir. La famille Gazouev ne semble pas particulièrement fondamentaliste. L'islamisme est apparu comme un refuge dans la détresse et a bientôt constitué un très efficace cadre idéologique pour justifier le suicide d'une jeune femme se pensant sans avenir.

- Zarema Moujikhoeva, tentative avortée, juillet 2003.

Zarema, orpheline, s'est vu pour d'étranges raisons, retirer sa fille. Rejetée ensuite par ses grands-parents, isolée, elle peut avoir été tentée de rejoindre un groupe islamiste. Cela ne suffit pas cependant à justifier la décision de suicide. D'ailleurs, elle n'ose pas déclencher la bombe. Son comportement et son discours, lors du procès, paraissent des plus communs : nul fanatisme fondamentaliste n'a transpiré.

- Anonyme, attentats de Touchino, juillet 2003.

Il ne semble pas y avoir ici de motifs personnels forts<sup>1</sup>. Ces femmes ont-elles alors agi par idéologie ? Par endoctrinement ?

---

<sup>1</sup> Selon Ioulia Iouzik, journaliste russe qui a fait un long travail d'investigation sur les femmes kamikazes tchéchènes, l'une des deux jeunes femmes qui s'est fait exploser à Touchino, était veuve d'un combattant. L'autre n'a pas été identifiée. Certains éléments factuels de l'ouvrage sont dignes de foi. Ses conclusions en revanche sont souvent trop manichéennes. *Les fiancées d'Allah*. Paris : Presses de la Cité, 2005 (traduction française).

Dans tous ces cas, il ne faut pas négliger le fonds de vengeance, qui au regard de ces itinéraires existe toujours. Il ne fonctionne pas toujours cependant sur une base personnelle à l'instar de l'exemple d'Aïzan Gazoueva : les victimes de Touchino n'étaient ni directement ni sans doute indirectement responsables des malheurs des jeunes femmes kamikazes.

Il faut croire alors que ce sentiment latent de vengeance s'est trouvé magnifié pour dépasser la simple histoire de chacune. Elles voulaient frapper un collectif russe sans raison précise. Il y a quelque chose d'irrationnel dans ces actes, qui pourrait relever d'un désarroi profond ou d'un traumatisme lié au contexte de guerre. L'environnement perpétuellement instable et menaçant en Tchétchénie, notamment de 2002 à 2004, est sans aucun doute un facteur déterminant de déséquilibre, social ou psychologique, qui suffit à provoquer la réaction kamikaze. La vengeance se tourne vers un exutoire au nom d'une souffrance à la fois personnelle et collective. Toute rationalité s'estompe. Ce quelque chose d'irrationnel étant par définition différent chez tous, il apparaît très difficile d'établir un profil commun de la *shahida* tchéchène. Il serait possible de distinguer des tendances générales en fonction des cibles choisies par exemple, ou de l'influence idéologique, mais il est certain que le cheminement des candidats n'est ni modélisable ni intégrable en un système organisé.

### **Les opérations de plus grande ampleur : théâtre de la Doubrovka (2002), école de Beslan (2004).**

Les prises d'otages au théâtre de la Doubrovka en octobre 2002 et à l'école n°1 de Beslan en Ossétie du Nord en septembre 2004 illustrent de manière tragique l'alliance naturelle du désarroi personnel, de l'islam politique et de l'acte guerrier, en Tchétchénie. Le 23 octobre 2002, en début de soirée, un groupe de 41 Tchétchènes, composé à peu près à égalité d'hommes et de femmes, prennent en otage près de 800 spectateurs venus assister à l'une des trois célèbres comédies musicales qui se jouent alors à Moscou, « Nord Ost ». La présidence russe réagit très fermement et refuse tout compromis. Les négociations, dans un premier temps, permettent de gagner du temps jusqu'à ce que les preneurs d'otages imposent un ultimatum, assez tardivement, après deux jours de séquestration. Dès lors, le président Poutine décide de prendre d'assaut le théâtre, une heure avant la fin de l'ultimatum. Un gaz inconnu est diffusé, préparant l'intervention armée des forces spéciales. Le bilan est lourd : plus d'une centaine d'otages asphyxiés par la substance propagée n'ont pu être sauvés et tous les « terroristes » sont tués (ou achevés) par balle. L'opération laisse irrésolues un certain

nombre de questions. Qui sont les véritables commanditaires ? Comment a-t-il été possible qu'un groupe organisé et en armes de cinquante Tchétchènes puisse s'approcher à moins de 10 kilomètres du Kremlin ? Qui étaient les preneurs d'otages ?

Deux ans plus tard, à la fin de l'été, le lendemain de l'élection présidentielle en Tchétchénie prorusse, qui a vu la victoire d'Alou Alkhanov en remplacement d'Akhmed Kadyrov tué quelques mois plus tôt, 32 autres « terroristes » nord caucasiens<sup>1</sup> ont séquestré pendant trois jours, du 1<sup>er</sup> au 3 septembre, plus de 1000 personnes en majorité des enfants. Trois cents environ ont péri lors de l'assaut dévastateur et très violent donné peut-être volontairement par les forces russes. A la différence de la Doubrovka, les forces russes parviennent officiellement à capturer un preneur d'otages, un Tchétchène, précisant que tous les autres sont morts. Son jugement en 2006 permet de faire porter l'entière responsabilité de l'acte (prise d'otages et provocations à l'origine de l'assaut meurtrier) à la résistance tchétchène, ainsi discréditée moralement. Les familles des victimes cependant ne paraissent guère convaincues et cherchent à éclairer l'incompétence des autorités locales ossètes et fédérales russes, qui ont été incapables de prévenir la tragédie. Finalement, comme en 2002, il est peu probable que la vérité émerge. Les mêmes questions se posent. Qui étaient réellement les « terroristes » ? De quelles complicités, même inconscientes, ont-ils pu bénéficier au sein de la police ossète ? Pourquoi l'assaut a-t-il commencé alors qu'il y avait encore des chances de négociation, notamment du côté tchétchène ?

### **Sens et non sens du terrorisme islamiste tchétchène.**

Sur la base de ces deux phénomènes terroristes : actes kamikazes personnels et prises d'otages, il est possible de déduire les caractéristiques principales du terrorisme islamiste tchétchène.

- L'absence de système organisé.

Il est faux de croire qu'un groupe spécifique de la résistance tchétchène, islamiste, planifie les missions suicides et les distribue ensuite entre des candidats qu'il aurait

---

<sup>1</sup> Il est évidemment très difficile d'obtenir le détail des nationalités de tous les preneurs d'otages. Chamil Bassaev affirme qu'il y avait 14 Tchétchènes dont 2 femmes, 9 Ingouches, 4 Russes dont un d'une petite ethnie russifiée de Sibérie, 2 Ossètes, 1 Tatar, 1 Kabarde et 2 Arabes, soit 33 et non 32 selon la version russe.

Revendication de l'acte par Chamil Bassaev, site *Kavkaz Center*, 17 septembre 2004.

préalablement recrutés, endoctrinés et entraînés. L'attentat suicide tchéchène n'est en aucun cas systématisé et instrumentalisé dans le cadre d'une éventuelle stratégie militaire élaborée en haut lieu. Les défaillances du commandement central tchéchène, on l'a vu, n'ont pas véritablement été résolues au fil des années. La réunion d'un conseil de guerre à l'été 2002 n'a rien donné sur le terrain et les différents groupes ont conservé leur autonomie. Il en va de même pour les islamistes, qui ne sont ni plus ni moins hiérarchisés que les autres. Peut-être constituent-ils simplement une formation armée à part entière. Toujours est-il que l'initiative kamikaze est, dans la grande majorité des cas, strictement personnelle. Le candidat ne fait que s'adresser à des combattants de réputation islamiste pour obtenir les appuis tactiques et logistiques nécessaires : obtention des explosifs, paiement du voyage le cas échéant et peut-être discussion du choix des cibles. Sur ce dernier point, il est très peu probable quand même que ce soit Chamil Bassaev qui ait décidé de frapper un concert de rock à Touchino.

- La marginalité des responsables.

Cette pratique est le fait de groupes ou d'individus, en marge de la ligne historique de la résistance nationalo-islamiste, incarnée à l'époque des faits par Aslan Maskhadov et Chamil Bassaev. Selon de nombreux témoignages concordants, Movsar Baraev n'était nullement un leader de la guérilla tchéchène, dont les chefs depuis l'épisode de la sortie de Grozny se méfiaient ouvertement, en raison de ses antécédents familiaux<sup>1</sup>. Son unique caractéristique en 2002 est d'être le neveu du très réputé et criminel Arbi Baraev. Movsar lui-même n'est pas respecté, il est dit qu'il manque de charisme. Il évolue en fait au sein des anciens cercles islamistes et criminels de son oncle. Si Arbi Baraev avait réussi à convaincre sa cousine de se faire exploser dans un camion, en mémoire de son oncle et sous la pression d'un groupe de fidèles, il est presque logique un an plus tard que le neveu ait cherché à relever le défi d'une opération spectaculaire islamiste. En 2004, à Beslan, les chefs opérationnels du groupe de preneurs d'otages semblent plutôt avoir été un Ingouche et un Ossète musulman. Ceux-là ont planifié une opération en Ossétie du Nord, en prenant appui sur le conflit tchéchène, pour attiser les tensions entre Ingouches et Ossètes chrétiens et tenter une déstabilisation régionale. Les quatorze Tchétchènes, qui, selon Bassaev, ont pris part à l'opération, ne constituaient

---

<sup>1</sup> La rumeur au sein des combattants tchéchènes veut que ce soit Arbi Baraev qui ait organisé le départ de Grozny en février 2000, emmenant les militants dans un champ de mines et sous le feu de l'artillerie russe qui les attendait.

que le gros des troupes. Les objectifs ainsi ne se limitaient pas seulement à la guerre en Tchétchénie.

- L'instrumentalisation politique a posteriori.

Il est à noter par exemple qu'au premier jour de la prise d'otages de Beslan, le site *Kavkaz Center*, qui relaie habituellement les déclarations de Chamil Bassaev, dénie toute responsabilité de sa part dans l'opération. La revendication de l'acte ne vient que le 17 septembre sur le même site. Ce délai peut être révélateur d'un opportunisme politique. Par ailleurs, il faut remarquer l'orientation nationaliste de la communication, agrémentée de références islamistes. Cela n'a rien à voir avec un quelconque fanatisme religieux : la cause nationale reste prédominante politiquement.

La tentation est grande, alors, de renverser la logique d'instrumentalisation et de planifier en amont des actes terroristes au service de la lutte collective. Le président Aslan Maskhadov s'y est toujours refusé et il est très peu probable qu'il ait cautionné la prise d'otages de Beslan, même s'il a pu être au courant. Le 3 septembre d'ailleurs, lorsque l'assaut a été donné, il s'apprêtait à se rendre à l'école pour négocier une issue convenable. Chamil Bassaev, quant à lui, a pu avoir connaissance plus tôt de ce « projet » et le soutenir tactiquement, laissant l'opérationnel à d'autres. Cette hypothèse permettrait d'expliquer pourquoi il ne tire pas à lui immédiatement, dès le 1<sup>er</sup> septembre, toute la gloire politique de Beslan.

### ***C. Akhmed Kadyrov et Alou Alkhanov, les hommes de paille du Kremlin.***

Au printemps 2000, une fois la victoire militaire acquise et la résistance tchétchène dispersée, les autorités de Russie mettent en place une administration tchétchène dirigée par l'ancien mufti de la république tchétchène d'Itchkérie, Akhmed-Khadji Kadyrov<sup>1</sup>. Ses

---

<sup>1</sup> Son parcours est assez curieux. En 1991, il cesse une formation à l'Université islamique d'Amman pour revenir en Tchétchénie. Partisan du général Doudaev, il gravit assez vite les échelons de l'islam officiel tchétchène, devenant vice-mufti en 1993 et mufti par intérim à partir de septembre 1994. Il est élu mufti en 1995 et le restera jusqu'à la seconde phase de la guerre. Il déclare en 1995 le *djihad* contre les forces russes mais mène, en 1998, l'opposition aux islamistes radicaux qui progressent en Tchétchénie. En 1999-2000, il ne prend pas part aux combats, considérant que c'est une insurrection d'islamistes radicaux (désignés par le terme « wahhabite » dans l'analyse soviétique).

missions sont d'occuper le terrain contre les combattants itchkéristes et d'assurer, le moment venu, la reconstruction de la république selon les instructions de Moscou. En juin 2000, le pouvoir russe installe ainsi en Tchétchénie un gestionnaire relais, non légitime et illégal. Au fur et à mesure des années et des moyens financiers disponibles, le Kremlin engage, par l'intermédiaire d'Akhmed Kadyrov, un processus de normalisation, qui vise à prouver, aux critiques occidentaux en particulier, qu'après la pacification militaire de la Tchétchénie, le rétablissement d'un ordre tchéchéne, politique, économique et social, progresse de manière régulière. Paradoxalement, il semble que les décideurs russes n'aillent pas au bout de cette logique. Une guérilla, de faible intensité, continue en Tchétchénie, pour autant les efforts réalisés vers la normalisation, au sens du Kremlin, restent insuffisants au moins jusqu'au début 2007 et la nomination de Ramzan Kadyrov, fils d'Akhmed Kadyrov à la présidence de la république tchéchéne.

### **1) Le rétablissement d'une Tchétchénie prorusse.**

Le président nouvellement élu, Vladimir Poutine, s'emploie, dès 2000, à édifier les bases d'un Etat tchéchéne renouvelé et loyal, en remplacement de l'Etat tchéchéne d'Itchkérie, pourtant légal et démocratique depuis 1997. Il s'agit dans un premier temps de conférer au nouvel Etat fédéré, aux ordres de Moscou, une nouvelle légalité. C'est la première et forte ambition du référendum constitutionnel de mars 2003. La décision présidentielle fait suite de quelques semaines seulement à la prise d'otages meurtrière du théâtre de la Doubrovka. Il est probable que le Kremlin ait senti la nécessité de reprendre la main dans le cadre du conflit tchéchéne, alors que la population russe, choquée, paraît majoritairement favorable à l'ouverture de négociations. Il pense aussi de cette façon, calmer les critiques occidentales sur la question tchéchéne en faisant semblant de consulter la population du lieu. Le référendum se veut un franc succès : selon les chiffres officiels, la nouvelle Constitution tchéchéne est adoptée avec 95,3 % des suffrages, pour une participation de 95%. Le 23 mars 2003 est ainsi institué un cadre juridique nouveau, faisant explicitement de la république tchéchéne un sujet intégré de la Fédération de Russie et annonçant la tenue prochaine d'élections présidentielles et législatives. Par un vote en apparence démocratique, la population tchéchéne semble avoir aboli la légalité de l'Etat d'Itchkérie précédent et ouvert une ère vierge, où il faut encore désigner les titulaires des pouvoirs présidentiels et législatifs. Le cadre légal est posé, les votes populaires successifs devront fournir les légitimités qui font

encore défaut.

### **Le processus de légitimation : l'élection présidentielle de 2003 en Tchétchénie prorusse.**

L'élection présidentielle ne tarde pas. Elle a lieu le 5 octobre 2003 et voit, sans suspense, la victoire attendue du chef de l'administration tchétchène locale, Akhmed Kadyrov. L'idée du Kremlin n'est nullement de mettre en jeu le poste mais d'organiser l'acquisition d'une légitimité populaire. Ce n'est pas une question d'individus ou de choix politiques, mais de processus institutionnel. La nouvelle présidence tchétchène prorusse doit pouvoir avancer les mêmes arguments étatiques qu'Aslan Maskhadov en 1997 : légalité et légitimité (même apparentes) dans l'exercice du pouvoir. L'élection ne doit rien décider sur le fond ; elle est purement formelle. Par conséquent, tous les candidats sérieux qui peuvent, en eux-mêmes, incarner une alternative à la stratégie russe mise en œuvre jusque-là par le biais d'Akhmed Kadyrov, sont évincés. Rouslan Khasboulatov d'abord, ancien vice-Président du Soviet suprême puis président de la Douma écarté en 1993, qui annonce son intention de concourir, revient sur sa décision une semaine avant la clôture des candidatures, en août, lorsqu'il comprend que l'issue du scrutin est déjà déterminée. Aslanbek Aslakhanov, député représentant la Tchétchénie à la Douma et l'homme d'affaires, Khussein Djabraïlov, ensuite, qui croient pouvoir convaincre Poutine de modifier sa stratégie en Tchétchénie, renoncent à leur campagne à la fin du mois d'août après s'être entretenus avec de hauts responsables au Kremlin. Le premier devient conseiller du président pour les affaires tchétchènes. Le second est sans doute menacé de perdre certains de ses intérêts économiques et financiers à Moscou. Enfin, Malik Saïdoullaev, qui longtemps résiste aux pressions venues, d'en haut est exclu de la course au début de septembre, par décision de la commission électorale<sup>1</sup>. Entre-temps, un certain Saïd-Selim Tsouev, commandant militaire adjoint de la république de Tchétchénie a également abandonné, pour des raisons non précisées. Il est clair que le Kremlin n'a en aucun cas l'intention de réorienter ou de changer sa politique en Tchétchénie. Kadyrov remporte donc très facilement l'élection avec 82% des votes. Pour autant, rapportée à la participation réelle, la légitimité démocratique d'Akhmed Kadyrov est sensiblement atténuée. Le chiffre

---

<sup>1</sup> Le jugement est confirmé par la Cour suprême de Russie qui juge que 40% des signatures soumises lors du dépôt de candidature sont fallacieuses. Il manque la date de naissance des signataires et la mention Tchétchénie dans leur adresse.



officiel est 85% ; or il est très probable qu'en réalité, une minorité seulement des électeurs se soient effectivement rendus aux urnes. La plupart des observateurs indépendants, membres d'organisations non gouvernementales tchéchènes ou russes<sup>1</sup>, font état de bureaux de vote vides ou très peu fréquentés. Les plus pessimistes évaluent la participation réelle à 10 ou 15%, les plus optimistes à 30%. Les résultats ont sans doute été réévalués assez largement. En fait de légitimité, Kadyrov ne peut faire valoir qu'une illusion démocratique. Mais, dans la mesure où l'on a décidé au Kremlin qu'il serait la courroie principale de transmission et de normalisation, la réalité et les conditions du scrutin importent peu. Que Kadyrov ait été élu en vérité avec 15%, 35% ou 75% des votants réels, la stratégie de la Russie en Tchétchénie n'aurait pas été foncièrement modifiée. Il a été désigné pour assurer la continuité de la normalisation, quel que soit l'avis de la population.

### **Les élections de 2004 : Ramzan Kadyrov en attente.**

Quelques mois après le scrutin de 2003, l'assassinat d'Akhmed Kadyrov<sup>2</sup>, le 9 mai 2004, provoque la tenue anticipée de nouvelles élections présidentielles. La mort du leader, qui portait la normalisation russe en Tchétchénie, crée un vide politique : une ère d'incertitude s'ouvre brièvement. En effet, aucun des successeurs potentiels ne dispose de l'autorité dont Kadyrov bénéficiait au sein de la société tchéchène, fondée à la fois sur le prestige religieux et sur la crainte qu'il inspire. Malgré la trahison originelle et par la terreur, il avait su gagner un respect forcé de la population civile. Il y avait comme une indulgence à son égard, compte tenu du contexte très difficile, de son passé aux côtés de Djokhar Doudaev et de sa farouche opposition à l'islamisme radical que la majorité des Tchétchènes rejette. Il n'était pas seulement un homme de paille au service de Moscou, mais une personnalité tchéchène d'envergure qui apparaissait de plus en plus comme un moindre mal après l'échec et la destruction de l'Etat tchéchène d'Itchkérie<sup>3</sup>. Kadyrov disparu, il semble que c'est toute la politique russe qui s'effondre. Dès lors, les espoirs de certains reprennent. Jusqu'au début de

---

<sup>1</sup> Timour Aliev, journaliste tchéchène correspondant de l'Institute for War and Peace, Londres ; Tatiana Lokchina du bureau de la Fondation Helsinki à Moscou, Antouan Arakaelian, militant des droits de l'Homme à Saint-Petersbourg.

<sup>2</sup> Il meurt dans un attentat à la bombe à l'occasion de la célébration de la victoire de la Russie sur l'Allemagne nazie. Voir ci-dessous en détail cet événement, qui n'a que peu à voir avec la question électorale.

<sup>3</sup> Ressentis de responsables et observateurs humanitaires lors de missions de terrain en mars 2004.

juin 2004, aucun homme n'est officiellement promu. Le 3 juin, Malik Saïdoullaev se déclare de nouveau candidat<sup>1</sup>. Puis Alou Alkhanov, ministre de l'intérieur d'Akhmed Kadyrov, émerge, porté par les communicants du Kremlin. Poutine a choisi un homme de transition, loyal, qui a fait toute sa carrière au ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie et qui a combattu, depuis 1992, contre les vellétés séparatistes, de Doudaev à Maskhadov. Il ne revient en Tchétchénie qu'au moment de l'accession d'Akhmed Kadyrov au pouvoir en 2000 et devient ministre de l'Intérieur de la Tchétchénie en mai 2003. C'est un fonctionnaire, un homme formé par le système soviétique qui en a gardé, semble-t-il, les habitudes et obligations de fidélité et de soumission au supérieur.

L'élection se déroule donc sans surprise, le 29 août 2004 : Alkhanov remporte le scrutin avec plus de 73% des voix, pour une participation donnée officiellement à 85%. A l'époque, il ne satisfait pas entièrement le Kremlin. D'aucuns pensent qu'il assure seulement la régence avant l'avènement légal du fils d'Akhmed Kadyrov, Ramzan, qui devait avoir 30 ans pour se présenter et qui les a eus en octobre 2006. Le profil d'Alkhanov correspond effectivement à celui d'un exécutant zélé provisoire. Il n'a pas l'autorité ni les réseaux en Tchétchénie de son prédécesseur et ne représente donc rien en lui-même au niveau de la république. Le Kremlin a choisi en lui un moindre mal chargé d'assurer la transition jusqu'à la majorité présidentielle de l'héritier adéquat. Les élections législatives tenues en novembre 2005, qui concluent l'entreprise de normalisation en Tchétchénie prorusse<sup>2</sup>, font émerger en effet une autre réalité politique. En permettant à l'entourage et aux alliés de Ramzan Kadyrov de contrôler le pouvoir parlementaire, l'élection renforce considérablement sa position, au point de le rendre presque autonome par rapport à la présidence officielle tchétchène.

## **2) Les principes de la normalisation.**

Lorsque la normalisation est décidée, à la fin de 2002, jusqu'aux élections législatives de novembre 2005, le gouvernement central de Russie ne ménage pas ses efforts pour soutenir la construction étatique tchétchène prorusse. Sur le plan financier, les sommes sont importantes. Le Premier ministre de la Fédération de Russie, Mikhaïl Fradkov avance, mi

---

<sup>1</sup> Il résiste de nouveau aux intimidations et pressions exercées contre lui, et finalement se voit exclu de la course pour des futilités administratives.

<sup>2</sup> Voir chapitre II.

2004, le chiffre de 62 milliards de roubles alloués depuis 2002<sup>1</sup>, dans le cadre du programme de « reconstruction des espaces sociaux et économiques de la République de Tchétchénie », qui est censé couvrir l'ensemble des allocations financières du centre vers la république fédérée. Il précise également que la tendance sera maintenue et même accrue. Ces transferts, cependant, sont loin de grever le budget de la Russie. A titre de comparaison, pour la seule année 2006, l'enveloppe budgétaire de défense s'élève à 600 milliards de roubles. Le fonds stabilisation, alimenté par les recettes fiscales pétrolières au-delà d'un certain cours, s'élève à la même époque, à plus de 2000 milliards de roubles<sup>2</sup>. Il est difficile de parler dans ces conditions d'efforts financiers. Ce n'est pas tant en effet un problème de volume ou de poids budgétaire que de bonne affectation des fonds. Cette responsabilité revient à l'administration locale en charge du budget. Les sommes sont allouées directement par le centre, les dépenses sont sensées être gérées par les délégués du pouvoir fédéral sur place, en l'occurrence le réseau constitué autour de Akhmed Kadyrov.

### **Omnipotence de la famille Kadyrov en Tchétchénie prorusse.**

Au cours des années 2002-2005, le Kremlin s'appuie largement sur la famille Kadyrov, qui constitue le principal levier d'exercice de la normalisation, pensée à Moscou. Akhmed Kadyrov, par son autorité historique et religieuse, est parvenu, on l'a vu, à se rendre indispensable aux décideurs politiques de Russie. Maîtrisant les allocations financières versées par Moscou, il est devenu l'unique relais entre le centre fédéral et la Tchétchénie qu'il faut pacifier. Ramzan Kadyrov, qui à la disparition de son père en mai 2004, devient vice-Premier ministre, se voit quant à lui promu à des postes clés à deux niveaux essentiels : le redressement socio-économique et la lutte anti-insurrectionnelle.

- En matière sociale les décisions de paiement, concernant les compensations liées à la perte d'un bien au cours des phases militaires des deux guerres, sont prises par une commission des compensations, normalement présidée par le ministre des Finances de la république de Tchétchénie. Ramzan Kadyrov est nommé à sa tête par décret du président Alou Alkhanov, après un ordre venu de plus haut, à la fin de novembre 2004.

---

<sup>1</sup> Cela correspond environ à 2 milliards de dollars. Emil Suleimanov. « Economic renewal or embellishment ». *Prague Watchdog*, 18 May 2005.

<sup>2</sup> *Ria Novosti*, 7 décembre 2005

- En matière sécuritaire, il est amené très rapidement à diriger les principales forces de police, anciennes milices informelles prorusses, officialisées en 2003 en service de sécurité présidentielle tchétchène. Cette structure, forte de plusieurs milliers d'hommes<sup>1</sup>, est apparue sous la présidence de son père et a existé jusqu'en mai 2006. Elle a constitué le bras armé tchétchène de la normalisation russe, assurant dans un premier temps la sécurité personnelle d'Akhmed Kadyrov et suppléant ensuite, de plus en plus, les forces russes dans la chasse aux résistants.

### **Des flux financiers continus.**

Il est essentiel pour les autorités de Russie que les transferts financiers arrivent et bénéficient effectivement à la population tchétchène, en terme d'infrastructures, de versement des revenus (salaires, pensions) et de paiement des compensations au titre des dommages matériels causés par la guerre. La corruption, en effet, au sein des administrations à Moscou et à Grozny, limite considérablement la portée de ces soutiens budgétaires. Chaque année, la Cour des comptes de Russie stigmatise les différences flagrantes entre les fonds affectés et les fonds réellement utilisés. Elle critique également l'usage de fonds pour des projets différents non sanctionnés légalement par le centre et qui n'auraient pas nécessité la somme demandée et obtenue. En cela, il est vrai que le versement régulier d'allocations par la Russie permet in fine à une partie de l'argent transféré d'atteindre les cibles prévues. Ainsi, comme le reconnaissent certains chercheurs<sup>2</sup> et activistes tchétchènes, de passage en Europe ou à Moscou, la situation économique et sociale, les conditions matérielles de vie en Tchétchénie s'améliorent progressivement. Dans la capitale au moins, depuis peu, l'eau courante, l'électricité et le gaz fonctionnent. Les compensations sont versées, même si le fonctionnaire en charge du dossier en prélève souvent par le racket environ 50%. Les services de sécurité par ailleurs se développent de manière exponentielle : ils emploient presque un homme sur deux qui perçoit un salaire tout à fait convenable dans le contexte de l'époque, soit l'équivalent de 500 dollars par mois. Les flux monétaires reprenant, la consommation redémarre doucement. Selon des observateurs locaux et européens sur place, des magasins,

---

<sup>1</sup> Les sources divergent. Il est difficile de fournir un chiffre fiable : sans doute entre 5000 et 10000. Ce sont eux qui sont communément appelés les *Kadyrovtsis*, en russe.

<sup>2</sup> Entretien avec Moussa Basnoukaev, professeur d'économie à l'Université d'Etat de Grozny, Paris, 29 décembre 2005.

des bars, des commerces, des boutiques de téléphonie mobile ouvrent et se maintiennent. Les plus riches tentent de relancer le secteur du bâtiment et la réhabilitation des immeubles détruits, mais sans compléments publics, la plupart de ces projets ne peut aboutir, laissant les travaux souvent inachevés. Cette reprise socioéconomique, dont tend à profiter un nombre croissant de résidents tchéchènes, ne fait bien sûr que renforcer l'ancrage social et politique de l'administration kadyroviennne. C'est un contrepoids certain aux exactions quotidiennes de ces mêmes leaders tchéchènes prorusses.

### **Une répression excessive.**

Dès 2003, la lutte anti-guérilla devient la tâche principale des milices tchéchènes coordonnées et organisées par Ramzan Kadyrov. Elles pratiquent ainsi, seules ou en collaboration avec les services russes, des opérations de « nettoyage » ciblées sur des personnes ou des villages tout entiers, multipliant les enlèvements, les tortures, les exécutions sommaires de tout individu civil, souvent de sexe masculin, suspecté seulement d'avoir aidé un groupe de résistants ou d'avoir participé à une action subversive. C'est sans compter aussi les pillages, les rackets et les destructions de biens. Selon les deux plus importantes organisations non gouvernementales russes recensant les crimes de guerre et exactions contre des civils en Tchétchénie, Mémorial et la Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'Homme<sup>1</sup>, 75% des crimes et violations des droits de l'Homme en Tchétchénie sont commis par ces miliciens tchéchènes prorusses, rassemblés au sein du service de sécurité présidentielle, sous la responsabilité de Ramzan Kadyrov.

Il faut reconnaître que les atteintes évidentes au droits de l'homme, au même titre d'ailleurs que les pratiques peu scrupuleuses dans le domaine économique et social (détournements de fonds, rackets, corruption quasi généralisée), auxquelles se livre, sous la responsabilité des Kadyrov, père et fils, l'ensemble des structures administratives et des forces tchéchènes dites de sécurité, ne s'avèrent pas très adaptées à la mise en œuvre d'une normalisation véritable. La terreur que subissent continuellement les civils de Tchétchénie et

---

<sup>1</sup> Pour davantage d'informations, il est possible de se reporter au site internet de Mémorial, <http://www.memo.ru/> Tous les rapports sont consultables.

Pour une synthèse et un exemple du travail de ces ONGs, voir le document publié par l'International Helsinki Found (IHF) et la Fédération internationale des Droits de l'Homme (FiDH) *In a climate of fear, « Political Process » and Parliamentary Elections in Chechnya*, rédigé à partir des données fournies par ces ONGs en novembre 2005. [http://www.fidh.org/article.php3?id\\_article=2876](http://www.fidh.org/article.php3?id_article=2876)

dont sont responsables justement les délégués tchétchènes du Kremlin<sup>1</sup>, augure mal de l'adhésion définitive de la population. La Tchétchénie est sous Akhmed Kadyrov et reste aujourd'hui un Etat de non-droit, où il faut payer pour récupérer un parent emprisonné, vivant ou mort. Cependant, en dépit des malversations financières et des exactions, les responsables russes, politiques et militaires, ne désavouent jamais le réseau Kadyrov. Ils s'en méfient toutefois et au moins jusqu'à l'année 2007 lorsque Ramzan Kadyrov accède à la présidence de la république tchétchène, limitent la montée en puissance des leaders locaux, ce qui aurait été l'aboutissement logique du processus de normalisation.

### **3) Les prudences russes vis-à-vis d'une reconstruction déléguée aux responsables tchétchènes locaux.**

Le Kremlin reste paradoxalement prudent vis-à-vis de la normalisation qu'il revendique ; comme s'il ne semble pas possible de se fier tout à fait aux Tchétchènes délégués. La logique russe, cherchant à démontrer que la guerre en Tchétchénie se termine, ne va pas au bout d'elle-même. Les décideurs, dès le début, manifestent une certaine réticence à retourner aux Tchétchènes toutes les clés de leur république, même ancrée dans la Fédération de Russie.

### **La méfiance de l'armée : les incertitudes autour de la disparition d'Akhmed Kadyrov.**

La mort d'Akhmed Kadyrov survient lors des célébrations du Jour de la Victoire, le 9 mai 2004. Un attentat à la bombe au stade Dynamo le tue avec Hussein Issaev, président du Conseil tchétchène et Valeri Baranov, commandant en chef des forces armées russes dans le Caucase Nord. La résistance tchétchène est immédiatement tenue pour responsable, mais le président Maskhadov, le lendemain, condamne cet « acte terroriste » et offre ses « condoléances aux familles des victimes innocentes ». Chamil Bassaev, cependant, le revendique plus tard. Ce délai et ces contradictions au sein de la guérilla tchétchène ne sont guère le signe d'une grande cohérence stratégique pour un acte qui a dû être minutieusement

---

<sup>1</sup> L'ensemble des témoignages et observations sur place, ceux d'envoyés occidentaux pour des missions humanitaires et de militants locaux de défense des droits de l'Homme, concordent : la population tchétchène souffre bien davantage de la terreur que fait sévir le pouvoir tchétchène prorusse que des actes de guérilla menés par la résistance.

préparé. Evidemment, la piste ne saurait être négligée.

Cela étant, il peut être intéressant de présenter aussi la position de l'armée russe dans cette affaire. Les généraux du ministère de la Défense s'opposent depuis le début à la politique de « tchéchéenisation » ou de normalisation mise en œuvre par le président Poutine en Tchétchénie. Publiquement, ils font valoir qu'il y a un risque à réintégrer d'anciens combattants dans les nouvelles forces de sécurité tchéchéennes<sup>1</sup>. Ils précisent que ceux-ci en fait continuent de fournir des informations aux « rebelles » au détriment de la vie de soldats russes. Officieusement, il s'agit plutôt de préserver certains profits liés au marché noir en Tchétchénie. En effet, donner la possibilité aux Tchétchéens de reconstruire une république peut créer une rivalité sur le terrain quant au contrôle lucratif de certaines ressources. Il semble qu'effectivement, les responsables militaires de haut rang, engagés en Tchétchénie, s'occupent davantage de tirer profit de commerces et circuits légaux ou criminels que de lutter contre les séparatistes tchéchéens. Politiquement et militairement en perte de vitesse par rapport à d'autres structures russes de sécurité, les généraux du ministère de la Défense ne se satisfont plus que du maintien d'affaires économiques et/ou financières en Tchétchénie. Or l'administration d'Akhmed Kadyrov, à l'époque, tend de plus en plus à accroître son indépendance, sécuritaire et financière. Elle a ainsi déjà sa propre milice totalement dévouée, puisque dirigée par Ramzan Kadyrov, et entend acquérir progressivement le contrôle des ressources financières tchéchéennes, notamment pétrolières, et donc priver les généraux de leurs intérêts commerciaux. L'élimination d'Akhmed Kadyrov peut donc laisser espérer aux généraux de pouvoir rétablir leurs profits menacés. Un responsable tchéchéen de Géorgie<sup>2</sup>, qui a voulu rester anonyme rapporte à cet égard que l'administration Kadyrov fait transiter depuis peu les fonds de la reconstruction en provenance de Moscou par une autre banque que la banque habituelle, gênant ainsi les prélèvements des militaires russes qui contrôlent le premier circuit de distribution. Des preuves manquent et cette analyse demeure au stade hypothétique. Cela dit, cette hypothèse heuristique ouvre une piste de réflexion sur les relations politico-militaires en Russie et sur la réalité des ambitions du réseau Kadyrov.

### **Les réticences russes sur le traité de délimitation des compétences.**

---

<sup>1</sup> Par exemple, Ilya Chabalkine, porte-parole des forces fédérales russes en Tchétchénie, dans une déclaration à *kavkaz-strana.ru* le 25 janvier 2005.

<sup>2</sup> Entretien, anonyme, Tbilissi, mai 2004.

Les reports répétés d'un accord définitif sur un traité de délimitation des compétences entre Moscou et Grozny se veulent révélateurs de cette hésitation ou défiance russe. Les discussions commencent au lendemain du référendum de mars 2003, mais achoppent très vite sur la question financière et budgétaire. Les propositions ou exigences tchéchènes, élaborées d'abord sous la responsabilité d'Akhmed Kadyrov, sont assez exorbitantes et ne correspondent en aucun cas à l'intérêt du centre moscovite. Il est question dans les premiers temps que le pouvoir de Grozny conserve en Tchétchénie la totalité des taxes collectées, issues notamment de la vente des richesses pétrolières, et qu'il contrôle l'extraction et la gestion de l'ensemble des ressources souterraines de la république. En octobre 2003, au plus haut niveau fédéral, Alexeï Koudrine, ministre des Finances, oppose une fin de non-recevoir : il ne peut être fait d'entorse au système d'imposition unifiée. Dès lors, les Tchétchènes prorusses n'ont de cesse de revendiquer l'octroi par Moscou d'un statut spécial pour la République de Tchétchénie.

La mort d'Akhmed Kadyrov en mai 2004 ralentit considérablement le dialogue qui ne reprend véritablement qu'au début de 2005. Il est conduit par Taouz Djabraïlov, haut responsable de l'administration prorusse et fidèle allié d'Akhmed Kadyrov. Les Tchétchènes évoquent alors l'octroi d'un statut pour dix ans de « région d'intense développement économique », continuent d'exiger le contrôle de toutes les ressources locales et voudraient obtenir une enveloppe annuelle de 3 milliards de roubles (en plus du paiement des compensations pour les victimes des crimes staliniens)<sup>1</sup>. Ils demandent de surcroît le retrait des forces russes de sécurité et la révision, en leur faveur, de la frontière avec l'Ingouchie voisine. Le gouvernement de Russie, qui semble davantage à l'écoute, reconnaîtrait éventuellement à la Tchétchénie la caractéristique d'une zone économique spéciale et certains privilèges fiscaux. Au début de l'été 2005, le traité paraît quasiment signé, mais le processus n'aboutit pas. Conjointement ou sous la pression russe, il est prévu que l'accord soit renégocié après les élections législatives de novembre en Tchétchénie, qui voient la victoire de députés loyaux à Ramzan Kadyrov, le nouvel homme fort de Tchétchénie. Taouz Djabraïlov, peu avant le scrutin, est évincé après un différend avec ce dernier. Les revendications tchéchènes

---

<sup>1</sup> Liz Fuller. « Chechnya : is Bassaev planning to torpedo the Russian-Chechen power-sharing treaty ? ». *Russia's newline*, Radio Liberty Radio Free Europe, 26 May 2005. Version du traité présentée et discutée au début de 2005.



évoluent dès lors sensiblement : outre la base déjà négociée qui est ajustée à la marge<sup>1</sup>, il est envisagé une zone économique libre et l'abolition de tous les prélèvements fiscaux fédéraux en Tchétchénie pour dix ou quinze ans. Le commentaire moscovite, quoique non officiel, est parfaitement clair : ces demandes sont absurdes. Le Kremlin préfère reporter régulièrement l'accord, dont Poutine peut parfaitement se passer, que de négocier de telles offres. Il est vrai que, face à ces positions tchétchènes assez audacieuses et très proches d'une pratique d'indépendance, les Russes ne sont guère enclins à approfondir la normalisation. En même temps, le Kremlin ne cherche nullement à convaincre les Tchétchènes ni à forcer la conclusion d'un traité selon ses vœux. Depuis 2003, manifestement, il n'est pas dans ses priorités d'organiser définitivement la relation entre le centre et une périphérie aux tendances séparatistes. Un pouvoir local tchétchène prorusse doit être rétabli et engagé dans la reconstruction politique, économique et sociale de la république, tout en restant, pour l'essentiel, encore dépendant du gouvernement fédéral.

#### **Les limitations sécuritaires : divisions et rivalités des forces supplétives tchétchènes.**

En multipliant les forces de sécurité tchétchènes, en charge de la lutte anti-insurrectionnelle, Moscou s'emploie à « tchétchéner » le combat et non pas à accorder une toute-puissance militaro-politique à Akhmed et Ramzan Kadyrov. Elles ne sont là que pour remplacer ou décharger les militaires russes et non pour servir les intérêts personnels des leaders locaux. Le service de sécurité présidentielle, dirigé par Ramzan Kadyrov, est ainsi encadré par deux autres bataillons tchétchènes, Vostok et Zapad (Est et Ouest en langue russe), affiliés aux services de renseignements militaires russes et rattachés hiérarchiquement à la 42<sup>ème</sup> division motorisée de l'armée russe (troupes gérées par le ministère fédéral de la Défense). Ces trois organismes tchétchènes de guerre exercent les mêmes fonctions. Ils se soutiennent sans doute mais se surveillent aussi l'un l'autre. Vostok et Zapad sont respectivement commandés par Soulim Iamadaev<sup>2</sup>, représentant d'une famille influente de

---

<sup>1</sup> Quant aux subventions fédérales annuelles, il semble que l'argument n'intervienne plus dans la négociation, côté tchétchène. Au contraire, Grozny souhaite s'émanciper des transferts budgétaires en provenance de l'administration centrale.

<sup>2</sup> De 1994 à 1999, le même bataillon, déjà dirigé par Soulim Iamadaev, a combattu sous la bannière séparatiste. Il ne rejoint que tardivement les prorusses et fait, pour cette raison, encore, l'objet de suspicions. Toutefois, l'élection, en décembre 2003, de Rouslan Iamadaev, le frère aîné, à la Douma russe, renforce le réseau d'influence familiale auprès du Kremlin.

Goudermes en Tchétchénie, et par Saïd-Magomed Kakiev, lieutenant-colonel dans l'armée russe, qui combat depuis 1993 dans le cadre de l'opposition tchétchène, organisée par la Russie. Ces hommes, par leur parcours et leurs contacts, relèvent directement de structures militaires russes. Instructions et rapports ne transitent donc pas par le pouvoir officiel prorusse constitué autour de la famille Kadyrov ; même l'accès au Kremlin, dans le cas Lamadaev, peut être parallèle. Ces groupes annexes fonctionnent ainsi comme un contrepoids à l'ascension et aux velléités autonomistes potentielles de Ramzan Kadyrov.

Début 2006, le Kremlin, afin de limiter au maximum les risques de dérive, accentue la division des forces. Il ordonne ainsi la dissolution du service de sécurité présidentielle et d'un centre antiterroriste local, récemment constitué<sup>1</sup>, qui regroupait jusqu'alors les milices sous l'autorité directe de Ramzan Kadyrov. Ces hommes sont ensuite répartis dans deux nouveaux bataillons, Nord et Sud<sup>1</sup>, rattachés aux forces fédérales du ministère de l'Intérieur de Russie. Poutine, de cette façon, prive Kadyrov d'une véritable armée personnelle et diminue la mainmise du ministère russe de la Défense sur deux autres importants groupes tchétchènes engagés dans le conflit. La stratégie russe en Tchétchénie repose en somme sur un savant équilibre militaro-politique, établi entre trois acteurs complémentaires et indépendants les uns des autres : groupes issus du ministère de l'Intérieur, groupes issus du ministère de la Défense, troupes contrôlées directement par Ramzan Kadyrov. Ceux-là sont ainsi susceptibles de se neutraliser si l'un d'eux venait à suivre une logique propre.

En fait de normalisation, le Kremlin organise, sous ce vocable de communication qu'il utilise à destination des médias et des politiques occidentaux, son désengagement de Tchétchénie. Il laisse face à face Tchétchènes séparatistes et prorusse. La résistance résiduelle se maintient contre un Etat légal, légitime sur le papier, soutenu financièrement et militairement par le centre fédéral. En aucun cas la normalisation ou la « tchétchénilisation » du conflit n'inclut la paix dans la liste de ces objectifs stratégiques. Normaliser, au sens du Kremlin, signifie rétablir, même en apparence seulement, une autorité tchétchène, largement dépendante, qui focalise les opérations de guerre et éloigne le conflit de Moscou. Il n'y a pas de souci véritable de stabilité : ni gestion optimale des relations entre le centre et une

---

<sup>1</sup> Le centre antiterroriste, placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur tchétchène, avait déjà remplacé le service de sécurité présidentielle. Cependant, quelle que soit son appellation, les hommes en armes affiliés à ces structures étaient de facto sous le commandement de Ramzan Kadyrov.

périphérie indépendantiste, ni fin des combats. C'est en cela que ce processus ne peut et ne pourra aboutir. Il ne vise pas la paix mais espère peut-être un certain degré de pacification, si les groupes supplétifs se montrent efficaces.

---

<sup>1</sup> Ils doivent compter environ 1200 hommes et sont commandés par des Tchétchènes. Le premier, Nord (700 hommes), est installé dans la capitale Grozny ; le second, Sud (500 hommes), près du village de Vedeno au sud-est de la Tchétchénie.

## CHAPITRE II

### **La Tchétchénie livrée à elle-même (2005-2007).**

---

Annoncée le 8 mars 2005, la mort d'Aslan Maskhadov, lors d'une opération spéciale des services de sécurité de Russie dans le village de Tolstoï-Iourt, introduit une rupture. Disparaît avec lui toute chance d'un règlement politique équilibré du conflit. Sur le terrain, il était l'unique autorité, légitime on l'a dit, capable, avant de se retirer, d'organiser dans l'intérêt de la population tchétchène, pourtant divisée, une voie de sortie de crise et d'ainsi signifier la fin de la guerre ; référence incontournable, il était respecté, écouté même par les plus radicaux des combattants. Lorsque par exemple en février 2005, il annonce un cessez-le-feu unilatéral pendant un mois, Chamil Bassaev, défenseur d'une stratégie d'engagement plus radical, teinté d'islamisme et d'attentats suicide, ordonne à ses troupes de le tenir. La guerre telle qu'elle avait cours jusqu'alors prend une dimension nouvelle. La disparition du leader incontesté de la résistance force l'ensemble des belligérants tchétchènes à un renouveau politique. Le mouvement séparatiste paradoxalement tente, en se radicalisant sur le plan idéologique, de reprendre l'initiative politique. Mais le changement le plus profond et en un sens le plus surprenant concerne le leadership prorusse.

A partir de 2005, Ramzan Kadyrov, en concordance avec les souhaits du Kremlin, voit sa position considérablement renforcée en Tchétchénie. Il remporte d'abord, lui et ses alliés, les élections législatives de novembre ; il devient Premier ministre le 1<sup>er</sup> mars 2006, puis Président de la République, exactement un an plus tard, évinçant Alou Alkhanov qui faisait figure, de plus en plus, de rival. Cette montée en puissance, si elle n'est pas directement liée a priori à l'élimination d'Aslan Maskhadov, n'aurait sans doute pas été aussi rapide de son vivant. Au cours des mois qui suivent la mort du chef de la guérilla, la stratégie russe paraît assez inconsistante et hésitante. Tout se passe comme si la situation en Tchétchénie avait été abandonnée, livrée à la concurrence entre partisans d'Alou Alkhanov, notamment à Moscou et soutiens de Ramzan Kadyrov en Tchétchénie. Les Russes se désengagent, confirmant en cela un véritable objectif de normalisation non aboutie qu'illustrent bien les dysfonctionnements nationaux et internationaux dans l'approche du problème tchétchène. Dans le même temps le nouvel homme fort de Tchétchénie acquiert d'importantes marges de manœuvre, dont la finalité, pourtant peu explicite, est marquée d'une volonté d'autonomie.

## ***A. Les dysfonctionnements locaux et internationaux.***

La hiérarchie administrative, entre le centre et les 86 sujets fédérés ou au sein des services déconcentrés de l'Etat fédéral, n'est pas sans poser certaines difficultés de fonctionnement. Le Kremlin peut avoir le monopole de la conception politique ; il n'a pas de réelle garantie quant à la mise en œuvre des processus. L'application relève souvent d'exécutants, notamment en Tchétchénie qui, compte tenu de la stratégie de « tchéchéenisation », bénéficie de facto d'une relative autonomie dans la gestion administrative. Ainsi les responsables locaux supposés relayer la décision d'en haut, agissent en fait en grande partie selon leur propre agenda politique ou économique. Les Russes, cela dit, ne cherchent pas non plus véritablement à modifier la situation et à engager par exemple une normalisation effective, qui les contraindrait à tenir compte des réalités du terrain, en particulier au sein de la population, le besoin primordial de sécurité, lequel ne correspond pas vraiment aux pratiques de Ramzan Kadyrov. Ils préfèrent laisser les Tchétchènes se neutraliser entre eux. Il est vrai aussi que la communauté internationale, à la mort de Maskhadov, ne propose rien qui pourrait inciter Moscou à régler définitivement la guerre en Tchétchénie.

### **1) Les déficiences des courroies de contrôle russe en Tchétchénie.**

Les administrations russes, au même titre que les administrations régionales, pâtissent d'un défaut de responsabilités, lesquelles sont diluées entre de nombreux ministères, agences et bureaux, au niveau fédéral et local. L'application de la moindre décision passe nécessairement par un ensemble de strates administratives qui se renvoient la responsabilité de la bonne exécution. Les détournements de fonds n'en sont qu'accrus et le problème de la corruption accentué. La Tchétchénie n'échappe évidemment pas à la règle, mais s'ajoute dans ce cas des rivalités et difficultés de nature politique et militaire.

### **Rivalités politiques au sommet de l'Etat en Tchétchénie.**

A la mort d'Akhmed Kadyrov en mai 2004, Alou Alkhanov accède à la présidence au cours d'un scrutin tenu quelques mois plus tard. Le fils d'Akhmed Kadyrov, Ramzan, trop jeune pour le poste de président, devient vice-Premier ministre, puis Premier ministre en mars 2006. Entre-temps, le Kremlin par le biais du représentant plénipotentiaire du président dans la région sud de la Russie, Dmitri Kozak, très proche de Vladimir Poutine, construit une relation directe et personnelle avec Ramzan Kadyrov en lui offrant honneurs et responsabilités<sup>1</sup>, de manière certes à s'assurer de son allégeance mais surtout à le surveiller. Implicitement donc, Alou Alkhanov, à la présidence de la république tchétchène, n'a plus de rôle pratique exécutif, puisque le lien est établi en priorité entre la présidence russe et Ramzan Kadyrov. En d'autres termes, l'orientation politique de la « tchétchéenisation » décidée au Kremlin tend à s'appliquer exclusivement par le biais du Premier ministre tchétchène et non pas par le Président. Or, à Moscou, les quelques personnalités, politiques et autres, qui participent ou auraient les moyens de participer à la formalisation de la politique tchétchène de la Russie, en particulier Aslanbek Aslakhonov, conseiller du président Poutine pour les affaires tchétchènes<sup>2</sup> ou Mavlit Bajaev<sup>3</sup>, appartiennent au réseau de connaissances et de soutiens d'Alou Alkhanov. Ceux-là présentent un positionnement plus modéré et plus subtil que les initiatives et le comportement de Ramzan Kadyrov. Ils proposent ainsi d'organiser une médiation entre le pouvoir tchétchène prorusse à Grozny et Aslan Maskhadov, qu'ils reconnaissent comme le seul interlocuteur possible du côté de la guérilla<sup>4</sup>.

« Sans la participation d'Aslan Maskhadov à un éventuel processus de paix, une résolution véritable du conflit ne peut être envisagée. Il est indispensable à toute négociation même s'il n'y prend pas part directement : son avis est essentiel. Tous les Tchétchènes, les Russes aussi sans doute, savent qu'il n'a pas organisé et qu'il n'organisera pas les actes terroristes qui frappent le territoire russe. Il n'est pas un criminel, il symbolise la résistance tchétchène. Aucune paix ne sera possible s'il n'est pas impliqué même très indirectement. »

---

<sup>1</sup> Fin 2004, il obtient la présidence de la commission des compensations ; il est nommé conseiller chargé des questions de sécurité, auprès de Dmitri Kozak et reçoit des mains de Vladimir Poutine la prestigieuse distinction de « Héros de Russie ».

<sup>2</sup> Général du ministère de l'Intérieur russe, où il a fait toute sa carrière, à l'instar d'Alou Alkhanov.

<sup>3</sup> Président du groupe pétrolier Allianz, proche d'Alou Alkhanov.

<sup>4</sup> Entretien n°74, Saïd-Khamzat Guerikhanove, journaliste, rédacteur en chef du journal tchétchène publié à Moscou *Obedinaïa Gazeta*, Moscou, novembre 2004.

« La guerre n'est plus seulement une opposition politique mais devient un phénomène social de vengeance nourrie de vendettas croisées et sans fin. Certains Tchétchènes de Moscou sont prêts, dans ce contexte, à jouer les intermédiaires entre la résistance et la présidence tchétchène prorusse de Grozny. Ils sont totalement extérieurs au conflit sous cette forme, n'étant mêlés à aucun crime de sang qui divise actuellement la société tchétchène. En cela, ils pourraient réussir à s'interposer entre les groupes tchétchènes et faire cesser ces cycles de vengeance. Ils n'ont coupé les liens avec aucune des deux parties. Restés loyaux à la Fédération de Russie, ils s'opposent cependant à la stratégie russe du tout militaire. Cette tierce partie pourrait ainsi initier le déblocage de la situation et empêcher un approfondissement de la « tchétchéenisation » de la guerre. Un premier résultat pourrait être une rencontre en Mavlit Bajaev et Aslan Maskhadov ».

Cette confiance d'un partisan de Mavlit Bajaev témoigne d'une réelle divergence entre les actions fortes de Ramzan Kadyrov et les projets négociés élaborés par les alliés tchétchènes moscovites du président Alkhanov. De plus, il apparaît assez clairement que le terme de « tchétchéenisation » est rejeté. Ceux-là tendent même à penser qu'il faudrait mieux russifier les Tchétchènes prorusses de Grozny au détriment des réseaux tchétchènes de Tchétchénie à la disposition de Ramzan Kadyrov. Il est ainsi une idée assez révélatrice qui circule à Moscou au début 2005. A cette date, un directeur russe du ministère fédéral de l'Intérieur, Vladimir Savchenko, propose de constituer en Tchétchénie une unité de police composée d'agents russes et tchétchènes expérimentés et dévoués exclusivement au président Alkhanov. Le projet n'est pas retenu<sup>1</sup>. Tout le problème réside précisément dans le choix par le Kremlin de Ramzan Kadyrov comme canal principal d'exécution des décisions et qui ne correspond donc pas véritablement à la réfutation de la « tchétchéenisation » que souhaite un groupe de Tchétchènes influents à Moscou. Ainsi, ce que le réseau Alkhanov pourrait obtenir à Moscou à force de lobbying se heurterait de toute façon en Tchétchénie à cet obstacle exécutif. La décision qui pourrait être prise à Moscou serait court-circuitée sur le terrain par Ramzan Kadyrov. Le président Poutine et son équipe, de cette façon, se privent d'une vision stratégique cohérente des réalités tchétchènes. Ils ne peuvent pas gérer par exemple le problème de la vengeance qu'entretient la guerre civile issue de la politique de « tchétchéenisation ». La stratégie tchétchène du Kremlin se limite à la personne de Ramzan Kadyrov qui semble avoir carte blanche, tant que la Tchétchénie reste au sein de la Fédération. Ce ne sont pas là, évidemment, les termes d'une résolution définitive du conflit.

### **Coordination défailante au sein des milices tchéchènes de sécurité.**

L'emploi des diverses formations tchéchènes supplétives, à savoir d'abord les *kadyrovtsis*<sup>2</sup> et surtout les groupes tchéchènes, Vostok (Est) et Zapad (Ouest) commandés respectivement par Soulim Iamadaev et Saïd-Magomed Kakiev répond à des logiques distinctes, sans réel rapport entre elles. Vostok et Zapad, en dépit de leur affiliation organique à l'armée russe, ne semble pas suivre spécifiquement des instructions venant du ministère de la Défense. Par ailleurs, dans le contexte tchéchène particulier, les deux chefs de guerre ne souhaitent en aucun cas voir leur groupe absorbé au sein d'une structure plus vaste, relevant de l'Etat en construction. Ceux-ci bénéficient d'une grande autonomie dans leurs choix tactiques et opérationnels, qu'ils ne sont pas prêts à abandonner. L'un comme l'autre refusent catégoriquement de se soumettre à l'autorité directe de Ramzan Kadyrov. Il n'existe pas (encore) d'hostilités ouvertes entre eux mais une concurrence certaine pour le pouvoir. Il faut savoir en effet que si Ramzan Kadyrov venait à déplaire à ses maîtres politiques au Kremlin, l'alternative pourrait être un des frères Iamadaev (Roustam Iamadaev est député de Tchétchénie à la Douma russe). A ceux-là s'ajoutent depuis peu les nouveaux bataillons Nord et Sud sous l'autorité directe du commandement russe des troupes en Tchétchénie du ministère fédéral de l'Intérieur. Ainsi, une partie des affaires militaires de Tchétchénie échappe toujours aux décideurs russes, notamment militaires, qui eux-mêmes ont déjà eu du mal à coordonner la conduite stratégique de la guerre avec leurs propres forces.

### **Une coordination défailante au sein de l'armée russe.**

La multiplicité des services et des armées russes engagés dans la seconde guerre de Tchétchénie rend difficile la mise en œuvre de la stratégie militaire établie en plus haut lieu. Les logiques à l'œuvre au sein des chaînes de commandements russes s'avèrent pour le moins complexes. Depuis 1999 combattent côte à côte des troupes du ministère de l'Intérieur, du FSB (service fédéral de sécurité) et du ministère de la Défense (les services de renseignements militaires ou GRU compris), auxquelles se sont adjoints de manière plus

---

<sup>1</sup> Andreï Smirnov. « Security officials not happy with “chechenization” policy ». *Chechnya Weekly*, Jamestown Foundation, 29 June 2005, vol°6, n°25.

<sup>2</sup> Ces milices armées tchéchènes prorusses, dirigées par Ramzan Kadyrov, ont eu officiellement plusieurs dénominations : service de sécurité présidentielle, troupes du centre tchéchène antiterroriste.



générale le génie (communication<sup>1</sup>) et d'autres forces issues des gardes-frontières ou encore des chemins de fer. Au fur et à mesure de l'installation de Poutine au pouvoir et de l'évolution de la situation en Tchétchénie, les réformes de structure se sont succédées de manière à améliorer l'exécution des actions militaires. Le commandement général a ainsi successivement été assumé par le ministère de la Défense, puis par le FSB en janvier 2001, et enfin par le ministère de l'Intérieur à partir de juillet 2003. Cela dit, la coordination des forces et la répartition des responsabilités restent encore assez floues notamment dans le cas des opérations sur zone. Il est rare, par exemple, dans les rapports de presse, que le FSB s'intègre à une stratégie élaborée sous la direction des généraux du ministère de l'Intérieur. De plus, les relations entre ces deux organes gouvernementaux et le ministère de la Défense sont encore plus distendues. Compte tenu d'une rivalité ancienne entre Intérieur et Défense, il est absolument impensable que les militaires, au sens strict du terme, acceptent la hiérarchie de « civils » du ministère de l'Intérieur. Les armées russes stationnées dans le Caucase Nord revendiquent au contraire des missions particulières, loin des zones urbaines lesquelles relèvent plutôt du ministère de l'Intérieur<sup>2</sup>. Quant au GRU, composé en Tchétchénie surtout de Tchétchènes, il se comporte d'une manière totalement autonome, conforme souvent à l'agenda politique de ses chefs tchétchènes locaux. Ainsi, alors que, théoriquement, le ministère de l'Intérieur doit avoir aujourd'hui le contrôle général des troupes et forces russes et prusses, en réalité, chaque structure tend à agir de manière différenciée.

En février 2006, conscient de ces difficultés d'exécution, le Kremlin a entrepris de réorganiser la lutte antiterroriste. Il est instauré un comité antiterroriste réunissant justement, outre Igor Sechine conseiller du président, chef adjoint de l'administration présidentielle au Kremlin, l'ensemble des responsables exécutifs du FSB<sup>3</sup>, des ministères de la Défense, de l'Intérieur, des Situations d'Urgence, ainsi que la plupart des chefs de districts militaires (Défense et Intérieur). Ce qui est décidé politiquement est ainsi immédiatement assigné aux organes exécutifs compétents. L'application est donc de cette façon étroitement associée à la prise de décision. En Tchétchénie particulièrement, au regard des opérations victorieuses qui ont suivi, cette pratique nouvelle semble porter ses fruits. Le 17 juin 2006, le président tchétchène Abdoul-Khalim Sadoullaev est tué dans une embuscade ; le 10 juillet suivant, le

---

<sup>1</sup> Agence fédérale d'information et de communication gouvernementale, intégrée au FSB en 2003.

<sup>2</sup> Interview du Major-général Sergueï Sorovikine, *Krasnaïa Zvezda*, 17 April 2005.

<sup>3</sup> C'est le directeur du FSB, Nikolaï Patrouchev, qui le préside.

redouté chef de guerre Chamil Bassaev, qui a revendiqué nombre d'attentats terroristes, notamment celui de l'école de Beslan, trouve la mort en Ingouchie. Cela dit, rien, si ce n'est les coïncidences calendaires, ne prouve la corrélation. Dans le premier cas, Abdoul-Khalim Sadoullaev paraît plutôt victime d'un contrôle fortuit des forces de police tchéchènes<sup>1</sup> ; dans le second, la thèse de l'accident apparaît comme la plus probable<sup>2</sup>.

## **2) La démission de la communauté internationale.**

Le second conflit tchéchène qui reprend à l'été 1999 ne suscite contre la Russie et ses pratiques d'engagement que de rares remontrances politiques de la part des Occidentaux : Etats européens membres de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis.

### **Les raisons du retrait occidental.**

La comparaison avec les événements du Kosovo survenus quelques mois plus tôt s'impose d'emblée. Pourtant ce qui a été possible dans les Balkans ne l'est pas dans le Caucase. Les pays occidentaux ne peuvent intervenir. Car, outre l'évidence géographique que le Kosovo, à la différence de la Tchétchénie, est au cœur de l'Europe et pourrait prétendre intégrer à terme l'Union, il faut bien admettre surtout que vue des capitales européennes, la Serbie n'est pas la Russie. Cette dernière appartient aux puissances émergentes ou recomposées (à la suite de l'Union soviétique) sur la scène internationale, « qui jouent un rôle central dans le nouveau monde multipolaire et [...] qui sont à la fois, par rapport à l'Occident, des partenaires irremplaçables, des concurrents redoutables et des adversaires inévitables »<sup>3</sup>. Or au tournant du siècle, l'heure est à l'apaisement avec le grand voisin russe. Commence une nouvelle époque propice au renouvellement des liens et de la confiance. Moscou, en novembre 1999, vient d'accepter de signer le traité sur les forces conventionnelles en Europe au sommet OSCE d'Istanbul qui prévoit à court terme le retrait de ses forces armées de Moldavie (Transnistrie) et de Géorgie. L'année 2000 ensuite voit l'avènement de Vladimir

---

<sup>1</sup> *Interfax*, 17 juin 2006 ; *Kommersant*, 19 juin 2006.

<sup>2</sup> C'est ce que s'accordent à penser la plupart des commentateurs indépendants de Russie, notamment Timour Aliev. Timour Aliev. « Basayev's mysterious death brings hope », *Caucasus' reporting*, IWPR, 12 July 2006, n°348.

<sup>3</sup> Pierre Hassner. « Les dilemmes de l'Occident ». *Le Monde*, 5 avril 2008.

Poutine à la présidence de la Fédération, qu'il ne s'agit pas d'affaiblir d'emblée et à qui il convient de laisser une chance de s'imposer au pouvoir. Il est ainsi généralement considéré que la guerre en Tchétchénie est une affaire intérieure russe. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001, qui instillent le doute sur les liens entre islamistes internationaux et combattants tchétchènes, renforcent la retenue occidentale. Cela dit, à aucun moment, les Etats européens et américains ne se sentent menacés par la déstabilisation en cours, teintée de radicalisme religieux, dans le Caucase Nord. D'ailleurs, lorsque les actes terroristes se multiplient dans la région et à Moscou, il n'est pas sérieusement envisagé que la guerre puisse déborder et frapper des intérêts non russes. Les Tchétchènes eux-mêmes s'en défendent et au fur et à mesure des années n'ont pas (encore) franchi le pas. Ainsi, face à une situation pour le moins complexe qui ne les concerne pas directement, si ce n'est d'un point de vue moral compte tenu des exactions et horreurs commises par l'armée russe, les chancelleries diplomatiques occidentales s'en tiennent à appeler le Kremlin, unique acteur, selon elles, qui soit légitime à agir, à trouver expressément une solution politique.

Seule la France se distingue au cours des premiers mois. Hubert Védrine, ministre de Affaires étrangères, sous la pression de l'opinion publique mobilisée, manifeste une certaine impatience, parle de guerre coloniale<sup>1</sup> et évite, même au lendemain du 11 septembre, l'amalgame entre terrorisme international et guérilla tchétchène. Isolée cependant, la France ne tarde pas à modérer sa position et le changement de majorité en 2002 met un terme à ce combat moral. Dominique de Villepin rejoint le rang des amis de la Russie. La position française dès lors s'avère symptomatique du climat international sur la Tchétchénie : ni condamnation ni soutien. Dans leurs relations bilatérales avec la Russie, les pays occidentaux se bornent à reconnaître l'intangibilité de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie, exigent l'arrêt des exactions et demandent le retour des organisations non gouvernementales et de la presse. Publiquement cependant, la situation est largement passée sous silence. Il semble nécessaire, encore, de ne pas affaiblir Vladimir Poutine. Ainsi les Etats européens et les Etats-Unis évacuent politiquement de la scène mondiale la question tchétchène.

### **Les engagements humanitaires de l'Union Européenne.**

---

<sup>1</sup> Position qu'il confirme à l'Assemblée nationale, le 22 février 2000, lors d'une réponse à une question d'actualité. Consultable sur le site des archives du ministère des Affaires étrangères, <http://www.doc.diplomatie.fr/BASIS/epic/www/doc/SF>

Dans ce contexte de démission occidentale, il ne faut rien attendre du Conseil des ministres européens. En effet, au fur et à mesure des années, l'instance décisionnelle de l'UE tend à limiter au maximum ses efforts politiques. Il est vrai qu'elle n'a pas de marges de manœuvre très importante en la matière ; mais elle renonce même aux quelques leviers, essentiellement moraux, dont elle dispose, à savoir le dépôt d'une résolution au nom de l'Union devant la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies condamnant les violations des droits de l'Homme et droits humanitaires par les parties au conflit et appelant la Russie à cesser les abus et actions arbitraires contre la population civile. Le Conseil s'engage ainsi quatre fois, de 2000 à 2003, auprès de l'ONU. En 2000 et 2001, la résolution est adoptée ; en 2002 déjà puis en 2003, elle est rejetée, sans que les ministres européens s'en émeuvent<sup>1</sup>. En 2004, rien n'est fait ; en 2005, le Conseil refuse explicitement de déposer une nouvelle résolution, malgré la guerre qui dure et les tragédies qui se multiplient. Implicitement donc, l'ONU est dessaisie de la question. La Commission des Droits de l'Homme, certes, auditionne en avril 2005 un représentant tchétchène, Oumar Khanbiev, envoyé du président Aslan Maskhadov (puis de son successeur Abdoul-Khalim Sadoullaev) qui peut s'exprimer à l'invitation du parti radical transnational, mais sans suite. C'est la dernière fois alors qu'un Tchétchène a la possibilité de faire valoir une autre vision du conflit que celle transmise et contrôlée par les autorités de Russie.

Le Parlement européen, qui est sensé évoluer en dehors des gouvernements nationaux, s'est effectivement montré, dans les premiers temps, plus volontaire et plus critique à l'égard de la Russie mais dès 2005, il atteint très vite ses limites d'actions politiques. En matière de politique étrangère européenne, ses capacités sont réduites. Ainsi, en 2000 et 2001, le Parlement multiplie les résolutions empreintes d'une réelle fermeté. Puis, le 11 septembre atténue l'enthousiasme des députés ; les prises d'otages de la Doubrovka en 2002, de Beslan en 2004 pèsent sur les orientations des discours et la formulation des documents. Il est fait désormais une large place à la nécessité de la lutte contre le terrorisme<sup>2</sup> qu'il est difficile précisément de distinguer dans le cas tchétchène du combat nationaliste et des réactions extrêmes aux exactions permanentes des forces russes contre les civils. Cependant, au minimum, une résolution par an est adoptée à partir de 2003, la dernière reprenant largement la précédente, dans la mesure où les recommandations faites au Conseil sont restées lettre

---

<sup>1</sup> Emmanuelle Cathelineau. *Colloque sur la situation en Tchétchénie*. EHESS, 22 novembre 2003.

<sup>2</sup> *Ibid.*

morte. Ces textes, en grande partie, se focalisent sur le respect des droits fondamentaux de l'individu et prennent soin systématiquement de condamner tous les actes de terrorisme. Ils tentent également de suivre l'actualité. En 2005, par exemple, une résolution est prise en mai, quelques semaines seulement après la mort du président Aslan Maskhadov que le Parlement condamne. En janvier 2006, une nouvelle déclaration parlementaire est votée à la suite des élections législatives de novembre 2005 en Tchétchénie. De même, à ces dates, les rencontres entre représentants tchétchènes, conduits ou mandatés par Oumar Khanbiev, et des députés, surviennent assez fréquemment. Aucun de ces documents, cela étant, aucune des visites, ne sert de base à une opération effective de lobbying du Parlement auprès de la Commission et du Conseil.

La Commission européenne, qui dans beaucoup domaines a le monopole de l'initiative, poursuit une toute autre stratégie vis-à-vis du Caucase Nord et de la Tchétchénie en particulier. Benita Ferrero-Waldner, commissaire aux Affaires étrangères, le reconnaît d'ailleurs dès 2005 en déclarant en mars à l'agence Interfax, en marge de négociations avec la Russie, que l'Union européenne a choisi de ne pas présenter de projet de résolution à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, préférant aider à la résolution du conflit par le biais de l'assistance économique. La Commission, ainsi, prend acte du désengagement politique des ministres européens et développe une approche financière. En 2005, pour l'ensemble du Caucase Nord, les aides européennes s'élèvent à plus de 26 millions d'euros, répartis dans des secteurs aussi variés que la protection, l'alimentation, la santé, les conditions sanitaires, le logement, l'éducation, l'assistance psychologique et des formations sur les risques liés aux mines antipersonnel. Six millions, spécifiquement débloqués en avril, concernent les victimes du conflit en Tchétchénie, à savoir essentiellement les déplacés intérieurs, ainsi que ceux du Daghestan et d'Ingouchie. En 2006, en avril, la Commission alloue 22 millions d'euros supplémentaires aux mêmes programmes gérés par des organisations internationales et non gouvernementales, telles que la Croix-Rouge internationale, le Conseil danois des Réfugiés, Action contre la Faim et Médecins du Monde. Les sommes, importantes, témoignent du caractère prioritaire de la stabilité du Caucase Nord pour l'UE. Cependant, la stratégie ne se veut nullement politique, faute d'ouvertures de la part du conseil. Il serait exagéré d'y voir pour autant un engagement humanitaire par défaut. La Commission ici déploie avec succès l'un des seuls instruments à sa disposition au sein d'une région aussi sensible politiquement.

## **L'échec annoncé des initiatives politiques issues de la société civile et du Conseil de l'Europe.**

Une jeune chercheuse américaine, Fiona Hill de la Brookings Institution, tente au début de l'année 2005 d'initier un mouvement politique de pressions constructives sur la Russie. S'appuyant sur une déclaration de Vladimir Poutine, qui, lors d'un entretien avec le chancelier allemand Gerhard Schröder, admet qu'il serait intéressé par toute idée, même venant de l'étranger, portant sur le développement à long terme du Caucase Nord, Fiona Hill réunit à Berlin un groupe d'experts de haut niveau, notamment de la Banque mondiale, ainsi que des hommes politiques et hommes d'influence européens, pour réfléchir à cet enjeu. L'idée est simple : il s'agit de transmettre aux décideurs occidentaux, gouvernementaux et non gouvernementaux, les quelques bonnes idées d'engagement inspirés de cas antérieurs (Irlande du Nord, Tadjikistan, Afghanistan) qui circulent au sein d'une petite élite de chercheurs internationaux. L'une des priorités identifiées par exemple est le développement du secteur éducatif afin de former une nouvelle génération de gestionnaire plus compétent ; il paraît pertinent également de favoriser les investissements sur la base de micro-crédits qui permettent de contourner dans une certaine mesure les pratiques locales de corruption et de népotisme. Ces propositions en réalité n'atteignent pas véritablement leur cible. La Commission européenne de son côté s'emploie déjà à mettre en œuvre des programmes socioéconomiques similaires et les Etats européens représentés au Conseil se satisfont parfaitement de ces initiatives humanitaires. Mais c'est surtout la Russie qui fait défaut. Fiona Hill avoue, peu de temps après, que la faiblesse des signaux envoyés de Moscou, quant à l'accueil qui aurait pu être fait à ces propositions, n'a pas été très encourageante<sup>1</sup>.

De même, la mobilisation civile de plusieurs organisations non gouvernementales et personnalités tchéchènes, soutenues par la filiale suisse de la Société pour les Peuples menacés, n'a pas porté les fruits escomptés. Inauguré à Bern en septembre 2005, le forum de la société civile tchéchène, rassemble sous l'égide de Ruth-Gaby Vermot-Mangold plus de 100 participants, pour la plupart résidant encore en Tchétchénie ou en tout cas en Russie, dont des défenseurs des droits de l'Homme (Zeinap Gachaeva, Libkhan Bazeaev, Eliza Moussaieva, Oussam Baïssaev), des artistes (Soultan Iachourkaev, Liza Oumarova), des

---

<sup>1</sup> Dmitry Kosyrev. « Offering a helping hand in the North Caucasus ». *Russia Profile*, 13 September 2005.

journalistes, avocats et observateurs politiques (Abdoulla Istamoulov). Cet organisme qui se veut essentiellement actif en Tchétchénie se pense comme la base d'un renouveau au-delà du politique et dans l'intérêt immédiat de la population locale. Il voudrait dépasser les clivages sur le terrain et avec l'appui de la communauté internationale, ainsi que le précise le mémorandum final établissant les objectifs, punir les coupables de crimes contre les civils<sup>1</sup>, mettre en œuvre des programmes éducatifs et de soutien à la jeunesse, outrepasser enfin le blocus informationnel. Il est prévu à cet effet un travail d'intense lobbying en direction des instances de l'UE et du Conseil de l'Europe. En Europe en tout cas, cet activisme civil tchétchène est resté lettre morte. Il est vrai que le choix d'une structure suisse de parrainage et le peu de moyens disponibles pour le lobbying, c'est-à-dire un secrétariat d'une personne volontaire, ne peuvent laisser espérer davantage. Cependant, il est clair également, à l'instar des recommandations présentées par Fiona Hill, que les représentants des Etats occidentaux n'ont nullement prêté attention à cette initiative finalement très isolée.

Les mouvements au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, depuis le début du second conflit, ne font que confirmer ce processus de retrait. En 1999 et 2000, l'Assemblée se montre volontaire contre la guerre en Tchétchénie et suspend rapidement le droit de vote de la délégation russe, qui de facto est exclue de l'organisation. Mais dès janvier 2001, sous la pression du Conseil des ministres, la position russe et son droit de vote sont restitués. Dès lors, l'Assemblée, lentement, se laisse, sur la question tchétchène, manipuler par la Russie. La résolution 1323 de 2003 est ainsi la dernière réaction un peu vive de la prestigieuse instance européenne en charge de la surveillance des droits de l'Homme. Par la suite, les députés semblent convaincus, et en particulier les deux rapporteurs successifs sur la Tchétchénie, Lord Frank Ashcroft Judd puis Andréas Gross, respectivement membre de la chambre britannique des Lords et député suisse, que « les autorités russes ne sont pas capables de rétablir la situation au niveau des droits de l'homme en Tchétchénie ; ce qui est une manière de déresponsabiliser la Russie, « pas capables » ne voulant pas dire coupables »<sup>2</sup>. La démission du Conseil de l'Europe atteint sans doute un paroxysme en mars 2005, à l'occasion d'une table ronde sur la résolution du conflit en Tchétchénie, organisée à l'initiative d'Andréas Gross, qui ne réunit que des Tchétchènes loyaux à la Fédération de Russie. Il y a là

---

<sup>1</sup> Sur la base d'une résolution 1323 (adoptée en 2003) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui envisage la création d'un tribunal international jugeant des crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Tchétchénie.

<sup>2</sup> Emmanuelle Cathelineau. *Colloque sur la situation en Tchétchénie*. EHESS, 22 novembre 2003.

indéniablement un échec flagrant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui n'a pas su imposer à la délégation russe, une négociation équilibrée. Depuis, les parlementaires à l'Assemblée, comme les ministres représentant les Etats membres au Conseil, ne suivent que de loin la situation politique tchétchène, qui s'améliore, en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme et qui ne justifie donc plus de prises de position marquées. En somme, sans soutien politique des principales puissances européennes, toute proposition pouvant permettre la reprise d'un dialogue entre belligérants est ainsi vouée à l'échec.

### ***B. Les vellétés d'autonomie de Ramzan Kadyrov.***

Le nouvel Etat tchétchène prorusse, constitué en 2004 sous l'égide de Alou Alkhanov à la présidence et de Ramzan Kadyrov au poste de Premier ministre (depuis mars 2006), doté de tous les attributs institutionnels, administratifs et financiers nécessaires, n'existe que pour détourner les combattants séparatistes de leur lutte anti-russe. Etabli comme alternative légitime et légale au pouvoir d'Aslan Maskhadov, il permet de focaliser à son encontre la résistance et ainsi l'éloigner du centre fédéral. Il fait ainsi figure de rempart plus qu'il n'incarne une solution. C'est précisément ce que tend à contester à l'heure actuelle Ramzan Kadyrov, devenu président à la place d'Alou Alklhanov en mars 2007, qui prend goût à la politique et qui cherche, à chaque occasion, à se défaire de la tutelle russe, ou du moins à l'alléger.

#### **1) Les ambitions du Premier ministre.**

Les élections législatives de novembre 2005 lui offrent une première base d'émancipation. Les résultats, sans surprise, lui sont totalement favorables : sur les 58 sièges parlementaires à pourvoir, le parti Russie Unie loyal au Kremlin, que Ramzan Kadyrov est appelé à diriger quelques mois plus tard, obtient la majorité des sièges au sein des deux chambres constitutives du Parlement. Au Conseil de la République, chambre haute, ses partisans ont 9 élus sur 18 ; à l'Assemblée du Peuple, le parti envoie 24 représentants sur les 40 mandats prévus et se réserve logiquement le poste de président de l'assemblée. C'est un



fidèle de la famille Kadyrov, Doukvakha Abdourakhmanov, ministre de l'Agriculture de l'Etat tchéchène prorusse, ancien vice-Premier ministre sous la présidence d'Akhmed Kadyrov, tête de liste aux récentes élections de novembre, qui est choisi. Le numéro 2 sur la liste présentée par Russie Unie n'est autre que le responsable tchéchène en charge de la gestion des personnes déplacées nommé à ce poste par Ramzan Kadyrov. Les antécédents familiaux et professionnels de certains députés sont à ce titre tout à fait révélateurs. Deux beaux-frères de Ramzan Kadyrov sont élus<sup>1</sup> ; sept députés sont issus du ministère de l'agriculture ; cinq, de la police tchéchène ; trois, des forces armées russes (dont deux généraux et un colonel, tous Tchétchènes commandant des groupes supplétifs) ; deux, du Fonds distribuant les retraites dont l'approvisionnement financier est directement contrôlé par Ramzan Kadyrov<sup>2</sup>.

L'opposition quant à elle, ou du moins les partis et députés potentiellement considérés comme telle, est inexistante. Les communistes ont trois élus dans chaque assemblée. Il est peu probable qu'ils exercent un poids politique significatif, à supposer même qu'ils aient une capacité de propositions alternatives, ce qui jusqu'à la date de l'élection n'est guère apparu. L'Union des Forces de Droite (SPS), sur le papier, paraît plus crédible en présentant un ancien commandant militaire de la résistance, en l'occurrence le ministre de la Défense sous la présidence d'Aslan Maskhadov, Magomed Khanbiev. Elu, il n'est nullement libre de ses paroles et de ses actes. Ce n'est pas un hasard en effet que ce soit Ramzan Kadyrov qui a annoncé la candidature de Khanbiev et non l'intéressé lui-même. Il ne faut pas non plus compter sur les indépendants (9 à l'assemblée et 5 au Conseil) qui selon les observateurs locaux sont proches du parti dominant. L'un d'entre eux par exemple, ancien haut responsable de l'état-major de Maskhadov, Ibraguim Khoulitgov, travaille jusqu'à son élection au sein des milices dirigées par Kadyrov ; sans structure au Parlement, il n'a et n'aura jamais évidemment les moyens de mener une fronde effective contre l'homme fort de Tchétchénie.

Tout au long de la campagne, Ramzan Kadyrov prend soin d'évincer tout concurrent potentiel, dont au premier chef l'ancien maire de Grozny, Beslan Gantemirov, lié au parti Rodina qu'il représente en Tchétchénie. L'hostilité semble d'abord plutôt personnelle, celui-ci accusant Kadyrov de provocations contre sa famille, puis se transporte sur le terrain politique. Soutenu par le parti Rodina, Gantemirov menace alors de présenter une liste d'opposition à

---

<sup>1</sup> Selon un observateur de l'Organisation non gouvernementale russe, Mémorial.

<sup>2</sup> *Interfax*, 5 décembre 2005.

Russie Unie. Ce dernier en est finalement dissuadé et remplacé sur la liste du parti par un inconnu. Ramzan Kadyrov, à l'évidence, ne prend aucun risque dans la préparation des élections. Par le biais de manipulations et pressions diverses, il assure ainsi l'élection peu transparente d'un Parlement entièrement acquis à sa personne et se constitue par la même une réserve politique d'alliés, détenteurs d'une légitimité législative.

### **De nouvelles revendications tchéchènes, portées par le Parlement élu en 2005.**

Ramzan Kadyrov, au lendemain de sa victoire parlementaire, entend renforcer les marges de manœuvre de la république tchéchène vis-à-vis de la Russie, en matière économique et sociale, ainsi que sur le plan politique. Kadyrov espère se voir octroyer des espaces d'autonomie et de liberté dans la gestion des affaires, courantes et stratégiques, de Tchétchénie. Il n'est qu'à suivre à ce propos les déclarations du Président de l'Assemblée du Peuple<sup>1</sup>, Doukvakha Abdourakhmanov qui détaille les nouvelles revendications tchéchènes ajoutées à la négociation en cours depuis 2003 au sujet du traité russo-tchéchène de partage des compétences. La république de Tchétchénie souhaite d'abord obtenir un statut économique et fiscal spécial qui faciliterait les investissements et qui permettrait aux autorités locales de tirer un profit exclusif des ressources contenues dans le sol et sous-sol tchéchène. Sont visées ici les grandes compagnies énergétiques russes, Rosneft au premier chef, dont les revenus liés à l'exploitation pétrolière en Tchétchénie reviennent rarement dans le pays sous forme d'aides sociales ou investissements productifs. La question pétrolière constitue depuis longtemps un enjeu essentiel de pouvoir en Tchétchénie entre Russes et Tchétchènes prorusses. En 2002 déjà, Akhmed Kadyrov souhaite instituer une compagnie pétrolière tchéchène indépendante de Rosneft et de sa filiale tchéchène, Grozneft. Il crée donc Chechenneftekhimprom, qui rachète progressivement l'ensemble des biens possédés par Grozneft. Ce processus prend fin à sa mort. Depuis, d'après un accord conclu à la fin novembre 2004<sup>2</sup> entre Rosneft et le gouvernement tchéchène pro-russe, la compagnie russe prend en charge et développe la production de pétrole et de gaz en Tchétchénie. A ce titre, elle récupère les biens de Chechenneftekhimprom. La nomination de Moussa Eskerkhanov,

---

<sup>1</sup> Conférence de presse de Doukvakha Abdourakhmanov, *Interfax*, 30 mars 2006.

<sup>2</sup> Rosneft and Chechnya Government ink cooperation agreement, *RIA Novosti*, 26 novembre 2004.

proche du réseau Kadyrov<sup>1</sup>, est un gage donné, à l'époque, à Ramzan, en échange d'un contrôle affirmé de Rosneft sur le pétrole tchétchène. En 2006 donc, le Premier ministre tchétchène tend à remettre en cause ce partage des richesses, dont il revendique le contrôle et la jouissance.

Par ailleurs, le Président de l'Assemblée du Peuple se veut également très clair sur la présence des forces russes sur le territoire. Il considère qu'« en dehors des troupes chargées de la protection des frontières de la Fédération de Russie, nulle autre n'est véritablement nécessaire en Tchétchénie ». Il ajoute au sujet de la 42<sup>ème</sup> division de l'armée russe stationnée en permanence dans la république, qu'« elle n'est plus nécessaire à l'établissement de la loi et l'ordre contre les gangs terroristes encore actifs ». Enfin, il défend une unification des républiques de Tchétchénie, du Daghestan et d'Ingouchie, dans la mesure où, affirme-t-il, « les caucasiens ne reconnaissent pas l'existence de ces frontières ». Ces postures sont très ambitieuses et, on l'a vu, Moscou n'est guère prête à les satisfaire.

Au cours des mois qui suivent, les Tchétchènes au pouvoir à Grozny poursuivent intensément leur lobbying. Ainsi le 7 septembre 2006, le Parlement adopte-t-il et envoie-t-il à la Douma russe une nouvelle proposition de loi au titre évocateur « étape finale vers la création d'une république autonome au sein de la Fédération de Russie ». Le document reprend et renforce les exigences déjà émises au moment des discussions sur le traité de partage des compétences : « le gouvernement tchétchène doit être le régulateur principal des projets d'investissement en Tchétchénie, au moins jusqu'en 2020 ; les autorités fédérales devraient transférer aux responsables tchétchènes locaux les compétences nécessaires à la mise en place d'un régime [économique] ultra-libéral en vue d'assurer la reconstruction de l'économie du pays »<sup>2</sup>. Les parlementaires de Tchétchénie proposent également d'exempter la république de droits de douane et les projets d'investissement d'impôts ; ils demandent enfin à Moscou d'accorder le contrôle des ressources minérales de Tchétchénie au gouvernement de Grozny. Si Ramzan Kadyrov et ses alliés finissent par obtenir sur tous ces points gain de cause, ceux-ci auraient réussi là où la république d'Itchkérie a échoué. La Tchétchénie

---

<sup>1</sup> La clientèle Kadyrov ne se superpose pas au *teip* Benoï. L'analyse en terme de *teip* dans ce contexte est insuffisante. Mieux vaut interpréter cette négociation pétrolière comme un compromis entre Rosneft et Ramzan Kadyrov.

<sup>2</sup> Cité par *Kommersant* dans l'édition du 7 septembre 2006.

reconstruite sous la houlette de Ramzan Kadyrov acquerrait ainsi davantage d'autonomie et de libertés que la Tchétchénie indépendante rêvée par Aslan Maskhadov.

### **Un Premier ministre indispensable au Kremlin.**

Fin 2006, indéniablement, Ramzan Kadyrov monte en puissance. Disposant localement d'une force armée loyale composée de plusieurs milliers d'hommes et d'un réseau de soutiens politiques et institutionnels au Parlement nouvellement élu et au sein de quelques ministères stratégiques, il tend à devenir le personnage pivot de la république. Il fait concurrence au président Alou Alkhanov successeur officiel et élu d'Akhmed Kadyrov. Contrôlant de surcroît par le biais de la Fondation Kadyrov créée en l'honneur de son père défunt et dirigée actuellement par sa mère, d'importants moyens financiers aux origines diverses et douteuses<sup>1</sup>, il peut assurer une part substantielle des travaux de reconstruction en Tchétchénie et surtout organiser une solidarité de large ampleur au sein de la république. Il court-circuite en somme le fonctionnement administratif normal : l'Etat de Tchétchénie est quasiment passé à son service. Il concentre ainsi sur sa personne l'ensemble des gloires associées à ce type d'initiatives nationales et humanitaires. Comme le montrent deux sondages dignes de confiance réalisés au cours de l'hiver 2005-2006 auprès de la population de Tchétchénie, l'un par un économiste tchétchène associé au centre du sociologue russe Iouri Levada, l'autre par le *Caucasus Times* basé à Prague et financé pour ce projet par l'organisation américaine, National Endowment for Democracy, Ramzan Kadyrov bénéficie d'une incontestable reconnaissance populaire, si ce n'est d'une réelle popularité. Il est d'abord celui qui incarne le pouvoir : 21% contre 14% au président Alou Alkhanov (résultats proposés par le centre Levada) ; il arrive en tête ensuite des candidats préférés de la population pour le poste présidentiel (presque 30% des répondants selon le sondage du *Caucasus Times*).

L'omnipotence du Premier ministre n'est pas sans créer certaines tensions au sein même du pouvoir prorusse. En avril 2006 ainsi des partisans de Kadyrov prennent à parti des gardes de sécurité présidentiels et les deux groupes échangent des coups de feu. Les rivalités sont

---

<sup>1</sup> Il est difficile de connaître la provenance exacte des fonds. Ramzan Kadyrov lui-même fait état de dons envoyés par les hommes d'affaires de Moscou. Une étude de terrain (Moscou, décembre 2004) a montré qu'en réalité les réseaux d'intérêts moscovites et kadyroviens coïncident peu. Il faut plutôt croire à la version de commentateurs russes, observateurs depuis longtemps des événements de Tchétchénie, qui font valoir une origine essentiellement criminelle : corruption et détournements des subventions fédérales, racket auprès de la population, enlèvements et rançons.

vivaces également entre les forces relevant directement du gouvernement tchétchène et les bataillons rattachés aux ministères russes de la Défense et de l'Intérieur ou encore au FSB ; elles pourraient facilement dégénérer en affrontements armés ou assassinats. A titre d'exemple, le chef d'une unité tchétchène affiliée au FSB, Movladi Baïssarov, est tué au centre de Moscou le 18 novembre 2006. Leader de l'unité militaire Goretz dissoute en février 2006, il refusait de voir ses troupes intégrées aux structures de sécurité directement contrôlées par Ramzan Kadyrov. Deux mois avant, le Procureur général de Tchétchénie a mis en cause Baïssarov pour l'enlèvement d'une famille en janvier 2004 ; le 14 novembre par ailleurs, trente-trois membres de son unité disparue ont accepté de rejoindre les troupes gouvernementales. Isolé et ne pouvant plus compter à Moscou sur ses anciens soutiens, il a donc pu être éliminé sans difficulté. Le Kremlin ne semble pas s'inquiéter plus avant de cette situation confuse et pour le moins instable. Il garde confiance et surveille la pérennité des quelques contre-pouvoirs instaurés face à Ramzan Kadyrov : en particulier Alou Alkhanov, les milices tchétchènes affiliées aux militaires russes ainsi que la famille Iamadaev. Il est de toute façon difficile aux autorités de Moscou de se débarrasser du Premier ministre tchétchène sans promouvoir en parallèle un nouvel homme fort de Tchétchénie. Début 2007, Ramzan Kadyrov parvient ainsi à se rendre indispensable à la stratégie russe de normalisation et ne ménage plus ses revendications quant à l'avenir de la relation russo-tchétchène. Il s'engage assez profondément vers une autonomie qui ressemble à un séparatisme de fait, sans pour autant que la Russie ait à craindre une troisième guerre de Tchétchénie qui verrait une alliance improbable entre Kadyrov et les survivants indépendantistes.

## **2) Portrait du nouveau président.**

Par un décret du 15 février 2007, le Président Poutine remplace Alou Alkhanov par Ramzan Kadyrov à la présidence de la république tchétchène. Le choix présidentiel est confirmé le 2 mars par le Parlement tchétchène. C'est l'aboutissement logique du processus de « tchétchénisation » entrepris depuis 2003 avec Akhmed Kadyrov. Le Kremlin, en l'occurrence, continue de s'appuyer sur des personnalités tchétchènes dont les réseaux de pouvoir sont ancrés localement, dans le tissu social de la république en guerre. Cet atout permet à Ramzan Kadyrov de s'opposer aux séparatistes tout en récusant l'accusation de trahir les siens. Le fait que, pendant la première guerre (1994-1996), il ait combattu aux côtés

du premier président itchkériste, Djokhar Doudaev, renforce son image de leader qui ne peut être insensible au sort de ses compatriotes. Alou Alkhanov à l'inverse, qui a posteriori fait figure de régent, n'a pas réellement vécu en Tchétchénie jusqu'à ce qu'il y retourne au tournant des années 2000. Ses appuis et alliés sont à Moscou, parmi les Tchétchènes exilés du début des années 1990 et au sein du ministère fédéral de l'Intérieur. Il n'est plus considéré comme un ressortissant de Tchétchénie et en cela ne peut disposer des marges et moyens d'actions nécessaires au relèvement de la république.

### **Ramzan Kadyrov, un président aux ressources multiples.**

Dans l'état de délabrement sociopolitique que connaît la république en 2007, tout leader qui permet une amélioration notable du quotidien ne peut être que soutenu. Après bientôt plus d'une décennie d'horreurs et de tragédies, la population, selon les témoignages rapportés par diverses ONG humanitaires<sup>1</sup>, apparaît lasse et résignée. Les habitants qui ont survécu, ceux qui sont rentrés des camps de réfugiés en Ingouchie, les familles de combattants qui ont accepté de déposer les armes : tous n'aspirent qu'à l'apaisement, même au prix de l'abandon de l'idéal indépendantiste. Peu importe que le pouvoir soit autoritaire ou démocratique : le réflexe de l'homme de la rue est de soutenir la stabilisation sociale et économique. Or Ramzan Kadyrov, et c'est là précisément que réside sa force, a les moyens politiques et budgétaires de satisfaire les attentes matérielles de ses concitoyens.

Ses capacités sont exclusivement fondées sur sa relation personnelle avec le président russe, Vladimir Poutine en 2007. Le lien établi le protège et lui offre de nombreuses facilités, en particulier financières. Au fil des années, l'héritier, on l'a vu, accumule par le biais de la Fondation Kadyrov dédiée à son père, un véritable trésor à partir de sources variables. Les allocations annuelles débloquées par l'État fédéral russe constituent un « vivier » considérable, d'autant que l'affectation des fonds est décidée au niveau de l'administration locale. A cela s'ajoute une partie détournée des commissions versées aux familles ayant perdu leurs biens au cours des phases armées des deux dernières guerres ; à la tête de l'organisme en charge de leur gestion, Ramzan Kadyrov a la main ainsi sur l'un des principaux canaux financiers en provenance de Russie. Il faut compter également avec les rançons versées à ses hommes pour la libération de « suspects », les divers rackets organisés sur la base de

---

<sup>1</sup> Médecins du Monde, Caritas, Fédération internationale des Droits de l'Homme, entre autres exemples.

chantages policiers, qui sont pratiques courantes dans la république, et les recettes issues de trafics en tous genres, surtout de produits pétroliers locaux obtenus grâce à l'exploitation sauvage des quelques sources dont dispose la Tchétchénie. Devenu président, il contrôle seul désormais l'ensemble de ces flux d'argent, qui viennent alimenter, assez judicieusement, les grands travaux de reconstruction entrepris surtout dans la capitale et dans sa région natale autour de la ville de Goudermes. Les résultats sont visibles et au fil des mois, les reconstructions avancent. Il est vrai que derrière les façades des immeubles, bien souvent la réalité du renouveau est décevante. Cela dit, fort de ces spécificités sans aucun doute condamnables et autoritaires, Ramzan Kadyrov ne peut donc pas être simplement considéré comme un énième dirigeant prorusse parmi d'autres. En favorisant ainsi les réalisations socio-économiques, il suscite au sein de la population un espoir et, en tout cas, l'impression d'une amélioration conséquente. Il est assez révélateur de constater, aux dires de réfugiés récemment arrivés, que si les ouvriers parfois ne sont pas payés, ils continuent de travailler, sûrs qu'à terme Ramzan Kadyrov permettra de régulariser leur situation<sup>1</sup>. Il demeure néanmoins d'importantes zones d'ombre à ce pouvoir prorusse rétabli et disposant de moyens effectifs de gouvernement.

### **Des faiblesses intrinsèques.**

Ses actes passés, en premier lieu, diminuent sa crédibilité aux yeux de la population tchétchène. Il ne parvient pas à faire oublier à ses concitoyens sa responsabilité, si ce n'est sa culpabilité, dans les innombrables exactions que les civils subissent depuis 2001, quand il prend le contrôle des principales forces de sécurité tchétchènes prusses. Pour mesurer l'ampleur de ces abus, il suffit de se reporter aux multiples rapports d'ONG russes et occidentales qui, sur la base de témoignages et d'enquêtes de terrain, rendent compte des pillages, arrestations arbitraires, tortures et assassinats commis par les organes officiels de sécurité<sup>2</sup>. Encore aujourd'hui, en Tchétchénie, il n'y a ni lois ni justice. Mais comment le nouveau président pourrait-il incarner le rétablissement de l'état de droit ? Il est vrai que les enlèvements sont moins nombreux depuis mars 2007 et que les meurtres arbitraires ont cessé. Les tribunaux ne fonctionnent toujours pas pour autant. Ce n'est pas la justice en effet qui est

---

<sup>1</sup> Entretien avec de jeunes réfugiés, anonymes, Paris, 15 novembre 2007.

<sup>2</sup> Se reporter en particulier au rapport : International Helsinki Federation for Human Rights (IHF). *Unofficial Places of Detention in the Chechen Republic*. Vienna: IHF, mai 2006. 38 p.

mobilisée, mais les forces de l'ordre. Les enquêtes menées par la police à la suite d'abus contre les droits des individus ne sont pas rapportés aux tribunaux mais au FSB. Par conséquent, le droit n'est pas pris en compte. La décision publique prise et contestée n'est pas examinée au regard de la loi<sup>1</sup>. Ramzan Kadyrov ne semble pas avoir conscience ou être mesure de fonder son pouvoir sur le droit et non plus sur la seule force.

Il pâtit également d'un sérieux déficit de légitimité. Des trois sources classiques de légitimité – traditionnelle, charismatique et légal-rationnelle – mises en avant par Max Weber, le nouveau président tchéchène ne peut en faire valoir aucune. Âgé de seulement trente ans, sans éducation, sans autorité religieuse et sans prestige militaire, il s'est imposé dans l'ombre de son père, lui-même installé au pouvoir par les Russes : son leadership n'a donc rien de traditionnel. Nommé président sur décision du Kremlin, il a été confirmé à ce poste par un Parlement élu dans un contexte que l'on qualifiera par euphémisme de douteux : sa présence au sommet des instances tchéchènes n'a donc rien de légal. Orateur médiocre, toujours entouré d'une nuée de gardes de corps, il n'inspire aucune fascination à ses compatriotes : sa personnalité n'a donc rien de charismatique (il est plutôt connu pour sa cruauté et ses accès de fougue désordonnée). En fin de compte, son pouvoir ne repose que sur la peur qu'il inspire et sur les finances dont il dispose.

Enfin, l'administration tchéchène ne paraît pas organisée de manière tout à fait effective. Le népotisme et le clientélisme remplacent bien souvent les recrutements sur la base de compétences objectives. Au plus haut sommet de l'Etat, il faut noter par exemple qu'un cousin du président, Odes Baïsoultanov, est promu à chaque poste que Ramzan Kadyrov quitte lors de son ascension. En mars 2006, celui-ci devient vice-Premier ministre ; en mars 2007, il accède automatiquement à la fonction de Premier ministre. Ce n'est pas un gage, on en conviendra d'efficacité administrative. D'autant que ceux qui osent s'élever contre ces pratiques sont durement sanctionnés. Ainsi le vice-ministre de l'Intérieur, Alambek Iassaev, qui a critiqué les chantages financiers perpétrés par un groupe d'individus originaires du même village que le président, Tsentoroï, est aussitôt démis de ses fonctions et se cache aujourd'hui à Moscou<sup>2</sup>. La gestion du pouvoir par Ramzan Kadyrov est largement fondée sur la crainte qu'il inspire. Usant et abusant d'intimidations personnelles et écartant de façon

---

<sup>1</sup> Natalya Estemirova, responsable de l'organisation Mémorial à Grozny, lors d'un séminaire au Centre d'Analyse et de Prévision, ministère des Affaires étrangères, 15 novembre 2007.

<sup>2</sup> Mairbek Vatchagaev. « Weaknesses in Moscow's Chechnya policy », *Chechnya Weekly*, Jamestown Foundation, 15 November 2007, vol°8, n°14.



souvent disproportionnée les « déviants » ou les fautifs, il obtient certes de ses subordonnés un certain suivi des dossiers. Il n'hésite pas à évincer ceux qui ne suivent pas ses instructions à la lettre, à l'instar de l'ancien directeur de l'Agence nationale tchétchène de la reconstruction, Chamsadi Doudaev, auquel il a retiré en 2006, à la suite d'un désaccord, ses nombreux appartements à Grozny, la maison qu'il possédait dans son village natal et plusieurs millions de dollars qu'il avait détournés<sup>1</sup>. Ses obligés y trouvent, on le devine, un surcroît de motivation : « Tout le monde se tait et accomplit ce qui lui est demandé »<sup>2</sup>, explique un employé ministériel sous le couvert de l'anonymat.

### **Synthèse partielle : l'appel à la diaspora.**

Vu de Moscou, Ramzan Kadyrov présente d'indéniables atouts, dont le plus important est sans doute sa capacité à maintenir sous contrôle la situation en Tchétchénie. Par ses réseaux et alliés locaux, ainsi que par la maîtrise héritée d'une manne financière conséquente, il a su se rendre indispensable aux stratèges du Kremlin. Ainsi, il tend à bénéficier de marges de manœuvre proches d'une autonomie de fait. Seul le lien financier, très important certes, rattache la république tchétchène à la Fédération de Russie. Sinon, les Tchétchènes sont maîtres de leur choix, économiques et sociaux, culturels, religieux et politiques tant qu'il ne s'agit pas de faire sécession. Cependant, compte tenu de défaillances majeures en matière politique et juridique, il n'est pas en mesure d'apporter une solution définitive et stable au problème tchétchène. Il peut même apparaître davantage comme une partie du problème que comme sa solution.

La guérilla séparatiste en effet n'a pas disparu. Au début de mars 2007, Dokou Oumarov, nouveau chef politique et militaire du mouvement, procède à une importante réorganisation de ses troupes ; outre la nomination purement formelle de plusieurs ministres qui n'ont pas de réels pouvoirs, il promeut surtout à la tête de toutes les forces nord caucasiennes, Aka Magas<sup>3</sup>, un Ingouche, dont la principale fonction est de remplacer Chamil Bassaev. Le résultat de ce réaménagement ne se fait pas attendre : des combats impliquant de part et d'autre plusieurs dizaines d'hommes ont à nouveau secoué la république. Les

---

<sup>1</sup> Rouslanbek Soultanov. « Between Myth and Reality: Life in Kadyrov's Potemkin Village ». *Chechnya Weekly*, Jamestown Foundation, 19 April 2007, volume 8, n°16.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Selon plusieurs observateurs, il s'agirait d'Akhmed Yevloev, ancien policier ingouche.

opérations, attentats ou attaques, sont désormais quasi quotidiennes. Ces coups d'éclat ne doivent toutefois pas inciter à surévaluer l'état des forces itchkéristes : matériellement et humainement, elles ne sont évidemment pas capables de conduire des opérations stratégiques de grande envergure. Malgré les récents progrès organisationnels, le niveau d'action de la résistance ne change pas fondamentalement : les cibles, essentiellement des convois russes et des patrouilles tchéchènes prorusses, restent tactiques. Un tel niveau de violence demeure gérable par les nouveaux dirigeants de Grozny et, indirectement, par le Kremlin. C'est une situation de guérilla dont l'intensité, basse ou très basse, n'est pas susceptible de peser sur le processus (inévitablement partiel) de reconstruction. Considérant le manque d'alternatives, la Russie semble se contenter de cette situation.

Le constat final est clair : sur le terrain, les Tchétchènes, livrés à eux-mêmes dans le cadre fédéral russe, restent incapables de restaurer une stabilité durable. L'appel aux communautés réfugiées, se structurant en diaspora, pourrait donc s'avérer décisif et fondamental. Il est probable que les Tchétchènes en exil apportent les clés d'une reconstruction tchéchène, sur des bases à la fois globalisées et rajeunies.

## **DEUXIEME PARTIE**

# **GENEALOGIES DIASPORIQUES**



## CHAPITRE III

### **Parcours migratoires et conditions d'installation.**

---

Tout exil est déstructurant, surtout s'il est contraint. Les Tchétchènes, à l'évidence, n'échappent pas à la règle. La fuite, à partir de 1999 puis au cours des années qui suivent lorsque la guérilla reprend et que la sécurité civile se détériore au fil des exactions russes dans le cadre de la lutte antiterroriste, s'accompagne d'une perte des repères identitaires. Les liens familiaux qui peuvent résister au départ, lorsque plusieurs membres d'une même famille émigrent en même temps et au même endroit, ne suffisent pas à atténuer le bouleversement psychologique de l'individu qui fuit. Il en va de même, à plus forte raison, pour les personnes isolées. Car ce n'est pas tant seulement une modification abstraite d'une certaine conscience de soi ou de ses représentations propres identitaires qu'une rupture physique avec « sa » terre. La remise en cause personnelle dans l'exil tient en particulier dans le Caucase Nord et spécifiquement en Tchétchénie, au rapport privilégié de la personne au territoire<sup>1</sup> qui d'un seul coup disparaît, cassé sous la pression d'événements extérieurs souvent tragiques. Dans la région, la terre d'origine porte les autres référents identitaires essentiels dont la langue, la tradition (au sens des pratiques traditionnelles, *adat*) et l'islam. Le poids de l'histoire, ici, s'est avéré déterminant et fondateur de cette sensibilité significative. Les relations violentes récurrentes avec le puissant voisin russe au nord depuis deux siècles ont cristallisé l'identité des peuples locaux sur la question territoriale qui a pris, très vite, un sens politique et économique majeur. Pour ne prendre qu'un exemple évocateur : la déportation du peuple tchétchène, ordonnée par Staline en février 1944, est encore vécue et commémorée comme un profond traumatisme. Le souvenir n'est sans doute pas étranger, on l'a vu, à la décision de Djokhar Doudaev de construire un nationalisme tchétchène d'indépendance. Il faudrait mentionner également les longues guerres tsaristes du 19<sup>ème</sup> siècle, ainsi que les découpages territoriaux soviétiques dans la première moitié du 20<sup>ème</sup>, pour rendre compte de manière exhaustive de ce rapprochement marquant entre identité et territoire<sup>2</sup>. Au tournant des années 2000 ainsi, la migration forcée due à la guerre ne peut provoquer qu'un profond malaise identitaire, en ce qu'il rappelle douloureusement une nouvelle déportation, moins violente

---

<sup>1</sup> Il faudrait se reporter aux travaux précis à ce sujet réalisés par Aude Merlin. Sur l'importance du territoire notamment : Aude Merlin. *Mobilisations identitaires et recompositions postsoviétiques*. Thèse de l'IEP de Paris, p. 197.

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 201.

mais au caractère forcé tout aussi insupportable. La réalité d'une catastrophe originelle, critère initial d'une diaspora mis en avant par de nombreux auteurs s'impose dès lors avec une pertinence indiscutable. Pourtant ce n'est pas sous cette acception primordiale que débute ici l'analyse du processus de déstructuration identitaire puis de diasporisation d'une partie du peuple tchéchène.

Au-delà d'un événement initial traumatisant qui serait fondateur d'une diaspora, il paraît plus adéquat de s'interroger sur l'urgence de la migration. La plupart des migrations, à la différence des déplacements touristiques, d'affaires ou d'expatriation, sont des fuites dans l'urgence ; toutes ne deviennent pas diaspora. C'est précisément l'avantage de ce point de départ conceptuel. Est évacuée ainsi toute prédétermination. Le processus généalogique d'une diaspora ne doit pas se penser d'emblée comme diasporisation. Il peut y aboutir bien sûr, mais presque de manière involontaire, au fur et à mesure d'étapes qu'il s'agit de caractériser, en tant que telles et non comme faisant partie déjà d'une diaspora en formation qui serait théoriquement préexistante. Les Tchétchènes, en fuyant, n'ont évidemment pas conscience de participer à la formation d'une diaspora. Ainsi le concept d'urgence, parce qu'il est englobant de plusieurs réalités, prend-il tout son sens. Il pose les bases d'une migration classique, au cours de laquelle, des éléments diasporiques peuvent (ou non) se constituer. Le premier, en toute logique, est le choix de la destination, qui est intrinsèquement liée à la décision de partir. Il faut fuir, mais pour aller où ? L'urgence impose une réflexion rapide, fondée sur une déduction quasiment instinctive. Il se dégage certaines idées, qui sont, dans le cadre de la fuite et du parcours migratoire, des passages obligés. Ensuite seulement, l'urgence fait place à la raison et à une décision explicitement rationnelle. Jusqu'à l'arrivée dans le pays d'accueil final et à l'installation durable, rien ne permet d'affirmer que telle migration peut être diasporique. L'urgence est la clé conceptuelle, originelle indispensable pour pouvoir appréhender a posteriori les prémisses d'une diasporisation. Ce processus ne débute pas dans le pays d'origine. Dans le cas tchéchène, les réflexes décisionnels portent les individus à gagner en premier lieu la Russie ou les Etats voisins du sud (en raison du contexte de guerre et de l'accueil souvent difficile en Russie). Puis, les pays européens apparaissent assez vite comme des destinations idéales.

### ***A. Les passages obligés.***

Au tournant des années 2000, dans l'urgence de la fuite, les Etats voisins, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, mais aussi la Russie, deviennent des cibles naturelles d'immigration. L'émigration est un mouvement de protection, un départ essentiellement négatif. Il s'agit de quitter un environnement en destruction. Le choix du lieu d'accueil ne résulte pas ainsi immédiatement d'une démarche positive inscrite dans un projet de reconstruction personnelle ailleurs ou commandée par un engagement politique. Il est évidemment faux de croire que tous les déplacés tchéchènes en Russie sont prorusses, contre l'indépendance de la Tchétchénie, et qu'à l'inverse, les migrants vers les zones du Sud font le choix de poursuivre la lutte séparatiste. Seule une minorité dans les deux cas est concernée. En règle générale, les individus, pressés par un contexte de guerre, se déplacent spontanément en premier vers des endroits qui ne leur sont pas totalement étrangers et géographiquement proches de manière à réduire les coûts financiers. La Russie, par les liens historiques, linguistiques et administratifs qui l'unissent à la Tchétchénie, est évidemment l'un de ceux-ci, en dépit de l'état des divergences politiques violentes qui sous-tendent le conflit. De même, les Etats nouvellement indépendants du Caucase Sud, compte tenu d'une certaine proximité culturelle caucasienne, teintée d'islam dans l'optique azérie, voient arriver, dès 1999, d'importants contingents de réfugiés tchéchènes. Il s'y constitue des bases arrière d'appuis logistiques et de soutiens divers à la guérilla tchéchène, qui sont organisées et gérées par quelques membres d'une diaspora en cours de formation. Mais elles ne durent pas et ne concernent là encore en aucun cas la majorité des migrants. Ensuite seulement, à partir des années 2001/2002, après ces passages obligés, russes ou caucasiens, beaucoup de réfugiés passent illégalement en Europe de l'Est (Ukraine, Pologne, Slovaquie), pour rejoindre les Etats d'Europe occidentale, essentiellement l'Autriche, la Belgique, l'Allemagne, la France et la Norvège.

#### **1) La présence tchéchène en Russie.**

De nombreux Tchétchènes vivent en Russie, en zone ethnique majoritairement russe, c'est-à-dire en dehors des sept Républiques du Caucase Nord. Une partie d'entre eux sont arrivés dans la seconde moitié des années 1990, pendant le premier conflit, la plupart cependant, se sont installés entre 1999 et 2000, au début de la deuxième phase de la guerre, principalement au sud dans la région de Stavropol et de Rostov/don, également le long de la

Volga - Astrakhan, Volgograd, Saratov ainsi que dans les grandes villes de Russie - Moscou, Saint-Pétersbourg et leur région autour de Tver et Iaroslav, pour les communautés les plus significatives. Environ 100 000 Tchétchènes<sup>1</sup> fuient ainsi la guerre et trouvent refuge chez « l'ennemi historique », dont ils ne contestent pas forcément les choix politiques, qu'ils n'approuvent pas non plus, mais dont ils condamnent les exactions en Tchétchénie.

### **1980, des motivations essentiellement économiques.**

Jusqu'à cette date, la Russie soviétique n'a accueilli qu'une faible émigration tchétchène constituée essentiellement de jeunes venant faire leurs études, surtout à Moscou, et d'ouvriers du secteur pétrolier qui se sont installés dans les villes riveraines de la Volga, soit quelques milliers d'individus. Les premiers ont bénéficié d'un programme de formation mis à leur disposition par le Parti communiste, à partir du début des années 1960, dans le cadre de la réhabilitation des Tchétchènes, à leur retour de déportation ordonné par Nikita Khrouchtchev en 1957. Il s'agit d'inviter à Moscou les jeunes éléments prometteurs, afin qu'ils y suivent des enseignements spécialisés et qu'ils soient prêts ainsi à assurer à l'avenir des fonctions exécutives locales. Cette démarche semble s'inscrire au sein d'un processus plus général à l'échelle de l'URSS, devant favoriser l'émergence d'élites nationales<sup>2</sup>. Au cours des années 70 et peu avant 1980, les déplacements à finalité économique se sont amplifiés, notamment dans la perspective des chantiers liés aux Jeux olympiques, qui ont drainé des milliers d'ouvriers des républiques fédérées et autonomes, notamment de Tchétchénie. Une brève chronologie pendant la période soviétique marque les jalons de l'émigration tchétchène vers la Russie, hors Caucase Nord<sup>3</sup>.

« 1958-1960. Réhabilitation et retour des déportés tchétchènes d'Asie centrale : environ 20 étudiants tchétchènes à Moscou.

1965. Environ 100 étudiants tchétchènes résidant à Moscou.

1970. Arrivée des premiers travailleurs tchétchènes à Moscou : environ 400 personnes ; émigration substantielle vers les régions pétrolières de Russie le

---

<sup>1</sup> Estimation de l'auteur (hors les 7 républiques fédérées du Caucase Nord) sur la base d'entretiens, de statistiques partielles, du recensement de 2002 et d'extrapolation. Toutes les sources sont précisées lors des détails statistiques. Il faut tenir compte surtout des contingents importants de déplacés tchétchènes, au sein de la Fédération de Russie qui par crainte de représailles ne se sont pas déclarés ni enregistrés officiellement auprès des administrations régionales russes.

<sup>2</sup> Entretien n°67, Abdoulzid Apaev, directeur du centre culturel Daimokh, Moscou, octobre 2004.

<sup>3</sup> Entretien n°75, anonyme, Moscou, novembre 2004.



long de la Volga (Astrakhan, Volgograd) : environ 2000 personnes ; installation pour raisons économiques dans les régions russes voisines du Caucase Nord, Rostov et Stavropol : environ 15000 personnes.

1975. Arrivée importante d'étudiants et d'ouvriers tchéchènes à Moscou et dans sa région : 7000 personnes.

1980. Arrivée massive pour les travaux de construction dans la perspective des jeux olympiques : 20000 personnes pour toute la Russie. »

Au cours de la décennie 1980, les enfants des ouvriers installés à Moscou et finalement autorisés à y résider contribuent à la croissance de la population étudiante tchéchène moscovite. Plusieurs jeunes Tchétchènes par exemple intègrent l'Académie des Sciences de Russie dans différentes disciplines et fréquentent les universités les plus prestigieuses dont le MGU (journalisme, droit). Certains, devenus ingénieurs dans le domaine agricole, accèdent à des postes à responsabilité dans des kolkhozes. D'autres se lancent dans les affaires dont ils tirent un maximum de bénéfices lors de l'ouverture au capitalisme au début des années 1990. A cette date ainsi, avant la déclaration d'indépendance par Djokhar Doudaev, la présence tchéchène sur le territoire russe, hors Caucase Nord, concerne principalement les régions les plus dynamiques économiquement (Volga, Rostov, Moscou) et intellectuellement (Moscou). Mais c'est surtout au cours de la décennie 1990, à la suite du premier conflit entre 1994 et 1996 et de nouveau en 1999, que l'installation de la population tchéchène dans le reste de la Russie prend une ampleur significative.

### **1990, une installation politique ?**

Dès 1993, les heurts deviennent violents en Tchétchénie entre les partisans du président Djokhar Doudaev et divers groupes armés d'opposants. Des membres de l'ancienne nomenclatura soviétique, à la tête du Parti communiste tchéchène en 1989, autour de Dokou Zavgaev et Salambek Khadjiev (alors ministre en charge des hydrocarbures), qui sont éliminés lors de la proclamation de l'indépendance en novembre 1991, ainsi que certains intellectuels, à l'instar de Djabril Gakaev, considèrent dès lors que la défense de leurs intérêts nécessite qu'ils s'installent à Moscou. Ceux-là se veulent proches politiquement du Kremlin. Ils rejettent l'indépendance de la Tchétchénie, ou du moins telle qu'elle est menée sur le terrain par Doudaev puis par Maskhadov. Ils ne représentent pas non plus un ensemble politiquement homogène. Les avis politiques divergent sur la conduite de la guerre et les perspectives de la paix. Unanimement, en tout cas, ils se sentent comme « réfugié politique » dans leur propre pays.

Il est intéressant à ce titre de relever les usages des couples qualificatifs diaspora/réfugié et communauté/déplacé. L'emploi du premier indique un penchant plus marqué pour la reconnaissance d'une Tchétchénie indépendante qui doit être officialisée en 2001, aux termes de l'accord de paix mettant fin à la première guerre. Parler plutôt d'une communauté tchétchène de Russie, envisager ceux qui ont fui la guerre comme des déplacés internes au sein de la Fédération, revient à accepter et soutenir la légitimité du nouveau pouvoir tchétchène prorusse garant de la pérennité de la Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie, incarné par Akhmed Kadyrov, installé en mai 2000 par le Kremlin après la reprise du conflit et l'écrasement militaire des forces tchétchènes. Or, on constate que la plupart des Tchétchènes de Russie se pensent comme réfugiés, partie prenante d'une nouvelle diaspora en formation ; c'est à Moscou seulement, parmi ces Tchétchènes opposants à Doudaev qui ont quitté le pays en 1993 ou ceux ayant intérêt à la collaboration avec les autorités de Russie notamment les hommes d'affaires tchétchènes qui ont fait fortune au sein de la nouvelle Russie capitaliste, que le terme de « communauté » est de rigueur. C'est une infime minorité. Autre minorité d'ailleurs, mais inversée politiquement, il faudrait mentionner également les journalistes et défenseurs des droits de l'homme d'origine tchétchène, qui, à Moscou, tentent de donner une autre version de la guerre que celle martelée par les autorités. Ceux-là aussi ne sauraient représenter une part significative de l'émigration tchétchène en Russie.

Les Tchétchènes aujourd'hui, dans leur grande majorité, ne sont pas les fruits d'une migration politique. Au cours des années 1990 et à plus forte raison en 2000, la plupart n'ont pour seul souci que de retrouver, en Russie mais pas nécessairement à Moscou, les conditions d'une vie normale. Citoyens de droit de la Fédération de Russie, c'est simplement pour eux, une destination « facile » et naturelle. Beaucoup rejoignent les régions du centre : Tver et Iaroslav en particulier ; du sud (hors Caucase Nord) : Rostov, Volgograd, Stavropol encore et Astrakhan ; dans l'Oural, à Tyumen notamment et même jusqu'au territoire de Krasnoïarsk<sup>1</sup>. Il n'y a pas de motivation politique explicite. Ces Tchétchènes de Russie ne sont pas plus proches du Kremlin que de la résistance. Ils ne s'interrogent guère sur l'opportunité et la pertinence d'une république tchétchène indépendante, ils souhaitent la fin des hostilités et le respect des droits des individus sur le terrain. La Russie n'est pas l'ennemi, seuls les politiques sont responsables. La présence tchétchène en Russie, en territoire historiquement « ennemi », présente ainsi une ambivalence, liée à une double fracture, politique et

---

<sup>1</sup> Selon les résultats du recensement de 2002, qui sont développés plus bas. <http://www.perepis2002.ru/index.html?id=87>

géographique, superposée l'une à l'autre. Seule la population tchéchène de Moscou est partiellement politisée, divisée entre des collaborateurs loyaux aux autorités russes et des opportunistes profitant de leur position moscovite pour se construire une stature politique et proposer des voies de compromis et de médiation entre le Kremlin et la résistance, sans l'indépendance. Ailleurs en Russie, la plupart des migrants ont simplement renoncé à tout engagement politique, ont mis de côté hostilités et rancœurs à l'égard de la stratégie russe en Tchétchénie. De plus, tolérés beaucoup plus qu'accueillis, victimes de discriminations régulières dans l'accès aux services sociaux ou au logement, ces Tchétchènes ont opté pour une grande discrétion en ces matières. Ils cherchent à s'appuyer sur des parents ou des amis qui vivent dans ces régions depuis la période soviétique.

### **1999/ 2000, nouveaux flux au départ de l'Ingouchie et état de la présence en Russie.**

Les parcours ne peuvent être retracés précisément. Toutefois, sur la base de statistiques annuelles publiées par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (HCR), il apparaît qu'à l'hiver 2000, l'Ingouchie voisine accueille presque 250 000 réfugiés tchéchènes<sup>1</sup>, la plupart rassemblés au début dans plusieurs camps de fortune. Courant 2003, ils ne sont plus que 100 000. Entre temps 150 000 personnes quittent donc la république fédérée voisine d'Ingouchie. A partir de 2002, le nouveau pouvoir d'Ingouchie, sous la direction de Mourat Ziazikov, général du FSB et homme du Kremlin<sup>2</sup>, appuyé par les services de sécurité de Russie (FSB), exerce en effet de fortes pressions sur les réfugiés contraints ainsi à poursuivre leur parcours migratoire. Une minorité seulement regagne la Tchétchénie, soit 40 000 personnes en tout, dont 20 000 font déjà l'aller-retour<sup>3</sup>. 50 000 environ, selon des

---

<sup>1</sup> Anouk Coqblin. *Rapport de mission (19-31 mai 2003) Ingouchie – Tchétchénie*. Secours catholique, p. 17.

<sup>2</sup> Il a remplacé Rouslan Aouchev, qui s'était montré plutôt conciliant vis-à-vis des réfugiés tchéchènes et qui entretenait notamment des relations étroites avec les chefs de la résistance tchéchène, Djokhar Doudaev et Aslan Maskhadov.

<sup>3</sup> Anouk Coqblin, *ibid.*

estimations d'experts russes indépendants<sup>1</sup>, viennent amplifier des flux vers le reste de la Fédération de Russie, devenus réguliers depuis la première guerre,

**Tableau 1. Synthèse des migrations tchétchènes vers le reste de la Fédération de Russie<sup>2</sup>.**

Population tchétchène	1980	1990	2000	2003
Ingouchie		19000	250000	100000
Astrakhan		8000	15000	20000
Volgograd	5000	11000	13000	15000
Rostov		7000	17000	20000
Stavropol	9400	15000	20000	25000
Moscou	5000	10000	25000	30000
Tyumen <sup>3</sup>				10000

Hors Tchétchénie, au sein de la Fédération de Russie, il y aurait ainsi, selon le recensement de 2002 près de 260000 tchétchènes, dont déjà 90000 déplacés en Ingouchie et 80000 au Daghestan, surtout des Tchétchènes akkines installés depuis des décennies. Par déduction, hors Caucase Nord, la population tchétchène en Russie doit atteindre globalement les 100000 personnes, la grande majorité étant arrivée au cours des années 1990, certaines sans doute, à partir de la reprise de la guerre en 1999, après un bref passage par l'Ingouchie.

Sur les 150000 déplacés tchétchènes en Ingouchie qui continuent leur parcours, environ 60000 individus se dispersent hors de la Fédération de Russie, en Europe de l'Ouest par l'Ukraine et la Pologne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Dans le Caucase Sud et en Ingouchie, après 2003, les communautés tchétchènes réfugiées en Ingouchie diminuent progressivement, alors que les retours en Tchétchénie restent toujours marginaux et que les contingents en Europe ne cessent d'augmenter notamment en Autriche, en Belgique, en

<sup>1</sup> SOTIEVA, Larissa, PLIEV, Alan, DZADZIEV, Aleksandr. *Bežency i vynuždennye pereselency : ètničeskie stereotipy* [Réfugiés et déplacements contraints : les stéréotypes ethniques]. Vladikavkaz : Forum caucasien des ONGs, Conseil caucasien des réfugiés, Conseil danois des réfugiés, 2002. 160 p.

<sup>2</sup> Sources principales : recensement 2002, étude ethnographique sur les réfugiés et déplacement contraints, entretien n°75. Les chiffres 2003 sont majorés pour tenir compte de tous les Tchétchènes, qui ne s'enregistrent pas officiellement. Ne sont indiqués que des chiffres arrondis pour les régions de Russie les plus significatives.

<sup>3</sup> Pour Tyumen, le chiffre est donné à titre indicatif et comparatif, cette ville étant l'un des foyers importants de migration tchétchène.

Allemagne, en France, en Pologne, en Norvège, en Suède, aux Pays-Bas, au Danemark, en Grande-Bretagne et dans les Etats baltes. Il faudrait ajouter également les Etats-Unis, le Canada et le Qatar qui abritent des populations de réfugiés tchéchènes, mais de moindre importance, ainsi que le Kazakhstan, lieu de déportation des Tchétchènes en février 1944 sur ordre de Staline ; certaines familles après 1999 y ont retrouvé des parents qui avaient choisi de ne pas revenir en Tchétchénie lors du rapatriement autorisé et organisé par Khrouchev en 1957<sup>1</sup>. Au fil des années, au début de la décennie 2000, les migrations tchéchènes vers l'Europe ont privilégié la voie du Nord, à savoir la Biélorussie, l'Ukraine puis la Pologne, délaissant la voie caucasienne et turque du Sud.

## **2) Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie, pays de transit.**

Les deux Etats du Caucase Sud, ainsi que la Turquie, ont manifesté et démontré, à l'occasion du premier conflit en Tchétchénie, au cours de la décennie 1990, une réelle empathie à l'égard des troupes et de la lutte du président Doudaev. Considérant cette solidarité passée, au début des années 2000, ils deviennent naturellement des cibles d'émigration pour les nouveaux réfugiés, d'autant que par leur proximité géographique et culturelle avec la Tchétchénie, ceux qui fuient limitent ainsi le coût financier du départ. Mais beaucoup n'y restent pas, parvenant, une fois passée l'urgence du premier mouvement, à trouver les ressources pour continuer leur parcours vers des Etats supposés être plus hospitaliers.

### **L'Azerbaïdjan, autrefois plaque tournante de la guérilla séparatiste.**

Autrefois, plaque tournante des soutiens extérieurs à la résistance tchéchène, essentiellement pendant la première guerre de Tchétchénie jusqu'à 2000, la ville de Bakou ne semble pas aujourd'hui jouer un rôle déterminant dans le conflit. De même, elle n'attire plus et les Tchétchènes continuent de la quitter. Les chiffres du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), qui régulièrement procède à de nouveaux enregistrements l'illustrent clairement : fin 2003, les statistiques donnent presque 7500 tchéchènes enregistrés ; en mars 2005, il n'en

---

<sup>1</sup> C'est le cas par exemple de 300 familles qui menacées d'expulsion en Ingouchie, demandent l'asile au Kazakhstan. *Russia's newslines*, RFE RL, 13 November 2002.

reste plus que 4000<sup>1</sup>. Il est certain que tous les réfugiés ne sont pas enregistrés, en particulier ceux qui craignent par exemple pour leur sécurité ou ceux qui font de fréquents allers-retours entre la Tchétchénie et l'Azerbaïdjan, mais ils ne comblent évidemment pas la différence. En réalité, en deux ans, la population réfugiée tchétchène en Azerbaïdjan semble avoir été divisée par deux, passant officieusement de 10000 personnes à un peu plus de 5000. Même si la population tchétchène réfugiée en Azerbaïdjan reste la plus significative dans la zone entre la mer Noire et la Caspienne, elle baisse au profit évident des communautés en Europe. L'Azerbaïdjan n'accueille que ponctuellement de nouveaux réfugiés. Ceux qui fuient encore la Tchétchénie gagnent directement l'Europe par l'Ukraine et la Pologne. Quelques familles installées d'abord en Géorgie migrent certes en Azerbaïdjan en 2005-2006, où elles se sentent en plus grande sécurité, mais ces déplacements ne sont pas significatifs. Si les Tchétchènes de Géorgie, il y a quelques années, préféreraient résider à Bakou qu'à Tbilissi, ils cherchent aujourd'hui surtout à se rendre en Europe où ils ont des parents ou des amis susceptibles d'organiser leur venue.

L'effacement progressif de Bakou, en terme d'accueil, se décline également sur le plan politique. Les personnalités ou groupes tchétchènes, qui y ont eu un rôle au début de la décennie, ont pour la plupart quitté l'Azerbaïdjan. Les leaders des mouvances religieuses radicales organisées autour des frères Akhmadov, du réseau Baraev<sup>2</sup> ou de Zelimkhan Ianderbiev<sup>3</sup> ont été notamment les victimes collatérales des durcissements internationaux en matière de lutte contre le terrorisme islamiste : ceux-là vivent aujourd'hui dans un Etat du Moyen-Orient. Les représentants en exil du Parlement tchétchène, quant à eux, ne sont restés que très peu dans le pays. Certains ont gagné la Turquie, les autres l'Europe. Oumar Khanbiev, ministre du gouvernement sous la présidence d'Aslan Maskhadov et envoyé spécial pour les négociations de paix ou encore Anzor Maskhadov, le fils du leader indépendantiste, ont finalement aussi réussi, en 2006, à être accueillis à l'Ouest. Ceux qui restent paraissent désengagés, préférant se consacrer à des activités commerciales ou économiques. Ali Assaev par exemple, longtemps représentant de l'Etat itchkériste en

---

<sup>1</sup> Chiffres fournis par le HCR en novembre 2003 et mars 2005.

<sup>2</sup> Les frères Akhmadov et Arbi Baraev se sont fait connaître entre 1997 et 1999, à la tête de groupes semi criminels revendiquant la pratique d'un islam dur.

<sup>3</sup> Vice-Président sous la présidence de Djokhar Doudaev, il a exercé le pouvoir par intérim jusqu'à l'élection d'Aslan Maskhadov en janvier 1997. Il s'est alors orienté vers l'islam politique.

Azerbaïdjan, tend à privilégier ses affaires ; de même, l'un des vice-présidents du Congrès mondial tchéchène Guelaïni Akhmadov<sup>1</sup>, qui est un réseau tchéchène associatif de lobbying dirigé depuis la Russie par un professeur de droit de l'Université de Saint-Pétersbourg, Deni Teps, s'occupe surtout aujourd'hui et depuis plusieurs années déjà, de faire prospérer ses investissements. Ne subsistent réellement et n'ont duré au sein de cette communauté tchéchène résiduelle que des activités humanitaires et scolaires, issues donc d'initiatives civiles, qui se sont avérées, au moins jusqu'à 2007, tout à fait dynamiques<sup>2</sup>.

### **La Géorgie, à la fois proche et difficilement accessible : le cas particulier de la vallée de Pankissi.**

La grande majorité des réfugiés tchéchènes en Géorgie résident dans la vallée de Pankissi, très encaissée dans la chaîne montagneuse du Caucase, séparée de la Tchétchénie par un col à haute altitude fermé en hiver. Ils sont partagés entre les villes de Duïssi et de Jokolo. Il faut distinguer cependant entre Tchétchènes de Tchétchénie et Kistes, de langue et de culture tchéchène mais qui sont en fait citoyens géorgiens vivant traditionnellement dans la vallée de Pankissi. Certains d'entre eux en 1991 se sont installés en Tchétchénie et sont souvent considérés, notamment dans les statistiques, comme « réfugiés tchéchènes » ayant quitté leur pays de résidence. La plupart, cela dit, ont retrouvé le foyer familial dans la vallée de Pankissi.

**Tableau 2. Présence tchéchène en Géorgie<sup>3</sup>.**

	<b>Décembre 2001</b>		<b>Mars 2004</b>	
	<i>après l'enregistrement des réfugiés en décembre 2000</i>		<i>après l'enregistrement des réfugiés en mars 2003</i>	
	Réfugiés kistes et tchéchènes	Tchéchènes	Réfugiés kistes et tchéchènes	Tchéchènes
<b>Géorgie</b>	<b>8000</b>	<b>5200</b>	<b>3800</b>	<b>1600</b>
Duïssi	4800	?	2500	1000
Jokolo	2200	?	1000	400

<sup>1</sup> Homme d'affaires tchéchène résidant à Bakou, gérant des intérêts multiples et diversifiés.

<sup>2</sup> Celles-ci sont abordées dans le détail aux chapitres V et VII.

<sup>3</sup> Chiffres fournis par le bureau du HCR à Tbilissi, Géorgie, mai 2004. Ils sont arrondis.

Tbilissi et ailleurs	1000	?	300	200
----------------------	------	---	-----	-----

Des départs massifs ont eu lieu au printemps 2002. C'est à cette date que la moitié des réfugiés, considérés comme tchéchènes, quittent la Géorgie. Tous ou presque cependant sont effectivement tchéchènes. En effet, selon les chiffres, il y a, fin 2001, environ 2800 Kistes (8000-5200) ; il en reste en mars 2004 environ 2200 (3800 – 1600). Les Kistes réfugiés de Tchétchénie ont pu trouver à leur retour des conditions de vie convenables, souvent chez des proches, meilleures en tout cas que les Tchétchènes, citoyens de la Fédération de Russie. Au cours des années 2003/2004, en raison des menaces russes de plus en plus insistantes, ceux qui peuvent partir n'hésitent pas à rejoindre l'Azerbaïdjan ou la Turquie. En Turquie, il s'agit alors de gagner l'Europe. Certains également acceptent de rentrer en Tchétchénie, mais il est très difficile d'en connaître la proportion. Cela ne saurait dépasser en tout cas plusieurs dizaines de familles.

Restent donc aujourd'hui en Géorgie ceux parmi les réfugiés tchéchènes (non-kistes) qui n'ont pas eu les moyens de fuir et qui survivent dans des camps improvisés au sein de bâtiments désaffectés transformés en appartements privés au cœur de la vallée de Pankissi. La zone étant sous le contrôle spécial du ministère de l'Intérieur et difficile d'accès, ces réfugiés tchéchènes entretiennent très peu de relations avec l'extérieur et n'ont pas la possibilité d'exercer une activité professionnelle. Ils sont coupés du monde et n'ont pas les moyens de se rendre à Tbilissi. Certes les autorités géorgiennes ont réduit de trois à un seul, le nombre de postes de contrôle sur la route, mais lorsqu'un Tchétchène s'aventure au dehors de la vallée, il risque d'éveiller les soupçons de la police géorgienne. Il faut ajouter à ceux-là plusieurs anciens combattants sous le commandement de Rouslan Khamzat Guelaev. A sa mort, les opérations ont pratiquement cessé. Au repos dans la vallée de Pankissi, ces hommes n'ont pas eu non plus forcément les moyens de se réfugier à l'Ouest.

### **La Turquie : une communauté en diminution constante.**

La Turquie, historiquement, occupe une place à part dans les représentations tchéchènes. Face à l'ennemi russe commun, depuis le 19<sup>ème</sup> siècle, les peuples turcs et tchéchènes construisent une relation de solidarité, officieuse et attentive, dont surtout les seconds, ces dernières années, tirent bénéfice. La solidarité turque se manifeste explicitement pendant la première guerre en Tchétchénie, de 1994 à 1996. A l'époque, les hôpitaux turcs



accueillent les combattants blessés, les soutiens financiers affluent, des armes également transitent (même si sur ce point il n'est pas de preuves avérées). C'est au niveau politique principalement que s'organisent ces soutiens matériel, médical et financier. Certains partis nationalistes et islamistes, par le biais des maires des grandes villes issus de ces mouvances, font ainsi du conflit l'un de leurs arguments dans le débat intérieur turc. Sans empêcher le fonctionnement de ces réseaux politiques de solidarité, le gouvernement cependant se garde officiellement de prendre position, ne souhaitant pas sacrifier de bonnes relations naissantes avec la Russie.

Il en va de même au début du second conflit. Forts de ces antécédents, les réfugiés tchéchènes tendent à privilégier la destination turque. Ils arrivent nombreux ainsi entre 1999 et 2001, atteignant une population réfugiée de 3000 à 4000 individus. Mais le climat national et international change. Les forces politiques turques abandonnent l'argument tchéchène. Le conflit se dépolitise en Turquie. Seule la solidarité privée se maintient sous la forme d'associations religieuses, groupes militants ou personnes privées. Il devient assez difficile pour les réfugiés de trouver protections et aides dans le pays. Beaucoup alors poursuivent leur parcours migratoire vers l'Europe lorsqu'ils y parviennent, à défaut, le plus souvent, vers l'Ukraine ou retournent en Azerbaïdjan quand il n'y a pas d'autre alternative. Le chiffre des réfugiés décroît mécaniquement. Des organismes turcs religieux de solidarité évoquent 2000 individus, espérant ainsi stimuler la mobilisation populaire. La vérité se situe plus vraisemblablement autour de 1000 personnes en 2006<sup>1</sup>, toutes installées à Istanbul, dont presque 500 vivent dans les trois camps tchéchènes organisés aux abords de la ville sur la rive asiatique. Sebahattin Durgun précise ainsi :

« Le nombre de réfugiés a pu atteindre les 4000 ou 5000 individus au début de la seconde guerre. La grande majorité aujourd'hui réside à Istanbul. Il n'y aurait que 15 familles ailleurs en Turquie. La plupart vivent dans les camps sur la rive asiatique. Certains sont installés dans des appartements en ville mais sont peu nombreux. Il faut en effet pouvoir travailler de manière à s'acquitter du loyer.

Beaucoup sont partis vers l'Europe en passant par la Pologne. Depuis 5 ans, il y aurait ainsi eu plus de 3000 départs. 40 familles seulement seraient revenues en Tchétchénie. Les retours, même si les candidats peuvent recevoir des garanties de sécurité, restent risqués, à l'instar d'une famille,

---

<sup>1</sup> Entretien n°96, Sebahattin Durgun, directeur exécutif du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie, Istanbul, septembre 2006.

Chiffre confirmé par un réfugié tchéchène. Entretien n°84, anonyme, Istanbul, septembre 2006.

qui, en juillet 2006, a quitté le camp de Fener Bahce mais qui s'est fait arrêter dès son arrivée en Tchétchénie. »

Le directeur d'une association turque de solidarité, la Fondation Caucase, confirme ces évaluations<sup>1</sup> dès l'année 2004 :

« En tout, en 2004, Istanbul compte près de 1500 réfugiés tchéchènes qui ont fui la seconde guerre. Une partie vit à Istanbul dans les trois camps de la ville, à Fener Bahce (130 personnes), à Umranye (140 personnes) et Beykoz (130 personnes). Leur population a diminué, alors qu'elle a pu atteindre, en 2001, 350 individus par camp. Une autre partie des réfugiés réussit à louer un appartement en ville. La Turquie aujourd'hui est une zone de transit entre le Caucase et l'Europe qui est le but final de la plupart des réfugiés. »

La Turquie n'est plus une fin en soi pour les réfugiés. Il ne s'agit pas ici d'un simple revirement de la stratégie turque sur la problématique tchéchène, mais d'une adaptation politique d'Ankara à une conjonction de facteurs nouveaux qui limitent sa marge de manœuvre.

- Les priorités économiques nationales vers la Russie. La Turquie privilégie aujourd'hui de bonnes relations commerciales avec la Russie plutôt que la solidarité avec les Tchétchènes. Le conflit par conséquent ne doit pas interférer dans de nouveaux accords et partenariats économiques.
- La lutte contre le terrorisme. Alors que le mot d'ordre mondial est à la lutte contre le terrorisme et que la résistance tchéchène se radicalise sur un mode religieux, il devient délicat pour le gouvernement turc de continuer à accueillir blessés et chefs de guerre en fuite ou de laisser transiter armes et argent trop librement.
- L'efficacité du blocus informationnel russe. La propagande russe fonctionne de manière efficace, réussissant à présenter cette seconde guerre comme une lutte contre le wahhabisme conquérant la Tchétchénie.

C'est pourquoi, les partis politiques turcs n'utilisent plus l'argument tchéchène dans le débat intérieur ; c'est pourquoi il est moins fréquent (si ce n'est très rare) de voir des combattants tchéchènes se faire soigner dans les hôpitaux publics turcs et même de plus en plus dans les hôpitaux privés islamiques, et ce sur instructions du gouvernement d'Ankara ; c'est pourquoi le foisonnement de solidarité, publique et privée, n'a plus cours aujourd'hui et que la situation des réfugiés tchéchènes, sur les plans sociaux et politiques, continue de se détériorer.

---

<sup>1</sup> Entretien n°98, Ilyas Kouch, directeur exécutif de la Fondation Caucase, Istanbul, mars 2004.

## ***B. Les horizons européens : une destination privilégiée.***

L'Occident fait rêver en Tchétchénie. La France et l'Allemagne en particulier qui incarnent l'Europe, entité informelle où règnent la stabilité et la prospérité, y jouissent depuis la période soviétique d'une image plutôt positive pour des raisons relevant en partie de clichés représentatifs. En Allemagne, c'est la précision juridique, le respect de la règle notamment administrative qui semble apprécié ; en France, ce sont les valeurs inspirées des Lumières, les droits de l'Homme, qui rassurent. De manière plus pragmatique également, il va de soi que les Tchétchènes fuyant une zone de guerres espèrent profiter de la stabilité socio-économique de ces pays et pouvoir envisager l'avenir. L'une des motivations unanime concerne en effet l'éducation des enfants ou des migrants eux-mêmes lorsqu'ils sont jeunes. Cette Europe, en un mot, paraît offrir, aux yeux des Tchétchènes réfugiés, des garanties de sécurité et des perspectives nouvelles pour soi et ses enfants. Il est intéressant de constater que ces objectifs européens idéalisés, par leur éloignement géographique et même matériel, égalisent globalement entre eux les candidats à la migration. Les solidarités au cours du parcours s'avèrent par exemple assez peu déterminantes ; il ne semble pas y avoir de règles spécifiques : chaque migrant ne tend à compter que sur ses propres moyens. Une petite minorité seulement, qui peut être considérée comme privilégiée, parvient à éviter les difficultés physiques de la route.

### **1) Installations tchétchènes en Europe.**

Les communautés tchétchènes en Europe dépassent à la fin 2007 les 70000 personnes, officiellement<sup>1</sup>. Il s'agit là d'une extrapolation sur la base d'observations personnelles et de sources ouvertes diffusées par l'Office français de Protection des Réfugiés et des Apatrides

---

<sup>1</sup> Il est impossible de proposer un chiffre officiel fiable, puisque cela signifierait cumuler les statistiques de l'ensemble des agences d'accueil des réfugiés de tous les pays de l'Union européenne, ainsi que celles de la Norvège, parmi lesquelles il faudrait de surcroît repérer les demandeurs d'asile d'origine tchétchène au milieu d'autres nationalités issues de la Fédération de Russie. Ces chiffres de plus ne tiendraient pas compte des passages illégaux au sein de l'UE et des multiples requêtes déposées dans plusieurs Etats.

(OFPRA) et de l'organisme correspondant en Allemagne<sup>1</sup>. Il n'est de toute façon pas très pertinent dans ce travail de s'interroger sur le nombre des réfugiés tchétchènes dans chaque pays européens, dans la mesure où la plupart ne se fixent pas d'emblée. Il apparaît plus intéressant de raisonner en flux, ce qui permet, sans prétendre à l'exhaustivité des chiffres, d'illustrer une réalité en mouvement constant. Ainsi, il existe deux parcours principaux dans la migration tchétchène, l'un par la Biélorussie et la Pologne, l'autre par l'Ukraine et la Slovaquie, tous deux permettant ensuite de rejoindre illégalement l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique et la France, principalement. La voie par le sud, partant des Etats caucasiens, de la Turquie ou du Moyen-Orient, est volontairement ici laissée de côté. Elle ne concerne que deux ou trois milliers d'individus sur la période 2000-2007, qui procèdent tous de la même façon, à savoir le choix d'un vol avec une escale sur un des aéroports européens (espagnol, français, grec ou italien) où ils se rendent aux autorités en demandant l'asile politique<sup>2</sup>. Il est à noter que beaucoup de réfugiés tchétchènes, qui poursuivent leur migration au départ de la Turquie, préfèrent passer par la Pologne ou l'Ukraine.

### **La voie classique : Biélorussie puis Pologne.**

Au départ de Tchétchénie ou d'Ingouchie, dès 2001, les flux de réfugiés vers les pays européens prennent de l'ampleur. Beaucoup se rendent en train jusque dans la région de Brest-Litovsk en Biélorussie à la frontière polonaise. Le billet coûte plusieurs centaines d'euros par personne, mais c'est le trajet le plus court, entre quatre et cinq jours, pour gagner l'Europe. D'autres y arrivent en bus ou en voiture à plusieurs. De là, ils passent à pied la frontière biélorusse, où les douaniers ne paraissent pas très contraignants et même plutôt satisfaits de se débarrasser de ce problème migratoire. Ils se livrent alors aux douaniers polonais et demandent l'asile politique. Envoyés à Tiraspol, première ville polonaise à 15 minutes en train, les réfugiés se présentent devant un officier de police qui décide ou non de les recevoir et d'enregistrer leur requête. Ceux qui ne sont pas admis à ce premier stade sont

---

<sup>1</sup> Les statistiques font état des demandes de ressortissants russes, mais 75% d'entre elles en fait sont d'origine tchétchène.

<sup>2</sup> Entretien, anonyme, Paris, mars 2005. Un réfugié raconte qu'un groupe de Tchétchènes, peut-être en provenance d'un Etat du Moyen-Orient ou d'Azerbaïdjan, après une escale au Caire, est monté dans un avion Air France qui lui-même faisait escale à Paris, où ils ont demandé l'asile politique au début de l'année 2005.

Estimation statistique de l'auteur, sur la base d'entretiens divers.

reconduits à la frontière et tentent leur chance le lendemain. Une vingtaine seulement de requérants sont retenus en moyenne par jour et conduits dans le centre administratif de Debak en pleine forêt à quelques kilomètres au sud de Varsovie, où ils se voient attribuer une place dans un des 17 centres d'accueil. Ils y attendent alors, souvent pendant plusieurs mois, d'être reçus par les services administratifs en charge de l'asile. Satsita, réfugiée en Pologne, résume assez bien ce passage de frontière, où la chance a priori joue un rôle non négligeable<sup>1</sup>.

« La plupart des réfugiés atteignent la frontière européenne dans la région de Brest-Litovsk en Biélorussie. Avec dix dollars placés dans le passeport, ils quittent le matin la Biélorussie et gagnent Tiraspol, première ville polonaise, où ils se rendent aux autorités. L'officier de police choisit une vingtaine de réfugiés dont il prend photos et empreintes digitales ; il les enregistre et procède à une première interview. En début de soirée, ceux-là sont alors envoyés à la centrale administrative d'accueil des réfugiés de Debak en taxi, pour trente dollars par personne.

Les autres, qui n'ont pas été admis à ce premier stade, sont renvoyés en Biélorussie à Brest-Litovsk, où ils sont contraints de payer à nouveau un hôtel ou un appartement. Ils réessaient le lendemain selon le même processus, en espérant être retenus par le douanier polonais.

De Debak, les réfugiés sont répartis dans les 17 camps qui essaient en territoire polonais. La procédure de demande d'asile peut alors débiter. »

Dès 2002, les arrivées se multiplient. S'il y a 1300 demandeurs d'asile tchéchènes en Pologne en 2001, ceux-là sont presque 3000 déjà en 2002, 5300 en 2003 et 8400 en 2004, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur polonais<sup>2</sup>. En 2005 et 2006, le flux tend à décroître jusqu'à 6000 par an en 2005 et 2006 pour se réduire un peu plus encore en 2007, selon les chiffres du HCR en Pologne. Le pic de 2004 correspond à l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne. La baisse relative qui suit résulte des nombreuses difficultés d'intégration des Tchétchènes en Pologne et en Europe de l'Ouest de manière générale, dont les échos en Tchétchénie dissuadent certains de franchir le pas de l'émigration. Dès 2006, les départs diminuent. Sous l'effet ensuite d'une nette amélioration économique et sociale sous l'impulsion de Ramzan Kadyrov, la décision de partir, qui ne disparaît évidemment pas de Tchétchénie, touche de moins en moins de personnes.

---

<sup>1</sup> Entretien n°65, Satsita, journaliste tchéchène réfugié en Pologne, Varsovie, mars 2006. Propos confirmé par d'autres entretiens avec de jeunes réfugiés arrivés en France en 2005, Paris, novembre 2005.

<sup>2</sup> Cité par Christophe Chatelot. *Le Monde*, 11 novembre 2004.

Dans ce contexte d'afflux massifs, la situation ne reste pas longtemps gérable. Les centres d'accueil sont rapidement débordés et surpeuplés. Ainsi, les conditions de vie des réfugiés de plus en plus nombreux se détériorent, comme le rapporte de nouveau Satsita dont les propos d'ailleurs sont confirmés par toutes les organisations non gouvernementales polonaises et étrangères actives en ce domaine<sup>1</sup> et par des observations personnelles de terrain en mars 2006.

« Une famille n'occupe qu'une seule chambre. Les enfants n'ont pas la possibilité de suivre l'année scolaire en Pologne et ne sont pas acceptés au jardin d'enfants.

Les réfugiés n'ont pas le droit de quitter le camp plus de 3 jours consécutifs.

La direction du camp accorde par mois 70 zlotys par personne (équivalent de 15 euros) et 70 euros par enfant, jusqu'à 7 ans.

Concernant les questions de santé, un médecin visite chaque camp deux fois par semaine pendant deux heures. Cependant, en cas d'urgence, les frais d'ambulance sont à la charge du réfugié ; ils ne sont payés par la direction du centre qu'en cas d'extrême urgence. Il n'y a aucun soutien psychologique. »

Ces difficultés amènent, en décembre 2004, 200 réfugiés du centre de Debak, soutenus par certains du centre de Lublin à se mettre en grève de la faim pendant trois semaines. Cela ne change rien dans l'immédiat, mais sous la pression des ONGs polonaises, l'Union européenne débloque en 2005, en faveur du gouvernement polonais, une aide substantielle de plusieurs millions d'euros qui doit permettre de procéder aux réformes nécessaires des conditions d'accueil des réfugiés. En effet au premier semestre 2006, le centre de Debak ferme pour rénovation, mais il est le seul. Ailleurs, les difficultés persistent.

A cela s'ajoute une faible capacité (et volonté) d'accueil de la Pologne. L'examen administratif des demandes aboutit en effet rarement à l'octroi du statut de réfugié qui doit faciliter l'intégration du requérant malgré les problèmes propres au pays, notamment chômage et déficit des logements<sup>2</sup>. Celui-ci ne concerne qu'entre 5 et 10% des réfugiés, les meilleures années. La plupart des décisions rendues n'accordent qu'un statut de tolérance qui ne dure

---

<sup>1</sup> En particulier le HCR et la Fondation Helsinki. 80 d'entre elles signent un rapport du Conseil norvégien pour les Réfugiés au début 2005 rendant compte des manques sanitaires et sociaux dont pâtissent les réfugiés.

<sup>2</sup> Le bénéficiaire perçoit une allocation de 250 euros par mois et suit un programme de formation linguistique et professionnelle. Le statut lui ouvre la possibilité légale de travailler et de louer un logement. Il est assorti enfin de documents internationaux permettant au réfugié de voyager dans tous les pays du monde sauf dans son Etat d'origine.

qu'un an et qui ne permet ni de trouver un emploi ni de se loger. Les réfugiés restent alors dans les camps et tentent chaque année de le renouveler. En réalité, il faut noter que près de 50% des dossiers sont clos sans décision, les demandeurs ayant choisi de quitter le pays. En 2005 par exemple, sur environ 6000 cas spécifiquement tchéchènes<sup>1</sup>, 283 personnes obtiennent le statut de réfugié, 1400 le statut de tolérance et 500 sont d'emblée refusés et obligés de quitter le territoire polonais au plus tôt. Le solde, soit environ 3800 individus, n'attendent pas que l'administration statue et gagnent l'Autriche, l'Allemagne, la Belgique ou la France. Il en va de même des 500 cas rejetés et l'année suivante d'une partie des 1400 qui, même en ayant déposé une énième demande de statut, ne peut pas envisager de survivre encore un an au milieu de « camps<sup>2</sup> » invivables.

### **La voie secondaire : Ukraine puis Slovaquie.**

Jusqu'au début des années 2000, l'Ukraine n'est pas perçue par les Tchétchènes comme un Etat hostile. A l'inverse, le pays apparaîtrait même comme un Etat d'accueil, depuis qu'au cours de la décennie 1990, les forces nationalistes ukrainiennes émergentes ont manifesté une réelle solidarité à l'attention de la lutte séparatiste tchéchène. En 1996 par exemple, la ville d'Odessa accueille un congrès indépendantiste tchéchène. Son maire, lié à une ancienne diaspora caucasienne locale, donne quelques signes de solidarité, en ouvrant un centre d'information tchéchène et en accueillant près de 73 familles avec des enfants handicapés victimes de la guerre. En 1998, les autorités prusses de Kiev parviennent à renverser l'équipe municipale d'Odessa et à atténuer cette sympathie ukrainienne envers le combat itchkériste en Tchétchénie. Deux personnalités tchéchènes sont assassinées, la même année. Des liens subsistent, mais marginaux, par le biais des groupuscules nationalistes, dont le parti Roukh ou des journalistes foncièrement antirusse et ayant couvert le premier conflit. Au début de la seconde guerre, l'Ukraine reste relativement accessible aux réfugiés : il y a par

---

<sup>1</sup> Site du UNHCR, 6 novembre 2005.

Il est difficile d'avoir le nombre exact puisque les statistiques fournies concernent tous les migrants et que la source estime que 90% d'entre eux sont Tchétchènes.

<sup>2</sup> C'est la désignation la plus fréquente parmi les réfugiés tchéchènes pour parler des centres d'accueil en Pologne.

exemple, en 2000, 465 demandes d'asile tchéchènes, soit le niveau annuel le plus élevé entre 1996 et 2006<sup>1</sup>.

Par la suite, dans le courant des années 2000, les discriminations se font plus fortes ; les frontières se ferment. A ce titre, il est intéressant de noter que les services douaniers ukrainiens ont pour instruction d'interdire systématiquement aux Tchétchènes l'entrée sur le territoire<sup>2</sup>. En 2003, 2004 et 2005, selon les statistiques des services de douane<sup>3</sup>, 64, 1447 et 602 réfugiés, respectivement, sont refoulés à la frontière. Le zèle excessif en 2004 s'explique sans doute par l'intégration dans l'Union européenne de la Slovaquie et de la Pologne, frontalières de l'Ukraine. Les autorités de Kiev ne souhaitent pas à l'époque devenir un pays de transit pour une masse de réfugiés tchéchènes, disséminée sur son territoire et en grande partie incontrôlable. Dès lors, les demandes d'asile chutent considérablement, passant à 100 par an en 2003 et 150 en 2005. En dépit de l'affirmation au pouvoir de la coalition Orange, les pratiques ne s'assouplissent guère, comme si l'enjeu tchéchène ne devait pas venir s'ajouter aux tensions déjà croissantes entre le nouveau pouvoir ukrainien et la Russie de Vladimir Poutine. Illustrant assez bien cet effacement progressif de la question tchéchène en Ukraine, le taux d'octroi du statut de réfugié, à cette date, tombe à zéro. Il est à 5% en 2003 et 2004, contre 32% en 1999 et 2000. L'Ukraine en somme se ferme aux réfugiés tchéchènes à partir de 2001. Ainsi, en 2007, selon une estimation de Mariah Levin qui a côtoyé cette communauté pendant 11 mois, il y aurait moins de 5000 Tchétchènes en Ukraine, y compris les citoyens ukrainiens d'origine tchéchène (essentiellement des hommes d'affaires issus d'une diaspora ancienne peu nombreuse mais puissante), les réfugiés statutaires et les résidents enregistrés<sup>4</sup>. Par déduction, il apparaît que l'immigration illégale tchéchène en Ukraine ne peut être que limitée et sans aucun rapport en tout cas avec les milliers de réfugiés qui transitent ces années-là par la Biélorussie jusqu'en Pologne. Elle n'atteint probablement que deux ou trois milliers entre 2001 et 2007.

Rien n'indique de plus que ces réfugiés illégaux et demandeurs d'asile refusés choisissent de poursuivre leur route vers l'Union européenne, par la Slovaquie et la Pologne. On pourrait penser a priori que compte tenu de la difficulté d'entrer en Ukraine, s'ils ont fait

---

<sup>1</sup> Mariah Levin. *Chechen migration et integration in Ukraine*. p.22. Les demandes d'asile ne sont pas significatives entre 1996 et 1998. Elles deviennent importantes à partir de 1999.

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 17.

<sup>3</sup> Rapportées par Mariah Levin. *Ibid.* p.17.

<sup>4</sup> *Ibid.* p. 21.



ce choix là, ils entendent plus ou moins y rester. Concernant la Pologne, le constat est facile : à aucun moment, il n'apparaît que la frontière avec l'Ukraine fasse l'objet d'une attention particulière à propos d'arrivées significatives de migrants tchéchènes. Pour la Slovaquie, au regard des statistiques disponibles sur les passages de la frontière, les réfugiés tchéchènes ne sont qu'un groupe parmi d'autres nationalités, notamment moldave, géorgienne, indienne, chinoise, vietnamienne<sup>1</sup>. En tout cas, il est peu probable que plus de 3000 Tchéchènes soient entrés en six ans dans l'Union européenne par cette voie<sup>2</sup>. Et tous vraisemblablement devaient avoir pour objectif premier l'Autriche. En effet, les conditions juridiques et sociales d'accueil en Slovaquie ne sont pas plus satisfaisantes qu'en Pologne ou même qu'en Ukraine. Le taux d'octroi de statut de réfugiés aux Tchéchènes, sur toute la période 2001-2007, y est par exemple proche de zéro<sup>3</sup>. La Slovaquie, ainsi, porte d'entrée secondaire en Europe, fait figure surtout d'antichambre de l'Autriche.

### **Photographie des zones de migrations tchéchènes en Europe.**

La Pologne et la Slovaquie ne constituent pas des objectifs d'immigration en eux-mêmes pour les migrants tchéchènes. Ce sont des Etats de passage, des zones d'attente vers des pays supposés ou réellement plus accueillants, malgré la menace que représente, pour ces réfugiés, la Convention de Dublin II. Cette norme européenne adoptée en février 2003, qui complète la Convention éponyme, établit la procédure de renvoi des réfugiés dans le premier Etat de l'UE où ils ont déposé une demande d'asile. Selon cette règle en effet, les Etats de l'Union, cherchant à harmoniser leurs pratiques en matière d'accueil, sont convenus que tout exilé au sein de l'UE ne peut faire qu'une seule requête administrative en vue du statut de réfugié, c'est-à-dire, le plus souvent, au sein du premier Etat traversé. Ainsi, dans le cas tchéchène, les déportations ne sont pas rares, au départ de Belgique, d'Allemagne, d'Autriche ou encore de France vers les pays aux bordures de l'Union, en l'occurrence la Pologne, la Slovaquie et la Grèce pour les quelques réfugiés arrivant par le sud de la Turquie ou des Etats du Moyen-Orient. Chaque famille tchéchène a parmi ses connaissances un exemple de reconduite vers ces Etats frontaliers, au terme de la Convention de Dublin II. Il y eut même,

---

<sup>1</sup> Site du UNHCR, 26 avril 2006.

<sup>2</sup> Selon l'organisation non gouvernementale NEKKA, partenaire du HCR dans la zone, il y aurait eu en 2005 près de 1680 réfugiés tchéchènes refoulés à la frontière Ukraine-Slovaquie. NEKKA indique qu'en 2006, le chiffre a considérablement diminué.

<sup>3</sup> *Rzeczpospolita*, 19 juin 2005.

semble-t-il, au début, des expulsions vers la Russie<sup>1</sup> ; celles-ci aujourd'hui sont très minoritaires. Cependant, alors que les conditions d'accueil en Pologne ou en Slovaquie en particulier, ne permettent pas, on l'a vu, de supporter la charge sociale que représentent ces milliers de réfugiés tchéchènes qui arrivent chaque année, la règle de Dublin ne fait qu'accentuer les problèmes. Par conséquent, de nombreuses familles, une fois déportées, repartent et reviennent fréquemment dans le pays qu'elles viennent de quitter.

Les zones cible principales des migrations tchéchènes en Europe se concentrent dans le triangle, Autriche – Allemagne – France, incluant bien sûr la Belgique, les Pays-Bas et dans une moindre mesure le Danemark. Les parcours les plus empruntés peuvent être synthétisés de la manière suivante<sup>2</sup>, en tenant compte de possibles allers-retours ou de changement de direction, une fois par exemple que l'individu (ou la famille) est revenu en Pologne.

Parcours 1 : Pologne – République tchèque – Autriche.

Parcours 2 : Pologne – Allemagne – Belgique, puis Pays-Bas.

Parcours 3 : Pologne – Allemagne – France.

Parcours 4 : Slovaquie – Autriche.

Parcours 5 : Pologne/Slovaquie – République tchèque – Autriche – Suisse (ou Allemagne) – France.

En terme statistique, selon diverses évaluations<sup>3</sup> et calculs personnels<sup>4</sup>, il apparaît par exemple qu'en 2003 sont déposées près de 1700 requêtes tchéchènes en France, 1200 en Belgique et 2500 en Allemagne. Par la suite, les flux ne se tarissent guère, au moins jusqu'à 2006. Tous les requérants certes ne se voient pas accorder le statut de réfugié, conformément à la Convention de Genève, mais peu sont expulsés. Il faut tenir compte également, pour les

---

<sup>1</sup> Rapporté par Timour Aliev. « Chechnya, the great migration ». *Caucasus Reporting*, IWPR, 18 August 2005.

<sup>2</sup> Du plus emprunté ou moins emprunté, selon les propres estimations de l'auteur.

<sup>3</sup> En particulier:

Maïrbek Vatchagaev. « Chechnya's Exodus to Europe ». *Chechnya Weekly*, Jamestown Foundation, 24 January 2008, vol. 9, n°3.

Déclarations de Martin Vukovitch, ambassadeur d'Autriche en Russie :

<http://www.politjournal.ru/index.php?action=Articles&dirid=40&tek=4547&issue=130> [consulté le 30 novembre 2005]

<sup>4</sup> Sur la base de documents officiels OFPRA, 2003 et 2004.

années suivantes, des demandes renouvelées une seconde fois, en cas de premier refus. Par an, à partir de 2003, on peut donc estimer que se sont installées, en France, 4000 personnes, en Allemagne de même, en Belgique un peu moins (enfants compris). A ceux-là s'ajoutent l'Autriche et les Etats scandinaves, la Norvège en particulier.

**Tableau 3. Evaluation statistique des populations réfugiées tchéchènes au sein des Etats membres de l'Union européenne, ainsi qu'en Norvège, à la fin 2007.**

Autriche <sup>1</sup>	17000
France	12000
Allemagne	12000
Belgique	8000
Norvège <sup>2</sup>	5000
Suède	5000
Danemark	3000
Pays-Bas	3000
Grande-Bretagne <sup>3</sup>	moins de 100, en 2003 sans doute 200, aujourd'hui
<b>Zones de passage, résidence temporaire</b>	
Pologne	6000
Slovaquie	500
Grèce <i>en provenance de Turquie</i>	<i>Non significatif</i>
Espagne <i>en provenance de Turquie</i>	<i>Non significatif</i>
Italie <i>En provenance de Turquie</i>	<i>Non significatif</i>

Il est à noter que dans tous ces pays, à la différence de la Turquie ou de l'Azerbaïdjan, les réfugiés sont répartis de manière à peu près équilibrée sur l'ensemble des territoires<sup>4</sup>. En France, par exemple, les communautés les plus importantes sont à Nice (4000 personnes), Strasbourg (1300), Paris et sa région (1000) mais aussi autour d'Orléans, du Mans, de Toulouse. De même en Allemagne, les Tchétchènes sont présents à Berlin (700), Hambourg,

<sup>1</sup> Maïrbek Vatchagaev, *ibid.*

<sup>2</sup> Entretien avec Jakub M. Godzmirski, chercheur à l'Institut norvégien des relations internationales NUPI, Oslo, 3 juillet 2006. Il indique qu'à partir de 2000/2001, la population originaire de Russie, en grande partie tchéchène, en Norvège augmente de 1000 à 2000 personnes par an.

<sup>3</sup> Selon Oumar Sougaïpov, représentant du Président Maskhadov en Grande-Bretagne. Entretien, Londres, 1<sup>er</sup> avril 2003.

<sup>4</sup> Estimations de l'auteur au fil des terrains de recherche et des divers entretiens menés, qui ont permis des recoupements et une évaluation au plus juste.

Düsseldorf, Cologne, Nuremberg, parmi les villes plus significatives. En Belgique enfin, on trouve les plus gros foyers, plus de 1000 personnes à chaque fois, à Anvers, Bruxelles et Verviers/Eupen en zone germanophone, où vivent par exemple plus de 300 familles<sup>1</sup>.

Cette proportion de réfugiés tchéchènes en Europe est appelée encore à augmenter. Dans quelques années, il ne peut être exclu que les communautés tchéchènes d'Europe atteignent les 100000 personnes, soit un peu moins d'un cinquième de la population tchéchène totale. En un mois, par exemple, au début 2008, 1200 réfugiés se sont présentés à l'aéroport de Paris. C'est le taux le plus élevé depuis le début du second conflit. Il est vrai qu'en Tchétchénie, si la situation économique et sociale s'améliore, la sécurité pose encore problème. De plus, compte tenu de cet exil massif au regard de l'ensemble du peuple tchéchène, chaque Tchétchène de Tchétchénie a, parmi son réseau familial ou ses connaissances, un contact plus ou moins bien intégré à l'étranger et qui peut être source de solidarité. Ainsi ceux qui ne sont pas encore partis peuvent trouver au sein de ces communautés en exil des opportunités diverses de développement personnel, en somme des perspectives. Jusqu'à 2007 en tout cas, pour ce qui concerne le parcours migratoire et l'installation des réfugiés, cet élément de solidarité intra tchéchène cependant ne paraît pas jouer un rôle déterminant.

## **2) Les formes de solidarité intra tchéchène, du départ à l'installation.**

Il faut distinguer plus précisément plusieurs phases, au cours de la migration, qui peuvent, chacune, donner lieu à une aide extérieure de solidarité.

Phase 1 : la décision de partir. Elle suppose la mobilisation de moyens financiers qui permettent d'assurer un mode de transport (bus, camion ou voiture dont il faut payer le chauffeur, train ou avion dont il faut acheter le billet) ; ceux-là également doivent garantir le minimum vital (logement et nourriture) de l'individu, à son arrivée dans le pays d'accueil.

Phase 2 : le parcours migratoire en lui-même, qui n'est évidemment pas exempt d'accidents, telles qu'une arrestation, des refoulements répétés à une frontière. Il peut être facilité ou des

---

<sup>1</sup> Chiffres 2005. Estimation d'un réfugié tchéchène qui y réside depuis 2001. Entretien n°22, Emilkhan Charipov, musicien engagé dans la renaissance culturelle tchéchène en diaspora, Eupen, janvier 2006.

solutions aux difficultés peuvent être apportées et organisées par des interventions tierces qui peuvent aider par exemple à mettre sur la bonne route.

Phase 3 : l'installation dans le pays ciblé. Les premiers temps sont toujours difficiles sauf si les migrants trouvent à leur arrivée un espace d'accueil préétabli, qui peut être familial ou amical.

Plutôt que de généralités, il s'avère ici plus pertinent d'illustrer par plusieurs exemples concrets la réalité de la solidarité intra tchéchène au cours de l'exil. Ce faisant, prendront corps également certains des cinq parcours principaux décrits plus haut.

### **Au départ : une solidarité familiale.**

La décision de partir est prise dans le cadre de la famille, qui ne se réduit pas aux parents, mais qui doit être entendue au sens large, c'est-à-dire incluant les filiations par alliance. L'appel à la famille, comme dans la plupart des cas, en contexte de guerre, est quasiment instinctif. En l'occurrence, noyau essentiel de l'identité tchéchène, il est normal qu'en temps de troubles, elle devienne un cadre de protection primordial. Ainsi, face à la question du départ, elle est une source naturelle de solidarité, et est perçue comme telle. Les exemples, nécessairement limités, qui suivent se veulent ainsi représentatifs d'une réalité significative. Il est intéressant de noter que les départs, sur la base d'une solidarité familiale, ne se font pas forcément depuis Grozny, mais sont possibles également de Russie, et de Moscou en particulier.

- Amarbek Dimayev, musicien renommé en Tchétchénie, quitte la république en septembre 1999 et se réfugie à Moscou chez la sœur de sa femme. Le couple y demeure quelques mois, le temps d'obtenir pour 200 dollars de faux documents : passeports et visas, par le biais des connexions de leur hôte au sein des services de sécurité fédéraux (FSB). En janvier 2000, Amarbek Dimayev et sa femme atterrissent à Bruxelles en Belgique<sup>1</sup>.
- Cheikh Ibraguimov, personnalité politique de l'Etat itchkériste, ministre du Commerce pendant l'intérim présidentiel de Zelimkhan Ianderbiev, fuit la Tchétchénie en 2002, à son retour de Bakou. Sa famille, ses parents et oncles, paie un passeur qui le conduit, lui

---

<sup>1</sup> Entretien n°4, Amarbek Dimyaev, Aschaffenburg, janvier 2006.

et sa famille, en voiture du Daghestan jusqu'en Norvège, où il demande et se voit reconnaître l'asile politique en 2003<sup>1</sup>.

- Noura, jeune femme active, qui a étudié le droit à l'Université d'Ekaterinbourg au début des années 1990, est au début de la seconde guerre protégée, avec son frère, par son oncle. En 2002, ce dernier les envoie en Ingouchie, puis organise financièrement leur transfert par la Biélorussie jusqu'en Pologne, puis Nice, chez des amis<sup>2</sup>.
- Aslan, combattant pendant la 1<sup>ère</sup> guerre, est contraint à la fuite au début de la seconde en août 2000. Il passe, successivement, avec sa famille, en Ingouchie, en Karatchaevotcherkessie puis à Moscou où des cousins résident. Ceux-là en août 2001 leur paient le voyage jusqu'à Cologne en Allemagne, à savoir les transports et le passage des frontières. De là, la famille prend le train jusqu'à Paris<sup>3</sup>.
- Magomed, jeune homme d'une vingtaine d'années, perd son père à la fin de l'année 2000. Son oncle le prend en charge et pour le protéger, lui et ses frères, les envoie en Ingouchie. Début 2003, il organise l'émigration de la famille vers la France, par l'Ukraine, la Slovaquie, l'Autriche puis l'Allemagne<sup>4</sup>.

Ce constat n'apparaît en aucun cas surprenant : la famille joue ici un rôle protecteur tout à fait naturel.

### **Le long du parcours : absence de solidarité tchéchène.**

Face aux obstacles qui peuvent se dresser lors du parcours migratoire, les migrants tchéchènes se retrouvent généralement seuls. Ici, ce n'est pas le parcours depuis la Tchétchénie jusqu'à Pologne ou la Slovaquie (par l'Ukraine) qui est étudié en particulier. Sur cette portion de la route, en dehors de réparations mécaniques, les solidarités intra tchéchènes ne font pas réellement sens. De même, les vols par le sud avec escale dans une des capitales européennes ne donnent pas lieu à des interventions extérieures décisives. En revanche, une fois entré dans l'Union européenne, le migrant peut rencontrer d'importantes difficultés avant

---

<sup>1</sup> Entretien n°56, Cheikh Ibraguimov, Oslo, juillet 2006. Il n'a pas été possible de savoir avec précision son trajet.

<sup>2</sup> Entretien n°47, Noura, Nice, mars 2007.

<sup>3</sup> Entretien n°44, Aslan, Paris, décembre 2005.

<sup>4</sup> Entretien n°45, Magomed, Nice, mars 2007.

d'atteindre son but de voyage final. Or, sur ce point précis, en majorité, les réfugiés sont amenés à régler seuls leurs problèmes. Il est a priori une raison évidente à cela : leurs compatriotes présents sur place n'ont pas nécessairement (encore) les moyens d'intervenir, trop occupés à garantir leurs propres conditions de vie et à accueillir ceux qui s'installent.

- Zelimkhan, animateur de bureaux d'information en Géorgie et en Turquie, à partir de 1999, en faveur du mouvement séparatiste tchéchène, doit quitter Istanbul sous la pression russe en novembre 2002. Il se réfugie en Azerbaïdjan où il reste un an. Sans statut, il décide de tenter sa chance en Europe. Il arrive ainsi en novembre 2003 en Allemagne, sans visa, seul. Ne sachant où aller, sans aide de la part des Tchétchènes réfugiés, il prend contact avec un comité caucasien de solidarité avec les Tchétchènes de Turquie et du Caucase, dirigé par une ancienne diaspora nord caucasienne à Mannheim. Les membres l'accueillent et lui fournissent un avocat dans le cadre de la procédure de demande d'asile, qu'il se voit octroyer rapidement<sup>1</sup>.
- Mansour, jeune informaticien, a précipitamment quitté la Tchétchénie en mai 2004, à la suite de pressions du FSB sur son employeur. Arrêté, il est « racheté » par son oncle et envoyé à Vladikavkaz (Ossétie du Nord), d'où il prend un train pour la Biélorussie. Il passe la frontière à Brest-Litovsk. Après six tentatives, il est enfin retenu par les douaniers polonais de Tiraspol et conduit à Debak. Il ne reste qu'un mois en Pologne et passe avec un ami à pied, par la forêt, la frontière avec l'Allemagne. Il se rend à la police allemande, qui décide, selon la convention de Dublin II de le remettre aux autorités polonaises. La Pologne le renvoie en Biélorussie. Début septembre, il repasse la frontière à Tiraspol ; cette fois-ci, il est directement mis en prison. Grâce à l'intervention d'un groupe polonais de défense des droits de l'Homme, il est libéré et s'enfuit en Allemagne, seul. De nouveau arrêté, il est placé trois mois dans un centre d'hébergement des réfugiés avec d'autres Tchétchènes. Finalement, en mars 2005, il apprend que la police allemande, de nouveau, le recherche. Il gagne la France en train, grâce aux 200 euros qu'il percevait chaque mois lors de son séjour au centre d'accueil<sup>2</sup>.
- Adnan, négociant en matières premières, est contraint à l'exil à la fin de l'année 2001. Il se rend en Ukraine, où il achète un billet pour la Slovaquie. A son arrivée, il est interné dans un camp de réfugiés. En janvier 2002, il fait, seul, une première tentative de

---

<sup>1</sup> Entretien n°1, Zelimkhan, Mannheim, septembre 2005.

<sup>2</sup> Entretien avec Mansour, Paris, août 2005.

passage illégal en Autriche. Il est vite arrêté et renvoyé en Slovaquie. Lors du second essai, il prend en charge trois familles, dont deux du même village que lui et une autre de Grozny. Cela fonctionne. Ils se livrent à la police et Adnan est envoyé dans un centre près de Vienne. Il n'y reste pas et cherche à gagner les Pays-Bas puis la Norvège. Il est incarcéré en Allemagne puis déporté en Autriche. En mai 2002, il s'associe avec un réfugié turc qui ouvre un magasin près de Vienne. Ce dernier, pour le remercier, lui paie un second billet de train pour l'Allemagne. Mais son voyage s'arrête de nouveau brusquement et il est forcé de revenir en Autriche. De là, en juillet 2002, avec deux anciennes connaissances tchéchènes, il passe assez difficilement en Suisse. De centre d'accueil en centre d'accueil, il finit par rencontrer un Ukrainien qui lui indique un moyen facile d'aller en France, par le train, entre Genève et Annemasse. Arrivé de nuit en France, il demande l'hospitalité à la mosquée qui la lui accorde. Ensuite, par hasard, après des passages à Lyon et Paris, il rencontre à Marseille dans la rue un Tchétchène qui lui indique le foyer où se trouvent la plupart des réfugiés<sup>1</sup>.

- Magomed, pris en charge par son oncle, est arrêté avec sa famille en Autriche, sur la route vers la France. Mis en prison, tous intègrent finalement un camp administratif fermé de gestion des réfugiés. Ils ont droit à une heure de promenade par jour. C'est à cette occasion que toute la famille s'enfuit et retrouve leur chauffeur allemand qui les a attendus pendant plusieurs jours à l'endroit convenu. Ce dernier les dépose peu avant Strasbourg où un chauffeur français les prend en charge jusqu'à Nice<sup>2</sup>. Magomed et sa famille ne connaissent personne. Ils font par hasard la connaissance d'un Tchétchène dans la rue dans le quartier de la gare.
- Issita, mère de famille, est employée d'un organisme de l'ONU en Ingouchie. En 2002, avec ses trois enfants, elle obtient un visa touristique auprès de l'ambassade de France pour 15 jours. Le séjour lui revient en tout à 4000 euros. Elle arrive en France en bus en mai 2002<sup>3</sup>.

A aucun moment de leur parcours, ces cinq personnes n'ont recours à une aide tchéchène. Lorsqu'ils sont soutenus, à l'instar de Zelimkhan et de Adnan, la solidarité vient d'un « étranger ». Les autres n'ont pu compter que sur leurs propres ressources notamment

---

<sup>1</sup> Entretien n°30, Adnan, Nice, mars 2007.

<sup>2</sup> Entretien n°45, Magomed, Nice, mars 2007.

<sup>3</sup> Entretien n°35, Issita, Paris, juin 2005.



financières, dans le cas de Mansour et d'Issita. Quant à la fuite de Magomed et sa famille en Autriche, elle ne résulte que de leur initiative. Il est intéressant de noter en particulier que l'aide tchéchène n'intervient qu'a posteriori, une fois que les réfugiés sont arrivés à destination et souvent à la suite de rencontres de hasard (Adnan et Magomed). Ainsi, il apparaît assez clairement que ce n'est pas tant un manque de volonté de la part des réfugiés tchéchènes résidant au sein des différents pays traversés qu'un défaut de communication, un contact matériel difficile à établir. C'est pourquoi, lorsque le contact préexiste, la solidarité se manifeste de manière plus explicite.

Il est courant de constater qu'à l'occasion d'une seconde tentative de migration, après un retour au premier pays traversé, dans le cadre de la Convention de Dublin II par exemple, la solidarité intra tchéchène joue un rôle catalyseur. Il s'agit en l'occurrence d'organiser au mieux à nouveau le passage de frontière, c'est-à-dire pour un départ de Pologne, se procurer un passeport polonais (entre 200 et 300 dollars) et se rapprocher de passeurs efficaces afin de gagner facilement l'Allemagne, puis éventuellement la France (800 dollars par personne) ou la République tchèque, l'Autriche, puis éventuellement la Suisse (1000 dollars)<sup>1</sup>. A cette fin, il est indispensable pour le réfugié candidat de faire appel à plusieurs intermédiaires. Le premier, en particulier, s'avère déterminant : il doit être quelqu'un de confiance de l'entourage, même lointain, du migrant. Les entretiens montrent que dans ce cas le réfugié s'adresse à un compatriote qui est assez souvent originaire du même village que lui en Tchétchénie. Ce dernier le renvoie alors vers des migrants installés depuis longtemps, ayant soit des connexions au sein de l'administration locale (obtention d'un passeport) soit les connaissances et l'expérience suffisantes pour indiquer un bon réseau de passeurs<sup>2</sup>. Dans ce cas précis, c'est bien le rapport géographique qui tend à prédominer pour l'établissement de la confiance. La solidarité fonctionne ainsi sur cette base.

### **L'installation : des choix pragmatiques.**

La solidarité intra tchéchène n'est pas absente non plus au moment de l'installation dans le pays d'accueil et dans les premiers temps d'adaptation. La famille, l'origine

---

<sup>1</sup> Entretien, anonymes, camps de Tcholka et Mozna, Varsovie, mars 2006. Les personnes interviewées précisent que les passages se font de nuit, par la forêt en voiture, mais également parfois à pied.

<sup>2</sup> *Ibid.* Ces informations sont confirmées par deux groupes différents de personnes, dans les camps de Tcholka et Mozna.

géographique ou tout simplement la nationalité tchéchène sont évidemment des références identitaires incontournables, pour les migrants à leur arrivée. En exil, elles apparaissent comme des sources naturelles de solidarité, pouvant même être qualifiées de « sources identitaires »<sup>1</sup>. Il est logique de penser en effet qu'un réfugié choisit un lieu d'accueil, au moins au début, en fonction des affinités qu'il y peut avoir. Soit un membre de sa famille, au sens élargi, y réside déjà ; soit une connaissance ou un ami de son quartier, de son village, s'y est établi ; soit il ne dispose que du numéro de téléphone d'un Tchétchène obtenu auprès d'un autre, sans autre recommandation que sa nationalité. Les exemples nombreux apparus au cours des recherches de terrain tendent à prouver la validité de l'hypothèse. Quelques cas sont présentés ici.

- Une jeune femme du camp de Tcholka en Pologne cherche à rejoindre ses tantes soit à Châtellerauld pour l'une, soit à Roubaix pour l'autre.
- Mansour, cet informaticien arrivé en France en mars 2005, est d'abord accueilli par sa sœur réfugiée depuis trois ans et qui venait de se voir accorder le statut de réfugié. Il a ensuite par hasard rencontré un jeune réfugié qui lui a donné la possibilité d'être hébergé au squat de la Porte des Lilas à Paris.
- Adam, résidant aujourd'hui à Poitiers, est venu parce qu'un membre de sa famille, originaire du même village dans la région de Goudermes, était établi à Orléans<sup>2</sup>.
- Khussein Betlegueriev, chanteur et musicien tchéchène renommé, a pu compter à son arrivée en France sur le frère de sa femme, un médecin qui est arrivé à Paris en 2002 et qui a rapidement obtenu la citoyenneté française<sup>3</sup>.
- Un jeune Tchétchène, arrivé de Pologne, n'avait qu'un contact à Paris, grâce auquel il a pu ensuite se rapprocher d'une famille installée depuis longtemps en France<sup>4</sup>.

Ces formes de solidarité ne répondent à aucune règle ou pratique spécifique. On a déjà en effet pu noter à plusieurs reprises le rôle du hasard dans les contacts entre Tchétchènes, lors

---

<sup>1</sup> Concept proposé par l'auteur.

<sup>2</sup> Entretien n°29, Adam, Poitiers, mai 2006.

<sup>3</sup> Entretien n°33, Khussein Betlegueriev, Paris, mars 2007.

<sup>4</sup> Entretien, anonyme, à l'occasion de la commémoration du 23 février, Paris, 2007.

de la migration. Isabelle Bohnke qui anime une association culturelle franco-tchéchène confirme ainsi ce caractère informel de la solidarité intra tchéchène.<sup>1</sup>

« Au cours de l'installation, il est rare que la solidarité intra communautaire soit structurée. L'entraide est essentiellement informelle. Elle repose sur les liens de parenté, traditionnellement très forts au sein de la société tchéchène, mais se voit aussi largement déterminée par les premiers contacts sur place au sein de la communauté déjà résidente. Ceux-là peuvent être obtenus de diverses façons par les nouveaux migrants (même origine géographique en Tchétchénie, recommandations par un ami ou par une ancienne connaissance). Les clans/teips ne jouent aucun rôle significatif dans la détermination de la solidarité. Ils interviennent surtout au moment des collectes d'argent pour le retour des corps des réfugiés décédés en exil. »

Il faut remarquer par ailleurs le rôle essentiel et initiateur des réfugiés déjà intégrés ou en voie d'intégration. Ces premiers arrivants, vivant depuis assez longtemps dans le pays d'accueil, pour qui, bien souvent, les conditions d'accueil ont été facilitées en Europe, sont au cours des années qui suivent, des sources de solidarité privilégiées pour les nouveaux migrants qui tentent leur chance. L'un d'eux, établi en Belgique à Eupen depuis 2000, détaille les fonctions informelles complémentaires du centre culturel qu'il ouvre dès 2001 dans la ville voisine de Verviers<sup>2</sup>.

« Ce centre, à ses débuts, a surtout fonctionné comme une plateforme de solidarité entre les nouveaux arrivants. Il est devenu un lieu de rassemblement hebdomadaire de plusieurs familles réfugiées en Belgique, qui échangeaient informations et conseils quant à leur intégration administrative et sociale dans le pays : systèmes d'aides sociales, mécanismes étatiques de solidarité. Il permettait ainsi un échange d'expérience entre les anciens et les nouveaux migrants. Il était très populaire : chaque week-end, des familles tchéchènes de toute la Belgique (Malines, Verviers, Liège, Bruxelles, Charleroi) s'y rendaient pour se rencontrer, pour discuter et occuper les enfants. Ces derniers répétaient tandis que les adultes se retrouvaient. Cela a duré ainsi jusqu'en 2004. »

Ainsi, à l'évidence, il serait erroné de ne pas tenir compte de cette solidarité identitaire, pouvant être familiale, géographique ou simplement tchéchène, au cours de l'installation. Au fur et à mesure des années, toutefois, celle-ci se transforme et apparaissent d'autres critères décisionnels dans le choix du lieu de migration.

---

<sup>1</sup> Entretien n°93, Isabelle Bohnke, fondatrice et animatrice de l'association culturelle franco-tchéchène Serlo, Paris, septembre 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°22, Emil Khan Charipov, musicien engagé dans la renaissance culturelle tchéchène en diaspora, Eupen, janvier 2006.

Lorsque la masse des réfugiés devient plus importante en Europe, la référence aux migrants établis de longue date ne s'avère plus aussi indispensable, comme le remarque d'ailleurs Emilkhan Charipov, lors du même entretien.

« Au fur et à mesure, les réfugiés s'intégraient et n'avaient plus besoin de s'entraider mutuellement. Les nouveaux venus, de même, se renseignaient directement auprès de leurs parents, amis ou connaissances, déjà intégrés en Belgique. Les réunions de solidarité n'ont plus eu de réelle pertinence. »

Désormais, pour les nouveaux venus, il est toujours possible de trouver un cousin ou un parent éloigné capable de leur donner les informations nécessaires à leur installation. En d'autres termes la solidarité se diffuse ; les sources se multiplient. Cependant, il ne faudrait pas négliger aussi les réticences de plus en plus marquées de ces premiers migrants à soutenir et aider le nouvel arrivant, ainsi que le constate notamment Isabelle Bohnke<sup>1</sup>.

« Les Tchétchènes auraient intérêt à canaliser la solidarité. Les anciens, arrivés dès les premières années du conflit, sont largement sollicités ; cela peut parfois poser des problèmes. Les Tchétchènes intégrés, qui ont réussi dans le pays d'accueil, s'éloignent ou se protègent vis-à-vis des obligations de solidarité en faveur des migrants plus récents. »

Maïrbek Vatchagaev, par exemple, en France depuis 2000, ancien porte-parole du Président Maskhadov, qui a exercé à ce titre les fonctions de représentant du président jusqu'à 2003, ne cache pas sa volonté de se tenir maintenant à l'écart, après avoir pendant plusieurs années accueilli, guidé, recommandé de nombreux réfugiés ; il évite ainsi systématiquement toute manifestation tchétchène et même tout contact avec la plupart de ses compatriotes. Fin 2006, il a renoncé à avoir un téléphone portable et ne donne qu'à certaines personnes sélectionnées son numéro de téléphone à domicile<sup>2</sup>. Outre des activités professionnelles alimentaires, il se consacre surtout désormais à l'animation d'un site internet d'informations culturelles et à la publication régulière d'articles et d'ouvrages de sciences sociales. En somme, il ne souhaite plus être une personne référence au sein de la communauté tchétchène de France. De même, Mariel Tsaroieva, intellectuelle, en France depuis 1996, a, au cours des premières années de migration tchétchène, développé plusieurs projets d'encadrement. Elle a ainsi proposé d'organiser des cours de langue française pour les nouveaux arrivants en 2001 et 2002 ; mais dès 2003, accaparée par sa propre intégration, elle s'éloigne. Disposant du statut de réfugié en 2002, elle soutient la même année une thèse en ethnologie historique à la Sorbonne, puis se

---

<sup>1</sup> Entretien n°93, *ibid.*

<sup>2</sup> Entretien n°49, Maïrbek Vatchagaev, Paris, mai 2006.

met à l'écriture d'un ouvrage et à la préparation de son habilitation de recherche<sup>1</sup>. Ces deux cas, qui ne doivent pas être généralisés, indiquent néanmoins une tendance réelle et croissante au sein des diasporas tchéchènes en formation en Europe, à savoir un désengagement progressif des réfugiés ayant déjà réussi, chronologiquement, à refaire leur vie.

Dans ce contexte marqué par des possibilités de solidarité étendues et le retrait des premiers migrants, il apparaît, dans le choix du lieu d'installation, pays et villes, des éléments beaucoup plus pragmatiques. Ce n'est plus nécessairement là où réside un parent ou un voisin du village en Tchétchénie. Les réfugiés, de plus, s'attendent à ne devoir compter que sur leurs propres ressources. Priment donc, de plus en plus, au fil des années de migration, des critères juridiques et sociaux. Si l'Autriche par exemple est une destination privilégiée, c'est en raison de son taux très élevé de décisions positives sur les demandes d'asile tchéchène, soit environ 77% en 2005, 90% en 2003 et légèrement moins en 2004<sup>2</sup>, sans comparaison avec les pratiques d'autres Etats. Les informations circulent très vite parmi les réfugiés, en particulier ceux qui attendent en Pologne de pouvoir poursuivre leur parcours. Ainsi, ceux-là, en 2006 et 2007, finissent par procéder à de véritables arbitrages entre les différents pays d'accueil possibles. En France, il est dit que la Convention de Dublin II ne s'applique pas avec autant de rigueur qu'en Belgique ou qu'en Allemagne. C'est en partie vrai : les préfectures françaises ne procèdent pas systématiquement au renvoi de réfugiés déboutés de l'asile, d'autant que la commission de recours de l'OFPRA fait preuve assez souvent de clémence. Par conséquent, les réfugiés refusés patientent en France jusqu'à ce qu'expire le délai administratif autorisant leur retour vers le premier pays traversé (si les autorités locales l'acceptent explicitement) et qu'ils puissent réitérer leur demande d'asile. Cependant, la Belgique, l'Allemagne et la Norvège ont la réputation, aux yeux des migrants tchéchènes, de proposer des programmes sociaux de solidarité et d'intégration professionnelle beaucoup plus efficaces qu'ailleurs. Il est vrai qu'en Belgique en particulier, le réfugié statutaire se voit offrir une formation professionnelle débouchant fréquemment sur un emploi ; encore faut-il obtenir le statut et ne pas être renvoyé dans le premier pays européen traversé. Enfin, en Autriche, au-delà de l'excellente image de 2005, la situation s'est quelque peu complexifiée en 2006, avec l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier, d'une loi instaurant le principe de « l'exil intérieur alternatif ». Selon cette nouvelle pratique, les autorités autrichiennes sont censées devoir

---

<sup>1</sup> Entretien Mariel Tsaroiéva, ethnologue et linguiste, Paris, octobre 2005.

<sup>2</sup> Selon deux sources en particulier : d'abord des données compilées par Chechnya Advocacy Network et le journal polonais *Rzeczpospolita*, 19 juin 2005.

considérer que si un ressortissant tchéchène ne peut plus continuer à vivre au sein de la République, il peut en revanche vivre dans une autre région de la Fédération de Russie. La déclaration du leader populiste autrichien Jörg Haider au début 2008 stigmatisant en particulier le problème des réfugiés tchéchènes en Autriche, ne laisse en rien être optimiste pour l'avenir. Cela dit, l'Autriche reste jusqu'à 2007 un pays ouvert, où à la seconde tentative, l'asile est généralement accordé aux migrants tchéchènes. Tels sont désormais, pour les réfugiés tchéchènes, leurs principaux déterminants dans le choix du lieu d'immigration. Maïrbek Vatchagaev affirme même que cet arbitrage concerne également le choix de la ville<sup>1</sup>.

« Dans le choix du lieu de migration au sein de l'Etat d'accueil, comptent surtout les facilités sociales et administratives locales, les prestations et l'accueil. En 2001, il était préférable de demander l'asile à Nice, puis Nancy ; en 2002-2003, c'est à Strasbourg que les réfugiés affluaient ; aujourd'hui, en 2006, la région de Melun est la destination privilégiée des réfugiés. Plusieurs familles ont par exemple décidé d'y déménager car il est plus facile de trouver un logement et du travail. »

Ces critères décisionnels ne sauraient in fine, bien sûr, évacuer totalement les sources identitaires de solidarité : famille, géographie, nationalité. La perspective de la solidarité ne disparaît pas complètement derrière la rationalité du choix. Les deux éléments coexistent et se mélangent. La rationalisation du parcours migratoire n'est évidemment pas tout à fait innocente dans le processus généalogique et structurant d'une diaspora.

### **3) Les migrants privilégiés**

Ils sont des exceptions, qui ont profité de meilleures conditions migratoires que la majorité de leurs concitoyens, au départ, lors du parcours et à l'arrivée. Ils ne représentent qu'une infime minorité de la population tchéchène totale en exil. Toutefois, compte tenu de leur situation privilégiée, ils sont amenés à peser de manière significative dans l'accueil des nouveaux venus, l'organisation et finalement la structuration des communautés réfugiées. Il s'agit donc d'examiner en particulier les raisons de leurs avantages, bases ultérieures de positions dominantes au sein de la diaspora en formation. Celles-ci sont de trois ordres.

#### **Les ressources financières : les familles aisées.**

---

<sup>1</sup> Entretien n°49, *ibid.*

L'argent est un facteur évident de facilitation. En profitent principalement les enfants des hommes d'affaires tchéchènes installés à Moscou, au Moyen Orient ou en Turquie qui voient les perspectives s'assombrir en Tchétchénie. Ils partent généralement assez vite dès l'entre-deux guerres, lorsque l'indépendance itchkériste est en marche au prix d'une déstabilisation et d'une anarchie menaçantes. S'ajoutent à cette clientèle logique certains hommes politiques ou personnalités tchéchènes de premier plan qui par leurs positions en Tchétchénie ont amassé assez d'argent pour s'offrir un billet d'avion ou un transfert illégal vers un pays où ils s'assurent un accueil confortable et que le leadership séparatiste autorise à partir. On constate que ceux-ci gagnent en majorité le continent américain.

Les Etats-Unis connaissent trois vagues successives de migration tchéchène, très marginale. De 1991 à 1994, partent quelques familles tchéchènes très aisées qui refusent l'indépendance de la Tchétchénie ; celles-ci s'intègrent sans difficultés au sein de la société américaine. Ensuite, dès 1996 jusqu'au début de la seconde guerre, compte tenu de la détérioration de la situation politique, économique et sociale, ce sont les enfants de l'intelligentsia et certaines personnalités ainsi récompensées, à l'instar d'Ilyas Akhmadov, intellectuel, ministre des Affaires étrangères sous la présidence d'Aslan Maskhadov, ou de Khassan Baïev, chirurgien, héros de la guerre pour avoir sauvé de nombreuses vies, russes et tchéchènes d'ailleurs, qui s'installent aux Etats-Unis. Enfin, à partir de 2003, il semble que de plus en plus de familles, réfugiées jusqu'alors dans un pays tiers, parviennent à bénéficier du programme de prise en charge du HCR qui leur trouve un pays d'accueil. Au début 2006, une vingtaine de familles ainsi devait arriver aux Etats-Unis depuis Bakou<sup>1</sup>.

Le parcours d'Albert est assez exemplaire de cette émigration privilégiée de jeunes adultes issus de familles favorisées vers les Etats-Unis. En 1993-1994, bénéficiaire d'une bourse d'enseignement du gouvernement tchéchène, il suit au Caire un enseignement religieux. Il ne rentre pas en Tchétchénie mais rejoint sa mère au Qatar ; son père, lui, travaille à Moscou. En 1998, il arrive aux Etats-Unis avec sa sœur et s'inscrit à des cours de langues. Tous deux s'intègrent très vite au système scolaire américain. Il est vrai également qu'en arrivant tôt dans les pays cibles, il est plus facile de s'intégrer.

### **La primauté : les premiers arrivés.**

A la fin des années 1990, alors qu'est encore vivace le souvenir de la 1<sup>ère</sup> guerre, qui a provoqué en son temps une certaine indignation dans le monde et en particulier en Occident, les premiers migrants trouvent à leur arrivée des conditions d'accueil assez favorables. Issus le plus souvent de catégories socioprofessionnelles supérieures, ils apprennent rapidement la langue du lieu et s'adaptent assez bien au contexte d'accueil. De plus, encore peu nombreux, ils font l'objet d'une attention plus soutenue de la part des autorités locales et se voient octroyer, en règle générale, sans trop de difficultés, le statut de réfugiés. La facilité liée à la primauté tient ainsi surtout à la capacité d'adaptation des migrants et à la spécificité du cas tchéchène qui marque encore les pays occidentaux. Deux exemples notamment permettent d'illustrer cette idée.

- Malika Abdouvakhabova, membre actif d'une association de solidarité polonaise, est arrivée pour la première fois en Pologne en 1995. Elle a trouvé un emploi au sein d'une Fondation et a appris la langue. Après quelque temps passé à Moscou, elle est revenue en Pologne au début de la guerre et fait figure aujourd'hui d'une Tchétchène référence au sein de la communauté qui ne cesse de croître<sup>2</sup>.
- Issita, arrivée en 2002 avec ses trois enfants, apprend le français et commence dès 2004 à travailler à la coordination de l'accueil des familles demandeuses d'asile (CAFDA), en charge des dossiers tchéchènes<sup>3</sup>.

Cela dit, en dépit de ces deux contre-exemples, dans le cas des premiers migrants vers l'Europe, il faut préciser que le rapport avec des étrangers s'est très souvent avéré déterminant.

### **Les connexions avec les étrangers.**

Le soutien apporté par une structure étrangère est l'un des paramètres les plus importants permettant une migration dans des conditions privilégiées, et en particulier parmi les premiers migrants qui ont activé leurs réseaux dès le début de la seconde guerre. Il n'est pas nécessaire sans doute de longuement développer les mécanismes facilitateurs. Les

---

<sup>1</sup> Entretien n°28, Albert, étudiant tchéchènes aux Etats-Unis, New-York, mars 2006. Il n'a pas été possible de confirmer cette information.

<sup>2</sup> Entretien n°59, Malika Abdouvakhabova, membre actif de l'association polonaise Ocalenie, Varsovie, mars 2006.

<sup>3</sup> Entretien n°35, Issita Djamaldanova, Paris, juin 2005.



quelques Tchétchènes chanceux ou qui par leurs activités professionnelles, ont la possibilité de travailler et aider des étrangers peuvent ainsi compter en retour sur leur soutien. Sont concernés ainsi essentiellement les Tchétchènes ayant côtoyé des journalistes ou collaboré avec des structures humanitaires. Il faut remarquer simplement que la solidarité étrangère n'intervient qu'une fois que le migrant est arrivé dans le pays d'accueil. C'est principalement au cours de l'installation et non véritablement au départ et lors du parcours que le réfugié profite de ses relations particulières avec des ressortissants de l'Etat d'immigration. Quelques parcours illustrent bien cette spécificité des migrations privilégiées.

- Maïrbek Vatchagaev, à sa sortie de prison en Russie, fuit en France, où il est pris en charge par Marie Broxup-Bennigsen et Sophie Shihab, journaliste au journal *Le Monde*. Grâce à elles, il loge avec sa famille, au début de sa vie en exil, dans un appartement généreusement laissé à sa disposition.
- Aslan, de la même façon, lors de son installation en France en 2001, peut compter sur Sophie Shihab et Michel Peyrat (*Paris Match*), qu'il a rencontrés et orientés parfois lors de leurs enquêtes en Tchétchénie<sup>1</sup>.
- Tamara, journaliste tchétchène, réfugiée dans un centre d'accueil en Pologne, décide à la fin 2006 de tenter sa chance en France. Elle est soutenue par trois journalistes françaises, toutes rencontrées à différentes périodes en Tchétchénie. La photographe, Françoise Spiekermeier, d'abord, lui obtient une chambre à la maison internationale des journalistes par ses connaissances au sein du réseau de Reporters Sans Frontières ; Sophie Shihab, de nouveau, lui envoie de l'argent ; Mylène Sauloy enfin, réalisatrice, partage avec elle ses informations et la conseille sur son projet de film documentaire<sup>2</sup>.
- Ghani enfin, jeune homme vivant et travaillant aujourd'hui à Strasbourg, collabore, dès 1999 alors qu'il est réfugié à Tbilissi, avec Médecins Sans Frontières (MSF) et la Croix Rouge. En mai 2001, il revient à Grozny, en passant par Bakou, où il demeure quelques mois, toujours en relation avec la Croix Rouge. Finalement, en 2002, il parvient à gagner la France par l'intermédiaire d'une employée de MSF, retournée à Lyon, avec qui il avait gardé contact depuis Tbilissi<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien n°44, Aslan, Paris, décembre 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°40, Tamara, journaliste, Paris, février 2007.

<sup>3</sup> Entretien n°38, Ghani, employé d'une école de musique, Strasbourg, janvier 2006.

Il est à noter par ailleurs que beaucoup d'entre ces migrants encadrés par des structures ou personnalités étrangères, jouent eux-mêmes ensuite, au sein de la communauté, un rôle pivot de référence.

Depuis 2003, il se développe une nouvelle forme de solidarité étrangère, d'origine française, organisant une migration choisie, temporaire, de jeunes Tchétchènes. L'association Etudes Sans Frontières (ESF) créée en mars 2003, sous l'impulsion, financière notamment, d'André Glucksman, de Jack Lang et de quelques députés européens, a pour objet de venir en aide à des étudiants de pays en guerre ou en grande difficulté, privés de la possibilité de mener à bien leur projet d'études. Les neuf premiers étudiants tchétchènes sont arrivés en septembre 2003, les suivants, moins d'une dizaine, en septembre 2005, une troisième promotion en septembre 2006. Ceux-là, recrutés par une coordinatrice en Tchétchénie selon leur mérite et la qualité de leur projet professionnel, se voient ainsi offrir en fait une excellente opportunité de fuir leur pays, de se former professionnellement de manière efficace et de jouer un rôle positif éventuel à l'avenir, pour la reconstruction de la république tchétchène. A leur arrivée en France, l'association les prend totalement en charge, juridiquement et financièrement. Elle organise des cours de français, si les jeunes étudiants ne maîtrisent pas tout à fait la langue ; elle les inscrit dans les cycles universitaires correspondant à leurs vœux ; elle gère le logement à la cité internationale ou en foyer et finance en partie leurs besoins quotidiens. Milana, par exemple, arrivée en 2003, a étudié d'abord l'histoire moderne à la Sorbonne puis a suivi le master de journalisme à Sciences Po, de 2004 à 2006<sup>1</sup>. Un autre a commencé par la science politique puis s'est orienté vers les relations internationales<sup>2</sup>. Ces jeunes, à l'évidence, connaissent une situation migratoire tout à fait exceptionnelle, quant à leur départ, à leur parcours et à leur vie à destination. La plupart restent en France au terme de leurs études ; une minorité, pour l'instant, est rentrée en Tchétchénie.

Il apparaît assez clairement que la relation avec l'étranger est source d'enrichissement et de progrès personnels. Outre les facilités d'installation, elle valorise aussi les bénéficiaires qui demeurent peu nombreux, à l'instar de l'infime minorité de jeunes de Tchétchénie qui peut profiter du programme ESF. Cependant, par les positions référence qu'ils occupent ou les compétences acquises dans le cas des étudiants, ces migrants privilégiés participent de la

---

<sup>1</sup> Entretien n°46, Milana, étudiante en journalisme, Paris, février 2007.

<sup>2</sup> Entretien n°34, anonyme, Paris, 2005.

structuration de la communauté. L'influence des organismes étrangers dépasse la simple migration : elle concerne aussi le processus de diasporisation.

## CHAPITRE IV

### **L'enjeu tchéchène au sein des Etats d'accueil.**

---

Le migrant qui fuit un contexte de guerre sur son territoire d'origine n'est pas seulement un réfugié, victime d'une des parties belligérantes. Par son exil, il contraint le pays d'accueil à se positionner par rapport au conflit en cours. Accueillir un réfugié quittant une zone de crise ne saurait être en effet, d'un point de vue politique, totalement neutre pour l'Etat de destination. Dans le cas tchéchène, la politisation de l'accueil est accentuée par l'engagement armé radical dans la guerre du centre fédéral russe, qui s'oppose en l'occurrence, à l'instar d'autres guérillas séparatistes, à ses propres citoyens. Fuir un conflit sur le territoire référence crée en fait une triple dialectique migratoire : aux relations simples réfugié/Etat d'accueil et réfugié/Etat d'origine, s'ajoute une interaction déterminante entre Etat d'accueil et Etat d'origine. Les migrants tchéchènes, en se réfugiant à l'étranger, deviennent ainsi un enjeu diplomatique dont la gestion n'est pas sans conséquence sur l'évolution et la structuration de la communauté exilée.

Selon les pays de destination et les relations qu'ils entretiennent avec la Russie, les cadres d'accueil apparaissent plus ou moins sécurisés. Or, on l'a vu, après un premier mouvement relevant plutôt de l'émotionnel, le choix de la cible ultime d'immigration se veut surtout rationnel et fondé sur le critère primordial qu'est le besoin de sécurité. L'élément politique n'intervient que pour une minorité de réfugiés, qui aspirent à continuer la guerre en s'appuyant sur des pays « amis ». Les Etats européens, sans exception, offrent les garanties sécuritaires que recherchent la plupart des Tchétchènes. Diplomatiquement, face à la Russie, ceux-là n'éprouvent pas en effet la moindre difficulté à évacuer l'enjeu tchéchène des relations bilatérales, dans la mesure où Moscou, qui entend devenir une puissance internationale respectée, n'a pas intérêt véritablement à soulever le problème ; la discussion porterait rapidement sur les exactions terribles des opérations russes en Tchétchénie. Les Etats du Caucase Sud, Azerbaïdjan et Géorgie, ainsi que la Turquie, n'ont, en revanche, pas les mêmes facilités, d'autant qu'ils ont été pendant longtemps utilisés par les séparatistes tchéchènes comme bases arrière, dont certaines subsistent encore en 2007. Cette ambivalence, caucasienne et turque, que compliquent des rapports parfois difficiles, en particulier pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie, avec le grand voisin russe, nuit à l'expression et à

l'organisation libre des communautés réfugiées tchéchènes, en voie de diasporisation, dans ces Etats d'accueil.

### ***A. Tchétchènes d'Azerbaïdjan : une communauté tolérée.***

L'Azerbaïdjan, dans les premières années de la décennie 2000, retrouve des élans de solidarité au nom d'une proximité caucasienne et musulmane, que le pays avait déjà manifestés pendant la 1<sup>ère</sup> guerre, de 1994 à 1996. Ainsi les autorités de Bakou laissent-elles transiter ressources financières et équipements légers venant de généreux donateurs, originaires des Etats arabes du Golfe ; de même l'Azerbaïdjan accueille-t-il plusieurs milliers de réfugiés tchéchènes, presque 10000 au pic de la migration en 2003. Les relations avec la Russie a priori ne peuvent que pâtir de ce laisser-faire azéri. A ces dates, cependant, Bakou est déjà parvenu à s'affranchir de Moscou et dispose même de quelques atouts économiques limitant l'influence de la puissance russe. Les inquiétudes diplomatiques bilatérales que soulève cette question tchéchène s'effacent donc rapidement sous l'effet d'une gestion efficace du problème par le gouvernement d'Azerbaïdjan. Celui-ci réussit à concilier deux exigences : conserver d'une part des rapports normaux avec la Russie et permettre d'autre part aux réfugiés de Tchétchénie de vivre en relative sécurité à certaines conditions. Cet équilibre politique ne suffit pas, cela étant, à satisfaire les migrants, qui, paradoxalement, au fil des années, en viennent à adopter des postures politiques, non plus dans le cadre du conflit en Tchétchénie, mais contre la politique d'accueil déléguée en grande partie aux organisations internationales présentes sur place. Il est intéressant de noter, en l'occurrence, que cette politisation de l'accueil accentue la marginalisation sociale des migrants dans le pays.

#### **1) Relation avec la Russie : l'enjeu tchéchène disparu.**

A la lecture de la presse russe, azérie et internationale, il apparaît qu'au niveau interétatique, l'enjeu tchéchène, s'il n'est pas absent des relations bilatérales entre la Russie et l'Azerbaïdjan, ne constitue nullement un thème prioritaire de négociations. Les milliers de migrants tchéchènes ont été rarement instrumentalisés dans un sens ou dans l'autre. Les deux

pays ont simplement trouvé un intérêt mutuel à ne pas introduire cette problématique gênante dans leurs entretiens diplomatiques.

### **La Russie : un partenaire parmi d'autres.**

Vis-à-vis de l'Azerbaïdjan, la Russie manque de moyens de pressions. Les dirigeants russes comprennent vite qu'il n'est pas dans leur intérêt d'offrir aux autorités azéries un nouvel objet de marchandage en exigeant par exemple que Oumar Khanbiev<sup>1</sup>, ministre de la Santé du gouvernement tchéchène indépendantiste, envoyé spécial du président pour les négociations de paix jusqu'à 2005, ne puisse plus se rendre en Azerbaïdjan, où réside sa famille, ou qu'Anzor Maskhadov, le fils du président Aslan Maskhadov tué par les Russes en 2005, soit expulsé vers un autre pays. De manière plus générale, la Russie ne fait pas de ces présences tchéchènes un moyen de chantage contre l'Azerbaïdjan<sup>2</sup> ; jamais Bakou n'est mis devant le choix d'être accusé publiquement d'abriter des terroristes criminels internationaux qu'il faudrait extradier ou d'accorder des concessions substantielles à Moscou en échange de son silence. La Russie, en effet, aurait à payer ces efforts azéris d'un prix sans doute trop élevé, compte tenu des avantages politiques et économiques que l'Azerbaïdjan possède en plusieurs domaines.

- Les ressources énergétiques. Selon les statistiques du Fonds monétaire international, la production pétrolière azérie devrait s'accroître de manière significative jusqu'à atteindre un pic en 2009 à 1,3 millions de barils/jour<sup>3</sup>. De même, la production en gaz, grâce au développement et à la mise en exploitation optimale du champ de Shah Deniz devrait à l'horizon 2010 évoluer autour de 20 milliards de m<sup>3</sup> par an<sup>4</sup>. Or la Russie qui a déjà subi d'importants revers sur les voies d'exportation des hydrocarbures azéris, Bakou-Tbilissi-Ceyhan pour le pétrole et Bakou-Tbilissi-Erzouroum pour le gaz, cherche au

---

<sup>1</sup> Il vit à Bakou avec sa famille jusqu'à 2007.

<sup>2</sup> Selon de nombreux témoignages concordants, recueillis sur le terrain.

<sup>3</sup> En 2005, la production s'élève à 350 000 barils/jour et la production de gaz à 4,7 milliards de m<sup>3</sup>. A titre comparatif, la même année, selon l'Agence internationale de l'Energie, le Kazakhstan produit 1,5 millions de barils par jour, l'Arabie Saoudite, 10 millions. [www.iea.org](http://www.iea.org)

<sup>4</sup> International Monetary Fund. *Azerbaijan Republic – Selected Issues and Statistical appendix*. IMF Country report n°02/41, March 2002. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sctr/2002/cr0241.pdf> [consulté le 22 février 2005].

début de la décennie 2000, à revenir dans le secteur de la production. La compagnie russe Lukoil, qui a vendu sa participation de 10% dans l'AIOC (Azerbaijani International Operating Company), le principal consortium pétrolier azéri, mais qui a conservé ses parts (10%) dans le consortium gazier gérant Shah Deniz, manifeste en 2003 son intérêt pour intégrer le nouveau projet Zafar Mashal, prometteur à l'époque.

- Une relation en construction avec l'OTAN. La Russie ne peut se permettre de laisser l'Alliance atlantique renforcer ses positions en Azerbaïdjan et multiplie donc les accords militaires avec l'Azerbaïdjan : contrats d'armements, contrats de maintenance de matériels, formation de personnel, location de la base radar de Gabala. Le Kremlin espère ainsi limiter au maximum le rapprochement entre Bakou et l'OTAN, et contrebalancer l'influence américaine croissante dans le Caucase Sud.
- Des liens privilégiés avec la Turquie. Le partenariat turco-azéri est constitué contre l'Arménie ; il ne faudrait pas qu'il soit également orienté contre la Russie. Celle-ci, déjà exclue de voies d'exportation énergétique ne souhaite pas perdre le contrôle des réseaux de transport dans le Caucase Sud, dont la dimension est-ouest de l'Azerbaïdjan à la Turquie par la Géorgie est en phase de développement. Ainsi, le gouvernement russe a-t-il obtenu en 2005 que la voie de chemin de fer dans le corridor nord-sud, reliant l'Iran à la Russie passe par l'Azerbaïdjan et non pas par l'Arménie<sup>1</sup>.
- Le conflit du Nagorno-Karabagh. Toute concession obtenue par la Russie de la part de l'Azerbaïdjan pourrait se traduire, en échange, par un assouplissement du soutien russe à l'Arménie sur le Nagorno-Karabagh, voire par des pressions sur Erevan de manière à favoriser un accord dans le sens des intérêts azéris.

### **L'Azerbaïdjan d'Ilham Aliev, un Etat encore fragile.**

L'avènement d'Ilham Aliev au pouvoir en 2003 limite les marges de manœuvre azéries et crée un appel d'air dont profite la Russie. L'ancien président d'Azerbaïdjan, Heïdar Aliev, malade, souhaite imposer son fils à la présidence. L'appui du père cependant ne suffit pas, d'autant que celui-ci disparaît rapidement. Ilham, élu président, se retrouve seul face aux anciens alliés de son père, en particulier Ramiz Mekhtiyev, directeur de l'Administration

---

<sup>1</sup> Samuel Maritorsyan. « Armenian-Russian relations face uncertain ties ». *Eurasia Insight*, Eurasianet.org, 24 February 2005.

présidentielle et Namik Abbasov, tout puissant ministre de la Sécurité nationale, qui entendent d'une part préserver leurs prérogatives et voudraient d'autre part profiter de la faiblesse relative du fils pour accroître leur domination ou même l'évincer à leur profit. Or au cours du second semestre 2003, il est à noter que les responsables russes se succèdent en Azerbaïdjan, apportant leur soutien au candidat puis au président élu, Ilham Aliev. Rien n'est prouvé, mais dans le contexte objectif de cette période électorale en Azerbaïdjan, il est probable que le Kremlin ait donné à l'héritier dynastique des garanties en cas de troubles. A titre indicatif, il est intéressant de remarquer que Namik Abbasov est démis de ses fonctions quelques mois plus tard, en août 2004. A cette date, Moscou parvient à remodeler l'ensemble de ses relations avec Bakou, c'est-à-dire se présenter en partenaire incontournable du nouveau pouvoir azéri qui doit s'affirmer, remédiant au passage à l'affaiblissement de son influence politique et économique dans le pays.

Par ailleurs, le tropisme occidental et européen en particulier de l'Azerbaïdjan, manifeste dès les années 1990, ne saurait autoriser une politique hostile aux migrants tchéchènes. Il n'est pas envisageable en effet, au nom des droits de l'homme et des réfugiés, que Bakou expulse vers la Russie des personnalités tchéchènes de la résistance ; les autorités azéries ont assez de problèmes dans leurs relations avec l'Europe à propos de leurs propres opposants politiques pour vouloir éviter de prêter un nouveau flanc à la critique européenne. De plus, on l'a vu, l'Azerbaïdjan a par tradition historique une position plutôt favorable envers l'indépendance tchéchène en réponse au soutien russe à l'Arménie sur le Nagorno-Karabagh. Il n'y a donc aucune raison de sacrifier les réfugiés tchéchènes, notamment les quelques personnalités encore actives, à de meilleures relations avec Moscou.

### **Un accord tacite russo-azéri sur la communauté réfugiée tchéchène d'Azerbaïdjan.**

Dans ces conditions de dépendance mutuelle, il est probable que les deux pays soient parvenus à un compromis : Moscou tolère l'accueil azéri des réfugiés tchéchènes, y compris les représentants de la guérilla qui cherchent dès 1999 à reconstituer une base arrière en Azerbaïdjan, contre quoi, Bakou veille à ce que ces activités aient une visibilité politique minimum. C'est sans aucun doute au nom de cet accord tacite qu'une personnalité trop publique et trop symbolique comme Alla Doudaeva, épouse du premier président tchéchène Djokhar Doudaev, a été incitée à quitter le pays à la fin 2003. Il est vrai qu'au fil des



événements, après le 11 septembre 2001 et les prises d'otages au théâtre de la Dubrovka à Moscou en octobre 2002 et à l'école de Beslan en septembre 2004, la position russe paraît considérablement renforcée au sein du compromis. En octobre 2002, les autorités azéries ne peuvent éviter de fermer le centre culturel tchéchène qui sert de bureau officiel de la représentation tchéchène d'Itchkérie et d'interdire de trop visibles transferts financiers ou logistiques vers la Tchétchénie, au départ de l'Azerbaïdjan. Ainsi également, les officines islamistes installées à Bakou, représentant d'importantes organisations non gouvernementales koweïtiennes, saoudiennes, qataries, disparaissent-elles officiellement de la capitale azerbaïdjanaise. En 2004, toute base d'organisation politique tchéchène disparaît du pays. La communauté tchéchène d'Azerbaïdjan n'est tolérée qu'à condition qu'elle se mette en sommeil politique. Un proche des personnalités politiques tchéchènes de Bakou, désirant rester anonyme, le confirme<sup>1</sup>.

« Oumar Khanbiev ne peut avoir de fonctions politiques à Bakou. Il est surveillé par les services secrets azéris qui lui interdisent de mener sur le territoire toute activité politique. Ainsi, il a dû refuser un entretien avec la délégation de la Croix rouge en Azerbaïdjan.

Il en va de même pour Ali Assaev [représentant de l'Etat d'Itchkérie en Azerbaïdjan]. Il ne peut établir en Azerbaïdjan, même de manière officieuse, de base politique de la résistance. Le pouvoir azéri serait alors dans une position délicate face à Moscou. Celui-ci n'a qu'une fonction de facilitateur ou d'intermédiaire entre les réfugiés tchéchènes et les autorités locales ou entre d'éventuels bienfaiteurs musulmans et les réfugiés à l'occasion par exemple des fêtes religieuses.

La diaspora tchéchène en Azerbaïdjan n'est nullement capable de mener la moindre action politique. Les seuls réseaux politisés actifs seraient ceux qui ne gêneraient pas les Russes ou que ces derniers instrumentaliserait ».

Rien n'est public, rien n'est officiel. Il est assez révélateur de constater que seules des écoles tchéchènes ou des organisations non gouvernementales à buts humanitaires fonctionnent, sans être légales cependant.

Dans un contexte si surveillé, Anzor Maskhadov, Oumar Khanbiev et la plupart des responsables et personnalités politiques tchéchènes quittent finalement l'Azerbaïdjan pour l'Europe. La Russie indirectement obtient donc gain de cause en les éloignant de la Tchétchénie. Pour autant, cela ne facilite en rien les relations bilatérales entre les deux pays. Leur existence ayant été éclipsée, leur départ est sans conséquence.

---

<sup>1</sup> Entretien n°14, anonyme, Bakou, mars 2005.

## **2) Montée des revendications tchéchènes : critiques des conditions d'accueil.**

Compte tenu de l'impératif diplomatique à l'égard de la Russie, la présence tchéchène en Azerbaïdjan est quasiment niée par les autorités azéries. Les migrants ne font l'objet d'aucune attention ou solidarité étatique spécifique. Ils ne sont que tolérés juridiquement et socialement. Les migrants tchéchènes n'ont pas de statut légal ; les autorités refusent de considérer les demandes d'asile, même si l'Etat azerbaïdjanais est signataire de la Convention de 1951 et dispose de lois propres et conformes au droit international en cette matière. Les réfugiés n'ont ainsi aucun droit positif à faire valoir : ils ne peuvent que bénéficier de la bonne volonté de l'administration azerbaïdjanaise qui les autorise à rester sur le territoire, y organiser des activités humanitaires et sociales tant qu'elles ne gênent pas l'ordre public et à circuler entre la Tchétchénie (Fédération de Russie et l'Azerbaïdjan) à leurs risques et périls. Il est vrai qu'avec deux millions de déplacés intérieurs, originaires du Nagorno-Karabagh et des régions avoisinantes toujours sous tutelle arménienne, les autorités azéries ont d'autres priorités auxquelles elles consacrent d'importants moyens au détriment sans doute des populations immigrées ou réfugiées. Il est apparu en somme assez commode de déléguer la gestion et l'accueil des réfugiés tchéchènes aux représentations locales de quelques organismes internationaux, ce qui n'est pas cela dit sans poser d'importantes difficultés sociales.

### **Le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) surchargé, dépassé et critiqué<sup>1</sup>.**

Face à la démission volontaire de l'Etat azerbaïdjanais, les réfugiés s'adressent naturellement aux représentations locales des agences spécialisées des Nations Unies. Le HCR est d'emblée sollicité, pour toutes les questions afférentes à l'accueil juridique, humanitaire et social des milliers de migrants tchéchènes arrivant au début des années 2000. En guise de statut juridique, le HCR fournit à chaque réfugié une lettre requérant des autorités

---

<sup>1</sup> Pour une description complète des conditions d'accueil des réfugiés tchéchènes en Azerbaïdjan, se reporter au rapport de Anna Mørck. *Chechen Refugees in Baku, Azerbaijan. A needs assessment*. Oslo: Norwegian Refugee Council, 2006. 51 p.

d'Azerbaïdjan de ne pas le déporter dans la mesure où sa demande d'asile dans un pays tiers et/ou de statut de réfugié international est encore en cours d'examen. Certains en bénéficient plusieurs années durant ; d'autres la renouvellent régulièrement. Elle est bien acceptée par la police lors de contrôles impromptus. Sur les plans humanitaire (santé essentiellement) et social, l'instance onusienne ne peut guère faire davantage que d'accorder une aide financière par roulement de trois mois aux migrants les plus nécessiteux, soit par famille et par mois en moyenne, 100 dollars. Rapportée au coût de la vie dans le pays, en particulier pour le logement, cette somme s'avère absolument insuffisante, même si elle est indispensable.

D'autres organismes, parmi lesquels le Conseil norvégien des Réfugiés (NRC<sup>1</sup>), l'organisation non gouvernementale azérie Hayat et des associations religieuses apportent des aides complémentaires. L'organisation norvégienne, source de solidarité additionnelle la plus importante, distribue régulièrement des produits alimentaires aux réfugiés et soutient financièrement des initiatives scolaires tchéchènes. Hayat fournit essentiellement des fournitures mobilières et des vêtements. Quant aux organismes religieux, l'United Methodist Committee on Relief (UMCOR), en partenariat avec le HCR, met à disposition des réfugiés une polyclinique dispensant les soins de base et une éducation médicale minimale ; une partie des migrants bénéficient également, dans une certaine mesure, de l'aumône musulmane de la part de groupes islamistes informels, autour de la grande mosquée sunnite de Bakou, Abou Bakr. En dehors de ces structures légales, beaucoup tentent par ailleurs de trouver un emploi non déclaré, au risque de ne pas percevoir leur salaire au terme des travaux. Il n'est pas rare enfin que des femmes pratiquent un commerce de valises balbutiant avec la Tchétchénie.

Ces conditions d'accueil, particulièrement précaires, interdisent toute perspective de stabilisation sociale pour les réfugiés, notamment les familles. Exaspérés et se sentant délaissés, une poignée d'entre eux lance, au début de l'année 2005, une grève de la faim qui se veut une protestation politique contre le HCR. Ibraguim, le jeune leader du mouvement, explique ainsi les raisons de cette réaction et les revendications tchéchènes<sup>2</sup>.

« Le HCR est au cœur des critiques. La plupart des réfugiés considèrent que le traitement de leur dossier dans le cadre d'une demande du statut international n'est pas juste. Ils ne comprennent pas pourquoi ils reçoivent

---

<sup>1</sup> Sigle en anglais, couramment utilisé dans la littérature, désignant le Norwegian Council for Refugees.

<sup>2</sup> Entretien n°12, Ibraguim, jeune ancien combattant, porte-parole des grévistes de la faim, Bakou, mars 2005.

systématiquement une réponse négative qui ne tient pas compte du risque avéré qu'ils encourraient s'ils revenaient en Tchétchénie.

Les réfugiés revendiquent donc la révision de tous les statuts conformément à la convention de 1951 et l'augmentation des aides financières. »

Certains réfugiés même n'hésitent pas à accuser le HCR de travailler au service du gouvernement de Russie et de nuire volontairement aux requérants tchéchènes. Les représentants onusiens reconnaissent bien sûr les manques, mais avouent ne pas pouvoir faire plus. Concernant la question des statuts par exemple, aux dires du représentant du HCR à Bakou, depuis la tragédie de Beslan, il devient délicat d'obtenir pour un réfugié de Tchétchénie un asile dans un pays tiers ; de même, le budget accordé annuellement au bureau d'Azerbaïdjan pour les programmes réservés aux Tchéchènes ne semble pas aussi systématique qu'avant et doit être longuement négocié<sup>1</sup>. Le NRC, Hayat, ainsi que les autres structures échappent alors à la vindicte tchéchène. La cible est explicitement internationale, ce qui permet d'une part d'éviter d'affronter directement l'Etat d'Azerbaïdjan et d'autre part de chercher à mettre la communauté internationale, à savoir essentiellement les puissances occidentales, devant leurs responsabilités à l'ONU. Au fil des mois qui suivent, les situations sociales et humanitaires des réfugiés ne s'améliorent pas. Dès lors, les réactions tchéchènes évoluent et tendent à inclure un plus grand nombre d'acteurs, conduisant à la politisation en interne des conditions d'accueil et à des conséquences assez négatives sur la formation diasporique tchéchène dans le pays.

### **2007 : politisation des conditions d'accueil et défaillance diasporique.**

Le HCR demeure une cible privilégiée. Aux critiques en matière juridique et sociale succèdent les revendications sécuritaires. Un événement tragique, survenu à la fin 2006, provoque la mobilisation des réfugiés. Début novembre, un jeune homme d'une trentaine d'années, Rouslan Eliev, disparaît à Bakou sans laisser de traces ; il est retrouvé mort quelques mois plus tard dans une forêt en Tchétchénie. Début 2007, un organisme représentatif tchéchène informel, le Conseil des Réfugiés tchéchènes, s'adresse officiellement au Haut Commissaire, Antonio Guterres, et appelle différents gouvernements européens à accueillir les familles vivant actuellement en Azerbaïdjan dans des conditions

---

<sup>1</sup> Chechen refugees in Azerbaijan threaten to expand hunger strike over aid, *AFP*, 24 février 2005.

humanitaires catastrophiques<sup>1</sup>. Sans réponse obtenue, en février 2007, une cinquantaine de migrants tchéchènes manifestent devant le bureau du HCR à Bakou exigeant l'asile dans des pays tiers. Ils évoquent devant la presse les risques de kidnappings, le manque d'argent, les difficultés sanitaires et les besoins en nourriture<sup>2</sup>. Leurs revendications ne changent pas mais semblent devenir plus pressantes.

Dès le printemps, les réfugiés se tournent vers les autorités d'Azerbaïdjan. Le 21 juin, quelques dizaines de réfugiés se rassemblent dans la rue et demandent au gouvernement de meilleures conditions d'accueil et la possibilité de se voir octroyer un statut juridique. C'est la première fois qu'est publiquement sollicité l'Etat azerbaïdjanais et donc critiqué implicitement. Ils ne sont évidemment pas entendus, mais un pas est franchi. Désormais, « l'accueil » devient un objet de contestation pour les migrants, qui sont relayés au niveau international. Ainsi, plusieurs personnalités, militantes des droits de l'Homme, tchéchènes et non tchéchènes, s'adressent-elles au président Ilham Aliev et en appellent-elles à sa clémence, lorsqu'il faut faire libérer un réfugié arrêté. Dans leur élan, même le NRC, jusqu'alors épargné, est concerné. Le 23 juin 2007, le porte-parole du mouvement tchéchène de protestation, Issa Akhyadov, dans une interview au journal azerbaïdjanais en langue russe *Eho*, déclare que « les employés tchèques et polonais du NRC sont en fait depuis longtemps recrutés par les services de sécurité russes »<sup>3</sup>. Il accuse alors le NRC de restreindre volontairement le volume d'aide distribuée et d'ainsi pousser les réfugiés, faute de solidarité en Azerbaïdjan, à revenir en Tchétchénie où ils sont en danger de mort. Il est vrai qu'au même moment, sous la pression de ses sponsors, l'organisation norvégienne s'interroge sur la pérennité de ses activités dans le pays et envisage de les stopper à la fin 2007 ; ceux-là semblent indiquer que les ressources nationales de l'Azerbaïdjan étant en forte croissance, l'Etat est capable de s'occuper seul des réfugiés et de ses déplacés du Nagorno-Karabagh et des provinces sous contrôle arménien. Les réfugiés tchéchènes peuvent en effet se sentir encore délaissés, et réagir sans doute de manière excessive. Ils comprennent aussi et surtout qu'ils ont désormais à traiter directement avec le gouvernement azerbaïdjanais et la présidence en particulier.

---

<sup>1</sup> *Kavkazki Uzel* [le nœud du Caucase], 10 janvier 2007.

<sup>2</sup> *Turan*, Bakou, 28 février 2007.

<sup>3</sup> *Eho*, 23 juin 2007.

Tant que les conditions d'accueil ne sont qu'un objet de conflit entre les réfugiés et les instances internationales de solidarité, les aspects politiques ne priment guère. Certes l'inaction de la communauté internationale sur le conflit tchéchène est stigmatisée, mais cela ne saurait constituer un véritable motif de mobilisation politique en Azerbaïdjan. Les manifestations contre le HCR, souvent maladroites, visent essentiellement à faire pression pour accélérer le traitement de certains dossiers et le déploiement plus rapide de moyens. A compter de 2007 cependant, sont mis en cause les choix politiques du gouvernement azerbaïdjanais quant au traitement des réfugiés. Dès lors l'accueil se politise entre les Tchétchènes et l'Etat d'Azerbaïdjan. En extrapolant, les migrants tchéchènes pourraient être amenés à soutenir une force d'opposition locale qui prenne en compte leur situation. La communauté tchéchène pourrait devenir un groupe de pression, engagé dans le jeu intérieur azerbaïdjanais. C'est en 2007 encore loin d'être le cas, mais c'est bien cette tendance qui émerge. Les Tchétchènes réfugiés n'en sont que plus soudés. La mobilisation façonne, renforce la communauté diasporique, mais il s'agit d'un communautarisme « d'opposition » parce qu'en voie de politisation en Azerbaïdjan. Il devient en conséquence logiquement beaucoup plus difficile aux membres de cette diaspora « d'opposition » qui se forme, de s'intégrer au sein de la société azerbaïdjanaise. Il n'est qu'à observer en effet la généalogie de la diaspora tchéchène en Azerbaïdjan pour remarquer qu'en huit années, la politisation s'accroît en même temps que les perspectives d'intégration s'amenuisent<sup>1</sup>. La corrélation entre les deux phénomènes devrait apparaître clairement.

### ***B. Tchétchènes de Géorgie : une communauté surveillée.***

Tchéchènes et Géorgiens, depuis la proclamation de leur indépendance respective en 1991, entretiennent des rapports étroits mais non dénués d'incertitudes et d'ambiguïtés. Dès l'effondrement de l'Union soviétique, les deux peuples, luttant pour leur nouvel Etat, ont en commun l'ennemi russe dont il faut amoindrir l'influence politique et militaire dans le Caucase (du Nord et du Sud). Djokhar Doudaev en Tchétchénie et Zviad Gamsakhourdia en Géorgie se rapprochent. L'éviction de ce dernier par un ancien responsable soviétique

---

<sup>1</sup> La structuration diasporique de la communauté tchéchène d'Azerbaïdjan est abordée au chapitre V ci-après.

Edouard Chevardnadze au début de 1992 modifie quelque peu les relations et autorise un bataillon tchéchène emmené par le chef de guerre, Chamil Bassaev, sous couvert des services secrets militaires de Russie (GRU) à intervenir en faveur de la sécession abkhaze contre l'intégrité territoriale de la Géorgie. Les réalités stratégiques l'emportent cependant. A la fin des années 1990, contre la Russie qui, d'une part, continue de nourrir les séparatistes abkhazes et ossètes, empêchant un accord politique définitif entre les parties et qui, d'autre part, malgré son retrait de Tchétchénie, ne cesse de préparer sa revanche, les responsables tchéchènes et géorgiens sont obligés de s'entendre et tentent de s'entraider. Cette connivence dure tout au long de la décennie 2000, d'Edouard Chevardnadze à Mikhaïl Saakashvili mais n'est pas exempte, coté géorgien essentiellement, d'instrumentalisations politiques dans le cadre de relations bilatérales avec la Russie. La Géorgie mène en fait un double jeu sur la question tchéchène qui couvre, dans ce cas, les opérations de guérilla et la présence de réfugiés sur son territoire. Cette posture ambiguë est assez bien rendue par l'opinion populaire géorgienne qui peut se résumer ainsi : « on ne peut pas totalement faire confiance aux Tchétchènes, mais pour le moment, compte tenu de l'interventionnisme russe en Abkhazie et en Ossétie du Sud, en dépit de nos propres 250 000 réfugiés géorgiens d'Abkhazie, il faut pouvoir les accueillir et les aider »<sup>1</sup>. Les décideurs et acteurs politiques géorgiens ont simplement ajouté la possibilité de tirer partie de cette situation, en matière de politique extérieure d'abord, mais aussi au niveau intérieur dans le cadre des bouleversements qui suivent l'accession au pouvoir de Mikhaïl Saakashvili.

### **1) La Russie : un ennemi commun ?**

La Géorgie, depuis 1994, accueille et protège dans une certaine mesure des réfugiés tchéchènes. Au cours de la première guerre, les autorités laissent transiter des combattants qui vont se soigner en Turquie ou en Azerbaïdjan et qui reviennent au front. Elles ferment les yeux sur les acheminements de ressources diverses, financières et humaines, qui traversent le pays ou qui y patientent en attente d'opérations. La Géorgie, par sa double proximité politique et géographique, fait office de base logistique pour la guérilla tchéchène. En 1999, de nouveau, elle est réactivée. En aucun cas cependant, cette ouverture géorgienne n'a d'impact

---

<sup>1</sup> Synthèse personnelle sur la base d'observations de terrain, Géorgie, mai 2004.

déterminant dans la conduite des opérations. Ce n'est pas en Géorgie que la guerre est gagnée en 1996 et perdue en 2002/2003.

### **La vallée de Pankissi : une base arrière.**

La vallée géorgienne de Pankissi, au pied de la chaîne du Caucase, qui monte vers les versants montagneux tchéchènes, abrite de la fin de l'année 2000 au printemps 2002 plusieurs centaines de combattants sous les ordres de Rouslan Khamzat Guelaev. Y arrivent également des fonds en provenance de sponsors arabes, ainsi que des armes probablement, en quantité mesurée néanmoins. Ce lieu permet surtout aux hommes de s'y reposer pendant l'hiver et entre plusieurs opérations sur le terrain, l'été. Il ne sert nullement de tremplin de départ pour un accès direct en Tchétchénie ; le col qui sépare les deux Etats, Fédération de Russie et Géorgie, n'est praticable qu'en été, et de toute façon s'avère avec le matériel très délicat à franchir. Le ou les postes frontières, géorgien ou russe, ne font qu'accroître la difficulté, puisqu'il faut de surcroît corrompre les agents pour traverser, au prix de 1000 dollars pour de simples réfugiés, 5000 dollars pour un combattant et 15000 dollars pour un chef de guerre<sup>1</sup>. En réalité, les troupes tchéchènes installées dans la vallée de Pankissi rejoignent la Tchétchénie par les routes géorgiennes vers l'Est, par le Daghestan où les hauteurs sont moins imposantes. Il semble également qu'elles ont pu transiter par l'Ingouchie puis la Tchétchénie directement.

A l'été 2002, elles se rendent même jusqu'à la gorge de la Kodori à la frontière avec l'Abkhazie afin de répondre aux pressions russes, avant de repartir sous escorte géorgienne vers le Daghestan puis la Tchétchénie. A cette date, l'arrivée des instructeurs américains oblige Tbilissi à limiter la visibilité de son soutien aux combattants tchéchènes. La vallée de Pankissi est alors étroitement surveillée et vidée de la plupart des individus encore actifs. Seule une minorité demeure. En 2003, les mouvements au départ de Pankissi sont très limités et ne concernent surtout que des réfugiés qui passent le col. Par la suite, au début de l'hiver 2003/2004, alors que Rouslan Guelaev est pourchassé dans la montagne daghestanaise, le reste de ses troupes trouve refuge dans la vallée de Géorgie. A la mort du chef de guerre au début 2004, la plupart déposent les armes. Pankissi devient dès lors une zone d'attente et de repos pour les quelques dizaines de combattants qui souhaitent désormais gagner la Turquie,

---

<sup>1</sup> Entretien, anonyme, Vallée de Pankissi, mai 2004. La présence des gardes frontières et le prix de la traversée ne sont pas confirmés. Ces informations ne sont données qu'à titre indicatif.



l'Azerbaïdjan et surtout l'Europe. Ceux-là passent largement inaperçus, et ne sont de toute façon plus actifs, parmi les quelques centaines de familles, avec personnes âgées et enfants qui composent la grande majorité de la communauté réfugiée tchéchène de la vallée de Pankissi à compter de cette date<sup>1</sup>.

Vis-à-vis de la Russie qui n'a cessé d'accuser la Géorgie d'offrir un tel sanctuaire à des terroristes internationaux, la vallée de Pankissi est un atout politique important. Jusqu'à 2005, en effet, elle est un argument essentiel de la négociation bilatérale. Elle permet au gouvernement de Tbilissi d'exiger de la Russie des concessions contre la mise en sommeil des activités militaires tchéchènes dans la zone, ce qui en l'occurrence ne requiert pas d'efforts particuliers. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre également la liberté de mouvement donnée aux troupes de Guelaev sur le territoire géorgien. Enfin, en 2002, il ne faut pas oublier que cette base arrière tchéchène à Pankissi est l'une des raisons qui amène en Géorgie les instructeurs militaires américains, appelés à former les militaires géorgiens à la lutte contre le terrorisme ; par là, Tbilissi fait clairement savoir, à Moscou notamment, sa volonté de rééquilibrage politique vers l'Occident. Cette présence armée tchéchène, au fond et paradoxalement, renforce la position diplomatique géorgienne. Il s'agit seulement d'en faire un bon usage.

### **L'OSCE et l'enjeu de la surveillance des frontières<sup>2</sup>.**

Dès 2000, la Géorgie résiste mal aux pressions russes de plus en plus insistantes, visant à limiter les passages transfrontaliers réguliers de groupes tchéchènes armés. A plusieurs reprises, Moscou menace d'intervenir directement sur le territoire géorgien, par l'intermédiaire de ses services de sécurité ; les autorités russes envisagent également des survols de la région en hélicoptère et donc de pénétrer dans l'espace aérien. Afin d'éviter d'éventuelles violations de sa souveraineté territoriale par la Russie, la Géorgie demande l'intervention des Etats-Unis. Ces discussions finalement aboutissent à la conclusion d'un accord tripartite, Russie – Géorgie – Etats-Unis prévoyant la mise en place rapide d'une mission spécifique de l'OSCE. L'organisation déploie une multitude d'outils de haute technologie et 130 gardes frontières originaires de trente pays différents dont la Russie. Par

---

<sup>1</sup> Selon les observations du bureau du HCR de Géorgie, rapportées par Sebastian Smith. « Georgia : Pankisi in firing line ». *Caucasus Reporting*, IWPR, 23 septembre 2004, n°254.

<sup>2</sup> Entretien avec Sebastian Smith, journaliste correspondant de IWPR, Tbilissi, mai 2004.

ailleurs, conformément au mécanisme de transparence au sein de l'OSCE, chaque prise de vue, photo ou film, est envoyée en une heure à Vienne, puis transmise automatiquement aux Etats membres. De cette manière, la Russie contrôle indirectement l'ensemble de la frontière géorgienne.

Contrairement aux apparences, ce n'est pas seulement une victoire pour Moscou. La Géorgie réussit par là à impliquer, dans ses relations bilatérales avec la Russie, l'OSCE, une instance certes sans grande influence, mais qui ne se résume pas aux Etats faibles et dépendants qui composent la Communauté des Etats indépendants (CEI). Elle parvient de surcroît à prouver à l'Occident sa bonne conduite dans le cadre de la guerre en Tchétchénie, si jamais un doute persistait sur l'assimilation, voulue par la propagande russe, entre la guérilla tchétchène et le terrorisme islamiste international. Alors que toute la frontière est passée au crible des appareils et observateurs de l'OSCE, aucun passage illégal de groupe armé conséquent n'est en effet repéré et enregistré. Il n'est pas fait état en revanche des transits de petites formations. En 2003, lorsque la mission prend de l'importance, les troupes de Guelaev, à la demande des Géorgiens, ont de toute façon déjà quitté le pays par la frontière avec l'Ingouchie, qui à l'époque n'est pas surveillée par l'OSCE<sup>1</sup>. La Russie, dès 2004, se rend compte que cette mission remet en cause ses allégations contre la Géorgie, présentée comme un sanctuaire terroriste, et vote contre la poursuite de l'opération. Celle-ci ferme au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Cet exemple illustre bien les manipulations géorgiennes sur les mouvements armés séparatistes tchétchènes. Finalement, les autorités de Tbilissi savent profiter autant si ce n'est davantage de cette présence tchétchène que les combattants eux-mêmes des libéralités géorgiennes. Force est de remarquer également que cette instrumentalisation n'a pas été menée au détriment des groupes séparatistes. Ceux-là n'ont pas pâti, au contraire, des recommandations ou exigences géorgiennes. De plus, en 2003, les troupes tchétchènes elles-mêmes ont eu tendance à se diviser en petites unités mobiles et transparentes sur le terrain. Cette correspondance entre les intérêts tchétchènes et géorgiens n'est pas toujours assurée.

### **Le cas des extraditions de réfugiés tchétchènes vers la Russie.**

---

<sup>1</sup> Irakly Aladishvili. « Georgia border mission closes ». *Caucasus Reporting*, IWPR, 13 janvier 2005, n°269.

Il faut distinguer entre l'avant et l'après révolution des Roses à Tbilissi. Jusqu'à novembre 2003 et la victoire électorale de la coalition autour de Mikhaïl Saakashvili, rares ont été les déportations de réfugiés tchéchènes vers la Russie. Les premières, marquantes, ne surviennent d'ailleurs qu'en février 2003, dans des conditions obscures qu'il est difficile d'analyser. Treize combattants tchéchènes d'un groupe sous le commandement de Rouslan Guelaev sont arrêtés à la frontière par les gardes géorgiens à la fin de l'été 2002. Lia Moukhachavria, une avocate de Tbilissi, spécialisée dans la défense des réfugiés tchéchènes, précise<sup>1</sup>.

« Ces hommes, épuisés au retour de la gorge de Kodori et devant la difficulté de l'entrée en Tchétchénie, décident de déposer les armes et demandent l'asile politique en Géorgie en se rendant aux gardes frontières géorgiens en août 2002. Ils sont immédiatement arrêtés. Cinq d'entre eux sont extradés vers la Russie au printemps 2003. Parmi ceux-là, il semble que trois sont encore en prison en Russie, un a été libéré, le dernier est sans doute mort.

Concernant les huit autres, un premier, citoyen géorgien, est relâché, trois sont acquittés, dont Bekhan Mulkhoev et Khussein Alkhanov qui sont à leur sortie enlevés par les services russes ; le troisième, en liberté, se cacherait dans la vallée de Pankissi. Les quatre derniers sont encore en prison, depuis maintenant presque deux ans. Le jugement du 24 mai 2004 leur a été défavorable : ils ont été condamnés à 5 ans de prison ferme pour actes violents de résistance à l'administration pénitentiaire ».

Rien ne transparait des raisons qui ont motivé l'extradition de cinq d'entre eux dès le début de l'année 2003. En revanche, les cas de Bekhan Moulkoev, de Khussein Alkhanov et d'un troisième homme dont le nom n'est pas connu, gérés par la nouvelle administration au pouvoir à Tbilissi, apportent quelques éclaircissements sur la réalité de la politique géorgienne d'accueil. Ceux-là évitent de justesse l'expulsion, sous la pression de l'Association de Défense des Droits des anciens Prisonniers politiques présidée par Nana Kakabadze et de Lia Moukhachavria, qui font appel à la Cour Suprême de Géorgie, laquelle rend son verdict au bout de 7 mois. Ils sont rejugés en février 2004, alors que Mikhaïl Saakashvili est déjà président, puis les événements s'enchaînent, comme l'indique l'avocate : acquittement, disparition et réapparition quelques jours plus tard à la frontière russo-géorgienne, aux mains des services de sécurité de Russie.

Pour elle, il est probable, au vu du calendrier des relations russo-géorgiennes de février

---

<sup>1</sup> Entretien Lia Moukhachavria, avocate spécialisée dans la défense des réfugiés tchéchènes, Tbilissi, mai 2004.

2004, que le nouveau président Saakashvili ait voulu donner un signe de bonne volonté à l'attention de Moscou.

« L'enlèvement des deux Tchétchènes en février 2004 est vraisemblablement le fruit d'un marchandage entre la Russie et la Géorgie, même s'il est particulièrement difficile de savoir ce que la Géorgie aurait reçu en échange. Le calendrier, en tout cas, correspond : le 6 février, les Tchétchènes sont libérés à Tbilissi ; le 14, les présidents Saakashvili et Poutine se rencontrent à Moscou, le 24 février, juste avant l'arrivée d'une délégation de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, deux parmi les trois libérés sont kidnappés en pleine rue en plein jour et reparaisent quelques jours plus tard en Russie. Ils attendent aujourd'hui d'être jugés à Grozny. D'autres disent qu'ils sont détenus près de Stavropol.

Il est logique de considérer que le nouveau pouvoir n'a pas hésité à sacrifier les réfugiés tchétchènes sur l'autel de relations améliorées avec les Russes. Il est de plus matériellement possible que cet enlèvement ait été mené conjointement par des forces de police géorgienne et russe ».

C'est également la version défendue par Nana Kakabadze<sup>1</sup>.

« Concernant Moulkoev et Alkhanov, il est quasiment certain qu'un accord a été passé entre les forces de sécurité russes et géorgiennes. Les deux hommes sont enlevés sur l'avenue Roustavili, sortis de leur minibus alors qu'ils se rendent au ministère des Réfugiés pour se faire enregistrer. Ils sont ensuite conduits à la frontière. Le troisième individu, libéré en même temps, qui ne pouvait pas se rendre au ministère ce jour-là, se cache toujours dans la vallée de Pankissi. La version officielle, curieusement, affirme que les deux hommes se sont rendus d'eux-mêmes en Russie ».

Il apparaît ici que les Tchétchènes sont instrumentalisés au nom d'un intérêt géorgien national supérieur d'apaisement avec la Russie. Il est vrai que ce ne sont pas directement les « simples » réfugiés, non engagés dans la guerre, qui sont visés, mais les combattants. Ainsi, outre Bekhan Moukkhoev et Khussein Alkhanov, trois autres membres des forces de Guelaev, arrêtés en décembre 2003, sont livrés aux services russes en 2004. Il reste cependant que la communauté réfugiée n'est pas considérée comme une fin en elle-même qui pourrait faire l'objet d'un programme d'aide spécifique. Elle n'est admise que dans la mesure où elle ne nuit pas aux intérêts de la Géorgie, dans ses relations avec la Russie ou qu'elle peut servir ces intérêts, à l'instar des quelques Tchétchènes sacrifiés. Par la suite, de 2005 à 2007, l'Etat géorgien ne semble pas avoir procédé à d'autres extraditions. Le sort des réfugiés ne s'est pas non plus amélioré : ils demeurent sous une surveillance étroite. Les conditions, ainsi,

---

<sup>1</sup> Entretien n°94, Nana Kakabadze, présidente d'une ONG géorgienne de défense des droits des prisonniers politiques, Tbilissi, mai 2004.

paraissent réunies, comme en Azerbaïdjan, pour une politisation tchéchène contre les choix des autorités locales. Ce n'est pas le cas néanmoins, même si en effet une politisation du problème des réfugiés tchéchènes se produit. Elle est menée cependant par ceux en Géorgie qui disent les défendre. La communauté tchéchène en l'occurrence est victime d'une double instrumentalisation.

## **2) La présence tchéchène : un enjeu intérieur ?**

En 2004, les réfugiés tchéchènes deviennent un enjeu d'une opposition politique intérieure, sous l'impulsion de Mekke Khangochvili, responsable du département tchéchène à la Maison du Caucase<sup>1</sup>. La jeune femme s'engage dans la défense de la cause tchéchène courant 2003. Candidate à l'élection parlementaire (annulée) de novembre 2003, elle met en avant son origine kiste de la vallée de Pankissi, dont elle entend défendre les intérêts au Parlement sur la liste de la nouvelle droite. Elle se marie en février 2004 avec Oumar Idigov, un chirurgien tchéchène, combattant au sein du groupe de Rouslan Guelaev et accroît ainsi la légitimité et la crédibilité de son engagement en faveur d'une Tchétchénie indépendante et pour la défense des réfugiés tchéchènes en Géorgie. Le couple entend ainsi se servir politiquement de la présence de ces réfugiés dans la vallée de Pankissi. Il ne reconnaît cependant qu'un problème humanitaire et nie la dimension purement religieuse, selon laquelle cette région accueillerait aussi des wahhabites. Les propos d'Oumar Idigov sur la question sont assez éloquents<sup>2</sup>.

« Il faut mentionner certaines structures de solidarité, auxquelles les réfugiés tchéchènes refusent de souscrire. Parmi elles, il en est une d'inspiration wahhabite, financée par des fonds arabes, proche d'Al Qaida et qui semble fonctionner assez librement en Géorgie. Il est probable que cette association ait en partie acheté les services de sécurité géorgiens, afin de pouvoir agir en toute liberté dans le pays. Dans la vallée de Pankissi cependant, elle ne trouve pas d'échos et voit ses offres de financements repoussées par les anciens combattants tchéchènes réfugiés, qui ne veulent pas se

---

<sup>1</sup> La Maison du Caucase, en elle-même, n'a pas d'ambition politique. Financée en partie par une organisation allemande, il ne s'agit pas pour cette institution de promouvoir telle ou telle force politique ; sa fonction est culturelle. Toutefois Mekke Khangochvili, membre salarié de l'organisation, bénéficie de ces facilités de communication : accueil de journalistes géorgiens et étrangers, parution par l'intermédiaire de la Maison du Caucase d'une publication bimensuelle, *Kavkazki Akcent*.

<sup>2</sup> Entretien n°53, Oumar Idigov, médecin, proche d'un groupe ayant agi sous le commandement de Rouslan Guelaev, Tbilissi, mai 2004.

compromettre avec des radicaux islamistes. »

### **Amalgame des revendications : critiques du HCR et des autorités géorgiennes.**

Mekke Khangochvili et Oumar Idigov gèrent largement la communication et les relations publiques des réfugiés tchéchènes. Au début de mai 2004, il est possible ainsi qu'ils poussent une soixantaine d'entre eux à entamer une grève de la faim pour protester contre les conditions de vie dans les camps d'hébergement délabrés mis à leur disposition dans la vallée de Pankissi. Menée sans grande assiduité et sans suivi médical, elle se termine après quelques jours seulement, mais permet de mobiliser un temps l'attention à Tbilissi et de stigmatiser publiquement les faiblesses du HCR qui n'accède qu'à peu de demandes d'asile au sein de pays tiers plus sûrs. De nouveau en mars 2005, un groupe de réfugiés se met une semaine en grève de la faim devant le bureau du HCR à Tbilissi, exigeant l'élargissement du programme de réinstallation des réfugiés<sup>1</sup>. Le couple, également, facilite les voyages et reportages de journalistes internationaux dans la zone. Lors des visites, les déclarations des réfugiés mêlent de la même façon revendications alimentaires, juridiques et sécuritaires<sup>2</sup>.

« L'aide humanitaire n'est fournie depuis deux ans que par le HCR et se compose exclusivement de thé (de mauvaise qualité), de cubes de viande, de lait, de boîtes de sardines, de farine (bonne qualité) et de haricots (mauvaise qualité) ; jamais d'argent. Il est évidemment impossible de refuser ces produits, même ceux qui paraissent avariés. Il semble qu'on empêche les autres ONGs de travailler dans la zone.

Douze familles au total, arrivées en octobre 1999, vivent dans un bâtiment divisé en appartements privés. Les enfants sont admis dans une école géorgienne locale, qui fonctionne à peine dans la mesure où les salaires des professeurs ne sont pas payés.

Des opérations de nettoyage ont lieu fréquemment et correspondent vraisemblablement à un accord passé entre les présidents Mikhaïl Saakashvili et Vladimir Poutine. Les services de sécurité géorgiens viennent ainsi vérifier régulièrement les identités des réfugiés et emmènent souvent un ou plusieurs jeune(s) homme(s) qu'il faut ensuite faire libérer par la filiale du HCR à Achmeta. Certains réfugiés peuvent témoigner d'arrestations ; aucune cependant n'a eu lieu depuis 15 jours. On peut s'attendre prochainement à des opérations conjointes russo-géorgiennes ».

Oumar Idigov synthétise l'ensemble de ces doléances, en apportant quelques précisions

---

<sup>1</sup> Une partie seulement obtient satisfaction et quitte la Géorgie.

<sup>2</sup> Commentaires de réfugiés anonymes, Duïssi, mai 2004.

notamment sur cette omniprésence du HCR au détriment d'autres organismes<sup>1</sup>.

« L'organisme onusien se montre particulièrement réticent à prendre en mains véritablement la situation des réfugiés tchéchènes.

Concernant l'aide alimentaire d'abord, non seulement l'aide fournie est de mauvaise qualité, mais le HCR bloque de surcroît l'activité d'autres structures. Médecins sans Frontières (MSF) par exemple ne distribue plus de médicaments pour soigner les blessés tchéchènes. Jusqu'à fin 2002, les médecins de MSF intervenaient directement auprès des combattants et approvisionnaient la vallée de Pankissi en vivres et en médicaments. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. De même, depuis huit mois, le Comité norvégien des Réfugiés n'a plus l'autorisation de participer au financement d'une école tchéchène locale (achat d'ouvrages, rémunération des professeurs). La Croix Rouge enfin a récemment abandonné son programme tchéchène.

Sur le plan juridique ensuite, le HCR ne favorise en aucune manière les réfugiés tchéchènes menacés. Très peu ont pu être accueillis dans un pays tiers. Certains accusent le HCR de privilégier des Géorgiens, des Azéris, des Ukrainiens qui se font passer pour des Tchéchènes et qui corrompent les responsables du bureau de Tbilissi. Dans ces conditions, il est normal que 60 réfugiés à Duïssi entreprennent une grève de la faim et fassent ainsi valoir leur droit à une vie décente, qui suppose l'asile au Canada ou en Europe. »

Il ne manque pas non plus de relever systématiquement les arrestations, qu'il juge intempestives et injustifiées, de réfugiés<sup>2</sup>.

« Hier, encore, le 3 octobre 2004, la police a mené dans la vallée de Pankissi une opération spéciale contre « les terroristes ». Ils ont arrêté quatre personnes. Je n'en connais qu'une seule, il s'agit de A... Il est resté dix ans en prison à Grozny et a été libéré il y a deux mois. Voilà comment Saakashvili traite les Tchéchènes et les vend aux Russes. »

Le couple Idigov, clairement, se pose en défenseur de la cause tchéchène en Géorgie contre les méfaits du HCR et les abus des forces de sécurité géorgiennes au service de la Russie. Il ne peut dès lors que se rapprocher du mouvement de Nana Kakabadze, engagée au profit des prisonniers tchéchènes et très critique sur les extraditions dont s'est rendu coupable, selon elle, le nouveau pouvoir autour de Mikhaïl Saakashvili. Il est intéressant de noter par exemple que c'est Nana Kakabadze qui organise à Tbilissi le 13 mai 2004 la conférence de presse, en présence des représentants du HCR, de l'OSCE et d'ONGs locales, à la suite de la grève de la faim des 60 réfugiés tchéchènes de la vallée de Pankissi.

---

<sup>1</sup> Entretien n°53, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretien n°53, *ibid*, mail envoyé le 4 octobre 2004.

## **La réalité des menaces contre les réfugiés tchéchènes.**

Ce groupe tend à exagérer les difficultés des conditions de vie des réfugiés tchéchènes. Mekke Khangochvili et Oumar Idigov parlent ainsi régulièrement d'enlèvements multiples et de nombreuses pressions la nuit par les services de police géorgiens. Nana Kakabadze, quant à elle, s'emploie à amplifier les risques de la politique du gouvernement et parfois à diffuser des rumeurs non confirmées<sup>1</sup>.

« La Géorgie, manifestement, a adopté, en dépit de ses dénégations, une posture internationale véritablement prorusse, comme le laisse penser cette double facilité laissée à la Russie, à savoir des patrouilles communes à la frontière et la possibilité d'interventions russes directes sur l'ensemble du territoire géorgien contre des suspects tchéchènes. A cela s'ajoutent les actions des services géorgiens contre les réfugiés dans la vallée de Pankissi. »

Elle dit craindre également la généralisation des enlèvements de Tchétchènes, comme cela s'est produit en février 2004 pour Bekhan Mulkoiev et Hussein Alkhanov.

Ces potentialités ne sont en aucun cas avérées. Lorsque les réfugiés disent s'attendre à de prochaines opérations conjointes, ils sont davantage motivés par la peur que par l'expérience de celles-ci. La réalité de la situation et de la précarité est à nuancer. Les officiers juridiques du HCR, les responsables du bureau de liaison d'Akhmeta le disent eux-mêmes : les arrestations au hasard, les vérifications d'identité, les rétentions existent et ont existé mais ne sont pas fréquentes. Les réfugiés, quant à eux, indiquent, lorsque ni Mekke Khangochvili, ni Oumar Idigov ne sont présents, que ces opérations de vérification par les services géorgiens n'ont pas eu lieu depuis déjà plusieurs semaines, voire depuis plusieurs mois. Certains ajoutent que l'aide alimentaire qui certes laisse à désirer devrait s'améliorer<sup>2</sup>. Il serait ainsi erroné de croire que l'arrivée de Mikhaïl Saakashvili au pouvoir a accentué les problèmes des réfugiés tchéchènes et entraîné la détérioration de leurs conditions d'existence.

## **Une politisation manquée.**

L'instrumentalisation politique semble fonctionner au cours de la première année de mandat. Il peut y avoir sincèrement l'ambition de constituer une nouvelle opposition politique

---

<sup>1</sup> Entretien n°94, *ibid.*

<sup>2</sup> Commentaires de réfugiés anonymes, Jokolo, mai 2004.



au pouvoir de Mikhaïl Saakashvili, à qui clairement et ouvertement Nana Kakabadze dénie la posture démocratique, libérale et occidentale<sup>1</sup>.

« Il n'est pas proeuropéen. Il présente au contraire le profil typique de l'homme politique soviétique. Ses convictions ne sont pas démocratiques, il n'a pas l'esprit occidental, mais c'est lui avec Zourab Zhvania qui en parle le mieux. »

La défense des populations tchéchènes en Géorgie peut en l'occurrence s'avérer un bon moyen de se faire entendre. Au début de son mandat, en effet, le nouveau président fait quelques déclarations peu équivoques. A la fin de janvier 2004, il déclare ainsi que « la manque d'initiatives d'Edouard Chevardnadze sur la question séparatiste tchéchène est une politique dangereuse et qu'il faut resserrer les contrôles aux frontières »<sup>2</sup>. Il semble également qu'il ait dit en avril : « la vallée de Pankissi est occupée par les wahhabites et les enfants y parlent mieux arabe que géorgien »<sup>3</sup>. Cependant, les actes ne suivent pas. Les quelques extraditions qui ont lieu paraissent relever davantage des exceptions que d'une nouvelle politique. En aucun cas, ni les dizaines de combattants au repos dans la vallée de Pankissi ni Oumar Idigov ou d'autres personnalités tchéchènes actives politiquement à Tbilissi, à l'instar de différents correspondants pour les plus importantes agences de presse tchéchènes séparatistes, *Chechen Press* et *Kavkaz Tsentr*, ne sont menacés et peuvent se dire en insécurité. Au contraire, certains sont protégés par des amis ou alliés au sein des services de sécurité géorgiens, d'autres peuvent se déplacer librement entre la vallée de Pankissi, Tbilissi et l'étranger. Dès 2005, les tensions sur la présence tchéchène s'apaisent officiellement. Le ministre d'Etat géorgien pour la résolution des conflits, George Haindrava, rappelle que « la Géorgie a été l'unique pays à ouvrir ses portes au moment le plus dur pour les Tchétchènes et nous ne devrions jamais les fermer. Chacun de nos voisins, s'il est en difficulté, doit toujours pouvoir compter sur notre aide. Il est donc naturel qu'il y ait en Géorgie des réfugiés de la république tchéchène, et il y en aura jusqu'à ce que ceux-ci décident volontairement de partir, pour rentrer en Tchétchénie ou pour s'installer dans des pays tiers »<sup>4</sup>. Assez rapidement disparaît l'élan politique que Nana Kakabadze et Mekke Khangochvili, associées à Oumar Idigov, cherchaient à conférer à la question tchéchène en Géorgie. Le groupe s'essouffle.

---

<sup>1</sup> Entretien n°94, *ibid.*

<sup>2</sup> Propos rapportés par Daria Solovieva. « Georgia tackles Chechen Conundrum ». *Eurasia Insight*, 11 March 2004.

<sup>3</sup> Entretien avec Sebastian Smith, *ibid.*

<sup>4</sup> *Chechen Press*, 23 juin 2005.

Derrière la politisation, il transparait une rivalité plus profonde entre les structures géorgiennes autour d'intérêts financiers et de partenariats internationaux. La problématique tchéchène, à l'évidence, n'aurait pas suffi pour fonder une crédibilité d'opposition au niveau national. En revanche, la lutte pour l'obtention de sponsors de la part d'organisations non gouvernementales étrangères, occidentales en particulier, peut être source de frustrations et favoriser de vives réactions, y compris sur le plan politique. Nana Kakabadze, elle-même, le reconnaît<sup>1</sup>.

« Il s'est produit depuis la Révolution des Roses une recomposition du paysage associatif géorgien. Sous la présidence d'Edouard Chevardnadze, les principales ONGs géorgiennes, l'Institut des Libertés, la Fondation Soros, Kmara, l'Association de Défense des anciens Prisonniers politiques, étaient unies et travaillaient ensemble à l'ouverture du régime, en faveur de la démocratie. Elles recevaient de nombreuses bourses et sponsors.

En octobre 2003, l'Association de Défense des Prisonniers, qui ne veut pas dépendre d'intérêts politiques américains, refuse une offre financière de la Fondation Soros destinée à soutenir l'opposition au président Chevardnadze. C'est une autre organisation géorgienne, dirigée par Guigui Ougoulava qui reçoit les fonds. Celui-ci devient ensuite vice-ministre de la Sécurité d'Etat. Depuis, l'Association de Défense des Prisonniers politiques entretient de très mauvaises relations avec l'ensemble de ces ONGs et le nouveau président Mikhaïl Saakashvili, qui ont accepté l'argent américain. »

L'enjeu tchéchène n'est plus primordial et s'efface à partir de 2005 de la scène intérieure géorgienne. Il est repris par les Tchétchènes eux-mêmes au sein d'un Conseil de coordination des réfugiés sans liens solides et effectifs avec Mekke Khangochvili et Nana Kakabadze.

### ***C. Tchétchènes de Turquie : une diaspora interdite.***

Si, au cours de la première guerre de Tchétchénie, la solidarité avec les combattants caucasiens était clairement affichée par certains partis politiques turcs, la question devient plus sensible au début des années 2000. Sans doute faut-il invoquer l'effet 11 septembre qui rend suspecte toute cause islamisée. Il faut également tenir compte, on l'a vu, du rapprochement diplomatique et économique engagé par la Turquie vers la Russie. Or, depuis l'arrestation et l'emprisonnement d'Abdullah Öcalan qui prive Moscou d'un utile moyen

---

<sup>1</sup> Entretien n°94, *ibid.*

d'influence, au sens où il est plus difficile pour les Russes de se prévaloir d'un éventuel soutien aux Kurdes en vue d'obtenir quelques concessions turques et en particulier un arrêt total des flux divers et variés de et vers la Tchétchénie, les autorités d'Ankara, quant à elles, récupèrent avec l'arrivée de réfugiés tchétchènes (y compris des représentants du leadership séparatiste) sur le territoire turc, un objet d'échange tout à fait pertinent, susceptible de faciliter certains accords commerciaux avec les décideurs de Moscou. Il n'est qu'à citer par exemple l'expulsion de quelques Tchétchènes gênants, vers l'Azerbaïdjan ou vers l'Europe, qui aurait permis l'aboutissement de négociations économiques ; la rumeur ajoute qu'Abdoulla Gül, alors ministre des Affaires étrangères de Turquie, aurait rapporté de sa visite à Moscou en février 2004 une liste d'une vingtaine de noms. Muktedir Ilhan résume ainsi le calcul politique des décideurs d'Ankara<sup>1</sup>.

« La solidarité turque reprend au début de la seconde guerre en 1999. Très rapidement, cependant, le gouvernement turc ne souhaite pas sacrifier l'embellie de ses relations avec la Russie sur l'autel de la crise tchétchène. A la fin de l'année 2000, il ordonne la fermeture de la représentation officielle tchétchène indépendantiste à Istanbul et interdit toute intervention publique même sous son contrôle en faveur des résistants tchétchènes. L'homme d'affaires tchétchène, Khoz-Akhmed Noukhaev, proche des milieux séparatistes, n'est plus autorisé à se rendre en Turquie. La société civile et les initiatives privées prennent donc le relais. C'est à partir de ce moment que le Comité de Solidarité Caucase-Tchétchénie devient l'une des seules instances turques autorisée à fonctionner sur la question tchétchène.

Le gouvernement turc, cependant, ne se départit pas totalement de l'argument tchétchène : il l'utilise encore largement dans ses marchandages économiques avec la Russie, à l'instar de tractations qui ont pu être menées pendant la visite d'Abdulla Gül en Russie en février 2004. »

Pour autant les réfugiés et personnalités politiques tchétchènes encore actives, présents à Istanbul, ne sont pas tous sacrifiés sur l'autel du renouveau bilatéral. Le gouvernement turc parvient à préserver ses intérêts sur les deux tableaux, c'est-à-dire, à la fois, à approfondir ses relations avec Moscou tout en démontrant une neutralité bienveillante à l'endroit des Tchétchènes qui fuient ou qui combattent. Cette ambivalence turque suppose la parfaite maîtrise de la communauté réfugiée en question, de manière à éviter tout imprévu, scandale ou fait pouvant aisément être retourné contre l'Etat d'accueil. Il s'avère donc impératif, pour Ankara, de cadrer et canaliser la communauté réfugiée tchétchène. C'est à ce prix qu'est la

---

<sup>1</sup> Entretien n°97, Muktedir Ilhan, fondateur du Comité de Solidarité Caucase-Tchétchénie. Istanbul, novembre 2003.

pérennité des voies de financements séparatistes, passant par la Turquie et alimentant la guérilla.

### **1) Une communauté strictement encadrée.**

Les Tchétchènes, simples réfugiés ou encore actifs en Turquie, ne sont pas libres de leurs actes. Instrumentalisés dans la négociation avec la Russie, il n'est pas opportun que ceux-ci puissent la gêner ou l'affaiblir par certaines initiatives non prévues. Devenant ainsi objet d'échanges diplomatiques ou commerciaux, les réfugiés doivent se soumettre totalement aux décisions des autorités turques. Ils n'ont donc aucun droit ou statut juridique stable reconnu, qui les protégerait objectivement<sup>1</sup>. L'enregistrement temporaire que l'ensemble de la communauté a reçu au début de 2005 ne valait que pour six mois, n'était pas renouvelable et ne permettait pas de travailler. De même, selon la loi turque, nulle organisation non gouvernementale (ONG) étrangère n'est autorisée à agir dans le pays, privant les migrants tchétchènes de programme d'aide. Il n'est pas question en somme que juridiquement ou socialement, les réfugiés puissent se rendre indépendants des autorités de Turquie. Le lien passe par plusieurs structures turques culturelles et/ou de solidarité.

### **Typologie des structures turques d'encadrement.**

Il en existe trois types. Ces structures intermédiaires entre les réfugiés et l'Etat d'accueil ont pour fonction d'organiser l'arrivée, l'installation et la vie quotidienne des migrants tchétchènes. Il est à noter que leur responsables sont tous issus de la première diaspora caucasienne en Turquie formée dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle. Ces délégués des autorités turques, qui ne parlent pas le russe, gardent, pour la plupart, une connaissance minimale de leur langue originelle caucasienne, laquelle est supposée devoir faciliter les relations avec les réfugiés d'aujourd'hui.

---

<sup>1</sup> Il est vrai que le régime juridique turc, quant à l'attribution du statut de réfugié, est particulièrement restrictif et ne contrevient donc pas seulement aux Tchétchènes, mais également à la plupart des communautés réfugiées. Certes ce ne sont pas les Tchétchènes, spécifiquement qui sont visés, mais ce sont eux notamment qui ne disposent d'aucun recours de droit contre la politique d'instrumentalisation dont ils font l'objet.

- Encadrement culturel, dispersé entre plusieurs fondations ayant pour mission la promotion de la culture tchéchène et caucasienne. Outre la Fondation Chamil, l'une des plus prestigieuses, la plus importante sur la question tchéchène a longtemps été l'association culturelle Tchétchénie-Caucase, dirigée par Alaouddin Sinan et Abdoulrahman Ozdel, avocat réputé d'Istanbul. Cette dernière a tenté un temps de rivaliser politiquement avec le Comité de Solidarité ; mais sans protections adéquates au sein de l'administration turque et affaiblie par l'omnipotence du Comité, elle périclita en 2005.
- Encadrement humanitaire, qui couvre à la fois les besoins vitaux, sociaux et éducatifs des réfugiés tchéchènes et que dominent la Fondation Caucase (Kafkas Vakfi, <http://www.kafkas.org.tr/>) et la Fondation pour les Droits de l'Homme, les Libertés et le Soutien humanitaire (IHH selon le sigle turc, <http://ihh.org.tr/>).

**Tableau 4. Caractéristiques des deux principales structures turques d'encadrement humanitaire.**

	<b>Historique</b>	<b>Activités</b>	<b>Perspectives</b>
<b>Fondation Caucase<sup>1</sup></b>	Créée en 1995. Mission culturelle et éducative. 13 salariés jusqu'à 2002, puis en constante diminution. 2 salariés en 2006.	Bourses d'enseignement <sup>2</sup> . Logement d'étudiants et préparation aux examens d'entrée dans les universités de Turquie. Financement du transport scolaire pour des enfants des camps admis dans les écoles turques. Aide humanitaire (nourriture, vêtements,	Scission au sein du conseil d'administration qui paralyse les activités. Affaiblissement des subventions financières depuis 2002. Seul le site internet <a href="http://www.kafkas.org.tr">www.kafkas.org.tr</a> semble fonctionner de manière effective. Il occupe 4 salariés à temps plein : un rédacteur en chef, deux traductrices du Russe vers le Turc et

<sup>1</sup> Entretien, anonyme, proche de la Fondation Caucase, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Environ une dizaine d'étudiants tchéchènes chaque année. Ils doivent déjà être inscrits dans des universités de Turquie. Aucun n'est sélectionné directement en Tchétchénie. Ils sont, pour la plupart, arrivés par leurs propres moyens quelques années auparavant. Voir entretien n°89, Maïrbek, étudiant soutenu par la Fondation Caucase, Istanbul, septembre 2006.

		médicaments, argent) dans les camps de réfugiés.  Animation d'une agence de presse sur internet, <a href="http://www.kafkas.org.tr">www.kafkas.org.tr</a> .  Soutien intellectuel aux défenseurs des droits de l'Homme en Russie <sup>1</sup> .	un traducteur de l'Anglais vers le Turc.
IHH <sup>2</sup>	Créée en 1995.  Missions humanitaires au sein de zones en conflits ou touchées par des catastrophes naturelles.  Contexte religieux islamique marqué.  En contact étroit avec Muktedir Ilhan du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie.	Aide humanitaire (nourriture, vêtements, médicaments, argent) en faveur des réfugiés tchéchènes en Turquie, en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Ingouchie.  Bourses d'enseignement.  Aide financière pour le regroupement familial.	En forte croissance. Multiplication des terrains d'intervention : dans les Balkans, en Afrique, au Moyen-Orient (Palestine), en Asie centrale, en Asie du Sud, en Amérique...

- Encadrement politique, sous la responsabilité unique du Comité de Solidarité, présidé par Ali Yandir, vice-Maire d'Istanbul au début des années 2000, dirigé au quotidien par Muktedir Ilhan, et dit en relation étroite avec les services de sécurité turcs. Cette structure en effet surveille l'ensemble des activités politiques de la communauté tchéchène réfugiée (levée des fonds pour la guérilla, transit de leaders tchéchènes, arrivée de combattants blessés) et assure, le cas échéant, la protection de certaines personnalités tchéchènes telles que Alla Doudaeva, veuve du premier président tchéchène indépendantiste ou Anzor Maskhadov, fils du président Aslan Maskhadov.

<sup>1</sup> La revue *Kafkazkaya* offre une tribune à de nombreux militants des droits de l'Homme du Caucase Nord. De plus, chaque année, en mai, la Fondation Caucase organise une conférence réunissant diverses personnalités de l'opposition civile et politique russe.

<sup>2</sup> Entretien, responsable exécutif de l'organisation non gouvernementale humanitaire turque IHH, Istanbul, mars 2004.

En 2006, sous la pression de la Russie, le Comité devient un centre culturel, ainsi que l'explique un responsable tchéchène anonyme<sup>1</sup>.

« Dans le cadre des relations avec la Russie, l'appellation « comité », qui implique une démarche de solidarité vis-à-vis de la résistance, ne convenait plus. Il ne peut plus exister officiellement en Turquie de structures qui manifestent trop ostensiblement leur soutien politique à la guérilla. Le gouvernement d'Ankara a donc exigé l'arrêt des activités et le changement de nom ».

Ce nouveau centre culturel cependant tend plutôt à favoriser les interventions humanitaires, comme l'indique son responsable exécutif<sup>2</sup>.

« Ce n'est pas véritablement un centre culturel. Il ne propose pas d'activités sociales et culturelles. Il assure plutôt une solidarité minimale, en fonction de ses ressources, à l'ensemble des réfugiés tchéchènes accueillis à Istanbul. Le centre ainsi leur fournit des produits alimentaires, des vêtements, des chaussures et des cahiers pour les enfants admis dans les écoles turques<sup>3</sup>. Il fonctionne également comme un lieu de socialisation pour les réfugiés installés en ville, qu'il peut aider par exemple à trouver un emploi. Il participe enfin, de plus en plus, à des missions à l'étranger, au profit des réfugiés tchéchènes en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Ingouchie.

Les ressources financières du centre sont essentiellement liées au zakat, dont s'acquittent de nombreuses fondations musulmanes, turques et étrangères d'Istanbul. Concernant les ressources, matérielles, il s'approvisionne surtout auprès de l'organisation humanitaire turque IHH. »

Au fur et à mesure, le Comité de Solidarité, transformé officiellement en centre culturel, tend à phagocyter les autres structures, à l'exception d'IHH au rayon d'action et aux capacités qui dépassent le conflit tchéchène. Lorsque certaines voient leurs possibilités s'amoinrir, à l'instar de la Fondation Caucase, le Comité au contraire diversifie ses activités. Il semble s'opérer comme une recentralisation de la solidarité à l'égard des réfugiés tchéchènes. A ce titre, il est assez révélateur qu'Ali Yandir, outre ses responsabilités au Comité, siège également au conseil d'administration d'IHH et à celui de la Fondation Caucase à partir de 2004. Ces trois structures, sous la tutelle informelle de la première, constituent le cadre indépassable de l'évolution diasporique tchéchène, qui interdit toute expression sociale,

---

<sup>1</sup> Entretien n°86, anonyme, proche du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°96, Sebahattin Durgun, directeur exécutif du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie, Istanbul, septembre 2006.

<sup>3</sup> Sebahattin Durgun précise à ce sujet : « Il n'y a pas d'écoles spécifiquement tchéchènes. Les enfants peuvent aller à l'école turque ou russe par le biais du Consulat de Russie si leurs papiers sont en règle et s'ils peuvent s'acquitter d'une certaine somme. »

humanitaire ou politique alternative. La communauté ne peut exister en elle-même et pour elle-même. Elle n'a simplement pas l'autorisation d'apparaître en marge de cette construction. Les pressions policières ne sont pas absentes de ce processus, qu'elles renforcent, mais elles ne donnent lieu en aucun cas à d'intolérables abus.

### **Une surveillance policière régulière.**

Les arrestations de réfugiés tchéchènes à Istanbul ne sont pas rares. Tous les semestres environ, la police procède à des interpellations et des contrôles d'identité, souvent au sein des camps de réfugiés dans la banlieue de la ville. Un réfugié rapporte ainsi un contrôle de grande ampleur survenu à la fin de février 2004<sup>1</sup>.

« Les forces de police turques sont intervenues fin février au petit matin dans les trois camps de réfugiés. Ils ont emmené pour vérification la plupart des hommes. Ils ont photographié les locaux et fouillé les appartements. Ni traducteur ni avocat n'ont été fournis. Toutes les personnes ont été relâchées à 22.00, le même soir après une visite médicale. »

Le rythme s'accélère à l'occasion d'événements internationaux ou de visites officielles qui peuvent avoir un rapport avec le conflit en Tchétchénie. A la fin de juin 2004, par exemple, à la veille du sommet de l'OTAN, deux jeunes hommes réfugiés sont arrêtés au cours d'une opération assez musclée dans un des camps de la rive asiatique. Il semble que l'un d'eux, arrivé depuis peu, soit en lien avec Al-Qaida et que par mesure de prévention, la police turque ait préféré l'avoir en garde à vue. De même, quelques mois plus tard, en décembre, peu avant la visite du président Poutine en Turquie, de nouveau un groupe de Tchétchènes réfugiés, dont deux femmes, sont retenus. Toutefois, ces événements ne durent pas et les autorités turques se montrent finalement assez souples.

Il ne faut en aucun cas surestimer la signification de ces pressions policières. Concernant l'opération de février, notre interlocuteur ajoute<sup>2</sup>.

« Cette action des services de police turque n'a pas eu de conséquences précises. Il est peu vraisemblable que l'expulsion ultérieure de plusieurs Tchétchènes ait une relation avec cette opération de police. Il s'agissait plutôt de démontrer aux Tchétchènes qu'ils sont sous contrôle et qu'ils n'ont pas intérêt à poursuivre ou entreprendre des activités qui pourraient porter

---

<sup>1</sup> Entretien n°85, anonyme, homme d'une quarantaine d'années, combattant de la 1<sup>ère</sup> guerre, Istanbul, mars 2004.

<sup>2</sup> Entretien n°85, *ibid.*



préjudice à l'Etat turc. »

De même, le jeune homme apparemment affilié à l'organisation terroriste islamiste internationale n'a pas été déporté vers la Russie. Il a pu être mis sous surveillance constante en Turquie ou a été contraint à quitter le pays pour l'Azerbaïdjan ou un Etat du Golfe. Enfin, ceux arrêtés à l'occasion de la visite de Vladimir Poutine ont tous été libérés après son départ. Il est difficile bien sûr de connaître avec certitude les motivations profondes qui ont animé, dans ces différents cas, les autorités turques. Il semble au moins, à première vue, qu'il s'agisse bien d'une instrumentalisation de la communauté réfugiée dans le cadre de marchandages diplomatiques et commerciaux avec la Russie.

C'est la raison première d'un tel encadrement ferme mais néanmoins nuancé. Les réfugiés ne doivent pas gêner le rapprochement russo-turc ; il serait bon même, au contraire, qu'ils le favorisent. Ainsi, au printemps 2004, à la demande de la Russie, la Turquie exclut effectivement de son territoire certains Tchétchènes. Cela dit, ils ne sont que quelques-uns et non les vingt de cette hypothétique liste remis à Abdoulla Gül ; aucun de plus ne joue en Turquie de rôle fondamental en faveur de la guérilla ; enfin, ils ne sont pas extradés vers la Russie mais plutôt vers l'Azerbaïdjan. Ces individus sacrifiés ne sont en somme que de fausses concessions. La Turquie, durant la décennie 2000, ne renonce pas à son engagement protchéchène. Nul décideur turc ne le laisse en tout cas entendre de manière explicite. L'ambiguïté est au moins préservée, puisque ces réfugiés sur le territoire constituent objectivement un avantage comparatif non négligeable. Ainsi se dessine l'autre aspect de la gestion de l'enjeu tchéchène par la Turquie, qui emprunte de surcroît les mêmes canaux d'implémentation que ceux de la relation bilatérale. En effet, si un encadrement serré de la communauté tchéchène permet de l'instrumentaliser, il autorise aussi le maintien de la solidarité. Ce sont les mêmes structures qui encadrent la communauté et qui permettent de faire transiter des fonds vers la guérilla.

## **2) Le double jeu turc : les voies de financement tchéchènes.**

Depuis le début du second conflit, il subsiste en Turquie, en dépit d'un contexte international moins favorable qu'au cours de la première guerre, un groupe relais de la guérilla séparatiste, en contact étroit et exclusif avec le terrain, qui assure l'approvisionnement financier de la guérilla, sous le contrôle étroit de structures turques. Il est

composé de combattants tchéchènes de la seconde guerre ou commandants en retrait, qui collectent, auprès de sources, musulmanes arabes ou turques, des fonds de solidarité. L'essentiel du point de vue turc, vis-à-vis de la Russie, n'est pas tant l'identité des sponsors, principalement privés, et la possibilité de ces contacts au profit des Tchétchènes que les voies d'acheminement. Celles-ci sont parfaitement canalisées par les autorités turques, et dissimulées. Elles sont de deux ordres.

### **La voie « officielle » : IHH.**

IHH, organisme à tendance politique plutôt islamiste, collecte d'importantes sommes d'argent auprès de donateurs privés, le plus souvent des groupes religieux, fondations islamiques présentes à Istanbul, turques ou autres, ambassades étrangères, parfois également des particuliers, à l'instar d'hommes d'affaires turcs. Ces dons sont faits au titre du *zakat*, l'impôt musulman, l'un des cinq piliers de l'islam. Le directeur exécutif de l'association donne quelques indications sur les sources et l'usage de ces fonds collectés<sup>1</sup>.

« Le budget d'aide aux réfugiés tchéchènes, même s'il n'est pas possible d'en donner le chiffre exact, n'a rien à envier aux budgets d'ONGs occidentales, à savoir plusieurs millions de dollars.

IHH reçoit ponctuellement des dons d'ONGs occidentales, qui selon la loi turque n'ont pas le droit d'intervenir en Turquie. Les autres sources de financement sont privées et relativement variées : groupes associatifs religieux, groupes militants, personnes publiques à titre privé, Caucasiens de l'ancienne diaspora.

Les programmes de solidarité concernent surtout les Tchétchènes en Azerbaïdjan et en Ingouchie ; une part infime des sommes obtenues est consacrée aux besoins des Tchétchènes de Turquie. Sur ce dernier point, nos actions sont largement coordonnées avec le Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie ».

Une fois parvenu jusqu'en Ingouchie par convois humanitaires, il semble qu'une grosse partie des sommes envoyées passe en Tchétchénie et alimente les groupes séparatistes. Or on l'a vu, compte tenu des relations de proximité d'IHH avec le Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie, ce dernier a nécessairement connaissance de ces mouvements financiers ultérieurs et à l'étranger. Sebahattin Durgun le reconnaît implicitement<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien, responsable exécutif de l'organisation non gouvernementale humanitaire turque IHH, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretien n°96, *ibid*.

« Dans le cadre des missions à l'étranger, auxquelles le centre culturel (ancien Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie) participe en collaboration avec IHH, celui-ci charge des missionnaires, turcs ou tchéchènes, d'acheter les produits sur place. Seul l'argent voyage. »

Par conséquent, par le biais de Muktedir Ilhan, il est quasiment certain que les services de sécurité turcs sont également informés de ces transferts et laissent faire.

Ces mécanismes cependant n'ont rien de systématique. Il ne s'agit pas d'une filière organisée. Tout dépend évidemment des sommes disponibles et d'éventuelles instructions reçues du donneur. Il est très difficile par conséquent d'agir contre cette voie de transfert, qui ne répond pas à des règles précises ni à une motivation politique ou idéologique particulière. Ainsi les sources seront très difficilement identifiables et ne sont donc pas susceptibles de poursuites. Dans ces conditions, le financement de la guérilla tchéchène, même s'il peut connaître des périodes basses, ne peut pas véritablement être empêché.

#### **La voie informelle : les réseaux interindividuels tchéchènes.**

La procédure est similaire. Cependant, les contacts ne se font pas d'organisme structuré à individu ou groupe mais d'individus à individus. Un Tchéchène, réfugié à Istanbul qui serait bien introduit auprès de potentiels contributeurs, comme des groupes de militants religieux turcs ou comme des hommes d'affaires turcs, peut ainsi à titre personnel collecter une certaine somme d'argent, souvent au nom du *zakat*, en distribuer une partie parmi ses connaissances au sein de la communauté réfugiée et envoyer le reste à un contact personnel dans la résistance, chef de guerre local ou simple combattant. Deux interlocuteurs tchéchènes au sein de la communauté confirment l'existence de telles pratiques beaucoup plus informelles.

« Les Turcs aujourd'hui n'aident plus la Tchétchénie comme avant. Il devient quasiment impossible aujourd'hui de faire soigner les blessés tchéchènes dans les hôpitaux turcs, même islamiques. Cela étant, une aide financière continue d'arriver en Tchétchénie, mais les circuits ne fonctionnent nullement de manière centralisée. Les fonds sont destinés à tel chef de guerre qui possède un contact tchéchène de confiance, installé dans un pays donneur, proche d'organismes religieux locaux ou en mesure de bénéficier de dons privés au nom du *Zakat* »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien Aboubakar Magomedov, député tchéchène élu en 1997, Istanbul, mars 2004.

« La Turquie fonctionne encore comme une zone libre qui tolère les transits financiers et informationnels en provenance de pays tiers, arabes essentiellement, à destination de la résistance tchéchène.

Des représentants de la résistance collectent des fonds en Turquie ou rassemblent des informations de l'étranger et les font parvenir aux combattants sur le terrain. Ils travaillent à titre personnel dans l'intérêt de la résistance, même s'ils disposent de collaborateurs et d'un réseau de contacts parmi les réfugiés et les milieux turcs de solidarité (IHH et le Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie). Ils n'ont pas de compte à rendre aux autorités locales et ne sont proches d'aucune organisation turque.

L'aide à la résistance tchéchène en provenance de Turquie ne paraît donc pas a priori totalement contrôlée par les services de sécurité turcs, puisqu'une part de la solidarité reste dans les mains de ces relais tchéchènes. Ceux-là, toutefois, n'étant pas très nombreux, ils peuvent être aisément surveillés et arrêtés en cas de problèmes<sup>1</sup> ».

Là encore, la filière n'est pas organisée, ni permanente, mais dépend de l'opportunité des rencontres de chacun. La relation est horizontale et ne fait intervenir aucun rapport de hiérarchie. Il est hautement probable que IHH ait connaissance de tels agissements de réfugiés tchéchènes à titre personnel, lorsqu'ils existent. Il n'est pas rare par exemple de rencontrer dans le bâtiment de l'organisation non gouvernementale turque à Istanbul d'anciens combattants de chefs de guerre réputés qui viennent solliciter une aide financière, pour des réfugiés et vraisemblablement aussi pour le mouvement séparatiste<sup>2</sup>. L'Etat turc, de nouveau, laisse faire, tant que ces manœuvres restent discrètes, c'est-à-dire sous contrôle, comme l'est d'ailleurs finalement toute la communauté réfugiée tchéchène.

---

<sup>1</sup> Entretien n°83, anonyme, Istanbul, mars 2004.

<sup>2</sup> Observation, bureau de IHH, Istanbul, mars 2004. Un ancien combattant du groupe des frères Akhmadov a manifestement sollicité un rendez-vous avec le directeur de l'organisation que nous venions de quitter.

## CHAPITRE V

### **Redevenir tchéchène : émergence de structures protodiasporiques.**

---

Le migrant, une fois installé, décide seul ou presque de participer au projet diasporique qui peut éventuellement prendre forme. La fuite en effet ne préjuge en rien de la consolidation de la communauté des réfugiés. Le processus de communautarisation ou diasporisation résulte de démarches personnelles et volontaires : la diaspora n'existe ainsi qu'au terme d'une série d'engagements individuels, empreints d'une volonté communautaire, permettant la reconstruction identitaire du migrant. Selon certaines écoles de pensée<sup>1</sup>, ceux-ci théoriquement sont de trois ordres. D'abord, il s'agit de retrouver les bases primordiales de référence, c'est-à-dire de se réinsérer au sein d'un groupe identitaire pertinent, plus ou moins large, qui peut être la famille ou des amis proches. Le migrant ainsi se reconnaît : il reprend conscience de son être ; en l'occurrence le lien social est source d'identité. Ensuite, il peut décider de l'affirmer au gré d'un processus d'identification avec le reste de la communauté par l'adhésion à des vecteurs unificateurs, tels que des leaders, la religion ou les mythes fantasmés exaltant la terre d'origine. Il devient alors enfin possible d'envisager la structuration en exil de la communauté réfugiée ; l'établissement de constructions pérennes est l'étape principale et conclusive de toute généalogie diasporique.

La réalité est à l'évidence beaucoup plus complexe que ce schéma en trois temps, ce qu'illustrent parfaitement les évolutions tchéchènes. Le souci originel est certes semblable : comment redevenir tchéchène, en exil, au terme d'une fuite souvent douloureuse ? Mais l'enchaînement s'avère plus incertain et désordonné. Tout le processus dépend en fait des bases de référence retenues. Il est naturel à l'arrivée, dans un premier mouvement de la conscience identitaire, de revenir vers les éléments traditionnels hérités des parents, parties fondamentales de la conscience collective et qui constituent, dans une certaine mesure, les mécanismes sous-jacents de fonctionnement de l'Etat d'origine. Ainsi, le lien familial, la langue, la religion, le respect dû aux anciens, le prestige acquis par le passé, parmi les référents les plus importants, s'imposent, dominant et accélèrent la formation diasporique. A

---

<sup>1</sup> Gabriel Sheffer. *Diaspora Politics at home abroad*, Cambridge University Press, 2003.

Dominique Schnapper. « De l'Etat-nation au monde transnational, Du sens et de l'utilité du concept de diaspora ». *Revue européenne des migrations internationales*, 2001, vol°17, n°2, p. 9-36.

cela s'ajoutent les contraintes ou les incitations venant de forces locales au sein des sociétés d'accueil. Dans ces conditions, la structuration intervient très tôt, au détriment de la deuxième étape qui envisage l'identification du migrant. Au fond, c'est la structure initiale elle-même qui fait office finalement de vecteur d'unification. Cette structuration première qui s'inscrit dans un contexte d'accueil spécifique plus ou moins contraignant, repose ainsi sur une transposition à l'étranger de structures valables en Tchétchénie. Il est possible de parler de protodiaspora<sup>1</sup>, qui se caractérise par des références traditionnelles seulement transposées. Ces prémisses protodiasporiques ne remettent nullement en cause la validité du modèle généalogique théorique en trois séquences. Elles ne font que mélanger les deuxième et troisième points. Plus grave cependant, elles ne durent pas. Mais comment le pourraient-elles ? La tradition tchéchène est, pour le moins, un concept assez flou, qui tend à varier de surcroît selon le degré de concentration des migrants et de la distance géographique par rapport à la Tchétchénie. Il apparaît en effet que le respect des règles dites traditionnelles est plus marqué dans les zones d'habitation tchéchènes à Bakou en Azerbaïdjan et dans les centres d'accueil polonais qu'en Belgique ou qu'en Allemagne<sup>2</sup>, où les populations réfugiées vivent de façon plus dispersée et plus autonome. Les références traditionnelles n'expliquent donc pas tout de la recomposition identitaire des migrants, comme le confirme Saypoudi Khalikov, réfugié de longue date en Belgique<sup>3</sup>.

« Il est très difficile d'énoncer toutes les traditions tchéchènes. Celles-ci sont plutôt senties que rationalisées. Toutefois, il est possible de citer le respect des anciens, la solidarité avec ses proches et ses voisins, l'hospitalité vis-à-vis de l'étranger, l'impossibilité de se marier tant que le fils aîné n'est pas marié, l'interdiction de fumer (et boire) devant son père, le respect dû à la famille de sa mère et de sa femme, l'obligation pour le fils aîné de vivre avec ses parents, le libre accès de tous aux mariages et à tout événement social.

Il faut noter qu'en diaspora, les réfugiés, parmi les plus jeunes notamment, cherchent à conserver cet acquis social traditionnel comme une marque de leur identité, mais face aux influences extérieures et compte tenu du fonctionnement des sociétés d'accueil, ils adaptent largement ces règles traditionnelles au contexte local des pays hôtes. »

---

<sup>1</sup> La notion est empruntée à Gabriel Sheffer qui emploie indifféremment protodiaspora et diaspora naissante : « incipient diaspora » pour qualifier les premières étapes du processus de diasporisation. Gabriel Sheffer, *ibid.*

<sup>2</sup> Observations de terrain, Bakou, Varsovie, Bruxelles, 2003-2007.

<sup>3</sup> Entretien n°24, Saypoudi Khalikov, membre actif de l'organisation tchéchène Diaspora en Belgique, en charge de l'intégration des migrants, Anvers, avril 2007.

Il semble ainsi que l'avènement diasporique réel suppose un dépassement des traditions et le rejet de la protodiaspora, qui n'en demeure pas moins, dans le cas tchéchène, pour ses aspects communautaires et malgré son échec annoncé, une étape incontournable de la construction.

### ***A. Processus de socialisation au sein de la communauté réfugiée.***

La socialisation des réfugiés à leur arrivée est la condition initiale de toute diaspora. Séquence première du modèle théorique, ce besoin de recréer un lien social, marque de leur identité tchéchène, est impératif et se passe presque toujours très naturellement. Les Tchétchènes en exil, comme d'autres peuples dispersés, n'ont pas de mal à préserver la conscience de leur identité. Tous ou presque sont animés d'une volonté communautaire qui les engage et les guide dans ce premier mouvement diasporique. Les connexions utilisées sont diverses et variées, allant des références primordiales traditionnelles : les liens familiaux, la religion, la langue, à des manifestations plus concrètes, telles que des fêtes ou des événements culturels jusqu'à la mise en place d'un réseau d'écoles et la commémoration de la déportation. Aucun de ces biais ne s'exclut l'un l'autre. Plutôt complémentaires, ils renseignent sur le niveau de cohésion des différentes communautés installées à l'étranger. Plus le lien est solide et profond, plus l'ensemble identitaire constitué paraît soudé et solidaire.

#### **1) Les réflexes identitaires.**

Un migrant tchéchène, au terme de sa fuite, n'a pas de difficulté à retrouver au sein de la société d'accueil la possibilité d'un lien social tchéchène. Beaucoup, on l'a vu, rejoignent des membres de la famille, d'autres des voisins. Il est indéniable que ces références primordiales contribuent à réinsérer le réfugié dans un environnement identitaire tchéchène, toutefois ce ne sont ni les seules ni les principales ; il ne faudrait pas sous-estimer en particulier l'importance de la pratique religieuse et de la langue tchéchène. Ces dernières marques d'engagement participent également à l'insertion du migrant. La fréquentation de la mosquée locale peut ainsi, dans certains Etats d'accueil, renforcer le lien communautaire.

Quant à la langue, sa maîtrise s'avère être la condition première à l'admission au sein du groupe. Il arrive même que des réfugiés se remettent à écrire ou à lire en tchéchène, lorsqu'ils en ont perdu l'habitude.

**Valeur identitaire des déterminants primordiaux : famille, origine géographique en Tchétchénie, clan (teip), affiliation soufie (wird).**

Les liens familiaux en diaspora facilitent à l'évidence la recomposition identitaire du migrant. Dans la mesure du possible, les candidats au départ tentent de choisir une destination où résident déjà des parents plus ou moins éloignés. Une fois sur place, de même, le cadre familial étendu (frère, sœur, cousin, cousine) est un moyen privilégié pour rejoindre la communauté. Sa pertinence tend cependant à diminuer par rapport au critère géographique, qui apparaît comme un facteur consolidant du lien social. Il n'est pas rare ainsi de voir des réfugiés issus des mêmes village ou région en Tchétchénie entretenir des relations de solidarité plus étroites.

- Nazerbek, arrivé de Pologne avec sa famille, logé au Mans, peut compter en particulier, lors de ses déplacements à Paris sur d'anciens voisins de son village d'origine, Cheri-Iourt.
- Larissa, étudiante à Paris, est principalement invitée par des familles originaires du même village que sa mère<sup>1</sup>. Elle précise ainsi.

« La relation de voisinage en Tchétchénie est un élément essentiel de la solidarité entre réfugiés. Les familles de migrants installés en France qui invitent régulièrement les étudiants à des repas ont avec eux des liens familiaux éloignés et/ou des relations de voisinage en Tchétchénie ».

Plusieurs autres témoignages confortent cette idée.

« Les relations se tissent au début essentiellement entre personnes originaires du même village. Ainsi j'ai pu retrouver à Montpellier, Toulon et Marseille plusieurs de mes amis d'enfance. »<sup>2</sup>.

« L'origine géographique participe, même partiellement, du choix par un migrant de sa destination finale. Un réfugié cherchera à son arrivée un individu originaire de la même ville ou du même village que lui. A Tours,

---

<sup>1</sup> Entretien n°43, Larissa, étudiante, Paris, juillet 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°45, Magomed, étudiant, Nice, mars 2007



par exemple, Magomed Atagov a été l'un des premiers réfugiés à s'installer. Sont arrivés par la suite, tous ceux qui de Tchétchénie le connaissent. De même à Toulouse et autour de Montpellier. Il est fréquent qu'ils cherchent à se rassembler des réfugiés issus des mêmes régions. Ceux-là se retrouveront et s'entraideront plus facilement. Ce phénomène n'est pas propre à la France. Il y eut des tentatives similaires au sein des montagnards réfugiés en Belgique, originaires de Chali, de Chatoï »<sup>1</sup>.

« Les gens originaires de Goudermes, résidant à Poitiers, se réfèrent à Aziz, qui fait figure d'autorité sociale au sein de la communauté. Ceux-là ne sont pas tous originaires d'un même village. Le niveau pertinent est ici la région.

La proximité géographique vécue en Tchétchénie renforce les liens entre les réfugiés en diaspora. La filiation clanique (teip) au contraire est de moins en moins importante en diaspora, même pour l'organisation du transfert vers la Tchétchénie d'une personne décédée en exil<sup>2</sup> ».

Le recours à ces vecteurs, familial et géographique, n'est pas sans rappeler le mode relationnel qui avait cours en Tchétchénie. Tous deux concernant en effet l'entourage immédiat du migrant, ils lui donnent l'illusion en exil de retrouver des repères connus. A l'inverse, les clans (teips) et les affiliations soufies (wirds) ne permettent pas une transposition aussi facile.

Teips et wirds n'ont plus depuis les années 1990 et le déclenchement des hostilités de valeur structurante en Tchétchénie, perdant ainsi tout effet identitaire significatif en diaspora. Un journaliste tchétchène vivant à Moscou détaille assez bien cet état de fait<sup>3</sup>.

« Les teips ne jouent plus de rôle dans la constitution des réseaux de solidarité en Tchétchénie et en dehors de Tchétchénie. Les mariages inter teips ont contribué à dissoudre leur spécificité ; ils n'ont plus de surcroît de valeur politique. La plupart des leaders actuels et prétendants en Tchétchénie sont tous issus du même teip : Benoï. De même, les structures soufies déterminent peu les réseaux de solidarité tchétchène.

Le leadership ne repose plus sur l'autorité religieuse ou clanique. En diaspora et en Tchétchénie, le leader est celui qui aide les siens, qui financièrement ou politiquement a les moyens d'améliorer leur situation quotidienne ».

Ses propos sont complétés par Osman Massaev<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien n°49, Maïrbek Vatchagaev, historien, Paris, 2002-2006.

<sup>2</sup> Entretien n°29, Adam, Poitiers, mai 2006.

<sup>3</sup> Entretien n°74, Saïd-Khamzat Guerikhanov, Moscou, novembre 2004.

<sup>4</sup> Entretien n°80, Osman Massaev, homme d'affaires, Moscou, novembre 2004.

« Les teips n'ont pas de fonction structurelle. Ils servent essentiellement de réseau de solidarité (prêts financiers, aide pour trouver un emploi) et d'organe de communication entre individus. En somme aujourd'hui, les teips permettent seulement de faire passer des messages par dessus les lignes d'opposition. Les wirts, quant à eux, ne sont pas structurés et ne sont donc pas en mesure de jouer un rôle social ».

Un réfugié tchéchène en Turquie se veut encore plus précis<sup>1</sup>.

« Les teips sont les garants des traditions. Il arrive en Tchétchénie que les teips correspondent à des villages et soient donc territorialisés. Ils ont globalement quatre fonctions principales : renseigner sur la filiation des membres, résoudre les conflits interpersonnels, faciliter les échanges économiques, assurer la solidarité. En diaspora, ils ne servent que d'instrument de contrôle social. Si un membre de la communauté se comporte mal, c'est à son teip de le recadrer. Ceux-là, indéniablement, ont vu disparaître leur force structurante ».

La plupart des Tchétchènes, d'ailleurs, s'accordent sur ce dernier point : tous reconnaissent l'inconsistance identitaire des teips et des wirts au sein des communautés en exil. Les clans en particulier n'ont qu'une utilité pratique, comme l'explique Taïssa Izmaïlova, principale animatrice de l'organisation tchéchène en Belgique, Diaspora<sup>2</sup>.

« En diaspora, les teips sont aujourd'hui surtout une référence pratique, n'intervenant matériellement qu'à l'occasion des mariages et funérailles. C'est au sein du clan par exemple que l'argent est collecté pour l'organisation de l'enterrement d'un réfugié décédé en exil ».

Certains observateurs tchéchènes cependant, dont Mairbek Vatchagaev, refusent même cette fonction aux teips au sein des communautés réfugiées.<sup>3</sup>

« Les teips n'ont plus de rôle déterminant en diaspora, même pour l'acheminement des corps des défunts en Tchétchénie ».

Au final, il apparaît que la pertinence des vecteurs identitaires en exil ne vaut que dans la mesure où ceux-ci avaient cours au moment du départ et que par conséquent, ils peuvent être transposés. Cependant, il est de nombreux cas de migrants qui, à leur arrivée, n'ont ni famille, ni amis, ni voisins dans le pays d'accueil, sans mentionner même leur méconnaissance des réseaux claniques et leur indifférence à l'égard du soufisme. Ceux-là pourtant parviennent à recréer du lien social en exil, en activant d'autres biais identitaires.

---

<sup>1</sup> Entretien n°84, anonyme, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°23, Taïssa Izmaïlova, Bruxelles, 2004-2007.

<sup>3</sup> Entretien n°49, *ibid.*

## **Une pratique religieuse accrue.**

En exil, il semble que la conscience de la foi se fasse plus exigeante et que l'islam devienne un refuge identitaire. Cette nouvelle ferveur religieuse part d'un mouvement personnel, intérieur, qui ne suppose pas immédiatement et nécessairement une extériorisation sociale, par la fréquentation plus ou moins régulière d'une mosquée locale. En Europe par exemple, plusieurs observateurs constatent chez les migrants tchéchènes, notamment les jeunes adultes, une sensibilisation accrue aux thématiques islamiques. Isabelle Bohnke en donne quelques caractéristiques<sup>1</sup>.

« La pratique régulière de l'islam progresse parmi les réfugiés tchéchènes. Ils sont de plus en plus nombreux à s'y intéresser et à en respecter les règles, souvent de manière volontaire et assidue. Cette attirance vers la religion se manifeste également par la perception négative que certains jeunes Tchétchènes peuvent avoir de la mise en perspective historique du Coran. Ils supportent mal aussi de pouvoir être considérés comme des musulmans tardifs ou de seconde zone.

Ces pratiques restent individuelles. Elles ne donnent pas lieu à une socialisation spécifique, sauf des cas isolés. La plupart des réfugiés en Europe prient chez eux. Très peu se rendent régulièrement à la mosquée. Ceux qui les fréquentent sont déjà sensibles aux discours plus radicaux, certains sans doute étant même entraînés par des groupes maghrébins mieux organisés ».

Quelques témoignages tchéchènes tendent à confirmer ces impressions.

- Aslan, homme d'une quarantaine d'années, réfugié à Paris, rapporte ainsi que ce phénomène d'affirmation de la pratique religieuse concerne la plupart de ses amis. Selon lui, la guerre en Tchétchénie et la fuite incitent au repli religieux et sensibilisent à l'islam. Il ajoute que ces pratiques ont plutôt lieu en privé<sup>2</sup>.
- Magomed, jeune étudiant à Nice, de même, reconnaît prier régulièrement, surtout à domicile, et faire le ramadan depuis son arrivée en France. Il se montre cependant plus sceptique quant à la généralisation de ce phénomène ; il constate en effet autour de lui que des jeunes fervents en Tchétchénie semblent ici s'éloigner de la religion<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien n°93, Isabelle Bohnke, fondatrice et animatrice de l'association culturelle Serlo, Paris, septembre 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°44, Aslan, Paris, décembre 2005.

<sup>3</sup> Entretien n°45, Magomed, Nice, mars 2007.

- Issita, engagée dans une association culturelle franco-tchéchène, fait valoir également que la religion offre à de jeunes réfugiés tchéchènes des repères indispensables à leur identité et que certains, parmi eux, compte tenu du déracinement subi, s'y impliquent avec force. Elle précise qu'il ne semble pas y avoir de règles, quant à la fréquentation des mosquées ou les pratiques à la maison<sup>1</sup>.
- Ramzan-Khadji, considéré comme l'imam tchéchène de la communauté d'Anvers note à son tour que les jeunes, en diaspora, prient davantage et manifestent un intérêt plus marqué à l'égard de la religion et des pratiques traditionnelles tchéchènes<sup>2</sup>.

La fréquentation des mosquées ne paraît pas en effet très répandue, mais elle n'est pas pour autant inexistante. Ce lien social qui accompagne le retour identitaire vers le religieux, semble même en phase de croissance, comme le laissent entendre les habitudes des réfugiés d'Anvers, pour qui il a été, un temps, envisagé de construire un nouveau lieu de culte.

« En 2002, il était question de faire construire une mosquée « tchéchène » à Anvers. Le projet n'a pas abouti faute de fonds et de sponsors publics. Mais les réfugiés de toute façon prient dans les nombreuses autres mosquées de la ville, 28 au total. Il est vrai qu'il n'était pas absolument nécessaire d'ouvrir un énième lieu, qui serait finalement réservé aux Tchétchènes. Tous, cela dit, gardent un espoir »<sup>3</sup>.

Il faut ainsi s'attendre en Europe à une extériorisation sociale de plus en plus significative de ce renouveau religieux. D'autant que les liens sociaux qui en découlent ne font que renforcer le sentiment identitaire communautaire des exilés qui s'y engagent.

Il est clair qu'au-delà de la prière, la mosquée fait office parfois de lieu de rencontre. En Azerbaïdjan et en Russie, pour des raisons différentes, la fréquentation du lieu de culte est ainsi au cœur de la recherche identitaire d'un certain nombre de réfugiés. A Bakou, plusieurs familles tchéchènes récemment arrivées gravitent autour de la grande mosquée sunnite Abou Bakr, en plein centre ville. Construite au cours des années 1990 par une fondation koweïtienne, elle rassemble les groupes sunnites, minoritaires en Azerbaïdjan. Dirigée par un jeune imam éduqué en Arabie Saoudite qui se défend de toute politisation, elle diffuse un discours plutôt radical, proche des tendances salafistes prônant un retour aux sources premières et pures de l'islam. Il n'est pas rare d'y rencontrer quotidiennement des réfugiés

---

<sup>1</sup> Entretien n°35, Issita Djamaldanova, Paris, 2005-2006

<sup>2</sup> Entretien n°26, Ramzan-Khadji, Anvers, avril 2007.

<sup>3</sup> Entretien n°26, *ibid.*

tchéchènes qui s'y retrouvent pour prier et surtout pour discuter<sup>1</sup>. L'un d'eux précise ainsi ses motivations<sup>2</sup>.

« Très pratiquant, je me rends quotidiennement à la mosquée Abou Bakr, que fréquentent également beaucoup d'autres Tchétchènes. Je défends, il est vrai, une conception assez dure de l'islam, qui se distingue cependant du wahhabisme global et théorique. L'ennemi désigné reste clairement la Russie et « sa politique impériale ». L'islam en l'occurrence permet de s'imposer face aux Russes; c'est un islam recomposé et non importé. Ce n'est pas au nom du Coran que la guerre est menée. La raison première du combat est la défense de la patrie ».

La pratique de l'islam devient dans ce cas une posture politique, donnant l'impression en exil de poursuivre la lutte nationaliste. Partagée par le groupe, cette affirmation religieuse consolide inévitablement la conscience identitaire de chaque membre.

A Moscou, de même, la grande mosquée du centre ville réunit régulièrement de nombreux Tchétchènes, résidant et travaillant dans la capitale russe. Ceux-là cependant, à l'inverse des réfugiés de Bakou, ne suivent pas la même démarche politique, comme l'explique l'un d'eux<sup>3</sup>.

« Pour la grande majorité des Tchétchènes, islam et politique sont absolument séparés. Schématiquement, la politique aurait à voir avec la question nationale, alors que l'islam est assimilé aux traditions. Il s'agit essentiellement d'une forme d'identification sociale ».

Leurs engagements sont prioritairement religieux. A ce titre, ils participent à des prières collectives à la mosquée de Moscou, au sein de trois groupes transnationaux distincts<sup>1</sup>.

- Groupe soufi qadéri. Les Tchétchènes y sont majoritaires : environ quelques centaines. Ils pratiquent le zikr deux fois par semaine dans une salle au sous-sol de la mosquée. Le « tamada », coordinateur de la séance, est choisi librement à chaque séance. Il s'agit le plus souvent de l'homme le plus âgé.
- Groupe soufi naqshbandi. Il ne rassemble que des Tchétchènes. L'autorité naqshbandie est Suleiman Akhtaev, responsable de la communication de la représentation générale tchéchène à Moscou. Les membres de ce groupe plus officiel se rencontrent surtout à l'occasion des prières le vendredi.

---

<sup>1</sup> Observation de terrain, Bakou, mars 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°10, anonyme, Bakou, mars 2005

<sup>3</sup> Entretien n°75, anonyme, Moscou, novembre 2004.

- Groupe wahhabite. Quelques Tchétchènes seulement le fréquentent ; il est composé essentiellement de Tatars et de ressortissants centrasiatiques. Ce groupe a par le passé été très actif. En 2001/2002, par exemple, des missionnaires étaient envoyés dans les villes de province de Russie. A partir des événements du théâtre de la Doubrovka, les services de sécurité de Russie ont renforcé leur contrôle sur les activités des membres. Cela dit, ceux-ci continuent de se rassembler, le vendredi en particulier, à l'étage de la mosquée centrale.

En l'occurrence, la pratique religieuse de ces Tchétchènes de Moscou s'accompagne clairement d'une profonde extériorisation sociale. Ces groupes soudés, qui fonctionnent depuis plusieurs années, créent entre leurs membres un lien solide. En y prenant part, ces Tchétchènes revendiquent ainsi leur attachement religieux et renforcent leur identité.

### **L'usage de la langue tchétchène, un ciment identitaire de base.**

Pour le migrant, la maîtrise de la langue ne sert pas tant à s'affirmer qu'à se faire reconnaître comme Tchétchène. C'est une sorte d'épreuve sociale permettant au nouvel arrivant de gagner la reconnaissance de la communauté déjà constituée. A plusieurs reprises, les réfugiés ont mentionné l'existence de tests informels de langue à l'occasion de rencontres fortuites. Les migrants les plus récents se voient ainsi questionnés en tchétchène, appelant automatiquement des réponses dans la même langue. En cas de succès, le migrant est immédiatement admis au sein de l'ensemble communautaire tchétchène exilé. La langue ainsi apparaît comme le déterminant minimum de l'identité tchétchène. Une difficulté se pose cependant au sujet des enfants scolarisés dans les pays d'accueil, notamment européens. Ces derniers parlent plus facilement la langue locale que le tchétchène, qu'ils comprennent néanmoins. Issita, une mère de famille, résume bien ce problème de langue que connaît la deuxième génération de migrants<sup>2</sup>.

« Les enfants tchétchènes jusqu'à 10 ans apprennent le français très rapidement. Certains ne connaissent plus le russe et comprennent le Tchétchène sans le parler. L'école en effet accélère l'apprentissage de la langue française et les jeunes Tchétchènes se sentent ainsi beaucoup plus français que tchétchènes. Il faudrait au moins développer la double identité,

---

<sup>1</sup> Observations de terrain, septembre – décembre 2004.

<sup>2</sup> Entretien n°35, Issita Djamaldanova, fondatrice et présidente du centre culturel franco-tchétchène, Paris, 2005-2006.

valoriser aussi la culture tchéchène. L'assimilation des enfants, par l'école, est très significative ».

A terme, cette automaticité de la reconnaissance identitaire par l'usage de la langue tchéchène ne pourra donc plus fonctionner.

Elle offre pourtant un avantage majeur, en terme de solidarité. En effet, l'aide et le soutien d'autrui au sein de la communauté ne dépendent que de la nationalité du requérant. Etre tchéchène suffit pour, le cas échéant, bénéficier de solidarités intracommunautaires. C'est un déclencheur minimal d'entraide au sein de la communauté, dont la manifestation la plus significative est sans doute la mobilisation du groupe contre une bande rivale. Au sein des nouvelles diasporas installées en Europe, ce phénomène semble de plus en plus fréquent : les exemples essaiment. A Strasbourg ainsi, plusieurs dizaines de réfugiés tchéchènes réagissent violemment lorsqu'une jeune fille de la communauté dit avoir été « maltraitée » par un garçon d'origine maghrébine. A Ostende, en Belgique, de même, près de 150 Tchétchènes se rassemblent à la suite de l'arrestation qu'ils jugent abusive de trois de leurs camarades impliqués dans une bagarre en boîte de nuit ; à Anvers également, les rivalités sportives entre Tchétchènes et Arméniens ont déjà dégénéré, causant un mort de chaque côté. C'est à Nice cependant que ces affrontements communautaires surviennent de façon récurrente au sein du quartier de l'Ariane qui voit cohabiter familles de réfugiés tchéchènes et d'immigrés d'origine maghrébine. Le plus souvent, ces heurts résultent de petites provocations dont se rendent coupables les uns et les autres. Parfois elles donnent lieu à de véritables batailles rangées, à l'instar des événements de l'automne 2006, dont Noura donne les principaux détails<sup>1</sup>.

« Il est difficile de savoir ce qui a déclenché la dernière rixe significative entre Tchétchènes et Arabes survenue à l'automne 2006. On dit au sein de la communauté tchéchène que de jeunes réfugiés ont acheté de la drogue et qu'au vu de la très mauvaise qualité de la substance, ils ont rapporté le produit et ont demandé à être remboursés. Devant le refus des jeunes maghrébins, une bagarre s'est déclenchée. Les Tchétchènes ont été battus. Le jour suivant, un groupe plus important de Tchétchènes, peut-être une centaine, revient et provoque les Arabes. Ceux-là réagissent et peu de temps après se rendent aux immeubles occupés par les Tchétchènes et tirent des coups de feu. On compte plusieurs blessés ».

Dans tous ces cas rapportés, quel que soit le nombre de personnes impliquées, le mécanisme est identique : l'ensemble de la communauté tchéchène se mobilise pour répondre à un

---

<sup>1</sup> Entretien n°47, Noura, jeune femme active au sein de la communauté tchéchène de Nice, fondatrice et principale animatrice de l'association France-Caucase, Nice, mars 2007.

affront que l'un de ses membres a subi. Au regard de ces pratiques finalement assez courantes, les Tchétchènes en exil apparaissent facilement solidaires les uns des autres, ce qui contribue à renforcer leur cohésion et faire émerger de solides structures diasporiques. A ce titre, il est intéressant de noter qu'au printemps 2007, une mobilisation similaire se produit au Kazakhstan, dont les rapports avec la Tchétchénie remontent aux années 40 et à la déportation du peuple tchétchène par Staline. La communauté y existe donc depuis quelques décennies et n'a connu, on l'a vu, qu'un accroissement marginal depuis les dernières guerres. Cela dit, le sentiment identitaire ne paraît nullement émoussé. A l'arrivée d'un groupe de Kazakhs qui viennent venger l'un des leurs blessé à la jambe par un Tchétchène à la suite d'une dispute dans un café, se rassemblent tous les hommes, descendants des déportés, résidant dans le village attaqué<sup>1</sup>. Il faut croire dès lors qu'au sein des communautés tchétchènes à l'étranger, le lien social est entretenu, assurant son renouvellement et sa pérennité sur le long terme.

## **2) Fêtes et événements culturels : des célébrations identitaires.**

Les recompositions sociales parmi les populations réfugiées tchétchènes ne se limitent pas à la reconnaissance identitaire ni à l'insertion communautaire des nouveaux arrivants, qui paraissent relativement aisées. Elles supposent surtout d'entretenir le lien social ainsi rétabli, en le célébrant. Il s'agit simplement de consolider l'identité maintenue en la valorisant par ce qui la caractérise fondamentalement, à savoir un magma de pratiques culturelles traversées de traditions ancestrales. Il est assez révélateur de constater qu'en l'occurrence, parmi les premières initiatives des migrants installés, les projets culturels ou plutôt folkloriques mêlant danses traditionnels et chants populaires foisonnent. Les quelques manifestations publiques donnent lieu à de grands rassemblements de réfugiés venant parfois d'assez loin. Au quotidien, ces centres ou foyers de renaissance culturelle en exil fonctionnent comme des points de référence, notamment identitaire mais aussi en matière de solidarité, au sein de la communauté, permettant son développement et son approfondissement social. Au-delà de la culture, il ne faut pas négliger non plus, bien sûr, les mariages qui se révèlent de formidables occasions de réunir la communauté tchétchène diasporique et d'affirmer ainsi sa cohésion.

---

<sup>1</sup> Daur Dosybiev. « Kazakhstan: village brawl reverberates in halls of power ». *Caucasus Reporting*, IWPR, 23 March 2007, n°487.



## **Dynamisme des centres culturels tchéchènes en Belgique.**

Dès le début des années 2000, partout en Europe, se multiplient des espaces autoproclamés « centres culturels tchéchènes ». Ils se révèlent le plus souvent assez peu effectifs. Peu correspondent à une démarche construite et pérenne ; la plupart ne font que traduire une présence tchéchène relativement significative à tel endroit, d'où émerge un personnage charismatique qui entend ainsi unifier la communauté autour de lui. Ramzan Ampoukaev, au début, incarne assez bien ce type de nouveaux leaders sociaux et culturels<sup>1</sup>.

« Le premier centre culturel tchéchène a été créé à Cracovie en Pologne à la fin des années 1990 sous ma responsabilité. Il en existe aujourd'hui [entretien de 2004] une quinzaine situés à Varsovie (directeur : Ramzan Ampoukaev), Amsterdam, à Rotterdam (directeur : Islam Bachirov), à Bruxelles (coordinatrice : Taïssa Izmaïlova), à Anvers (directeur : Saypoudi Khalikov), à Verviers (directeur : Emilkhan Charipov), à Cambridge, à Malaga autour de plusieurs familles réfugiées (sous mon impulsion), en banlieue parisienne (coordinateur Abou Amaev qui semble avoir récemment cessé ses activités), à Prague (coordinateur : Kazbek Vitarigov), à Cologne, à Munich, à Berlin, à Aix-la-Chapelle, à Copenhague (coordinateur Salambek Idrissov), à Vilnius (initiatrice : Aminat Saïeva, qui dirige en réalité plutôt un centre tchéchène d'informations) ».

Les productions demeurent modestes. Tous, à leur début, font office en réalité de plateforme de solidarité, de lieu de référence pour les nouveaux arrivants qui y trouvent un accueil, de l'aide et des conseils. Ils posent en somme les bases de la cohésion communautaire, en fondant le lien social sur des prétextes culturels ; il ne fait aucun doute qu'ainsi ils participent de la reconstruction identitaire tchéchène en exil. Mais, on l'a vu à propos du centre de Verviers, le besoin de solidarité est plus facilement satisfait au fur et à mesure des arrivées et installations massives de migrants. Ainsi, au fil des années, beaucoup disparaissent. Il arrive un moment où le lien social doit effectivement se nourrir de contenus réellement culturels. Parmi ces premières entités, faute de moyens souvent, quelques unes seulement réussissent leur reconversion. En Pologne, le centre culturel de Varsovie en est un exemple éloquent. C'est en Belgique cependant que l'engagement tchéchène se révèle le plus dynamique.

---

<sup>1</sup> Entretien n°21, Ramzan Ampoukaev, ancien responsable syndicaliste, devenu une figure centrale des communautés tchéchènes en Europe, pour avoir favorisé leur organisation, Bruxelles, 2004-2007.

En 2007, la liste des centres culturels tchéchènes existant en Belgique s'allonge et se précise<sup>1</sup>. On en compte sept désormais.

« Eupen/Verviers : collectif de danse pour enfants, ainsi qu'un théâtre de marionnettes.

Courtrai : principalement de la danse d'enfants.

Oostende : plus récent, il a participé aux fêtes de la ville en 2007.

Bruxelles : activités sportives, apprentissage des langues, club de femmes.

Anvers : activités sportives, apprentissage des langues, collectif de danse ; son directeur, Saypoudi Khalikov, travaille pour la ville d'Anvers et, à ce titre, a pu obtenir certaines facilités logistiques (location de salles de répétitions, bureaux).

Leuven : en développement, destiné aux jeunes étudiants tchéchènes.

Ypres : collectif de danse ».

Parmi eux, il faut distinguer en particulier les centres de Verviers et d'Anvers qui ont le mieux réussi leur reconversion. Ainsi à Verviers<sup>2</sup>, le collectif de danse pour enfants, créé dès 2001, réussit à survivre durant toute la période. Autofinancé et bénéficiant de petites subventions publiques, il se déplace en Belgique, mais aussi en Allemagne, aux Pays-Bas, en Norvège ou en France, à l'invitation de responsables d'autres communautés tchéchènes ou dans le cadre de festivals. En 2005, il est renouvelé, les premiers enfants ayant grandi, et s'adjoit les services réguliers d'un professeur de danse tchéchène qui gère d'ailleurs aussi les groupes de Courtrai et de Bruxelles. Inversement, le centre accueille de nombreux artistes tchéchènes réfugiés en Europe à l'occasion de spectacles et de concerts qu'il organise. Il propose également des expositions de photos sur la Tchétchénie et des événements gastronomiques de découverte culinaire ; il encadre de plus un chœur de six femmes produisant des chants tchéchènes et géorgiens et ouvre en 2006 un théâtre de marionnettes. Enfin, il assure la logistique, notamment la location de salles lors des mariages au sein de la communauté et des fêtes religieuses telle que la fin du Ramadan. De même, pour Anvers, le centre tchéchène d'activités, créé en 2002 sous l'impulsion de Saypoudi Khalikov, connaît un développement exceptionnel, comme l'explique son fondateur<sup>3</sup>.

« Le centre devait fonctionner à l'origine à la manière du conseil de la diaspora tchéchène de Bruxelles et gérer donc principalement les relations

---

<sup>1</sup> Entretien n°23, Taïssa Izmaïlova, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretien n°22, Emikhan Charipov, Eupen, janvier 2006.

<sup>3</sup> Entretien n°24, Saypoudi Khalikov, Anvers, avril 2007.

des nouveaux arrivants avec les autorités belges locales. Il s'agit donc au début d'accueillir, défendre et orienter les réfugiés dans leurs démarches administratives à Anvers. Très vite les tâches ont évolué vers des activités culturelles et sportives.

Cours de langue ouverts en 2002 : Russe, Tchétchène, Anglais, ainsi que des remises à niveau en mathématiques. Les enseignements sont assurés par des Tchétchènes réfugiés, qui ont été professeurs/pédagogues en Tchétchénie.

Cours de danse ouvert en 2005, assuré par un chorégraphe, ancien danseur d'un ensemble tchétchène de Grozny.

Club de boxe et de lutte gréco-romaine ouvert en 2006. Il a fermé presque aussitôt à la suite de l'assassinat d'un Arménien par un Tchétchène lors d'une manifestation sportive.

Soirées culturelles avec participation d'organisations belges locales d'aide aux réfugiés ».

Au-delà d'une réelle vivacité culturelle tchétchène en Belgique, ces organes ont une véritable capacité de mobilisation sociale qui dépasse même leur environnement proche. Verviers par exemple est un centre culturel reconnu par les communautés tchétchènes au niveau européen. Saypoudi Khalikov, quant à lui, jouit d'une certaine notoriété en Belgique. A ce titre, leurs projets acquièrent, dans la perspective d'une diaspora tchétchène européenne, une dimension unique : par les liens socioculturels qu'ils contribuent à entretenir, ils apparaissent comme les moteurs des recompositions identitaires tchétchènes en exil.

### **Les initiatives culturelles tchétchènes en France : priorité au lien social.**

Le dynamisme culturel tchétchène en France n'atteint pas un tel niveau ; cependant les quelques initiatives qui s'y développent témoignent d'une ambition similaire. Comme ailleurs, dans les premiers temps, les projets culturels tchétchènes naissent les uns après les autres. Trois seulement sont vraiment pertinents. L'association Serlo d'abord, co-fondée en 2002 par une militante française de défense des droits de l'Homme, Isabelle Bohnke et Ghani, un réfugié tchétchène, oscille entre activités culturelles et actions de solidarité. En 2005, à la création d'une nouvelle structure, l'Association des Tchétchènes d'Europe, destinée à canaliser la solidarité et à faciliter l'intégration des réfugiés en gérant les relations avec les autorités d'accueil, Serlo est réorientée vers des tâches exclusivement culturelles, c'est-à-dire des cours de langue tchétchène et des soirées culturelles (concerts et repas tchétchène). Mais, l'association vivote, ne tenant qu'à l'engagement d'Isabelle Bohnke sans réel appui de la part de Tchétchènes, y compris Ghani occupé à travailler et à faire vivre sa famille. Des idées de

relance resurgissent : en particulier celle d'une école culturelle tchéchène en partenariat avec un musicien tchéchène renommé tout juste arrivé, mais elle n'aboutit pas.

Parallèlement, à la même époque, se constitue Marzo<sup>1</sup>, qui est officiellement déclaré le 8 juin 2005. Issita Djamaldanova détaille ainsi ses objectifs<sup>2</sup>.

« Le centre culturel tchéchène, Marzo voudrait développer ses activités dans une grande variété de secteurs : danse, langue, folklore, soutien aux artistes et chercheurs tchéchènes. Il se veut une alternative aux attractions identitaires exercées par la religion. Il est en effet essentiel que la culture tchéchène et l'ensemble des références identitaires bénignes (historiques, linguistiques) prennent corps en une structure, qui empêche une partie de la jeunesse d'opter pour un principe identitaire radical et religieux. Ce centre doit ainsi faire vivre la culture tchéchène à l'étranger ».

A titre d'exemples, Marzo propose en mai et juin 2005 deux journées d'études, l'une consacrée aux caractéristiques de la langue tchéchène (29 mai 2005), l'autre aux travaux de Rouslan Arsanounkaev sur les pétroglyphes anciens découverts en Tchétchénie. Rapidement ensuite en effet, des cours de langue sont organisés et des événements culturels (repas et concerts) ont lieu régulièrement sur une péniche à Paris le dimanche après-midi. En dépit d'un panel d'activités qui ne correspond nullement aux associations de Belgique, Marzo s'impose comme la référence culturelle tchéchène en France ; son atout est précisément social. En créant un rituel de socialisation au sein de la communauté, l'association devient un acteur identitaire incontournable, au moins en France.

Enfin, il existe une troisième initiative totalement novatrice : le site internet à vocation culturelle, [www.chechen.org](http://www.chechen.org) animé par Maïrbek Vatchagaev. Site de ressources historiques, ethnographiques, religieuses ou encore géographiques, il n'a pas de consistance matérielle. Toutefois le lien social virtuel qu'il crée s'avère tout à fait symptomatique de la recherche identitaire et communautaire. Révélateur cependant d'un phénomène diasporique assez spécifique, il est analysé au chapitre VII.

### **Les centres culturels tchéchènes de Russie : des lieux de rassemblement.**

---

<sup>1</sup> Mot intraduisible en Français selon la fondatrice, Issita Djamaldanova, il serait proche de « bonnes manières ».

<sup>2</sup> Entretien n°35, Issita Djamaldanova, Paris, 2005-2006.

En Russie hors Caucase Nord, face aux difficultés rencontrées quotidiennement, aux diverses pressions policières (arrestations, contrôle abusif des papiers), il est essentiel de maintenir une solidarité vivante entre résidents tchéchènes. Il n'est question pour aucun de ces déplacés de dissimuler ou d'atténuer son identité. Ainsi, l'enjeu est double comme l'indique Mavlit Bajaev, un homme d'affaires tchéchène, à l'origine d'un mouvement de coordination culturelle en Russie<sup>1</sup>.

« Il est important de consolider la dynamique culturelle tchéchène au sein de la société russe. Certes l'indépendance est rejetée, mais il ne s'agit pas pour autant de délaisser l'identité tchéchène en Russie. Au contraire, compte tenu de la recrudescence des actes terroristes perpétrés par des Tchétchènes sur le territoire russe et de la méfiance croissante de la société russe vis-à-vis des Caucasiens, il est indispensable de travailler au redressement de l'image tchéchène en Russie ».

Dès lors, il peut être avantageux de disposer d'une structure qui assure cette double fonction : valorisation de l'identité et lieu de solidarités. C'est l'objet précisément du Conseil de Coordination des centres culturels tchéchènes, initié en août 2004.

« Le Conseil de Coordination a un double objectif.

Il doit d'abord constituer un interlocuteur valable face à l'administration russe, afin de prouver les bonnes intentions des organisations associatives et défendre en collaboration avec la représentation tchéchène officielle en Russie les intérêts de la communauté.

Il doit ensuite pouvoir préserver des lieux de rassemblement structurants pour la communauté tchéchène en Russie : écoles, centres culturels... Ainsi, le Conseil, s'engage à défendre la pérennité des organismes culturels tchéchènes et à aider à la concrétisation de toutes initiatives culturelles ».

La culture, en l'occurrence, apparaît clairement comme le cadre synchrétique de l'affirmation identitaire tchéchène en Russie, au cœur de l'argumentaire officiel de Mavlit Bajaev à l'attention de l'administration fédérale russe. D'une part, ces lieux ou centres culturels offrent l'opportunité du lien social et de la solidarité, assurant donc la reconnaissance identitaire de tous et l'intégration de chacun au sein de la communauté. D'autre part, ces organismes, par les initiatives qu'ils sont supposés prendre, permettent l'expression et la valorisation culturelle tchéchène, contribuant alors au renforcement identitaire communautaire. La démarche aboutit en janvier 2005. Le Conseil de Coordination, présidé par Mavlit Bajaev devient le principal organe représentatif de l'association des sociétés et centres culturels tchéchènes de Russie

---

<sup>1</sup> Entretien n°68, Mavlit Bajaev, Moscou, octobre 2004.

enregistrée officiellement, à cette date, auprès de l'Etat. Y siègent également la plupart des hommes d'affaires et personnalités tchéchènes de haut rang en Russie.

A Moscou et en région, les centres culturels tchéchènes connaissent un regain de visibilité, mais leurs activités en réalité évoluent peu. Cette démarche centralisée menée à Moscou par un homme d'affaires proches de certains cercles politiques tchéchènes n'a pas de portée effective réelle. Elle ne fait que légitimer l'existence de ces centres culturels tchéchènes dans les quelques villes marquées par une émigration significative, telles que Iaroslav, Volgograd, Rostov, Tyumen, Tomsk ou Kazan. Ceux-là sont simplement reconnus officiellement comme des lieux de rencontres de la communauté, et par conséquent comme des refuges identitaires. Le cas du centre Daimokh est révélateur de cet état de fait. Après 2005, ses initiatives ne se sont en aucun cas multipliées. Il est resté un centre de passage pour une partie de la communauté tchéchène de Moscou, en particulier le dimanche, lorsque l'école Daimokh, dispensant aux enfants de la communauté des cours de culture tchéchène, fonctionnait. Cela dit, il ferme au début 2007, après s'être transformé en un instrument de clientélisme au service de son directeur, Abdoulzid Apaev et avoir donc perdu sa raison d'être : un lieu identitaire ouvert à la communauté.

### **Les mariages : des fêtes communautaires.**

On constate, très logiquement, une forte endogamie et un engagement explicite de beaucoup de réfugiés en ce sens. Une population en exil, fuyant la guerre et la destruction de son Etat d'origine, tend naturellement à vouloir se préserver et donc à ne pas diluer son identité. Ainsi, le mariage au sein de la communauté s'impose à tous comme une obligation. La plupart des jeunes hommes célibataires s'y soumettent, semble-t-il, volontiers. Parmi les individus rencontrés, aucun n'envisage par exemple de se marier hors de la communauté ; et celui qui l'est déjà divorce en 2007 pour se remarier avec une jeune Tchétchène en exil<sup>1</sup>. Ce dernier avoue lui-même ne pas avoir supporté les habitudes françaises. Même s'il ne s'agit pas là véritablement d'une volonté de sauvegarde identitaire, ce mouvement de retour vers la communauté laisse transparaître cependant un manque et une certaine frustration à l'idée de mettre de côté ce qu'il était. A l'inverse, les cas des jeunes femmes sont plus ambigus.

---

<sup>1</sup> Entretien n°30, Adnan, Nice, mars 2007.

Beaucoup, certes, disent leur intention de ne se marier qu'avec un Tchétchène. Les unions peuvent même avoir lieu assez tôt<sup>1</sup>.

« Les mariages en diaspora sont fréquents. Ils unissent souvent d'assez jeunes fiancés, dès 16 ou 17 ans pour une jeune fille. La religion joue un rôle non négligeable ; c'est loin cependant d'être la seule raison. Il faut tenir compte aussi des traditions tchétchènes qui sont plus fortes au sein de familles issues d'un milieu rural, ainsi que, par ailleurs et paradoxalement, du désir d'émancipation des jeunes réfugiés.

Pour les femmes, les mariages mixtes sont assez mal perçus. En revanche, les hommes tchétchènes sont plus libres ».

Cela dit, la pratique n'est pas généralisée. Issita évoque ainsi plusieurs exemples de mariages extracommunautaires avec de jeunes Français, notamment d'origine maghrébine<sup>2</sup>. Certaines femmes, en effet, ne font pas de l'endogamie un impératif. Eduquées, vivant en exil depuis quelques années, intégrées au sein des sociétés d'accueil, celles-ci privilégient avant tout l'ouverture d'esprit de leur partenaire potentiel et sa capacité d'adaptation. L'une, ainsi, divorce de son mari réfugié rencontré aux Etats-Unis, car celui-ci a voulu vivre selon les traditions tchétchènes, et à ce titre l'a empêchée de poursuivre des études et l'a obligée à loger avec sa famille. Noura, jeune femme active à Nice, reconnaît qu'elle peut épouser un homme de n'importe quelle nationalité sauf un Russe<sup>3</sup>. Une troisième enfin, Amal Bino, Tchétchène de Jordanie, paraît hésitante au regard des comportements de la plupart des jeunes hommes qu'elle a côtoyés<sup>4</sup>.

« Recently I met a Chechen guy born and raised in England. But his family are Chechens from Turkey. He is 23 years old now and his family never practiced religion or followed the Chechen culture but he knows everything from the Chechen cultural foods to the Chechen dance and music. He taught himself through his visits to Turkey where his old grand parents were residing. He is as Chechen as the Chechens I have met in Chechnya which to me is a bit of a shock. How can someone who lived so isolated from any contact with a Chechen community still have that identity and be proud of it? Even his character, his ideas as a male are all very similar to the Chechen guys in Jordan or Chechnya. I really think that there is a gene that should be called the "Chechen gene" that all the Chechens carry in their blood ».

Ces jeunes femmes en fait réagissent aux règles et traditions tchétchènes qu'elles jugent inadaptées à leur nouvelle vie en exil ; elles ne rejettent nullement d'emblée l'endogamie.

---

<sup>1</sup> Entretien n°93, Isabelle Bohnke, *ibid.*

<sup>2</sup> Entretien n°35, Issita Djamaldanova, *ibid.*

<sup>3</sup> Entretien n°47, Noura, *ibid.*

<sup>4</sup> Entretien n°27, Amal Bino, étudiante aux Etats-Unis, originaire de Jordanie, New-York, mars 2006.

Aucune d'elles d'ailleurs n'exclut d'épouser un Tchétchène. Elles posent juste des conditions, en fonction du contexte transnational dans lequel elles évoluent désormais.

Les mécanismes matrimoniaux subissent des influences similaires. Compte tenu de la dispersion géographique des populations réfugiées, entre les différents Etats européens, le Caucase Sud, la Turquie et la Russie, les nouvelles technologies de communication, allant des emails aux réseaux de discussion sur internet (les chats) et textos sur téléphones portables, deviennent des éléments incontournables de toute stratégie amoureuse entre jeunes Tchétchènes. Ainsi les rencontres sont-elles largement facilitées, au détriment des convenances en cours jusqu'alors en Tchétchénie qui veulent que toute relation suivie soit placée sous la surveillance d'un parent de la jeune fille. En diaspora, les contacts sont beaucoup plus directs, comme en témoigne Aslan<sup>1</sup>.

« Il est certain que les nouvelles technologies facilitent les rencontres. Si un garçon et une fille qui se remarquent lors d'une fête parviennent à échanger leur pseudo sur l'un des réseaux de chat sur internet, il devient possible alors d'entretenir pendant des mois une relation suivie et intense. Certains se rencontrent même directement sur des forums tchétchènes spécialisés. Les pratiques tchétchènes s'adaptent à la modernité technologique qui permet aux jeunes de se séduire de manière beaucoup moins formelle que selon les règles sociales tchétchènes habituelles. Il n'est pas rare que ceux-là ensuite envisagent le mariage ».

Une jeune femme tchétchène de Pologne raconte également qu'à son arrivée, elle repère un jeune homme célibataire qu'elle aborde seule directement. Depuis, ils sortent tous les deux en ville régulièrement<sup>2</sup>. L'exil indéniablement assouplit les conventions, sans remettre pour autant en cause les fondements identitaires. Les demandes en mariage ainsi, lorsqu'elles ont lieu, demeurent proches des pratiques traditionnelles : c'est au jeune homme, par des intermédiaires familiaux de soumettre la proposition à la famille de la jeune fille. Lorsque l'une des deux familles est encore en Tchétchénie, c'est là que l'accord qui prend la forme d'un échange de cadeaux entre les représentants des deux jeunes gens doit avoir lieu. Larissa, jeune mariée en France, précise le processus<sup>3</sup>.

« La demande en mariage est officialisée par l'intermédiaire de cousins de mon fiancé restés en Tchétchénie. Ils se sont adressés à ma famille sur place, qui a donné son accord. Le mariage a lieu en deux fois. Il est prévu

---

<sup>1</sup> Entretien n°31, Aslan, lycéen, Nice, mars 2007.

<sup>2</sup> Entretiens dans le centre d'accueil de Tcholka à Varsovie, mars 2006.

<sup>3</sup> Entretien n°43, Larissa, étudiante, mariée en 2005, Paris, juillet 2005.



d'abord que je me rende en Tchétchénie en août 2005 pour me marier, seule. Ensuite, une grande réception est organisée en France en septembre, pour fêter symboliquement mon insertion dans la famille de mon fiancé».

Les relations matrimoniales tchéchènes en diaspora peuvent être considérées comme des actes identitaires d'une portée significative. L'endogamie ne souffre que peu d'exceptions ; il n'y aurait qu'une poignée de jeunes hommes ayant franchi le pas et quelques jeunes femmes. Les demandes de mariage, quant à elles, tendent à respecter un schéma faisant une place de choix à la terre d'origine. Ainsi, les fêtes données à l'occasion deviennent de véritables rassemblements communautaires, qui ont une double fonction. D'une part ils permettent de célébrer la pérennité de l'identité tchéchène recomposée en exil ; d'autre part ils offrent une occasion festive de recréer du lien social et ainsi, selon un cercle vertueux, de renforcer le sentiment identitaire de chacun et par conséquent la cohésion de tous. D'ailleurs, de manière révélatrice, ces fêtes de mariage ne s'encombrent pas d'invitation : c'est toute la communauté, à l'échelle d'une ville, d'une région ou même d'un pays, qui est conviée. Beaucoup de réfugiés font le déplacement, parfois même en provenance d'un pays voisin. En somme les mariages, par ce qu'ils traduisent sur le plan identitaire, participent de l'approfondissement diasporique d'une communauté en exil, y compris en intégrant les influences extérieures contextuelles. Une diaspora n'est pas seulement une translation de l'Etat d'origine vers l'Etat d'accueil ; ses membres voient également leurs perceptions évoluer.

### **3) La socialisation par l'éducation et la mémoire.**

Il apparaît, au fil des années d'exil, dans certains pays d'accueil, des lieux d'éducation au sein des communautés tchéchènes réfugiées. Ces espaces d'apprentissage ou « écoles » souvent sans statut juridique, parfois intégrés à de plus larges ensembles culturels, constituent à la fois des points de contact pour les familles installées et des tremplins identitaires pour leurs enfants. Il ne s'agit plus là seulement de permettre et d'entretenir le lien social entre les migrants ; il se constitue des structures visant à refonder l'encadrement identitaire de la jeunesse tchéchène, qui comprend l'ensemble des références culturelles traditionnelles, ainsi que, dans certains cas, les formations de base, en langues, mathématiques, sciences et histoire (nationale et régionale). L'insertion identitaire au sein de la communauté prend corps de façon structurée et se révèle en conséquence assez approfondie. Les jeunes, nouvellement arrivés, en

fréquentant ces espaces, réapprennent qui ils sont. Ces liens rapprochent également les familles. Il en ressort une plus grande cohésion sociale affermie par un travail commun sur la mémoire, le 23 février de chaque année, en souvenir de la déportation par Staline en 1944.

### **Les écoles tchéchènes de Bakou : des espaces de vie sociale et culturelle.**

Face au refus de la plupart des écoles azéries d'accueillir, durant les premières années, les enfants réfugiés, il se constitue à Bakou dans l'urgence des structures scolaires. En dépit d'un assouplissement des mesures administratives en 2005 permettant aux enfants tchéchènes de suivre plus facilement une scolarité en Azerbaïdjan, elles continuent de fonctionner. Elles s'avèrent, en effet, mieux adaptées pour gérer les retards accumulés pendant les années de guerre : en offrant aux adolescents des cours de remise à niveau, elles leur évitent de suivre des classes azerbaïdjanaises bien inférieures à leur âge. En 2006, il existe à Bakou cinq écoles tchéchènes qui rassemblent près de 500 enfants. 400 autres, selon les chiffres du Haut Commissariat pour les Réfugiés<sup>1</sup> sont admis dans des écoles azerbaïdjanaises.

**Tableau 5. Caractéristiques des écoles tchéchènes d'Azerbaïdjan<sup>2</sup>.**

<b>Ecoles</b>	<b>Directeurs Historique</b>	<b>Enfants</b>	<b>Activités</b>	<b>Sponsors</b>
<b>Khava/Khamzat<sup>3</sup></b>	Khava. Imran Gaziev.  Ecole née d'une fusion en 2005 entre l'institution dirigée par	Moins d'une centaine. De 6 à 16 ans	Cours préparatoires généralistes, pour l'entrée dans les écoles d'Azerbaïdjan.  Cursus généraliste.	HCR (salaires des professeurs et loyer)  NRC (produits

<sup>1</sup> Anna Mørck. *Chechen Refugees in Baku, Azerbaijan. A needs assessment*. Norwegian Refugee Council (NRC), 2006, p. 29.

<sup>2</sup> La majorité des données est issue des entretiens n°11, n°15, n°19, n°20, Bakou, mars 2005. Le rapport du Conseil norvégien des Réfugiés (NRC) ne fait que compléter certains manques. Anna Mørck. *Chechen Refugees in Baku, Azerbaijan. A needs assessment*. Oslo: Norwegian Refugee Council, 2006. pp. 27-33.

<sup>3</sup> Entretien n°11, Imran Gaziev, adjoint d'Ali Assaev, Bakou, mars 2005. Entretien n°15, Khava, directrice d'école, Bakou, mars 2005.

	Khava et celle sous la direction de Khamzat. Celle-ci, après le retour de Khamzat en Tchétchénie est reprise par Imran Gaziev <sup>1</sup> .		Langue et littérature tchéchénes. Anglais et informatique. Couture et traditions tchéchénes.	alimentaires, goûters pour les enfants, fournitures scolaires)
<b>Vocational Center<sup>2</sup></b>	Rouslan Zelimkhanov. Créée en 2000, avec le parrainage de Zelimkhan Ianderbiev, l'école se libère en 2002 de cette tutelle politique gênante.	200 personnes, régulièrement. Entre 11 et 25 ans	Cursus généraliste de remise à niveau avant l'entrée dans les écoles et/ou universités azéries. Informatique, économie, et anglais. Droit international (jusqu'à 2005)	NRC (loyer, salaires des professeurs, matériel informatique)
<b>Radouga<sup>3</sup></b>	Tatiana Edilkhanova. Créée en 2000, cette école fonctionne plutôt comme un jardin d'enfants culturel, où l'accent est mis dès le plus jeune âge sur les pratiques festives traditionnelles (chants, danse,	Une centaine environ, de manière irrégulière. Entre 4 et 16 ans.	Activités maternelles ; jardin d'enfants. Cursus généraliste de remise à niveau avant l'entrée dans une école azérie. Soutien scolaire : langues russe, tchéchéne, azérie. Traditions et	HCR (salaires des professeurs et loyer)  Hayat (produits alimentaires, vêtements, fournitures scolaires)

<sup>1</sup> Homme d'affaires et adjoint d'Ali Assaev, représentant de l'Etat d'Itchkérie en Azerbaïdjan, il est assassiné pour des raisons encore inexpliquées en décembre 2007.

<sup>2</sup> Entretien n°20, Rouslan Zelimkhanov, directeur d'une école tchéchéne, ancien préfet du gouvernement de la république tchéchéne d'Itchkérie. Bakou, mars 2005.

<sup>3</sup> Entretien n°19, Taouz Taramova, puis Tatiana Edilkhanova, directrices de l'école tchéchéne de Radouga, Bakou, mars 2005.

	musique).		folklore tchéchènes.	
<b>Ilmadi</b>	Ilmadi Chariev. Ancien conseiller de Zelimkhan Ianderbiev, il s'emploie à préserver en diaspora les références religieuses.	Une cinquantaine. Entre 4 et 10 ans.	Cursus généraliste d'une école primaire. Culture religieuse de base.	Comité de Solidarité Caucase, basé à Mannheim.
<b>Moussa</b>	Zakhimat. Créée en 2004, cette école se tient à l'écart des structures internationales telles que le HCR et le NRC.	?	Enseignements religieux.	? Peut-être une ONG norvégienne islamique <sup>1</sup> .

En dépit de références politiques, explicitement affichées par certaines structures, la communauté n'apparaît pas particulièrement divisée. Les parents peuvent envoyer leurs enfants simultanément à l'école d'Ilmadi (ou Moussa) et de Khava/Khamzat. De même, il est possible d'abord de recevoir un enseignement généraliste à l'école de Khava puis de suivre des cours spécialisés au Vocational Center. Contrairement aux apparences, le choix de l'école par les familles n'est pas politique. D'ailleurs, il est assez révélateur de noter que les déterminants politiques sous-jacents, itchkériste ou islamique, n'ont pas de portée effective. La proximité entre Imran Gaziev et Ali Assaev n'a pas davantage favorisé l'école Khava/Khamzat qui n'a en aucun cas bénéficié des largesses financières de l'homme d'affaires et représentant du gouvernement séparatiste en Azerbaïdjan. Le soutien conjoint du HCR et du NRC à partir de 2005 tient surtout aux conséquences de la fusion entre deux structures scolaires qui supposent de réunir les aides attribuées jusqu'alors à chacune. Quant aux références religieuses, celles-ci n'ont rien d'islamistes. Elles s'adressent à de jeunes enfants et s'apparentent aux écoles privées catholiques : il s'agit d'un catéchisme musulman,

<sup>1</sup> Rahman Islamic Relief, selon le rapport du Conseil norvégien des Réfugiés.

encadrant l'éducation des préadolescents. De la même façon, au niveau social, ces structures ne correspondent pas à des regroupements homogènes. Les références claniques (teips) n'interviennent nullement dans la formation de tel organisme et le rassemblement des familles autour de telle école. Il est significatif par exemple que tous les professeurs de l'école de Khava ou du Vocational Center soient issus, selon leurs dires, d'un teip différent.

Ces écoles, rapidement, font office de lieux de rencontres et de passage pour les migrants tchéchènes qui arrivent régulièrement jusqu'à 2003. La communauté tchéchène, rassemblée, on l'a vu, presque exclusivement à Bakou, vit de plus de manière assez compacte dans des zones spécifiques résidentielles. Ainsi, se retrouvent à l'école la plus proche les enfants tchéchènes d'un même quartier. Lieux propices donc à des rapprochements entre les différentes familles tchéchènes, elles deviennent des espaces de relations privilégiées au sein de la communauté. Soucieuses par ailleurs de préserver la culture tchéchène, ces structures proposent des activités qui dépassent le simple cadre scolaire et fonctionnent en fait comme des centres d'animation et de ressources ; elles constituent le principal moteur de la vie communautaire, civile, non politique. Ainsi, c'est principalement dans les écoles que sont organisées les grandes fêtes annuelles, laïques et religieuses, telles que, par exemple, la fin du Ramadan, le 1<sup>er</sup> janvier, la commémoration de la déportation le 23 février, la fête des femmes le 8 mars. Force est de constater que cette effervescence scolaire, dans une perspective culturelle et de socialisation, s'avère tout à fait spécifique à l'Azerbaïdjan. Les conditions d'accueil dans le pays et les caractéristiques même de la diaspora en formation, à savoir une communauté non politisée, non dispersée, et évoluant dans un rapport ambivalent avec les autorités locales qui ne reconnaissent pas la présence de réfugiés mais leur accordent de discrètes marges de manœuvre, favorisent sans aucun doute de tels développements.

### **Les écoles de langue tchéchène à Moscou et en France (Paris et Orléans).**

En Europe, en Russie (malgré certaines discriminations) et même en Géorgie, la possibilité, pour les communautés réfugiées, d'accéder aux systèmes scolaires locaux ne rend pas indispensable l'organisation d'écoles tchéchènes. En Turquie, où le cadre diasporique est sensiblement comparable à la situation azérie (non politisation et proximité géographique), les initiatives tchéchènes sont contraintes par les impératifs politiques vis-à-vis de Moscou. Au minimum, cependant, les migrants tchéchènes s'avèrent très attachés à la connaissance de la langue tchéchène, qu'il s'agit impérativement d'entretenir et de transmettre. Ces projets

scolaires limités sont manifestement loin d'être aussi aboutis qu'à Bakou, même si dans certains pays d'accueil, en France et en Russie en particulier, on tend à approcher le sens identitaire et culturel des structures tchéchènes d'Azerbaïdjan.

En France, deux initiatives se distinguent. L'une, menée par l'association Marzo à Paris, qui propose à partir de 2005 des cours de français aux réfugiés et de tchéchène aux Français, tend à privilégier la rencontre et l'échange culturel. Ces enseignements de tchéchène en réalité s'adressent tout autant à quelques curieux parisiens qu'aux migrants eux-mêmes dont les enfants avant 10 ans parlent surtout la langue locale. Il ne faudrait donc pas négliger ce second objectif de dimension, en l'occurrence, beaucoup plus communautaire. Les cours cependant périclitent au bout d'un an, faute de fréquentation suffisante. La dispersion géographique des familles tchéchènes en région parisienne ne facilite pas en effet les activités de groupe. A Orléans, à l'inverse, l'autre initiative scolaire, lancée et gérée par Djamboulat Abouev, réfugié de longue date, originaire de Goudermes en Tchétchénie, connaît un certain succès. De portée supérieure, elle ne se limite pas à des cours de langue, mais dispense également des enseignements sur la culture et les traditions tchéchènes qui sont mis en pratique. La ville étant moins grande, il est naturellement plus facile de faire vivre la communauté ; il se trouve de plus que beaucoup de familles réfugiées sont issues de la même région en Tchétchénie, autour de Goudermes, ce qui favorise, on l'a vu, la reprise de contact et la solidarité. Ainsi est-il possible de structurer le lien social et de renforcer, sur cette base, l'affirmation identitaire des réfugiés installés, notamment les plus jeunes.

En Russie, l'école tchéchène au sein du centre culturel Daimokh<sup>1</sup> offre un autre exemple manifeste de ce besoin structurel. Le dimanche matin exclusivement, jusqu'à la fermeture du centre au début de 2007, se rassemblent ainsi quelques dizaines d'enfants (en tout, peut-être une cinquantaine), entre 4 et 9 ans qui suivent, selon les périodes de l'année, des cours de langue et littérature, d'éthique vainakh (codes sociaux traditionnels tchéchènes) et de danses folkloriques. Le midi, un repas est donné aux enfants, auquel sont conviés les parents qui restent donc pour la plupart aussi l'après-midi. Le dimanche soir, le centre peut accueillir également des étudiants assistant aux mêmes enseignements. Daimokh, cependant, n'est qu'un lieu de sociabilité partielle. Cette structuration sociale ne concerne qu'une partie infime de la communauté tchéchène de Moscou. Affilié officiellement au bureau de représentation de la Tchétchénie à Moscou, le centre culturel est politiquement marqué et

---

<sup>1</sup> Observation de terrain, Moscou, octobre 2004.

soumis de surcroît, on l'a vu, au réseau clientéliste de son directeur Abdoulzid Apaev qui accorde des facilités à ceux qui rejoignent la structure<sup>1</sup>. L'expérience scolaire ne dure pas et disparaît avec le centre.

### **La mémoire de la déportation : un ciment fondamental.**

Au regard de ces différents mouvements d'affirmation identitaire, qui peuvent être culturels ou scolaires, il apparaît assez clairement qu'au début de l'installation diasporique, les migrants, marqués par un besoin de reconnaissance, cherchent prioritairement à structurer le lien social retrouvé. Il se produit d'emblée un phénomène de formalisation communautaire, qui, selon le contexte du pays d'accueil, ne s'inscrit pas nécessairement dans un cadre légal. En effet, les Tchétchènes à l'étranger entretiennent une forte conscience collective qui favorise une structuration rapide et immédiate. Elle tient particulièrement à la haute valeur performative des références communes immatérielles tchétchènes, à la base des communautés imaginées, selon le concept emprunté à Benedict Anderson<sup>2</sup>. Parmi celles-ci, l'épisode tragique de la déportation de 1944 joue un rôle central ; il ne semble même guère y avoir, depuis plusieurs décennies, d'autres déterminants majeurs de la mémoire collective tchétchène. Issita Djamaldanova résume parfaitement cette prédominance<sup>3</sup>.

« Dans la mémoire tchétchène, jusqu'au début de la seconde guerre en 1999, il n'y a pas de pire moment que la déportation, dont il est dangereux, sous la période soviétique, de parler en public. Chaque famille en a souffert. La seconde guerre de Tchétchénie, considérée par beaucoup comme un génocide, remplace aujourd'hui peu à peu la déportation. D'anciens déportés avaient ainsi écrit au début des années 2000 au Président du Kazakhstan en lui demandant l'autorisation de revenir s'installer sur leur terre de déportation, ce qui est une manière de montrer politiquement que cette guerre est bien pire que la terrible expérience de 1944.

A l'étranger cependant, les deux images se mélangent. Les exilés, volontaires certes, ne peuvent envisager leur retour et voient disparaître, impuissants, leur nation et leurs parents. La pire des tragédies pour un Tchétchène est de ne pas pouvoir revenir (et mourir en particulier) sur sa terre. Cette mémoire est très vive actuellement au sein de la diaspora et entretenue par les artistes tchétchènes exilés et par les anciens qui racontent

---

<sup>1</sup> Entretien n°70, anonyme, observateur tchétchène de la communauté de Moscou, Moscou, 2004-2007.

<sup>2</sup> Benedict Anderson. *Imagined Communities*. London : Verso, 1983. 224 p.

<sup>3</sup> Entretien n°35, Issita Djamaldanova, animatrice du centre culturel franco-tchétchène Marzo, Paris, 2005-2006.

leurs expériences. Lors de chaque rencontre de la communauté, le rapport est établi entre la déportation de 1944 et celle des années 2000 ».

Satsita, de même, en rapportant l'engagement de son père en 1991, reconnaît l'importance de la mémoire de la déportation dans la lutte actuelle<sup>1</sup>.

« Mon père a perdu pendant la déportation de nombreux membres de sa famille ; c'est pourquoi il a si fermement et si obstinément soutenu la volonté indépendantiste de Doudaev. Il agissait alors en mémoire des membres de sa famille décédés, victimes de la déportation. Il ne faut en aucun cas sous-estimer l'influence de cet événement sur les choix des Tchétchènes en 1991.

Je comprends aujourd'hui son obstination. A l'heure actuelle, le processus est similaire. Trop de sang a coulé, il y a eu trop de violences et trop de cruautés au cours de ces deux guerres pour renoncer maintenant à l'autonomie, à l'indépendance et à la liberté. L'engagement des Tchétchènes est donc impératif en mémoire des morts récents ».

Cet élément fondateur de la mémoire collective est ainsi régulièrement ranimé et célébré le 23 février de chaque année au sein de toutes les communautés tchétchènes en exil. La commémoration donne lieu à des rassemblements, parfois symboliques, parfois très organisés, à l'attention de tous les réfugiés du pays. Systématiquement, presque partout, les leaders tchétchènes locaux prononcent des discours très engagés contre les autorités « criminelles » de Russie qui multiplient les exactions contre la population civile ; également, des films ou photographies de la guerre actuelle sont diffusés ou exposés. Ainsi, ces manifestations publiques ouvertes à tous, en rappelant ce qui fait l'essence de la collectivité tchétchène, facilitent le lien social et par là-même consacrent l'insertion identitaire des migrants au sein de la diaspora en formation. En Pologne en 2006, est donné sans doute le spectacle le plus abouti de ces grandes messes identitaires<sup>2</sup>. Rassemblant plus de 1000 réfugiés, la soirée de commémoration n'a pas lieu le 23 février, mais le 7 mars, un jour avant le deuil annuel de la mort du président séparatiste Aslan Maskhadov (tué le 8 mars 2005). Elle clôt deux semaines de mobilisation sociale autour d'une exposition de photographies inaugurée précisément le 23 février et abritée par l'imposant Palais de la Culture au centre de Varsovie. Les comparaisons entre la déportation de 1944 et la tragédie actuelle sont récurrentes. Se succèdent sur la scène de la salle des fêtes principale de nombreuses personnalités tchétchènes, souvent âgées, qui

---

<sup>1</sup> Entretien n°65, Satsita, journaliste, Varsovie, mars 2006.

<sup>2</sup> Observations de terrain, Varsovie, mars 2006.



viennent exprimer leur solidarité avec les parents et les proches restés en Tchétchénie. Certains lisent des poèmes d'artistes tchéchènes reconnus. Entre les discours, des films d'archive sont projetés ; puis en guise d'intermèdes, des ensembles d'enfants dansent aux sons de musiques tchéchènes. Il est à noter particulièrement dans l'assemblée beaucoup de jeunes gens, entre 18 et 30 ans qui cherchent à combler leurs interrogations identitaires accentuées par l'exil. Enfin, il ne faudrait pas négliger non plus l'importance des organisations non gouvernementales polonaises qui assurent la logistique et rendent possible un tel événement communautaire.

### ***B. Structurations tchéchènes sous influences locales.***

Sans l'appui de structures cadres dans le pays d'accueil qui peuvent être étatiques ou non gouvernementales, les mouvements tchéchènes de structuration immédiate ne peuvent aboutir. Cette protodiaspora tchéchène, fondée sur la recherche et le besoin de reconnaissance identitaire de chaque migrant, est ainsi, dans la majorité des cas, directement associée à des forces locales qui la guident et la soutiennent dans son processus de formalisation. Les degrés de dépendance fluctuent cependant. Le plus souvent, les organes locaux dominent les structures tchéchènes ; ailleurs, en France et aux Etats-Unis par exemple, les rapports paraissent plus équilibrés. Ce sont les cas de dépendance les plus significatifs qui sont présentés ici, notamment en Pologne, en Turquie et en Russie (hors Caucase Nord par définition), ainsi que de façon beaucoup plus nuancée en Allemagne et en Norvège.

#### **1) Pologne, Turquie : des communautés contraintes.**

Seuls Etats d'accueil où existent des « camps » ou centres de résidence qui accueillent une part importante de la migration tchéchène, les autorités de Turquie et de Pologne ont fait des choix clairement restrictifs à l'encontre des réfugiés, pour des raisons toutefois très différentes. En Turquie, on l'a vu, ils correspondent à un double jeu diplomatique vis-à-vis de la Russie ; en Pologne, il s'agit d'un expédient administratif pour gérer le flux malgré une

pénurie de moyens. Dans les deux cas, cela dit, il paraît impératif d'encadrer au mieux l'installation dans le pays et la diasporisation des réfugiés. Leurs marges de manœuvre doivent être minimales ; toutes leurs initiatives, contrôlées et autorisées par les instances étatiques locales en charge du dossier. Ces espaces clos, qui ne sont pas des prisons, favorisent ainsi la mainmise locale sur les processus de structuration tchéchènes. Les migrants rassemblés se voient privés en somme de la possibilité de s'organiser par eux-mêmes.

### **Les centres officiels semi fermés de Pologne.**

Une grande majorité des réfugiés tchéchènes en Pologne vivent dans des résidences réservées dans plusieurs villes du pays. Ces immeubles réquisitionnés par les pouvoirs publics, parfois d'anciens hôtels, sont divisés en un maximum d'appartements d'une pièce, présentant, selon les lieux et leur fonction antérieure, des conditions sanitaires et de confort assez variables. Ils sont gérés par un fonctionnaire d'Etat qui organise la vie quotidienne des réfugiés, notamment l'approvisionnement alimentaire, l'accès aux services de santé et la scolarité des enfants. Véritables centres de vie, dont les entrées et sorties des résidents et des visiteurs sont surveillées et à chaque fois notifiées, ils constituent l'horizon indépassable de la structuration tchéchène de solidarité. Aucune initiative diasporique n'est autorisée si elle ne s'inscrit pas dans ce cadre et naturellement, à plus forte raison, si elle le conteste. Ainsi, l'infime minorité des réfugiés qui se voient octroyer l'asile (entre 5 et 10% des requérants<sup>1</sup>) et qui à ce titre peuvent bénéficier d'un logement indépendant en ville, d'une aide financière conséquente, d'une formation linguistique et professionnelle, enfin éventuellement d'un emploi, ne sont pas autorisés à fonder des organes spécifiquement tchéchènes d'entraide à l'attention de leurs concitoyens seulement détenteurs d'un statut de tolérance ou ceux refusés. Selon Satsita, il semblerait par exemple que «ces quelques chanceux n'aient même pas la possibilité d'ouvrir un site internet<sup>2</sup> ». Il est à ce titre tout à fait révélateur de constater que le bureau de représentation officielle de la république tchéchène d'Itchkérie, logé en plein cœur de Varsovie au pied du Palais de la Culture, qui fonctionne depuis la fin des années 1990, n'a nulle prétention sociale. Les représentants successifs se limitent à des tâches culturelles et politiques, sous le parrainage bienveillant des autorités polonaises par le biais d'organismes

---

<sup>1</sup> Se reporter au chapitre III. B.1.

<sup>2</sup> Entretien n°65, Satsita, journaliste, Varsovie, mars 2006.

locaux tels que le Comité Pologne-Tchéchénie animé par l'ancien dissident soviétique Adam Borowski depuis 1995. Jamais, ils ne se font les relais des revendications et critiques émises par les réfugiés à la suite des défaillances chroniques des directions administratives en charge de la gestion des centres d'accueil.

La vie dans les camps n'est pas idéale, on l'a vu. Fréquemment une famille avec plusieurs enfants partage un logement d'une seule pièce ; les aides financières ne suffisent pas pour survivre ; la qualité de la nourriture est loin d'être excellente et n'est souvent pas adaptée aux bébés ; les vêtements manquent ; les soins et les médicaments font défaut ; l'école, si elle est accessible théoriquement, refuse en pratique les jeunes Tchétchènes qui ne parlent pas le polonais. Sur ce dernier point, les choses s'améliorent, les administrations de certains camps offrant divers enseignements, dont le polonais, mais aussi l'anglais ou la guitare<sup>1</sup>. Face à ces nombreuses difficultés, aucune des initiatives lancées par les réfugiés, qui visent à établir un groupe de pression au sein des camps, ne peut aboutir. Elles sont bloquées par les responsables locaux, qui ne les reconnaissent pas. Les autorités polonaises ne permettent pas la moindre mobilisation communautaire tchéchéne, qui prétendrait prendre en charge, même partiellement ou en partenariat avec la direction des centres, la gestion au quotidien de la vie dans les centres.

- En soutien à neuf réfugiés d'un camp de Lublin en grève de la faim en août 2005, l'un des leaders tchéchénes, ancienne personnalité politique du gouvernement d'Aslan Maskhadov en 1997, Khassan, fonde une association non enregistrée, l'Union des Réfugiés pour la Défense de leurs Droits, qui se fait le porte-parole des grévistes. Ceux-là réclament de meilleures conditions de vie, l'application du droit international pour tous et, ce qui est contradictoire, l'asile dans un pays tiers. La grève est stoppée trois semaines plus tard en septembre après un accord avec la direction du camp qui promet des efforts. Khassan précise alors ce que sont devenus les Tchétchènes contestataires<sup>2</sup>.

« Les grévistes de la faim sont ensuite arrêtés par les services spéciaux polonais. Relâchés, ils quittent tous la Pologne ; certains semblent même être rentrés en Tchétchénie. Il n'y a en effet aucun avenir en Pologne compte tenu des conditions d'intégration, il est de surcroît difficile voire impossible d'aller à l'Ouest en raison de la Convention de Dublin. Il ne reste donc qu'une seule alternative : le retour en Tchétchénie ».

---

<sup>1</sup> Entretien Madina, jeune fille de 18 ans, camps de Tcholka, Varsovie, mars 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°62, Khassan, représentant tchéchéne dans le camp de Lublin, Varsovie mars 2006.

Il donne un autre exemple de pressions de la police polonaise sur les réfugiés.

« Le 10 décembre 2005, par exemple, un groupe de Tchétchènes d'un camp de Lublin, Rakhman Umar Pashaev, Salman Isakov, Aslan Bisaev, sont arrêtés par la police polonaise qui les accuse de préparer un acte terroriste. Ces individus ne sont pourtant absolument pas politisés, ni proches de Bassaev, ni militants prorusses qui pourraient être manipulés contre les Tchétchènes par les services russes ».

Contre ces injustices, Khassan tente alors en s'appuyant sur l'association qu'il vient de fonder avec d'autres d'interpeller le Conseil de l'Europe et prépare donc une lettre, demandant l'intervention du Conseil, la mise en place d'une commission spéciale d'enquête et l'accueil des réfugiés dans un pays tiers. Victime à son tour de pressions, il n'envoie jamais la lettre. Certes, elle n'aurait pas eu beaucoup d'échos, mais la direction du centre de Lublin n'a pas souhaité laisser cette marge de manœuvre aux Tchétchènes.

- Un autre réfugié, Chomkhan, du camp de Bilane, est à l'origine d'un projet similaire, à la fois culturel et social de gestion de la communauté par elle-même. Constatant les défaillances des organisations polonaises, à la fois les organismes locaux non gouvernementaux mais aussi la direction des centres, il décide de créer une fondation exclusivement tchétchène, qui assure la bonne affectation des fonds de solidarité octroyés aux réfugiés. Il décrit son idée de la manière suivante<sup>1</sup>.

« Il apparaît préférable à beaucoup de créer et gérer nous-mêmes notre propre association, en l'occurrence une fondation dévouée aux enfants. Il est important que l'aide sociale parvienne directement aux différents centres d'accueil des réfugiés et ne passe pas par plusieurs intermédiaires polonais. Par le biais d'un ami, ancien combattant, j'ai pris contact avec un Polonais des assurances Allianz qui m'offre l'opportunité de reprendre une fondation jusqu'alors sans activité.

Mon objectif est double : organiser des événements culturels et sportifs au sein de la communauté, apporter une aide psychologique aux enfants. Avec l'appui de personnes résidant à Bilane, j'ai déjà obtenu la création d'une salle de spectacle susceptible d'accueillir de petits événements culturels ».

Son projet avance manifestement sur le plan culturel, mais il échoue totalement en matière sociale : cette fondation destinée en particulier aux enfants n'est jamais officialisée auprès de l'Etat.

---

<sup>1</sup> Entretien n°61, Chomkhan, Varsovie, mai 2007.

Les Tchétchènes en somme se voient privés de leur autonomie de structuration. Ils ne peuvent aller contre ni agir en parallèle des instances publiques polonaises. Ils n'ont pas la maîtrise des conditions d'accueil et ne peuvent y participer qu'à titre individuel, au sein de structures polonaises non gouvernementales spécialisées qui se voient déléguer la responsabilité de traitements complémentaires.

Les autorités publiques ne peuvent pas tout ; elles autorisent alors l'intervention d'organismes associatifs locaux, auxquels prennent part des réfugiés tchétchènes installés depuis quelques années et intégrés à la société polonaise ; mais l'initiative n'est en aucun cas tchétchène. On exclut d'emblée les nombreuses associations juridiques de défense des droits des réfugiés, qui ne peuvent être par définition ni étatiques ni spécifiquement contrôlées par les migrants. Les autres structures déléguées sont de deux ordres. Les grandes organisations prestigieuses, telles que Caritas, le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR), le Fonds Helsinki Pologne ou l'Organisation humanitaire polonaise, qui fournissent aux réfugiés des vêtements et de la nourriture, continuent bien sûr à jouer un rôle non négligeable, mais qui n'est plus au premier plan. Il se développe également de nouvelles structures de solidarité insistant davantage sur les aspects professionnels et qui favorisent ainsi la responsabilisation des réfugiés. Dirigées plutôt par de jeunes militantes, elles se distinguent des précédentes engagées sur des secteurs d'aides classiques, quoique nécessaires. Deux d'entre elles s'avèrent particulièrement actives sur le dossier tchétchène.

**Tableau 6. Détail des activités des associations polonaises de solidarité, Ocalenie et Via.**

	<b>Ressources humaines</b>	<b>Financements</b>	<b>Historique</b>	<b>Activités</b>
<b>Ocalenie<sup>1</sup></b>	Direction : Dorota Pagenieczny.  Responsable du programme tchétchène : Malika Abdouvakhabova.	Aucun jusqu'à 2006.  Fonds européens, 2006-2008.	Création : 2001.  Fondatrice :  Dorota Pagenieczny.  Enregistrement officiel 2003.	Aide aux femmes seules avec enfants.  Aide juridique dans le cadre de la procédure d'asile.  Soutien médical (hospitalisations).  Collecte de

<sup>1</sup> Entretien n°59, Malika Abdoulvakhabova, membre actif de l'association humanitaire d'aide aux réfugiés Ocalenie, Varsovie, mars 2006.

				jouets. Aide dans la recherche de logement. Médiation entre les réfugiés et les autorités polonaises en cas de problèmes de délinquance. Soutien psychologique.
<b>Via<sup>1</sup></b>	Direction : Elzbieta Staniszewska. 7 employés, dont 2 Tchétchènes.	Fonds européens de l'ancien programme PHARE. Gouvernement polonais.	Création : 2005 Fondateurs : Anna Kühn et Adam Borowski.	Promotion de la culture tchétchène. Aide à l'intégration. Soutien aux personnes handicapées. Formations professionnelles, aide à l'emploi.

Actuellement, ces deux organisations dominent, en partenariat avec les autorités polonaises, la gestion de l'intégration des réfugiés tchétchènes dans le pays. On note, il est vrai, la présence de quelques Tchétchènes réfugiés participant aux activités ; ceux-ci restent cependant à des positions subalternes d'exécution ou de communication. Il apparaît ainsi que la structuration diasporique tchétchène dépend essentiellement des mécanismes publics polonais et finalement de la volonté des responsables locaux.

### **Les camps non officiels d'Istanbul.**

En Turquie, la situation des réfugiés tchétchènes répond à de stricts impératifs politiques et diplomatiques à l'égard de la Russie. On l'a vu, toute perspective de diasporisation pour les nouveaux venus au début des années 2000 est interdite. Les réalités

---

<sup>1</sup> Entretien n°95, Magda Kocejko, chargée de mission au sein de l'association d'aide à l'accueil des réfugiés VIA, Varsovie, mai 2007.

tchéchènes en Turquie sont officiellement niées et sinon soigneusement dissimulées derrière trois types d'interfaces politique, humanitaire et culturel, que domine le Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie. Le cas d'Alla Doudaeva, épouse du premier président tchéchène Djokhar Doudaev qui a déclaré l'indépendance de la Tchétchénie en 1991, est symptomatique de cet état de fait. Un de ses proches expose ainsi l'accord conclu avec Muktedir Ilhan, responsable du Comité de Solidarité et représentant officieux des autorités gouvernementales<sup>1</sup>.

« Alla Doudaeva est un cas révélateur. Elle a dû précipitamment quitter Bakou et a trouvé refuge en Turquie. Le gouvernement turc accepte de la protéger et de lui fournir un logement, à condition qu'elle ne donne aucune interview à aucun média, ni ne rencontre de journalistes, notamment étrangers. C'est à ce prix que la Turquie n'exigera pas son départ, malgré les pressions russes »<sup>2</sup>.

Il en va de même pour toute la communauté, qui est ainsi réduite au silence politique, sans statut, sans droits reconnus, totalement dépendante de la bonne volonté des dirigeants turcs. Certains réfugiés se plient volontairement à la règle et acceptent cette tutelle précaire. Il s'agit surtout en particulier des responsables politiques ayant eu des fonctions au sein du gouvernement d'Aslan Maskhadov, ainsi que leurs proches. Récompensés pour leur loyauté, ceux-là, alors, vivent en ville dans des appartements indépendants obtenus par clientélisme auprès des interfaces turques d'encadrement ; ils trouvent facilement un emploi et sont rémunérés sans problème malgré leur statut non officiel. D'autres en revanche, plus indifférents, peu politisés ou qui n'ont pas fait acte d'allégeance à leur arrivée au Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie, ne peuvent prétendre qu'à une pièce dans un des trois camps situés sur la rive asiatique d'Istanbul.

Ces lieux à l'écart fonctionnent comme de véritables centrales d'observation et d'assujettissement des réfugiés. Rassemblant plus d'une centaine de personnes, à Beykoz, à Umranye et Fener Bahce, ces camps situés respectivement dans un immeuble délabré de la banlieue nord au bord du Bosphore, dans une mosquée et sur un ancien terrain militaire en bordure de mer, sont livrés à eux-mêmes. Ils bénéficient peu des aides collectées par le

---

<sup>1</sup> Entretien n°85, anonyme, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Elle obtient finalement l'asile politique en Europe, grâce à l'intercession d'amis de longue date dans la zone et quitte la Turquie en 2007.

Comité de Solidarité. Un des réfugiés résidant à Beykoz précise ainsi les aléas de la solidarité et donc de la survie<sup>1</sup>.

« Malgré l'existence de plus de vingt-sept fondations caucasiennes à Istanbul, les réfugiés ne peuvent compter que sur une solidarité parcimonieuse. Quelques associations musulmanes apportent une aide alimentaire et financière régulière. Les dons les plus importants cependant viennent de particuliers turcs anonymes qui remplissent leur devoir d'aumône (*zakat*), l'un des cinq piliers de l'islam. Le Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie n'intervient que très peu ».

Il semble que ce dernier ne paie que le loyer du bâtiment occupé par les Tchétchènes à Beykoz. A Fener Bahce, de la même façon, pendant quelques mois les réfugiés n'ont pu compter réellement que sur une seule personne : un Turc d'origine tcherkesse (nord-caucasienne) qui en 2006 fait installer l'électricité, fournit régulièrement des vivres et obtient des écoles locales que les enfants tchéchénes y soient admis même sans document officiel<sup>2</sup>. A Umranye enfin, outre les dons privés, la mosquée réaffectée aux Tchétchènes est située à proximité de la Fondation Caucase qui y distribue une partie des produits alimentaires, des vêtements, des médicaments et de l'argent, obtenus là encore au titre du *zakat* ; l'autre partie de ces biens est partagée entre Fener Bahce et Beykoz. En somme, c'est une stratégie de dépendance, fondée sur la rareté des ressources, qui est mise en œuvre. Le rassemblement d'un maximum de réfugiés dans ces espaces clos facilite, en cela, l'effectivité des mesures.

Cette pratique s'étend aux vellétés politiques tchéchénes d'autonomisation et de structuration indépendante. Il n'est pas question qu'il puisse se constituer dans ces camps une force réfugiée alternative au Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie. Il est vrai que la plupart des migrants installés dans ces lieux sont plutôt indifférents à ces questions de rivalité que réellement engagés, mais il n'est pris aucun risque et aucune tentative n'est tolérée, comme l'illustre celle initiée sous l'impulsion d'Aboubakar Magomedov, député tchéchéne élu en 1997<sup>3</sup>.

« Le Conseil des Réfugiés tchéchénes de Turquie, association non enregistrée auprès de l'Etat turc, est créé en février 2004. Constitué de dix membres permanents, il représente les réfugiés tchéchénes résidant principalement dans les trois camps d'Istanbul. Il est présidé par Dok Agmadov, député tchéchéne élu en 1997 ; j'y participe également ainsi

---

<sup>1</sup> Entretien n°84, anonyme, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Entretien, jeunes hommes anonymes, camp de Fener Bahce, Istanbul, septembre 2006.

<sup>3</sup> Entretien n°88, Aboubakar Magomedov, Istanbul, mars 2004.



que Issa Abzoltov, ancien représentant officiel du président Aslan Maskhadov en Turquie de 1997 à 2000 ; un représentant tchéchène proche du Comité de Solidarité est invité au titre d'observateur sans droit de vote. Le Conseil s'autorise à traiter de toutes les questions, humanitaires, politiques et juridiques, relatives aux réfugiés. Il fait office d'interlocuteur délégué des résidents des trois camps face à l'Etat turc ».

Cette structure tchéchène diasporique, qui se veut indépendante et concurrente du Comité de Solidarité, ne dure cependant qu'un seul mois<sup>1</sup>.

« Les réfugiés n'ont pas la liberté de s'organiser comme ils le souhaitent. Le Conseil des Réfugiés, constitué pour gérer et coordonner les affaires et relations extérieures des trois camps, dirigé par Dok Agmadov, ne fonctionne qu'un mois au printemps 2004. Il ferme sous la pression conjointe des représentants en Turquie des combattants tchéchènes et du Comité de Solidarité placé sous l'autorité directe et unique de Muktedir Ilhan ».

De même, il est précisé par ailleurs que les réfugiés vivant dans les camps ne sont pas autorisés à ouvrir un site internet d'informations et d'analyses. Vivre dans ces camps en somme, qui font l'objet d'une surveillance attentive de la part des autorités de Turquie mais dont les réfugiés dans le même temps ne profitent pas de toute la palette d'aides publiques et n'ont qu'un accès limité aux biens de consommation, aux services publics (santé, école) et à l'emploi, rend impossible toute structuration tchéchène qui ne serait pas autorisée par le Comité de Solidarité. Il est assez révélateur de noter d'ailleurs que Aboubakar Magomedov, à l'origine du Conseil des Réfugiés tchéchènes, dispose jusqu'à 2004 d'un appartement en ville payé par le Comité de Solidarité ; celui-ci, en 2005, probablement en réponse à son initiative organisationnelle, cesse ses versements et contraint le député à déménager dans le camp de Beykoz. Les camps de Turquie fonctionnent, semble-t-il, à la manière d'un *Panoptique* de Bentham, qui regroupe les réfugiés à surveiller, ceux qui, à la différence de leurs concitoyens vivant en ville, n'ont pas convaincu le Comité de Solidarité, agissant au nom du gouvernement de Turquie, de leur loyauté, ceux qui sont ou seraient susceptibles de remettre en cause le principe non écrit de diaspora interdite.

### **Le retour en Tchétchénie : une option par défaut.**

En Turquie, comme en Pologne, les perspectives d'intégration des réfugiés tchéchènes dans les sociétés d'accueil s'avèrent pour le moins restreintes. Dans le premier cas, il est

---

<sup>1</sup> Entretien n°85, anonyme, Istanbul, septembre 2006.

nécessaire au préalable de faire acte d'allégeance aux autorités et structures intermédiaires locales ; dans le second, il faut pouvoir dépasser les difficultés matérielles et gagner la confiance des autorités locales qui, par peur de se voir débordées par les flux continus de migrants, imposent un contrôle serré sur les quelques milliers de Tchétchènes qui s'installent. Dans ces conditions, la plupart pensent à fuir de nouveau vers les pays d'Europe de l'Ouest. Certains cependant, sans moyen pour continuer, n'ont d'autre choix que d'envisager le retour en Tchétchénie. Khassan on l'a vu l'évoque à propos des grévistes de la faim : tous ont ensuite quitté la Pologne, mais peu semble avoir réussi à obtenir l'asile ailleurs en Occident. Chomkhan, quant à lui, considère même que ce mouvement pourrait déjà avoir concerné entre 300 et 500 personnes, depuis 2004<sup>1</sup>. De même en Turquie, sans espoirs de changement dans les camps, beaucoup de réfugiés pensent chaque jour à rentrer ; ils hésitent de plus en plus, rencontrent parfois même des intermédiaires tchétchènes proches du Consulat de Russie qui tentent de les rassurer<sup>2</sup>. Certes, quelques familles seulement franchissent le pas, mais l'idée progresse.

C'est en Géorgie cependant, dans la vallée de Pankissi que le mouvement connaît une ampleur tout à fait significative. Les conditions matérielles de vie ressemblent aux camps de Turquie, sans toutefois l'aspect politique ni l'omnipotence d'une structure locale centrale qui serait maître de la structuration diasporique tchétchène. Là-bas, les réfugiés relégués dans de vieux immeubles désaffectés, situés aux pieds des montagnes, coupés de surcroît du reste de la Géorgie, qui survivent grâce à l'aide humanitaire, se sentent et sont sans aucun doute abandonnés ; ils ne peuvent espérer aucune amélioration, si ce n'est l'asile miraculeux dans un pays tiers par le biais du HCR, lequel est de plus en plus rare. Ainsi, plusieurs dizaines de familles, en 2005 et 2006, quittent leur exil sans avenir pour revenir dans leur pays en Tchétchénie qui ne paraît néanmoins guère plus accueillant et où il est toujours d'actualité de craindre pour sa vie. Au-delà des chiffres de familles volontaires avancés par certains médias russes à des fins de propagande, il semble réellement qu'une vingtaine de personnes soient parties en mai 2005<sup>3</sup> et 125 autres en décembre<sup>4</sup>. Ces retours par défaut, de Géorgie de

---

<sup>1</sup> Entretien n°61, Chomkhan, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretiens, jeunes hommes anonymes, camp de Fener Bahce, Istanbul, septembre 2006.

<sup>3</sup> Jokola Ashishvili. « Georgia: Pankisi Chechens head home ». *Caucasus Reporting*, IWPR, 16 June 2005, n°291.

<sup>4</sup> *Interfax*, 7 décembre 2005.

Pologne ou de Turquie, indiquent manifestement un échec de la diasporisation tchéchène au sein de ces pays d'accueil.

## **2) Russie : une communauté « protégée ».**

La communauté tchéchène en Russie, hors par définition des sept républiques du Caucase Nord, évolue dans un contexte politique et social assez délicat. Les migrants tchéchènes, qu'ils se disent déplacés ou réfugiés selon leur degré de politisation, suscitent tous de la même façon, au sein de leur environnement russe quotidien, certaines réticences et une méfiance affirmée. Aucun d'ailleurs ne fait exception : les désagréments qui s'ensuivent, allant de pressions diverses jusqu'aux abus de pouvoir, peuvent concerner tout autant le fils d'un banquier tchéchène connu qu'un jeune travaillant sur un marché. Les discriminations en Russie à l'encontre des Tchétchènes sont courantes et généralisées. Il peut apparaître dès lors paradoxal et ironique d'évoquer une communauté « protégée ». C'est pourtant une réalité, façonnée, précisément, par les réactions des réfugiés face aux difficultés constantes qu'ils subissent. Vivre en Russie pour un Tchétchène et vouloir s'y intégrer requiert des protections permettant d'échapper aux obstacles récurrents qui se dressent continuellement au cours du processus.

### **Une communauté discriminée<sup>1</sup>.**

Les Tchétchènes en Russie n'ont jamais eu une excellente réputation. Les représentations russes ont varié selon les siècles et les décennies, du sauvage qu'il faut civiliser (19<sup>ème</sup> siècle) au bandit d'honneur résistant jusqu'au bout pendant la période soviétique en passant par les maîtres de la mafia pendant les années 80 et le début des années 90. Au tournant de la décennie 2000, dans un contexte de reprise des hostilités et de terrorisme croissant, tout Tchétchène en Russie devient un « criminel » potentiel ; la moindre famille de migrants qui s'installe à Moscou ou en région fait l'objet d'une attention spéciale des services locaux de sécurité. Les discriminations au faciès dès lors se multiplient. Dans la rue, ceux, parmi la foule qui ont un type caucasien, voire tchéchène, pour les policiers

observateurs les plus aguerris, sont systématiquement arrêtés, leurs papiers d'identité contrôlés. Il n'est pas rare même qu'ils soient retenus quelques heures dans un obscur commissariat de quartier pour de vagues violations des règles administratives ; ils sont également menacés et régulièrement humiliés lors de ces interrogatoires sans raison précise, si ce n'est leur origine ethnique et géographique<sup>2</sup>.

Outre les contrôles policiers, les difficultés administratives s'accumulent, créant de véritables impasses sociales pour les familles de migrants. A leur arrivée d'abord, fuyant les destructions en Tchétchénie mais n'ayant pas de lieu d'accueil secondaire, les Tchétchènes réfugiés peinent à se stabiliser. Il leur est généralement quasiment impossible de trouver des appartements indépendants et aucun ne se voit reconnaître le statut de « migrant forcé » qui ouvre droit à un logement. Ils logent ainsi souvent dans la famille déjà installée, chez des amis, ou dans une moindre mesure dans des centres de résidence temporaire, ce qui ne saurait constituer des solutions durables. D'ailleurs, beaucoup de centres forcent les migrants au départ après seulement quelques semaines ou quelques mois. Même lorsqu'ils trouvent une chambre ou un appartement, les services déconcentrés du ministère de l'Intérieur utilisent alors des subterfuges et techniques toujours plus subtils pour refuser aux Tchétchènes l'enregistrement, encore obligatoire en Russie, dans la ville ou la région d'accueil. Certains demandent par exemple de prouver le lien filial entre les hôtes et les locataires ; d'autres exigent des lettres de motivation, le relevé des empreintes digitales, des photos ; il arrive enfin que les réfugiés soient obligés de se réenregistrer chaque année<sup>3</sup>. Or ce document s'avère indispensable dans la vie quotidienne, ne serait-ce que pour l'accès aux principaux services publics : remboursements des frais de santé, inscription des enfants à l'école ou à la crèche, perceptions des allocations familiales, versement de pensions invalidité ou vieillesse. Ceux qui ne l'obtiennent pas ne peuvent donc compter que sur la corruption des fonctionnaires ou la solidarité des organes russes : autant de limites à leur marge de manœuvre et à leur survie sociale.

Ces difficultés restent acceptables tant que la sécurité physique est assurée, mais la mouvance nationaliste en Russie se développe. Des groupuscules se transforment en groupes

---

<sup>1</sup> Ce paragraphe est inspiré du rapport de Svetlana Gannouchkina. *On the situation of residents of Chechnya in the Russian Federation August 2006-October 2007*. Mémorial Moscou, 2007. 140 p. Il fournit de nombreux exemples qui illustrent les principes détaillés ici.

<sup>2</sup> *ibid.*, p. 85-88.

<sup>3</sup> *Ibid.* p. 80.

organisés aux moyens conséquents et aux « disciples » motivés. Ceux-là, à l’instar du plus important d’entre eux depuis 2005, le Mouvement contre l’Immigration illégale (DPNI), ciblent en particulier les migrants qui n’ont pas d’enregistrement officiel : les Tchétchènes en premier lieu et bien sûr les autres Caucasiens, Azéris, Géorgiens, ainsi que les ressortissants des républiques d’Asie centrale. Ainsi, les pogroms anti-caucasiens et anti-tchétchènes risquent de ne plus être exceptionnels, comme l’illustrent les tragiques événements de Kondopoga en Karélie (2006) et de Stavropol (2007). Dans les deux cas, il s’agit de heurts intercommunautaires, opposants les Caucasiens, Tchétchènes en particulier, aux Russes ethniques, à la suite de différends mineurs. A Kondopoga, en particulier, la présence du leader du DPNI qui se rend sur les lieux et appelle les « blancs » à la résistance n’est évidemment pas étrangère à l’importance de la mobilisation russe contre les magasins tenus par les Caucasiens<sup>1</sup>.

### **Les cadres protecteurs d’affiliation.**

Au-delà des simples questions de survie, l’intégration des Tchétchènes en Russie, c’est-à-dire la possibilité d’y travailler et d’y jouer un rôle social au niveau communautaire ou national, suppose d’être affilié à des cadres protecteurs. Sans référence, aucun tchétchène n’est en mesure de prendre part à des initiatives communes et déterminantes de la vie sociale, culturelle, économique et politique de Russie. De formats variés, ces cadres peuvent être des structures officielles de rattachement, de courants idéologiques ou groupes homogènes d’individus, tchétchènes ou non tchétchènes, à vocation humanitaire, politique et/ou économique. Les avantages procurés ne sauraient se réduire à ceux qu’offre un « krycha <sup>2</sup> » ou un parrain, sans qui il est bien sûr difficile de mener à bien des projets politiques ou des investissements économiques. Les cadres protecteurs certes incluent cette dimension basique mais offrent surtout l’accès à un réseau de sociabilités et par conséquent de solidarités endo- ou exo communautaires. Ils n’existent en fait que par les personnalités qui l’incarnent, qui le développent et qui en bénéficient en terme de visibilité et de représentativité. Ainsi, par l’intermédiaire de ces personnalités devenues référence au fil de leurs engagements au sein des cadres, les individus qui rejoignent leur entourage profitent de facilités à de multiples niveaux : emploi, services sociaux, scolarité des enfants. Pour les plus ambitieux, ces

---

<sup>1</sup> *Ibid.* p. 19.

<sup>2</sup> Du mot russe qui signifie « toit », et qui symbolise le besoin de protection.

affiliations sont également un moyen efficace de renforcer son audience et son rôle au sein de la communauté. Ces cadres englobant, source d'assurances, sont au nombre de six en Russie<sup>1</sup>, jusqu'à l'année 2007 en tout cas.

Cadre 1. Les hommes d'affaires tchéchènes de Moscou. Le détail est donné par commodité à la section C. suivante.

Cadre 2. Les structures de pouvoir de l'administration de Russie.

- Dokou Zavgaev et Akhmed Zavgaev, respectivement directeur général du ministère des Affaires étrangères, ancien premier secrétaire du parti communiste tchéchène et député à la Douma. Ils perdent le pouvoir à Grozny en 1993. Ils exercent, depuis, à Moscou, une influence assez forte grâce à un réseau politique et économique puissant reposant sur les anciens dirigeants et ministres en poste avec eux à la fin des années 1980.
- Rouslan Iamadaev, député à la Douma, frère de Soulim qui commande le groupe armé tchéchène prorusse Vostok, concurrent des troupes au service de Ramzan Kadyrov, Premier ministre puis président de la République de Tchétchénie.
- Aslanbek Aslakhonov, conseiller spécial du président Poutine sur les affaires tchéchènes.
- Moussa Oumarov, député au Conseil de la Fédération, l'un des principaux relais d'influence à Moscou d'Alou Alkhanov, président de la République tchéchène de 2004 à 2007.
- Ella Panfilova, présidente du Comité pour les Droits de l'Homme auprès de l'administration présidentielle, qui protège à ce poste plusieurs groupes de militants tchéchènes défenseurs des droits de l'homme, ainsi que des chercheurs à Grozny sur des thématiques sensibles telles que le wahhabisme ou la reconstruction post-conflit.

Cadre 3. Les organes officiels de la représentation tchéchène à Moscou.

---

<sup>1</sup> Entretien n°79, anonyme, engagé dans un mouvement de défense des droits de l'Homme en Tchétchénie, Moscou, novembre 2004.

- Abdoulzid Apaev, directeur du centre culturel tchéchène Daimokh, qui entretient de très bonnes relations avec la mairie de Moscou et le Kremlin. Ce centre apparaît comme l'organe culturel officiel de la Représentation tchéchène à Moscou et sert ainsi indirectement de relais de communication politique auprès de la communauté moscovite.
- Osman Massaev, homme d'affaires tchéchènes qui a exercé des fonctions officielles en Tchétchénie sous l'administration d'Akhmed Kadyrov. Il préside la filiale tchéchène de l'Union des entrepreneurs et industriels de Russie, dirige le journal *Obedinaia gazeta*, loyaliste, diffusé largement au sein de la communauté tchéchène de Moscou.
- Djabril Gakaev, éminent professeur tchéchène à l'Institut d'ethnologie de l'Académie des Sciences de Russie, dirigé par Valeri Tichkov. Exilé politique en 1992, il s'oppose à l'indépendance « clientéliste » imposée, selon lui, par Djokhar Doudaev. Il incarne cette partie de l'élite intellectuelle tchéchène favorable au maintien de la république au sein de la Fédération. A ce titre, il côtoie les responsables politiques prorusses de Moscou et fréquente les institutions de représentation qu'ils mettent en place.

#### Cadre 4. L'opposition politique russe.

- Grigori Iavlinski, président du parti Iabloko, qui subventionne le journal tchéchène Dosh, politiquement neutre.
- Centre Sakharov, qui abrite le journal publié par Zouleïkhan Bagalova, *Vestnik Lam*, subventionné par The Institute for Democracy. Ce journal soutient la cause séparatiste et n'hésite pas à prendre position politiquement contre la stratégie russe en Tchétchénie. Il cesse de paraître cependant en 2005.

#### Cadre 5. Les contacts internationaux auprès d'organisations non gouvernementales ou intergouvernementales.

- Deni Teps, président du Congrès mondial des Tchétchènes, en déliquescence en 2007. Son autorité tenait à la reconnaissance manifestée par le Danemark en 2002 et par la Belgique en 2003, ainsi que par quelques acteurs politiques européens. Il n'a plus de financements réguliers.

- Magomed Magomedov, animateur de l'association des juristes de Tchétchénie, dont la force repose sur ses relations avec le Conseil de l'Europe.
- Radio Free Europe à Moscou, qui fait travailler ponctuellement plusieurs journalistes tchéchènes.
- Zeinap Gachaeva, directrice de l'organisation non gouvernementale tchéchène Echo de la Guerre (Eho Vojna en russe), qui entretient des rapports étroits avec l'association Caritas France, pour laquelle elle organise les missions en Tchétchénie.
- Aslanbek Apaev, expert tchéchène du groupe Helsinki de Moscou. Il dispose par le biais de ces prestigieuses institutions d'une certaine audience internationale, peu effective sans doute mais qui lui donne en Tchétchénie et en Russie une autorité significative.

#### Cadre 6. Les structures religieuses actives à Moscou<sup>1</sup>.

- Groupe soufi qadéri, essentiellement tchéchène. Les membres se rassemblent à l'occasion du zikr deux fois par semaine à la grande mosquée centrale de Moscou.
- Groupe soufi naqshbandi, sous l'autorité de Souleiman Akhtaev, qui est par ailleurs responsable de la communication de la représentation générale tchéchène à Moscou.
- Groupes wahhabites, affaiblis depuis les années 2002-2004. Fréquentés partiellement par des exilés tchéchènes, ils subsistent discrètement et se retrouvent également à la grande mosquée centrale de Moscou ; mais ils ne diffusent pas a priori de littérature radicale dans le kiosque ou à la sortie de la prière.

Ces cadres, profondément inscrits dans le contexte sociopolitique russe, sont à la base de la structuration diasporique tchéchène et transcendent largement le traditionnel clivage clanique (*teip*). Les personnalités référence qui les animent ne privilégient en aucun cas les membres de leur *teip*. Les enjeux pour elles dépassent le simple souci identitaire et de solidarité. Les réseaux clientélistes qui se constituent sont mis au service de stratégies ou postures politiques au sein de la communauté. Cela étant, il reste que le processus diasporique

---

<sup>1</sup> Entretien n°79, *ibid.* Il aborde en particulier les sociabilités autour des pratiques religieuses, notamment soufies.



tchéchène en Russie dépend en grande partie de forces et mouvements, spécifiquement russes ou internationaux agissant au sein d'un environnement russe.

### **3) Europe : des communautés aux moyens limités.**

En Europe de l'Ouest de manière générale, les pressions extérieures sur les communautés réfugiées ou les obligations d'affiliation, de loyauté, à des organismes locaux s'avèrent beaucoup moins prégnantes. Entre les réfugiés qui s'organisent et les structures d'accueil, les relations tendent à une dépendance mutuelle et non à une soumission contrainte. En France par exemple, le centre culturel animé par Issita Djamaldanova bénéficie certes du soutien logistique du Comité Tchétchénie de Paris pour les locations de salle, les invitations, des aides financières ponctuelles, mais il est totalement libre de ses initiatives et activités. La dépendance en Europe à l'égard des organes locaux naît, à l'inverse des situations polonaises ou turques, du manque de projets des migrants installés et en voie de diasporisation. La faiblesse des initiatives tchéchènes fonde la prédominance locale, comme en Allemagne ou en Norvège, les deux cas les plus significatifs à l'Ouest.

#### **Omnipotence de l'association allemande Allemagne-Caucase.**

En Allemagne, à l'exception de quelques centres culturels qui fonctionnent à peine ou de manière très informelle dans différentes régions, il n'existe pas de structure tchéchène unifiée de coordination, ni même de volonté diasporique en ce sens. Rizvan, qui a eu des responsabilités auprès du président Aslan Maskhadov au début des années 2000 l'illustre à propos des initiatives dans le domaine culturel<sup>1</sup>.

« Ces initiatives ne sont pas nécessairement formalisées. Il a existé, légalement, un centre culturel tchéchène à Nuremberg dirigé par Abdoulbek ; mais cette légalité juridique n'apporte nulle garantie quant à la pérennité du centre. La structuration officielle d'une association ne permet ici que de louer gratuitement une salle. La communauté réfugiée tchéchène de Nuremberg tend à fonctionner plutôt de manière informelle, selon les opportunités, les disponibilités et les idées de chacun. Pour la fin du ramadan par exemple, les bonnes volontés au sein de la communauté se

---

<sup>1</sup> Entretien n°6, Rizvan, haut responsable du gouvernement séparatiste, juriste et économiste de formation, Nuremberg, janvier 2006.

mobilisent, louent un lieu en fonction du budget collecté et préparent la fête. Il n'y a là nul besoin de passer par une structure légale et formelle.

Ailleurs, en Allemagne, il existe en effet des centres officiellement enregistrés : quatre à Berlin, un à Cologne. Ceux-là, en réalité, sont en sommeil. Les quatre structures tchéchènes berlinoises ne servent qu'à promouvoir au sein de la diaspora leur initiateur, sans proposer d'activités concrètes ».

Rakhman Douchouev renchérit en généralisant ce défaut structurel tchéchène au sein de la communauté réfugiée<sup>1</sup>.

« L'Allemagne ne propose qu'un programme minimum d'intégration. Les réfugiés tchéchènes devraient donc eux-mêmes se prendre en charge. Pour les jeunes en particulier, il serait bon qu'une structure tchéchène, en collaboration avec les autorités allemandes, soutienne les nouveaux venus dans leur demande d'asile. Les réfugiés qui l'obtiendraient dépendraient ainsi de cet organisme qui aurait autorité sur eux, limitant de ce fait les problèmes de délinquance tchéchène juvénile.

J'ai voulu mettre en place une telle structure diasporique ; plus de 40% de la communauté a soutenu mon projet. Mais des conditions matérielles et financières difficiles n'ont pas permis de le faire aboutir. Je ne pourrais même pas louer un local. Il faut se rendre à l'évidence : la diaspora en Allemagne n'a pas les moyens matériels de se constituer.

Il est pourtant essentiel de ne pas perdre le lien entre réfugiés et même de le formaliser, si possible. Cette tâche est donc déléguée à des organismes allemands de solidarité qui, pour la plupart, n'ont guère plus de moyens. Marsho Doryla par exemple, une organisation non gouvernementale allemande, créée à l'automne 2004, n'a pas réussi à collecter suffisamment d'argent pour confectionner des costumes de fêtes. Il y a aussi l'association Xenion spécialisée sur l'aide psychologique aux réfugiés, qui ne semble pas très active. Seule, l'association Allemagne-Caucase, fondée, dirigée et animée par Ekkehard Maas, se distingue et est susceptible de fournir aux réfugiés tchéchènes une consistance diasporique ».

Engagé depuis 1996 pour la défense du peuple tchéchène, fondateur à cette date de l'association Allemagne-Caucase, Ekkehard Maas est le moteur principal du processus de diasporisation tchéchène en Allemagne. En quelques années, il s'impose comme la référence locale incontournable de la communauté tchéchène, facilitant l'arrivée, l'installation des nouveaux migrants et même leur intégration, du moins pour la plupart<sup>2</sup>. Il accompagne ainsi ou fait accompagner les procédures administratives de demande d'asile pour chaque

---

<sup>1</sup> Entretien n°5, Rakhman Douchouev, responsable politique, ancien représentant du président Aslan Maskhadov en Turquie, Berlin, février 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°92, Ekkehard Maas, principal animateur de l'association Allemagne-Caucase, Berlin, février 2006.

requérant ; et il intervient personnellement en cas de difficulté. Il lui arrive également de conduire (ou faire conduire) les nouveaux venus chez des parents déjà résidant en Allemagne. Il s'oppose enfin aux reconduites à la frontière et mobilise le cas échéant d'autres organisations allemandes, à l'instar de la filiale locale d'Amnesty International. De manière plus significative cependant d'un point de vue diasporique, il est à l'origine des principales célébrations mémorielles tchéchènes. Ainsi, c'est lui qui initie et mène à bien la commémoration du 23 février. En 2006, par exemple, il gère l'essentiel de l'organisation de l'événement qui a lieu le samedi précédent afin de réunir le plus grand nombre de personnes : se réunissent à Berlin près de 300 Tchétchènes venus de toute l'Allemagne et s'expriment à la tribune, à son invitation, plusieurs personnalités tchéchènes, dont l'historien, ancien vice-Président de Zelimkhan Ianderbiev, Saïd-Hassan Aboumouslimov et le poète, représentant du gouvernement d'Itchkérie auprès des instances internationales, Aпти Bisoultanov. De même, en mars 2005, c'est lui encore qui s'occupe de l'organisation pratique du deuil à la mort du président Maskhadov<sup>1</sup>. Nommé à l'été 2005 par décret du président tchéchène, Abdoul-Khalim Sadoullaev, Consul honoraire de la République tchéchène d'Itchkérie en Allemagne, son engagement est à l'évidence reconnu par le mouvement séparatiste : son activisme et sa prédominance sont récompensés. Il n'y a pas là de rapport hiérarchique ou de domination : Maas ne fait que pallier aux défaillances structurelles de la communauté tchéchène d'Allemagne.

### **Des relais norvégiens incontournables.**

En Norvège, la prégnance des structures locales ne tient pas tant au défaut d'initiatives de la communauté tchéchène réfugiée qu'à la faiblesse de ses moyens. Elle connaît une forme de dépendance matérielle qui ne préjuge en rien des capacités diasporiques de ses membres ; bien au contraire, au regard du dynamisme qui se manifeste chez certains jeunes réfugiés particulièrement entreprenants. La structuration diasporique tchéchène se heurte à un problème de compétences et de connaissances : il semble délicat de se passer des contributions, aides et expertises spécialisées d'organes non gouvernementaux norvégiens.

---

<sup>1</sup> Entretien n°6, *ibid.*

Ceux-là, principalement, sont au nombre de cinq<sup>1</sup>.

- Organisation norvégienne pour les demandeurs d'asile.

Prenant conseil auprès d'avocats, elle fournit une aide légale aux réfugiés.

- Le Comité Helsinki.

En collaboration avec le Comité Helsinki de Russie, il aide les réfugiés à rassembler les preuves des exactions, dont ils ont pu être victimes en Tchétchénie.

- Le Comité norvégien de soutien à la Tchétchénie, fondé et dirigé par Ingvald Godal : ancien député du royaume de Norvège.

Voulant conserver une approche objective et neutre du conflit, il se refuse aux compromissions politiques.

- Ivar Amundsen, riche homme d'affaires norvégien, nommé à l'été 2005 par décret du président séparatiste, Abdoul-Khalim Sadoullaev, Consul honoraire de la République tchéchène d'Itchkérie.

Il a pris parti politiquement pour la cause séparatiste. Sans organisation, il soutient financièrement plusieurs réfugiés sur une base individuelle ; les bénéficiaires ont tous eu de hautes fonctions au sein du mouvement séparatiste.

- Amnesty International Norvège.

L'institution participe à la promotion de la cause tchéchène en Norvège par des activités de lobbying auprès des autorités et de sensibilisation publique. En contact étroit avec Ingvald Godal, elle peut s'engager directement en faveur de réfugiés menacés d'expulsion.

Ces organismes locaux de solidarité ne déterminent pas la structuration tchéchène diasporique. Ils l'appuient, en soutenant directement certains de ses leaders ou en mettant à la disposition des représentants tchéchènes un ensemble de moyens logistiques, juridiques ou de communication. Les réfugiés conservent ainsi une marge de manœuvre organisationnelle ; leur liberté n'est nullement entravée, mais toute initiative qu'ils prendraient resterait

---

<sup>1</sup> Entretien Gérard Folkvord, conseiller en charge de la question tchéchène au sein du bureau norvégien d'Amnesty International, Oslo, juillet 2006.

ineffective sans relais norvégiens. L'influence des acteurs locaux, réelle, s'exerce ici de manière non contraignante.

### ***C. Des modes de structuration hérités du passé.***

Assez rapidement, après avoir surmonté les impératifs de la survie et les difficultés de l'arrivée, les migrants cherchent à stabiliser la communauté en exil. Ils manifestent alors un besoin de structures, leur permettant d'organiser d'abord le lien social et de ce fait leur insertion identitaire et d'assurer ensuite des fonctions pratiques de coordination communautaire et de représentation face aux autorités du pays d'accueil. Il peut arriver, plutôt fréquemment, que des structures leur soient imposées, plus ou moins violemment, par des forces extérieures issues le plus souvent des lieux d'accueil ; celles-ci limitent l'initiative proprement tchéchène ou l'encadrent. Quel que soit le contexte, il apparaît que la structuration diasporique, aboutie ou non, accompagne très tôt l'installation des migrants à l'étranger. En procédant à l'examen sociologique de ces structures émergentes, on constate en particulier l'importance des déterminants du passé. Jouent ainsi un rôle de premier plan ceux qui sont installés depuis longtemps dans le pays d'accueil et qui y possèdent des avantages comparatifs, mais également les « anciens » qui mettent en avant le bénéfice de l'âge et/ou de l'expérience acquise, enfin ceux qui peuvent se prévaloir d'avoir exercé des fonctions prestigieuses en Tchétchénie avant la fuite. Les sources du leadership en exil, dans les premiers temps, puisent ainsi dans des références, plutôt traditionnelles en rapport avec la situation dans le pays d'origine avant la catastrophe. La réalité tchéchène est simplement transposée, de Tchétchénie vers les lieux d'installation ; la société tchéchène figée par la guerre se voit simplement déplacée à l'étranger. Il ne se constitue sur cette base qu'une protodiaspora, qui ne dure pas. Il y a toutefois quelques exceptions, notamment en Belgique, où la structuration tchéchène en cours laisse entrevoir des perspectives très différentes, plus globales, à la fois communautaristes et cosmopolites qui s'approchent du sens réel et actuel d'une diaspora véritable.

## **1) Les hommes d'affaires tchétchènes à l'étranger : des recours naturels.**

Il est logique que les migrants, nouvellement arrivés dans un pays d'accueil, se rapprochent de compatriotes déjà présents, surtout si ceux-ci y disposent d'une certaine aisance financière et sociale, voire politique dans certains cas. Les hommes d'affaires, en cela, constituent, aux yeux des réfugiés, des cibles d'attention privilégiées. Ces Tchétchènes expatriés à l'étranger quittent, pour la plupart, la république, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, lorsque l'économie et le commerce en Union soviétique commencent à se libéraliser. Ils investissent alors dans les zones voisines, notamment en Azerbaïdjan, mais aussi à l'étranger, en Turquie et dans les pays arabes. En 1992, le mouvement s'accélère sous l'effet de l'indépendance tchétchène : l'aéroport de Grozny devient une plaque tournante commerciale très dynamique, où circulent sans réel contrôle, en provenance de ces Etats, de nombreux produits de consommation qui sont ensuite disséminés et vendus en Russie. Ces pratiques d'import-export, à la limite de la contrebande, assurent l'enrichissement des intermédiaires tchétchènes qui les gèrent entre les pays de départ et leurs correspondants en Tchétchénie. D'autres, cependant, qui se méfient de cette désorganisation clientéliste et de la corruption avérée du nouveau pouvoir organisé autour de Djokhar Doudaev, préfèrent profiter, avec autant de succès d'ailleurs, des extraordinaires opportunités qu'offre la Russie à cette même date. Ils s'installent à Moscou et participent, comme beaucoup, aux privatisations anarchiques auxquelles procède le gouvernement d'Egor Gaïdar. Quelques-uns enfin, très minoritaires, parviennent, par des canaux indirects et assez obscurs, à développer des affaires en Europe. Dix ans plus tard, ces Tchétchènes de l'étranger, Moscou y compris, sont des hommes d'affaires accomplis, aux possibilités financières conséquentes, d'un niveau social élevé et parfaitement intégré à la société d'accueil. Agrégeant déjà autour d'eux plusieurs de leurs compatriotes, ils voient leur réseau s'étoffer au fur et à mesure des arrivées massives de réfugiés. Certains d'entre eux choisissent alors, au nom de la solidarité nationale et avec des arrière pensées politiques, de prendre en charge ou au moins de favoriser une partie de la structuration communautaire tchétchène. Tous néanmoins ne s'engagent pas, à l'instar d'une majorité d'hommes d'affaires en Azerbaïdjan. De manière générale, il ne faudrait pas surestimer l'importance de ces personnalités tchétchènes dans le phénomène de diasporisation.

## **Les hommes d'affaires moscovites : des cadres protecteurs.**

La réussite économique et sociale de personnalités tchéchènes de Moscou fonctionne, au sein de la communauté, comme une garantie ou un « cadre de protection » (selon la notion explicitée plus haut) dont profitent les exilés plus récents gravitant dans leur entourage. Disposant de moyens de solidarité substantiels, ils font l'objet de sollicitations permanentes. Accédant à ces requêtes et facilitant l'accès à l'emploi et donc à la stabilité sociale dans un environnement russe et moscovite particulièrement difficile et souvent hostile, leur audience et leur autorité, au début des années 2000, ne cessent de croître. Ils finissent par s'engager et prendre part directement au processus de structuration communautaire, comme l'illustrent cinq parcours détaillés ici<sup>1</sup>.

- Mavlit Bajaev, président du Conseil d'Administration du groupe pétrolier russe Allianz, dont le bureau principal est à Genève. La société est spécialisée dans l'exploration/production, dans la raffinerie et la distribution d'hydrocarbures en partenariat avec des compagnies pétrolières russes et étrangères.

Arrivé à Moscou en 1993, il fuit le régime politique de Djokhar Doudaev, considérant qu'il n'est pas dans l'intérêt de la Tchétchénie de quitter la Fédération de Russie. En 1999, en réaction à la reprise de la guerre, il lance une initiative culturelle visant à défendre l'image des Tchétchènes en Russie, qui peine à se concrétiser. Ce n'est qu'en août 2004 qu'il fonde et préside un conseil de coordination des organismes culturels et associations sociales tchéchènes, qui comprend l'ensemble des centres culturels tchéchènes de Russie unis autour du centre Daimokh à Moscou.

« Il s'agit de donner un visage à la communauté tchéchène de Russie et de désigner ainsi un interlocuteur unique responsable des intérêts culturels tchéchènes en Russie dans le cadre des relations avec le pouvoir »<sup>2</sup>.

- Khussein Djabraïlov, directeur exécutif de l'hôtel Rossia jusqu'à sa fermeture en 2007, propriétaire de nombreux hôtels, restaurants, casinos et centres commerciaux à Moscou et dans sa région ; de même, son frère, Oumar, détient d'importants biens immobiliers et financiers. Les deux hommes se sont enrichis au gré de la libéralisation sauvage de l'économie russe au cours des années 1990.

---

<sup>1</sup> Cette liste n'est pas exhaustive. Ne sont mentionnés que les personnalités approchées lors des recherches de terrain, en 2003, 2004 et 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°68, *ibid.*

Au tournant des années 2000, ils manifestent certaines ambitions politiques en rapport avec le conflit tchéchène. Oumar devient député du Conseil de la Fédération de Russie. Khussein, quant à lui, cherche à accroître son influence au sein des communautés exilées en Russie : il décide ainsi de financer le centre culturel Daimokh dont il préside le conseil des sponsors ; il soutient également un temps, notamment financièrement, le conseil de coordination de Mavlit Bajaev<sup>1</sup>. Parallèlement, il réactive une myriade d'organisations non gouvernementales russo-tchéchènes, coordonnées par la Fondation pour le Progrès social et la Démocratie de Chamil Beno, qui participent au développement de programmes humanitaires, économiques et sociaux en Tchétchénie<sup>2</sup>.

- Malik Saïdoullaev, directeur du groupe Milan, spécialisé sur la haute technologie, propriétaire de restaurants et du loto national russe.

Présent en Russie depuis le début des années 1990, il ne s'engage que superficiellement au sein de la diaspora tchéchène moscovite. Ses interventions se limitent à des dons financiers en faveur d'ensembles artistiques folkloriques tchéchènes, essentiellement composés d'enfants. Ses priorités sont plutôt d'emblée d'ordre politique et s'attachent particulièrement à reconstruire à son profit une reconnaissance et une légitimité populaires en Tchétchénie même, où il multiplie les programmes et projets de solidarité<sup>3</sup>.

- Aboubakar Arsamakov, directeur de la banque industrielle de Moscou.

Au moment du second conflit, il crée une société d'aide aux réfugiés tchéchènes qui finance des projets de reconstructions, soutient des familles ou des étudiants en difficulté et aide à la promotion des artistes tchéchènes en exil<sup>4</sup>.

Dans tous les cas, clairement, la prééminence structurelle de ces personnalités tchéchènes repose sur leurs succès personnels. C'est parce qu'ils ont réussi dans les affaires qu'ils sont en mesure de participer à la formalisation communautaire. Il s'agit cependant de

---

<sup>1</sup> Entretien n°71, Khussein Djabrailov, homme d'affaires, Moscou, novembre 2004.

<sup>2</sup> Entretien n°69, Chamil Beno, ancien responsable politique tchéchène auprès de Djokhar Doudaev, conseiller de plusieurs personnalités tchéchènes de Moscou, Moscou, 2004-2007.

<sup>3</sup> Entretien n°81, Malik Saïdoullaev, homme d'affaires, candidat indépendant évincé aux élections présidentielles tchéchènes de 2003 et 2004, Moscou, 2003-2004.

<sup>4</sup> Entretien n°72, Zaourbek Gakaev, jeune employé de banque, fils de Djabril Gakaev, Moscou, novembre 2004.



réussites passées, effectuées dans un contexte conflictuel ou même ante conflictuel très différent. Ces hommes en somme, qui, pour les réfugiés et exilés arrivant après 1999, sont des recours offrant protection et solidarité, tirent leur autorité diasporique de déterminants non diasporiques, qui ne s'inscrivent en aucun cas dans le processus généalogique à l'œuvre depuis le début du conflit.

### **Les hommes d'affaires tchéchènes de Bakou : des références passagères.**

En Azerbaïdjan, de la même façon, les quelques hommes d'affaires actifs depuis les années 1990, qui ont su tirer profit de l'ouverture capitaliste du pays, notamment dans le domaine énergétique mais aussi bancaire, font office dès le début de la décennie 2000 de relais de solidarité à disposition des migrants qui fuient la reprise de la guerre. La plupart d'entre eux l'acceptent sans réticence. Ceux-là prennent en charge volontairement le mouvement immédiat de structuration qui se met en marche. Cela ne dure pas. Assez vite, pour différentes raisons souvent politiques<sup>1</sup>, ces hommes d'affaires tchéchènes se désengagent, s'éloignent des phénomènes communautaires en abandonnant les réfugiés à leur sort.

- Ali Assaev, présent, semble-t-il, en Azerbaïdjan depuis le début des années 1990 ; il y développe avec succès des affaires d'import-export avec les pays arabes du Golfe et y gagne de fructueux contacts auprès de l'élite politique et économique azerbaïdjanaise. Proche du mouvement séparatiste, il est nommé représentant officiel de la république tchéchène d'Itchkérie en Azerbaïdjan, sous la présidence d'Aslan Maskhadov en 1997.

A ce titre, il encadre la communauté réfugiée qui se forme dès 2000. Il assure une aide alimentaire aux migrants qui s'installent, parraine la formation d'une école, distribue à d'autres de manière ponctuelle de la nourriture et des fournitures scolaires. A partir de l'automne 2002, sous l'effet de pressions russes et azerbaïdjanaises qui exigent, à la suite de la prise d'otages du théâtre de la Doubrovka, la fermeture du centre culturel tchéchène (et accessoirement bureau de représentation)<sup>2</sup>, les activités se font plus sporadiques. Outre la surveillance politique dont il fait l'objet, il semble lui-même avoir

---

<sup>1</sup> Lesquelles sont décryptées en détail au chapitre VI.

<sup>2</sup> Le bruit court à l'époque à Bakou, qu'Ali Assaev aurait appelé personnellement l'un des preneurs d'otages et tenté de le convaincre de se rendre.

renoncé à ses fonctions de coordinateur ; il ne gère plus aucune source de solidarité communautaire. Il paraît, aux yeux de ses compatriotes, plus préoccupé par ses propres intérêts financiers et économiques que par les conditions de survie des réfugiés.

- Khozh-Akhmed Noukhaev, personnage trouble, proche de groupes criminels tchéchènes à Moscou au début des années 1990 qu'il a même pu diriger, chef de guerre pendant le premier conflit ; il occupe de hautes fonctions sous la présidence intérimaire de Zelimkhan Ianderbiev, en charge des affaires économiques extérieures, y compris les relations énergétiques (gaz et pétrole), avant de s'installer en Azerbaïdjan en 1999, au début du second conflit. Reconverti en homme d'affaires aux intérêts commerciaux et financiers peu transparents, il loue à l'année un étage entier de l'hôtel Apcheron en plein cœur de Bakou.

Du fait de ses ressources substantielles, il devient un acteur incontournable de la formalisation communautaire au tournant des années 2000. Il finance ainsi plusieurs organes de presse tchéchène clandestins, en particulier les journaux *Ichkeria* et *Mekh-Kell*, qui diffusent et popularisent largement ses pensées et projets politiques. Il fait également travailler, à son service surtout, plusieurs intellectuels tchéchènes, réfugiés, dans différents cadres : certains sur ses propres ouvrages, d'autres par le biais des représentants de la Confédération du Caucase à Bakou, dont il subventionne, semble-t-il, la principale production médiatique, *Kavkazki Vestnik*. Il se crée autour de lui un véritable réseau clientéliste organisé et politiquement actif, qui entretient en exil le dynamisme de la mobilisation tchéchène. Dans le contexte délicat des relations bilatérales russo-azerbaïdjanaises, cet activisme s'avère difficilement gérable et à l'été 2002, Khozh-Akhmed Noukhaev est contraint de quitter l'hôtel Apcheron. Il trouve, dit-on, refuge en Turquie et ne revient qu'épisodiquement et très discrètement en Azerbaïdjan. Les approvisionnements financiers cessent alors progressivement. Certes, les procédures de surveillances sont étroites, mais Noukhaev, lui-même, ne cherche pas véritablement à maintenir son engagement en Azerbaïdjan. Il s'oriente rapidement vers d'autres projets, notamment un retour en Tchétchénie, dont personne d'ailleurs ne peut dire s'il s'est concrétisé ou pas. Beaucoup le croient mort.

Ces deux exemples sont symptomatiques du décalage croissant entre les hommes d'affaires tchéchènes d'Azerbaïdjan, installés pour la grande majorité d'entre eux depuis le début de la décennie 1990 (Khozh-Akhmed Noukhaev, en cela, est une exception) et la

communauté réfugiée arrivée en 2000. Les premiers ne se sentent pas intégrés à la nouvelle diaspora qu'ils voient se constituer ; cependant, dans le même temps, ils ne sauraient s'en désintéresser et rester insensibles aux conditions de migration de leurs compatriotes. L'un d'eux résume de la manière suivante cette ambivalence<sup>1</sup>.

« Il faut distinguer précisément entre les réfugiés et les membres de la diaspora. Ces derniers sont des individus installés depuis assez longtemps à l'étranger, citoyens du pays d'accueil, dans lequel ils ont des intérêts. En Azerbaïdjan, il n'y a qu'une très petite diaspora (une dizaine d'individus), composée essentiellement d'hommes d'affaires.

La solidarité à l'égard des réfugiés fonctionne sur une base personnelle. Certes, les liens familiaux sont privilégiés, mais je ne refuserai pas d'aider celui qui se présente. Les teips ne jouent pas de rôle particulier.

Il n'est pas nécessaire de mettre en place des structures centralisées : les contacts personnels suffisent. Ali Assaev de toute façon n'a plus aujourd'hui les moyens d'aider les réfugiés ».

La séparation entre les hommes d'affaires et les réfugiés est nette. Ces derniers d'ailleurs avouent une méconnaissance totale des premiers, dont ils ne peuvent rapporter la situation que par ouï-dire<sup>2</sup>. Les deux groupes n'ont finalement pas d'intérêts communs. Les hommes d'affaires évoluent surtout dans un cadre azerbaïdjanais qui leur est favorable et ouvert, alors que les réfugiés s'y débattent, ne pouvant compter que sur l'entraide ou la solidarité internationale. En somme la compassion inévitable dans les premiers temps ne dure pas. La solidarité du début ne se matérialise pas en structures pérennes, subventionnées et prises en charge par un Tchétchène installé. Certes, les marges de manœuvre ne sont pas optimales, dans le cas d'Ali Assaev par exemple, mais la tendance paraît plus profonde : ces Tchétchènes privilégiés, hommes d'affaires à l'étranger, ne s'identifient pas à la communauté en formation : ils gardent une distance égoïste qui finit par l'emporter sur les marques préliminaires de bonne volonté.

### **Les hommes d'affaires tchétchènes en Europe : un engagement marginal et exceptionnel.**

En Europe, la présence d'hommes d'affaires tchétchènes est à l'évidence beaucoup moins conséquente qu'en Russie ou qu'en Azerbaïdjan. Certains sont surtout connus des

---

<sup>1</sup> Entretien n°7, Guelaïni Akhmadov, homme d'affaires installé à Bakou, Bakou, mars 2005.

<sup>2</sup> Observations de terrain, Bakou, mars 2005.

services de police, à l'instar d'Abdoulla Erzanoukaev et de Borzali Izmaïlov. Le premier est arrêté et jugé en 2002 ; le second qui lui est associé indirectement tend à s'impliquer dans la vie communautaire tchéchène lorsque celle-ci prend de la consistance à partir de 2002. C'est à cette période globalement que les premiers réfugiés voient leurs conditions se stabiliser et que des initiatives, culturelles notamment, on l'a vu, fleurissent. En octobre de la même année, de manière significative, un journal trilingue en anglais, russe et français, le *Chechen Times*, est lancé aux Pays-Bas par plusieurs personnalités tchéchènes issues du monde politique (anciens représentants du président Maskhadov) mais également de la société civile (centres culturels, journalistes), venues de Belgique, de France et d'Allemagne. A vocation communautaire, comme le prouve ce rassemblement symbolique, il vise en effet d'abord à créer un lien régulier entre les groupes réfugiés en Europe. Implicitement ensuite, au regard des efforts de traduction, il résulte bien sûr d'une opération de relation publique à destination des sociétés d'accueil. Borzali Izmaïlov, en l'occurrence, participe aux financements que complète Rouslanbek Khusseinov, un autre homme d'affaires tchéchène aux intérêts situés (peut-être) en Ukraine. Les deux hommes sont respectivement secrétaire et président de l'Association démocratique tchéchène, enregistrée officiellement aux Pays-Bas.

Son rédacteur en chef, Albert Baïtoukaev rappelle succinctement ses débuts et sa courte histoire<sup>1</sup>.

« Le *Chechen Times* est la propriété de l'Association démocratique tchéchène ; il est imprimé aux Pays-Bas. J'ai d'abord fait en 2002 un premier numéro à la demande de Tina Izmaïlova, de Ramzan Ampoukaev et de Rouslanbek Khusseinov, puis, compte tenu du succès rencontré, un second et un troisième, ainsi jusqu'à la fin. Je ne les connaissais pas personnellement auparavant.

En septembre 2004, les sponsors, à savoir exclusivement Rouslanbek Khusseinov et Borzali Izmaïlov, ont cessé ; les numéros n'ont continué que par l'enthousiasme de mes collaborateurs jusqu'en mai 2005. Depuis, je n'ai plus de nouvelles de l'association. Borzali, en fait, s'est retiré dès 2003 et rompt alors toute collaboration avec Rouslanbek Khusseinov ».

Les pourvoyeurs financiers ainsi, s'ils se montrent volontaires à l'origine, reviennent rapidement sur leurs engagements, pour des raisons qui ne sont pas explicitées. Il apparaît seulement a posteriori que Borzali Izmaïlov fait l'objet depuis quelques années d'une enquête approfondie par Interpol qui ne l'arrête cependant en Espagne qu'en février 2006. Quant à

---

<sup>1</sup> Entretien n°2, Albert Baïtoukaev, journaliste, rédacteur en chef du *Chechen Times*, Munich, septembre 2005.

Rouslanbek Khusseinov, le mystère reste entier. Cela ne suffit manifestement pas à justifier leur retrait en 2003 et 2004.

Outre d'indéniables prudences, il faut croire également, comme en Azerbaïdjan, que les hommes d'affaires tchéchènes en Europe ne se pensent pas investis d'une mission structurante au sein de la diaspora. En Russie, la situation est quelque peu différente : les initiatives des hommes d'affaires, concrètes et organisées, durent davantage. Celles-ci en effet sont instrumentalisées au service de stratégies politiques personnelles<sup>1</sup>. Dans tous les cas cependant, les forces motrices de ces structures appartiennent au passé : l'autorité des hommes d'affaires, leur légitimité à agir, les moyens à leur disposition ont une origine ante diasporique. Aucune ne puise ses sources et ressources au sein du processus de diasporisation en cours. Ces structures ne sont ainsi que protodiasporiques sans bases solides. Au moindre retournement qui peut résulter de nouvelles orientations personnelles teintées peut-être d'une certaine lassitude des initiateurs (Azerbaïdjan et Europe), ou de l'échec des stratégies politiques afférentes (cas russe examiné plus bas), les formations, déstabilisées, vacillent. Ces organes, fondés sur le passé, se révèlent, en cela, simplement inadaptés au phénomène de diasporisation qui repose sur des mécanismes de structuration propres, constitués d'ailleurs, bien souvent, en opposition à la protodiaspora d'abord apparue.

## **2) Le leadership protodiasporique et ses survivances traditionnelles.**

Il est difficile de distinguer la protodiaspora superficielle de la diaspora réelle en structuration. A la différence du cas précédent, il arrive que le clivage n'apparaisse pas aussi clairement. Les initiatives en effet émanent généralement de réfugiés ayant récemment migré avec quelques milliers d'autres, dans des conditions similaires et n'ayant par rapport à leurs compatriotes ni moyens supérieurs ni avantages matériels dans le pays d'accueil. Pourtant, l'organisation communautaire qui, on l'a vu, peut être imposée dès l'arrivée par les autorités d'accueil ou s'avérer nécessaire en réponse à un besoin identitaire et de coordination, relève quasiment systématiquement de cadres protodiasporiques. Les caractéristiques et références de ces premiers leaders s'avèrent particulièrement éloquentes : dominant alors, parmi les réfugiés, des hommes du passé, considérés comme expérimentés, plus âgés et plus sages, ou

---

<sup>1</sup> Le phénomène est décrit en détail au chapitre VI. Celles-ci d'ailleurs échouent à moyen terme.

des personnalités reconnues pour leurs actions prestigieuses, souvent guerrières et politiques. Naturellement, le mouvement réflexe dans tout processus de structuration préalable, parfois contrainte, pousse les réfugiés à se raccrocher à des déterminants connus, c'est-à-dire à ceux qui rappellent la Tchétchénie, qui paraissent appartenir à une tradition largement fantasmée. Ainsi, ce qui émerge d'abord en exil ressemble à une Tchétchénie transposée. Cette protodiaspora n'est pas appelée à durer et même si elle persiste, il est hautement probable qu'à moyen terme elle soit remplacée par des structures ou des modes de gestion réellement diasporiques bien plus efficaces.

### **L'âge et la sagesse de l'expérience : sources de légitimité.**

Ces deux critères font référence évidemment au respect des anciens, une règle pratique que tous les Tchétchènes incluent dans les principales composantes de l'*adat* et qu'ils disent respecter. En Tchétchénie, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres zones du monde, l'âge, symbole d'expériences, est source de sagesse ; les personnes âgées sont ainsi souvent sollicitées pour solutionner à l'amiable entre deux parties un conflit privé. Il n'y a pas de dimension politique mais une base, en tout cas, de légitimité autorisant l'intervention et l'arbitrage d'un tiers. En exil, cette tradition est maintenue sur un mode identique. Plutôt répandue, cette double référence fonde en effet la plupart des conseils de réfugiés qui assurent des fonctions classiques de coordination : répartition interne des ressources, relation avec les autorités locales de proximité, gestion sociale de la communauté au quotidien.

Parmi les exemples les plus évocateurs, il faut citer en premier lieu le Conseil des Anciens mis en place par les Tchétchènes d'Azerbaïdjan en mars 2005. Maïrbek Taramov, journaliste et observateur de la communauté installée à Bakou décrit ainsi ses fondements et sa mission<sup>1</sup>.

« Le deuil du Président Maskhadov très suivi parmi les Tchétchènes d'Azerbaïdjan a été l'occasion d'une réunion informelle de personnalités de la diaspora qui ont décidé de constituer un Conseil des Anciens et ont choisi Mukhadi pour le présider. Autorité religieuse, ce dernier jouit d'un indéniable prestige parmi la diaspora. Ont participé notamment à cette réunion Ali Assaev, Moussa Moutsaev et moi-même. Plus de 200 réfugiés étaient présents.

Ce conseil n'aura qu'une fonction sociale et de solidarité. Il devra

---

<sup>1</sup> Entretien n°18, Maïrbek Taramov, Bakou, mars 2005.

coordonner l'entraide, organiser par exemple des collectes de fonds pour envoyer les défunts en Tchétchénie, établir une caisse de solidarité pour les cas de force majeure. En somme ce conseil et son président seront une référence et un catalyseur de l'assistance mutuelle au sein de la diaspora tchéchène ».

Moukhadi, lui-même, est un homme âgé, très pratiquant, surtout connu parmi les réfugiés pour exercer de manière informelle des fonctions d'imam. On dit que ce serait Ali Assaev qui l'aurait propulsé à cette position, afin de pacifier les relations souvent tendues entre différentes personnalités de la communauté. Quoiqu'il en soit, il est certain que par son âge, il ne peut faire que l'unanimité et avoir le dernier mot en cas de crise.

D'autres institutions similaires, fondées sur l'âge et l'expérience (comme source de sagesse) des leaders, existent ailleurs. Les plus significatives sont ainsi recensées dans quatre déclinaisons du même tableau.

**Tableau 7a. Sociologie des conseils de coordination tchéchène en exil : les gestionnaires de centres en Pologne<sup>1</sup>.**

	<b>Fonctions</b>	<b>Critères de sélection</b>
Camp de Tcholka, Varsovie.	Résoudre les conflits interpersonnels. Organiser le partage équitable de l'aide humanitaire polonaise entre les familles résidant au camp.	Homme d'âge moyen. Musulman pratiquant, connaissances approfondies de l'islam. Niveau supérieur d'éducation.
Camp de Lublin.	Procéder aux mariages. Prononcer les divorces. Assurer les funérailles et le transfert vers la Tchétchénie du corps du défunt.	Homme d'âge avancé. Gestionnaire accompli, pour avoir eu des responsabilités ministérielles de 1998 à 1999.

L'expérience, entendue également comme niveau de connaissances, semble plutôt privilégiée en Pologne.

**Tableau 7b. Sociologie des conseils de coordination tchéchène en exil : les gestionnaires de camps en Turquie<sup>2</sup>.**

<sup>1</sup> Entretien n°63, Roustam, gestionnaire du camp de Tcholka, Varsovie, mars 2006.

Entretien n°62, Khassan, gestionnaire du camp de Lublin, Varsovie, mars 2006.

<sup>2</sup> Entretien, anonymes, jeunes hommes du camp de Fener Bahce, de Beykoz et d'Umranje, Istanbul, 2004-2006.

	<b>Fonctions</b>	<b>Critères de sélection</b>
Camp de Fener Bahce, Istanbul.	Garder le camp propre. Procéder au partage de la nourriture et des biens de consommation collectés auprès des donateurs.	Hommes d'âge mûr, au-delà de 50 ans en général. Homme d'expérience, ayant exercé par le passé des responsabilités. Charisme.
Camp de Umranye, Istanbul.	Assurer le bon fonctionnement de l'eau, du gaz et de l'électricité. Accompagner les personnes nécessitant des soins. Gérer les relations avec les institutions locales de proximité : police, école, propriétaire du bâtiment.	Le gestionnaire est choisi par consensus. N'importe quel résident du camp peut demander à tout moment une réunion et renvoyer la personne en fonction.
Camp de Beykoz, Istanbul.	Accueillir les nouveaux arrivants et leur trouver un logement. Accueillir les visiteurs extérieurs : journalistes, humanitaires...	

**Tableau 7c. Sociologie des conseils de coordination tchéchène en exil : l'Association Concorde à Nice<sup>1</sup>.**

Créée en 2005, cette structure vise à encadrer la communauté tchéchène, en particulier les jeunes. Trois personnes l'animent.

	<b>Fonctions</b>	<b>Critères de sélection</b> <i>selon Magomed</i>
Youssoup	Collecte de fonds, mis au service de la communauté.	« Les membres de l'association ont été désignés au cours d'une réunion rassemblant les personnes les plus âgées de la communauté ainsi que les chefs de chaque famille (femmes comprises lorsque le père est absent). Parmi les nombreux
Chirvani	Gestion des relations avec les services locaux de proximité : police et préfecture essentiellement.	
Ouès	Transfert en Tchétchénie des corps des personnes défunt.	

<sup>1</sup> Entretien n°47, Noura, *ibid.*

Entretien n°45, Magomed, *ibid.*



	Interventions moralistes auprès de la jeunesse tchéchène. Facilitation des mariages : gestion de la solidarité, organisation logistique.	candidats, quatre critères ont prévalu : la maîtrise de la langue française, l'âge, l'expérience et la proximité avec les autres nationalités, notamment caucasiennes. »
--	---	--

**Tableau 7d. Sociologie des conseils de coordination tchéchène en exil : le Conseil de la diaspora en Norvège<sup>1</sup>.**

Créé en décembre 2005, à l'initiative du représentant du gouvernement tchéchène d'Itchkérie en Norvège, il est composé de dix personnes, à savoir sept membres permanents, deux suppléants et un coordinateur, devant représenter l'ensemble des régions de Norvège qui accueille des réfugiés tchéchènes. Il ne correspond que partiellement à une structure protodiasporique. Son coordinateur, Zelimkhan Nataev, ainsi que plusieurs membres, tous plutôt jeunes, présentent des profils d'une autre nature, décrits en détail au chapitre VII.

	<b>Fonctions</b>	<b>Critères de sélection</b>
Ienadi. Khussein.	Solidarité entre les réfugiés de Norvège. Accueil des migrants, facilitation des démarches administratives et aide à l'intégration.	Combattants pendant la première et la seconde guerre. Hommes d'âge moyen.
Bagaoudine. Assia	Communication extérieure, relations avec la presse locale. Organisation d'événements culturels et commémoratifs (23 février, deuils des chefs séparatistes tués) <sup>2</sup> .	Responsables humanitaires en Tchétchénie et en Ingouchie. Personnes d'âge mûr.

Quoiqu'en minorité, leur présence témoigne de l'importance accordée à l'expérience, qui en l'occurrence s'apparente surtout au prestige acquis en Tchétchénie.

<sup>1</sup> Entretien n°57, Toïta Hajéguérieva, représentante du gouvernement tchéchène d'Itchkérie en Norvège, Oslo, juillet 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°58, Zelimkhan Nataev, coordinateur du Conseil de la diaspora de Norvège, Oslo, juillet 2006.

### **Le prestige passé : source d'autorité.**

Sans aucun doute, au moins dans les premiers temps de l'exil, les responsabilités d'antan des uns, les exploits guerriers des autres contribuent à rassurer les réfugiés. Ceux-là retrouvent des références politiques, économiques, sociales ou culturelles, même partielles, qu'ils ont connues et respectées avant le départ. En aucun cas même, celles-ci ne se voient altérées, aux yeux des réfugiés, par la nécessité de la fuite. Au contraire, elles conservent dans le cadre migratoire, une valeur structurante. Ces individus, des hommes surtout, qui ont fait leurs preuves en Tchétchénie, qui là-bas ont réussi à s'imposer, paraissent mieux à même de conduire, encadrer et organiser la communauté des exilés. Au regard de ce passif prestigieux, ces derniers reconnaissent ainsi à ces leaders devenus naturels une autorité morale supérieure, une grande probité et un sens plus développé de la justice. Cette reconnaissance, le plus souvent, est mise au service de l'ordre social et de l'éducation de la jeunesse.

C'est au sein des communautés tchétchènes d'Azerbaïdjan et de Pologne que se manifeste de la manière la plus significative cette autorité sociale transposée.

- En Azerbaïdjan, un anonyme rapporte ainsi le rôle spécifique attribué à Oumar Khanbiev<sup>1</sup>, ancien ministre de la Santé sous la présidence d'Aslan Maskhadov et son représentant spécial en Europe, en charge du suivi des négociations de paix.

« Les réfugiés ont besoin d'être encadrés et contrôlés. Désorientés, beaucoup oublient leurs traditions et s'engagent dans des voies criminelles, de trafics divers. Ils contreviennent aux lois locales et ne respectent en aucune manière les normes sociales tchétchènes.

L'encadrement visant à empêcher ces déviations ne nécessite pas forcément de structures formelles. Il peut exister par l'intermédiaire d'individus responsables au sein d'un groupe de familles vivant dans un même quartier. Au sein de ces groupes de voisinage prime ainsi l'autorité sociale du référent.

Ces individus détenteurs de cette autorité organisent la vie sociale et éventuellement la solidarité au sein de cette sous communauté. Ils disent le droit et fournissent des conseils en cas de besoin. Ils font en sorte que chacun prenne conscience de ses responsabilités vis-à-vis de l'Etat d'accueil et des traditions tchétchènes.

Les sources de l'autorité sont à la fois l'âge, l'étendue des réseaux familiaux et les fonctions exercées par le passé. Oumar Khanbiev, par exemple, intervient en cette qualité au sein d'un groupe de voisinage au centre ville de Bakou ».

---

<sup>1</sup> Entretien n°14, anonyme, Bakou, mars 2005.

- En Pologne, la communauté évolue sous l'emprise déterminante de personnalités tchéchènes dont l'autorité sociale dépasse largement l'entourage immédiat, ou les centres d'accueil, équivalent en Pologne des groupes de voisinage d'Azerbaïdjan, et s'exerce sur l'ensemble des réfugiés, par le biais du centre culturel tchéchène et bureau officiel de représentation de la république tchéchène d'Itchkérie. Un journaliste tchéchène respecté, correspondant de guerre pour divers médias pendant le second conflit précise pour deux d'entre elles les sources de leur autorité<sup>1</sup>.

« Souleïman Aslanbekov, chef de guerre pendant le 1<sup>er</sup> conflit, proche de Rouslan Guelaev, est très respecté par les réfugiés. Il a été décoré à plusieurs reprises par les présidents indépendantistes ; son frère avait la confiance du président Doudaev. On dit qu'il respecte strictement les traditions et l'éthique tchéchènes.

Salambek Amaev a été commandant à Ourous-Martan pendant la 1<sup>ère</sup> guerre et au début de la seconde guerre. Son autorité tient à son passé de combattant ; il n'a pas cependant le même poids moral ou traditionnel que Souleïman ».

Pendant plusieurs années, jusqu'à 2007, forts de ce prestige passé, les deux hommes dominent le bureau de représentation, qu'Amaev dirige en 2005 et 2006. Ils s'imposent en fait à la communauté et aux quelques personnalités polonaises, à l'instar d'Adam Borowski et de l'organisation non gouvernementale Ocalenie, qui la parrainent. Il n'y a pas un seul événement tchéchène, surtout culturel, tenu en Pologne, qui n'ait pas reçu leur accord et au cours duquel ils n'interviennent pas. En 2007, à la suite d'une longue rivalité entre deux groupes politiques et sous la pression de Ramzan Ampoukaev qui est intervenu auprès du ministre tchéchène des Affaires étrangères Akhmed Zakaev, Salambek Amaev est évincé au profit d'Oumar Airbourtaev. Cependant, de la même façon, le nouveau représentant, directeur du centre culturel/bureau de représentation, jouit au sein de la communauté d'une autorité sociale similaire fondée sur son prestige antérieur : il a été pendant cinq années, de 2000 à 2005 garde du corps personnel du président Aslan Maskhadov et quitte la Tchétchénie à sa mort. Au-delà de leurs rivalités politiques, tous trois imposent un ordre social aux ressorts identiques, exclusivement tchéchènes.

En Allemagne et dans une moindre mesure en France, l'autorité des leaders du passé se déploie plutôt sur un plan moral, à l'attention de la jeunesse tchéchène dont une partie, très

---

<sup>1</sup> Entretien n°64, Saïd-Seïlam, journaliste, Varsovie, mars 2006.

minoritaire, tend à se laisser entraîner dans la petite délinquance. Ekkehard Maas, à Berlin, dresse le profil de ces jeunes à problèmes qui dévient facilement<sup>1</sup>.

« Il s'agit essentiellement d'adolescents issus de familles monoparentales, principalement des femmes veuves arrivées seules en Allemagne. Ces enfants ont grandi sans cadres, sans références. Logés certes, nourris et disposant par le biais de services sociaux d'un minimum d'argent de poche, ils ne sont pas pour autant intégrés à la communauté et à la société d'accueil. Trop âgés pour suivre une scolarité normale, ne maîtrisant pas véritablement l'allemand, sans statut pour la plupart, ils n'ont pas la possibilité de travailler légalement. Ils sont ainsi, en grande partie, totalement livrés à eux-mêmes. Ils ne reconnaissent aucune autorité, ni celle d'un père qu'ils n'ont pas eu, ni celle de leur mère, ni celle d'une quelconque structure, même informelle, de diaspora qui n'existe d'ailleurs pas pour le moment. Ils traînent donc, dépensent leur argent en discothèque et sombrent dans la petite délinquance, parfois sans le vouloir. A Munich par exemple, un Tchétchène menacé par des skinheads, en cherchant à se défendre, pousse violemment un de ses agresseurs qui chute et se tue. A l'extrême, il est probable même que certains d'entre eux entrent en contact avec d'autres groupes, réellement criminels, et soient entraînés dans une spirale dangereuse. Ces jeunes, abandonnés en somme, ont perdu le sens des valeurs et des conventions sociales ».

La situation n'est pas aussi tendue en France. Une délinquance marginale certes existe, mais s'inscrit plutôt dans le cadre de heurts intercommunautaires très localisés, dans certaines banlieues de Nice (quartier de l'Ariane) et de Strasbourg. La communauté réagit à l'appel des familles ou des proches de ces jeunes. Interviennent alors des hommes souvent âgés, respectés pour leur expérience, mais aussi surtout pour leurs histoire et engagements précédents souvent au service de causes prestigieuses, telle que l'indépendance de la république tchétchène, la défense de la tradition... Ceux-là rencontrent ces adolescents perdus, discutent avec eux et tentent de les sensibiliser aux obligations morales que leur identité tchétchène impose, en particulier notamment vis-à-vis de la société d'accueil. En Allemagne, ainsi, il est régulièrement fait appel à Saïd-Khassan Aboumouslimov, ancien vice-président pendant l'intérim de Zelimkhan Ianderbiev et historien reconnu. Son autorité tient précisément au savoir qu'il transmet et son image de leader de l'indépendance pendant la période délicate de l'entre deux guerres. Rakhman Douchouev, également, ancien représentant du président Maskhadov en Turquie, est sollicité pour sa proximité passée (persistante aujourd'hui mais à un moindre degré) avec le camp séparatiste. En France, à Nice en particulier, c'est Chirvani, l'un des membres de l'association Concorde, qui intervient pour apaiser les jeunes

---

<sup>1</sup> Entretien n°92, Ekkehard Maas, *ibid*.

Tchéchènes pris à partie lors des émeutes de l'automne 2006<sup>1</sup>. De manière générale, jouent ainsi un rôle d'autorité morale des anciens combattants, d'anciens responsables gouvernementaux ou des professeurs, à l'instar de Moussa Basnoukaev, économiste et professeur à l'université de Grozny. Ce dernier, lors de ses passages à Paris, prend soin de parler avec les jeunes réfugiés, qui ne sont pas nécessairement en difficulté. Arrivant directement de Tchétchénie et n'ayant à son actif aucune gloire passée, il compte cependant par le lien qu'il établit avec la patrie d'origine. Son autorité s'impose parce qu'il vit et travaille là-bas tout en gardant une sympathie pour la lutte séparatiste. La force morale puise ainsi ses ressources encore et surtout en Tchétchénie.

### **3) L'exception de la communauté tchéchène de Belgique.**

Les Tchétchènes de Belgique sont l'une des premières communautés à se structurer. Dès 2001, plusieurs centres à vocation culturelle apparaissent de manière très informelle. Des cours de danse tchéchène sont dispensés aux enfants, des spectacles sont offerts aux réfugiés nouvellement arrivés. L'association Diaspora, véritable conseil représentatif et de coordination de toute la communauté tchéchène exilée en Belgique, est fondée en 2002 sous la direction de Taïssa Izmaïlova. Ramzan-Khadji, le premier imam tchéchène, installé en Belgique depuis 2000, commence, au même moment, à procéder régulièrement aux mariages, aux circoncisions ou aux funérailles, dans toute la Belgique. Cependant, à la différence de processus similaires ailleurs, en Europe, en Russie ou dans le Caucase Sud (principalement l'Azerbaïdjan), les modes de structuration en Belgique n'ont pas de rapports immédiats avec la Tchétchénie. Ni les principaux leaders communautaires, ni la plupart des autorités sociales ou morales ne fondent leur prééminence sur le passé. Quant aux hommes d'affaires tchéchènes, ils sont, on l'a vu, très peu nombreux en Europe ; seul Borzali Izmaïlov soutient ponctuellement une poignée de réfugiés. L'influence d'organismes locaux est par ailleurs inexistante. Ainsi de manière exceptionnelle, en accomplissant tout autant le besoin identitaire de chaque réfugié, ce ne sont pas des structures protodiasporiques qui se constituent en Belgique, mais bien d'emblée des éléments d'une diaspora véritable qui durent et prouvent leur effectivité au fil des années. Cette spécificité repose exclusivement sur quelques réfugiés tchéchènes ayant migré parmi les premiers en Belgique ; elle relève donc, selon une approche

---

<sup>1</sup> Entretien n°47, Noura, *ibid.*

constructiviste totalement assumée ici, des choix et des qualités personnelles de ces hommes et femmes d'influence, développés dans la troisième partie de ce travail.

### **L'association Diaspora<sup>1</sup> : un succès communautaire.**

Créée en 2002, l'association entend se concentrer sur des missions sociales et culturelles, à savoir essentiellement assurer l'accueil des nouveaux arrivants, leur fournir une aide légale lorsque elle s'avère nécessaire, organiser la solidarité communautaire et faciliter l'intégration des réfugiés. Elle délaisse volontairement l'action politique et le lobbying auprès des autorités belges et européennes installées à Bruxelles.

Le conseil de direction réunit douze personnes, représentant les réfugiés répartis au sein des onze entités territoriales de Belgique (les dix provinces, auxquelles s'ajoute la région de Bruxelles capitale) ainsi qu'un Tchétchène Akkine, groupe ethnique distinct résidant de part et d'autre de la frontière entre la Tchétchénie et le Daghestan. Un représentant ingouche est également convié. Ces délégués choisissent alors leur président. C'est Tina Izmaïlova qui est désignée et reconduite chaque année à ce poste. En mai 2007, le bureau est réorganisé. Il n'y a plus de président coordonnant toutes les questions traitées par le conseil mais plusieurs coordinateurs, dont les trois plus importants sont Tina Izmaïlova, en charge des relations avec les autorités de Belgique, Saypoudi Khalilov en charge de l'intégration des réfugiés et Emilkhan Charipov responsable du développement des activités culturelles tchétchènes dans le pays. De manière significative, aucun d'eux ne tire sa légitimité de l'âge ou d'un prestige antérieur.

- Tina travaille en Tchétchénie pour la première chaîne nationale de télévision. Son visage n'est certes pas inconnu de la plupart des réfugiés, mais cela ne suffit pas à expliquer son leadership, d'autant qu'elle ne s'est pas particulièrement rendue célèbre par quelque action d'éclat.
- Emilkhan<sup>2</sup> a une formation en mathématiques mais choisit la musique et travaille à l'orchestre philharmonique de Grozny. Ses indéniables compétences dans le domaine culturel n'ont cependant que peu à voir avec la sagesse de l'expérience avec l'âge.

---

<sup>1</sup> Entretien n°23, Taïssa Izmaïlova, principale animatrice de l'association Diaspora, Bruxelles, 2004-2007 ;

<sup>2</sup> Entretien n°22, Emilkhan Charipov, *ibid.*

- Saypoudi fait toute sa carrière en Russie, dans la région de Moscou et ne revient en Tchétchénie que pendant la 1<sup>ère</sup> guerre. Spécialiste agricole, il participe à la transition capitaliste. En 1996, il retourne en Russie pour y développer une société commerciale<sup>1</sup>. Rien ne le rattache spécifiquement à la Tchétchénie.

Les bases de leur légitimité sont ailleurs, inscrites dans le cadre même de l'exil. Les trois leaders font leurs preuves à leur arrivée et s'imposent à la communauté par leurs initiatives et leur réussite. C'est en cela qu'ils structurent un phénomène d'emblée diasporique.

Une nuance doit être apportée cependant : lors de la réorganisation structurelle de mai 2007, Soultan Iachourkaev, célèbre écrivain, déjà âgé, sage par la force de l'expérience, est promu « représentant du conseil de l'association Diaspora ». Tina Izmaïlova, elle-même, précise ainsi son rôle<sup>2</sup>.

« L'écrivain, Soultan Iachourkaev, a le titre de représentant du conseil de la Diaspora et supervise les relations intérieures au sein de la communauté diasporique de Belgique. Garant du respect de la morale et des traditions tchétchènes, il veille au comportement de ses compatriotes. Il s'attache en somme à préserver un ordre traditionnel au sein de la communauté réfugiée. Plus spécifiquement, il doit aborder les problèmes de délinquance chez les jeunes qui nuisent à l'image déjà dégradée des Tchétchènes en Belgique. Il collabore étroitement avec Ramzan-Hadji, imam tchétchène basé à Anvers ».

Il est par essence un homme du passé. Responsable politique à la fin des années 1980, il rompt avec le Parti communiste et soutient l'indépendance. Il se tient à l'écart de la guerre et continue d'écrire, en particulier, sur la déportation. Il s'exile au moment de la seconde guerre et publie en 2006 en français un nouvel ouvrage *Survivre en Tchétchénie*, qui reprend son journal personnel tenu pendant le premier conflit. A l'évidence, au vu même des fonctions qui lui sont attribuées, sa légitimité repose sur ce qu'il incarne par son âge et transmet, c'est-à-dire la mémoire tchétchène. Cela dit, il ne saurait être assimilé au triumvirat constitué autour de Taïssa Izmaïlova. Sa prééminence est accessoire, largement symbolique. Gage de moralité traditionnelle, il ne fait que fournir un surcroît de légitimité aux leaders réels et à l'association Diaspora. D'ailleurs, signe révélateur, Tina prend soin de l'associer à l'imam Ramzan-Hadji, autorité morale de la communauté. Soultan Iachourkaev demeure ainsi à l'arrière plan, derrière des personnalités qui n'ont que peu de rapport avec le passé tchétchène.

---

<sup>1</sup> Entretien n°24, Saypoudi Khalikov, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretien n°23, Taïssa Izmaïlova, *ibid*.

### **Les bases diasporiques du contrôle social.**

En Belgique, deux personnalités, essentiellement, exercent une autorité sociale et morale sur la communauté réfugiée. Il s'agit de Ramzan-Hadji Akhmadov, imam installé à Anvers et de Ramzan Ampoukaev, un ancien syndicaliste qui a rompu avec Djokhar Doudaev, en exil depuis 1992, qui n'a cessé alors de défendre la cause séparatiste tchéchène à l'étranger. Ni l'un ni l'autre ne s'appuient sur des acquis antérieurs. Leur autorité est fondée sur des ressorts purement diasporiques.

Ramzan-Hadji n'a pas d'antécédents prestigieux en Tchétchénie. Jeune homme d'une trentaine d'années, il suit les enseignements de maîtres tchéchènes traditionnels, puis à la fin des années 1990 part aux Emirats Arabes Unis pour y apprendre l'arabe. Il ne revient qu'en 2000 et fuit immédiatement en Belgique. Très vite, il s'impose au sein de la communauté : il rassure, aide, soutient les réfugiés en quête d'identité. En 2002, devant le succès de son discours et sa popularité, il est question de rassembler des fonds pour construire une mosquée à Anvers qui serait « réservée » à la communauté tchéchène. Le projet finalement n'aboutit pas faute de sponsors publics. Mais son audience ne cesse de croître, de façon assez spectaculaire. Constamment sollicité, il se déplace dans tout le pays, célébrant pratiquement toutes les cérémonies de mariages. Il est appelé également pour des funérailles ou des circoncisions, mais aussi pour arbitrer des conflits personnels. Sa réputation dépasse les frontières. Il est connu en Allemagne et semble également être intervenu en France. Débordé, il développe depuis peu un réseau de disciples dans plusieurs régions de Belgique à qui il délègue des interventions. C'est auprès des jeunes cependant qu'il a le plus d'influence. Lui-même, d'ailleurs, privilégie et entretient cette relation avec la jeunesse. Tina et Emilkhan en témoignent, se faisant les porte-parole de quelques jeunes réfugiés qu'ils côtoient régulièrement.

« Ramzan-Hadji dispose au sein de la communauté d'une autorité reconnue, notamment parmi les jeunes. Il est la personnalité religieuse tchéchène la plus importante de Belgique, qui s'appuie sur un réseau de disciples composé de jeunes réfugiés qui ont reçu une éducation religieuse. Ceux-là ensuite évoluent dans plusieurs villes du pays »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien n°23, Taïssa Izmaïlova, *ibid.*



« Plusieurs imams tchéchènes interviennent en diaspora. Le plus important est Ramzan Akhmadov, résidant à Anvers, ancien mollah d'une mosquée en Tchétchénie.

Les jeunes en diaspora se montrent attentifs aux pratiques religieuses. Il y a indéniablement, en exil, un renforcement de la ferveur islamique chez certains d'entre eux, notamment parmi ceux que je connais. Ils prient plus régulièrement, naviguent sur les sites internet consacrés à l'islam en quête de renseignements et de conseils. Cela correspond, chez eux, à une démarche identitaire. Ils ont conscience de leurs positions privilégiées en Europe et craignent de se les voir reprochées à leur retour en Tchétchénie. Ils veulent donc paraître moralement irréprochables et se tournent vers la religion.

L'islam donne un gage d'autorité morale à ces jeunes en Europe. En cela, Ramzan-Hadji constitue pour eux une référence incontournable et un interlocuteur prioritaire »<sup>1</sup>.

Son autorité morale, en somme, s'est façonnée dès les premières années d'exil et s'affermi depuis, au fil du temps et du processus de diasporisation. Elle paraît profondément ancrée dans le contexte migratoire et ne pas reposer sur les ressorts tchéchènes traditionnels, que Ramzan-Hadji de toute façon ne peut prétendre incarner. Son discours religieux est plus théorique et plus global offrant ainsi à la jeunesse une perspective plus transnationale et plus diasporique.

L'autorité que peut faire valoir Ramzan Ampoukaev est beaucoup plus discrète. Le processus néanmoins est similaire<sup>2</sup>. Il passe les quinze dernières années à l'étranger, principalement en Pologne pendant la décennie 1990 puis en Belgique à partir des années 2000. Il ne perd pas pour autant contact avec la lutte séparatiste. C'est lui qui organise par exemple en 1998 la visite en Pologne du président Aslan Maskhadov nouvellement élu. Il fonde et anime également divers centres culturels, à Varsovie, à Cracovie, à Bruxelles, qui sont en réalité des bureaux de représentation du mouvement tchéchène. A partir de 2002, il se consacre spécifiquement à l'accueil des nouveaux réfugiés et à leur insertion sociale au sein des sociétés d'accueil. Rien ne le relie à la Tchétchénie elle-même, qu'il a quittée. Le seul souvenir que l'on y garde de lui est sa ferme opposition au président Doudaev en 1992, puis son départ perçu comme une trahison. C'est en exil donc qu'il fait ses preuves et qu'il fonde les ressorts d'une autorité sociale et morale qui prend corps en particulier auprès des jeunes. Il est écouté aujourd'hui en Belgique, en France, en Pologne, en Autriche. Il est reconnu et

---

<sup>1</sup> Entretien n°22, Emilkhan Charipov, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretien n°21, Ramzan Ampoukaev, *ibid*.

respecté, non pas pour des engagements prestigieux en Tchétchénie mais pour son dévouement à l'égard des réfugiés. Il n'appartient pas au passé tchétchène mais au présent diasporique.

### **Synthèse partielle : tableau récapitulatif des protodiasporas tchétchènes.**

La protodiaspora résulte d'un mouvement de structuration immédiate répondant, au sein d'une communauté réfugiée fuyant un danger direct, à un besoin de reconnaissance identitaire, d'identification et d'insertion communautaire. Il n'est pas rare bien sûr que ces regroupements sociaux soient établis sous l'impulsion, l'influence ou même la contrainte d'organismes locaux chargés de gérer la nouvelle immigration. Cependant, dans la majorité des cas, volontaires ou forcés, il apparaît que ces structures premières s'appuient sur des modes légitimants et des autorités fondés sur le passé. En somme cette forme pré diasporique émane davantage de l'Etat d'origine que d'un processus sui generis propre à l'exil. Celui-ci favorise au contraire l'émergence de principes sociaux essentiellement transnationaux.

**Tableau 8. Caractéristiques des protos diaspora tchétchènes.**

<b>Etats d'accueil</b>	<b>Transit / Destination</b>	<b>Influence des autorités de Russie sur la communauté tchétchène</b>	<b>Rapport des communautés avec des organismes locaux de solidarité</b>	<b>Principale structure protodiasporique</b>
<b>Allemagne</b>	Destination	Nulle	Prédominance des organes locaux	Association Allemagne-Caucase
<b>Autriche</b>	Destination	Nulle	Equilibré	Représentation du gouvernement tchétchène d'Itchkérie
<b>Azerbaïdjan</b>	Transit	Communauté oubliée	Autonomie des réfugiés	Ecoles tchétchènes
<b>Belgique</b>	Destination	Nulle	Exception diasporique	
<b>Etats-Unis</b>	Destination	Nulle	Non significatif	Communauté peu nombreuse et peu structurée

<b>France</b>	Destination	Nulle	Equilibré	Centres culturels
<b>Géorgie</b>	Transit	Communauté gênante	Communauté délaissée	Maison du Caucase ; centres d'accueil dans la vallée de Pankissi
<b>Grande-Bretagne</b>	Destination	Nulle	Non significatif	Communauté peu nombreuse et peu structurée
<b>Norvège</b>	Destination	Nulle	Prédominance des organes locaux	Représentation de la république tchéchène d'Ichkérie. Conseil de la diaspora (partiellement)
<b>Pologne</b>	Transit	Nulle	Prédominance des organes locaux	Centres administratifs d'accueil
<b>Russie</b> <i>Hors Caucase Nord</i>	Destination	Protections impératives	Prédominance d'organes locaux de protection	Cadres protecteurs 1 et 2 <i>Les autres correspondent plutôt à des mouvements diasporiques</i>
<b>Turquie</b>	Transit	Communauté instrumentalisée	Soumission de la communauté aux organismes locaux	Camps de réfugiés



## **TROISIEME PARTIE**

# **LA DIASPORA CONSTITUEE : UN NOUVEL ACTEUR GLOBAL**



## CHAPITRE VI

### Décomposition politique des communautés réfugiées

---

En transposant de Tchétchénie vers les lieux d'immigration les mécanismes fondamentaux de l'organisation sociale tchétchène, marqués depuis le début de la décennie 1990 par l'idéologie séparatiste de Djokhar Douaev et la menace russe, la politisation des communautés en exil est inévitable. Non seulement, parmi les migrants, fuient tous les acteurs ou partisans de l'indépendance qui ne combattent pas ; mais ceux-ci de plus, dans le contexte protodiasporique qui se met en place à l'arrivée, cherchent à poursuivre la lutte de l'étranger et tentent donc de participer à la structuration balbutiante à un niveau et avec des ambitions politiques clairement affichées. La protodiaspora s'accompagne ainsi naturellement d'un processus de politisation qui repose, comme elle, sur des ressorts passés. La seconde guerre fige les postures de chacun et les rapports de pouvoir. Ils survivent cependant à la fuite et sont alors reproduits en exil. On constate cependant que l'activisme politique tchétchène au sein des Etats d'accueil peine à se concrétiser et à porter ses fruits : il s'épuise, pour toute une série de raisons, relevant à la fois de contraintes extérieures mais également d'inadéquations essentielles. La plupart des stratégies tchétchènes élaborées à l'étranger, en rapport évidemment avec le conflit, n'aboutissent pas. En effet, assez rapidement, il apparaît qu'elles ne correspondent plus véritablement à la réalité de la situation sur le terrain. La rupture, au fil des années, s'est approfondie entre les groupes armés en Tchétchénie et les réfugiés ; le lien est perdu et le sens politique s'efface. Il manque, comme à la majorité des phénomènes protodiasporiques identitaires vus précédemment, un facteur d'effectivité qui serait strictement tchétchène mais intégré (volontairement) aux sociétés locales, ce qui permet de renouveler les bases et de s'inscrire dans une dimension plus transnationale. La politisation initiale demeure ainsi protodiasporique : elle se constitue sur des bases similaires et échoue par définition.

### ***A. Le poids des héritages politiques.***

En exil, logiquement, les anciens leaders politiques, ministres, vice-ministres, responsables gouvernementaux de l'Etat tchéchène d'Itchkérie de 1997 à 1999, mais également les députés, les préfets, certains hommes d'affaires ont tendance à vouloir prendre le leadership de la communauté en formation. Ce sont eux qui dans les premiers temps maintiennent le lien avec l'Etat d'origine. Il s'agit de représenter le mouvement séparatiste vis-à-vis des autorités d'accueil, lorsque cela est possible, de défendre et promouvoir la cause de l'indépendance. Assez vite, finalement, le discours politique reprend par le fait de ces réfugiés qui entendent incarner la « résistance » et qui cherchent à gagner le soutien de grandes puissances internationales, notamment en Europe. Mais, en reproduisant à l'étranger leur prééminence passée en Tchétchénie, ils importent également leurs rivalités et oppositions antérieures. La politique tchéchène de l'entre-deux guerres, on l'a vu, n'a rien de vraiment homogène. Des courants concurrents séparatistes se font face, le président Aslan Maskhadov est contesté, menacé également. Ces divisions se retrouvent en exil. Certes le déclenchement de la seconde guerre réunit ces forces divergentes sous la bannière du président redevenu chef de guerre. Mais si l'Union sacrée s'impose face à la Russie, elle paraît moins indispensable dans les relations nouvelles que les politiques tchéchènes souhaitent entretenir avec les gouvernements d'accueil ou avec l'Union européenne et en particulier ses députés. Chaque ancien leader politique revendique un rôle de porte-parole, cherchant ainsi à remporter l'accès aux sources étrangères officielles de reconnaissance politique et communautaire. Se multiplient donc au sein des Etats d'accueil les représentants tchéchènes, issus de telle institution, gouvernementale, présidentielle ou parlementaire, chacun assurant disposer d'une véritable délégation de pouvoir et certifiant pouvoir communiquer régulièrement avec les leaders restés en Tchétchénie. Les anciennes lignes de rupture entre différentes personnalités prétendant à l'autorité politique resurgissent dès lors, en s'adaptant au contexte nouveau de l'exil. C'est sans compter bien sûr avec l'intrusion de Tchétchènes prorusses qui tentent de les instrumentaliser les uns contre les autres et d'amplifier ainsi une dispersion politique déjà problématique.



## **1) Dispersion politique des exilés.**

A l'évidence, au sein des communautés diasporiques, les mouvements politiques n'occupent qu'une infime minorité de réfugiés. La plupart des familles se soucient surtout d'assurer un minimum vital et s'inquiètent de leurs conditions matérielles d'existence. La politisation ne concerne que quelques leaders d'opinion : principalement les députés tchéchènes réfugiés en Europe et en Turquie qui tentent de mobiliser autour d'eux un réseau de soutiens, mais aussi plusieurs personnalités de premier plan, représentants du président Maskhadov. Derrière la condamnation unanime de la Russie, ces acteurs politiques tchéchènes se déchirent. Il n'y a pas la moindre unité parlementaire. Chacun, fort de cette légitimité législative, cherche à promouvoir une ligne politique spécifique. Une tendance doudaévienne en particulier se dégage : ceux-là se veulent les héritiers véritables du premier président de l'indépendance. Les fidèles du nouvel élu, Aslan Maskhadov, réagissent, défendant son bilan et ses choix du moment. Ces affiliations cependant servent davantage de prétextes à des ambitions personnelles que de choix idéologiques distincts. Ainsi éclôt une myriade de références politiques que portent une multitude de représentants politiques tchéchènes.

### **Désorganisation parlementaire.**

Il n'existe pas à proprement parler de Parlement tchéchène, qui aurait survécu en Tchétchénie ou en exil depuis 1999. L'organe législatif issu de l'élection de 1997, nouveau pilier de l'Etat tchéchène d'Itchkérie en construction, ne s'est plus réuni, en assemblée plénière, depuis la victoire militaire russe en Tchétchénie. En fait de parlement tchéchène, il s'agit plutôt d'une somme de personnalités, certes toutes députés, élues en 1997, mais n'étant en mesure réellement de ne s'exprimer qu'en leur nom. La structure « assemblée parlementaire tchéchène », de 1997, ne signifie plus rien depuis 2000. Il est certes bien enregistré à Bakou en 2001 un organisme censé incarner le Parlement tchéchène d'Itchkérie, que président conjointement les deux vice-présidents de l'Assemblée, Seilam Bechaev et Issa Temirov, après la disparition et la mort du président en titre Rouslan Alikhadjiev. Oumar Arsanounkaev, ancien vice-directeur de l'administration parlementaire tchéchène qui participe au projet, précise le contexte de sa création<sup>1</sup>.

« En 2001, la situation humanitaire des réfugiés devient critique. Deux

---

<sup>1</sup> Entretien n°8, Oumar Arsanounkaev, Bakou, mars 2005.

députés, Issa Temirov et Seilam Bechaev, vice-présidents du Parlement élu en 1997, tentent d'organiser la solidarité et fondent un organisme représentant le Parlement tchéchène d'Itchkérie en Azerbaïdjan qui est reconnu par diverses structures gouvernementales locales. En son nom, ils s'adressent aux organisations non gouvernementales internationales sans succès. Ils entreprennent alors des pourparlers avec le HCR qui refuse encore à cette date de reconnaître les réfugiés tant que le Comité d'Etat azéri en charge du dossier ne leur accorde pas officiellement de statut. Ils obtiennent finalement gain de cause : le directeur du HCR en Azerbaïdjan prend l'initiative d'enregistrer les migrants tchéchènes et de leur accorder une petite aide financière en fonction de critères sociaux très sélectifs. Plus de 6500 familles, chacune comptant entre 3 et 5 enfants, sont concernées ».

Mais, en raison de pressions russes, et donc indépendamment, a priori, des pratiques politiques tchéchènes, cette représentation parlementaire cesse officiellement de fonctionner fin 2002. En dehors des premiers contacts avec le HCR, il semble en réalité que celle-ci n'ait jamais eu vraiment de poids face au gouvernement d'Azerbaïdjan. Il est assez révélateur de noter que le même Oumar Arsanounkaev constitue en 2002 également un forum des organisations non gouvernementales (ONGs) tchéchènes présentes à Bakou, en charge spécifiquement de coordonner entre elles et avec l'Etat azéri la solidarité envers les réfugiés. Il ne peut y avoir plus clair acte de méfiance à l'égard de l'effectivité parlementaire tchéchène en exil. Politiquement en effet, la structure parlementaire tchéchène perd très vite en pertinence, au profit des stratégies et priorités individuelles qui prédominent sur les intérêts collectifs censés être discutés en assemblée. Seilam Beshae, par exemple, courant 2002, plutôt que de tenter de pérenniser à Baku le maintien d'une assemblée parlementaire tchéchène en exil, préfère incarner seul le Parlement tchéchène en Europe, à Strasbourg, ce dont il se justifie sans regret<sup>1</sup>.

« Le Parlement tchéchène d'Itchkérie n'a pas de représentation officielle en France, seulement un représentant officiel. Il n'existe pas de manière générale de structure associée au Parlement tchéchène qui fonctionnerait à l'étranger. Les parlementaires tchéchènes en effet ne se pensent pas comme diaspora mais comme représentants élus et légitimes du peuple tchéchène qui ne cesseront leurs fonctions qu'après d'autres élections reconnues. Il est vrai qu'il y a aussi des raisons financières ».

Cette fonction lui est évidemment contestée par d'autres députés, qui prétendent aussi représenter, seul ou à plusieurs, le Parlement.

- Akhiad Idigov, ancien président du 1<sup>er</sup> Parlement tchéchène indépendant, président de la Commission des Affaires étrangères et représentant autoproclamé des Tchétchènes en

---

<sup>1</sup> Entretien n°32, Seilam Bechaev, Strasbourg, 2004-2005.

exil, résidant à Paris, s'associe ainsi avec deux députés tchéchènes vivant à Istanbul, Aboubakar Magomedov et Dok Agmadov ; ils disent représenter le véritable courant indépendantiste itchkériste hérité de Djokhar Doudaev.

- Vagap Tutakov, allié à Isa Temirov et Khassan Ataev, initie en 2002 une procédure de destitution contre le Président Maskhadov et appellent, par l'intermédiaire du Parlement, à réorienter les choix politiques tchéchènes vers le maintien au sein de la Fédération de Russie.
- En 2005 un groupe formé autour d'Apti Chakhgueriev, avec Ibraguim Akhmadov et Goumki Goudiev, constitue une fraction démocratique au sein du Parlement tchéchène. Ils entendent imposer une quatrième voie entre la tendance maskhadovienne qui dévie vers un islamisme de plus en plus radical, les fidèles de Doudaev qui ne représentent selon eux plus rien et le mouvement collaborateur prorusse.

Il se confirme ainsi à l'étranger un phénomène classique dans le Caucase soviétique et postsoviétique, qui caractérise la vie politique tchéchène depuis la stabilisation soviétique des années 1960 et le retour de déportation, à savoir une forme d'individualisation politique fondée sur la légitimité exacerbée que donne, après 1991, l'élection au suffrage universel direct. Dans le contexte particulier de sociétés caucasiennes, et tchéchène notamment, très communautarisées, chaque élu se voit distingué par rapport à un groupe spécifique et devient responsable de la défense de ses intérêts. Il ne s'agit pas par l'élection d'engendrer la nation en assemblée, mais de déléguer à un individu la représentation d'un groupe qui doit prédominer sur les autres. C'est ainsi que les députés se sentent responsables personnellement de la « réussite » politique de leurs mandataires ; c'est pourquoi, aussi, la scène politique tchéchène apparaît si éclatée et si tendue. La lutte politique en Tchétchénie fait peu de cas de l'opposition. L'enjeu n'est pas de faire valoir telle option ou vision politique, dans le respect des autres, mais de revendiquer et d'imposer sa vérité politique. La représentation parlementaire se résume ainsi à une opposition entre leaders ayant rassemblé autour d'eux une clientèle de députés, qui prétendent incarner et défendre l'unique réalité politique valable à leurs yeux.

Dans ces conditions, les activités parlementaires tchéchènes en exil apparaissent surtout comme des réactions individuelles et ciblées qui n'engagent réellement que leur auteur. En aucun cas, il n'y a de travail réalisé en commun, à la manière d'une assemblée, nul suivi régulier des affaires. Les déclarations publiées sur les sites tchéchènes d'information, tels que *Chechen Press*, ne sont signées que d'une seule personne qui dit parler au nom de tous les

députés et qui intervient sur des sujets spécifiques, quelque peu subjectifs. Akhiad Idigov, en la matière, se révèle assez prolifique. Considérant ainsi que l'indépendance tchétchène est légale sur le plan du droit international, il s'attache à faire valoir ses arguments et publie régulièrement sur la question au cours des années 2003, 2004 et 2005. Au moment par exemple des élections législatives en Tchétchénie organisées sous l'impulsion de Moscou en novembre 2005, son texte naturellement condamne l'initiative et rejette la légalité du vote<sup>1</sup>. De la même façon, Lema Saraliapov, président officiel du Parlement tchétchène depuis 2004, choisi en réalité par Seilam Bechaev et quelques députés présents à Strasbourg à cette date<sup>2</sup>, s'engage explicitement, au nom du Parlement, en faveur d'Akhmed Zakaev dans la lutte d'influence qui l'oppose à la fin de 2006 à Movladi Oudougov, idéologue à l'étranger d'un islamisme tchétchène radical. L'acte parlementaire ici se limite à l'affirmation (ou au rappel) des grands principes fondateurs de l'indépendance, à savoir que « l'ensemble des institutions de l'Etat tchétchène d'Itchkérie sont unies et concourent à préserver la base constitutionnelle de la république indépendante » et que « la Tchétchénie est un Etat de droit, démocratique et souverain créé par la volonté auto-déterminatrice du peuple tchétchène que personne n'a le droit de mettre en doute »<sup>3</sup>.

### **Montée de la concurrence politique au sein des communautés en exil.**

En 1997, l'espace politique tchétchène se divise en quatre groupes. Du côté des partisans du maintien de la Tchétchénie en Russie, il faut distinguer entre les collaborateurs en Tchétchénie à savoir le réseau constitué autour d'Akhmed-Khadji Kadyrov puis de son fils Ramzan et les opposants historiques au général Doudaev qui ont quitté la république dès 1992 et composent à Moscou un ensemble hétéroclite, allant des anciens responsables du parti communiste tchétchène, tels que Dokou Zavgaev et son ministre du pétrole Salambek Khadjiev jusqu'à Rouslan Khasboulatov. Du côté séparatiste, à la suite de l'élection présidentielle remportée par Aslan Maskhadov en janvier 1997, les principaux candidats défaits, Chamil Bassaev et Zelimkhan Ianderbiev, se rassemblent en une opposition fratricide qui revendique l'héritage du premier président tchétchène Djokhar Doudaev contre les positions jugées trop conciliantes envers la Russie du nouveau président. Ils craignaient que la prudence et la modération de l'équipe au pouvoir à Grozny ne dévoient les accomplissements

---

<sup>1</sup> *Chechen Press*, 25 novembre 2005.

<sup>2</sup> Observation de terrain, Strasbourg, février 2005.

<sup>3</sup> *Chechen Press*, 23 décembre 2006.

de Doudaev. Ramzan Ampoukaev rapporte ainsi en un tableau évocateur les groupes politiques à la veille de la seconde guerre et de l'exil<sup>1</sup>.

**Tableau 9. Reclassements politiques tchéchènes en 1999.**

	<b>« Pro Doudaev » Les héritiers</b>	<b>«°Pro Maskhadov » Les modérés</b>	<b>Opposition historique</b>	<b>Collaborateurs prorusses</b>	<b>Neutre</b>
<b>Principaux leaders</b>	Zelimkhan Ianderbiev Chamil Bassaev Akhiad Idigov	Akhmed Zakaev Oumar Khanbiev Seilam Bechaev	Rouslan Khasboulatov, Dokou Zavgaev Salambek Khadjiev Alou Alkhanov	Akhmed Kadyrov et son entourage. Vagap Toutakov Khassan Ataev	La plupart des réfugiés.
<b>Traits caractéristiques</b>	Déviations anti occidentales. Radicalisation islamiste, parfois.	Prêts à des compromis avec les autorités de Russie.	Assimilés à des agents de l'Etat de Russie.	Favorables à un certain niveau d'autonomie pour la Tchétchénie qui soit le plus large possible.	Peu politisés et en voie de dépolitisation.

En exil, le clivage entre les deux tendances séparatistes s'amplifie sous l'action des Doudaéviens. En effet, dominant à l'étranger par la légitimité unanimement admise du président Maskhadov, le courant maskhadovien ne laisse que peu de place à l'expression de tendances alternatives. Seuls ses représentants ou ceux qui s'en réclament explicitement sont reçus et donc reconnus officieusement par les autorités locales ; seul le plan de paix avancé par Ilyas Akhmadov ministre des Affaires étrangères repris ensuite par les principales personnalités maskhadoviennes en exil, fait l'objet, au moins dans les premiers temps, d'une certaine attention internationale en Europe, en Turquie et aux Etats-Unis. C'est donc en réaction à cette suprématie diplomatique et politique que la mouvance doudaévienne cherche à se donner davantage de consistance : il s'agit de faire entendre une autre analyse du conflit.

Akhiad Idigov, qui est l'un des portes-paroles les plus dynamiques, propose, on l'a vu, une

<sup>1</sup> Entretien n°21, Ramzan Ampoukaev, personnage central de la vie sociale et culturelle tchéchène en Pologne et en Belgique, Bruxelles, 2004-2007.

lecture juridique des événements. Selon lui, le plan de paix d'Ilyas Akhmadov n'est pas conforme au droit international. Il développe en résumé la position suivante<sup>1</sup>.

« Lors de l'effondrement de l'URSS, les Tchétchènes ont déclaré leur indépendance en toute légalité, conformément à la constitution soviétique. Or le plan Akhmadov, en particulier, ne reconnaît pas ce processus, puisqu'il demande à la communauté internationale de faire pression sur la Russie afin que cette dernière accorde l'indépendance à la Tchétchénie. Cette situation est légalement absurde. Les Tchétchènes n'ont pas à quémander leur indépendance. Ils l'ont déjà acquise. En cela, contraire au droit international, le plan Akhmadov qui est le plus discuté aujourd'hui en Europe ne saurait permettre une résolution adéquate du problème tchétchène ».

D'autres développent des postures anti-occidentales, à l'instar du député Dok Agmadov<sup>2</sup>.

« L'Union européenne et les Etats-Unis vendent les Tchétchènes aux Russes. L'Occident ferme les yeux sur la catastrophe humanitaire en cours perpétrée par l'armée russe, et se dédouane par l'envoi de missions humanitaires mais ce n'est pas ainsi que le problème sera résolu.

Les pays occidentaux engagés dans une course d'influence dans le sud-Caucase n'ont pas intérêt à ce qu'une solution soit trouvée. Ils ont besoin au contraire d'une zone tampon face à la Russie. La guerre en Tchétchénie, en cela, cristallise l'avancée russe et évite aux Occidentaux un affrontement direct avec la puissance du nord. De même les Russes se satisfont de ce conflit qui leur donne un prétexte d'influence dans le Caucase sud mais qui dans le même temps leur évite de devoir se mesurer directement à l'Occident. Il y a donc une alliance objective entre la Russie et l'Occident contre les Tchétchènes. Nous revendiquons le droit de réagir et de nous défendre. Nous sommes maintenant face à un choix : soit nous rejoignons le camp occidental si l'Union européenne veut bien intercéder en notre faveur auprès de la Russie, soit abandonnés, il ne nous reste plus qu'à nous allier avec la Russie et les forces nationalistes en son sein contre l'Occident. C'est bien du chantage ».

Les Doudaéviens ainsi considèrent qu'il faut trouver une solution qui puisse amener la paix au plus vite et de façon beaucoup plus réaliste dans l'intérêt de la population restée sur place. C'est là le cœur de leur argumentation : ils accusent les représentants maskhadoviens de se désintéresser du sort de leurs concitoyens et de ne penser qu'à leur propre gloire. Eux, à l'inverse, disent garder contact avec les réalités du pays et sont les seuls réels défenseurs de la république tchétchène d'Itchkérie. C'est en Turquie et en Géorgie que prennent corps de

---

<sup>1</sup> Entretien n°37, Akhiad Idigov, député tchétchène élu en 1997, Paris, 2004-2007.

<sup>2</sup> Entretien Dok Agmadov, député tchétchène élu en 1997, Istanbul, mai 2004.

manière significative cette effervescence politique et les rivalités personnelles qui en découlent.

A Istanbul, les oppositions, qui se cristallisent autour de la conduite de la guerre et des perspectives de paix, dépassent la simple dichotomie Doudaev/Maskhadov.

- Tendance Maskhadov incarnée par Oumar Khanbiev, représentant spécial en Europe jusqu'à 2006.

Il symbolise l'Union sacrée contre la Russie mais ne rassemble pas sur le fond la majorité des réfugiés qui ne croient plus véritablement à une intervention européenne mais restent convaincus que la guerre ne pourra s'arrêter que si une force tierce s'interpose entre les deux belligérants.

Sa force politique repose sur l'autorité et l'influence du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie. Peu représenté dans les camps de réfugiés, ce courant mobilise essentiellement ceux qui bénéficient des largesses du Comité.

- Tendance Doudaev, incarnée par Dok Agmadov et Aboubakar Magomedov, députés élus en 1997.

Ils reprochent à Aslan Maskhadov sa faiblesse politique et sa naïveté vis-à-vis des Européens. Selon eux, les efforts d'Oumar Khanbiev à Strasbourg sont vains, inutiles et même contre-productifs.

Cette tendance, assez populaire parmi les réfugiés notamment dans les camps de la rive asiatique, a tenté de prendre forme par le biais du Conseil des Réfugiés tchéchènes de Turquie, qui a dû fermer sous la pression des autorités turques au bout d'un mois.

- Tendance Khasboulatov, très minoritaire, de quelques personnes seulement membres de son réseau familial élargi.

Ses partisans qui ne se déclarent pas publiquement souhaitent lui voir jouer un rôle important dans la reconstruction, à l'instar de ce réfugié anonyme<sup>1</sup>.

« Rouslan Khasboulatov est le seul homme politique capable de redresser le pays. Respecté en Russie, il connaît parfaitement les rouages du pouvoir. Respecté par les Tchétchènes, il pourrait rassurer certains hommes d'affaires de Moscou, qui investiraient alors dans la reconstruction économique du pays. En contact régulier avec le Kremlin, il

---

<sup>1</sup> Entretien n°87, anonyme, camp de Fener Bahce, Istanbul, mars 2004.

ne peut être exclu qu'il soit en mesure de faire le lien entre le camp indépendantiste et les autorités de Russie ».

- Tendance réaliste, incarnée par certains hommes d'affaires tchéchènes de Turquie.

Ils n'ont ni rôle politique effectif ni réel contact avec les réfugiés. Protégeant avant tout leurs intérêts, ils peuvent cependant servir d'intermédiaires afin de faire passer des messages vers les représentants en Turquie de la guérilla.

- Tendance Combattants, incarnée par un groupe non homogène d'individus, anciens chefs de groupes armés pendant la 1<sup>ère</sup> et au début de la seconde guerre, qui ont gardé des relations parmi les structures de solidarité en Turquie, notamment l'ONG IHH.

Ceux-là n'ont qu'une seule priorité : assurer la régularité des flux d'aides extérieures vers la guérilla. Ils tendent à délaissier toute considération politique.

Enfin, pour un panorama complet, il convient de préciser que par définition, il ne peut exister au sein de la diaspora tchéchène de Turquie de tendance Kadyrov. En effet ceux qui sont partis ont justement fui les exactions des milices prorusses. En 2007 cependant, à l'avènement de Ramzan à la présidence et alors que les conditions de vie semblent en voie d'amélioration, les positions évoluent : il redevient possible pour certains réfugiés d'envisager un retour.

En Géorgie, le découpage politique repose globalement sur des lignes de force similaires, même s'il apparaît moins étoffé. Deux courants principaux s'affrontent, impliquant trois leaders.

- Tendance Maskhadov caduque, incarnée par Khizir Aldamov, ancien représentant officiel du Président Maskhadov en Géorgie nommé en 1997 et peu à peu désavoué par l'ensemble des réfugiés tchéchènes.

N'ayant plus le soutien d'une majorité de ses compatriotes et sans influence matérielle au sein de la diaspora, il représente la « vieille garde » séparatiste qui n'a pas su défendre les intérêts des réfugiés. Soucieux à partir de 2004 de gagner la confiance du nouveau pouvoir et s'assurer ainsi la protection politique des partisans de Mikhaïl Saakashvili, il cherche surtout à réactiver des affaires commerciales et renflouer ses caisses personnelles. Il raisonne davantage en homme d'affaires qu'en Ambassadeur.

- Tendance Maskhadov rajeunie, incarnée jusqu'à son départ pour l'Europe en 2006 par Vakha Ibraguimov, intellectuel tchéchène, écrivain, collaborateur du site d'information *Chechen Press*.



Ce n'est pas véritablement un leader politique au sens où il ne propose pas de nouveaux discours. Il ne fait que porter et transmettre le courant maskhadovien en relayant en Géorgie les activités des représentants du président Maskhadov, Akhmed Zakaev et Oumar Khanbiev essentiellement.

- Tendance Doudaev incarnée par Oumar Idigov, chirurgien pendant la guerre, qui a rejoint le groupe de Rouslan Guelaev, dont il organise, depuis Tbilissi, la logistique médicale et la communication politique avec les Ambassades et envoyés occidentaux.

Il conteste la légitimité des représentants pro-Maskhadov à l'étranger, notamment Oumar Khanbiev et Akhmed Zakaev, sur un ton particulièrement ferme<sup>1</sup>.

« Les représentants officiels, Akhmed Zakaev et Oumar Khanbiev, ne font rien de bon pour la Tchétchénie. Ils s'enrichissent contre l'intérêt des réfugiés. En Europe, ces individus ne font que collecter de l'argent dans leur propre intérêt ; Zakaev par exemple aurait reçu plusieurs millions de dollars et payé une superbe villa à son frère qui vit à Tbilissi. Ce ne sont pas de vrais patriotes. Je ferais plutôt confiance à Zelimkhan Ianderbiev, Akhiad Idigov et Vagap Toutakov s'il n'avait pas dû se livrer aux Russes pour sauver sa famille ».

A cela s'ajoute, comme en Turquie, une tendance combattante composée de chefs militaires encore en activité ou en repos, résidant exclusivement dans la vallée de Pankissi, qui tendent au fil des années à se distinguer des responsables politiques cités ici. Les représentants opérationnels à l'étranger constituent dans les deux cas un groupe à part entière.

### **Montée en puissance des groupes militaires.**

Considérant le foisonnement politique qui naturellement nuit à la cohérence d'ensemble et à la clarté du message délivré aux autorités d'accueil et à la communauté internationale, les quelques forces opérationnelles tchéchènes basées à l'étranger, exclusivement dans les pays de proximité : Géorgie, Turquie et Azerbaïdjan, tendent progressivement, dès 2000, à se désolidariser des personnalités politiques. Deux voies stratégiques divergentes apparaissent. Les premiers, qui ne rompent pas avec leurs anciens camarades en Tchétchénie, cherchent à soutenir l'effort de guerre, à la fois financièrement et parfois matériellement ; les seconds, prisonniers de leurs rivalités personnelles et coupés en grande partie des réalités du terrain, optent pour la diplomatie et la représentation. Simultanément ainsi, le politique se démilitarise

---

<sup>1</sup> Entretien n°53, Oumar Idigov, médecin, Tbilissi, mai 2004.

et le militaire se dépolitise, au sein toutefois du cadre tchéchène existant : les uns n'ont que peu de rapport avec les combattants ; les seconds ne reconnaissent plus la dichotomie Doudaev/Maskhadov. Ces derniers cependant, pour une partie d'entre eux au moins, ne renoncent pas à toute politisation : ils participent alors, au-delà de la configuration tchéchène, au réseau global que forment les groupes islamiques et islamistes de solidarité.

C'est en Géorgie que la coupure entre le politique et le militaire tchéchènes est la plus nette. Dans la vallée de Pankissi, que les politiques tchéchènes délaissent, dominent deux types d'autorités combattantes, intervenant en Tchétchénie sur une base régulière au moins jusqu'à la mort de Rouslan Guelaev à la fin 2003 et le tarissement des voies d'approvisionnement islamistes sous l'effet conjoint des efforts géorgiens, russes et américains.

- Les Guelaevistes, dont le chef de guerre Alman, sous les ordres de Rouslan Guelaev, est l'une des figures majeures.

Coordinateur logistique dans la vallée de Pankissi, il assure les financements et l'organisation matérielle des groupes armés tchéchènes qui s'y installent en 2001 et 2002<sup>1</sup>.

A la mort de Guelaev, il regroupe autour de lui plusieurs partisans, à l'instar d'autres chefs locaux. Toutefois, faute de moyens, les opérations en Tchétchénie cessent. Proche d'Oumar Idigov, il rejette également la légitimité des représentants en Europe du président Aslan Maskhadov, qui, selon lui, ne font que tirer profit de leurs missions au nom de la guérilla, mais ne s'engagent pas spécifiquement sur ce terrain. Ses priorités jusqu'à son départ vers l'Europe demeurent la collecte des financements et l'approvisionnement des réfugiés anciens combattants en médicaments.

- Les islamistes radicaux, proches de Chamil Bassaev et bénéficiant de sponsors internationaux.

Une partie des financements en provenance des Etats du Moyen-Orient transite au début de la décennie 2000 par la vallée de Pankissi. Après le 11 septembre 2001 et les réactions américaines, la voie, semble-t-il se tarit. Cependant, l'influence islamiste persiste : il est quasiment sûr que Chamil Bassaev y dispose au moins jusqu'à 2003,

---

<sup>1</sup> Entretien n°51, Alman, Pankissi, mai 2004

peut-être 2004 d'un correspondant et que des émissaires arabes y maintiennent une présence religieuse au sein de l'une des mosquées de la région.

En Turquie également, on l'a vu, il subsiste, en marge des personnalités politiques, un groupe Combattants. Certains, parmi eux, font l'aller-retour pour se battre ou approvisionner les forces de la guérilla. Etroitement surveillés mais tolérés par les services turcs de sécurité, ils côtoient les milieux religieux radicaux d'Istanbul, qui leur apportent les ressources nécessaires.

L'Azerbaïdjan enfin, au tournant des années 2000, retrouve de la même façon des fonctions de base arrière. Trois réseaux tchéchènes, proches des combattants, y déploient leurs activités, comme l'explique Rouslan Zelimkhanov, directeur d'une école tchéchène de Bakou, ancien préfet<sup>1</sup>.

« Trois djamaat [communautés islamiques] se sont installées à Bakou à la fin des années 90. Elles sont contrôlées par les partisans d'Arbi Baraev, des frères Akhmadov et de Zelimkhan Ianderbiev, tous trois chefs de guerre en Tchétchénie ».

Moussa Moutsaeu, coordinateur des organisations non gouvernementales tchéchènes en Azerbaïdjan, précise leurs activités et leurs relations<sup>2</sup>.

« Jusqu'à septembre 2001 en toute transparence puis jusqu'à novembre 2002 plus discrètement, les fondations arabes envoyaient pour les réfugiés et pour la guérilla d'importantes sommes d'argent. Celles-ci transitaient à Bakou par le biais des djamaat tchéchènes constituées autour des leaders islamistes de l'entre-deux guerres ».

En l'occurrence dans les premiers temps en tout cas, la participation à l'effort de guerre n'exclut en rien la politisation islamiste. La situation évolue après 2002 : dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, les fondations arabes de Bakou sont contraintes à la fermeture, du moins officiellement. Quant aux leaders des groupes islamistes actifs, Arbi Baraev est tué en Tchétchénie en 2001 ; Zelimkhan Ianderbiev émigre au Qatar où il est assassiné en 2004 ; les frères Akhmadov, semble-t-il<sup>3</sup>, transportent leurs activités en Turquie. Sous la pression russe à la suite du drame au théâtre de la Doubrovka à Moscou, l'Azerbaïdjan impose ainsi le silence politique à la communauté réfugiée tchéchène. La tendance islamiste en Azerbaïdjan ne s'éteint pas pour autant, mais se scinde. Certains

---

<sup>1</sup> Entretien n°20, Rouslan Zelimkhanov, Bakou, mars 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°17, Moussa Moutsaeu, Bakou, mars 2005.

<sup>3</sup> Observation de terrain, Istanbul, mars 2004.

renoncent à la lutte mais conservent dans leur discours une tonalité très politique à l'instar du demi-frère d'Arbi Baraev, Khassan, ou de quelques réfugiés qui parviennent à gagner l'Europe. D'autres, anciens membres des djamaat choisissent de poursuivre leur engagement et rejoignent alors des pays plus accueillants, Etats du Golfe ou Turquie, à l'instar des frères Akhmadov. Ceux-là dès lors intègrent un environnement islamisé plus global tout en restant en contact opérationnel avec le leadership sur le terrain. Ils se déconnectent en tout cas de la politique tchéchène telle qu'elle a vécu de 1997 à 1999.

## **2) Les intrusions russes.**

Il ne s'agit en aucun cas, évidemment pour la Russie d'exercer un contrôle direct et explicite sur les réfugiés tchéchènes ; c'est matériellement impossible et absurde, compte tenu du profil moyen des migrants, qui ont fui les exactions de l'armée russe et de leurs délégués tchéchènes. Le Kremlin cherche plutôt à empêcher la constitution de relais politiques indépendantistes en Europe, c'est-à-dire à faire en sorte que cette diaspora tchéchène ne se politise pas au sens de la tendance séparatiste. Les responsables de la politique tchéchène à Moscou tentent ainsi, dans les premiers temps, de mettre en œuvre une stratégie de non politisation ou de fausse politisation, par le biais d'intermédiaires tchéchènes prorusses (ou qui ont pu être forcés de travailler pour la Russie). La stratégie ensuite évolue et vise, sans véritable succès, à une récupération des anciens acteurs politiques tchéchènes et à leur réintégration au sein de la « normalisation », administrative et parlementaire.

### **Les illusions politiques de Vagap Toutakov, entre stratégie personnelle et manipulations russes.**

Homme politique tchéchène, élu député entre les deux guerres, d'emblée, il critique vivement la politique, extérieure et intérieure, du nouveau président Aslan Maskhadov. Il lui reproche son manque de fermeté à l'égard des mouvements islamistes s'affermissant et voudrait, à l'étranger, une orientation plus explicite envers les démocraties occidentales. Le début de la seconde guerre, en 1999, fait taire les divergences intra-tchéchènes. Réfugié en France à la fin 1999, il revendique une fonction officielle itchkériste de représentation auprès des institutions européennes (Union européenne et Conseil de l'Europe) ; lui-même entretient

le flou sur le mandataire légal de la représentation : Parlement tchéchène ou Présidence de la République tchéchène d'Itchkérie ou l'un et l'autre. Cela étant, en dépit de l'incertitude, il participe manifestement, à cette époque, à l'union sacrée indépendantiste tchéchène. Cela ne dure pas et devant l'enlisement de la guérilla, les prudences européennes et l'échec de la rencontre fin 2001 à l'aéroport de Moscou des deux émissaires présidentiels Akhmed Zakaev et Victor Kazantsev, les anciennes rivalités reprennent le dessus. L'affaiblissement politique de la résistance offre une opportunité au Parlement tchéchène, qui peut légitimement se présenter en alternative démocratique contre la Présidence sans pouvoir réel. C'est là vraisemblablement que de premières manipulations russes, sans doute informelles et non commanditées par le Kremlin, s'exercent. Des sources concordantes<sup>1</sup> attestent en effet de contacts réguliers dès 2001 entre Vagap Toutakov et Dimitri Rogozine, président de la délégation parlementaire russe au Conseil de l'Europe. L'année suivante, trois députés tchéchènes, élus en 1997, Vagap Toutakov, Issa Temirov et Khassan Ataev, tous deux installés à Moscou, lancent une procédure de destitution contre le Président Maskhadov, qui est validée, aux dires de ses organisateurs, le 5 septembre 2003<sup>2</sup>. Il est intéressant de noter que Vagap Toutakov a effectué quelques jours auparavant une mission de bons offices en Tchétchénie et auprès d'organisations non gouvernementales tchéchènes basées en Ingouchie, en vue d'explorer des voies de cessez-le-feu et de sortie de crise. La simultanéité de ces deux événements laisse penser que, à l'époque encore, celui-ci croit pouvoir représenter auprès des Russes et en Tchétchénie une alternative de compromis à la présidence séparatiste non reconnue par Moscou. Les décideurs russes, cependant, ne lui en laissent guère le loisir et lui font comprendre, par des pressions et des menaces mises à exécution peu après son départ contre certains de ses proches en Tchétchénie<sup>3</sup>, qu'il est passé désormais sous leur contrôle direct et formel. En effet, pendant un an, Vagap Toutakov se fait très discret en Europe, notamment à Strasbourg, où il réside. Il est le plus souvent à Moscou pour d'assez longues périodes, où il rencontre la plupart des personnalités tchéchènes vivant et travaillant dans la capitale russe, en particulier Malik Saïdoullaev.

Il resurgit en France, au début 2005, avec l'ambitieux projet d'organiser dans toutes les

---

<sup>1</sup> Entretien n°32, Seilam Bechaev, *ibid.*

Entretien n°36, Saïd-Emin Ibraguimov, militant des droits de l'Homme, Strasbourg, 2005-2006.

<sup>2</sup> Par 42 votes sur 43, selon le communiqué de presse rédigé par Issa Temirov, qui s'est autoproclamé président du Parlement tchéchène en exercice. Il n'a jamais pu apporter la preuve de ces votes.

<sup>3</sup> Certains sont arrêtés, d'autres sont tués, selon Sophie Shihab, *Le Monde*, 16 septembre 2003.

capitales européennes une session du Parlement tchétchène en réunissant les quelque 43 députés de 1997 encore en vie. Il souhaite proposer un bilan politique de la résistance et redonner corps dans le même temps à la lutte, lui rendre légitimité et crédibilité<sup>1</sup>. C'est pourquoi il favorise l'arrivée à Strasbourg de quatre députés tchétchènes de Tchétchénie à la fin 2004 (Khamid Iangoulbaev, Aпти Chakhgueriev, Khizri Batsouev et Lema Saraliapov), sous le prétexte de participer à la table ronde préparée par Andréas Gross au Conseil de l'Europe. Sans aucun doute cette session parlementaire tchétchène aurait provoqué de vives tensions au sein de la diaspora ; le ton aurait été très critique à l'encontre du Président Maskhadov et de ses délégués en Europe. Moscou, qui a intérêt à donner ainsi le spectacle d'une politique tchétchène divisée et sans leadership, pourvoit ainsi au financement du voyage de ces quatre députés tchétchènes du Parlement de 1997, à hauteur de près de 125 000 dollars selon un chiffre qui circule à Strasbourg parmi les observateurs européens. Les fonds sont versés par Bagaoudine Tsamaev, homme d'affaires tchétchène de l'Altaï. Ils transitent par Khassan Ataev, ancien partenaire de Vagap Toutakov et proche de Vladislav Sourkov, sous directeur de l'administration présidentielle de Russie et d'origine tchétchène par son père. Vagap Toutakov cependant, ne souscrit pas entièrement aux injonctions de ses commanditaires et envisage d'affecter une partie des fonds à des projets plus personnels. C'est en tout cas ce qu'indique a contrario la réaction assez violente contre lui de Khassan Ataev et de Bagaoudine Tsamaev, à Strasbourg, en août 2005.

Soupçonné à juste raison par ses compatriotes de travailler pour le compte de la Russie, au sein des services de sécurité intérieure (FSB), Vagap Toutakov suit manifestement un parcours plus complexe et chaotique, entre stratégie de promotion personnelle et tentative de sauvegarde de son intégrité. Il est ainsi erroné de croire qu'il se satisfait totalement de cette contrainte d'allégeance vis-à-vis de la Russie, établie fermement depuis septembre 2003. C'est en cela probablement, qu'il cherche à Moscou durant tout le début de l'année 2004 un soutien auprès de Malik Saïdoullaev de manière à pouvoir se donner une plus grande marge de manœuvre et à atténuer la pression directe de Khassan Ataev et du Kremlin. Après l'assassinat d'Akhmed Kadyrov en Tchétchénie et l'annonce de la candidature de Malik Saïdoullaev pour les élections de l'été, s'ouvre en effet une occasion de transformation politique profonde, qui pourrait le libérer du contrôle moscovite. Le levier Saïdoullaev échoue face au Kremlin, qui lui refuse une nouvelle fois la possibilité de concourir à Grozny.

---

<sup>1</sup> Entretien n°48, Vagap Toutakov, Strasbourg, février 2008

L'homme d'affaires, par la suite, préfère ne pas poursuivre l'association avec Toutakov, en particulier sur le projet de sessions parlementaires tchéchènes en Europe. Isolé, ce dernier, qui cherche toujours à amoindrir ses allégeances forcées moscovites, tente alors un double jeu, en instrumentalisant dans son propre intérêt les aides financières et l'objectif politique de Khassan Ataev ; il a en effet tout à gagner à apparaître comme un médiateur reconnu au sein du Parlement tchéchène et à bénéficier de ce fait d'une légitimité protectrice. Dès 2006, ce projet de session parlementaire devient caduc, puisque son objet politique disparaît, les nouvelles autorités séparatistes ayant elles-mêmes explicitement dénoncé l'incompétence du Parlement et l'inefficacité de ses représentants. A cela s'ajoute l'arrivée récente par les élections législatives de novembre 2005 d'une nouvelle législature en Tchétchénie, qui finalise légalement la normalisation de la république et prétend retirer par là-même les résidus de légitimité démocratique dont peuvent encore se prévaloir les quelques députés réfugiés en diaspora. Vagap Toutakov dès lors, discrédité aux yeux d'une majorité de Tchétchènes pour ses liens incontrôlés avec des émissaires russes ou prorusses échoue à retrouver une autorité politique et disparaît de la communauté tchéchène<sup>1</sup>.

### **Le projet de Khassan Ataev.**

Ces projets et calculs distincts de Vagap Toutakov et de Khassan Ataev, ne sont guère porteurs de politisation diasporique. Pour l'un, ils doivent permettre un relèvement individuel, pour le second, il s'agit de provoquer une rupture politique au sein de la diaspora. L'échec est patent. Il n'est plus question alors d'empêcher le processus de politisation de la diaspora tchéchène, même en initiant une fausse politisation. Celle-ci, déjà engagée on l'a vu, ne dépend plus de manipulations extérieures ou d'ambitions personnelles. L'enjeu du contrôle politique des communautés réfugiées en voie de diasporisation se transforme : si un contrôle direct n'est toujours pas possible par la Russie ou par ses délégués tchéchènes, en revanche, la récupération individuelle d'anciens partisans de l'indépendance est tentée.

---

<sup>1</sup> A titre de comparaison, il est intéressant de remarquer qu'Issa Temirov, qui de la même façon en septembre 2003 a déclaré la destitution du Président Aslan Maskhadov, en croyant pouvoir alors jouer un rôle politique de compromis, connaît un destin politique similaire : réfugié en Allemagne, il a abandonné volontairement toute activité de représentation et s'est placé en marge de la scène diasporique tchéchène.

Le voyage de Khassan Ataev, en août 2005 à Strasbourg, est assez révélateur de cette révision stratégique<sup>1</sup>. Non seulement, il rompt, plutôt violemment, avec Vagap Toutakov, mais rend aussi visite à Seilam Bechaev, personnalité du courant maskhadovien en diaspora, ainsi qu'aux autres députés tchéchènes présents à Strasbourg, à savoir Aпти Chakhgueriev, Loma Saraliapov, Khamid Iangoulbaev<sup>2</sup> et Goumki Goudiev. Ainsi, Bechaev se voit proposer par l'émissaire tchéchène, proche du Kremlin, de participer aux élections législatives de novembre 2005, avec des garanties de sécurité et l'élection assurée. Il refuse, ne voulant pas cautionner ce processus électoral qu'il juge illusoire. Les quatre autres députés tchéchènes présents à Strasbourg sont également sollicités par Khassan Ataev, sans guère plus de succès, chacun s'accusant mutuellement de trahison.

La tentative de récupération intervient cependant à un niveau plus spécifiquement tchéchène. En effet un certain Ibraguim Akhmedov, proche du Premier ministre tchéchène Ramzan Kadyrov, fait également le déplacement. Celui-ci cherche en particulier à renforcer la position politique du nouvel homme fort de Tchétchénie dont l'autorité n'est pas contestée au sein du camp prorusse. L'enjeu ici est d'affermir la position de Ramzan Kadyrov vis-à-vis du Kremlin, dont il voudrait se détacher quelque peu et de l'imposer aux réseaux politiques concurrents organisés notamment autour de Beslan Gantemirov, ancien maire de Grozny, et des frères Iamadaev, dont l'un contrôle une milice armée en Tchétchénie et l'autre siège à la Douma russe.

### ***B. Echech des stratégies politiques tchéchènes.***

Simplement transposées de Tchétchénie, les bases politiques des communautés en exil ne permettent à aucun moment de l'évolution diasporique d'engendrer un processus politique viable, effectif et de dimension transnationale. Parmi d'autres difficultés, les défaillances de personnalités tchéchènes sont hautement révélatrices de l'ensemble des obstacles qu'il est indispensable de surmonter. Par exemple ni les représentants à l'étranger ni les envoyés spéciaux du président Maskhadov chargés des négociations de paix, qui conduisent diverses

---

<sup>1</sup> Entretien n°32, Seilam Bechaev, *ibid.*

<sup>2</sup> Il semble que Khizri Batsouev soit retourné en Tchétchénie.



tentatives de lobbying vis-à-vis des grandes organisations internationales ou régionales, ne parviennent à conférer à la diaspora une consistance politique dynamique. Piliers de la lutte indépendantiste, ils sont pourtant en contact régulier, même indirect, par courrier humain, cassette audio ou e-mail, avec le président. Mais l'effet d'entraînement ne fonctionne pas. Sans doute les rivalités anciennes importées de Tchétchénie ne facilitent-elles pas la cohésion. D'autant qu'à celles-ci s'ajoute une somme d'inimitiés personnelles tout à fait contre-productives : entre Akhmed Zakaev et Oumar Khanbiev, respectivement ministre de la Culture (en 1997), envoyé spécial du président Maskhadov en charge des négociations des paix (2001-2003) puis ministre des Affaires étrangères (à partir de 2005) et ministre de la Santé (en 1997), représentant du président en Europe (2001-2003) puis envoyé spécial en charge de l'ouverture des négociations de paix (2003-2005) ; mais aussi entre Maïrbek Vatchagaev, représentant du président Maskhadov en France et Akhiad Idigov ; ou enfin entre Akhiad Idigov et Akhmed Zakaev. Maïrbek Vatchagaev d'ailleurs le reconnaît lui-même<sup>1</sup>.

« En Europe, entre les envoyés et représentants du président Maskhadov, les rivalités sont trop fortes pour faire aboutir un projet politique de lobbying en commun. Akhmed Zakaev, Akhyat Idigov, Umar Khanbiev n'ont pas réussi à apaiser leurs rivalités intestines. J'ai préféré abandonner l'activité politique et me consacrer à la recherche. Il est certain que ces dissensions ont considérablement nui à l'unité et à l'homogénéité de la représentation politique tchétchène à l'étranger ».

Non pas que ces tensions se fussent étalées sur la place publique, mais pour les connaisseurs, en particulier pour les officiels européens, elles ne suscitent pas vraiment la confiance. Sur qui, en définitive, peuvent-ils s'appuyer ? Lequel d'entre eux dispose réellement d'une influence sur la situation en Tchétchénie et a un contact fiable avec Maskhadov ? Celles-ci cependant ne sont que des moindres maux. La politisation tchétchène se heurte à d'importantes contraintes extérieures et au problème essentiel de la légitimité. Ainsi ni en Europe, ni en Russie, où les tentatives sont les plus suivies, les stratégies politiques n'apportent de résultats tangibles en termes d'effectivité. Elles échouent systématiquement.

---

<sup>1</sup> Entretien n°49, Maïrbek Vatchagaev, historien, ancien porte-parole du président Maskhadov en France, Paris, 2002-2006.

## 1) Un contexte international très défavorable<sup>1</sup>.

L'échec politique tchétchène ne relève pas complètement, il est vrai, de la responsabilité des leaders, réfugiés à l'étranger. Leurs ambitions et leurs actions s'inscrivent à l'époque dans un environnement de plus en plus rétif à une lutte nationaliste aux élans islamistes assez affirmés. Les communautés tchétchènes en exil sont en premier lieu victimes de la guerre contre le terrorisme engagée par les Etats-Unis et leurs alliés depuis le 11 septembre 2001. Par exemple le gel des avoirs financiers en Occident de certaines fondations non gouvernementales islamiques, de nationalité saoudienne ou koweïtienne, exigé par les autorités américaines dès 2001, interdit la poursuite des dons « humanitaires » qu'elles accordent jusqu'alors aux combattants tchétchènes et qui transitent par Bakou ou Istanbul. Les réseaux de soutien sont ainsi logiquement déstabilisés. Plusieurs associations caritatives islamiques, dont en particulier Benevols International et al-Haramain et sans doute Islamic Relief, doivent ainsi fermer leur bureau de représentation à Bakou. A Istanbul, il semble que ces fondations de solidarité n'aient pas pu ou voulu ouvrir de filiales, mais entretenaient des contacts directs et informels avec les intermédiaires turcs et tchétchènes.

A partir de 2002 de plus, les déplacements personnels et transferts d'argent sont très surveillés. A Bakou, au moins jusqu'à la fin de l'année et après la terrible prise d'otages du théâtre de la Doubrovka, il est probable que ces structures aient été contraintes de fonctionner non officiellement. En 2003, faute d'argent disponible et en raison d'un zèle accru des services de sécurité locaux, leurs activités cessent définitivement ou sont extrêmement ralenties. Pour la Turquie, comme pour l'Azerbaïdjan, il n'est effectivement plus gérable, sur la scène internationale, de se voir soupçonnés d'accueillir des fonds islamistes et peut-être liés à la nébuleuse d'al-qaida. Au-delà même de l'aide financière qui pâtit le plus de la lutte contre le terrorisme, c'est l'ensemble de la solidarité politique et l'accueil des Tchétchènes, réfugiés et combattants, qui de plus en plus tend à poser problème. Sous la pression de la Russie, ces deux pays ainsi limitent considérablement les marges de manoeuvres tchétchènes sur leur territoire. Dans un cas, la diaspora est interdite, dans l'autre, un silence politique lui est imposé<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce paragraphe est un rappel d'éléments déjà abordés aux chapitres II et IV. Il nuance ici la responsabilité des acteurs tchétchènes dans l'échec politique de la diaspora.

<sup>2</sup> Se reporter au chapitre IV.

A cela s'ajoute un contexte géostratégique entre la Russie et l'Union européenne qui s'est révélé peu propice, on l'a vu, à la prise en considération des affaires politiques tchéchènes. Les décideurs européens, à la Commission de Bruxelles, au sein des ministères des Affaires étrangères des Etats membres, ne prêtent pas véritablement une oreille attentive aux requêtes et démonstrations tchéchènes. Parfaitement informés de la guerre violente qui a cours et des exactions régulières contre les civils, ils ne donnent cependant pas suite aux demandes des lobbyistes tchéchènes. Il est décidé dans les chancelleries que les victimes tchéchènes ne valent pas la détérioration des relations de l'Europe avec Moscou. Sur le plan diplomatique, cela conduit les Européens à abandonner la recherche d'une solution au conflit tchéchène et à se consacrer à la défense des intérêts politico-économiques qu'ils entretiennent avec la Russie.

## **2) Une légitimité défaillante et non entretenue.**

Il en va ici de la responsabilité personnelle des acteurs tchéchènes de l'entre-deux guerres, arrivant en exil et se révélant incapables de refonder les bases de leur représentativité. C'est l'essence même du leadership politique qui fait défaut : ces leaders du passé qui revendiquent à l'étranger un rôle directeur font face à une grave crise de légitimité. D'emblée en effet, comme le constate Ramzan Ampoukaev, le politique ne tient qu'une place marginale au sein de la migration tchéchène<sup>1</sup>.

« La politisation ne concerne qu'une faible minorité de réfugiés. 90% de la masse des réfugiés ne soutiennent aucune figure politique en diaspora ; la grande majorité des Tchétchènes vivant en exil sont peu ou pas politisés. Ils ont fui leur pays pour échapper à la terreur de l'armée russe et ne cherchent en exil qu'à vivre en sécurité ».

Il précise alors les contours d'une crise tchéchène plus profonde.

« Les réfugiés en Europe considèrent que les hommes politiques tchéchènes sont en large partie responsables de la guerre et des catastrophes humaines qui l'ont accompagnée de 1991 à 2001. C'est par leur faute, pensent-ils, qu'ils ont dû quitter leur terre. Toutes ces années d'horreurs ont jeté un lourd discrédit sur l'ensemble de la classe politique tchéchène qui connaît aujourd'hui une grave crise de représentativité et de légitimité. Il y a une crise de confiance qui rend particulièrement difficile l'émergence de leaders tchéchènes en diaspora ou sur le terrain.

---

<sup>1</sup> Entretien n°21, Ramzan Ampoukaev, *ibid*.

Par conséquent, évoquer les rôles politiques d'acteurs tchéchènes en diaspora, les diviser en tendances ne signifie rien concrètement aux yeux des réfugiés. Ceux qui se disent fondateurs de telle tendance, ou à l'origine de telle initiative ne représentent rien en diaspora : ils n'ont aucune pertinence politique.

Il est plus juste en réalité de distinguer, au sein de la diaspora, entre la masse des réfugiés et la minorité politiquement active (ou politisée). Pour les premiers, le destin de la société tchéchène ne dépend absolument plus des actes et décisions des seconds. Les réfugiés s'en remettent ainsi à des puissances extérieures et à l'Europe en particulier. La plupart qui souhaitent revenir en Tchétchénie comptent sur les Etats de l'Union européenne pour parvenir à une solution avec la Russie ».

En diaspora, en nulle occasion, ces leaders politiques tchéchènes issus des années 1990 ne parviennent à rétablir leur crédibilité. Ils voient au fil du temps s'altérer davantage les sources à la base de leurs prétentions politiques et s'effacer leur légitimité. Les représentants du président Maskhadov eux-mêmes, dont la légitimité est dans les premiers temps plutôt préservée compte tenu du lien personnel et symbolique qu'ils entretiennent avec le président élu et chef de la guérilla, ne font pas exception. Quelques-uns perçoivent assez vite le décalage et s'éloignent de cette politique tchéchène fondée sur le passé, à l'instar, on l'a vu, de Maïrbek Vatchagaev qui, compte tenu des rivalités internes et de ses propres difficultés financières préfère abandonner son rôle de porte-parole en France du président Maskhadov. De même, Oumar Sougaïpov, représentant du président Maskhadov en Grande Bretagne, reconnaît lui-même la faiblesse de sa position et très vite ne joue plus aucun rôle politique en diaspora. Il évoque également le cas d'Apti Batalov, ancien chef de l'administration présidentielle d'Aslan Maskhadov qui n'a pas encore de statut de réfugié en Grande Bretagne et qui a renoncé d'emblée à poursuivre toute action. Ilyas Akhmadov également, ministre des Affaires étrangères du président Maskhadov nommé en 1999, n'intervient plus à partir de 2003 sur la scène diasporique tchéchène : réfugié aux Etats-Unis, il est surtout occupé à obtenir un statut officiel qui ne lui est accordé qu'en 2005 ; il prend conscience alors des très faibles possibilités d'action à sa disposition et de sa dépendance à l'égard de ses « protecteurs » américains du Comité américain pour la Paix en Tchétchénie dominé par Zbigniew Brzezinski.<sup>1</sup> De manière générale, pour beaucoup de personnalités politiques tchéchènes en exil, les difficultés matérielles qu'ils connaissent au début se révèlent extrêmement handicapantes. Elles n'ont pas plus que les autres de facilités d'installation et

---

<sup>1</sup> Entretien Oumar Sougaïpov, Londres, avril 2003.

d'intégration, ce qui, vis-à-vis de leurs compatriotes réfugiés, contribue à affaiblir leur autorité et leur prééminence<sup>1</sup>.

Cependant, alors que les conditions de vie pour certains s'améliorent, il n'est pas constitué pour autant d'organisme politique représentatif tchéchène ; les quelques députés tchéchènes élus en 1997 ne prennent par exemple aucune initiative en ce sens. Il n'est pas impératif nécessairement d'organiser un vote, mais de créer et présider un organisme, même associatif, qui participe aux actions de lobbying à destination des instances européennes et des Etats nationaux, et qui puisse rassembler à l'occasion de manifestations un nombre conséquent de réfugiés dans toute l'Europe. Les représentations plus abouties en Pologne ou en Norvège qui correspondent à une véritable volonté de réorganisation politique, sont exceptionnelles et restent dépendantes des structures locales de parrainage. Les leaders politiques tchéchènes à l'étranger agissent le plus souvent sur une base individuelle, autoproclamée. En aucun cas cependant, nulle part, même si la représentation est organisée, ils ne cherchent à renouveler les sources de leur légitimité. Ils continuent à s'appuyer sur leurs fonctions anciennes en Tchétchénie qui n'ont plus de réelle valeur en diaspora. Ainsi subsistent quelques réseaux de mobilisation animés par des personnalités tchéchènes installées au sein de plusieurs Etats d'accueil qui peinent à rester effectifs.

### **Le réseau échoué d'Akhiad Idigov.**

Député tchéchène élu en 1991 et en 1997, parent du premier président de la Tchétchénie indépendante Djokhar Doudaev, il incarne par excellence une génération d'hommes politiques ne devant leur accession au pouvoir qu'à l'idéal itchkériste et à la résistance victorieuse des années 1994-1996. Réfugié en France dès les premiers mois de la seconde guerre en 2000, il est l'un des représentants les plus actifs de la tendance « pro-Doudaev » sur la scène politique tchéchène. Il résume ainsi les principaux points de cet héritage doudaévien dont lui et son réseau se disent les gardiens<sup>2</sup>.

« La ligne Itchkériste entend préserver l'héritage du premier président Djokhar Doudaev. Nous considérons que l'indépendance est l'unique garantie de sécurité pour le peuple tchéchène. Celle-ci est fondée

---

<sup>1</sup> Entre autres, on peut citer les exemples significatifs de Rakhman Douchouev, représentant du président Maskhadov en Turquie puis en Europe ; d'Islam Bachirov, représentant du président aux Pays-Bas, d'Apti Bisoultanov, ministre des Affaires sociales réfugié en Allemagne.

<sup>2</sup> Entretien n°37, Akhiad Idigov, *ibid*.

juridiquement sur la loi soviétique du 26 avril 1990 qui met sur un pied d'égalité les républiques fédérées et autonomes de toute l'URSS et leur donne le droit identique à l'autodétermination et à la formation d'Etats indépendants. Le peuple tchéchène par référendum s'est précisément exprimé en ce sens le 25 novembre 1990. La République tchéchène est alors proclamée en novembre 1991 et consacrée par la Constitution tchéchène du 12 mars 1992 qui fonde donc un Etat de droit souverain, démocratique et indépendant. C'est cette construction pourtant fondée sur le droit international que la Russie s'emploie à détruire depuis 1992. L'Europe, malheureusement, ne semble pas entendre ces arguments.

Nous nous opposons politiquement au nouveau pouvoir en Tchétchénie, autour d'Abdoul-Khalim Sadoullaev et d'Akhmed Zakaev, promoteurs d'un islam politique, qui ne peuvent apporter que du mal à la population tchéchène. J'ai déjà moi-même refusé la proposition du président Maskhadov en 1999 de me nommer ministre des affaires étrangères, car au même moment, il venait de proclamer la *charia*, loi d'Etat.

Il s'agit de mener une véritable guerre d'information visant à affirmer la légalité de l'indépendance de la Tchétchénie. Nous luttons ainsi dans le même temps contre l'occupation russe et contre le silence de l'Occident qui n'aide pas à faire valoir la réalité de cette base juridique ».

C'est ainsi au nom de cette filiation forgée au cours des années 1990 et défendue avec d'autres à partir de 1998 contre Aslan Maskhadov qu'il revendique en diaspora un rôle de leadership. Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement tchéchène de 1997, il s'autoproclame donc représentant des Tchétchènes en exil.

Fort de cette légitimité passée et sur la base de ce programme, Akhiad Idigov active un réseau de personnalités ayant exercé des fonctions importantes ou prestigieuses en Tchétchénie puis qui ont trouvé refuge à l'étranger dès le début du second conflit. Paradoxalement, ce groupe n'a plus aucun relais sur le territoire de la République dont il se veut le garant. Au fil de diverses manifestations et initiatives structurantes, prend corps ainsi un réseau assez étoffé dispersé sur plusieurs Etats d'accueil.

- Idigov parraine, sans y participer, la création en 2004 de l'association des Tchétchènes de France. Elle implique en particulier plusieurs individus installés en France dont des membres de la famille ont eu une action importante au cours de la 1<sup>ère</sup> guerre de Tchétchénie. Par exemple, le père d'un des sympathisants de l'association, commandant local, a eu en charge l'organisation de la résistance<sup>1</sup>. Il participait également aux négociations avec l'armée russe devant permettre l'échange de prisonniers.

---

<sup>1</sup> Entretien n°44, Aslan, Paris, 2005-2007.

- Le 16 novembre 2005, il organise une grande manifestation à Strasbourg face au Parlement européen, où il a pu s'exprimer la veille pendant 30 minutes à l'invitation de députés européens originaires des Etats baltes. C'est la première fois véritablement qu'Akhiad Idigov s'engage publiquement. Il reste habituellement en retrait, inspire et coordonne mais n'apparaît pas au devant de la scène. Cette fois-ci, grâce à une forte communication préalable sur internet reprise a posteriori par Nadejda Banchik, militante russe des droits de l'Homme vivant aux Etats-Unis et proche des milieux non gouvernementaux favorables à la cause tchéchène, il réussit à rassembler quelques centaines de personnes venues certes de France mais aussi d'Allemagne, de Belgique et de Pologne. Il apparaît ainsi comme leur porte-parole, et selon ses propres termes souhaite précisément ajouter aux revendications traditionnelles une dimension plus directe et opérationnelle<sup>1</sup>.

« Nos revendications reprennent les points traditionnels du lobbying tchéchène : respect du droit international en Tchétchénie, garanties de liberté et de sécurité données aux Tchétchènes, défense des droits des réfugiés tchéchènes en Europe. Mais ce n'est pas tout. Je souhaite concentrer nos actions désormais sur des exigences à la portée des parlementaires européens ; je ne veux plus travailler sur des questions générales de politique globale auxquelles les réfugiés ne comprennent pas grand-chose et qui ne les touchent guère. Cette fois-ci, nous portons des revendications concrètes sous la responsabilité directe des députés européens, qui sont d'abord de ne pas reconnaître le scrutin législatif du 27 novembre en Tchétchénie et ensuite d'améliorer l'accueil, juridique notamment, des réfugiés tchéchènes ».

C'est au début de l'année 2006 seulement qu'il devient possible d'identifier avec précision les principaux alliés d'Akhiad Idigov au coeur de ce réseau politique en formation.

- En février 2006, à l'occasion d'un déplacement en Lituanie pour une énième conférence sur la guerre en Tchétchénie, à l'initiative des mêmes députés baltes, il s'arrête successivement à Berlin et à Varsovie, où il rencontre respectivement Saïd-Khassan Aboumouslimov, historien tchéchène reconnu, vice-président pendant l'intérim de Zelimkhan Ianderbiev d'avril 1996 à janvier 1997 et Souleïman Khamzat Aslanbekov,

---

Sur ordre de Doudaev, Ilyas Arsanunkaev a nommé un commandant local dans chaque village tchéchène. Celui-ci était chargé d'assurer l'accueil d'éventuels déplacés internes et de garantir le fonctionnement logistique de la résistance armée (nourriture, repos des troupes...). A partir de 1993, son père a ainsi formé des unités de combattants parmi les volontaires du village, soit quelque 300 individus, tous originaires du même village. Il a également récupéré des stocks d'armes laissés par l'armée russe en 1992 et pillés peu de temps après.

<sup>1</sup> Entretien n°37, Akhiad Idigov, *ibid*.

chef de guerre pendant le 1<sup>er</sup> conflit commandant l'état-major de Rouslan Guelaev. Le premier l'accompagne à Vilnius ; le second, en Pologne, en collaboration avec le représentant tchéchène Salambek Amaev, directeur du bureau, centre culturel, de la république tchéchène d'Itchkérie, invite les deux hommes à s'exprimer officiellement lors de l'inauguration d'une grande exposition de photos sur la guerre le 23 février 2006<sup>1</sup>.

- Le 23 février 2007 enfin, le réseau se précise. En mémoire de la déportation de 1944, Akhiad Idigov sous couvert de l'association des Tchétchènes de France organise au bas de la Grande Arche de la Défense un meeting où sur fond de photographies révélant les horreurs de la guerre se succèdent à la tribune plusieurs orateurs assez âgés qui évoquent la Tchétchénie ou la situation des réfugiés dans d'autres pays d'accueil. La famille d'Aslan est représentée. Le chanteur et musicien Khussein Betlegueriev assure les intermèdes en récitant des poèmes en tchéchène<sup>2</sup>. Il est intéressant de constater également la présence de Khazman, journaliste, épouse d'Alman, commandant ayant combattu avec Rouslan Guelaev. De manière révélatrice, parmi les personnalités tchéchènes qu'elle estime, elle cite, outre son mari :

« Souleiman Aslanbekov, avec qui j'ai depuis longtemps des relations d'amitié, Akhiad Idigov qui dispose d'une autorité morale et politique en France, Saïd-Khassan Aboumouslimov en Allemagne et le député Aboubakar Magomedov en Turquie »<sup>3</sup>.

Celle-ci par ailleurs est un membre actif de l'Assemblée pour la Défense de la Souveraineté de la République tchéchène d'Itchkérie (ADSRtI) dont le président Akhmed Sardali est réfugié à Bakou. Cette association, essentiellement active sur internet, critique régulièrement de manière assez virulente les initiatives diasporiques qu'elle juge dégradantes pour les réfugiés. Elle a par exemple accusé Tina Izmailova de ne rien faire ou même d'encourager les déportations de réfugiés tchéchènes hors de Belgique. Elle s'est attaquée également au site internet amina et à son service de communication directe entre jeunes Tchétchènes qui, selon les auteurs de l'association, corrompt idéologiquement la jeunesse et perpète un grave crime contre la société

---

<sup>1</sup> Entretien n°59, Malika Abdoulvakhobova, membre actif de l'organisation polonaise Ocalenie, Varsovie, mars 2006.

<sup>2</sup> Observation de terrain, Paris, février 2007.

<sup>3</sup> Entretien n°42, Khazman, Paris, septembre 2006.



tchéchène. Au printemps 2006, alors que l'ADSRtI est récupérée par des partisans d'Akhmed Zakaev, Akhmed Sardali, avec Khazman, fonde une nouvelle association aux buts similaires : le Mouvement international pour la Décolonisation du Caucase (MiDC)<sup>1</sup>.

Les résultats en termes d'influence politique se font cependant attendre. Le réseau n'accroît pas particulièrement l'audience d'Akhiad Idigov au sein des communautés tchéchènes réfugiées, ni en France par le biais de l'association des Tchétchènes de France, ni en Allemagne, en Pologne, en Turquie et en Azerbaïdjan par le biais respectivement de Saïd-Khassan Aboumouslimov, de Souleïman Aslanbekov, d'Aboubakar Magomedov et de l'ADSRtI devenu le MiDC. L'opération manquée en Belgique au sein de l'association Diaspora est très révélatrice de l'ineffectivité de ce groupe politique. En 2005, Akhiad Idigov étend son réseau à deux personnalités tchéchènes réfugiées à Bruxelles : Rouslan Magomedov qui a été un temps le correspondant du Congrès mondial des Tchétchènes, une organisation de coordination de la diaspora animée par Deni Teps et Balaoudine Beloev, un député élu en 1997. En 2006, tous deux tentent de faire pression sur Tina Izmaïlova, la présidente de l'association pour l'empêcher de se représenter, en vain. Elle est réélue sans difficulté<sup>2</sup>. Ailleurs, les principaux relais identifiés apparaissent de plus en plus marginalisés. En Allemagne, ainsi Saïd-Khassan Aboumouslimov n'écrit plus rien depuis longtemps. En Pologne, Souleïman Aslanbekov qui longtemps a exercé une influence substantielle sur le bureau de représentation de la république tchéchène d'Itchkérie, en a été écarté au début 2007 sous la pression de Ramzan Ampoukaev, associé à Tina Izmaïlova. Il n'a plus aujourd'hui de cadre d'expression. En Turquie, Aboubakar Magomedov n'est pas parvenu à faire jeu égal avec les représentants de Maskhadov proches des structures turques d'encadrement. Il est aujourd'hui isolé dans un des camps de la ville d'Istanbul et ne joue plus aucun rôle politique depuis 2006. Quant au MiDC la radicalité et l'exagération des critiques nuisent à sa crédibilité et à son objectivité ; peu de réfugiés y prêtent réellement intérêt. Enfin en France, Idigov lui-même, au vu des quelques dizaines de Tchétchènes présents le 23 février 2007<sup>3</sup>, ne semble guère en mesure de faire valoir une véritable popularité et autorité politique au sein de la communauté réfugiée. Il faut sans doute invoquer dans tous ces cas

---

<sup>1</sup> Entretien n°42, Khazman, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretien n°23, Taïssa Izmaïlova, principale animatrice de l'association Diaspora, Bruxelles, 2004-2007.

<sup>3</sup> Observation de terrain, Paris, 23 février 2007.

d'indéniables difficultés matérielles, qui ne facilitent pas l'action de ces acteurs tchéchènes diasporiques. Akhiad Idigov le reconnaît d'ailleurs lui-même<sup>1</sup>.

« Faute de financements, les activités de l'association des Tchétchènes de France sont aujourd'hui en sommeil ».

Il faut surtout constater au fil de ces exemples éloquentes que ces hommes du passé qui font reposer leur volonté de prééminence diasporique sur leurs fonctions politiques antérieures ne s'imposent pas au sein des communautés. Comment le pourraient-ils en effet ? En maintenant le lien avec ces périodes sombres précédentes, ils ne sont nullement en mesure de surmonter la crise de confiance et de légitimité aux yeux de leurs compatriotes. Ils ne font qu'entretenir au contraire la méfiance croissante au sein des communautés réfugiées à l'égard de la chose politique tchéchène et voient s'effriter leur représentativité. Inadaptées à l'exil et aux besoins concrets, essentiellement socio-économiques, des migrants qui cherchent à s'intégrer dans les sociétés d'accueil et recommencer une vie, ces sources de légitimité ne fonctionnent plus. Les initiatives de ces hommes du passé en somme échouent par simple inadéquation au contexte diasporique.

### **Saïd-Emin Ibraguimov : l'échec de la stratégie du martyr.**

Agé d'une cinquantaine d'années, Saïd-Emin Ibraguimov intervient, s'engage et milite sur la scène politique et civile tchéchène depuis la période soviétique, d'abord en Tchétchénie bien sûr puis en Turquie/Géorgie et enfin en Europe (France et Belgique)<sup>2</sup>. Ministre des télécommunications en 1985, il reste à ce poste aux côtés de Djokhar Doudaev jusqu'au début de la première guerre à la fin de l'année 1994. Entre-temps, en 1991, il crée un comité de défense des Droits de l'Homme qui n'entreprend rien d'effectif. En 1996, blessé au cours d'un bombardement russe, il est soigné en Turquie où il organise, en partenariat avec de hauts responsables turcs, une Marche pour la Paix ; il entame également pour la première fois une grève de la faim. A son retour en Tchétchénie, à la fin 1996, il décide d'abandonner la politique pour se consacrer au développement du comité de défense des Droits de l'Homme qu'il relance à cette occasion. Au début de la seconde guerre en 1999, il conduit une seconde Marche pour la Paix qui doit aboutir, par le Caucase Nord et la Géorgie, en Turquie. Lui et ses compagnons sont arrêtés assez vite à la frontière entre l'Ingouchie et l'Ossétie. Il rentre

---

<sup>1</sup> Entretien n°37, Akhiad Idigov, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretien n°36, Saïd-Emin Ibraguimov, Strasbourg, 2005-2006.

alors en Tchétchénie mais n'y reste que peu de temps : il gagne la Géorgie. Les obstacles s'accumulent ; ses initiatives, notamment un projet de centre de coordination de défense des droits de l'Homme, se heurtent à de multiples tracasseries administratives. Finalement, on le laisse partir pour l'Azerbaïdjan, d'où il démarre, dit-il, une nouvelle marche jusqu'en Turquie, vraisemblablement par la Géorgie. Arrivé en 2000 en Turquie, il est incité à quitter le pays, peut-être sous la pression russe. L'ambassade de France lui accorde un visa. Il réside à Toulouse les premiers mois, où il a des amis datant de ses activités militantes en Tchétchénie. Sa famille le rejoint un an plus tard. Courant 2001, à l'invitation de Vagap Toutakov, particulièrement actif à cette époque auprès des instances européennes de Strasbourg (Conseil de l'Europe et Parlement européen) il participe à une manifestation pour la paix. A la suite de désaccords sur la stratégie à tenir et compte tenu des choix de Toutakov, il rompt avec ce dernier mais ne rejoint pas pour autant les représentants de Maskhadov, notamment Seilam Bechaev. Il choisit de développer sa propre structure qu'il veut surtout civile et non politique.

Il reprend exactement les projets et pratiques, qu'il a initiés en Tchétchénie, voulu établir en Géorgie et menés en Turquie. En janvier 2003 ainsi, il refonde à Strasbourg l'Association internationale pour la Paix et les Droits de l'Homme, qui ne fait que ressusciter le comité de défense des Droits de l'Homme de 1991 et 1996 en Tchétchénie. Il précise son mode de fonctionnement et les activités qui vont suivre<sup>1</sup>.

« L'association est officiellement créée le 27 janvier 2003 et se compose de six membres, principalement français et allemands, à l'instar d'une amie, professeure de russe à l'université de Strasbourg.

Nous avons le soutien politique de tous les groupes politiques tchétchènes : Seilam Bechaev, Oumar Khanbiev, Akhiad Idigov. Nous considérons les autres comme des traîtres, essentiellement les partisans de Kadyrov et Vagap Toutakov.

L'association a déjà organisé en Europe plusieurs marches pour la paix : entre Paris et Strasbourg (avril 2005) puis entre Bruxelles et Strasbourg (juin 2005). Nous prévoyons d'en mener bientôt une autre entre Genève et Strasbourg puis entre Washington et New-York jusqu'au siège des Nations Unies. Pour ce dernier projet, nous avons le soutien de plusieurs puissantes organisations non gouvernementales américaines, telle que la Ligue des femmes américaines, ainsi que de Nadejda Banchik et Viktoria Poupko. Par ailleurs, nous entretenons également d'importants contacts avec des organisations russes de défense des Droits de l'Homme.

Lors des marches, je suis souvent seul à accomplir le trajet complet. Sur la route me rejoignent ceux qui le souhaitent ; ils m'accompagnent sur une

---

<sup>1</sup> Entretien n°36, Saïd-Emin Ibraguimov, Strasbourg, septembre 2005.

portion de route. Nos revendications s'adressent spécifiquement aux institutions européennes à Strasbourg : Conseil de l'Europe et Parlement européen, sans lesquelles il ne peut y avoir de résolution du conflit en Tchétchénie.

Nous voulons que les organes de représentation européens reconnaissent l'agression russe contre la Tchétchénie et le génocide perpétré contre le peuple tchétchène. 250 000 Tchétchènes sont morts ou disparus depuis le début des hostilités en 1994. L'ambition est de condamner juridiquement la Russie, selon le droit international. Il faut désigner les coupables, de part et d'autre d'ailleurs, afin d'éviter les amalgames amenant à accuser globalement les Tchétchènes de terrorisme. Il s'agit concrètement d'obtenir le vote d'une résolution européenne qui soit contraignante pour la Russie ».

A cela s'ajoutent de multiples grèves de la faim accompagnées de textes déclaratifs à l'attention de l'ensemble de la communauté internationale. Une lettre ouverte au Secrétaire Général de l'ONU publiée en novembre 2005 est assez symptomatique de cette ambition globale. Elle commence ainsi.

« Lettre ouverte au Secrétaire Général de l'ONU, au Parlement européen, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, aux médias, à toutes les organisations de défense des droits et autres organisations politiques et sociales, aux partis politiques et à toute la communauté mondiale »<sup>1</sup>.

Par la suite, Saïd-Emin Ibraguïmov tend à cibler exclusivement le Conseil de l'Europe. C'est en 2005 surtout que s'enchaînent ainsi ces trois types d'actions : marches, grèves de la faim et publications. En juin par exemple, de manière assez tragique, Saïd-Emin les cumule, menant une grève de la faim pendant la marche entre Bruxelles et Strasbourg. Peu avant la frontière, naturellement, alors qu'il marche depuis plusieurs jours sans s'alimenter, il s'écroule et est, d'urgence, transporté à l'hôpital ; il tient cependant à terminer à pied le parcours. Au début 2006, après 35 jours de grève, les députés de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui reviennent de vacances se rendent compte de la dégradation rapide de son état et lui font quelques offres qu'il accepte in extremis sous la pression d'ailleurs d'Akhiad Idigov. En août 2006, il décide de mener tous les jours pendant une heure une action de protestation devant le Conseil de l'Europe. Il fait paraître en même temps un long texte mettant en lumière les constantes violations du droit international dont se rendent coupables les organisations internationales en n'intervenant pas sur la question tchétchène<sup>2</sup>. Il annonce alors, en septembre 2006, qu'il engagera de nouvelles grèves de la faim le temps des deux sessions

---

<sup>1</sup> Association internationale pour la Paix et les Droits de l'Homme, *Open Letter to the Secretary General of the United Nations*, Strasbourg, 19 novembre 2005.

<sup>2</sup> Observation de terrain, Strasbourg, septembre 2006.

parlementaires suivantes et que si les Européens restaient toujours sourds à ses appels, il entamerait une grève de la faim illimitée, « tant que les instances européennes ne se chargeront pas de résoudre le problème tchéchène »<sup>1</sup>.

Il apparaît clairement que ce droit, que Saïd-Emin Ibraguimov s'est arrogé de porter la cause de l'indépendance tchéchène face aux instances européennes, est entièrement fondé sur une logique de martyr. Par la douleur de ce martyr, il cherche à exercer de fortes pressions sur les décideurs européens et espère en retirer des avantages politiques pour les siens. C'est ainsi une véritable stratégie de lobbying politique qu'il met en œuvre. Il ne revendique pas particulièrement un rôle de leader mais s'autorise à parler au nom de l'ensemble de ses compatriotes qui luttent pour leur liberté. Sa légitimité à agir de la sorte est ancrée, pour lui aussi, dans son passé de militant ; elle est fondée sur son abnégation physique (marches et grèves de la faim) et son intégrité morale dont il a fait la preuve en Turquie et en Tchétchénie, lorsqu'il était une personnalité déjà connue et respectée de la république tchéchène d'Itchkérie. Mais en diaspora dans la première moitié des années 2000, elle ne porte aucun fruit. Jamais par exemple, il ne réussit à mobiliser assez de réfugiés. Lui-même l'admet<sup>2</sup>.

« Depuis la fin août 2006, je manifeste tous les jours pendant une heure devant le Conseil de l'Europe. A chaque fois, je suis rejoint et soutenu par quelques Tchétchènes réfugiés, jeunes ou plus anciens. Ils sont rarement très nombreux : entre 10 et 20 dans les meilleurs jours ».

De plus, en janvier 2006, lorsque les députés du Conseil de l'Europe prêtent enfin attention à lui, il n'obtient que l'établissement d'une nouvelle commission spéciale pour la protection des droits des Tchétchènes, qui n'a pas davantage de pouvoirs ou de volonté politique que le rapporteur spécial en charge du problème. A la fin 2006, prenant conscience peut-être de l'inutilité de son combat, il ne s'engage pas dans une grève de la faim illimitée. Mais enfin, signe ultime de l'échec de cette stratégie : il semble aujourd'hui bien vivant, installé à Strasbourg avec sa famille, alors même que la situation en Tchétchénie n'est pas réglée comme il le souhaite. Certes, sans aucun doute, par la logique du martyr, il parvient à contourner le problème de la crise de confiance au sein des communautés tchéchènes, mais cela ne suffit pas pour initier un mouvement politique de soutien en diaspora. Sa légitimité, si elle est reconnue, n'est pas proactive. Il est vrai que le

---

<sup>1</sup> Entretien n°36, Saïd-Emin Ibraguimov, septembre 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°36, Saïd-Emin Ibraguimov, *ibid.*

martyr est une pratique souvent individuelle qui ne motive guère des jeunes Tchétchènes en exil qui veulent se reconstruire. En individualisant à l'extrême son combat, il est normal qu'il s'isole et qu'il ne puisse pas rassembler autour de lui des forces substantielles pour peser politiquement. Par ailleurs, sa stratégie elle-même se révèle largement inadaptée aux pratiques européennes de communication politique traditionnelles. Les grèves de la faim sont des actes désespérés visant à forcer une tierce partie à apporter une solution à des problèmes personnels ; elles sont rarement mises au service d'une cause nationale et finalement extérieure à la personne initiatrice, surtout lorsqu'il s'agit de questions politiques aussi complexes que les relations entre l'Europe et la Russie. Saïd-Emin Ibraguimov mélange en fait l'acte personnel et la dimension politique globale, qui ne peuvent pas avoir de zone d'intersection : il utilise un moyen de pression qui ne correspond pas à la complexité de l'enjeu lui-même. Enfin, le choix de la cible, en l'occurrence essentiellement l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, paraît également assez peu judicieux. Cette instance n'a ni autorité ni poids politique. L'organisation a pour mission de favoriser en Europe, entendue au sens large, un espace démocratique et juridique fondé sur la Convention européenne des Droits de l'Homme, mais ne tient que par la bonne volonté et l'engagement de ses Etats membres. Ses recommandations n'ont de valeur que morale. L'échec de la table ronde sur la Tchétchénie tenue en mars 2005 à Strasbourg est révélateur de la faible marge de manœuvre politique dont dispose cette institution. En octobre 2004, Andréas Gross, alors rapporteur spécial pour la Tchétchénie, envisage, sous l'égide du Conseil de l'Europe, de réunir des responsables russes, parlementaires et ministériels, et des représentants tchétchènes défendant des positions séparatistes. Mais le Kremlin pose ses conditions : les participants tchétchènes ne doivent ni être assimilés à des terroristes ni revendiquer une Tchétchénie indépendante. Cela exclut d'emblée toute la résistance et leurs représentants. Au final, le meeting qui a lieu le 21 mars met face à face des Tchétchènes prorusses déjà au pouvoir à Grozny et des parlementaires russes membres de la délégation au Conseil de l'Europe. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe n'a pu choisir personne. Saïd-Emin Ibraguimov, cependant, continue, on l'a vu, au fil des mois qui suivent d'en appeler à son attention et à la volonté de ses représentants responsables. Jamais il ne remet en question sa stratégie qui l'obligerait en fait à trouver d'autres sources de légitimité. Il s'accroche à une pratique certes légitime mais qui se révèle manifestement hors de la réalité diasporique.

### **3) Les faux-semblants des alternatives tchéchènes moscovites.**

Les deux phases de la guerre de Tchétchénie, 1994-1996 et de 1999 à nos jours, en opposant ce qui est juridiquement une partie fédérée de l'entité russe et le « centre » ou l'Etat fédéral, placent les Tchétchènes installés à Moscou dans une posture délicate, du moins pour ceux minoritaires qui se soucient de politique. Ainsi, les anciens responsables communistes autour de Dokou Zavgaev, arrivés en 1992 et 1993, qui fuient la Tchétchénie, chassés par les forces séparatistes de Djokhar Douaev, se retrouvent réfugiés politiques dans leur propre pays. D'autres, qui résident déjà, travaillent et ont réussi socialement en Russie pendant l'époque soviétique, font face à un véritable dilemme : doivent-ils rejoindre la guérilla séparatiste ou conserver leurs intérêts économiques et leur position sociale à Moscou ? Une poignée enfin de personnalités qui quittent la Tchétchénie en 1993, à l'approche de la guerre, déçues par les pratiques népotistes et corrompues de la nouvelle administration tchéchène, souhaite ne pas perdre complètement le lien avec leur terre d'origine.

Les premiers, groupe assez homogène, mettent en oeuvre une stratégie politique simple. S'en remettant totalement au Kremlin et l'armée russe, ils n'ont de cesse au cours de la décennie 1990 de reprendre, sous le patronage russe, les rênes de la république. Ils sont rétablis finalement au pouvoir à Grozny à l'automne 1995 de manière assez artificielle et confirmés en décembre au terme d'un processus électoral manipulé et peu crédible. Ils n'y restent que six mois, jusqu'à la prise de la capitale par les troupes séparatistes d'Aslan Maskhadov qui aboutit au cessez-le-feu et à un traité de paix. En 2000, lorsque l'armée russe contrôle de nouveau la république de Tchétchénie, le Kremlin leur préfère Akhmed Kadyrov, un ancien mufti, transfuge de l'indépendance, qui dispose d'une base sociale et de réseaux d'alliés en Tchétchénie même.

Le second et troisième groupe en revanche, plus hétérogènes, adoptent des démarches plus subtiles à l'attention des décideurs russes au Kremlin et au gouvernement. Ils cherchent à proposer des voies politiques alternatives par rapport à la fois aux anciens communistes, aux collaborateurs de la famille Kadyrov à partir de 2000 et aux indépendantistes tendant de plus en plus à l'islamisme. Sont présentés ici à titre d'exemple les projets les plus significatifs, à savoir celui de Rouslan Khasboulatov et ceux de trois hommes d'affaires tchéchènes de Moscou, Mavlit Bajaev, Malik Saïdoullaev et Khussein Djabraïlov qui ont eu des prétentions politiques au début des années 2000. Contrairement aux tentatives tchéchènes en Europe, ces acteurs ont pris soin de recréer à leur profit en diaspora des sources de légitimité effectives,

qui ne s'appuient donc pas seulement sur des fonctions prestigieuses passées mais qui s'inscrivent concrètement dans le jeu politique contemporain, en Russie, en Tchétchénie mais aussi en Europe (pour Khasboulatov). Ce n'est donc pas la légitimité qui fait défaut. Pourtant ces propositions n'aboutissent pas.

### **Les efforts multiples de Rouslan Khasboulatov : des offres de médiation au Congrès mondial des Tchétchènes.**

Rouslan Khasboulatov fait en Russie soviétique une carrière professionnelle sans faute, accédant à la vice-présidence du Parlement de la Fédération de Russie en 1989. En 1991, il cherche à s'appuyer sur Djokhar Doudaev pour accéder à la présidence d'une république de Tchétchénie, qui serait devenue partie fédérée de la fédération et non plus partie autonome. Ses plans sont contrecarrés par les ambitions personnelles de Doudaev et il est écarté des enjeux tchétchènes. Il connaît au même moment en Russie de graves difficultés politiques. S'opposant à la Constitution proposée par le président Eltsine, il est arrêté en septembre 1993 et la Douma qu'il préside alors est dissoute. Persona non grata sur la scène politique russe, il s'emploie alors à se réimposer en Tchétchénie. Il ne se compromet pas en 1995 lors de la parodie d'élections en pleine première guerre<sup>1</sup> et se tient à l'écart sans se décrédibiliser au cours de la campagne électorale de 1996 qui prépare les présidentielles de janvier 1997 en Tchétchénie, où il sait n'avoir aucune chance. En 2000, la situation change radicalement. Il faut d'abord convaincre le Kremlin de la pertinence de sa candidature avant de prétendre à un rôle politique en Tchétchénie, tout en préservant un certain prestige au sein de la population tchétchène. Pour Rouslan Khasboulatov, ces deux conditions, assez contradictoires, sont loin d'être acquises. Ce n'est pas un proche de Vladimir Poutine et les dix ans de troubles en Tchétchénie l'ont éloigné du peuple. Il compte cependant sur sa réputation d'homme politique compétent et expérimenté pour envisager au moins un rôle d'intermédiaire et de facilitateur en vue de la reprise des négociations. Comme il l'espère, un tel succès ouvrirait sans doute d'autres perspectives. Il fait paraître ainsi son propre plan de paix en 2002 qui propose un statut juridique assez complexe « d'autonomie internationale » pour la Tchétchénie, garantie par une organisation du type OSCE, ONU ou Assemblée parlementaire du Conseil de

---

<sup>1</sup> Il avait annoncé qu'il concourrait mais finalement retire sa candidature, critiquant l'opacité de l'organisation et le très mauvais calendrier.



l'Europe ; il n'est pas question d'indépendance<sup>1</sup>. Il est invité à participer, au même moment, à une rencontre discrète organisée par le Comité américain pour la Paix en Tchétchénie<sup>2</sup>, qui a lieu en août 2002 au Liechtenstein. Cette initiative réunit, outre Rouslan Khasboulatov, Akhmed Zakaev, Aslanbek Aslakhonov représentant de la Tchétchénie à la Douma russe, Iouri Tchikotchikine, député russe actif sur le dossier tchétchène, assassiné en 2003, et Ivan Rybkine que Boris Berezovski dont l'aide logistique a été sollicitée par le comité américain, impose à la dernière minute. Assiste également à la rencontre un haut diplomate européen, sans doute Tim Guldemann, d'origine suisse, qui a dirigé la mission OSCE en Tchétchénie pendant la première guerre et jusqu'en 1997. La rencontre vise à renouer le dialogue entre les Tchétchènes combattants et certaines personnalités influentes en Russie à l'époque sur le dossier tchétchène, en particulier Aslanbek Aslakhonov. Selon le témoignage d'un observateur direct au Liechtenstein qui souhaite rester anonyme<sup>3</sup>, les échanges sont sabotés par Alexander Goldfarb, bras droit de Boris Berezovski, et Ivan Rybkine qui médiatisent la rencontre et multiplient les apartés avec Zakaev. Il ne s'avère pas possible dans ces conditions de dégager une proposition commune de solution satisfaisant toutes les parties. La prise d'otages du théâtre de la Doubrovka en octobre abolit toute chance ultérieure de médiation.

Constatant l'échec de cette stratégie, Rouslan Khasboulatov tend à s'impliquer au sein du Congrès mondial des Tchétchènes. Initiative lancée par un professeur de droit public de l'Université de Saint-Petersbourg, Deni Teps d'origine tchétchène, elle se constitue au tout début de la décennie 2000. Ce dernier présente succinctement le mode de fonctionnement et les objectifs généraux de la structure<sup>4</sup>.

« L'association n'est pas encore officiellement enregistrée, ni en Russie ni ailleurs. Ramzan Ampoukaev s'en occupe en Belgique. Le processus devrait aboutir avant la fin de cette année [2004].

Le Congrès dispose de deux instances : la direction exécutive dont j'assume la présidence et le conseil consultatif, sous la direction de Rouslan

---

<sup>1</sup> Le plan est difficilement consultable. Il se divise en 5 parties. La première expose le statut spécial ou d'autonomie internationale, la seconde tente d'apporter des justifications historiques et politiques, la troisième détaille les aspects pratiques du plan, la quatrième propose un plan de cessez-le-feu, la cinquième fournit des recommandations pour la reconstruction post-conflit.

<sup>2</sup> Le comité est parrainé par Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la sécurité nationale du président Carter.

<sup>3</sup> Entretien, anonyme, Moscou, juin 2003.

<sup>4</sup> Entretien n°82, Deni Teps, fondateur et principal animateur du Congrès mondial des Tchétchènes, Moscou, Bruxelles, 2004-2005.

Khasboulatov. Il fonctionne à un triple niveau de représentation : local, national et mondial. Localement, les réfugiés et membres de la diaspora déjà installée se rassemblent annuellement et élisent des délégués. Ceux-ci choisissent ensuite entre eux un représentant national. Ces derniers décident chaque année, lors d'un congrès mondial, les grandes orientations politiques à défendre. Il est vrai que ce système, aux niveaux local et national, ne fonctionne pour le moment qu'en Russie.

Le Congrès offre avant tout une tribune politique aux personnalités tchéchènes au sein de la diaspora. Plus particulièrement, nous défendons trois impératifs politiques majeurs auxquels nos adhérents doivent souscrire : ouverture de négociations avec la guérilla séparatiste, création d'un tribunal pour les crimes en Tchétchénie, fin des opérations de nettoyage en Tchétchénie et cessez-le-feu ».

Sous sa configuration mondiale, le Congrès se réunit pour la première fois à Copenhague les 28 et 29 octobre 2002. Y participe Akhmed Zakaev avant son arrestation par la police danoise sur la base d'une demande d'extradition par la Russie<sup>1</sup>. C'est Rouslan Khasboulatov cependant qui y joue un rôle de premier plan, garantissant par exemple l'élection de Deni Teps dont il s'est rapproché en Russie, à la présidence du Congrès. Il impose également la mention de son plan de paix dans la résolution finale<sup>2</sup>. Il impulse par là un effort indéniable de structuration politique de la diaspora. L'année suivante, lors du second congrès mondial tenu en décembre 2003 à Anvers, les revendications perdent en clarté. C'est Oumar Khanbiev qui y occupe une place prépondérante ; Rouslan Khasboulatov, qui avait pourtant annoncé sa venue, est absent. Son plan de paix est certes encore discuté ; mais l'attention semble passée désormais au plan de paix officiel proposé par la guérilla séparatiste et présenté quelques mois plus tôt par Ilyas Akhmadov, encore à l'époque ministre des Affaires étrangères de la République tchéchène d'Itchkérie. Sensiblement différent du plan de Khasboulatov, ce dernier reçoit un accueil plus important de la part de la communauté internationale. Deni Teps dès lors tend à délaïsser la résolution du conflit et réoriente les activités du Congrès vers l'idée d'un tribunal international, qui devient l'objectif prioritaire<sup>3</sup>.

« Notre priorité aujourd'hui est de favoriser la création d'un tribunal pénal international pour la Tchétchénie. Il serait en charge de juger les criminels de part et d'autre, tchéchènes et russes.

---

<sup>1</sup> Il reste 13 jours en prison. Libéré, il trouve refuge en Grande-Bretagne.

<sup>2</sup> Point 6 – Resolution of the World Chechen Congress, Copenhagen 2002 for a peaceful solution to the Russian-Chechen conflict October 28-29, 2002 <http://www.tjetjenien.dk/congress/resolution.html> .

<sup>3</sup> Entretien n°82, Deni Teps, *ibid*.

Ce tribunal serait un premier pas vers un règlement politique du conflit. Il est, à notre sens, une condition nécessaire à l'ouverture de négociations. Il ne sert à rien de vouloir défendre ou proposer une solution qui n'est de toute façon pas acceptable par les Russes, à l'instar du plan de paix d'Ilyas Akhmadov ».

Il ne faut pas sous-estimer l'influence déterminante qu'exerce Rouslan Khasboulatov sur le Congrès. Il est très probable qu'il ait lui-même voulu et engagé la réorientation politique vers le tribunal international. A ce titre, ses propos sur l'organisation elle-même, sa raison d'être et son projet sont assez révélateurs de sa démarche nouvelle en diaspora<sup>1</sup>.

« Le Congrès mondial des Tchétchènes doit être un organe politique unificateur et représentatif de la communauté tchétchène en Tchétchénie et en diaspora.

Il voudrait agir dans le sens des intérêts de la population de Tchétchénie, où il possède de nombreux relais, à l'instar de Movsar Khamidov, un ancien responsable de l'administration tchétchène prorusse. Il a démissionné pour se porter candidat à la présidence de la république en juin 2004. J'ai annoncé que je le soutenais et il est arrivé second.

Nous voudrions représenter ces 80% de Tchétchènes, qui ne soutiennent ni Maskhadov, ni l'administration de Kadyrov. Nous espérons que de cette organisation émerge un leader naturel. Celle-ci vise en tout cas à reconstruire un leadership en Tchétchénie qui reposerait sur une légitimité démocratique.

Le Congrès poursuit ainsi deux objectifs politiques majeurs : assurer la sécurité de la population contre les forces fédérales, contre les groupes dits de résistance, de plus en plus criminalisés et/ou islamisés et contre les groupes armés tchétchènes prorusses ; permettre la tenue d'élections libres.

Ces objectifs supposent de mettre de l'ordre et restaurer un début de justice en Tchétchénie, notamment par la création d'un tribunal international apte à juger les crimes des Tchétchènes et des Russes ».

Ses ambitions politiques sont clairement affichées, même si elles ne sont que suggérées. Il s'agit de reconquérir un espace d'expression et de représentation politiques, en s'appuyant sur la « légitimité démocratique », selon ses propres termes, que cette structure fonctionnant à un triple niveau de représentation est supposée devoir conférer. Ainsi, contrairement à certains leaders ancrés dans le passé, il cherche, lui, à établir surtout son autorité en diaspora tout en reconstruisant des liens avec la Tchétchénie. Les sources espérées de légitimité apparaissent donc réellement diasporiques. C'est une véritable refondation qu'il entreprend, ne voulant plus être seulement un homme politique tchétchène des années 1990 ; cela dit, son passé lui a permis de se hisser d'emblée à une position stratégique au sein du Congrès. Il n'en tire pas

---

<sup>1</sup> Entretien n°77, Rouslan Khasboulatov, Moscou, décembre 2004.

cependant un profit public immédiat ; il est au contraire assez discret dans les premiers temps. Il le reste d'ailleurs par la suite, n'ayant pas l'occasion de s'affirmer davantage et de faire fructifier cette légitimité diasporique. Le projet de tribunal et le Congrès lui-même peinent à se concrétiser. De manière significative, lors d'une réunion au Parlement européen, en marge d'une conférence sur l'impunité des crimes en Tchétchénie, au début de décembre 2005, outre quelques personnes clés des communautés tchétchènes de France et de Belgique, Deni Teps ne parvient à intéresser aucun député européen, ni représentant de structures politiques européennes ou organisations non gouvernementales conséquentes. Il n'a le soutien que de Pax Christi, une structure à buts surtout humanitaires, et de la Société des Peuples réprimés basée à Bern en Suisse. Cette réunion finalement n'aboutit à aucun développement effectif. Au cours des mois qui suivent, le projet de tribunal n'est plus véritablement abordé. Le Congrès, lui, paraît remis en cause ou entre en tout cas dans un sommeil prolongé. Ce n'est pas tant le souci de légitimité diasporique, on l'a vu, qui fait défaut que de banals problèmes matériels. En refusant d'abord systématiquement les dons d'hommes d'affaires, il est certain qu'il est de plus en plus compliqué de mobiliser et de communiquer : le Congrès n'aura tenu que deux sessions « mondiales », il semble ensuite qu'il n'y ait eu qu'une seule session nationale organisée en Russie. Quant à l'essence même du projet, on ne peut que constater qu'il n'a guère convaincu au sein des communautés réfugiées et encore moins bien sûr parmi les milieux politiques européens trop prudents, on l'a vu, à l'égard de la Russie. Il est manifestement trop ambitieux et trop éloigné des soucis primordiaux, principalement identitaires puis communautaires des réfugiés. D'ailleurs, l'un des participants à la réunion de décembre 2005 fait remarquer « qu'il serait pertinent sans doute au début d'établir ce tribunal comme une organisation non gouvernementale et non directement comme un lourde instance juridique internationale ». Celui-ci met en garde contre trop d'empressement. Il ajoute que « l'établissement d'un tel outil juridique sera vraisemblablement long et difficile, ne serait-ce que pour trouver un Etat susceptible d'accepter d'accueillir un tel tribunal »<sup>1</sup>. Dès lors, il est impératif d'avoir une certaine marge de manoeuvre financière, ce qui renvoie au premier problème. Rouslan Khasboulatov et le Congrès mondial des Tchétchènes entrent dans une phase de déclin.

---

<sup>1</sup> Roman Khalilov, Bruxelles, décembre 2005. Observation de terrain.

## **Les hommes d'affaires tchéchènes face au Kremlin.**

Les stratégies politiques de certains hommes d'affaires tchéchènes de Moscou, en l'occurrence Mavlit Bajaev, Malik Saïdoullaev et Khussein Djabraïlov, visant non plus à structurer la diaspora mais plutôt à constituer en diaspora une alternative aux pouvoirs corrompus prorusses ou islamistes de Tchétchénie, paraissent a priori plus prometteuses. Elles s'inscrivent d'abord dans un contexte particulièrement opportun. Relativement récent, leur engagement ne prend de consistance qu'au cours de l'année 2002, lorsque le Kremlin renonce définitivement à la possibilité de négocier avec la guérilla encore sous le commandement d'Aslan Maskhadov (chef reconnu par la communauté internationale), pour s'affirmer en 2003 et 2004. Durant ces deux années, il semble qu'une place soit à prendre en Tchétchénie et qu'il suffise de proposer un programme cohérent aux décideurs russes et au président de la Fédération en particulier. D'une part, en effet, à la fin 2002, après la prise d'otages au théâtre de la Doubrovka, mais comme le laisse déjà penser la reconquête manquée de novembre 2001 à Moscou, pour des raisons peu évidentes, entre Akhmed Zakaev, représentant spécial du président tchéchène à l'étranger et Vladimir Kazantsev, ancien commandant des forces russes pendant la 1<sup>ère</sup> guerre et mandaté par Vladimir Poutine, il n'existe plus aucune perspective de compromis politique entre les Russes et les séparatistes ; la ligne choisie au contraire vise à délégitimer le président Maskhadov en réinstallant un pouvoir prorusse sous couvert de légalité démocratique<sup>1</sup>. C'est le sens du référendum constitutionnel de mars 2003 et de l'élection à la présidence de la république d'Akhmed Kadyrov en octobre 2003. D'autre part, en mai 2004, l'attentat qui coûte la vie au président tchéchène prorusse remet en cause la stratégie du Kremlin : son fils, Ramzan, n'ayant pas encore 30 ans, l'âge légal selon la Constitution pour être candidat à la présidence, la question du successeur se pose de manière urgente, ouvrant une véritable fenêtre d'opportunité pour divers prétendants, dont essentiellement ces quelques hommes d'affaires tchéchènes moscovites. D'autant que les pratiques de cette famille au pouvoir depuis quelques années, à la fois corrompues, népotistes et criminelles<sup>2</sup>, ne convainquent nullement de leur efficacité, compte tenu des objectifs d'apaisement, de pacification et de reconstruction stabilisée de la république qui leur sont

---

<sup>1</sup> Se reporter au chapitre I.

<sup>2</sup> La plupart des organisations non gouvernementales, internationales et russes, présentes sur le terrain, rapportent régulièrement les nombreuses exactions et violations des droits de l'Homme dont se rendent coupables ceux appelés communément les *Kadyrovtsis*, ou hommes de Kadyrov. Une liste non exhaustive de rapports est disponible dans la bibliographie.

assignés. Ainsi, au début de l'été 2004, plusieurs réseaux alternatifs à Kadyrov s'activent en direction du Kremlin. C'est Alou Alkhanov, on l'a vu, qui est retenu par la présidence russe et élu en Tchétchénie à la fin d'août. L'option cependant n'a rien de définitif. Il apparaît surtout comme un régent, avant l'accession à la majorité présidentielle de Ramzan Kadyrov. Pendant cette période cependant, il demeure une incertitude qui augmente même au fil des exactions régulières des *Kadyrovtsis*. Il reste donc une chance pour ceux qui n'ont pas abandonné le lobbying ou qui se sont mis à croire en leur avenir, à savoir essentiellement Khussein Djabraïlov et Mavlit Bajaev au profit d'Alou Alkhanov.

Les deux hommes, en s'appuyant sur un réseau d'alliés, prennent soin de consolider leurs bases de légitimité, à la fois en Russie et en Tchétchénie : ils cherchent à faire valoir leur représentativité parmi les communautés tchétchènes de Russie (y compris dans le Caucase Nord) et leur valeur ajoutée en Tchétchénie même. Ils font en sorte de se présenter en interlocuteurs incontournables du Kremlin sur le dossier tchétchène et ont pour objectif la participation au pouvoir en Tchétchénie, si ce n'est son contrôle total. Malik Saïdoullaev, quant à lui, renonce après 2004, en grande partie sous la pression du pouvoir russe. Ces trois parcours et leurs aboutissements sont retracés dans le détail ci-après.

- Stratégie de Malik Saïdoullaev.

Depuis le début du second conflit, il multiplie en Tchétchénie les projets humanitaires et les démonstrations de bienfaisance. Il cite lui-même les initiatives suivantes<sup>1</sup>.

« Financements pour la construction d'hôpitaux en Tchétchénie et d'écoles en Ingouchie.

Approvisionnement en médicaments.

Aide à la libération d'otages.

Protection des Caucasiens et des Tchétchènes en particulier, dans leur vie quotidienne en Russie, après les tragédies du théâtre de la Dubrovka et de Beslan.

Prise en charge des civils réfugiés en 2000 après la bataille de Komsomolskoe ».

A ce titre, il bénéficie en Tchétchénie d'une certaine reconnaissance populaire : il est connu et respecté. Des observateurs extérieurs, membres d'organisations non gouvernementales européennes, le confirment<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien n°81, Malik Saïdoullaev, Moscou, 2003-2004.

<sup>2</sup> Ils s'expriment à titre personnel et souhaitent donc rester anonymes.

« Malik Saïdoullaev est mieux perçu en Tchétchénie que Rouslan Khasboulatov par exemple, du fait essentiellement de ses interventions et envois humanitaires réguliers. Il aurait même aidé un temps la résistance. Il est également apprécié dans les camps de réfugiés en Ingouchie. Il jouit d'une popularité réelle sur le terrain et dans les camps d'Ingouchie ; il aurait pu réaliser un assez bon score au scrutin d'octobre 2003 ».

« Par l'intermédiaire de multiples organisations non gouvernementales, Malik Saïdoullaev distribue des fonds aux réfugiés et aux Tchétchènes de Tchétchénie. Il est en cela assez populaire et était en tête des intentions de vote en août 2003 ».

Fort de cette popularité en Tchétchénie dont il tire sa légitimité politique, il tente sa chance au scrutin électoral de 2003. Il met en place des relais d'influence et sans aucun doute commence à créer un mouvement en sa faveur. Il est exclu alors de la course électorale pour d'obscures raisons juridiques. En juin 2004, il réitère le processus et est cette fois-ci contraint de retirer sa candidature sous la pression directe du Kremlin qui a menacé, selon lui, de le ruiner<sup>1</sup>. Cette indépendance et cette base populaire croissante en Tchétchénie ne sont évidemment pas à ce moment là dans l'intérêt des autorités de Russie ; il convient alors plutôt de garder le processus de tchétchéenisation du conflit sous contrôle et Malik Saïdoullaev paraît avoir son propre programme politique plus conciliant à l'égard d'Aslan Maskhadov et des séparatistes. Il risque en somme d'échapper au Kremlin. Paradoxalement donc, c'est en raison d'une légitimité trop spécifiquement tchétchène que Saïdoullaev échoue politiquement. Ces échecs, même involontaires, le décrédibilisent : aux yeux des Tchétchènes, en cédant ainsi au président Poutine, il est peu probable qu'à l'avenir, il puisse réduire sa dépendance économique et représenter une alternative forte et fiable. Son discours dès lors se radicalise et se teinte de revendications séparatistes<sup>2</sup>.

« J'envisage un plan de paix proche des propositions d'Ilyas Akhmadov. Je suis en contact avec Oumar Khanbiev en Europe et Aslan Maskhadov en Tchétchénie.

Mes propositions sont les suivantes : retrait des forces armées russes ; élections auxquelles devra participer la résistance, en présence d'observateurs internationaux ; maintien de la Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie ; instauration d'une zone économique spéciale, de manière à attirer des capitaux occidentaux ; exclusion de Chamil Bassaev de tout processus politique tchétchène ».

---

<sup>1</sup> Entretien n°81, Malik Saïdoullaev, *ibid*.

<sup>2</sup> Entretien n°81, Malik Saïdoullaev, *ibid*.

Elles restent largement de l'ordre de la rhétorique. Malik Saïdoullaev à partir de l'automne 2004 ne se mêle plus de politique.

- Stratégie de Mavlit Bajaev.

Arrivé à Moscou en 1993, il ne prend qu'en 2000, à la mort de son frère dans un accident d'avion, la direction du groupe pétrolier russe Allianz que ce dernier gérait jusqu'alors. Sur le plan politique par ailleurs, il ne montre aucun engagement spécifique avant 2004 et l'ouverture de la fenêtre d'opportunité à Moscou et en Tchétchénie. A cette date, il émet quelques propositions qu'il expose de la manière suivante<sup>1</sup>.

« L'amélioration de la situation dans le Caucase dépend avant tout des conditions de vie de la population. Cela dit, les investissements et le décollage économique de manière générale ne sont pas envisageables sans stabilité politique. L'étape initiale dans le Caucase doit donc être la stabilité politique. Or celle-ci ne peut être obtenue que si les combattants de part et d'autre ont intérêt à la fin du conflit. C'est à la résistance en premier lieu de déposer les armes.

Le processus de paix, idéalement, pourrait s'effectuer en deux étapes : cessez-le feu annoncé par la résistance ; interventions d'intermédiaires entre les combattants et le Kremlin, principalement issus des Tchétchènes de Moscou.

C'est en cela que notre initiative à Moscou et dans toute la Russie peut s'avérer totalement bénéfique. C'est en cela que le conseil de coordination des centres culturels et associations sociales tchétchènes, que je dirige, peut jouer un rôle politique dans un avenir que j'espère proche. En un mot, les seuls intermédiaires possibles, entre les Russes et les Tchétchènes, sont à Moscou ».

De manière significative, le conseil de coordination des centres culturels et associations sociales tchétchènes est constitué lorsqu'Alou Alkhanov accède à la présidence de la république tchétchène, en août 2004 ; il est officiellement enregistré auprès du gouvernement de la Fédération de Russie en janvier 2005. Cette structure à vocation sociale et culturelle qui entend défendre et promouvoir l'identité tchétchène en Russie se veut représentative de l'ensemble des communautés diasporiques dispersées sur le territoire de la Fédération. Il s'agit, on l'a vu, de « donner un visage à la communauté »<sup>2</sup> ; fort de cette représentativité, celui qui en bénéficie en tire surtout une force populaire et une légitimité politique indéniables. Sur cette base, Mavlit Bajaev se

---

<sup>1</sup> Entretien n°68, Mavlit Bajaev, Moscou, octobre 2004.

<sup>2</sup> Se reporter au chapitre V.



constitue alors un véritable réseau d'influence, comprenant plusieurs figures importantes de la diaspora tchéchène moscovite, telles que Moussa Oumarov, représentant tchéchène au Conseil de la Fédération et Osman Massaev, fondateur et directeur de l'Union des industriels et entrepreneurs en République tchéchène (UIERT), filiale de l'Union russe des industriels et entrepreneurs. Il s'appuie également sur le journal largement diffusé au sein des communautés tchéchènes de Russie, *Obedinaïa Gazeta*, animé par Saïd-Khamzat Guerikhanov, rédacteur en chef, qui défend également l'idée d'une médiation<sup>1</sup>. Prenant soin de surcroît de réaffirmer régulièrement sa loyauté à la Fédération de Russie, l'homme d'affaires ainsi espère pouvoir être entendu au Kremlin, ou du moins pris en considération. L'ensemble de ce processus de légitimation et d'influence vise en effet à accéder aux décideurs russes et à faire valoir des voies nouvelles de résolution du problème. En mars 2005, Mavlit Bajaev développe de manière plus précise l'idée de faire intervenir un leader extérieur au conflit, qui permettrait d'apaiser les tensions entre Tchétchènes et Russes<sup>2</sup>.

« Compte tenu de la disparition d'Aslan Maskhadov, l'alternative la plus pertinente aujourd'hui serait de permettre l'ascension à la présidence de la république d'une personnalité de compromis entre le Kremlin et la résistance.

Ce leader doit être extérieur au conflit. Il ne doit pas y avoir participé mais doit disposer dans le même temps d'une capacité d'influence sur la situation locale ».

Il évoque en particulier le nom d'Aslanbek Aslakhanov, conseiller du président Poutine sur les affaires tchéchènes. Concernant Alou Alkhanov, il fait le commentaire suivant.

« Aujourd'hui en Tchétchénie, Alou Alkhanov n'a pas à sa disposition tous les moyens nécessaires pour rétablir une stabilité en Tchétchénie. Il devrait avoir carte blanche pour la gestion de la situation sur le terrain. Or il est freiné dans sa volonté d'agir. Je ne veux rien dire quant aux relations entre Ramzan Kadyrov et Alou Alkhanov ».

Quelle que soit en réalité, la personnalité politique qu'il soutient en Tchétchénie, ces propositions se posent en tout cas en alternative à l'option Kadyrov. Il envisage une troisième voie, loyale à la Russie, entre les Tchétchènes prorusses acteurs de la tchéchènisatation et la guérilla séparatiste décapitée et radicalisée. Elle n'aboutit pas. Les

---

<sup>1</sup> Entretien n°74, Saïd-Khamzat Guerikhanov, Moscou, novembre 2004.

<sup>2</sup> Entretien n°68, Mavlit Bajaev, Moscou, mars 2005.

actions de lobbying en ce sens, semble-il, dépassent assez vite Mavlit Bajaev ; le débat sur l'avenir de Ramzan Kadyrov et incidemment sur celui d'Alou Alkhanov fait l'objet d'un enjeu plus spécifiquement russe au sein même du Kremlin entre Vladislav Sourkov, conseiller de Vladimir Poutine, défendant l'idée de la tchéchéenisation de la république déléguée à Ramzan Kadyrov, et les partisans d'un contrôle direct par un fonctionnaire russe, rassemblés autour d'une partie des services fédéraux de sécurité (Igor Setchine, adjoint au directeur de l'administration présidentielle). Bajaev, lui, est nommé dès le début de l'année 2005 à la Chambre civile de Russie, organe consultatif composé d'éminents représentants de la société civile, chargés de donner un avis sur la plupart des projets de loi avant leur passage à la Douma. Il est également invité par Dmitri Kozak, le représentant plénipotentiaire du président dans le district Sud-Ouest de la Fédération, à participer aux travaux de la commission d'enquête sur la prise d'otages de Beslan. Il est en quelque sorte ainsi récupéré et sa volonté d'influence politique encadrée. Le conseil de coordination des centres culturels et associations sociales tchéchéennes tend dès lors à retrouver une fonction civile et citoyenne. A ce titre, il est assez révélateur de constater que par la suite les interventions publiques de l'homme d'affaires concernent majoritairement les relations interethniques au sein des régions de la Fédération et l'image des Tchétchéens dans la société russe.

- Stratégie de Khussein Djabraïlov.

En 2003 et 2004, Khussein Djabraïlov, incité comme Malik Saïdoullaev à rester à l'écart des processus électoraux en Tchétchénie, renonce assez facilement à concourir. Il comprend alors que, pour voir ses propositions considérées au Kremlin, des relais et une certaine reconnaissance populaire sur place ne suffisent pas. A l'époque, par le biais d'une fondation consacrée au Progrès social et à la Démocratie, que gère Chamil Beno, ancien ministre des Affaires étrangères de Djokhar Doudaev reconverti en conseiller politique au service de diverses personnalités tchéchéennes, Khussein Djabraïlov finance plusieurs programmes de développement : petites entreprises locales, centres sportifs, promotion des pratiques de microcrédits<sup>1</sup>, acquérant ainsi renommée et popularité en Tchétchénie. Il semble également s'appuyer sur des groupes soufis ou wirts qui ne sont pas, selon lui, sans influence sur la situation locale<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien n°69, Chamil Beno, Moscou, septembre 2004.

<sup>2</sup> Entretien n°71, Khussein Djabraïlov, Moscou, novembre 2004.

« Au-delà de la division naqshbandis/qadéris, les subdivisions soufies (wird) retrouvent une certaine vitalité et interviennent de plus en plus fréquemment dans la vie quotidienne de chacun en Tchétchénie. La population semble vouloir réagir contre l'anarchie induite par la rupture wahhabite et renouer avec des valeurs traditionnelles qu'elle connaît mieux et qui comportent moins de violence.

La restructuration soufie peut être porteuse de légitimité. Plusieurs wirds, par exemple, m'ont apporté leur soutien lors de ma candidature en 2003. Ils n'ont pas de rôle politique direct mais leur influence sur l'électorat est grande ».

Chamil Beno considère ainsi qu'en 2003 Khussein Djabraïlov aurait pu faire un bon résultat, compte tenu de ses appuis en Tchétchénie<sup>1</sup>.

« Il avait rassemblé en 2003 par le biais des structures soufies Kounta-Khadji et Aoud, 25% des intentions de vote, à un niveau comparable à celui de Malik Saïdoullaev. Il avait même l'appui du groupe armé de Rajab Askhabov, collaborateur des autorités tchéchènes prorusse, actif dans la région de Chali. Il aurait pu obtenir celui du groupe de Kakiev, le bataillon Zapad, que Ramzan Kadyrov craint. Mais le Kremlin s'est opposé à sa candidature ».

En 2004, il décide de ne pas se présenter. Il lui manque toujours un réseau cohérent de soutien au sein de la société civile de Russie qui lui donnerait une crédibilité supplémentaire et une légitimité politique plus large. Cela lui permettrait en somme de ne pas apparaître seulement vis-à-vis des autorités de Russie, comme un homme d'affaires tchéchène entretenant de manière ponctuelle une petite clientèle en Tchétchénie mais comme un nouvel acteur politique présentant un projet substantiel de rénovation à l'échelle du Caucase Nord. Il s'agit désormais, comme le précise Chamil Beno, de « préparer le Kremlin à accepter la candidature de Khussein Djabraïlov à la présidence de la Tchétchénie »<sup>2</sup>. Lui-même paraît assez sûr de ses chances, au moins à moyen terme<sup>3</sup>.

« Trois personnalités tchéchènes actuellement, Malik Saïdoullaev, Mavlit Bajaev et moi-même, sommes capables d'unir la population tchéchène et de jouer un rôle constructif pour la Tchétchénie, c'est à dire améliorer le quotidien et apaiser les liens conflictuels entre l'administration et la population.

Cependant, il semble que ce temps de la reconstruction ne soit pas encore venu pour la Tchétchénie. Le Kremlin s'y refuse pour le moment. Il n'est

---

<sup>1</sup> Entretien n°69, Chamil Beno, *ibid.*

<sup>2</sup> *ibid.*

<sup>3</sup> Entretien n°71, Khussein Djabraïlov, *ibid.*

pas dit qu'à terme il ne décide pas d'assouplir sa position en Tchétchénie et permette l'arrivée d'un homme intermédiaire, un Tchétchène de Moscou par exemple, comme préalable à un cessez-le-feu et à l'ouverture de négociations ».

Dans cette perspective, à partir de mars 2005, Chamil Beno, au nom de Khussein Djabraïlov qui met à disposition son aisance financière, s'emploie à constituer, en Russie même, une base de marchandage et de négociations politiques avec le Kremlin. Les deux hommes ainsi travaillent à l'émergence d'un mouvement islamique de Russie qui est supposé regrouper de nombreux intellectuels et professionnels musulmans d'une cinquantaine de régions de Russie, essentiellement bien sûr les régions de population musulmane. Les buts officiels de cette structure sont de faciliter le dialogue interreligieux en Russie et d'offrir une alternative à l'islam radical. Au-delà de ces très louables objectifs, Khussein Djabraïlov et Chamil Beno cherchent surtout à rassembler une force crédible et représentative d'intérêts religieux plutôt modérés, leur conférant l'autorité nécessaire pour imposer leur médiation dans un conflit bloqué. Ils visent évidemment la situation tchétchène, marquée par la radicalisation religieuse depuis la disparition de son leader naturel, Aslan Maskhadov. Chamil Beno le confirme<sup>1</sup>.

« Le congrès fondateur a eu lieu les 21 et 22 mars 2005. Prochainement doit être élu un Conseil de direction.

Ce mouvement se veut absolument non politique et non religieux. Ce n'est pas un rassemblement de religieux animés d'une idéologie islamiste, mais un groupe de chercheurs et de personnalités traitant des affaires de l'islam ou agissant dans l'intérêt de l'islam. Nous voulons favoriser l'énorme potentiel intellectuel musulman de Russie.

Nos objectifs sont triples.

Proposer une alternative à l'islam radical, en vivifiant l'islam, traditionnellement modéré, de Russie. Il faut faire comprendre aux jeunes générations que l'islam ne se réduit pas à ses composantes radicales.

Faciliter le dialogue interreligieux et intra-islamique en Russie. A terme, l'ambition serait de constituer un lobby musulman capable de peser dans la campagne électorale de 2008.

Inscrire l'islam de Russie dans le processus global engagé aujourd'hui de réforme religieuse. Jusqu'alors, il n'était qu'un objet du débat. Il doit devenir un acteur plein et entier, un sujet actif au cœur de la lutte mondiale engagée entre les forces radicales et les réformateurs islamiques.

Si le format du projet n'est pas politique, les buts le sont assurément.

Dans cette perspective, il est impératif de rassembler une force crédible et

---

<sup>1</sup> Entretien n°69, Chamil Beno, Moscou, mars 2005.

représentative d'intérêts religieux, permettant de proposer, sur la base de cette représentativité source de légitimité, des alternatives à certaines situations bloquées, comme en Tchétchénie par exemple. La résolution de la crise tchétchène est l'un de nos axes d'action prioritaires.

Je ne nierai pas l'ambition politique qui apparaît en filigrane et qui pourrait être portée à moyen terme par Khussein Djabraïlov en Tchétchénie. Il dit d'ailleurs lui-même vouloir s'engager pour stabiliser la république ».

Le lobbying en direction du Kremlin fonctionne assez bien : le mouvement islamique, qui certes ne démontre pas de pertinence intellectuelle et politique sur la scène russe, remplit cependant parfaitement sa fonction, en valorisant ses promoteurs. En effet, un an et demi plus tard, à l'automne 2006, grâce également et surtout à l'intercession de son frère Oumar, membre du Conseil de la Fédération, Khussein Djabraïlov est nommé vice-Premier ministre de la République tchétchène, en charge du développement économique, à savoir plus particulièrement le suivi des secteurs de l'énergie, de l'industrie, du transport et des petites entreprises. Ainsi, contrairement à d'autres personnalités, notamment les hommes d'affaires, Khussein Djabraïlov fait aboutir sa stratégie et accède au pouvoir en Tchétchénie. Certes, en acceptant le poste auprès de Ramzan Kadyrov, Premier ministre depuis mars 2006, il renonce à devenir le troisième homme, un intermédiaire entre les séparatistes et les prorusses corrompus dont il a cherché jusqu'alors à se différencier. Dans le même temps, sans doute pense-t-il qu'en collaborant ainsi, il sera plus facile de faire valoir ses idées, concernant par exemple la reprise des investissements privés<sup>1</sup>.

« Le Caucase Nord est en perte de vitesse. Les Russes ne s'y intéressent plus de manière constructive. Les meilleurs éléments ont quitté les républiques. La région est à l'abandon et s'enferme dans une spirale de récession et de dégradation.

Elle a besoin d'investissements qui ne reposent que sur la confiance et l'esprit d'initiative local. Il faudrait ainsi ouvrir les frontières et garantir la stabilité politique ».

Ses illusions disparaissent assez vite. En mars 2007, alors que Ramzan Kadyrov devient président de la république et que Khussein Djabraïlov pouvait donc s'attendre à se voir confirmer dans ses fonctions ou même au poste de Premier ministre, il est nommé

---

<sup>1</sup> Entretien n°71, Khussein Djabraïlov, *ibid.*

représentant personnel du président tchétchène à Moscou. Il démissionne en avril. Chamil Beno revient rapidement sur la rupture entre les deux responsables tchétchènes<sup>1</sup>.

« Incompréhensions et désaccords ternissent les relations avec Ramzan Kadyrov. Les deux hommes se brouillent et lorsque ce dernier devient président, Khussein Djabraïlov doit quitter ses fonctions.

Il vend alors la plupart de ses intérêts en Russie et poursuit ses affaires dans les Emirats Arabes Unis ».

Le succès de Djabraïlov n'aura duré finalement que quelques mois. La logique au Kremlin qui veut privilégier exclusivement le réseau Kadyrov en Tchétchénie, n'admet aucun assouplissement ou complément.

Les parcours présentés ici ne sont bien sûr pas exclusifs d'autres tentatives politiques. Salambek Maïgov, par exemple, représentant du président Maskhadov à Moscou jusqu'à 2003, décide de se présenter à la députation en décembre 2003 en tant que candidat indépendant. Après son échec annoncé, il délaisse les questions politiques et se concentre sur les travaux de la fondation économique, Gromos, créée dans la foulée, qui fournit des analyses économiques au ministère de l'Intérieur. Les Tchétchènes de Moscou, dans l'ensemble, multipliant les initiatives politiques, se heurtent à une fin de non recevoir de la part des autorités de Russie. Ainsi, alors que leur engagement paraît plus performant qu'en Europe, leurs résultats décevants les éloignent du processus de diasporisation politique en cours<sup>2</sup>.

### ***C. Divergences et rupture entre la diaspora et la guérilla.***

Les défaillances politiques tchétchènes en Europe, faute de légitimité adaptée au nouveau contexte diasporique portent préjudice à la cause séparatiste. En Tchétchénie, les combattants et les chefs de la résistance perçoivent parfaitement ces manquements politiques en diaspora. Ils ne peuvent que constater que les relais, censés représenter les intérêts de l'indépendance à l'étranger et rassembler des soutiens, peinent à convaincre et à obtenir des résultats effectifs et positifs, au niveau politique. Dès lors, ils s'en désintéressent, n'y

---

<sup>1</sup> Entretien n°69, Chamil Beno, juillet 2007.

<sup>2</sup> Pour une actualisation, fin 2007, de la situation et des projets des Tchétchènes de Moscou, se reporter à l'entretien n°70, anonyme, Moscou, 2004-2007.

attachent plus d'importance significative et finalement s'en écartent. A la fin de l'année 2004 ainsi, alors qu'au nom du Comité des Mères de Soldats russes en Tchétchénie, sa directrice Valentina Melnikova, émet le souhait de rencontrer Akhmed Zakaev à Bruxelles, sous l'égide de parlementaires européens, l'initiative ne reçoit aucun écho au sein du camp séparatiste en Tchétchénie. Le président Maskhadov et son entourage ne communiquent tout simplement pas sur le sujet. En février 2005, lorsque finalement l'entrevue peut avoir lieu à Londres et que les deux parties s'accordent sur un mémorandum intitulé « la voie vers la paix en Tchétchénie », il n'est tenu aucun compte de la situation sur le terrain et du cessez-le-feu unilatéral déclaré par Aslan Maskhadov peu de temps avant ; de la même façon, les commandants tchéchènes n'y font nullement allusion dans les jours qui suivent. Les prémisses d'une séparation apparaissent.

La mort du président Aslan Maskhadov, le 8 mars 2005, lors d'une opération spéciale des services de sécurité de Russie dans le village de Tolstoï-Iourt, accroît davantage les divergences. Les leaders politiques tchéchènes en diaspora finissent de perdre toute crédibilité et représentativité (pour ceux qui en bénéficiaient encore) à la fois vis-à-vis de leurs compatriotes et face aux Européens. Les dernières visites d'une délégation tchéchène au Parlement européen à la fin mai et au début juillet 2005, emmenée par Oumar Khanbiev, envoyé spécial du président en charge de l'ouverture des négociations de paix, sont en cela tout à fait révélatrices. Parmi les six membres composant le groupe tchéchène invité, seul Khanbiev, au moins jusqu'à mars 2005, compte tenu de sa relation privilégiée avec Aslan Maskhadov, peut encore se prévaloir d'une légitimité politique substantielle<sup>1</sup>. Les cinq autres personnalités ne représentent qu'elles-mêmes, leur légitimité relevant du modèle des réseaux échoués illustré par Akhiad Idigov ou ayant disparu pour de simples raisons de difficultés matérielles. De plus, n'ayant jamais démontré une véritable capacité à défendre leurs arguments face aux décideurs européens, cette fois encore, ils se révèlent incapables de faire des propositions constructives. Il est vrai que la désorganisation sur le terrain qui suit la mort de Maskhadov n'aide pas à présenter un front dynamique. La délégation ainsi s'en tient à une critique politique du plan « d'aide à la reconstruction en Tchétchénie » de plus de 20 millions d'euros, mis en place par la Commission européenne, les Tchétchènes faisant valoir qu'il faut

---

<sup>1</sup> Les autres sont Apti Bisoultanov, Rakhman Douchouev, Islam Bachirov, Seilam Bechaev et Saïd-Khassan Aboumouslimov.

d'abord faire la paix avant de reconstruire<sup>1</sup>. A l'évidence, la stratégie souffre quelque peu d'un manque de diplomatie. Ils n'obtiennent rien, si ce n'est l'accroissement de leur marginalisation, que précisément leur manque de légitimité politique tchéchène ne fait qu'accroître. De manière significative, Oumar Khanbiev abandonne toute activité politique au cours des mois qui suivent. Certains continuent, notamment Seilam Bechaev au nom du Parlement tchéchène et Aпти Bisoultanov qui conserve des fonctions officielles, mais ils ne surmontent jamais le syndrome « Akhiad Idigov ». L'inconséquence politique de la diaspora se confirme et s'amplifie, approfondissant le fossé avec la guérilla. Abdoul-Khalim Sadoullaev qui succède à Aslan Maskhadov réagit et tente d'impulser à partir de la Tchétchénie un renouveau politique au sein des communautés réfugiées, en vain. Les incertitudes sur le terrain et l'arrivée au pouvoir de Dokou Oumarov en juillet 2006 achèvent de décomposer politiquement la diaspora et entérinent la rupture définitive entre les combattants et les exilés.

### **1) 2005/2006. Reprise en main de la diaspora par la guérilla.**

Le président Maskhadov nomme personnellement à la vice-présidence vacante depuis la destitution de Vakha Arsanov, Abdoul Khalim Sadoullaev, personnalité inconnue de la plupart des Tchétchènes, président du tribunal shariatique jusqu'à 2002, qui l'accompagne et le conseille, dit-on depuis le début de la seconde guerre. Selon la Constitution de la République tchéchène d'Itchkérie, il le désigne en fait comme son successeur, au cas où il serait tué. Ce choix délibéré indique clairement, comme le précise, le 9 mars 2005, Akhmed Zakaev, toujours réfugié à Londres dont les fonctions officielles ne sont pas très claires depuis 2003 que seul un Tchétchène de Tchétchénie peut succéder au président Maskhadov. En effet personne n'imagine parmi les Tchétchènes qui s'expriment ou font passer des messages dans la presse qu'un représentant en diaspora puisse devenir à l'étranger président de la Tchétchénie indépendante. Implicitement et politiquement, le message est déterminant : ne peuvent prétendre au leadership que ceux qui prennent part directement au conflit. La démarche, sans doute, paraît tout à fait naturelle : il est évident que la résistance tchéchène

---

<sup>1</sup> « Tchétchénie : Khanbiev au Parlement européenne critique le plan d'aides de l'Union », *Radical Fax* n°158, 13 juillet 2005. Le communiqué est envoyé par le Parti radical transnational qui a organisé la visite de la délégation tchéchène au Parlement européen.



pour durer doit s'appuyer sur des leaders de terrain. Mais il n'empêche que l'interprétation demeure : la source première de la légitimité tchéchène au sein de la résistance est à acquérir en Tchétchénie même. Ainsi, en mars 2005, l'avènement du nouveau chef de la guérilla tchéchène, Abdoul-Khalim Sadoullaev qui assume également les fonctions de président en exercice, met en valeur une condition essentielle et désormais prédominante pour tout candidat au leadership tchéchène : la légitimité issue du terrain. C'est sur cette source primordiale que le nouveau président s'appuie pour recomposer politiquement la diaspora. Par sa formation et son parcours, il ajoute une dimension islamique, tendant à l'islamisme, au sens de l'instrumentalisation politique de l'islam, qu'il convient cependant de préciser dans le cas particulier de la guérilla séparatiste tchéchène.

### **Abdoul-Khalim Sadoullaev : le synchrétisme islamo-nationaliste.**

Au sein du courant indépendantiste, la dichotomie entre les héritiers doudaeviens et les modérés maskhadoviens conserve une relative pertinence jusqu'à la mort d'Aslan Maskhadov. Certes la dimension islamiste se renforce au fil des années de guerre, bien au-delà de la personnalité de Chamil Bassaev, mais demeure au second plan. L'avènement programmé par Maskhadov lui-même d'Abdoul-Khalim Sadoullaev à la présidence de la République tchéchène d'Ichkérie permet, pour la première fois en Tchétchénie, au discours islamiste de prédominer sur la scène politique. Formé à l'Université d'Etat en Tchétchénie au cours des années 1990, il est influencé par les idéologues daghestanais, principalement Akhmed-Khadji Akhtaev et Abbas Kebedov, qui pensent une nouvelle pratique islamique contre l'islam traditionnel et le soufisme. S'inspirant, entre autres, des ouvrages de Sayyid Qotb en Egypte, ils incarnent un renouveau islamique post-soviétique visant à renouer avec les bases pures de l'islam, débarrassées des scories et supersitions traditionnelles issues de pratiques locales ancestrales. Leurs idées, qui se diffusent aux républiques nord caucasiennes voisines, trouvent des relais parmi les intellectuels, à l'instar de Souleïman Mamiev en Ossétie du Nord et de Moussa Mokojev en Kabardino-Balkarie<sup>1</sup>. En Tchétchénie, le contexte de guerre leur assure un certain succès, qui prend corps à partir de 1997 sous l'impulsion politique de Chamil Bassaev. Toutefois, sur le plan idéologique, les fondements sont déjà posés par le biais de jeunes nord Caucasiens éduqués dont fait partie Abdoul-Khalim

---

<sup>1</sup> Au début des années 2000, l'un contrôle la mosquée centrale à Vladikavkaz, l'autre une mosquée dans les environs de Nalchik, qui attirent un nombre croissant de jeunes hommes.

Sadoullaev et qui occupent déjà des postes d'influence. Dans l'entre-deux guerres, ainsi, celui-ci dirige la cour chariatique suprême de Tchétchénie. Il anime également, sur un plan strictement religieux, la *djamaat* de la ville d'Argoun. Il n'a cependant ni autorité militaire ni force politique. Lorsque le président Maskhadov l'appelle à ses côtés dès 2000 et le nomme vice-président en 2002, Sadoullaev ne peut faire valoir qu'une autorité religieuse, néanmoins forte et crédible. Lorsqu'il accède au pouvoir 2005, beaucoup de commentateurs et observateurs des affaires caucasiennes le disent ainsi dépendant politiquement de Chamil Bassaev.

La relation entre les deux hommes s'avère en vérité plus complexe et ne se résume pas à un rapport de force. Leurs postures et qualités se révèlent même plutôt complémentaires. Si sur le plan militaire, l'autorité et la légitimité de Chamil Bassaev sont bien supérieures à celles de Sadoullaev, sur les plans politique et a fortiori religieux, elles paraissent à l'avantage du nouveau président. Bassaev en effet n'est pas et n'a jamais été un véritable homme politique. Selon ses propres mots, au début 2005, il déclare combattre « pour défendre la liberté et l'indépendance, pour mettre un terme au génocide flagrant du peuple tchéchène »<sup>1</sup>. Les buts sont clairement établis, mais il manque les cadres politique et idéologique, qu'à aucun moment durant cette interview, il ne détaille. Abdoul-Khalim Sadoullaev, lui, on l'a vu, les possède partiellement, d'un point de vue essentiellement théorique. Propulsé à la tête du mouvement séparatiste tchéchène, il n'a plus qu'à leur donner une consistance pratique. En effet, les références religieuses dans ses discours se multiplient. Les arguments sont très souvent tirés du Coran ; il cite Allah à maintes reprises au fil de ses entretiens et déclarations publiques. La politique tchéchène ainsi, ostensiblement, s'islamise. La dimension régionale de la lutte, également, ne tarde pas à apparaître. Se servant de l'islam comme ciment unificateur, il s'agit de déstabiliser autant que possible le flanc sud de la Russie jusqu'à amener le Kremlin à la table des négociations. Le président porte le projet qui, faute de grandes perspectives et possibilités en Tchétchénie, est objectivement dans l'intérêt des séparatistes. Ainsi, ses déclarations ne se limitent plus seulement au cas tchéchène ; il évoque désormais « la terre qui appartient aux musulmans caucasiens » ou « la guerre de Tchétchénie devenue guerre caucasienne »<sup>2</sup> ; il annonce également que « les Russes devront quitter la

---

<sup>1</sup> « Interview de Chamil Bassaev », *Channel 4*, rapporté par le site *Kavkaz Center*, February 2005.

<sup>2</sup> Interview d'Abdoul-Khalim Sadoullaev parue dans le journal *al-Aman*, reprise dans le journal turc *Milli Gazete*, juin 2005.

Interview d'Aboul-Khalim Sadoullaev parue dans le journal polonais *Gazeta Wyborcza*, août 2005.

Tchéchénie et l'ensemble du Caucase qu'ils ont colonisé »<sup>1</sup>. Il est assez révélateur enfin que quelques mois seulement après son accession à la tête de la guérilla tchéchéne, Abdoul-Khalim Sadoullaev soit reconnu, par les mouvements voisins, « émir » d'une insurrection caucasienne anti-russe. Cependant, il ne remet jamais en cause la dimension itchkériste et nationaliste de la cause tchéchéne, qu'il hérite d'Aslan Maskhadov. Il n'est qu'à se reporter à tous ses discours, interviews ou déclarations, qui tous s'inscrivent dans la filiation maskhadovienne. L'islamisme qui prend corps sous son autorité est en somme mis au service de la lutte nationaliste ; il est comme le stade suprême du nationalisme tchéchéne.

Il est bien sûr toujours possible que cette réorientation politico-stratégique, sur une base idéologique islamiste, lui soit imposée par Chamil Bassaev. Au vu de leurs parcours respectifs, l'hypothèse paraît cependant peu probable. Plus vraisemblablement, il faut croire qu'Abdoul-Khalim Sadoullaev maîtrise l'agenda politique et stratégique et qu'il agit librement. Il n'y a pas de divergence politique entre les deux leaders et nul jeu d'influence. Au contraire, ils apparaissent plutôt interdépendants : Abdoul-Khalim Sadoullaev légitime politiquement l'islamisation de la cause séparatiste ; Chamil Bassaev coordonne les aspects militaires et opérationnels. La répartition des rôles aux plus hautes fonctions de l'Etat d'Itchkérie illustre assez bien cette nouvelle coordination et l'équilibre politique atteint. Par un décret présidentiel du 2 juin 2005, Dokou Oumarov est nommé vice-président<sup>2</sup> ; Chamil Bassaev, par un décret du 23 août, obtient le poste de vice-président du Cabinet des Ministres que préside Sadoullaev lui-même<sup>3</sup>. Bassaev ainsi est loin officiellement de contrôler le pouvoir itchkériste ; il ne succèdera même pas au président, si celui-ci est tué. Il ne faut donc pas sous-estimer le poids et la volonté politique du jeune président Abdoul-Khalim Sadoullaev. De mars à août 2005, il réussit à réorganiser et prendre sous son contrôle l'ensemble de la guérilla tchéchéne. Le 20 mai, de manière significative, il publie un décret attribuant à chaque chef de guerre le commandement spécifique sur une zone géographique, qualifiée de front ou secteur selon les cas<sup>4</sup>. A partir d'août 2005, il opère de la même façon en direction de la diaspora.

---

<sup>1</sup> Appel du Président de la République tchéchéne d'Itchkérie au peuple tchéchéne, 27 juin 2005, *Chechen Press*.

<sup>2</sup> *Chechen Press*, 16 juin 2005.

<sup>3</sup> *Kavkaz Center*, 25 août 2005.

<sup>4</sup> *Kavkaz Center*, 20 mai 2005.

### **La diaspora encadrée.**

Le président Abdoul-Khalim Sadoullaev, qui constate l'échec politique de la diaspora tchéchène et de trop nombreuses divergences en son sein, s'emploie à l'été 2005 à lui redonner cohérence et efficacité. Par un premier décret, le 11 août 2005, il abolit « les postes et fonctions de représentants ou d'envoyés spéciaux du Président à l'étranger » et démet « le Cabinet des Ministres de la République tchéchène d'Itchkérie »<sup>1</sup>. En guise d'explication, une lettre du président parue le 19 août 2005 sur internet ne laisse aucune place à l'ambiguïté. Il porte de lourdes accusations d'inefficacité, de négligence et d'incompétence<sup>2</sup> : « tout le travail de nos représentants à l'étranger s'est limité à des rencontres culturelles et éducatives avec les réfugiés et à des entretiens avec des responsables occidentaux d'organisations politiques, humanitaires et juridiques » ; il ajoute que : « ceux qui croient que la destinée du peuple tchéchène pourra être résolue à Strasbourg, Washington ou Moscou se trompent lourdement ». Il ne signifie pas vraiment ici qu'il n'est plus nécessaire de compter sur d'éventuelles initiatives politiques en diaspora, puisque le second décret<sup>3</sup> du 23 août 2005 reconnaît implicitement l'existence de la diaspora, dans la mesure où la plupart des ministres du gouvernement remanié vivent à l'étranger. Abdoul-Khalim Sadoullaev envisage plutôt un usage limité et contrôlé des ressources politiques diasporiques, par le biais de mécanismes centralisés et tirant leur légitimité du terrain, c'est à dire des responsables politiques présents et combattant en Tchétchénie. Ainsi, l'ensemble des postes ministériels sont répartis en trois blocs de compétences : un bloc économique et social sous la responsabilité personnelle d'Abdoul-Khalim Sadoullaev, un bloc regroupant les affaires militaires et de sécurité sous la responsabilité de Chamil Bassaev et un bloc « affaires étrangères » confié à Akhmed Zakaev, promu en même temps vice-président du Cabinet des Ministres et à ce titre devant rendre compte directement au président. Concernant ce dernier bloc, consacré en fait à la réorganisation de la diaspora, il vise manifestement à encadrer de manière plus stricte les actions initiées ou entreprises à l'étranger. Toutes doivent être sanctionnées désormais par un interlocuteur unique, en l'occurrence Akhmed Zakaev. L'ancien émissaire d'Aslan

---

<sup>1</sup> *Kavkaz Center*, 14 août 2005.

<sup>2</sup> « Message from the President of the ChRI Abdul-Halim Sadulaev to the Chechen people », *Chechen Press*, 22 August 2005.

<sup>3</sup> Décret du 23 août 2005 annonçant la composition du nouveau Cabinet des Ministres, *Kavkaz Center*, 25 août 2005.

Maskhadov devient ainsi la courroie de transmission principale entre la Tchétchénie et la diaspora. Bloqué à Londres depuis 2003, il tire sans doute ici bénéfice de sa relative discrétion qui lui a évité de se compromettre vis-à-vis des Européens et lui a permis donc de conserver une certaine « virginité » politique ; il est également et surtout, on l'a vu, le premier, dès le 9 mars 2005, à annoncer l'accession au pouvoir d'Abdoul-Khalim Sadoullaev et à lui déclarer allégeance.

Dans ce contexte centralisé et hiérarchisé, par l'intermédiaire d'Akhmed Zakaev, la guérilla tchéchène recompose ses relais politiques à l'étranger. Celui-ci procède d'emblée à la nomination d'un de ses alliés, Ousman Ferzaouli, au poste de ministre des Affaires étrangères. Il évince de cette façon, en accord avec le président, Ilyas Akhmadov qui a été personnellement visé pour son manque de résultats et Oumar Khanbiev, pour les mêmes raisons, même si celles-ci sont moins explicites. Ce dernier ne conserve que le ministère de la Santé qui ne signifie absolument rien et qu'il abandonne au début de 2006, lorsqu'il prend ses distances avec la politique. La chaîne hiérarchique des nominations se poursuit tout au long du second semestre 2005, au gré des déplacements de Ferzaouli en Europe.

- En Norvège, en septembre 2005, il désigne Toïta Hajéguerieva, représentante du gouvernement tchéchène d'Itchkérie, qui dispose de deux adjoints, Cheikh Ibraguimov et Alou Edilbiev. Ceux-ci deviennent ainsi les seules autorités politiques tchéchènes locales légitimes qui ont à incarner dans le pays d'accueil les intérêts de la guérilla indépendantiste et assurer un rôle d'intermédiaire entre le gouvernement tchéchène séparatiste et la communauté réfugiée de Norvège. C'est à leur initiative qu'est constitué ensuite le conseil de la diaspora, organe social de coordination et de solidarité. Toïta Hajéguerieva ainsi, précise le contexte de la création et le rôle déterminant de Ferzaouli<sup>1</sup>.

« L'homme d'affaires Ivar Amundsen recommande aux Tchétchènes de fonder eux-mêmes une structure de coordination et de solidarité. Mais la lettre en ce sens qu'il adresse au député tchéchène Tourpal-Ali Kaïmov reste sans réponse.

En septembre 2005, en présence d'Ousman Ferzaouli, ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Itchkérie, le projet peut se concrétiser. Une représentation politique s'organise et un conseil de la diaspora est fondé dans la foulée, à l'initiative des nouveaux représentants nommés ».

---

<sup>1</sup> Entretien n°57, Toïta Hajéguerieva, Oslo, juillet 2006.

- En Pologne, à la même date, Ousman Ferzaouli, avec l'appui d'Akhmed Zakaev impose, en remplacement de Souleïman Aslanbekov, Salambek Amayev, qui paraît plus conciliant et moins « doudaévien » que son prédécesseur.
- En France, c'est Moussa Teïpov, un neveu de Djokhar Doudaev qui est choisi.
- Pour certains pays, plus importants en terme de lobbying politique, en l'occurrence, l'Allemagne, la Norvège, la Pologne, la Géorgie et la Turquie, il apparaît pertinent de nommer, en plus des représentants tchéchènes, des personnalités locales de confiance et susceptibles d'organiser une influence politique cohérente et efficace. Celles-ci ont le rang de « consul honoraire de la république tchéchène d'Itchkérie ». Ainsi, officiellement, dans les trois premiers pays, les fonctions sont acceptées, respectivement, par Ekkehard Maas, Ivar Amundsen et Adam Borowski, qui sont tous trois depuis longtemps engagés pour la défense des réfugiés tchéchènes. En Géorgie, il est fait appel à un certain Germane Patsatsia, un Géorgien d'Abkhazie, membre du Haut-Conseil du Parlement abkhaze en exil et opposant à Mikhaïl Saakashvili<sup>1</sup>. En Turquie, enfin, c'est Medet Onlü qui est retenu, un Turc d'origine tchéchène résidant à Ankara et aux connections substantielles au sein de cette diaspora tchéchène ancienne, dont certains membres ont atteint des postes d'influence en Turquie. Dans tous les cas, clairement, ces choix manifestent une certaine défiance de la part des nouvelles autorités séparatistes à l'égard des capacités de leurs propres représentants. En effet, il s'agit de limiter la concurrence intratchéchéne, l'incompétence politique également des représentants, en réduisant le lobbying politique à l'interaction entre Akhmed Zakaev et les Consuls locaux. Les personnalités consulaires, dans l'ensemble, paraissent en cela assez prometteuses, notamment en Turquie, compte tenu des relations d'amitié entre Medet Onlü et Muktedir Ilhan du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie<sup>2</sup>. Il n'y a qu'en Géorgie que l'option n'est guère très heureuse. Selon ses propos, Patsatsia lui-même ne comprend pas pourquoi il a été choisi et évoque « une intrigue », ce qui ne laisse envisager rien de bon et est assez révélateur effectivement de la compétence politique du représentant tchéchène en Géorgie, Khizir Aldamov<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Célia Chauffour, « A Tbilissi, un Géorgien représente le leader indépendantiste tchéchène Sadoullaev », *Caucas.com*, 8 février 2006.

<sup>2</sup> Entretien avec Abrek, neveu de Medet Onlü, Istanbul, juillet 2008.

<sup>3</sup> Célia Chauffour, *ibid.*

- En décembre 2005, enfin, Ramzan Ampoukaev est nommé vice-ministre des Affaires étrangères et responsable des relations de la résistance avec la diaspora. Parcourant l'Europe depuis 1994 pour défendre la cause indépendantiste tchétchène, il dispose auprès des communautés réfugiées d'une grande autorité et jouit, pour son honnêteté et sa droiture, d'une certaine aura auprès de la majeure partie des réfugiés, qu'il a vu arriver progressivement au cours de la seconde phase de la guerre.

Akhmed Zakaev, par l'intermédiaire d'Ousman Ferzaouli, rassemble ainsi autour de lui un ensemble de nouveaux acteurs tchétchènes ou étrangers qui lui sont tous, sans exception, fidèles ou proches politiquement. Maîtrisant le processus de sélection dès le début, il prend soin de faire émerger des personnes de confiance, voire dans certains cas des amis. De cette façon au début 2006, la diaspora semble politiquement rationalisée et prête à exécuter, le cas échéant, les instructions venant de Tchétchénie. Contrairement à l'époque d'Aslan Maskhadov qui attendait beaucoup de l'action de ses envoyés, la relation prioritaire est visiblement orientée désormais du terrain vers la diaspora.

### **Les résistances diasporiques : les prémisses d'une décomposition.**

La reprise en main soulève des résistances de la part de quelques personnalités politiques tchétchènes en exil. L'affirmation islamiste du combat nationaliste et la montée en puissance de Chamil Bassaev dissuadent certains en effet de trop s'impliquer, à l'instar d'Oumar Khanbiev qui hésite à se compromettre avec des chefs de guerre responsables d'actes terroristes. Il est vrai également qu'Akhmed Zakaev lui-même est loin de faire l'unanimité. Beaucoup ainsi font acte d'allégeance sans y croire, au nom de la pérennité de la cause séparatiste, tout en gardant des distances. D'autres réagissent et contre-attaquent. Akhiad Idigov, on l'a vu, tente de s'autopromouvoir et de renforcer sa représentativité en diaspora. En septembre 2005, un groupe de députés tchétchènes, organisés autour d'Apti Chakhguéiev, élus en 1997, lancent, au sein du Parlement tchétchène, « une fraction démocratique », qui s'oppose explicitement à l'islamisation de la guérilla jugée dangereuse et contraire à l'héritage itchkériste. Ghani, un des acteurs non politiques de ce projet, détaille le schéma de construction envisagé<sup>1</sup>.

« Les acteurs politiques tchétchènes en diaspora ne se soumettent pas tous au processus de centralisation opéré autour d'Akhmed Zakaev. Apti

---

<sup>1</sup> Entretien n°38, Ghani, Strasbourg, septembre 2005.

Chakhguérier, député du Parlement tchéchène en 1997, tend à incarner une tendance politique issue de la diaspora, contestant à la fois les pratiques inefficaces des représentants et de la bureaucratie de l'ancien Président Aslan Maskhadov et les choix actuels du nouveau président fondés exclusivement sur la loi religieuse. Sa position est clairement républicaine et respectueuse en cela du vote populaire, qui en 1997, a opté pour la démocratie et la république et non pour la *charia*.

Apti Chakhguérier s'emploie ainsi à construire une base politique en diaspora, la fraction démocratique du Parlement tchéchène, fondée sur un nouveau groupe parlementaire rassemblant plusieurs députés résidant actuellement en Europe, en Tchétchénie et en Russie.

Le site internet kavkaz.fr est leur principal outil de publicité et de communication. Moussa Temichev, journaliste et intellectuel tchéchène, réfugié à Strasbourg, fait figure d'inspirateur idéologique.

Cette fraction nouvelle du Parlement est au cœur d'une structure politique tchéchène nouvelle, diasporique plus complexe, impliquant des personnalités politiques européennes et composée comme suit.

Le Parti démocratique ou faction démocratique au sein du Parlement tchéchène comprend un certain nombre de députés tchéchènes présents en Tchétchénie et en dehors de Tchétchénie. Il va de soi que ce parti pour agir doit disposer de partisans en Tchétchénie même.

Un gouvernement en exil, dirigé par Akhmed Khoussikhanov, professeur à l'université de Westphalie en Allemagne, membre du Congrès national tchéchène en 1991 et proche d'Aslan Maskhadov en 1997.

Un Comité international pour la défense de la démocratie en Tchétchénie, organisé (probablement) par Moussa Temichev, qui doit permettre à des étrangers, français notamment mais aussi américains, de soutenir le processus de formation d'une diaspora tchéchène, dont l'acte de naissance par ces multiples initiatives est désormais signé.

Ces trois structures principales sont toutes reliées à un centre d'information que dirigera Jean-Christophe Notias et qui devra assurer la coordination entre les différentes structures. En charge des relations extérieures de la structure, il devrait fonctionner à la manière d'une agence de communication politique ».

Au-delà de ce projet essentiellement diasporique, afin de pouvoir peser sur la situation en Tchétchénie, il s'avère indispensable de faire valoir sur place des relais ou des alliés. Moussa Temichev, principal idéologue du mouvement, les précise<sup>1</sup>.

« Nous voulons faire advenir un système démocratique en Tchétchénie. Apti dispose d'une autorité militaire parmi les combattants, puisque lui-même a combattu pendant la 1<sup>ère</sup> guerre. Il contrôle encore aujourd'hui les secteurs de Chatoï et de Nojaï-Iourt. Les groupes de combattants dans ces régions ne sont composés que de jeunes hommes ayant perdu des parents

---

<sup>1</sup> Entretien Moussa Temichev, Paris, septembre 2005.



et dévoués à Aпти, dont ils suivraient les instructions et non pas tant celles des chefs de guerre sur le terrain ».

Sur le papier, le plan paraît plutôt cohérent. En réalité, comme le laissent pressentir les garanties de Moussa Temichev sur l'autorité militaire d'Aпти Chakhguéiev, il manque totalement de crédibilité : il n'a aucune légitimité, ni reconnaissance parmi les réfugiés, ni liens solides avec le terrain et avec la guérilla en particulier. Ghani, qui s'en rend compte et quitte le projet au printemps 2006, révèle les dessous de cette ambitieuse construction<sup>1</sup>.

« Aпти Chakhguéiev est arrivé en France à l'invitation de Vagap Toutakov, qui a reçu pour cela des fonds de Khassan Ataev. Aпти en Tchétchénie dispose d'appuis influents, par l'intermédiaire de Khassan Ataev à Moscou, de Bagaouddin Tsamaev et d'Ibraguim Akhmadov en Tchétchénie.

J'ai en effet soutenu son idée d'établir une Fraction démocratique au sein du parlement, mais elle ne s'est jamais concrétisée faute de moyens et de compétences. Elle manquait cruellement de réalisme.

Aujourd'hui Aпти, qui ne s'est pas vu octroyer le statut de réfugié en France, est rentré en Tchétchénie et a renoncé à l'activité politique ».

Cette initiative n'aboutit pas. Elle est révélatrice cependant de l'hétérogénéité des forces actives en diaspora. Si cette première réaction qui a finalement renforcé le camp prorusse en Tchétchénie n'a eu que peu de conséquences sur l'orientation politique de la diaspora en France, la crise politique qui survient au début de l'année 2006, porte les germes d'une désorganisation plus profonde.

A la fin de l'année 2005 éclate un débat idéologique virulent entre Movladi Oudougov, ministre de l'Information et de la Presse et Akhmed Zakaev, vice-Premier ministre sur le sens du combat séparatiste. Le premier, dans un article paru sur le site internet Kavkaz Center, qu'il contrôle, appelle la résistance tchéchène à rejeter « la Constitution séparatiste laïque et la culture politique européenne »<sup>2</sup>. Le second dès lors réagit vivement et affirme qu'il serait catastrophique de renoncer à la base juridique de 1992 et que le Coran ne pourra jamais remplacer la Constitution tchéchène d'Itchkérie<sup>3</sup>, provoquant une réaction encore plus ferme d'Oudougov qui répète que la guérilla tchéchène ne saurait se compromettre avec un monde qui a déclaré la guerre contre l'Islam. De telles divergences, révélées publiquement, ne

---

<sup>1</sup> Entretien n°38, Ghani, Strasbourg, septembre 2006.

<sup>2</sup> « Razmušlenâ Možadov » [Réflexions d'un Moudjahid], *Kavkaz Center*, S.l.n.d

<sup>3</sup> *Chechen Press*, 12 décembre 2005.

peuvent que porter préjudice à la crédibilité politique de la cause. Contre cette mauvaise publicité faite au mouvement séparatiste et afin de faire cesser l'étalage dévastateur des divisions qui semblent le traverser, le président Abdoul-Khalim Sadoullaev, par un décret du 2 février 2006<sup>1</sup> démet de leurs fonctions Akhmed Zakaev et quatre ministres vivant en diaspora, à savoir Movladi Oudougov, qui, dit-on, vit à Istanbul ; Oumar Khanbiev, ministre de la Santé publique dont la famille réside à Bakou et doit être accueillie en Italie ; Apti Bisoultanov, ministre de la Protection sociale, réfugié en Allemagne ; Vakha Khusseinov, ministre de l'Education, qui pourrait être en Tchétchénie. Cependant, le même jour, par un autre décret, Movladi Oudougov est reconduit dans des fonctions similaires à la tête d'un nouveau service d'information auprès du gouvernement tchétchène d'Itchkérie<sup>2</sup>. De même, Apti Bisoultanov devient représentant plénipotentiaire du président auprès des organisations internationales, remplaçant de facto Akhmed Zakaev<sup>3</sup>. Certains acteurs politiques tchétchènes diasporiques s'en félicitent, à l'instar de Rakhman Douchouev<sup>4</sup>, probablement par opportunisme.

« Je me félicite du choix d'Apti Bisoultanov par le président pour le représenter auprès des organisations internationales. Apti en effet dispose en Tchétchénie d'un capital confiance plus élevé que Zakaev. Par ses qualités artistiques, il semble avoir plus d'autorité, plus de légitimité auprès de la population tchétchène. Politiquement par ailleurs, tous deux ayant été vice-Premiers ministres de Maskhadov, ils sont au même niveau politique. Apti donne, simplement, contrairement à Zakaev, moins de publicité à ses actions et initiatives.

Cette nomination permet de renouveler les projets. Zakaev, de surcroît, était de toute façon bloqué à Londres. Apti Bisoultanov peut apporter un nouveau souffle à la cause tchétchène à l'étranger ».

La plupart n'y attachent pas une importance conséquente, d'autant qu'Akhmed Zakaev conserve, certes formellement et symboliquement, le ministère de la Culture et que son réseau d'obligés, représentants de la république tchétchène d'Itchkérie, ne bouge pas. Ils observent et attendent de futurs développements. Rakhman Douchouev ajoute ainsi<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> « Chechen Rebel leader sacks 4 Ministers, demotes Zakaev », *Moscow Times*, 7 février 2006.

Décret n°71, *Chechen Press*, 6 février 2006.

<sup>2</sup> Décret n°72, *Chechen Press*, 6 février 2006.

<sup>3</sup> Décret n°78, *Chechen Press*, 8 février 2006

<sup>4</sup> Entretien n°5, Rakhman Douchouev, homme politique tchétchène réfugié en Allemagne, Berlin, février 2006.

<sup>5</sup> Entretien n°5, Rakhman Douchouev, *ibid.*

« Pour le moment il est vrai qu'un certain flou règne, notamment quant à l'avenir des représentants nommés par Zakaev. Il faut attendre que le ministre des Affaires étrangères en exercice ait des instructions précises. Il semble enfin que Ramzan Ampukaev soit toujours en charge des relations du gouvernement d'Itchkérie avec la diaspora ».

Apparemment, la décision présidentielle est spécifiquement dirigée contre Akhmed Zakaev, le seul ministre véritablement sanctionné ; Oumar Khanbiev et Vakha Khusseinov avaient déjà manifesté leur intention de ne plus avoir de responsabilités politiques. Pour autant, il ne faudrait pas en conclure trop vite que le président Sadoullaev soutient politiquement la position de Movladi Oudougov. Il n'en est rien ; au contraire. Il précise ainsi dans un communiqué de presse, joint aux décrets du 6 février que « la souveraineté et la légitimité de la République tchéchène d'Itchkérie ne peuvent faire l'objet d'un débat ». Sa prompte réaction, qui aboutit à la remise en cause partielle de l'architecture de son pouvoir, ne vise en réalité qu'à mettre un terme à la publicité de la discussion, tout en ménageant la tendance islamiste radicale qui ne cesse d'exercer contre lui une influence dans le sens de l'argumentation développée par Oudougov. De manière tout à fait révélatrice, par un décret du 27 mai 2006, Akhmed Zakaev est réintégré dans ses fonctions, au poste de ministre des Affaires étrangères, en charge du bloc extérieur<sup>1</sup>. Ousman Ferzaouli devient son adjoint. Abdoul-Khalim Sadoullaev, ainsi, maintient la filiation itchkériste du président Aslan Maskhadov. En ajoutant la dimension islamiste, il ne fait que la compléter ou la renforcer. En dépit de pressions politiques et idéologiques l'incitant à assumer complètement l'islamisation du combat, il n'abandonne pas l'héritage nationaliste de la lutte tchéchène, qu'il préserve d'un projet islamiste radical régional antinationaliste. Il est tué le 17 juin 2006.

## **2) 2006/2007. Désorientation politique en diaspora : le cas symptomatique des Tchétchènes de Turquie.**

Compte tenu de la politique ambivalente que mènent les autorités d'Ankara vis-à-vis de la guérilla tchéchène, la Turquie conserve, au moins jusqu'à 2007, une importance tactique indéniable. Il y subsiste une activité militaire, de basse intensité, que maintiennent quelques personnalités tchéchènes, représentant des réseaux combattants. C'est par Istanbul, on l'a vu, que passent encore largement, même exclusivement, au cours de la décennie 2000 les canaux

---

<sup>1</sup> *Chechen Press*, 27 mai 2006

d'approvisionnement financier, en direction des différents chefs de guerre en Tchétchénie. Il est difficile ainsi de trouver meilleur endroit pour observer l'écart qui se creuse entre le terrain et les communautés réfugiées, militairement et politiquement actives. Les choix et les comportements des délégués séparatistes en Turquie, depuis la mort du président Maskhadov jusqu'aux incertitudes du leadership de Dokou Oumarov, s'avèrent tout à fait révélatrices des relations délicates et des tensions naissantes entre une guérilla qui perd en légitimité et une diaspora qui voit progresser les stratégies individuelles.

### **L'autorité d'Abdoul-Khalim Sadoullaev bafouée.**

Les efforts de reprise en main politique de la diaspora par Abdoul-Khalim Sadoullaev se heurtent, en Turquie, à des résistances militaires et politiques. Les rivalités, importées de Tchétchénie, demeurent latentes tout au long de l'année 2005, mais dès le début 2006, au premier mouvement centralisateur du président Sadoullaev, elles éclatent d'une façon plutôt violente. Un observateur tchéchène, extérieur à ces conflits internes, donne sa version des faits<sup>1</sup>.

« Courant 2006, un envoyé du président Abdoul-Khalim Sadoullaev arrive en Turquie et convoque un représentant du « groupe Bassaev » au Comité de Solidarité dans le quartier de Fathi. Il s'agit d'opérer un transfert d'autorité et d'obtenir l'allégeance de ce dernier. L'entrevue se passe mal. Le représentant de Bassaev sort son arme et blesse l'envoyé du président, démontrant ainsi qu'il n'entend nullement abandonner sa position en Turquie et se soumettre à un nouvel arrivant. Il paie cependant l'hôpital de sa victime et son retour en Tchétchénie. Personne d'autre depuis n'est revenu ».

Il précise en particulier ce qu'il entend sous le vocable « groupe Bassaev »<sup>2</sup>.

« Il existe en Turquie un groupe de Tchétchènes, proches de Chamil Bassaev, qui peut être considéré comme l'arrière-garde politique et militaire de la résistance. Ceux-là ont des contacts privilégiés avec les combattants sur le terrain. Ils s'occupaient et s'occupent peut-être encore de la collecte et de l'acheminement des aides financières. Ils sont appelés ici représentants de Bassaev ou force réelle ».

Selon d'autres sources obtenues de manière informelle, il semblerait que l'envoyé du président soit un certain Aboubakar résidant à Bakou et l'homme de liaison de Bassaev,

---

<sup>1</sup> Entretien n°85, anonyme, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> *Ibid.*

Iakoub, combattant qui assure les approvisionnements financiers au départ de Turquie vers la Tchétchénie depuis plusieurs années<sup>1</sup>.

« Iakoub est le représentant de Chamil Bassaev en Turquie. Il assure ou assurait jusque là les transferts financiers vers la Tchétchénie ».

Cette altercation entre deux représentants de l'Etat tchétchène d'Itchkérie marque le début d'une rupture de la diaspora en Turquie avec le terrain. Sans rejeter la légitimité présidentielle héritée dont bénéficie Abdoul-Khalim Sadoullaev, les Tchétchènes actifs d'Istanbul ne reconnaissent en pratique que le leadership de Chamil Bassaev. A leurs yeux, l'un ne fait qu'assurer la continuité constitutionnelle de la lutte séparatiste ; l'autre la dirige.

### **Autonomisation politique du groupe relais de la guérilla tchétchène en Turquie.**

A l'été 2006, l'organisation itchkériste connaît un complet bouleversement à la suite des disparitions successives du président Abdoul-Khalim Sadoullaev, héritier direct d'Aslan Maskhadov et à ce titre encore légitime, et de Chamil Bassaev, chef de guerre historique au prestige et à l'autorité militaire et politique déterminants<sup>2</sup>. Ces événements ne contribuent évidemment en rien à simplifier les relations de la guérilla avec la diaspora, et notamment avec ces Tchétchènes de Turquie, agissant essentiellement au profit de ce dernier. Ceux-là, dans leur grande majorité, ne reconnaissent pas à Dokou Oumarov, nommé in extremis par Sadoullaev le 16 juin, vice-président de la république tchétchène d'Itchkérie et donc successeur désigné, d'autorités politique, religieuse et militaire, comparables à ses prédécesseurs et à Chamil Bassaev en particulier. A 42 ans, le dernier chef historique de la guérilla tchétchène encore en vie ne peut guère en effet se prévaloir d'une biographie qui puisse inspirer une totale confiance aux fidèles en Turquie du chef de guerre tchétchène disparu. Ancien directeur du Conseil de Sécurité, sous la présidence de Maskhadov de 1997 à 1999, il intervient contre les mouvements d'opposition islamiste, instrumentalisés à l'époque par Chamil Bassaev, et provoque les heurts de Goudermes en juillet 1998. Au début de la seconde guerre, il se rapproche de Rouslan Guelaev dont il reprend le commandement du

---

<sup>1</sup> Entretien n°90, Akhmed Malsagov, ancien député de la république tchétchène indépendante élu en 1991, nouveau représentant de l'association pour la Défense de la Souveraineté de l'Itchkérie. Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Dans la nuit du 9 au 10 juillet, alors que Chamil Bassaev vient d'être nommé vice-président par le président Oumarov, le camion chargé d'explosifs que lui et ses hommes s'apprête à acheminer vers une destination inconnue explose, peut-être accidentellement.

groupe lorsque ce dernier est tué au Daghestan au cours de l'hiver 2004. Homme d'action, il est plus guerrier que politique.

Sans chef, sans point de référence fiable et de confiance en Tchétchénie, le groupe relais de Bassaev à Istanbul est en grande partie livré à lui-même. Il n'a plus ni agenda politique ni instructions directes. Les canaux de financement, les plus importants jusqu'alors, centralisés plus ou moins autour de Iakoub, fonctionnent au ralenti. La relation privilégiée avec le terrain est rompue. Des anonymes en Turquie du camp d'Umranye, proche de Iakoub, témoignent ainsi<sup>1</sup>.

« Iakoub a toujours été la personnalité la plus importante au sein du groupe relais de la résistance en Turquie, affilié exclusivement à Chamil Bassaev. A la mort de ce dernier, ses partisans se retrouvent sans chef, sans direction et sans garantie. Certains s'en inquiètent : les financements déjà limités devraient se raréfier. Ceux qui vivaient plutôt bien jusque là et dont l'autorité sur place empruntait quelque peu au prestige du chef de guerre, craignent ainsi désormais de perdre leurs avantages et positions acquis. Or ils ne peuvent pas compter de la même façon sur Dokou Oumarov qui n'a pas la même autorité au sein de l'espace musulman et sur le terrain ».

Ils précisent alors.

« Tous cherchent ainsi aujourd'hui à se repositionner politiquement dans la guerre et à se protéger dans la perspective de la résolution du conflit si la guérilla, lentement mais progressivement, venait à disparaître. En somme il devient important de préparer l'après guerre et commencer dès aujourd'hui à s'assurer des appuis ».

On constate en effet fin 2006 et courant 2007 une déconnexion de plus en plus flagrante entre la guérilla qui tente de survivre sous les ordres de Dokou Oumarov et la plupart des Tchétchènes actifs en Turquie, notamment ceux autour de Iakoub, mais aussi les personnalités engagées politiquement et protégées par le Comité de Solidarité Caucase-Tchétchénie, qui ont par le passé soutenu les représentants successifs du président Maskhadov en Turquie. Les stratégies ainsi s'individualisent et visent prioritairement à baliser des voies de désengagement leur offrant personnellement des garanties de sécurité et un avenir.

Ces nouvelles stratégies personnelles ne sont pas sans impact politique. Ces hommes, anciens combattants, ne se soucient plus désormais d'organiser à Istanbul une base arrière financière mais simplement de préparer l'après-guerre. Ils perçoivent assez bien la déliquescence de la guérilla en Tchétchénie qui si elle devait se maintenir n'aurait plus de

---

<sup>1</sup> Entretiens, anonymes, hommes du camp d'Umranye, Istanbul, septembre 2006.

toute façon les moyens de peser sur la situation politique de la république. Plus personne à leurs yeux n'est aujourd'hui susceptible d'obtenir, par la négociation ou par la force, d'avantages politiques sur le terrain conformes au sens du combat depuis une décennie. Envisageant donc la fin de la guerre, il convient, pour eux, de se protéger en s'assurant des appuis en Russie et en Tchétchénie. Ceux-là, a priori, pourraient être de deux types. Il semble ainsi qu'il y ait déjà eu des entrevues en Turquie au premier semestre 2006 entre Iakoub et des représentants russes, officiellement issus de la société civile et proches du pouvoir. Il pourrait s'agir, en particulier, de personnes de l'entourage d'Arkadi Volskii, ancien président de l'Union russe des industriels et entrepreneurs (Urie), dont le nom a été prononcé, lors d'entretiens informels<sup>1</sup>. Il ne faudrait pas également négliger l'éventualité de relations régulières entre ces personnalités du groupe relais de Chamil Bassaev en Turquie et certains hommes d'affaires tchéchènes de Moscou, qui s'opposent aux excès et à l'instabilité du pouvoir de Ramzan Kadyrov et qui voudraient proposer une alternative plus fiable.

### **3) 2007. La rupture consommée.**

A l'été 2006, Dokou Oumarov, nouveau président de la république tchéchène d'Itchkérie et chef d'une guérilla aux ramifications régionales et élans islamistes de plus en plus affirmés, hérite d'un mouvement dont il ne paraît pas immédiatement maîtrisé toutes les composantes. Négligé en diaspora, par les dernières personnalités, politiquement et militairement engagées, qui comptent, essentiellement Akhmed Zakaev à Londres et le groupe relais en Turquie, il doit de surcroît au même moment surmonter la disparition du dernier symbole régional de la guérilla tchéchène, Chamil Bassaev. Chef militaire incontesté sur toute la zone, celui-ci offrait aux jeunes recrues tchéchènes une référence de sens et un cadre d'exécution. Il était en fait un symbole garantissant la continuité de la lutte et donc l'effectivité de chaque implication individuelle. Son absence menace la pérennité du front caucasien uni, dont il était le seul véritable pivot idéologique et tactique. Sur la base de son engagement islamiste, il parvenait notamment à créer une certaine forme de solidarité entre les différents mouvements contestataires du Caucase Nord, en donnant l'illusion d'une

---

<sup>1</sup>. L'information n'a pas été confirmée et ne sera donc pas développée. Observation de terrain, Istanbul, septembre 2006.

Arkadii Volskii quitte l'Urie en septembre 2005. Il décède un an plus tard d'une leucémie.

déstabilisation unifiée. Il assurait également, on l'a vu, sur son nom, le lien avec divers pourvoyeurs d'aides, originaires des pays du Golfe et de Turquie. Il était le seul au fond susceptible de fournir, en fonction des besoins des formations voisines, armements, ressources humaines et financières, qu'il puisait dans le vivier de la guérilla tchéchène. Face à ce double défi, sur le terrain et en diaspora, Dokou Oumarov, qui n'y dispose pas forcément des contacts appropriés, peine à s'affirmer en leader légitime de la lutte tchéchène historique et à maintenir la cohérence tactique du front caucasien. Il y parvient enfin à l'automne 2007 en proclamant l'avènement d'un Emirat nord caucasien ; il rompt alors officiellement avec les résidus politiques diasporiques.

### **Autonomisation politique d'Akhmed Zakaev.**

Le 14 juillet 2006, Akhmed Zakaev qui est redevenu depuis peu ministre des Affaires étrangères, en exil, de la république tchéchène d'Itchkérie fait paraître un texte court intitulé « Manifeste pour la Paix en Tchétchénie »<sup>1</sup>. Après de brefs rappels historiques mentionnant notamment le rôle international de l'ancien président Aslan Maskhadov et le cadre juridique officiel censé encadrer les relations russo-tchéchènes, il fixe les trois buts principaux qui motivent aujourd'hui, selon lui, le mouvement séparatiste, à savoir d'abord « la sécurité de la population, puis la tenue d'élections libres et justes, la mise en œuvre enfin d'un développement économique et social stable permettant le retour des réfugiés »<sup>2</sup>. Précisant ensuite sa stratégie et ses propositions, il ne fait nullement référence à l'impératif de l'indépendance. C'est là une importante nouveauté de la lutte séparatiste : pour la première explicitement, un leader autorisé fait savoir que l'indépendance n'est pas un préalable.

« En raison de l'agression russe contre notre république, nous avons toujours considéré l'indépendance comme un moyen fondamental pour atteindre la paix et la sécurité en Tchétchénie. Cependant, si sur la base du droit international, une autre solution peut être trouvée avec la Russie, alors nous sommes ouverts aux négociations en ce sens »<sup>3</sup>.

Préparée le 5 juillet, à la veille du Sommet du G-8 à Saint-Pétersbourg (15-17 juillet 2006), publiée avec retard compte tenu de la mort de Chamil Bassaev, l'initiative, semble-t-il, prend de cours le nouveau leadership séparatiste en Tchétchénie. Zakaev a priori, selon un

---

<sup>1</sup> *Chechen Press*, 14 juillet 2006.

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Traduction personnelle à partir de la version anglaise. *Ibid.*



observateur attentif des réalités politiques tchéchènes<sup>1</sup>, n'a pas réellement ou peut-être pas du tout averti Dokou Oumarov de la tonalité de son texte. Il est d'ailleurs significatif que ce document ne tienne aucun compte des groupes combattants non tchéchènes, de plus en plus nombreux dans le Caucase Nord ; cette approche partielle en effet n'aurait probablement pas pu être validée par le président sur le terrain. Quelques jours plus tard ainsi, officiellement, sur les sites tchéchènes les plus populaires<sup>2</sup>, l'administration présidentielle au nom de Dokou Oumarov condamne l'initiative et le manifeste de Zakaev lui rappelant que d'après la Constitution de la république tchéchène d'Itchkérie, la souveraineté et l'indépendance ne sont pas négociables. En diaspora également, certaines personnalités politiques tchéchènes critiquent ou se désolidarisent de l'initiative. Akhiad Idigov reprend l'argument constitutionnel ; Apti Bisoultanov et Saïd-Khassan Aboumouslimov, hommes politiques réfugiés en Allemagne qui sont mis au courant de l'idée, contestent les conclusions de Zakaev. Une majorité de représentants tchéchènes à l'étranger, à l'instar de Moussa Teïpov en France, dit de plus ne pas avoir été informée<sup>3</sup>. Il est vraisemblable ainsi qu'Akhmed Zakaev n'ait rédigé ce texte qu'avec quelques personnalités en Allemagne et probablement Ousman Ferzaouli au Danemark.

En prenant cette initiative sans coordination préalable, il met en jeu son avenir politique et celui, en un sens, de la diaspora, dans la mesure, pour des raisons explicitées plus bas, il est le seul homme politique tchéchène à conserver encore un minimum de légitimité et de reconnaissance populaire. Publier un tel appel volontairement conciliant prend à contrepied la guérilla séparatiste déstabilisée par les disparitions successives de ses leaders et la montée de l'islamisme régional. Zakaev et ses alliés comptent ainsi, peut-être, sur des ouvertures de Moscou qui justifierait cette prise de responsabilité et autonomisation vis-à-vis du leadership sur le terrain. Mais celles-ci ne viennent pas ou plutôt ne s'adressent pas directement et officiellement à Zakaev. Nikolaï Patrouchev, ainsi, directeur du FSB de Russie déclare dans les jours qui suivent que « la Russie est prête à arrêter de poursuivre les combattants tchéchènes et qu'ils peuvent encore entrer en contact avec les représentants légaux sur place

---

<sup>1</sup> Maïrbek Vatchagaev « Akhmed Zakaev's "Manifesto for Peace in Chechnya": A Crisis in the Chechen Republic of Ichkeria's Ruling Hierarchy ». *Chechnya Weekly*, Jamestown Foundation, 3 August 2006, vol°7, n°31.

<sup>2</sup> *Chechen Press* et *Daymokh*, 19 juillet 2006.

<sup>3</sup> Maïrbek Vatchagaev, *ibid.*

avant le 1<sup>er</sup> août »<sup>1</sup>. Cet accueil et signes russes ne suffisent évidemment pas pour engager de véritables négociations de paix, comme l'entend Akhmed Zakaev. Cette initiative, personnelle, tombe dès lors, dans l'oubli, sans permettre la moindre avancée positive. Elle marque cependant la défiance qui grandit en diaspora, au moins autour de Zakaev, envers les nouveaux leaders en Tchétchénie et le risque d'islamisation radicale des mouvements d'opposition nord caucasiens. Sans conséquence, en diaspora ou sur le terrain, cette première divergence entre Zakaev et Oumarov ne laisse présager rien de bon quant l'avenir de la relation politique entre les combattants et leurs supposés relais à l'étranger.

### **Dépolitisation des exilés de Bakou.**

La diaspora, dans son ensemble, échoue politiquement, on l'a vu. Les figures historiques de la lutte qui tentent de transposer leur légitimité à l'étranger ne jouent en réalité plus aucun rôle politique. Dans la plupart des lieux diasporiques, subsistent soit des leaders qui s'accrochent au passé, soit d'anciens représentants qui ont renoncé à toute action politique. Le représentant officiel de la république tchétchène d'Itchkérie en Azerbaïdjan, Ali Assaev, incarne assez bien cette dernière catégorie de Tchétchènes réfugiés, connus et reconnus par leurs compatriotes mais sans fonctions réelles : ils symbolisent surtout ainsi le décrochage politique progressif entre la diaspora qui se réorganise et la Tchétchénie en guerre qui suit sa propre voie.

Ali Assaev n'exerce plus désormais de fonctions politiques au nom de la guérilla tchétchène : ni coordination des forces, ni organisation d'une base arrière logistique et financière. Il ne fait que gérer au quotidien et en fonction de ses disponibilités financières la survie des réfugiés tchétchènes. Il n'est pas reconnu d'ailleurs par la communauté comme un leader politique, ce n'est qu'un administrateur, assez efficace, semble-t-il, grâce à ses contacts au sein du gouvernement d'Azerbaïdjan. Il s'appuie sur deux adjoints : Imran Gaziev, directeur d'une école tchétchène, qui permet par les fonds collectés de soutenir financièrement certaines familles réfugiées au moment de décès ou de maladies graves et Vakha Toupourkhanov en charge des relations avec les services d'ordre locaux, qui assure les

---

<sup>1</sup> *Islam Online*, 15 juillet 2006.

<http://www.islam-online.net/English/News/2006-07/15/03.shtml>

relations entre la communauté tchéchène et le pouvoir azerbaïdjanais et garantit donc aux réfugiés une relative sécurité.

### **Automne 2007. Proclamation de l'Emirat et rupture avec la diaspora.**

Fin 2006 et tout au long du second semestre 2007, les tensions entre la diaspora et le terrain n'affleurent guère. Dokou Oumarov s'emploie à imposer son leadership et récupérer le contrôle stratégique de l'ensemble des forces d'opposition émergentes dans le Caucase Nord. Afin de consolider sa position, il choisit finalement en octobre 2007 de se proclamer émir d'un Emirat régional englobant l'ensemble des républiques caucasiennes musulmanes du sud de la Fédération de Russie. Il est probable également qu'il ait pris cette décision sous l'influence d'idéologues islamistes, en particulier Movladi Oudougov et son demi-frère Issa Oumarov, qui s'étaient déjà manifestés en ce sens pendant la présidence d'Abdoul-Khalim Sadoullaev<sup>1</sup>. Il consacre ainsi l'avènement d'une tendance idéologique radicale de la guérilla séparatiste tchéchène qui ne cessait de se renforcer depuis le début de la seconde guerre en 1999, mais que ses prédécesseurs avaient réussi à faire cohabiter avec l'idée d'une république démocratique fondée sur un modèle constitutionnel occidental. Il entérine donc de ce fait l'échec politique de la diaspora. La rupture cependant n'est pas unilatérale : la diaspora également rompt avec le terrain.

Les quelques personnalités tchéchènes, toutes en exil, incarnant ou voulant incarner cette orientation européenne, réagissent vivement sous l'impulsion d'Akhmed Zakaev, qui est encore à cette date, ministre des Affaires étrangères. Le 6 novembre 2007, les derniers représentants du Parlement tchéchène, soutenus par d'anciens chefs de guerre réfugiés en Turquie depuis plusieurs années, dont Iakoub et Uvaïs Akhmadov, figure reconnue d'une célèbre famille de commandants militaires (premier et second conflit), ainsi que par les « responsables diplomatiques » tchéchènes en Europe, adoptent une disposition ordonnant à toutes les forces et mouvements séparatistes de se reporter politiquement désormais au Parlement. Le 20 novembre, ceux-là nomment Akhmed Zakaev Président du Cabinet des ministres<sup>2</sup> et le chargent de constituer un nouveau gouvernement. Ils destituent alors

---

<sup>1</sup> L'information est apparue plusieurs fois lors de différents entretiens d'actualisation menés à Istanbul à l'été 2008. Entretiens, anonymes, Istanbul, juillet 2008.

<sup>2</sup> Cette fonction, équivalente à un poste de Premier ministre, était jusqu'alors, en période de guerre, assumée par le Président de la République, chef de la guérilla.

officiellement Dokou Oumarov du poste président. Celui-ci en fait, depuis le décret instituant l'émirat, avait aboli de facto l'ensemble des institutions de la république tchéchène d'Itchkérie dont la présidence.

A la fin 2007, deux pouvoirs, aussi légitimes l'un que l'autre dans le cadre juridique tchéchène itchkériste, revendiquent la filiation de la guérilla séparatiste, l'un fondé sur une décision présidentielle, l'autre sur la Constitution. Très vite, les camps se forment. Chaque leader ou personne d'autorité en diaspora et sur le terrain, est appelé à se positionner. La scission apparaît alors explicitement : en exil, la plupart des figures officielles politiques tchéchènes se rallient à Akhmed Zakaev ; en Tchétchénie, les commandants, même si certains, semble-t-il, expriment leur désaccord de principe, font acte d'allégeance à Dokou Oumarov, au nom de l'unité de la lutte. Les représentants parallèles que ce dernier désigne en diaspora, n'ont pas d'audience au sein des communautés réfugiés. En Turquie, par exemple l'influence de ses deux principaux porte-paroles à l'étranger, Chamsouddine Baïtoukaev et Omar Dakaev, proches de Movladi Oudougov, s'avère très limitée, même d'ailleurs vis-à-vis des structures de solidarité non tchéchènes<sup>1</sup>. En France de même, Bukhari Baraev, père de Movsar, principal responsable de la prise d'otage du théâtre de la Doubrovka à Moscou en 2002, ne peut être l'artisan d'une remobilisation diasporique autour de l'Emirat. Celui-ci, qui a longtemps résidé à Bakou, ne jouit en aucune façon d'une quelconque renommée, ni passée ni présente, auprès de ses compatriotes. S'il est chargé, seulement ou en plus, d'entrer en contact avec les autorités françaises, vu le passif de son fils, la nomination paraît tout simplement absurde. A l'évidence, Dokou Oumarov abandonne politiquement la diaspora : il n'y attache plus d'importance.

A l'inverse, la réaction politique de la diaspora, dominée par Akhmed Zakaev, ne signifie nullement que celle-ci retrouve un certaine vigueur et légitimité politique. Ce sont les mêmes personnes, en échec politique depuis les premières années d'exil, qui se manifestent : les parlementaires d'abord, en particulier le président du Parlement Lema Saraliapov ou Seilam Bechaev son adjoint, qui organisent le transfert du pouvoir de Dokou Oumarov vers le Parlement puis vers Akhmed Zakaev ; les diplomates également, représentants de la république tchéchène d'Itchkérie nommés dans les différents Etats d'accueil ; enfin des ministres, vice-ministres ou divers acteurs tchéchènes qui apparaissent publiquement. A ce

---

<sup>1</sup> Observation de terrain, Istanbul, juillet 2008.

titre, la liste suivante de personnalités, signataires d'un texte soutenant la démarche d'Akhmed Zakaev, publiée sur internet, se révèle particulièrement significative<sup>1</sup>.

Ilias Moussaev, premier vice-ministre des Affaires étrangères.

Ousman Ferzaouli, vice-ministre des Affaires étrangères.

Maïrbek Taramov, représentant de la République tchétchène d'Itchkérie (RtI) en Suède.

Oumar Dantiev, (depuis début 2007 probablement), représentant de la RtI en Allemagne.

Ibba Chapi Cheïkhi, (depuis 2007 probablement), représentant de la RtI en Norvège<sup>2</sup>.

Oumar Airbourtaev, représentant de la RtI en Pologne.

Moussa Teïpov, représentant de la RtI en France.

Aminat Saeva, représentante de la RtI en Scandinavie.

Vicit Ibraguimov, représentant de la RtI en Autriche.

Anzor Maskhadov, directeur de la diaspora tchétchène.

Roubati Mitsaeva, premier vice-représentant de la RtI en Pologne ».

Aucun de ces soi-disant représentants n'échappe au syndrome « Akhiad Idigov ». Hommes du passé qui s'appuient sur leur prestige antérieur, ils ne disposent réellement auprès des réfugiés d'aucune forme de légitimité politique les autorisant à parler au nom des communautés tchétchènes locales. Akhmed Zakaev entend ainsi paradoxalement poursuivre l'œuvre itchkériste sur une base politique diasporique qui a déjà échoué. La relève, véritable et prometteuse, émerge à l'étranger selon des mécanismes très différents et bien plus effectifs.

---

<sup>1</sup> Chechen News, 24 octobre 2007, <http://chechenews.com/news/117/ARTICLE/2754/2007-10-24.html> [consulté le 30 octobre 2007].

<sup>2</sup> Avant lui, il y a eu Toïta Hajéguérieva, nommée en septembre 2005 par Ousman Ferzaouli.

## CHAPITRE VII

### La diaspora : source de renouveau

---

L'exil a ses propres règles, politiques et sociales. A l'étranger dans un contexte de fuite, les sources de leadership et le développement structuré de la communauté répondent à des mécanismes spécifiques, qui n'ont que peu à voir avec les fondements traditionnels de l'autorité en vigueur dans le pays d'origine. Certains réfugiés tchétchènes en font l'amère expérience, constatant l'ineffectivité de leurs premières initiatives sociales et politiques, fondées sur des bases de légitimité importées ou transposées de Tchétchénie. Le phénomène s'accroît à mesure que divergent politiquement le terrain et la diaspora. Dès lors pouvoir ou vouloir agir en diaspora oblige à adapter ses actions et propositions à la réalité diasporique. Ceux qui y parviennent ne sont pas nécessairement les mêmes qui, en Tchétchénie, disposaient de positions prééminentes. Il s'opère comme une révolution copernicienne, transformant et inversant dans une certaine mesure les critères traditionnels de la hiérarchie sociopolitique tchétchène. De nouveaux leaders apparaissent, d'essence diasporique, c'est-à-dire intégrant mieux que les autres, les principes de fonctionnement des communautés (tchétchènes) en exil. Parvenant à être à la fois utiles et efficaces, ils deviennent ainsi des références parmi les réfugiés et cumulent des fonctions sociales, culturelles et même parfois politiques. Se créent autour d'eux de véritables réseaux effectifs de solidarité et de sociabilité, qui dépassent les cadres purement tchétchènes. Il ne s'agit plus ici seulement de structures protodiasporiques, à vocation identitaire, mais de véritables projets d'intégration au sein des sociétés d'accueil voire, pour les plus volontaires, au sein d'ensembles plus larges transétatiques et transnationaux. La dimension internationale s'impose naturellement : les migrants tchétchènes, par le biais diasporique, s'ouvrent au monde et s'y engagent. Ils tirent profit des opportunités en matière d'éducation, de communication, de solidarité ou d'action politique que les processus globaux de la mondialisation peuvent mettre à leur disposition. En somme, les Tchétchènes en diaspora s'intègrent au contexte global.

Phase ultime de la diasporisation, cette renaissance transnationale et transétatique renoue, en le précisant, avec le triptyque théorique en trois étapes, inspiré de Gabriel Sheffer<sup>1</sup> : reconstruction identitaire, identification communautaire et structuration

---

<sup>1</sup> Gabriel Sheffer. *Diaspora Politics at home abroad*, Cambridge University Press, 2003.

diasporique. Le processus tchéchène, on l'a vu, s'est avéré moins linéaire et plus dialectique. Sur ce dernier point cependant, les observations de terrain et les analyses théoriques tendent à converger. Sheffer par exemple remarque qu'une fois que « les migrants sont installés de manière permanente, [les décisions qu'ils prennent] sont de nature collective »<sup>1</sup>. Il ajoute plus loin que « l'abolition pratique des frontières (...) a fourni à beaucoup de diasporas de vastes opportunités pour pénétrer mais aussi contourner les mécanismes politiques et légaux des Etats »<sup>2</sup>. Constatant de plus que « le globalisation facilite le renforcement des connexions » et que « les nombreux réseaux électroniques et sites web permettent de maintenir, d'initier et de coordonner des actions entre des communautés dispersées et l'Etat d'origine », il conclut (temporairement) que « les outils et mécanismes globaux augmentent le volume des opérations et l'intensité de l'influence politiques réciproques entre les diasporas et les Etats d'origine »<sup>3</sup>. Il évoque au passage la notion de « glocalisation »<sup>4</sup>, qui doit rendre compte de l'impact global d'une mobilisation sociale locale. Il semble ainsi acquis, comme tendent à le confirmer les évolutions tchéchènes, que le phénomène diasporique permet aux individus qui en bénéficient de devenir des acteurs globaux, c'est-à-dire de pouvoir déployer des stratégies sociales, économiques et politiques sur des bases transnationales et transétatiques, à destination notamment du territoire d'origine.

### ***A. Les nouveaux leaders diasporiques.***

Tout l'enjeu du leadership en diaspora consiste en la reconnaissance de sources de légitimité purement diasporiques, qui ne sauraient être nécessairement électives et démocratiques mais doivent permettre de rompre avec les pratiques traditionnelles tchéchènes ineffectives et d'enterrer définitivement l'ancienne élite compromise et tenue

---

<sup>1</sup> Gabriel Sheffer, « Diasporization and Diasporas in Contemporary Politics », In BERTHOMIERE, William, CHIVALLON, Christine (dir). *Les diasporas dans le monde contemporain*, p. 70.

<sup>2</sup> Gabriel Sheffer, *ibid*, p. 74.

<sup>3</sup> Gabriel Sheffer, *ibid*. P 75.

<sup>4</sup> Notion popularisée et développée par le sociologue britannique Roland Robertson dans les années 1990. En 1997, lors d'une conférence sur la globalisation et la culture indigène, Robertson définit le terme de la manière suivante : « simultanément ou co-présence de tendances à la fois universalistes et particulières ».

pour responsable des tragédies récentes. Ainsi Ghani, jeune homme d'une trentaine d'années, plutôt ambitieux, exprime assez clairement ce besoin de renouvellement du leadership<sup>1</sup>.

« Je souhaite l'émergence d'une nouvelle génération, qui puisse accéder à certaines responsabilités diasporiques. Eduqués à l'occidental, les jeunes Tchétchènes en effet ont de plus en plus des habitudes de penser inspirées des pratiques européennes. A terme, pour ceux attirés par la politique, il sera possible de fonder leur légitimité d'acteur nouveau de la politique tchétchène sur leur formation intellectuelle et les compétences acquises en diaspora. On peut envisager en fait le renouvellement politique tchétchène par la diaspora ; c'est pourquoi j'ai cru à l'initiative d'Apti Chakhgueriev qui aurait pu faciliter cette résurgence... en vain. Ce dernier, comme les autres, encore trop prisonnier du jeu traditionnel tchétchène, n'a pas réussi à imposer une autorité représentative au sein des communautés réfugiées ».

Au-delà des éléments indiqués par Ghani qui ne sont pas utilisés comme tels, il semble, au regard de plusieurs parcours, se dégager deux sources spécifiques de légitimité : la capacité de rendre service à ses compatriotes et l'engagement culturel. Force est de constater d'ailleurs que celles-ci ne sont pas sans lien avec le passé : il reste indispensable de s'adjoindre des cautions historiques de l'engagement itchkériste.

### **1) La capacité de « faire ».**

Ce n'est pas véritablement une question de compétence, mais de capacité à intervenir lorsque se posent aux réfugiés des problèmes majeurs en matière par exemple de sécurité, de logement, d'alimentation ou de scolarité des enfants. Que faire si la préfecture du lieu de résidence décide de procéder au renvoi d'une famille sans statut ? Comment obtenir que les enfants sans papiers puissent quand même être admis à l'école ? Comment trouver un logement qui ne soit pas insalubre ? Face à ces difficultés, il faut pouvoir faire appel aux autorités et services locaux compétents, leur présenter la situation problématique et obtenir une décision. Au sein de la communauté réfugiée, certaines personnes, qui disposent des relations adéquates ou qui ont l'expérience de l'administration locale, sont justement en mesure de venir en aide à ces familles menacées. Elles jouent ainsi un rôle d'intermédiaire entre les réfugiés et les structures directement concernées ou mobilisent des associations locales de solidarité spécialisées sur la défense des droits des réfugiés et sans papiers, à l'instar, en France, du Comité Tchétchénie ou du réseau Education Sans Frontières. Sollicités

---

<sup>1</sup> Entretien n°38, Ghani, Strasbourg, septembre 2005.



personnellement et régulièrement, ces individus acquièrent une prééminence sociale en diaspora, qui s'apparente à une position de leadership non politique. En effet, en exil, compte tenu des conditions d'installation et de la perte des repères, seuls ceux qui parviennent à organiser un début de solidarité au sens large du terme, peuvent prétendre à une reconnaissance sincère de la part de leurs compatriotes réfugiés, leur capacité de faire devenant l'unique source d'une légitimité sociale qu'ils peuvent ensuite exploiter. Plusieurs Tchétchènes, observateurs des communautés, basés à Moscou, confirment cet état de fait diasporique. Le second doit rester malheureusement anonyme en raison de commentaires plus sensibles faits par la suite.

« En diaspora et en Tchétchénie, le leader est celui qui aide les siens, qui financièrement ou politiquement a les moyens d'améliorer leur situation quotidienne. A Moscou, la situation est symptomatique : les leaders sont des hommes d'affaires »<sup>1</sup>.

« L'autorité sociale ou morale au sein des communautés tchétchènes ne repose pas exclusivement sur l'âge ou les fonctions, passées et présentes. Elle dépend aussi largement des compétences de l'individu, de sa capacité à résoudre ses problèmes, en somme de sa capacité à réagir et de son ouverture aux autres.

Il peut y avoir un leader fonctionnel de la diaspora, directeur d'un centre culturel par exemple, mais cela ne saurait exclure d'autres individus respectés pour leur capacité à assurer une solidarité de base au sein de la communauté. Ces individus, qui ont réussi à résoudre leurs propres problèmes, s'emploient à aider les autres. Ils sont devenus des références au sein de la communauté locale, disposant d'une autorité sociale »<sup>2</sup>.

De manière significative, ce dernier commentaire distingue entre un leader et une référence. C'est précisément ce second aspect heuristique, en amont du leadership, qu'il est intéressant de développer.

### **Emergence de personnalités référence.**

Cette notion empirique désigne parfaitement ce statut de prééminence sociale dont bénéficient, au sein des communautés réfugiées tchétchènes, certains individus qui ne sauraient cependant être considérés comme des leaders communautaires. Elle permet de

---

<sup>1</sup> Entretien n°74, Saïd-Khamzat Guerikhanov, journaliste, rédacteur en chef du journal moscovite *Obedinaïa Gazeta*, Moscou, novembre 2004.

<sup>2</sup> Entretien n°70, anonyme, Moscou, 2004-2007.

qualifier des acteurs tchéchènes qui n'ont pas de fonctions représentatives mais qui pourtant jouent un rôle déterminant dans la structuration et l'organisation de la vie diasporique. Deux jeunes femmes du centre d'accueil de Moszna en Pologne témoignent en ce sens<sup>1</sup>.

« Les possibilités de la diaspora tchéchène en Pologne sont faibles, parce que balbutiantes. Elles se renforcent cependant, non pas grâce à la représentation officielle de la République tchéchène d'Itchkérie qui n'a qu'un rôle d'intermédiaire dans le meilleur des cas, mais par le biais essentiel de quelques activistes, déjà intégrés à la société polonaise. Ce sont ces personnalités tchéchènes qui doivent être considérées comme les vrais références diasporiques au sein de la communauté ; il n'y a qu'elles qui aient les moyens d'agir ».

De manière générale, les réfugiés, comme ici, font une différence nette entre les fonctions de représentation politiques, discréditées on l'a vu, et les fonctions de solidarité reposant sur la capacité « de faire » de certains individus. Ceux-là ne disposent pas nécessairement au préalable d'autorité sociale ou d'une quelconque représentativité : ils ne s'imposent que par leurs compétences et facilités au sein des sociétés d'accueil, qui recouvrent trois qualités en particulier, à savoir la maîtrise de la langue locale, une bonne connaissance de l'environnement humanitaire, social et politique, enfin une grande capacité d'adaptation signe d'une indéniable intelligence des rapports sociaux et humains. A posteriori, cependant, devenant quasiment indispensables, ces individus voient logiquement s'affermir leur autorité sociale au sein de la communauté qu'ils ont tout loisir ensuite d'entretenir et de faire fructifier sous la forme de leadership social ou politique. Ainsi prend corps cette nouvelle notion que viennent illustrer les deux exemples suivants.

- Aslan Iznaourov, jeune homme arrivé en France au début de l'année 2001, se met rapidement à apprendre le français et l'anglais ; il rattrape son retard scolaire dans un lycée technique en Champagne. En 2003, il entre à l'université et développe en parallèle des projets commerciaux. Dès 2006, il fait ainsi figure de source principale de solidarité financière pour la plupart de ses amis d'enfance arrivant en France et des familles réfugiées en contact avec lui à Paris ou avec sa mère et son frère résidant à Reims<sup>2</sup>. Il semble également qu'il traduise des documents dans le cadre des procédures d'asile.
- Ibraguim, jeune homme réfugié en Azerbaïdjan, combattant au début de la seconde guerre, organise à Bakou une action de protestation contre le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Inconnu au sein de la communauté,

---

<sup>1</sup> Entretien, jeunes femmes du centre de Moszna dans la banlieue de Varsovie, Varsovie, mars 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°39, Aslan Iznaourov, Paris, décembre 2005.

il réussit pourtant à rassembler une dizaine de réfugiés et surtout à mobiliser la presse locale et internationale. Démontrant un réel talent médiatique et de communication, il devient ainsi, quelques mois au second semestre 2005, l'une des figures de proue de la défense des droits des réfugiés tchéchènes en Azerbaïdjan<sup>1</sup>.

A l'instar de ces deux jeunes gens, rares sont les personnalités référence qui s'appuient sur une prédominance passée. Les bases de la prééminence sociale sont, dans la grande majorité des cas, essentiellement si ce n'est purement diasporiques, ce qui laisse par conséquent penser qu'un mouvement substantiel de renouvellement des élites est engagé.

### **Profil sociologique des personnalités référence au sein de la diaspora tchéchène.**

Sur l'ensemble des terrains abordés : Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie, France, Belgique, Allemagne, Norvège, Pologne, Russie et dans une moindre mesure Grande-Bretagne et Etats-Unis, on dénombre 21 personnalités référence recensées de manière assez exhaustive<sup>2</sup>. Le tableau typologique suivant classe les parcours biographiques selon quelques critères simples : le genre, l'âge, les antécédents professionnels, le niveau d'éducation et le nombre de langues étrangères maîtrisées.

**Tableau 10. Sociologie des personnalités-référence au sein des communautés réfugiées tchéchènes entre 2000 et 2007.**

<b>Personnalités référence<sup>3</sup></b>	<b>Genre</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Fonctions passées</b>	<b>Niveau d'éducation<sup>4</sup></b>	<b>Langues étrangères parlées<sup>5</sup></b>
<b>Azerbaïdjan</b>						
Ibraguim (12) Bakou	H	25 ans	Défense publique des droits des réfugiés	/	Secondaire	0

<sup>1</sup> Entretien n°12, Ibraguim, Bakou, mars 2005.

<sup>2</sup> Il n'est pas exclu que plusieurs personnes aient pu échapper au recensement, notamment en Allemagne où il n'a pas été matériellement possible de visiter l'ensemble des villes d'accueil.

<sup>3</sup> Par souci de clarté, les sources ne sont pas indiquées en note de bas de page. Le numéro de l'entretien est ajouté entre parenthèses à côté du nom. A l'exception de Saïd-Magomed Khatchoukaev et de Djamboulat, tous ont fait l'objet d'entretiens. Abdoulla n'est pas mentionné en tant que tel. Il a préféré rester anonyme.

<sup>4</sup> Selon les trois niveaux scolaires : primaire, secondaire et supérieur.

<sup>5</sup> En dehors du Tchéchène et du Russe.

Khava (15) Rouслан Zelimkhanov (20) Imran Gaziev (11) Bakou.	H/F	40 ans	Ecoles tchéchènes	?	Supérieur	0
Oumar Khanbiev (14) Bakou	H	45 ans	Actions de solidarité	Ministre d'Aslan Maskhadov	Supérieur	0
<b>Allemagne</b>	<b>Genre</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Fonctions passées</b>	<b>Niveau d'éducation</b>	<b>Langues étrangères parlées</b>
Saïd-Magomed Khatchoukaev. Berlin.	H	40 ans	Défense des droits des réfugiés auprès des autorités allemandes	/	Supérieur	Allemand
<b>Belgique</b>	<b>Genre</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Fonctions passées</b>	<b>Niveau d'éducation</b>	<b>Langues étrangères parlées</b>
Ramzan Ampoukaev (21) Europe.	H	50 ans	Accueil des nouveaux arrivants ; facilitation des démarches administratives	Responsable syndical de haut niveau	?	Polonais
Saypoudi Khalikov (24) Anvers.	H	45 ans	Aide à l'intégration des réfugiés	Entrepreneur	Supérieur	Flamand
Tina Izmaïlova (23) Bruxelles	F	45 ans	Défense des droits des réfugiés auprès des autorités belges	Journaliste	?	Anglais
<b>France</b>	<b>Genre</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Fonctions passées</b>	<b>Niveau d'éducation</b>	<b>Langues étrangères parlées</b>
Aslan (44) France.	H	35 ans	Aide à l'installation des nouveaux arrivants	Activités militaires et de sécurité	Supérieur	Français
Djamboulat.	H	40 ans	Ecole	?	?	Français

Orléans.			tchéchène ; animations culturelles ; aide à l'installation			
Noura (47) Nice.	F	35 ans	Accueil des nouveaux arrivants ; facilitation des démarches administratives	Juriste	Supérieur en Russie	Français Anglais
Issita Djamaldanova (35) Paris.	F	40 ans	Accueil des nouveaux arrivants ; facilitation des démarches administratives	Ethnologue, Académie des Sciences de Russie	Supérieur	Français
Aslan Iznaourov (39) Paris	H	25 ans	Traductions ; aides financières.	/	Supérieur en France	Français Anglais
Maïrbek Vatchagaev (49)	H	35 ans	Accueil des nouveaux migrants ; mise en relation avec des structures françaises de solidarité	Porte-parole d'Aslan Maskhadov	Supérieur en France	Français
<b>Norvège</b>	<b>Genre</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Fonctions passées</b>	<b>Niveau d'éducation</b>	<b>Langues étrangères parlées</b>
Zelimkhan Nataev (58) Oslo.	H	30 ans	Préside le conseil de la diaspora de Norvège.  Accueil des nouveaux arrivants ; facilitation des démarches administratives	/	Supérieur en Russie	Anglais Norvégien
<b>Pologne</b>	<b>Genre</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Fonctions passées</b>	<b>Niveau d'éducation</b>	<b>Langues étrangères parlées</b>
Malika Abdoulvakhabova	F	45 ans	Accueil des nouveaux migrants ; mise	Travaille en Pologne	?	Polonais

(59) Varsovie			en relation avec des structures polonaises de solidarité	depuis 1995		
Turko (66) Varsovie	H	30 ans	Traductions ; mise en relation avec des structures polonaises de solidarité	/	Supérieur en Pologne	Polonais
<b>Russie</b>	<b>Genre</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Fonctions passées</b>	<b>Niveau d'éducation</b>	<b>Langues étrangères parlées</b>
Mavlit Bajaev (68) Khussein Djabrailov (71) Moscou	H	45 ans	Aides financières ; Développement de projets humanitaires	Hommes d'affaires	?	0
<b>Turquie</b>	<b>Genre</b>	<b>Age moyen</b>	<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Fonctions passées</b>	<b>Niveau d'éducation</b>	<b>Langues étrangères parlées</b>
Abdoulla (anonyme) Istanbul	H	25 ans	Intermédiaires entre les étudiants tchéchènes d'Istanbul et les structures turques de solidarité.	/	Supérieur en Turquie et aux Etats-Unis	Turc Français Anglais

Au-delà des résultats préliminaires que l'on peut déduire d'une lecture linéaire du tableau, il convient d'apporter quelques précisions et compléments d'information.

- Les hommes sont surreprésentés : 17 sur 21 personnes au total. Les 4 femmes cependant, à l'inverse de quelques hommes dont les actions se limitent à leur entourage et réseau de connaissances exercent à des niveaux significatifs, deux à l'échelle d'une ville : Nice et Bakou, comprenant à peu près chacune 5000 réfugiés, les deux autres à l'échelle d'un pays. Tina Izmaïlova en Belgique et Malika Abdoulvakhabova en Pologne en effet sont sollicitées par des réfugiés sur l'ensemble du territoire. Seuls Ramzan Ampoukaev, connu en France, Belgique et Pologne, et Zelimkhan Nataev au niveau national norvégien disposent d'une renommée comparable.

- L'âge ne paraît pas jouer de rôle majeur. On peut devenir personnalité référence à 25 comme à 45 ans. L'expérience passée donc ne compte pas.
- Aucune de ces personnalités référence n'exerce en exil de leadership politique, à l'exception d'Oumar Khanbiev, dont les fonctions à Bakou cependant interfèrent peu avec son rôle social. Son statut de ministre du gouvernement d'Aslan Maskhadov lui facilite seulement sur place l'accès aux ressources de solidarité. Tous les autres, mis à part les hommes d'affaires de Moscou dont la reconnaissance sociale repose spécifiquement sur leur aisance financière, fondent leur prééminence sur leurs actions en diaspora. Les fonctions passées ne légitiment en aucune façon : chacun doit faire ses preuves en exil au profit de ses compatriotes réfugiés. Ainsi, ce n'est pas parce que Rouslan Zelimkhanov a été préfet de la république tchéchène d'Itchkérie qu'il est sollicité par ses compatriotes, mais parce qu'il gère de manière efficace depuis plusieurs années une école tchéchène à Bakou ; le fonctionnement de l'école elle-même d'ailleurs n'a pas grand-chose à voir avec les fonctions antérieures de son directeur. Ramzan Ampoukaev, responsable de l'union des syndicats tchéchènes en 1992, est sans doute encore un meilleur exemple. Rompant avec Djokhar Doudaev en 1992, considéré donc comme traître à la cause itchkériste, il a totalement reconquis sa légitimité par ses actions de solidarité en Pologne et en Belgique entre 1995 et 2003.
- Dans leur grande majorité, il apparaît que les personnalités référence sont diplômées de l'enseignement supérieur, ce qui en soi n'a pas d'intérêt substantiel. En revanche, en rapportant ce critère à l'âge, il apparaît que les plus jeunes parmi les personnalités références retenues ont terminé des études à l'étranger. Le cas d'Ibraguim est particulier dans la mesure où, ayant grandi en Tchétchénie au cours des années 1990 marquées par la guerre et l'instabilité, devant subvenir aux besoins d'une famille et n'ayant les moyens de fuir qu'en Azerbaïdjan, il n'a guère eu le loisir de pouvoir finir des études.
- La maîtrise de la langue locale est gage d'efficacité. Pour ceux actifs en Russie et en Azerbaïdjan, il est évident que le russe suffit.

En combinant ces caractéristiques sociologiques, il se dessine en filigrane le portrait robot de la personnalité référence au sein des communautés tchéchènes diasporiques : homme ou femme, l'un n'est pas en réalité particulièrement prédisposé par rapport à l'autre, plutôt jeune, entre 30 et 40 ans, maîtrisant au moins la langue locale, elle vit depuis quelques années dans le pays d'accueil considéré, y a même étudié pour les plus jeunes et y a engagé avec succès des initiatives sociales et/ou de solidarité en faveur de ses compatriotes réfugiés.

A terme, il ne peut être exclu, sur la base de cette première prééminence sociale, que la personnalité référence revendique la possibilité d'exercer un contrôle social, c'est-à-dire pouvoir coordonner diverses activités sociales et humanitaires au sein de la communauté, arbitrer le cas échéant les litiges et représenter face aux autorités d'accueil les intérêts de ces structures diasporiques. Il n'y a qu'un pas ensuite vers le leadership politique et la représentation d'intérêts politiques en rapport avec la situation sur le territoire d'origine. Alors que les constructions sociopolitiques tchéchènes n'ont pas encore atteint ces stades ultimes, on peut observer cependant au fil du développement diasporique l'émergence d'une nouvelle élite transnationale, susceptible de tisser dans un proche avenir des réseaux transétatiques.

## **2) Les références culturelles.**

Les artistes tchéchènes en exil ont une place à part. En faisant revivre à l'étranger les traditions culturelles du pays d'origine, par leurs compositions et leurs talents, ils facilitent la reconstruction identitaire des migrants. Les fêtes et les événements folkloriques, on l'a vu, en célébrant le lien social rétabli, sont des stimuli essentiels de la structuration communautaire. La musique populaire et les danses traditionnelles, enseignées aux enfants, sont au cœur des activités des centres culturels tchéchènes, plus ou moins performants, qui foisonnent en Europe. A ces pratiques surtout festives s'ajoutent des productions et manifestations, plus spécifiquement culturelles en littérature, poésie et théâtre<sup>1</sup>, qui rendent compte de l'histoire récente. Les artistes qui poursuivent leur œuvre en diaspora apparaissent ainsi comme les gardiens de la mémoire du peuple tchéchène qu'ils alimentent sans cesse, qu'ils magnifient et qu'ils transmettent aux générations futures. C'est à ce titre que ces hommes de culture et de folklore bénéficient, au sein des communautés tchéchènes à l'étranger, d'un réel prestige social, d'une popularité non négligeable et d'un début d'autorité.

---

<sup>1</sup> Par exemple, parmi d'autres, l'ouvrage de Soultan Iachourkaev, *Survivre en Tchétchénie*, publié chez Gallimard en 2006, qui reprend le journal de l'écrivain tenu au cours de la première guerre ; le recueil de nouvelles tchéchènes, *Des nouvelles de Tchétchénie*, recueil paru aux éditions Paris-Méditerranée en 2005 ; les concerts fréquents en diaspora de Khussein Betlegueriev et d'Arbi Tsouraev ; la participation de comédiens tchéchènes aux *Premières Rencontres*, en 2005, au théâtre de Poche à Bruxelles.



Certains peuvent être tentés dès lors de transformer ces avantages sociaux en sources de légitimité politique. Dans le cadre de la période retenue ici, jusqu'à 2007, aucun artiste tchéchène en diaspora ne franchit le pas. Il y en a cependant qui conservent en exil des responsabilités politiques antérieures, tels Aпти Bisoultanov, poète reconnu en Tchétchénie et ministre des Affaires sociales du président Maskhadov, puis représentant au printemps 2006 du président Abdoul-Khalim Sadoullaev auprès des organisations internationales, ou Akhmed Zakaev, comédien de théâtre, qui depuis 1998 accumule les postes ministériels et de représentation diplomatique ; ceux-là en réalité ne doivent nullement leur promotion à l'exercice de leur art. Zakaev par exemple ne l'a jamais exercé en diaspora et même sans doute depuis le début de la première guerre en 1994. Cela dit, il est vrai, pour lui en particulier, que sa renommée culturelle lui permet de survivre politiquement. Fort de son passé de comédien, il prend soin ainsi depuis 2003 de rester proche de l'intelligentsia tchéchène en exil ; il maintient ses relations et entretient son réseau de connaissances parmi les artistes tchéchènes en Europe. Il montre en somme qu'il est toujours des leurs et cherche à profiter de leur popularité, de leur prestige et de la reconnaissance sociale dont ils jouissent. Or force est de constater qu'après plusieurs années passées à l'étranger, alors que tous les hommes politiques tchéchènes arrivant en diaspora connaissent une crise de légitimité, Akhmed Zakaev réussit à garder une certaine représentativité diasporique et une audience politique. Emilkhan Charipov, animateur du centre culturel de Verviers, en témoigne<sup>1</sup>.

« Zakaev est connu de la majorité des réfugiés pour son engagement culturel, pour ses opinions politiques et pour ses talents d'orateur, aussi bien d'ailleurs en tchéchène qu'en russe ».

Ce schéma est reproduit à différents niveaux au sein des communautés réfugiées, dans des buts qui ne sont pas ostensiblement politiques. L'engagement culturel en diaspora fait ainsi office de tremplin social. C'est une forme de légitimation ou re-légitimation par procuration, pour les prétendants au leadership.

### **Dynamisme des réseaux culturels tchéchènes en Europe.**

Les nombreuses initiatives, qui essaient en Europe et qui prennent la forme de centres culturels plus ou moins structurés, révèlent l'effervescence communautaire en ce domaine<sup>2</sup>. Tous n'ont pas cependant, on l'a vu, une longévité extraordinaire, mais les cadres finalement

---

<sup>1</sup> Entretien n°22, Emilkhan Charipov, Eupen, janvier 2006.

<sup>2</sup> Se reporter au chapitre V.

comptent peu. Ce sont les liens et les relations de proximité entre les différents artistes qui semblent déterminants. Tous se connaissent, souvent depuis longtemps et participent ensemble à la renaissance culturelle diasporique. Khussein Betlegueriev, musicien et poète, se dit par exemple très sollicité<sup>1</sup>.

« Je participe à de très nombreux événements en diaspora : fêtes, mariages, séminaires, conférences. Je me déplace fréquemment dans les villes françaises de province : Nantes, Lille, Nice, Clermont-Ferrand, Grenoble. Je donne également beaucoup d'interviews à des journalistes français et étrangers ».

Il ajoute également être en contact régulier avec d'autres artistes, réfugiés dans toute l'Europe, notamment Amarbek Dimayev en Allemagne, qu'il cite volontiers parmi ses relations privilégiées<sup>2</sup>.

Celui-ci, fils d'un musicien célèbre en Union soviétique, musicien accordéoniste lui-même qui a composé l'hymne national de la république tchéchène d'Itchkérie en 1994, raconte quant à lui avoir participé à la création et à l'inauguration de centres culturels tchéchènes à Cologne sous la direction de Charpoudi Matssaev et à Hambourg sous l'impulsion de Saïd-Magomed Khatchoukaev<sup>3</sup>. C'est à ces occasions que prennent corps les réseaux culturels tchéchènes diasporiques. Ainsi, à Hambourg, est présent également Emilkhan Charipov, vieil ami d'Amarbek Dimayev, rencontré en 1991, lorsque tous deux travaillaient à l'orchestre philharmonique de Grozny<sup>4</sup>. Lui-même fait référence d'ailleurs à l'événement, en y ajoutant un commentaire<sup>5</sup>.

« Seul, peut-être le centre d'Hambourg constitué par Saïd-Magomed Khatchoukaev peut prétendre à l'appellation de centre culturel tchéchène : il y a eu un collectif de danse, des groupes de chants, des comédiens. Nous avons donné un concert et un spectacle à l'occasion de son inauguration ».

Il se crée ainsi, entre les artistes tchéchènes en exil un espace privilégié de relations, qui fonctionne et évolue sur des bases personnelles. Ces interactions dépassent parfois les affaires culturelles et concernent plus directement la solidarité et l'entraide. Ainsi, comme il le

---

<sup>1</sup> Entretien n°33, Khussein Betlegueriev, Paris, mars 2007.

<sup>2</sup> Entretien n°33, Khussein Betlegueriev, *ibid.*

<sup>3</sup> Entretien n°4, Amarbek Dimayev, Aschaffenburg, janvier 2006.

<sup>4</sup> Entretien n°4, Amarbek Dimayev, *ibid.*

<sup>5</sup> Entretien n°22, Emikhan Charipov, *ibid.*

reconnaît lui-même, Khussein Betlegueriev tend à devenir une personnalité référence pour des artistes arrivant de Tchétchénie.

« Des artistes tchétchènes s'adressent à moi avant d'émigrer. Sur place à Paris, je les aide à préparer leur dossier, je rassemble leurs documents et les accompagne à l'OFPRA, alors que moi-même n'ai pas le statut. J'ai par exemple ainsi aidé le chanteur Arbi Tsouraev à son arrivée »<sup>1</sup>.

De cette façon, le réseau culturel tchétchène en diaspora se renforce ; les liens entre les artistes se resserrent. Aux yeux des réfugiés, il gagne peut-être en cohérence, devenant alors un peu plus attractif pour ceux qui en s'y associant entendent tirer un surcroît de légitimité sociale.

### **Les artistes tchétchènes : des contacts utiles.**

Le syndrome « Akhmed Zakaev » n'est pas en voie de rémission. Il semble au contraire plutôt bien répandu au sein des communautés tchétchènes. Il n'est pas rare en effet que des individus, réfugiés, qui sont amenés à jouer un rôle social en diaspora ou souhaiteraient à terme pouvoir le faire, se rapprochent du milieu culturel tchétchène, le fréquentent, invitent régulièrement quelques artistes dans leur ville de résidence, espérant ainsi consolider leur audience populaire et augmenter leur représentativité sociale.

- Noura par exemple, personnalité-référence à Nice, reconnue et appréciée au sein de la communauté, qui par le biais de l'association France-Caucase et de ses relations au sein des services sociaux de la ville facilite les démarches d'une partie des migrants à leur arrivée, multiplie en parallèle les initiatives culturelles. Elle détaille ainsi les quelques visites qu'elle a organisées<sup>2</sup>.

« Plusieurs artistes tchétchènes se sont déjà rendus à Nice à l'invitation de l'association France-Caucase : la chanteuse, célèbre à Moscou, Kagirmanova Aïdaeva, les musiciens et chanteurs Khussein Betlegueriev et Arbi Tsouraev, ainsi que le jeune Artur Bersaev, réfugié à Strasbourg devenu chanteur en diaspora ».

Elle ne se limite pas cependant à ses événements ponctuels.

« Nous avons eu également pour projet de former un ensemble de jeunes danseurs tchétchènes, mais l'association n'a pas les moyens financiers de faire venir un professeur tchétchène et d'entretenir les cours ».

---

<sup>1</sup> Entretien n°33, Khussein Betlegueriev, *ibid.*

<sup>2</sup> Entretien n°47, Noura, Nice, mars 2007.

Elle prend même soin de préciser lors de l'entretien qu'elle se sent particulièrement proche du « réseau culturel tchéchène de Strasbourg ».

- Issita, au moment de la création en juin 2005 du centre culturel Marzo, qu'elle dirige, mobilise de manière informelle ce qui s'apparente à un début de comité culturel de parrainage, à même de justifier et de légitimer son projet. Elle l'évoque explicitement<sup>1</sup>.

« Des artistes tchéchènes, réfugiés en Europe, soutiennent mon initiative : Chamsouddin Akhmadov et Apti Bisultanov en Allemagne, ainsi que des chanteurs d'opéra exerçant leur art également dans ce pays. Il est important de tisser progressivement un réseau d'alliances culturelles dans toute l'Europe ».

Elle se dit proche déjà par exemple en France du poète et musicien Khussein Betlegueriev et du philosophe Avti Tepsaev.

- Albert Baïtoukaev, journaliste, ancien rédacteur en chef du *Chechen Times* qui n'a plus de fonctions sociales depuis la disparition du journal en 2005, ne se désengage pas pour autant, au moins intellectuellement. Il considère en effet que le phénomène diasporique peut être une chance pour la reconstruction et l'avenir de la Tchétchénie<sup>2</sup>.

« Les populations tchéchènes en Europe, par leur volume – plus de 70 000 réfugiés selon de larges estimations – ne sauraient être négligées pour l'avenir de la Tchétchénie. Il est probable même que la renaissance de la nation tchéchène s'appuie en grande partie sur ces migrants européens, puisqu'en Tchétchénie même, il semble impossible d'initier une alternative crédible à la lutte intra-tchéchène en cours ».

Encore faut-il préparer la diaspora en ce sens. Ses premières initiatives sont précisément culturelles.

« Les centres de Verviers, d'Anvers et d'Hambourg sont des exemples de réussite culturelle. Ceux-ci cependant devraient davantage se nourrir de culture européenne de manière à parvenir à une forme de symbiose tchéchéno-européenne.

Je crois qu'il est essentiel, pour préserver la culture tchéchène, de l'intégrer à un ensemble européen. Il ne faut pas seulement organiser des ensembles de danses traditionnelles avec des enfants ou se focaliser sur l'apprentissage de la langue tchéchène.

Avec Saïd-Magomed Khatchoukaev, nous tentons de travailler dans cette direction. Nous avons ainsi un projet de pièce de théâtre et nous devrions prochainement mettre sur pied un programme de formation aux techniques vidéo pour de jeunes Tchétchénes réfugiés ».

---

<sup>1</sup> Entretien n°35, Issita Djamaldanova, Paris, 2005-2006.

<sup>2</sup> Entretien n°2, Albert Baïtoukaev, Munich, septembre 2005.

De manière encore plus significative, lorsqu'il passe en revue les personnalités capables de porter un tel projet politique, allant de la diaspora vers le territoire d'origine, il cite d'abord Saïd-Magomed Khatchoukaev.

« Homme de théâtre, metteur en scène, il est encore sans prétentions politiques. Cependant, après son intervention décisive obtenant la libération de deux jeunes Tchétchènes soupçonnés de terrorisme et arrêtés de manière abusive à Hambourg, il se révèle un leader efficace, capable d'agir dans l'intérêt des réfugiés tchétchènes et de favoriser même leur intégration au sein des sociétés d'accueil. Il est à l'origine de ce qu'il est possible de nommer l'initiative d'Hambourg, à savoir l'émergence d'un représentant informel de la communauté tchétchène, qui ne soit pas issu des rangs officiels de la résistance ».

Il se tourne ensuite vers certains intellectuels, moins populaires certes que les artistes, mais sources alternatives d'autorité politique dans un contexte évident d'échec des élites traditionnelles issues des années 1990. Il nomme en particulier Maïrbek Vatchagaev, Lioma Ousmanov, ancien représentant du président Maskhadov aux Etats-Unis et Roman Khalilov, diplômé d'Oxford, proche d'Ilyas Akhmadov et d'Oumar Khanbiev, tous trois figures émergentes d'une diaspora tchétchène aux références politiques plutôt occidentales. Enfin, soucieux de conclure sur une note plus réaliste cette véritable stratégie de reconstruction tchétchène, il reconnaît à certains hommes d'affaires tchétchènes de Moscou, Khussein Djabraïlov notamment, un rôle déterminant d'intermédiaires et de pourvoyeurs de fonds. Dans ces trois cas, manifestement la légitimité sociale et politique des acteurs repose sur des sources non conventionnelles, c'est-à-dire culturelles, élitistes et financières, soit une aristocratie.

- Ghani, jeune homme réfugié à Strasbourg qui, depuis son exil, multiplie les engagements sociaux et politiques, auprès de structures françaises, mais aussi avec d'anciennes figures de la république tchétchène d'Itchkérie, s'aperçoit en 2006 de la vanité de ses luttes décalées. Il prend alors ses distances avec ces représentants de l'ancien temps et se rapproche du réseau artistique et culturel tchétchène à l'étranger. Il explicite ce revirement et ses nouveaux projets de la manière suivante<sup>1</sup>.

« J'ai pris mes distances avec la plupart des acteurs politiques en diaspora. J'ai accepté jusqu'alors de soutenir les projets et de participer même à leur mise en œuvre contre l'orientation islamiste de la résistance sur le terrain, mais compte tenu du discrédit croissant des hommes politiques tchétchènes au sein de la diaspora et d'un rééquilibrage du

---

<sup>1</sup> Entretien n°38, Ghani, Strasbourg, janvier 2006.

discours séparatiste, au moins à l'étranger, vers la lutte nationaliste et le choix démocratique, il me semble préférable de ne pas poursuivre mon engagement politique et risquer de pâtir de la perte de légitimité des acteurs traditionnels tchéchènes en diaspora.

Je souhaite me concentrer désormais sur le développement des activités culturelles, sociales et éducatives au sein des communautés réfugiées en Europe. Il s'agit de faciliter l'émergence d'une nouvelle génération tchéchène, formée selon les principes occidentaux, dont les compétences seront indispensables à la reconstruction du pays et qui, politiquement, devrait apporter des visions modernes et effectives contre la déliquescence des acteurs traditionnels tchéchènes. Sur ce dernier point, j'ai des ambitions.

Je tends ainsi à me rapprocher de l'ensemble des initiatives culturelles tchéchènes, sauf celle d'Issita à Paris. Je me sens proche d'ores et déjà de Tina Izmaïlova et du centre culturel tchéchène à Verviers en Belgique.

Je projette de fonder mon propre centre culturel en partenariat avec plusieurs artistes tchéchènes installés à Strasbourg ou à proximité, notamment Rachid Souleïmanov et Amarbek Dimayev, mais aussi des femmes et des jeunes, réfugiés ou étudiants en France, ainsi que mes amis personnels. Je compte en fait sur le réseau culturel tchéchène en diaspora, qui est en pleine croissance et qui confère à celui qui s'y implique une renommée vierge de toute compromission politique ».

Parmi ses nouveaux alliés culturels, il évoque également Saïd-Magomed Khatchoukaev et les rédacteurs du journal tchéchène *Dosh* qui paraît à Moscou. Le message ne peut être plus clairement délivré : Ghani fait le pari que son engagement culturel puisse être source de légitimité sociale et politique.

### **3) Les cautions « traditionnelles » de légitimité.**

Les divergences diasporiques entre des jeunes leaders formés en exil et les représentants de l'élite politique tchéchène vaincue et dans l'ensemble largement incompétente, ne donnent pas lieu à une rupture nette et décisive. Il arrive, dans quelques cas peu nombreux et spécifiques, que des figures symboliques de l'ancien temps itchkériste conservent une certaine pertinence au service des prétendants au leadership. Le constat de l'échec politique de la diaspora tchéchène n'est néanmoins nullement remis en cause ; il se confirme au contraire. Ces réminiscences du passé font office de faire-valoir, renforçant la légitimité de ceux qui revendiquent une représentativité en exil. Il s'agit en quelque sorte d'atouts complémentaires. Parmi eux, la figure d'Anzor Maskhadov, fils du seul président tchéchène reconnu par la

communauté internationale, chef respecté de la guérilla, tué par les forces russes le 8 mars 2005, est sans aucun doute la plus significative.

### **Le rôle d'Anzor Maskhadov.**

A Bakou, où il est réfugié depuis 2003, avec sa mère et sa sœur, après être passé par la Malaisie, la Turquie et les Emirats Arabes Unis, il ne dispose, malgré sa filiation, d'aucune prééminence sociale. Il ne fait que relayer, de manière informelle, sans attribution officielle, les positions et décisions de son père sur la conduite de la guerre et les perspectives de paix. Il soutient la tendance des Maskhadoviens, plutôt modérée sur le plan politique, favorable à la recherche de compromis et à une solution équilibrée avec la Russie, mais n'exerce pas d'influence particulière. Oumar Khanbiev l'exprime ainsi sans ambiguïté<sup>1</sup>.

« Anzor Maskhadov est encore peut-être trop jeune pour un engagement politique. Il devrait se consacrer à la production cinématographique. Il ne représente en aucun cas les intérêts de son père en Azerbaïdjan ».

La mort d'Aslan Maskhadov change la donne. Sans prétendre pour autant à une légitimité dynastique qui ne serait pas reconnue au sein de la mouvance séparatiste itchkériste, soucieuse de construire un Etat de droit moderne et constitutionnel, Anzor n'exclut pas de s'engager prochainement en politique. Dès mars 2005 d'ailleurs, il se dit prêt à travailler pour Abdoul-Khalim Sadoullaev, si ce dernier le requiert<sup>2</sup>.

« Je n'ai pas actuellement de rôle politique et hésite à en jouer un. Ma priorité est de récupérer le corps de mon père. Cependant je suis prêt si le nouveau président l'accepte, à l'aider à affirmer sa légitimité en Europe et ailleurs.

Par conséquent, je pourrais être amené prochainement, au même titre qu'Oumar Khanbiev ou Akmed Zakaev, à jouer un rôle politique à savoir poursuivre la défense des intérêts du peuple tchéchène ».

Bien conscient qu'il n'a ni la crédibilité ni la légitimité pour mobiliser sur son nom, aussi prestigieux soit-il, il se montre prudent et se contente, dans les mois qui suivent, de gagner en visibilité au sein des communautés tchéchènes diasporiques. Ainsi initie-t-il personnellement plusieurs démarches internationales, auprès d'organisations non gouvernementales occidentales, pour tenter de faire pression sur le Kremlin et pouvoir enterrer dignement son père selon les rites traditionnels tchéchènes. Son arrivée et son installation en Europe à l'été

---

<sup>1</sup> Entretien n°14, Oumar Khanbiev, ancien représentant du président Aslan Maskhadov en Europe, résidant à Bakou, Bakou, mars 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°16, Anzor Maskhadov, Bakou, mars 2005.

2006 lui font franchir un nouveau cap. Il réactive alors ses contacts avec les principaux acteurs politiques tchéchènes en Europe, à savoir essentiellement le réseau formel des représentants diplomatiques de la guérilla, organisés autour d'Akhmed Zakaev, au sein des différents Etats européens d'accueil. Son ascension est fulgurante. En octobre 2007 ainsi, lorsque ces personnalités tchéchènes à l'étranger s'élèvent contre la proclamation de l'Emirat dans le Caucase Nord par Dokou Oumarov, il signe la déclaration commune en tant que « directeur des diasporas tchéchènes ». Par la suite, il apparaît au bas de plusieurs pétitions et déclarations lancées sur internet, appelant à surseoir à l'extradition de réfugiés vers la Pologne ou vers la Russie<sup>1</sup>. Cette promotion, sous forme de responsabilités officielles et d'engagements publics, demeure largement artificielle. Anzor Maskhadov n'est évidemment pas devenu, en un an, un leader politique tchéchène incontournable ; son nom en revanche, qui porte l'héritage, a sans aucun doute connu, lui, une fortune non négligeable. Il ne paraît nullement se formaliser de cette instrumentalisation et semble persister dans cette voie. Ainsi continue-t-il de servir la cause séparatiste tchéchène. La liste des personnes qu'il inclut dans son réseau de relations, est à ce titre plutôt révélatrice<sup>2</sup>.

« Maïrbek Vatchagaev que je connais bien et dont je suis proche.

Toïta Hajéguérieva, une amie de la famille depuis la 1<sup>ère</sup> guerre.

Tina Izmaïlova, dont j'ai fait la connaissance en Tchétchénie.

Akhmed Zakaev, enfin, bien sûr ».

Toutes ces personnalités incarnant à différents degrés un renouvellement exclusivement diasporique des pratiques sociales et politiques tchéchènes, on ne peut exclure à terme que ce processus s'affermisse sous l'effet positif d'un surcroît de légitimité maskhadovienne.

### **Toïta Hajéguérieva, la caution itchkériste de Zelimkhan Nataev en Norvège.**

En Norvège, il faut distinguer entre le conseil de la diaspora, organe de coordination et de gestion de la solidarité au sein de la communauté réfugiée et la représentation officielle de la république tchéchène d'Itchkérie. La première structure, dont la direction est confiée au jeune Zelimkhan Nataev, a une fonction essentiellement sociale ; la représentation, quant à

---

<sup>1</sup> Il signe par exemple en mars 2008 un texte d'Alla Doudaeva adressé au président Nicolas Sarkozy au sujet d'Akhmed Lepiev, réfugié arrêté à Paris en provenance d'Egypte et menacé d'expulsion vers la Russie.

<sup>2</sup> Entretien n°16, Anzor Maskhadov, Europe, juillet 2006.



elle, incarnée par Toïta Hajéguérieva, choisie à l'automne 2005 par Ousman Ferzaouli, alors ministre des Affaires étrangères, est en charge du lobbying politique. Les parcours et antécédents de ces deux leaders diasporiques ne se ressemblent pas, mais s'avèrent au final assez complémentaires<sup>1</sup>.

- Zelimkhan Nataev, jeune homme d'une trentaine d'années, termine au cours des années 90 la prestigieuse université du MGIMO à Moscou, après avoir, quelques années auparavant, étudié à l'Université de Baltimore dans le New-Jersey aux Etats-Unis, dans le cadre d'un programme d'échange russo-américain. Il est rentré en Tchétchénie, lorsque la seconde guerre éclate. En 2002, l'un de ses frères, qui a rejoint la guérilla séparatiste, est arrêté et torturé : il meurt en prison. Sa situation devenant trop incertaine en Tchétchénie et en Russie, Zelimkhan décide d'émigrer en Norvège. Il se voit octroyer le statut de réfugié au bout de la seconde tentative. Entre temps, il apprend le norvégien.
- Toïta Hajéguérieva est liée par sa sœur au premier procureur-général et ministre de la Justice de la Tchétchénie indépendante sous la présidence de Djokhar Doudaev. Versée ainsi dans la mouvance Itchkériste à ses débuts, mais encore jeune lorsque commence le premier conflit, elle s'engage réellement au cours de la seconde guerre. Elle apporte un soutien logistique aux groupes de combattants et sert fréquemment, entre la Tchétchénie et le Caucase Sud, de courrier humain. Elle transporte des cassettes vidéo et de nombreux documents témoignant de la réalité de la guerre, qui sont destinés à la diffusion, par l'intermédiaire de Zelimkhan Ianderbiev notamment. Il lui est arrivé également de transmettre des messages d'Aslan Maskhadov à ses différents chefs de guerre ou ministres en Ingouchie (Apti Bisoultanov par exemple). Elle épouse à la fin des années 90 Issa Issaev, combattant de la première et de la seconde guerre sous le commandement direct de Rouslan Guelaev. Celui-ci, en 2003, connaît cependant de graves difficultés de santé et doit se faire opérer. Ils trouvent refuge en Norvège, où ils deviennent réfugiés politiques en 2005.

En pratique, la séparation des tâches, clairement établie entre Toïta et Zelimkhan, se révèle largement illusoire. Ce dernier, avec l'appui du conseil de la diaspora, domine ostensiblement. Il entretient en effet des relations privilégiées avec trois autres membres du

---

<sup>1</sup> Entretien n°57, Toïta Hajéguérieva, Oslo, juillet 2006 ; entretien n°58, Zelimkhan Nataev, Oslo, juillet 2006.

conseil résidant à Oslo ou dans la banlieue proche : Nazerbek Soultanov, Razembek Ioussoupov et Mouslim Agaev. Ceux-là se voient régulièrement, en dehors des réunions normales de la diaspora<sup>1</sup>. Les autres membres, habitant beaucoup plus loin et dans des régions différentes, n'ont par définition pas les moyens de faire ensemble contrepoids. En somme, il est probable que les décisions et actions soient préparées et contrôlées par ces quatre hommes, sous l'impulsion décisive de Zelimkhan Nataev. En position de force ainsi a priori au conseil et par extension au sein de toute la communauté diasporique, il étend son domaine de compétences. Les faits abondent en ce sens. En février 2006, par exemple, c'est le conseil qui organise la commémoration de la déportation en partenariat avec une fondation norvégienne ; en juin, c'est encore le conseil qui gère le deuil de la mort du président Abdoul-Khalim Sadoullaev. En somme le flou des responsabilités diasporiques en Norvège ne tient donc sans doute pas tant à un mélange possible des initiatives qu'à l'omnipotence manifeste du conseil de la diaspora.

Cela étant, Zelimkhan Nataev prend soin systématiquement de rappeler, en insistant, que le conseil et la représentation agissent de conserve<sup>2</sup>.

« La diaspora progressivement se politise. Je travaille cependant toujours en étroite concertation avec Toïta ».

Il a en effet besoin d'elle et surtout encore de ce qu'elle représente. Lui, devenu personnalité référence, qui s'est imposé, seul, par ses compétences, notamment sa maîtrise des langues, au sein de la communauté et à la tête du conseil, doit prouver sa loyauté à la cause séparatiste. C'est elle, femme de combattant, fidèle de l'idée itchkériste, ayant pris part à la guerre, qui comble ce léger manque. Zelimkhan ne peut pas se prévaloir d'un passé prestigieux ; sa légitimité de leader, acquise en diaspora et néanmoins indéniable, trouve dans cette association des renforts substantiels. Il peut exister sans elle, mais il devient, avec elle, plus puissant encore.

### **Saïd-Seilam, une référence en Pologne<sup>3</sup>.**

---

<sup>1</sup> Observation de terrain, juillet 2006. Lorsque Zelimkhan a évoqué ses noms, il a semblé qu'il les connaissait bien et entretenait avec eux, plus qu'avec les autres, des relations de confiance.

<sup>2</sup> Entretien n°58, Zelimkhan Nataev, *ibid.*

<sup>3</sup> Entretien n°64, Saïd-Seilam, Lomja, mars 2006.

Journaliste de guerre en Tchétchénie, il suit et filme les combattants pendant la 1<sup>ère</sup> et au début de la 2<sup>nd</sup> guerre, jusqu'à la fin 2001. Il accumule ainsi une quantité non négligeable d'archives audio et vidéo à l'attention des générations tchétchènes à venir. Gardien donc de cette mémoire récente, il est connu et respecté pour cela par ses compatriotes. En 2002, il tombe malade et se fait soigner dans un premier temps dans un hôpital en Ingouchie. En 2003, sur les conseils de ses proches et de commandants parmi ses amis, il quitte la zone de guerre et arrive en Pologne, où, à l'instar de quelques migrants chanceux très minoritaires, on lui accorde le statut de réfugié. Sa femme qui l'accompagne, s'implique, depuis, dans des actions de solidarité au profit des réfugiés qui ne cessent d'arriver. Ainsi compte tenu de ces engagements passés et présents, tous deux jouissent d'une image très positive au sein de la communauté et d'une certaine autorité morale.

A ce titre, Saïd-Seilam est largement sollicité en diaspora pour prendre des responsabilités au moins sociales. Il l'avoue lui-même.

« J'ai moi-même été très souvent sollicité pour participer aux réunions du conseil de coordination à la représentation générale, mais j'ai toujours refusé. Compte tenu de mes faibles possibilités financières, je ne souhaite pas m'impliquer dans la vie de la communauté sans pouvoir en assumer les responsabilités ».

Il ne veut pas détailler l'origine de ces sollicitations. Le fait même qu'elles ont existé et qu'elles existent peut-être toujours laisse penser cependant qu'il aurait été une caution de légitimité bien utile à certains.

### ***B. L'ouverture au monde : les réseaux diasporiques tchétchènes et les acteurs de dimension transnationale.***

L'exil paradoxalement offre de multiples opportunités d'accomplissements à la fois professionnels et personnels. Par définition, être en diaspora place le migrant au cœur d'un espace traversé par au moins deux influences distinctes, celle qu'il transporte avec lui, fondée sur sa mémoire et celle qu'il subit (si la migration est forcée) issue de la société d'accueil. Celles-ci ne sont évidemment pas exclusives d'autres interactions, propices à des évolutions individuelles. En d'autres termes, le réfugié a la possibilité de s'ouvrir au monde, à la

condition logique qu'il souhaite transformer une migration subie, si c'est le cas<sup>1</sup>, en phénomène positif et enrichissant. Il est avéré cependant, on l'a vu, que le contexte d'accueil détermine aussi la capacité des individus à agir selon leur volonté. Mieux vaut par exemple, pour un Tchétchène, arriver et résider en Europe de l'Ouest qu'en Turquie. Au-delà de conditions parfois délicates qui sont dans le cas de la diaspora tchétchène relativement limitées à trois pays (la Turquie, la Géorgie et la Pologne), il apparaît de manière générale que le processus diasporique procède en grande partie de choix personnels. A chacun donc, en fonction de ses ambitions et dans une moindre mesure de ses moyens, de tirer profit du cadre d'accueil. C'est dans le domaine de l'éducation d'abord que les effets sont les plus visibles : la jeunesse tchétchène est ainsi susceptible de recevoir une bien meilleure éducation qu'en Tchétchénie. Viennent ensuite les rencontres et connexions internationales, largement facilitées à l'étranger : d'une part les migrants font l'objet d'une attention accrue de réseaux d'organisations non gouvernementales auxquelles certains peuvent s'associer dans le cadre de projets de développement diasporique ; d'autre part, ils sont en mesure de rejoindre des mouvements globaux, notamment religieux et islamiques, à l'instar de quelques jeunes Tchétchènes. Dès lors, au fil de ses fréquentations, des opportunités dont il bénéficie, l'individu en exil se transforme. Il évolue vers un état d'hybridité identitaire<sup>2</sup>, qui est au moins culturelle mais qui peut être également politique. La diaspora qui se forme ainsi ne reste pas à l'écart du monde, enfermée dans un communautarisme hermétique. Les Tchétchènes, en l'occurrence, s'intègrent au contexte global par le fait diasporique.

### **1) Une jeunesse éduquée et transnationale.**

La maîtrise de la langue locale, pour les enfants et jeunes adultes réfugiés, ne s'avère pas un obstacle insurmontable. Les plus jeunes, par la télévision et grâce aux contacts avec des voisins du même âge, en apprennent rapidement les rudiments, pouvant ainsi suivre l'école, ce qui renforce leur connaissance de la langue et les intègre complètement aux sociétés

---

<sup>1</sup> Si ce n'est pas le cas, la question, à l'évidence, ne se pose pas.

<sup>2</sup> Cette notion fait écho aux travaux de Paul Gilroy, *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 1993. 262 p. James Clifford également l'aborde dans le cadre de recherches sur l'histoire des déplacements et des voyages. James Clifford, *Routes : Travel and Translation in the Late Twentieth Century*. Cambridge Massachusetts: Harvard University Press, 1997. 416 p.

d'accueil. Jusqu'à 10 ans, en France par exemple, il arrive que les enfants répondent à leurs parents en français quand ceux-ci leur parlent en tchéchène<sup>1</sup>.

« Mes enfants ne parlent que français, même s'ils comprennent le tchéchène. Ils n'utilisent pas cette langue cependant pour nous répondre ».

Pour les adolescents, les débuts se révèlent parfois plus difficiles ; ils passent par des classes de remise à niveau ou suivent d'abord des cours qui ne correspondent pas à leur âge ; cela dit, ils rejoignent assez vite le cursus normal. Les conditions formelles d'accès à la scolarité paraissent cependant plus disparates selon les pays d'immigration. En Russie, où le problème de l'adaptation linguistique ne se pose pas, il semble que les refus d'enfants et d'adolescents tchéchènes dans les écoles et à l'université soient rares et résolus à chaque fois, probablement grâce à une petite aide financière<sup>2</sup>. En Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie, tout dépend de la bonne volonté des directeurs des lieux scolaires, primaires et secondaires, à proximité des zones de résidence des réfugiés. A priori, sur la base de témoignages très partiels à Bakou, dans la vallée de Pankissi et dans les camps de réfugiés d'Istanbul, moins de la moitié des jeunes réfugiés sont admis dans les structures locales. Au niveau universitaire toutefois, les opportunités apparaissent beaucoup moins restrictives. En Azerbaïdjan, il y aurait déjà plusieurs dizaines d'étudiants tchéchènes<sup>3</sup>.

### **Europe et Turquie : des lieux privilégiés pour la formation supérieure.**

A partir de la première guerre, le Comité de Solidarité et la Fondation Caucase en Turquie prennent en charge financièrement chaque année quelques jeunes réfugiés ; cela au moins jusqu'à 2006. De 1995 à 1999, il s'agit principalement d'anciens élèves du collège turc de Tchétchénie qui cesse de fonctionner au moment du déclenchement de la guerre ; les anciens élèves sont alors invités à poursuivre leur scolarité à Istanbul<sup>4</sup>. A partir des années 2000, les structures soutiennent directement les réfugiés arrivés par leurs propres moyens à

---

<sup>1</sup> Témoignage de Maïrbek Vatchagaev. Entretien n°49, Paris, avril 2008.

<sup>2</sup> Svetlana Gannouchkina, *On the situation of residents of Chechnya in the Russian Federation August 2006-October 2007*, Mémorial Moscou, 2007, p. 9.

<sup>3</sup> Témoignage informel recueilli sur le terrain, Bakou, mars 2005. Aucune information n'a pu être obtenue pour la Géorgie.

<sup>4</sup> Entretien, Moussa, étudiant tchéchène, université de Galatasaray, Istanbul, juillet 2008. Lui-même ainsi, ancien élève du collège turc de Grozny, termine sa scolarité dans un collège d'Istanbul de 1995 à 1997. En 1998, il passe le concours d'admission de l'université de Galatasaray et le réussit. Il s'installe alors à Istanbul à partir de 1999.

Istanbul. Certains se voient offrir la possibilité matérielle et scolaire de préparer le concours d'entrée dans les universités turques ; ceux qui le réussissent peuvent percevoir ensuite une aide financière pendant quelques années. Le directeur exécutif de la Fondation Caucase au printemps 2004 résume l'ensemble des programmes de soutien à disposition des jeunes Tchétchènes voulant poursuivre des études<sup>1</sup>.

« Actuellement, la Fondation accueille des étudiants du Caucase et les encadre pour la préparation de leurs examens d'entrée dans les universités turques. Il y a, parmi eux, 11 Tchétchènes, qui résident dans nos locaux.

Par ailleurs, nous savons que 24 enfants du camp de Fener Bahce sont admis à l'école ; nous leur payons le transport scolaire.

En outre, 20 jeunes Tchétchènes suivent un cursus universitaire. 5 d'entre eux reçoivent une bourse mensuelle de 100 millions de liras turques [soit environ 60 dollars à l'époque] ».

10 autres sont soutenus au cours de l'année universitaire 2005-2006<sup>2</sup>. Depuis la rentrée 2006, pour des raisons qui n'ont pas été explicitées mais qui relèvent sans doute de problèmes financiers, les aides ont cessé. La poignée d'étudiants tchétchènes en fin d'études doivent assurer eux-mêmes leur subsistance. En Europe, à l'exception peut-être de la Pologne<sup>3</sup>, les enfants tchétchènes sont admis dans les écoles locales ; les adolescents rattrapent leur retard et, pour ceux qui le souhaitent, entrent ensuite à l'université. En Belgique et en Norvège, pour les jeunes adultes, des programmes spécialisés de formation professionnelle sont proposés. De manière générale, une fois la langue apprise, une proportion significative de jeunes réfugiés tchétchènes en Europe poursuit des études supérieures. La nouvelle génération tchétchène ainsi, pour une partie substantielle d'entre elle en tout cas, se forme en diaspora. C'est même un véritable processus de régénération qui s'opère et que le projet de l'association Etudes sans Frontières symbolise parfaitement.

« Constituée en 2003, elle « s'est donné pour but de permettre aux meilleurs étudiants tchétchènes de Tchétchénie de venir étudier en France.

Neuf étudiants sont arrivés à Paris en septembre 2003, et ont reçu de l'association une aide financière, scolaire et psychologique pour leurs études.

---

<sup>1</sup> Entretien n°98, Ilyas Kouch, Istanbul, mars 2004.

<sup>2</sup> Entretien Cavit, traducteur de l'anglais vers le turc du site d'information [www.kafkas.org.tr](http://www.kafkas.org.tr), employé de la Fondation Caucase, Istanbul, septembre 2006.

<sup>3</sup> Il n'a pas été possible d'obtenir des informations fiables sur la Pologne. Les situations semblent variables d'un centre d'accueil à l'autre et d'une famille à l'autre.

Une nouvelle promotion de sept étudiants de Grozny est arrivée en septembre 2005 : cinq d'entre eux pour étudier à Paris, et les deux autres pour étudier à l'IEP de Lille.

Enfin a suivi une troisième promotion entre 2006 et 2007 : cinq étudiants tchéchènes ont intégré des écoles et des universités à Paris; deux autres étudiants ont rejoint la nouvelle antenne italienne d'Etudes Sans Frontières à Rome »<sup>1</sup>.

Ces jeunes Tchétchènes, réfugiés ou de Tchétchénie, qui ont la chance de pouvoir profiter des cursus scolaires et universitaires, souvent de bon niveau en Russie, en Azerbaïdjan, en Turquie et en Europe, mais aussi de plus en plus aux Etats-Unis, se trouvent ainsi aux confluents de multiples approches et connaissances. Ils acquièrent une vision de leur environnement et du monde beaucoup plus fine et performante que leurs aînés. Ce qu'ils prennent en diaspora vient s'ajouter à leur passé et à leur identité initiale : celle-ci s'enrichit à l'étranger. Leurs compétences et leurs savoirs s'accroissent ; leurs réseaux de connaissances également. Par le biais diasporique, ils gagnent en capacités. Les plus talentueux, qui auront à terme le plus d'influence, se déplacent, collaborent avec diverses structures, voyagent, travaillent ici et là. En somme, ils adoptent des postures et points de vue globaux. Ils pensent « global »<sup>2</sup>.

### **Des parcours éducatifs performants.**

Cette ouverture sur la globalité, fruit d'une éducation convenable reçue à l'étranger, prend corps à mesure que se tissent les relations du jeune migrant par-delà les frontières des Etats d'accueil avec ses compatriotes réfugiés (dimension transétatique) et avec des organismes locaux ou internationaux (dimension transnationale). Education en diaspora et réseaux d'une effectivité manifeste et d'une qualité intellectuelle certaine vont ainsi souvent de paire. Sans prétendre à l'exhaustivité, les quelques parcours de jeunes Tchétchènes qui suivent sont autant d'exemples significatifs d'intégrations transnationales réussies<sup>3</sup>, à l'instar

---

<sup>1</sup> Site internet de l'association Etudes sans Frontières, consulté le 30 juin 2008.

<http://www.etudessansfrontieres.org/esf/tchetchenie/Les1projets/Etudiants1de1Grozny/Origine1du1projet.php>

<sup>2</sup> Inspiré de la célèbre publicité de Apple « Think Different ».

<sup>3</sup> Par souci de clarté, les sources ne sont pas indiquées en note de bas de page. Le numéro de l'entretien est ajouté entre parenthèses à côté du nom. Abdoulla n'est pas mentionné en tant que tel. Il a préféré rester anonyme. L'absence de numéro indique que l'interview n'a pas été jugée suffisante pour être présentée en elle-même à la fin de la thèse.

de Zelimkhan Nataev en Norvège dont on a déjà détaillé le parcours éducatif et dont les fonctions à la tête du conseil de la diaspora prouvent sa capacité à négocier avec les structures norvégiennes, administratives ou de solidarité.

- Maïrbek Vatchagaev (49), jeune homme d'une trentaine d'années, historien de formation, ayant exercé, on l'a vu, d'importantes fonctions politiques sous la présidence d'Aslan Maskhadov, arrive en France en 2000. Il reste engagé politiquement jusqu'en 2003. A cette date, il se met sérieusement à apprendre le français et s'inscrit à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) de Paris. Il publie plusieurs articles sur l'histoire de la Tchétchénie et un ouvrage consacré aux guerres du Caucase au 19<sup>ème</sup> siècle. Il décide de se consacrer en somme à la production intellectuelle. A ce titre, en 2004, il fonde le site [www.chechen.org](http://www.chechen.org), dont il précise l'objet<sup>1</sup>.

« L'ambition est de rassembler en un seul espace une synthèse informationnelle, de niveau scientifique, sur la Tchétchénie et la question tchétchène dans un maximum de domaines : histoire, politique, religion, culture, sociologie, géographie. Ne souhaitant pas de bavardage, j'ai d'emblée exclu le service de *chat*. Je mets à l'inverse en ligne des musiques de zikr soufis et des chants populaires tchétchènes.

J'envisage ce site comme une source d'informations pour tous ceux, Tchétchènes et autres, qui vivent ou travaillent hors de Tchétchénie. Il n'est évidemment pas adressé à ceux qui y sont restés.

Le site fonctionne sur la base d'un réseau de chercheurs et d'intellectuels tchétchènes. Il y a environ en moyenne 1000 visiteurs/jour ».

Cette initiative, outre cet aspect culturel lié au devoir de mémoire, permet surtout de maintenir actif un réseau de connaissances et de partenaires au sein des quelques diasporas tchétchènes dans le monde, notamment Lioma Ousmanov aux Etats-Unis, Aminat Saeva en Lituanie et des correspondants qu'il n'a pas souhaité nommer à Moscou, à Grozny, au Kazakhstan et en Turquie. Sans visibilité politique encore, il n'en reste pas moins que la constitution d'un tel réseau transétatique représente une ressource importante de sociabilité et un instrument de promotion personnelle tout à fait efficace.

- Roman Khalilov (25), jeune homme d'une trentaine d'années, a la possibilité, dès 1996, de voyager aux Etats-Unis, en Australie et en Grande Bretagne, où il étudie à l'université de Buckingham, d'où il sort diplômé de sciences politiques. Exilé en Belgique au début de la seconde guerre, il termine en 2001 à Bruxelles la filiale

---

<sup>1</sup> Entretien n°49, Maïrbek Vatchagaev, Paris, mai 2006.



« Relations internationales » de l'Université du Kent. Conseiller du ministre des Affaires étrangères tchéchènes Ilyas Akhmadov et proche d'Oumar Khanbiev représentant spécial du président Maskhadov en Europe, il participe à l'effort diplomatique tchéchène en direction des instances européennes. Se désengageant à partir de 2004 de plus en plus de l'action politique, face à l'inertie de l'UE, il continue d'appartenir cependant au vaste réseau transétatique des intellectuels tchéchènes connus des experts et politiques européens et américains en charge du suivi du dossier tchéchène.

- Turko (66), jeune homme d'une vingtaine d'années, étudie la psychologie à l'université de Rostov de 1996 à 1999. Renvoyé, il retourne en Tchétchénie. En 2002, il travaille pour le Conseil danois des Réfugiés et est arrêté, comme la plupart de ses collègues, lorsqu'Akhmed Zakaev, retenu à Copenhague, est libéré par les autorités danoises. Il fuit et se réfugie en Pologne. Il apprend la langue et commence des études de journalisme à Varsovie en 2004. En 2005, il est traducteur russo-polonais pour l'association de solidarité VIA qu'il quitte au début 2007. Il évolue professionnellement alors dans un environnement essentiellement polonais. On lui propose de devenir correspondant d'une télévision russe en Pologne ; il refuse, non pas au nom de la cause séparatiste tchéchène, mais parce qu'il aurait ainsi « l'impression de trahir les Polonais ».
- Aslan Iznaourov (39), jeune homme d'une vingtaine d'années, peu après son arrivée en France avec sa mère et son frère, s'inscrit en 2002 dans un lycée technique de Reims pour parfaire sa connaissance du français et sa scolarité. Il s'installe ensuite à Paris pour y travailler. En parallèle, il suit en auditeur libre pendant un an les cours d'une école de commerce privée et apprend l'anglais au Wall Street Institute. A la fin 2005, devenu personnalité référence au sein de la communauté tchéchène à Paris, il envisage de fonder un mouvement transnational de jeunes Tchétchènes<sup>1</sup>.

« Constitué en dehors de toute influence politique tchéchène traditionnelle, ce regroupement serait établi en toute indépendance et refuserait toute relation avec les personnalités politiques tchéchènes, au pouvoir ou en résistance depuis le début du conflit en 1994. Il ne serait ni antirusse ni anti-séparatiste. Il condamnerait cependant les Tchétchènes prorusses collaborateurs et responsables des principales exactions contre leurs compatriotes. L'idée serait de préparer la relève en Tchétchénie

<sup>1</sup> Entretien n°39, Aslan Iznaourov, Paris, décembre 2005.

depuis la diaspora, par l'usage de moyens médiatiques. On peut déjà par exemple commencer à agir en Tchétchénie par le biais de magazines et de radios, émises depuis la Géorgie ou l'Ukraine ».

Il se rapproche dans cette perspective d'une jeune Tchétchène, Milana, qui a bénéficié en 2003 du programme Etudes sans frontières et qui termine alors des études de journalisme. Tous deux parviennent, avec l'appui de plusieurs personnalités occidentales, à rencontrer notamment Bruce Jackson, homme d'influence aux Etats-Unis, directeur d'une organisation non gouvernementale américaine qui a participé aux financements des mouvements de contestation au Kirghizstan et en Géorgie.

« Nous nous sommes rendus à Washington à l'automne 2005 pour présenter notre projet médiatique à quelques sénateurs américains, aux ambassadeurs géorgiens et ukrainiens aux Etats-Unis et à certaines ONGs américaines actives en ex-URSS, notamment le *Project for Transitional Democracy* de Bruce Jackson ».

L'initiative conjointe de Milana et d'Aslan fait l'objet, semble-t-il, de vives critiques sur les sites internet tchétchènes. Celui-ci hésite et tend finalement à se consacrer au développement de sa propre entreprise, loin des affaires politiques.

- Amerkhan Vakhaev, jeune homme d'une vingtaine d'années, est arrivé en Allemagne en 2000. Il apprend l'allemand assez vite et intègre l'université de Humboldt, où il fait des études de sociologie et de sciences politiques, qu'il doit terminer en 2009. Il dit avoir déjà voyagé, grâce à ses études, en Belgique, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Il fait également l'aller-retour entre l'Allemagne et la Tchétchénie pour rendre visite à sa famille.
- Abdoulla (anonyme), jeune homme d'une vingtaine d'années, reçu en 1998 à l'Institut du Pétrole de Grozny, n'a pas les moyens financiers de confirmer son inscription. Il part alors en Azerbaïdjan puis gagne Moscou. Lorsque la seconde guerre éclate, il se rend en Turquie à Istanbul. Il apprend le turc dès son arrivée. Tout en travaillant pour survivre, il réussit le concours d'entrée de l'université de Galatasaray. Assez vite, il devient délégué des étudiants tchétchènes d'Istanbul, en charge des relations avec le gouvernement turc. A ce titre, il travaille en étroite collaboration avec Muktedir Ilhan, du Comité de solidarité Caucase-Tchétchénie. En 2005, il part étudier à l'université de

Berkeley en Californie. En 2007, selon un de ses amis restés à Istanbul, il est trader dans une grande banque américaine<sup>1</sup>.

- Maïrbek (89), jeune homme d'une vingtaine d'années, scolarisé dans le collège turc de Tchétchénie au cours des années 90, ne parvient finalement pas, ou ne le souhaite pas, à l'instar de Moussa, à intégrer sur concours une université en Turquie. En 1999, il est étudiant à la faculté d'économie de l'université d'Etat de Grozny. Sans perspectives en Tchétchénie, il se rend seul à Istanbul. Aidé au début par des Turcs d'origine tchéchène issus de la première diaspora remontant au 19<sup>ème</sup> siècle, il suit des cours préparatoires à l'examen d'entrée à l'université. En 2001, il est reçu à l'université du Bosphore, faculté de gestion, dont il sort diplômé en 2006. Il travaille, depuis, pour une compagnie pétrolière turque en Sibérie orientale.
- Albina Digaeva, jeune femme d'une trentaine d'années, arrive aux Etats-Unis dans l'entre-deux guerres. Etudiante à Berkeley au cours des années 2000, elle suit en parallèle des cours sur l'islam au sein d'une université islamique américaine. Proche collaboratrice d'Almut Rochowanski, directrice et principale animatrice de l'organisation américaine Chechnya Advocacy Network, qui aide de jeunes Tchétchènes à obtenir des bourses d'études aux Etats-Unis, elle tend à devenir une personnalité référence aux yeux des quelques heureux élus. Sœur d'Albert Digaev (28) qui gère sur internet le site [www.amina.com](http://www.amina.com) « Chechen Republic Online – All about Chechnya », forum de discussion tchéchène et portail d'informations, elle entretient ainsi un vaste réseau de correspondants et de connaissances dans la plupart des pays où résident des Tchétchènes, y compris la Fédération de Russie (Moscou et la Tchétchénie)<sup>2</sup>.

« Je reçois de nombreux e-mails de la diaspora et de Tchétchénie, où j'ai quelques amis. Je suis en contact avec des Tchétchènes de Moscou, qui se disent favorables au maintien de la Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie mais qui souhaitent aussi préserver leur identité tchéchène ».

- Enfin, Salman Massaev, qui serait l'un des premiers Tchétchènes diplômé d'Harvard<sup>3</sup>, entretiendrait un réseau conséquent de relations au sein des communautés tchéchènes

---

<sup>1</sup> Entretien Moussa, *ibid.*

<sup>2</sup> Entretien n°28, Albert Digaev, New-York, mars 2006.

<sup>3</sup> Il n'a pas été possible d'avoir confirmation de l'information.

réfugiées. Il aurait ainsi pour projet de créer une Assemblée internationale pour la paix en Tchétchénie, en liaison avec un Institut international de recherche scientifique sur les peuples caucasiens, lequel aurait des correspondants dans plusieurs pays de diaspora. C'est l'un de ces éventuels partenaires, Marat Bagaev, basé à Bakou, qui le rapporte<sup>1</sup>.

« La parution du premier numéro d'un journal est prévue pour mars 2005. Ce projet est sans doute financé grâce à une bourse du fonds Sakharov, obtenue par l'intercession d'Elena Bonner. Je devrais être le représentant de cette assemblée à Bakou ».

Ce dernier d'ailleurs, journaliste de formation, arrivé en Azerbaïdjan en 2000, qui écrit régulièrement pour *Chechen Press*, représente officiellement la filiale azerbaïdjanaise de la faculté des sciences politiques de l'université de Stanford en Californie. Recommandé par une amie, dont on ne sait pas si elle est Tchétchène, il est chargé de collecter des informations sur les partis politiques d'Azerbaïdjan. En dépit du caractère assez artificiel de la recherche, ce cas illustre de manière évocatrice la réalité des réseaux de jeunes tchétchènes éduqués, à la fois transétatiques et transnationaux, ceux-là même qui de plus en plus pensent « global ».

## **2) Foisonnement d'initiatives tchétchènes intégrées à des réseaux de soutien étrangers.**

L'intégration transnationale n'est pas l'apanage des jeunes. Les initiatives, projets et tentatives de nouer des liens avec des acteurs étrangers foisonnent au sein des communautés diasporiques. Les réfugiés, par nature, en effet font l'objet d'une attention accrue de la part d'organisations internationales, non gouvernementales (ONGs) ou inter gouvernementales, issues de la société civile ou explicitement politiques. Les grandes ONGs humanitaires d'abord, dont par exemple le Conseil norvégien des Réfugiés, Médecins sans Frontières, Médecins du Monde, Caritas, interviennent, lorsqu'elles y sont autorisées<sup>2</sup>, dans certains Etats d'accueil où les conditions de vie des migrants s'avèrent particulièrement difficiles, à savoir essentiellement en Azerbaïdjan, en Géorgie et dans une moindre mesure en Pologne (Caritas et des ONGs locales). L'Union européenne, également, agissant plutôt en amont, soutient

---

<sup>1</sup> Entretien n°9, Marat Bagaev, Bakou, mars 2005.

<sup>2</sup> On l'a vu, la Turquie notamment ne permet pas à des ONGs de travailler auprès des réfugiés sur son territoire.

financièrement des projets proposés par des ONGs et destinés aux réfugiés. Il arrive enfin que des acteurs politiques étrangers s'engagent en faveur d'initiatives souvent directement tchéchènes, notamment journalistiques. Il est ainsi dégagé, assez facilement, une masse d'argent tout à fait conséquente, laquelle est mise à disposition des exilés qui n'ont plus qu'à mettre en œuvre et développer leurs idées. Les partenariats transnationaux, du moins les projets, se multiplient. Peu en réalité aboutissent. Ne sont mentionnées ici que les tentatives les plus significatives et au fond les plus structurées, même si certaines peinent encore à démontrer une effectivité réelle.

### **Les ONGs humanitaires tchéchènes de Bakou.**

En Azerbaïdjan fleurissent au début des années 2000, à l'initiative de quelques réfugiés, plusieurs organisations non gouvernementales tchéchènes, à vocation humanitaire : les écoles déjà présentées au cours de ce travail<sup>1</sup> et des associations unipersonnelles de solidarité à buts médicaux. On en dénombre trois principales.

- La Société des Invalides de la République tchéchène d'Itchkérie, fondée et animée exclusivement par Khaïssa Khamsueva, qui s'est fixé pour tâche de faciliter la vie quotidienne des réfugiés tchéchènes invalides, en particulier les enfants.
- La Société des Malades de la Tuberculose, fondée et animée exclusivement par Magomed Tepsourkaev, créée en 2002, qui tente de fournir médicaments et nourritures lorsque les hôpitaux locaux n'en ont plus et que les patients n'ont plus les moyens de se les payer.
- La Société Ouznikov, fondée et animée par Vakha Banjaev jusqu'à son départ pour l'Autriche puis reprise par son épouse Assia en Azerbaïdjan. L'association a deux fonctions : collecter des renseignements sur les camps de filtration qui ont fonctionné en Tchétchénie à partir de 1999 et établir des certificats, au regard des preuves fournies par la victime, garantissant que celle-ci a effectivement été retenue et torturée dans un de ces camps. Ces attestations sont censées faciliter l'accueil dans un pays tiers, notamment européen.

---

<sup>1</sup> Se reporter à la partie II, chapitre V.

Ces structures, écoles comprises, s'organisent dès février 2002 en un Conseil des Réfugiés. Moussa Moutsaeв, son fondateur, précise son devenir et sa composition<sup>1</sup>.

« Je fonde donc d'abord un Conseil des réfugiés qui devient le Conseil des Organisations non gouvernementales tchéchènes en août 2003. Y siègent avec moi Khaïssa Khamsueva, Magomed Tepsourkaev, Vakha Banjaev, Rouslan Zelimkhanov et Maïrbek Taramov ».

Organe de coordination qui regroupe les principaux acteurs de l'effervescence humanitaire tchéchène d'Azerbaïdjan, il entend fonctionner et agir à la manière d'un conseil représentatif de l'ensemble des initiatives tchéchènes civiles lancées dans le pays. Il produit ainsi des déclarations « officielles » qu'il fait paraître sur internet<sup>2</sup>.

Ces ONGs tchéchènes cependant, trop petites, fonctionnent mal. Centrées sur leur initiateur, elles ne parviennent pas à se développer et atteindre une taille critique. Khaïssa Khamsueva pointe pour chacune d'elles leur problème majeur<sup>3</sup>.

« La Société des Malades de la Tuberculose, dirigée par Magomed Tepsourkaev, manque de fonds.

Pour mon propre projet, j'ai plusieurs fois rencontré Oumar Khanbiev, afin de faciliter des contacts avec des sponsors internationaux ; sans grand succès.

Concernant la Société Ouznikov, les cas se font cependant plus rares ; les financements également.

Seul le HCR soutient financièrement ces organisations non gouvernementales ».

Il se pose en somme, assez clairement, un réel problème de financement. L'ensemble de ces organisations, les écoles y compris, apparaissent en concurrence les unes avec les autres pour l'obtention de fonds auprès de donateurs internationaux. Le Conseil norvégien des Réfugiés, l'association azerbaïdjanaise Hayat, on l'a vu, ainsi que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) s'engagent déjà de manière substantielle pour les écoles. Il ne reste que le HCR qui peut encore avoir des résidus budgétaires à consacrer à ces initiatives individuelles. Soumis ainsi à des pressions contradictoires entre les responsables d'ONGs

---

<sup>1</sup> Entretien n°17, Moussa Moutsaeв, Bakou, mars 2005.

<sup>2</sup> En 2004 par exemple, une première déclaration, publiée le 21 février sur *Chechen Press*, rend hommage à la grève de la faim entreprise par le député européen Olivier Dupuis dans l'espoir de mobiliser l'Union européenne sur la question tchéchène ; une seconde, le 10 avril, exclut de ses rangs un directeur d'une de ces ONGs, Vakha Banjaev, accusé de tromper les réfugiés dont il dit prendre soin. Il ferait payer en effet aux victimes ce service d'attestation.

<sup>3</sup> Entretien n°13, Khaïssa Khamsueva, Bakou, mars 2005.

humanitaires et les directeurs d'écoles représentés par Rouslan Zelimkhanov, divisé sur le sort à réserver à Vakha Banjaev<sup>1</sup>, le Conseil ne dure pas : il est dissout au début 2005, à la suite de la démission de Khaïssa Khamsueva et du départ de Maïrbek Taramov. Tous les membres reconnaissent l'existence de tensions internes et se renvoient la responsabilité de l'échec.

« Le Conseil se heurte à de vives tensions entre groupes ou associations au sein de la diaspora. Les uns et les autres n'hésitent pas à se gêner mutuellement »<sup>2</sup>.

« Il apparaît a posteriori que ce Conseil n'a pas fonctionné comme il aurait dû. En plusieurs années d'existence, il n'a produit que peu de déclarations et ne se rassemblait qu'à titre exceptionnel. Sans doute Rouslan Zelimkhanov, occupé à d'autres projets en 2004, n'a-t-il pas donné à cette structure un élan suffisant »<sup>3</sup>.

« Le Conseil a surtout été victime de tensions intérieures, absolument non politiques, de rivalités d'influence, notamment pour l'accès aux financements »<sup>4</sup>.

Les ONGs ne périssent pas pour autant : les écoles continuent de se développer et conservent leurs sponsors ; les directeurs et uniques animateurs des sociétés à buts médicaux poursuivent leurs actions de solidarité, sur une base personnelle et en fonction des relations plus ou moins bonnes qu'ils entretiennent directement avec divers pourvoyeurs de fonds potentiels, tels que la Croix-Rouge internationale, la Fondation Helsinki ou bien sûr le HCR.

### **Le Groupe Action en Belgique.**

Initié par Tina Izmaïlova et Ramzan Ampoukaev au printemps 2006, il est spécifiquement dirigé contre la Convention de Dublin II qui encadre la gestion des migrations au sein de l'Union européenne (UE). Tina détaille le contexte et l'objectif prioritaire du groupe<sup>5</sup>.

« La convention de Dublin II, qui régit actuellement la gestion de la migration tchéchène, crée des situations absurdes et souvent très douloureuses pour les familles et individus réfugiés. C'est aujourd'hui l'enjeu de lobbying le plus important pour les Tchétchènes d'Europe. Ramzan Ampoukaev et moi-même souhaitons ainsi consacrer notre temps

---

<sup>1</sup> Khaïssa Khamsueva l'a défendu contre Maïrbek Taramov.

<sup>2</sup> Entretien n°20, Rouslan Zelimkhanov, Bakou, mars 2005.

<sup>3</sup> Entretien n°13, Khaïssa Khamsueva, *ibid.*

<sup>4</sup> Entretien n°18, Maïrbek Taramov, journaliste, Bakou, mars 2005.

<sup>5</sup> Entretien n°23, Tina Izmaïlova, Bruxelles, avril 2007.

et nos activités à l'organisation d'un lobbying tchéchène en faveur de la diaspora d'Europe, en vue de permettre une meilleure gestion, plus humaine, de l'installation et de l'intégration des nouveaux arrivants.

Dans cette perspective, nous avons fondé un groupe Action, qui a pour objectif prioritaire d'informer les réfugiés dans les camps en Pologne, république tchèque et Slovaquie, des risques réels qu'ils encourent s'ils émigrent en Europe de l'Ouest. Ces séances visent à dissuader les réfugiés de continuer plus loin. Nous espérons que cela aura à terme un effet sur les candidats à l'émigration vivant encore en Tchétchénie. Il est possible, par les contacts familiaux et amicaux réguliers que ce message explicatif sur les conditions réelles de vie en Europe, sur les déportations résultant des lois européennes, puisse atteindre les camps de déplacés en Ingouchie (15000 personnes dans la zone tampon) et la Tchétchénie ».

Le groupe Action trouve appui auprès du député européen écologiste Bart Staes, qui participe à leurs premières visites des centres d'accueil en Pologne et aux séminaires donnés à l'occasion ; ce dernier également assure certains aspects financiers complémentaires. Cependant, afin de pérenniser le projet, il convient d'assurer des financements réguliers et pluriannuels, soit idéalement intégrer un programme européen. Ainsi, le groupe Action, sous l'impulsion de Tina, s'emploie à rechercher des partenariats avec d'autres structures européennes susceptibles de candidater à un appel d'offres européens. Tina liste les ressources disponibles.

« Nous n'avons aucune source de financements pérenne. Parfois, Bart Staes prend en charge nos trajets. L'ONG chrétienne, Pax Christi en Belgique, nous fournit également un soutien logistique.

L'organisation suisse, la Société pour les Peuples menacés, a refusé de nous accorder une bourse car le projet lui semblait trop politique.

Nous voudrions intégrer un programme d'aide de l'Union européenne. A cette fin, nous collaborons étroitement avec une ONG polonaise, l'association VIA, qui m'a déjà accordé personnellement des fonds sur la base d'un financement européen ».

Selon Magda Kocejko, la responsable de VIA, malheureusement, ce projet ne peut pas être défendu face à l'UE<sup>1</sup>.

« Concernant le projet présenté par Tina Izmaïlova, « migrations illégales et possibilités de les limiter », ne traitant pas spécifiquement de l'intégration des réfugiés en Pologne, il est peu probable que VIA le défende. Il faudrait plutôt l'adresser à des associations d'avocats spécialisés sur les droits des réfugiés ».

---

<sup>1</sup> Entretien n°95, Magda Kocejko, Varsovie, mai 2007.



En l'occurrence, la dimensions transnationale est clairement affirmée : ce ne sont pas les partenaires étrangers qui manquent. Il peut être simplement compliqué de faire correspondre un projet à un cadre de financements. Ici, il est vrai que l'objectif avoué qui est de dissuader les réfugiés tchéchènes de venir en Europe, se trouve en porte-à-faux à la fois vis-à-vis des grosses ONGs internationales humanitaires, dont la mission est plutôt de soutenir les migrants, et d'EuropeAid, dont les programmes n'ont pas une tonalité aussi peu politiquement correcte.

### **Des journalistes tchéchènes adossés à des acteurs politiques étrangers.**

Ils peuvent être des exceptions ou des précurseurs. A la fin des années 2000, deux cas existent. Il est sans doute encore trop tôt, à cette date, alors que la diaspora tchéchène, issue des guerres les plus récentes, ne remonte qu'à la fin des années 90, pour voir se développer d'autres projets similaires. Cependant, ces connexions et les initiatives produites elles-mêmes s'avèrent particulièrement prometteuses.

- Milana, jeune femme tchéchène d'une vingtaine d'années, issue du programme Etudes sans frontières, qui termine en 2006 un master de journalisme à l'Institut d'Etudes politiques de Paris décide en mars 2007 de revenir en Tchétchénie et d'y développer un organe de presse destinée à la jeunesse tchéchène restée sur place. Elle précise ainsi l'esprit de son projet<sup>1</sup>.

« J'envisage de revenir en Tchétchénie et de fonder un journal local, non politique, à destination de la jeunesse tchéchène de Tchétchénie. Je voudrais m'appuyer sur de jeunes Tchétchènes, très volontaires et très dynamiques en Tchétchénie, notamment une jeune fille que je connais et qui travaille pour le moment sans conviction à l'administration centrale prorusse.

Je voudrais là-bas m'associer avec Timour Aliev, fondateur et directeur du journal *Čečenskoe Obšestvo [Société tchéchène]* et apprendre ainsi concrètement le métier de journaliste.

Mes références journalistiques sont Zeinap Gachaeva, Andreï Babitski et Anna Politkovskaïa ».

De manière significative, elle bénéficie sur les plans financier et sécuritaire de garanties étrangères. Elle est ainsi sponsorisée par la Fondation Soros et le journal *Elle* ; elle dispose également du soutien, sous forme de protection, de députés du Parlement

---

<sup>1</sup> Entretien n°46, Milana, Paris, février 2007.

européen, en particulier Tijes Berman, et de structures officielles américaines, mobilisées par Bruce Jackson du Project on Transitional Democracies<sup>1</sup>. Arrivée en Tchétchénie, il semble qu'elle n'ait pu (encore) réaliser ce projet. L'association de Timour Aliev avec Ramzan Kadyrov, dont il est l'un des conseillers en communication, ne lui est pas nécessairement préjudiciable, au contraire. D'autant qu'elle peut toujours compter sur ses puissants appuis internationaux.

- A Moscou paraît depuis 2003 le journal *Doš*, [Les Mots], animé par deux jeunes Tchétchènes, Israpil Chakhvalov et Abdoulla Doudouev, qui ont terminé à la fin des années 90 l'institut de journalisme du MGU, université d'Etat de Moscou. Après avoir travaillé un temps pour les chaînes de télévision russe NTV et TNT, dont ils sont renvoyés en 2000, ils créent leur propre support qui est officiellement enregistré auprès du ministère fédéral de l'Information en juin 2003. Journal apolitique, il se veut indépendant et ne cherche à favoriser ni la cause séparatiste ni Ramzan Kadyrov<sup>2</sup>. Généraliste, il aborde systématiquement, dans chaque numéro des sujets culturels, sociétaux, historiques et de politique contemporaine liés à la guerre en Tchétchénie ou aux affaires des républiques caucasiennes voisines, en prenant soin de rester objectif.

Comme Milana, ils tirent profit de leur posture en diaspora pour s'associer avec une structure étrangère (non tchétchène) facilitatrice, en l'occurrence, depuis 2003, le parti Iabloko de Russie et son leader Gregori Iavlinski. Israpil Chakhvalov, rédacteur en chef, précise la relation qui unit le journal au parti.

« Nous sommes soutenus financièrement par le parti Iabloko. Le directeur du journal, Viktor Kogan-Iasni, est un conseiller influent de Gregori Iavlinski ».

Ainsi, le parti paie le premier numéro à l'été 2003, puis obtient de la Fondation Soros une subvention pour le second. Ceux qui suivent, au moins jusqu'à l'été 2007<sup>3</sup>, sont tous financés, avec plus ou moins de régularité, par Iabloko. Cela n'empêche pas ses rédacteurs de subir régulièrement des pressions en provenance de Grozny ; mais le journal survit.

---

<sup>1</sup> Entretien n°46, Milana, *Ibid.*

<sup>2</sup> Entretien Israpil Chakhvalov, Moscou, août 2007.

<sup>3</sup> *Ibid.*

Dans les deux cas, c'est la diaspora et les réseaux transnationaux qu'elle suscite et qu'elle façonne qui autorisent l'existence de tels projets. Il est intéressant de constater également le paradoxe apparent entre des appuis politiques étrangers et la volonté de tenir une ligne éditoriale apolitique. En réalité, la neutralité en Tchétchénie est déjà une forme d'opposition, qui suppose donc, pour subsister, des renforts extérieurs politisés, reposant ici sur le fait diasporique.

### **3) Les connexions islamiques.**

L'islam aujourd'hui est un enjeu religieux, politique et social mondial. En accédant, par le fait diasporique, à la possibilité de participer à la globalisation, il est logique que cette thématique anime et sensibilise les exilés tchétchènes. Deux tendances, contradictoires, se manifestent. L'une, soufie, tend à reprendre forme au sein de certaines communautés réfugiés en Europe et en Russie. Ainsi, à Moscou, depuis quelques années déjà, un groupe d'une quarantaine de personnes, non exclusivement tchétchènes, se réunit à la grande mosquée au centre de Moscou, deux fois par semaine, pour pratiquer un zikr qadéri<sup>1</sup>. En Europe, la renaissance est encore balbutiante quoique déjà significative, comme l'explique Roman Khalilov<sup>2</sup>.

« Je tente de me conformer désormais aux pratiques d'un des célèbres cheikhs soufis, Abdul-Qaderi Al-Jelani Al-Khussein, qui affirme qu'il faut se battre non pas seulement pour le territoire physique mais aussi et surtout pour la renaissance spirituelle.

Il existe ainsi un groupe soufi tchétchène en Belgique de 35 à 40 personnes, dont la moyenne d'âge est de 45 ans. En recherche spirituelle, ces individus, installés, ayant assuré des conditions minimales de stabilité socio-économique, souhaitent ainsi se consacrer au renouveau religieux.

Il réunit des réfugiés de France, d'Allemagne et d'Autriche. C'est l'un des premiers groupes soufis tchétchènes en Europe de cette importance. Je ne sais pas à vrai dire s'il en existe d'autres ailleurs. Certains, dans la région de Charleroi, se retrouvent ainsi deux fois par semaine pour pratiquer le zikr qadéri ».

---

<sup>1</sup> Entretien n°75, anonyme, Moscou, novembre 2004. Le rôle des confréries soufies en diaspora et en Tchétchénie est longuement détaillé.

<sup>2</sup> Entretien n°25, Roman Khalilov, Bruxelles, juillet 2007.

Cette tendance paraît fonctionner en vase clos au sein des communautés diasporiques. Elle s'apparente plutôt à un processus identitaire antipolitique, formé par réaction. Recroquevillée sur les pratiques traditionnelles, elle ne s'intéresse pas au monde qui l'entoure ; à la différence frappante du second mouvement islamique tchéchène en diaspora. Plus politique et plus rigide sur le plan religieux, celui-ci tend à s'inscrire dans cette mouvance informelle mondiale revendiquant le retour à des pratiques épurées. Le rejet affirmé du soufisme par Ramzan-Khadji, imam tchéchène résidant à Anvers, en est une première manifestation<sup>1</sup>.

« L'affiliation soufie n'est absolument pas déterminante pour l'identité individuelle et le rapport de l'individu au groupe. Je sais par exemple que je suis affilié à la confrérie Kounta-Khadji, mais je n'ai jamais pratiqué la religion de cette manière ».

Il ne faut cependant absolument pas la surestimer. Ce penchant vers l'islamisme mondial ne concerne que quelques poches d'individus et de cas isolés, plutôt jeunes.

### **Prémises d'un islam politique au sein de la jeunesse tchéchène.**

Il ne peut être encore clairement identifié ; ni son audience et sa consistance facilement évaluées. Il existe pourtant et progresse peut-être, au regard de quelques indices qu'il faudrait confirmer à mesure que la diaspora tchéchène s'affermir.

- Le rôle de Ramzan-Khadji à Anvers.

Il exerce une influence notable sur la jeunesse tchéchène de Belgique. Lui-même le reconnaît<sup>2</sup>.

« J'exerce une grande influence sur la jeunesse tchéchène qui me respecte et qui m'écoute. Il est arrivé que je me sois déplacé spécifiquement pour venir parler lors d'une réunion entre réfugiés. Ces déplacements cependant restent exceptionnels.

Par exemple, je suis intervenu au moment du conflit ouvert avec les Arméniens. Mon discours a été entendu, mais il n'a pas suffi. »

Or, on l'a vu, il ne semble pas défendre une voie islamique tchéchène tout à fait traditionnelle. Eduqué certes en Tchétchénie, il a toutefois complété son apprentissage dans les Emirats Arabes Unis ; il paraît plus proche des courants sunnites modernes,

---

<sup>1</sup> Entretien n°26, Ramzan-Khadji, Anvers, avril 2007.

<sup>2</sup> *ibid.*

perturbés actuellement par le conflit entre radicaux salafistes et réformateurs plus modérés.

- Des pratiques religieuses plus assidues au sein de la frange éduquée de la jeunesse tchéchène.

Les exemples ne sont pas rares en France, en Turquie ou encore en Norvège, à l'instar respectivement de Maïrbek, l'étudiant d'Istanbul et de Zelimkhan Nataev. Ces jeunes réfugiés, répartis ainsi dans plusieurs pays d'Europe, disent prier plusieurs fois par jour et respecter bien sûr le ramadan. Maïrbek affirme même que « la foi commande aux traditions »<sup>1</sup>.

- Une déclaration étonnante, par deux jeunes réfugiés en Pologne, établissant la suprématie de la référence religieuse islamique sur la référence nationale.

Ils déclarent ainsi<sup>2</sup>.

« Nous ne prions pas plus en diaspora qu'en Tchétchénie. Ici et là-bas, nous procédons aux cinq prières quotidiennes et respectons le ramadan. Nous nous rendons à la mosquée tous les vendredis. Nous y rencontrons bien sûr d'autres groupes de musulmans, d'origine africaine notamment mais également des Polonais convertis.

L'islam est la Loi, le principe même de notre existence terrestre. Il guide la vie personnelle. Il n'est qu'ensuite, seulement, un facteur identitaire. L'islam est la référence essentielle, la nation ne vient qu'en second lieu. La lutte nationaliste en Tchétchénie est intimement liée à l'idéologie islamiste ».

Ils ne sont pas représentatifs d'une tendance significative au sein de la diaspora tchéchène. Toutefois, n'ayant fui la Tchétchénie qu'en 2005, ils demeurent des indicateurs de l'état d'esprit d'une partie de la jeunesse sur place, celle même qui, si des membres trouvent refuge à l'étranger, pourrait nourrir l'orientation islamiste tchéchène en diaspora.

Il est probable que cette tendance islamiste à l'avenir se développe, compte tenu des connexions et interactions avec des mouvements similaires non tchéchènes, par le biais, par exemple, des mosquées locales, lieux de discussions et de rencontres par excellence. Certes, pour le moment encore, les réfugiés tchéchènes fréquentent peu ces espaces de prière ; il n'est pas dit que cela dure. En Pologne, les deux jeunes réfugiés ne paraissent pas très

---

<sup>1</sup> Entretien n°89, Maïrbek, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Observation de terrain, entretien informel, Varsovie, mars 2006

réticents à rejoindre la communauté des croyants. En Azerbaïdjan, depuis plusieurs années, les Tchétchènes se retrouvent en masse chaque jour à la grande mosquée sunnite Abu Bakr<sup>1</sup> du centre ville de Bakou. Ceux-là profitent déjà du cadre favorable ainsi offert par la posture et le processus diasporique. Beaucoup d'autres de leur compatriotes le pourront également, s'ils le décident.

### **Marginalité des réseaux religieux de financement en diaspora.**

La diaspora tchétchène ne subit en aucune façon d'influence religieuse, ni islamiste a fortiori. Les réfugiés, on l'a vu, bénéficient d'une solidarité tout à fait laïque, souvent organisée par les Etats d'accueil. Il est des cas de collecte d'argent au nom du *zakat* islamique, en Turquie notamment et en Azerbaïdjan au profit des réfugiés, mais ceux-ci ne mobilisent pas de structures. Les dons sont le plus souvent personnels. En Allemagne, cependant, à Mannheim, il existe un réseau plus structuré, transétatique et transnational, qui prélève des sommes d'argent auprès de ressortissants caucasiens issus d'anciennes diasporas installées en Allemagne et les redistribue à des réfugiés tchétchènes à Bakou par le biais d'Ilmadi Chariev, personnalité connue pour avoir été localement l'un des hommes importants du groupe autour de Zelimkhan Ianderbiev, revendiquant un islam politique et l'islamisation de la guérilla séparatiste.

Zelimkhan, responsable du comité Caucase de Mannheim, à l'origine de ce réseau, explicite son projet en détails<sup>2</sup>.

« Nous nous concentrons surtout sur les réfugiés tchétchènes à proximité de la Tchétchénie, en Azerbaïdjan et en Géorgie. Ceux qui parviennent jusqu'en Europe connaissent une situation meilleure. En revanche, les réfugiés tchétchènes à Bakou, à Tbilissi ou dans le Pankissi n'ont pas de statut et ne peuvent faire valoir aucun droit. Ils n'étaient, jusqu'à une date récente, même pas accueillis dans les écoles locales.

C'est là l'une des priorités du comité : nous voulons favoriser la reconstruction intellectuelle de la population tchétchène, c'est-à-dire fournir aux enfants une base éducative indispensable. Au nom du comité, nous constituons ainsi des dossiers sur chaque enfant tchétchène réfugié en Azerbaïdjan, comprenant une photo, son adresse et son numéro de téléphone, que nous proposons en parrainage aux citoyens allemands. Nous parvenons à collecter pour chaque enfant 25 euros que nous

---

<sup>1</sup> Observation de terrain, Bakou, novembre 2003, mars 2005.

<sup>2</sup> Entretien n°1, Zelimkhan, animateur du comité de solidarité Caucase, Mannheim, septembre 2005.

envoyons spécifiquement à l'enfant parrainé. Aujourd'hui le comité organise le parrainage de 220 enfants et nous disposons de 5000 euros d'encaisse.

Outre ces dons de parrainage, le comité récolte de l'argent dans le cadre du *zakat* ou par simple aumône auprès des ressortissants caucasiens, qui souhaitent soutenir leur région d'origine. Tous ces dons sont enregistrés et filmés ; nous travaillons en toute transparence. Aucun de nous ne perçoit de salaire.

Sur cette base, à Bakou exclusivement, nous pouvons développer les programmes suivants : ouverture d'une école tchéchène pour 60 enfants, dirigée par Ilmadi Chariev depuis le début 2005 ; accompagnement de femmes victimes de crises de stress, par des cours de couture ; accompagnement des personnes âgées : plus de 50 vieillards ; organisation d'ateliers de réparation mécanique ; soutiens ponctuels au moment de fêtes musulmanes ; aides ponctuelles pour logement et nourriture, au profit des réfugiés les plus nécessiteux.

Jusqu'à aujourd'hui (été 2005), nous ne nous sommes appuyés que sur une commission locale tchéchène, composée de 3 membres, choisis après de nombreuses rencontres sur place. La commission, dirigée par Ilmadi Chariev, devait rendre compte régulièrement au comité en Allemagne des avancées des projets ».

Zelimkhan, cela dit, ne semble pas vouloir privilégier absolument une structure islamiste sur place. Il souhaite au contraire faire évoluer ce schéma organisationnel et fonder directement une filiale du comité en Azerbaïdjan. La solution qu'il a trouvée ne relève en rien de l'islam radical<sup>1</sup>.

« Le comité Caucase a décidé de se faire représenter par une ONG azerbaïdjanaise puissante, consacrée à la défense du droit des femmes et dirigée par Nabit Ganieva. L'argent envoyé d'Allemagne circulera ainsi par le compte de cette organisation et ne pourra être utilisé que pour les projets tchéchènes ».

Ce réseau, s'il sert effectivement un projet d'école tchéchène où la religion tient une place importante, n'a, lui, strictement rien de politique. Ni les motivations des pourvoyeurs ni les finalités, essentiellement scolaires, ne le sont. Les références islamiques ici ont surtout une fonction identitaire : au nom d'une certaine proximité caucasienne, le comité lève des fonds, qu'il met ensuite au service de l'éducation des enfants réfugiés en Azerbaïdjan. Il ne saurait être assimilé ainsi au mouvement d'islamisation plus ferme qui émerge, apparemment, au sein des communautés tchéchènes diasporiques.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

### ***C. Le lien rétabli vers le référent origine.***

Pour les migrants, devenus réfugiés et acteurs d'une nouvelle diaspora en formation, il ne suffit pas de se connecter à la mondialisation, de prendre part à des mouvements globaux, politiques ou économiques. Il est nécessaire de pouvoir réagir ou rebondir sur le problème originel. C'est la phase ultime et dialectique de tout processus diasporique : le retour vers le référent origine, qui n'est en règle générale nullement physique. Rares sont ceux en effet parmi les exilés qui, vivant jusqu'alors intégrés à une diaspora, reviennent en personne et définitivement. Le retour relève du symbolique et de l'immatériel. Il s'agit essentiellement d'équilibrer l'interaction entre l'extérieur et le territoire d'origine. Ce dernier subit l'influence diasporique comme les communautés en exil ont subi et continuent parfois de subir celle des événements sur le terrain. En d'autres termes, la diaspora qui s'accomplit revendique la possibilité de peser sur la situation originelle. Les liens dès lors se recomposent par-delà les frontières, dans la plupart des domaines, du politique au culturel. En cas de guerre ou d'instabilités pérennes, renouer peut s'avérer assez délicat. Les Tchétchènes ainsi, lorsque la recherche prend fin, ne semblent pas avoir encore dépassé ce dernier stade. Ils préparent le terrain, s'en tiennent à de fugaces allers-retours pour des raisons surtout familiales. Certains, minoritaires, hésitent à utiliser des intermédiaires moscovites ; d'autres, tout aussi isolés, tentent directement leur chance auprès de l'administration prorusse dévouée à Ramzan Kadyrov. Rien de concret ne se dégage, mais ceux-là au moins acceptent de regarder la situation en Tchétchénie sous un angle réaliste. Beaucoup encore de leurs compatriotes s'y refusent et s'y refuseront probablement tant que le territoire ne sera pas libéré des forces russes et des traîtres prorusses. La plupart cependant, reconnaissent devoir reporter un éventuel retour sine die. C'est un début. La diaspora tchétchène tend seulement vers son avènement.

#### **1) Une approche réaliste du conflit, encore problématique en diaspora.**

L'avènement à la présidence de la république de Tchétchénie, le 2 mars 2007, de Ramzan Kadyrov, vice-premier ministre de mai 2004 à février 2006 puis premier ministre de février 2006 à février 2007, marque l'achèvement du processus de normalisation engagé avec



Akhmed Kadyrov et poursuivi avec Alou Alkhanov. Grâce au soutien sans faille de Moscou, le nouveau maître de Tchétchénie maîtrise les principaux leviers politiques et budgétaires de « sa » république. Il réussit, on l'a vu<sup>1</sup>, dans une certaine mesure, à stabiliser la situation et à améliorer le quotidien de la population : les circuits économiques reprennent, les pensions sont payées. Même les aspects sécuritaires enregistrent un net progrès. Une note intermédiaire de l'organisation russe Mémorial est en cela assez éloquente<sup>2</sup>. Au premier semestre 2007, il apparaît ainsi que vingt-cinq personnes seulement ont été enlevées, contre 187 en 2006 et bien plus les années précédentes. Parmi elles, dix-sept ont été libérées contre rançons ; une a été tuée ; deux sont restées en prison. Du point de vue russe, Ramzan Kadyrov peut donc être considéré comme le garant d'une certaine stabilité retrouvée. Investi officiellement le 5 avril 2007, il incarne ainsi, aux yeux des dirigeants de Russie, la solution à tous les problèmes qui ont causé, pendant plus de dix ans, la ruine de la fragile république caucasienne.

Au sein des communautés tchétchènes en diaspora et en Tchétchénie, les avis sont plus partagés et divergent même entre la grande majorité des réfugiés et les Tchétchènes qui n'ont pas émigré. La plupart des observateurs tchétchènes de Tchétchénie font un constat semblable : la population lasse de la guerre et de l'instabilité est plutôt disposée à soutenir celui qui, au pouvoir, est capable d'assurer le rétablissement d'une normalité.

« Il ne faut pas croire que Ramzan Kadyrov soit détesté par la population. Il est même assez populaire. Plusieurs raisons très différentes peuvent expliquer cette reconnaissance civile. D'une part, il reconstruit les villes. D'autre part, il paie les pensions ; enfin, personne n'est autorisé à le critiquer.

En somme il est apprécié pour les moyens financiers dont il dispose et qu'il n'hésite pas à mettre au service de la reconstruction de la république. Par exemple, il faut reconnaître qu'il est le premier président tchétchène à soutenir réellement, c'est-à-dire financièrement, la culture et les artistes.

La population, de manière générale, est lasse et souhaite s'éloigner autant que possible des résidus de la guérilla »<sup>3</sup>.

« La population tchétchène, actuellement se divise comme suit.

---

<sup>1</sup> Se reporter au chapitre II.

<sup>2</sup> *The situation in the Chechen Republic, May – September 2007*, Mémorial.

<sup>3</sup> Entretien n°70, anonyme, Moscou, 2004-2007. L'individu en question vit en Tchétchénie et travaille ponctuellement à Moscou.

10% de Tchétchènes collaborateurs.

10% de Tchétchènes actifs dans la résistance.

80% de Tchétchènes passifs, dont il faut améliorer le quotidien et défendre les droits fondamentaux »<sup>1</sup>.

Maïrbek, enfin, le jeune étudiant d'Istanbul, qui ne vit pas en Tchétchénie, mais qui a l'occasion régulièrement d'y retourner pour rendre visite à sa famille, confirme le fait<sup>2</sup>.

« La population de Tchétchénie paraît très lasse de la guerre. Pour beaucoup elle est terminée. Il s'agit aujourd'hui de se consacrer à la reconstruction d'un cadre de vie. La plupart ont même oublié la guerre et ses motifs ».

En diaspora, rares sont ceux qui reconnaissent publiquement cette nouvelle réalité tchétchène et le rôle positif, même partiel, de Ramzan Kadyrov. Il semble que ce dernier dispose d'une autonomie et d'une capacité politique égales si ce n'est supérieures à ses prédécesseurs séparatistes, Djokhar Doudaev et Aslan Maskhadov. Tina Izmaïlova est l'une des seules personnalités à oser le dire<sup>3</sup>.

« Je reconnais à Ramzan Kadyrov un pouvoir de changement, que les séparatistes eux-mêmes n'auraient pas renié. Je note d'ailleurs que Kadyrov est un héritier de l'indépendance, pour laquelle il a combattu au cours de la décennie 1990. On ne peut que constater que les conditions de vie sous sa présidence se sont substantiellement améliorées. Les reconstructions se multiplient et la société retrouve une certaine cohérence.

Cette amélioration réelle de la situation en Tchétchénie limite les départs de migrants. Peu de réfugiés arrivent aujourd'hui en Belgique. Il est vrai que beaucoup sont encore arrêtés en Allemagne ou ne parviennent même pas à quitter la Pologne, mais il serait erroné de ne pas considérer également la diminution du flux de réfugiés quittant la Tchétchénie ».

Dans le même temps, elle en diaspora et les autres, à la fois à l'étranger et en Tchétchénie, mentionnent les terribles défaillances souvent tragiques, du pouvoir prorusse. Le premier ainsi précise<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Entretien n°76, Abdoulla Istamoulov, ancien ministre sous la présidence d'Aslan Maskhadov (1997-1998), fondateur d'un centre d'analyse politique à Grozny, Kislovodsk, novembre 2004. Il vit et travaille, à l'époque à Grozny.

<sup>2</sup> Entretien n°89, Maïrbek, *ibid.*

<sup>3</sup> Entretien n°23, Taïssa Izmaïlova, Bruxelles, avril 2007.

<sup>4</sup> Entretien n°70, *ibid.*

La guerre n'est pas terminée pour autant. La sécurité des individus est loin d'être assurée à 100%.

Maïrbek parle de dictature. Tina, quant à elle, relève de tragiques manquements en matière de droits de l'Homme<sup>1</sup>.

« Cependant, il est vrai également que les droits de l'homme et l'état de droit en général ne sont toujours pas garantis et que cela interdit toute stabilité dans la république même réhabilitée socialement et économiquement ».

Il n'empêche que depuis mars 2007, Ramzan Kadyrov est devenu un acteur incontournable des affaires tchéchènes et qu'il faut le prendre en considération, compter avec lui. C'est même une condition *sine qua non* pour agir et réagir à partir de la diaspora vers la Tchétchénie. Il n'est pas question de collaboration ou d'un quelconque soutien politique ; il est juste important d'évaluer aussi correctement que possible la réalité de la Tchétchénie aujourd'hui, c'est-à-dire l'état de sa population et l'action de ses dirigeants. Cette posture réaliste, loin de faire l'unanimité en exil, faciliterait pourtant les retours d'influence diasporique vers le référent origine. Les retours physiques ou personnels ne sont plus envisagés, en tout cas par ceux qui ont la possibilité ou la chance de participer au processus diasporique et de profiter de ses avantages en termes d'intégration. Pour ces réfugiés intégrés, tout retour en Tchétchénie est exclu.

## **2) La délicate et inévitable question du retour.**

En 2006, l'administration prorusse engrange quelques succès politiques en convainquant plusieurs députés itchkéristes, élus en 1997 dans la foulée de la victoire d'Aslan Maskhadov à l'élection présidentielle, de revenir en Tchétchénie. Tourpal-Ali Kaïmov notamment, réfugié en Norvège revient au début de l'été 2006 ; Aпти Chakhguériev également, on l'a vu, quitte la France en août de la même année. Ces retours cependant restent des cas isolés, résultant le plus souvent d'échecs personnels et d'un défaut d'intégration diasporique. En 2007, dès son accession à la présidence de la république, Ramzan Kadyrov entame une véritable et ambitieuse opération de séduction envers la diaspora. Le retour des réfugiés, s'il devait atteindre un niveau significatif serait en effet une remarquable opération de relations publiques et la meilleure preuve sans doute de la normalisation dont il a la

---

<sup>1</sup> Entretien n°23, *ibid.*

responsabilité. Ainsi se veut-il rassurant, en lançant officiellement une invitation au retour au cours d'une interview accordée le 4 mars 2007 à une chaîne de télévision russe. Il cherche en particulier à convaincre les migrants non politisés, qui ont fui l'insécurité ambiante, et à investir certains milieux peu politisés dont l'engagement n'a été que ponctuel. Il plaide par exemple en faveur d'une nouvelle amnistie qui concernerait principalement les combattants de formations illégales qui ont « à un moment donné, déposé les armes et quitté la Tchétchénie »<sup>1</sup>. Il précise alors : « ces personnes qui sont parties à l'étranger ne sont pas coupables ; ce ne sont pas elles qui ont déclenché la guerre ; elles doivent être pardonnées et avoir la possibilité de retrouver une vie paisible ». Plus loin, il annonce qu'« un support vidéo informatif sera envoyé prochainement aux réfugiés tchétchènes résidant en Pologne, en France, en Turquie, en Azerbaïdjan et en Géorgie afin de les convaincre que des changements positifs se produisent en Tchétchénie ». En Belgique en particulier, des initiatives concrètes voient le jour par des canaux souvent détournés, comme le rapporte Saypoudi à Anvers<sup>2</sup>.

« Je n'ai pas eu moi-même d'invitation directe à rentrer. D'autres personnalités réfugiées à Anvers ont eu en revanche des propositions. Il serait même question de constituer à Anvers un comité de contact avec la Tchétchénie. Personne ne sait vraiment d'où vient cette idée. Je suis sûr cependant qu'aucun émissaire n'est arrivé de l'étranger avec un tel projet ».

Très vite, cependant, l'administration prorusse tente de viser les leaders ou animateurs principaux des communautés en exil. Tina Izmaïlova, ainsi, figure majeure de la diaspora en Belgique, est invitée, « officiellement et cordialement » selon ses termes<sup>3</sup>, à assister à l'investiture de Ramzan Kadyrov au début d'avril 2007. Le geste illustre assez bien la volonté du pouvoir kadyroviens de tendre la main aux émigrés.

Il semble, de manière générale, que dans le cadre de cette stratégie d'incitation au retour initiée par Ramzan Kadyrov, les clans ou *teips* jouent, entre autres moyens, un rôle déterminant. Ceux-là en effet ont a priori conservé jusqu'à aujourd'hui certaines fonctions

---

<sup>1</sup> Cette citation et les suivantes sont rapportées de l'article : « Ramzan gets presidential » *Chechnya Weekly*, Jamestown Foundation, vol 8, n 10, 8 March 2007.

<sup>2</sup> Entretien n°24, Saypoudi Khalikov, responsable de l'organisation Diaspora, en charge de l'intégration des migrants. Anvers, avril 2007.

<sup>3</sup> Entretien n°23, Tina Izmaïlova, Bruxelles, avril 2007.

traditionnelles facilitatrices. Salambek Maïgov, homme politique tchéchène basé à Moscou, reconverti en expert scientifique spécialiste du Caucase Nord, l'explique ainsi<sup>1</sup>.

Les *teips* ont une fonction sociale. L'aide, la solidarité, les contacts et communications sont facilités au sein du clan. Ils assurent ainsi une base de solidarité pour l'organisation des mariages, le financement des funérailles, l'octroi d'un crédit ; ils apportent un soutien en cas de problème avec la Justice ou avec les forces de sécurité. Le *teip* en somme garantit la protection des intérêts et de l'intégrité de la personne membre. Un vrai tchéchène connaît forcément son origine clanique. Sinon, il ne peut pas être tchéchène.

Un réfugié qui souhaite rester anonyme complète l'analyse par un témoignage assez significatif<sup>2</sup>.

« La plupart des fonctionnaires locaux de l'administration prorusse dans mon village d'origine sont tous issus du même *teip* que moi et à ce titre assurent la sécurité de ma famille restée en Tchétchénie. Les Russes me connaissent, connaissent mes activités au service de la guérilla, savent où je me trouve ; mais ils ne sont pas en mesure, grâce à la protection du *teip*, d'exercer sur moi des pressions par le biais de ma famille.

De manière générale, en Tchétchénie, il arrive assez souvent que le *teip* protège les anciens responsables de l'Etat d'Itchkérie, qui n'ont pas fui la république ».

Ces cadres en somme créent un climat de confiance entre les individus : ils les protègent et permettent de faire transiter des messages. Ainsi, au sein du *teip*, il devient plus facile par exemple de passer un accord commercial ou plus précisément de donner des garanties pour un éventuel retour. En d'autres termes, il est toujours possible de trouver, en Tchétchénie, un membre du même *teip* que l'interlocuteur de la diaspora « visé » par l'offre de retour, susceptible d'adresser à cette « cible », en toute confiance, la proposition. Il s'agit le plus souvent d'un membre de sa famille élargie. Il est probable que le pouvoir officiel de Tchétchénie utilise ces réseaux, à la fois familiaux et claniques, pour communiquer avec les réfugiés. Les cas concrets manquent cependant, notamment en Turquie, particulièrement visée par l'administration prorusse.

### **Les réfugiés de Turquie : des cibles privilégiées.**

---

<sup>1</sup> Entretien n°78, Salambek Maïgov, ancien représentant du président Aslan Maskhadov à Moscou, directeur de la fondation de recherche Gromos. Moscou, octobre 2004.

<sup>2</sup> Entretien n°86, anonyme, engagé au sein de la guérilla séparatiste, Istanbul, septembre 2006.

Depuis le début de l'année 2006, la communauté tchéchène diasporique d'Istanbul connaît d'importants soubresauts organisationnels. Le successeur du président Aslan Maskhadov, on l'a vu<sup>1</sup>, peine à s'affirmer auprès des groupes actifs gérant une partie des approvisionnements financiers. Il se heurte aux correspondants de Chamil Bassaev qui ne souhaitent pas, semble-t-il, partager leurs ressources. En juillet 2006, la mort de celui-ci et l'avènement à la tête de la guérilla de Dokou Oumarov déstabilisent un peu plus l'ensemble de ces personnalités tchéchènes engagées en Turquie. Les relations entre la diaspora d'Istanbul et le terrain se tendent ; les loyautés s'amoindrissent et les relais de la guérilla se fracturent. A cela s'ajoute l'affaiblissement des organismes turcs de solidarité, le Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie, l'organisation à but humanitaire IHH et la Fondation Caucase (Kafkas Vakfi), victimes du rapprochement diplomatique et économique entre la Turquie et la Russie, qui se renforce à partir de 2004. Ces structures, dont les activités dépendent en grande partie des marges de manœuvre que leur permettent les autorités d'Ankara, voient se réduire au minimum, au milieu de la décennie 2000, leurs capacités d'action. Leurs interventions se limitent désormais aux approvisionnements alimentaires, aux fournitures de vêtements et aux aides à la scolarité des enfants (obtention d'autorisations administratives, matériels scolaires). Ainsi, désorientés par ces recompositions à la fois internes et externes, politiques et sociales, les réfugiés tchéchènes de Turquie, politisés ou non, tendent à ne plus pouvoir compter que sur eux-mêmes. Les stratégies globalement s'individualisent. Chacun, en quelque sorte, paraît chercher une solution alternative à sa situation qui a priori ne peut plus évoluer.

C'est dans ce contexte que dès 2006 des perspectives de retour apparaissent. L'administration prorusse à l'époque se révèle très volontaire à l'égard de la communauté réfugiée en Turquie, déployant, semble-t-il, des moyens conséquents de gestion et de surveillance. Un réfugié, souhaitant rester anonyme, détaille ainsi les missions d'une certaine Roza Djabraïlova à Istanbul<sup>2</sup>.

« Affiliée au Consulat de Russie, Roza Djabraïlova est envoyée en Turquie au cours du premier semestre de l'année 2004. Elle représente l'administration prorusse mais n'a pas d'existence légale. Elle est en charge de surveiller la communauté tchéchène réfugiée et de faciliter, le cas échéant, en prenant en charge les formalités administratives et en donnant des garanties quant à l'accueil et l'installation en Tchétchénie, le

---

<sup>1</sup> Se reporter au chapitre VI.

<sup>2</sup> Entretien n°84, anonyme, Istanbul, septembre 2006.

retour d'éventuels volontaires ».

Il est difficile de confirmer l'information. Il est juste avéré, par des entretiens recoupés, que cette femme s'occupe surtout de promouvoir ses intérêts commerciaux et financiers en Turquie, en partenariat avec certains Turcs d'origine tchéchène issus de la diaspora arrivée au 19<sup>ème</sup> siècle. Il ne peut être tout à fait exclu, évidemment, qu'elle ait pu, en parallèle dans certains cas, servir d'intermédiaire entre des familles prêtes à rentrer et le Consulat de Russie, afin de faciliter leurs démarches administratives, tel que le renouvellement des papiers d'identité et d'obtenir, pour elles, des garanties de sécurité en Tchétchénie. En ce qui concerne l'initiative de la proposition en revanche, au regard des quelques exemples disponibles et présentés ici<sup>1</sup>, il ne fait aucun doute que l'invitation provient directement de groupes en Tchétchénie et qu'elle est formulée par les biais familiaux et claniques, déjà abordés.

- Cas de Dok Agmadov, député élu au Parlement de 1997.

Les anciens de son village d'origine se sont réunis et ont mandaté un des leurs pour lui demander de rentrer et lui promettre les garanties nécessaires quant à sa sécurité.

- Cas d'Albert Boutsaev, qui se présente comme un ancien pilote de l'armée de l'air soviétique, partisan de l'indépendance.

Un de ses anciens camarades de l'armée, Chamil Idrissof, un des adjoints de Soulim Iamadaev, en poste sur une base aérienne en Tchétchénie, lui a fait savoir qu'un poste à ses côtés pouvait lui être proposé. Compte tenu de ses bonnes relations avec la famille Iamadaev, qui remontent aux années 1997-1998, il pense pouvoir garantir sa sécurité et celle de sa famille. Il envisage de rentrer seul d'abord d'ici la fin de l'année 2006.

- Cas d'Elagi Egilsoulemanov, réfugié dans le camp de Fener Bahce.

Une de ses filles, qui travaille pour l'administration tchéchène prorusse à Grozny, a été mandatée pour lui proposer un poste d'économiste auprès du pouvoir actuel.

En tout, jusqu'à 2006, quelques dizaines de familles seraient rentrées en Tchétchénie, une quarantaine selon le Comité de Solidarité<sup>2</sup>. Certaines se réinstallent normalement, d'autres apparemment subissent d'intenses pressions des services de sécurité locaux. Tout dépend

---

<sup>1</sup> Entretiens Dok Agmadov, Albert Boutsaev, Elagi Egilsoulemanov, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°96, Sebahattin Durgun, responsable exécutif du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie. Istanbul, 21 septembre 2006.

peut-être ici des liens que celles-ci ont eus avant leur départ avec le Consulat de Russie et éventuellement Roza Djabraïlova. L'action de ces intermédiaires a posteriori, visant à préparer l'accueil des familles qui rentrent, peut se révéler un indispensable sésame pour un retour en toute sécurité. C'est en tout cas ce que laissent penser les précisions de quelques jeunes hommes réfugiés au camp de Fener Bahce<sup>1</sup>.

« Tous les réfugiés souhaitent rentrer. Il est impossible de vivre longtemps dans ce camp sans aucune perspective. Cela dit, il demeure très dangereux de revenir en Tchétchénie. Aucune garantie de sécurité ne peut être donnée sauf si les candidats au retour acceptent de collaborer avec l'administration Kadyrov.

Les représentants prorusses en Turquie, en particulier Roza Djabraïlova, n'interviennent qu'a posteriori. Ils ne semblent pas en mesure de faire eux-mêmes aux réfugiés les offres de retour. Ils ne prennent en charge que les modalités pratiques du voyage et leur accueil en Tchétchénie ».

Par la suite, le flot des retours ne grossit pas, ni au départ de Turquie, ni d'ailleurs.

### **Le retour impossible.**

Les retours dans l'ensemble, au moins jusqu'à 2007, restent marginaux. En Turquie, on l'a noté, quarante familles seraient rentrées, globalement entre 2000 et 2006 ; la plupart des migrants ont plutôt continué vers l'ouest. En Europe, Tina Izmaïlova donne de succinctes statistiques pour la Belgique et la Pologne<sup>2</sup>.

« De manière générale, les retours de réfugiés vers la Tchétchénie sont peu nombreux : quelque 90 familles en 2006 qui avaient pourtant le statut de réfugiés en Belgique. En Pologne, certains migrants sont rentrés, mais les conditions de vie paraissent meilleures à Grozny qu'à Varsovie ».

Ces quelques familles, par rapport aux 15000 réfugiés tchéchènes présents en Belgique, ne représentent pas une proportion significative ; quant à la Pologne, celles qui décident de revenir n'ont simplement plus aucune perspective en Europe. Beaucoup d'entre elles, en effet, déjà refusées peut-être plusieurs fois par les services polonais, n'y disposent même pas du statut de tolérance et n'ont pas non plus les moyens financiers de tenter à nouveau leur chance dans un autre Etat européen. Pour ces individus, sans doute, il ne reste guère d'autre alternative que le retour. Par ailleurs, il faut compter en valeur négligeable les retours volontaires pour être utiles en Tchétchénie, pour combattre par exemple ou à l'instar de la

---

<sup>1</sup> Entretiens anonymes, camp de Fener Bahce, Istanbul, septembre 2006.

<sup>2</sup> Entretien n°23, Tina Izmaïlova, *ibid.*



jeune Milana, pour fonder un journal et éveiller la jeunesse. Ainsi, de manière générale, ce ne sont pas plus que quelques familles, une, deux ou trois dizaines selon les Etats, qui quittent chaque année leur pays de résidence pour se réinstaller en Tchétchénie. La tendance de surcroît paraît stable au fil du temps. Il est en effet une raison majeure à ces réticences des migrants : Ramzan Kadyrov lui-même, qui fait figure aux yeux de la plupart des réfugiés, d'obstacle principal au retour.

Il se pose, en diaspora vis-à-vis de la Tchétchénie et de son nouveau président, un problème déterminant de manque de confiance. Il n'est qu'à parcourir les quelques références suivantes pour se rendre compte de l'état d'esprit général des exilés tchétchènes quant à la situation sur place. Tina Izmaïlova, qui décline bien sûr l'invitation à l'inauguration présidentielle, précise par exemple les conditions de son retour<sup>1</sup>.

« Je n'envisage pas, pour ma part, de rentrer pour le moment. Je voudrais créer un journal en Tchétchénie, écrire et être lue. Mais il n'y a pas d'opportunité possible en ce domaine dans l'état politique actuel du pays ».

Saypoudi est encore plus explicite<sup>2</sup>.

« Je n'envisage pas mon retour avant 4 ou 5 ans. Il est encore trop tôt. Je ne crois pas pouvoir me réaliser professionnellement en Tchétchénie dans l'état actuel des forces et sous la dangereuse domination de Ramzan Kadyrov. Le régime actuel ne tend pas vers la stabilité sociale, l'état de droit et la démocratie ».

Un réfugié anonyme en Turquie de même renchérit<sup>3</sup>.

« Les réfugiés aujourd'hui ne craignent pas tant les forces russes en Tchétchénie que les groupes tchétchènes pro-russes. Tout le monde souhaite rentrer même les représentants des combattants en Turquie, mais il faut d'abord régler le problème Kadyrov ».

Par ailleurs et de manière significative, aucun des trois individus, réfugiés en Turquie, objets d'une offre de retour, n'y a donné suite. Ils refusent de se compromettre avec une administration peu fiable, népotiste et corrompue, largement responsable de la guerre civile que le Kremlin a instillé sous couvert de « tchétchénilisation ». Cela serait payer trop cher leur retour. Les exemples sont légion.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> Entretien n°24, Saypoudi Khalikov, *ibid.*

<sup>3</sup> Entretien n°85, anonyme, Istanbul, septembre 2006.

Pour autant, paradoxalement, la disparition de Ramzan Kadyrov ne résoudrait pas nécessairement le problème. Certes, son remplaçant ne serait sans doute pas beaucoup plus démocrate ou compétent ; mais il semble surtout que le processus diasporique est déjà trop avancé. Il est trop tard en somme pour inverser la tendance et envisager le retour massif des réfugiés. Parmi ceux qui rentrent aujourd'hui, apparemment la plupart n'ont pas réussi leur intégration au sein de la société d'accueil, et encore moins dans le processus de globalisation<sup>1</sup>. Les autres, dans leur grande majorité, s'y accrochent ou y sont déjà profondément engagés. Les propos d'Adam par exemple, réfugié à Poitiers en famille, qui parle français et travaille dans un garage, sont en cela très révélateurs<sup>2</sup>.

« Le retour n'est pas impératif. Nous cherchons aujourd'hui à nous intégrer à la société française sans perdre notre identité tchétchène.

Notre cas n'est pas du tout exceptionnel. Des Tchétchènes, en France depuis plusieurs années ont par exemple déjà ouvert une firme de construction. Je connais aussi des sportifs tchétchènes qui remportent des compétitions en France ».

La vie en diaspora est devenue, pour beaucoup, trop attractive et trop prometteuse par rapport aux risques en Tchétchénie, même si Ramzan Kadyrov laissait le pouvoir. Le retour en somme est impossible compte tenu des perspectives de reconstructions diasporiques déjà entamées et qu'il faut poursuivre. Cela ne signifie nullement que la terre tchétchène est abandonnée ou délaissée. Tous les réfugiés, même les plus intégrés, aspirent à y revenir, mais une fois seulement qu'ils seront réellement et effectivement des citoyens globaux.

### **3) L'ersatz du retour : les nouvelles technologies de l'information et de la communication.**

En attendant, et c'est là une dimension nouvelle encore peu explorée de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), le réfugié en voie de diasporisation développe des relations virtuelles avec le référent origine. Internet, essentiellement, pallie l'impossibilité du retour. Le contact entre la diaspora et la Tchétchénie, qui ne peut être physique mais qui n'est pas pour autant interdite, passe ainsi par le biais

---

<sup>1</sup> Il est vrai que cette idée aurait mérité une démonstration plus précise. Il était aussi important de terminer la rédaction.

<sup>2</sup> Entretien n°29, Adam, mécanicien, Poitiers, mai 2006.

numérique. C'est sans aucun doute aujourd'hui le moyen par excellence de l'interaction entre un extérieur globalisé et un intérieur peu accessible. En un mot, la Tchétchénie devient visible à partir de la diaspora, et la diaspora à partir de la Tchétchénie. L'usage de Google Earth ou même de Google Maps, très répandu en diaspora<sup>1</sup>, est en cela tout à fait symbolique : cette fonctionnalité du moteur de recherche permet d'avoir une vue satellite assez précise d'une rue ou d'un quartier<sup>2</sup>. Il suffit d'entrer son adresse et la maison apparaît. Inversement, on peut imaginer que ceux restés en Tchétchénie puissent voir les nouveaux habitats de leurs parents en exil. A cela s'ajoutent tous les moyens techniques d'échanges vidéo et sonores par les web cams et les réseaux téléphoniques quasiment gratuits par internet. Ces liens se développent d'autant plus facilement que le Caucase comme la plupart des zones du monde se connecte progressivement aux canaux optiques les plus performants et que les cafés internet y fleurissent, comme le rapporte un réfugié souhaitant rester anonyme qui a eu l'occasion dernièrement de s'y rendre<sup>3</sup>.

« Trois cafés internet ont ouvert à Grozny au cours de l'été 2005. L'un résulte d'un projet financé par Khussein Djabraïlov et Chamil Beno ; l'autre a été constitué par le mouvement *We Together with Putin*, qui est devenu Nachi, pro-Kremlin ; le dernier enfin est contrôlé par le ministère de la Communication. Dans ces cafés cependant, il est encore interdit de se connecter aux sites tchétchènes indépendantistes, tels *Chechen Press* et *Kavkaz Center*. Des caméras posées sur chaque ordinateur surveillent les utilisateurs ».

Au-delà du contact direct visuel, ce sont aussi des matériels vidéos et sonores, des informations diverses, sur la vie quotidienne en exil ou en Tchétchénie, qui sont échangées et diffusées en temps réel. Des sites internet classiques ou fonctionnant à la manière de forums, en diaspora ou sur place, mettent ainsi à disposition de tous ces dernières nouvelles. Un jeune réfugié en France donne quelques exemples de sites qu'il consulte, lui et ses amis, assez régulièrement<sup>4</sup>.

Certains en diaspora ont créé leur propre site d'information et d'échanges de documents (vidéo, photos, informations), parfois à dimension culturelle. Les plus populaires sont :

---

<sup>1</sup> Observation de terrain, Istanbul, juillet 2008.

<sup>2</sup> <http://maps.google.ru/> par exemple pour voir un espace en Fédération de Russie ; ou <http://earth.google.fr/>

<sup>3</sup> Entretien n°34, anonyme, Paris, 2005.

<sup>4</sup> Entretien n°31, Aslan, lycéen, Nice, mars 2007.

[www.chechenmtv.com](http://www.chechenmtv.com), fondé et géré par un réfugié à Nice, Zelim (âgé de moins de 20 ans) passionné d'informatique. C'est un site d'échanges vidéos, contenant aussi des informations sur la Tchétchénie, des annonces des concerts tchéchènes, partout dans le monde. Il est absolument non politisé.

[www.djigit.com](http://www.djigit.com), qui est une petite société de production tchéchène sur internet diffusant les épisodes d'un film épique aux élans caucasiens.

[www.xasovskiyo.ucoz.ru](http://www.xasovskiyo.ucoz.ru), qui est un forum d'échanges en anglais et en russe, très populaire au sein de la diaspora.

Il semble que le site [www.chechnyafree.ru](http://www.chechnyafree.ru) soit une émanation officielle de l'administration tchéchène prorusse, aujourd'hui au pouvoir à Grozny.

Tous ces supports diasporiques relaient et diffusent des documents produits en Tchétchénie, en particulier bien sûr le site [www.chechnyafree.ru](http://www.chechnyafree.ru) qui est bien une vitrine discrète de l'administration prorusse de Grozny. Par ces biais virtuels, les réfugiés ont ainsi matériellement la possibilité de consulter et de vivre les événements organisés sur place, notamment culturels. Sur [www.chechenmtv.com](http://www.chechenmtv.com) par exemple, sont disponibles des photos actualisées de Grozny ou des performances d'artistes lors de concerts et spectacles de danse récents. La guérilla également, qui continue, est loin d'être occultée ; elle est simplement traitée sur des sites explicitement politiques, tel que *Kavkaz Center* et *Nizam TV*, l'ancienne télévision officielle de la république tchéchène d'Itchkérie. Les courtes vidéos montrant des moments de prières, des combats agrémentés de musique traditionnelle et religieuse ou de vie quotidienne dans les camps, sont reprises ensuite sur des sites généralistes comme *You Tube*. Les réfugiés renouent ainsi avec la Tchétchénie. Le lien est rétabli, prêt à accueillir en retour les influences d'individus qui pensent « global ». Car, le processus inverse, à savoir l'ouverture vers la diaspora de ceux restés en Tchétchénie n'est pas à négliger. L'intérêt pour cette vie en exil, les opportunités offertes en diaspora, grandit chez les jeunes qui ne sont pas partis. Ils sont curieux, de plus en plus, de découvrir comment leurs compatriotes évoluent à l'étranger. A ceux-là alors de détailler et de montrer les multiples chances diasporiques sur des sites internet qu'il faudrait promouvoir en Tchétchénie.

Cette dernière idée, espérons-le, dépasse le cliché des études transnationales selon lequel Internet en proposant un ensemble de réseaux de discussions et d'échanges vocales et vidéos, renforce les liens communautaires et qu'une diaspora se nourrit des relations virtuelles qui se constituent entre ses ressortissants. Au cours de ce travail, ce constat, inévitable, a été mis en perspective dans le cadre d'évolutions diasporiques propres : recréation des liens sociaux, apparition de réseaux culturels et intellectuels. La recherche qui se termine ici tend à

considérer que l'apparition d'un jeu d'influence réciproque entre la diaspora et le référent origine mérite autant d'attention.



# CONCLUSION

La diaspora n'est pas seulement une translation d'un groupe de population venant d'un pays dit référent origine vers un autre dit d'accueil. De la simple transposition ne résulte qu'une protodiaspora, dont le terme en lui-même laisse certes entendre a priori qu'il peut, sur ces bases sociales et politiques qui peinent à convaincre les migrants concernés de leur effectivité, se constituer une réalité diasporique véritable. Mais ce passage de la protodiaspora à la diaspora appelle certaines prédispositions individuelles ; la diasporisation ne va pas sans changements ni évolutions. En un mot : pour exister, la diaspora suppose une transformation du migrant. Le concept de « transmigrant » rend assez bien compte de la réalité nouvelle qui apparaît. Développé en particulier par Nina Glick Shiller à partir du début des années 90, il désigne des individus installés à l'étranger qui participent au quotidien à la vie sociale de leur pays de résidence et qui dans le même temps maintiennent des relations et interagissent avec leur pays d'origine. Nina Shiller précise ainsi la définition<sup>1</sup>.

« Les transmigrants sont des migrants dont la vie quotidienne dépend d'interconnexions constantes et multiples par-delà les frontières internationales et dont les identités publiques se forment au gré de leurs relations avec plus d'un Etat-nation ».

Elle en déduit alors l'idée de migration transnationale<sup>2</sup>.

« Il s'agit du processus par lequel les migrants constituent et entretiennent simultanément des relations sociales à plusieurs niveaux reliant ensemble leurs sociétés d'origine et de résidence ».

La diasporisation tchéchène, engagée depuis 2000, correspond assez bien à ce modèle théorique. Après une phase protodiasporique marquée par l'échec de la plupart des initiatives entreprises, le phénomène opère, « transformant » les simples réfugiés, ou une partie d'entre eux au moins, en transmigrants, selon un processus détaillé, illustré et enrichi au fil de cette recherche. De manière synthétique, celui-ci se déploie en trois grandes étapes, chacune constituant une spécificité du phénomène diasporique, sa valeur ajoutée, qui sont aussi les principaux aboutissements de ce travail généalogique.

---

<sup>1</sup> Nina Glick Shiller, Linda Basch, Cristina Szanton Blanc. « From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration ». *Anthropological Quarterly*, January 1995, vol 68, n 1, p. 48.

<sup>2</sup> *Ibid.*

## **Entre l'intégration et la revendication communautaire : un antagonisme surestimé.**

Il va de soi qu'un migrant fuyant un pays en guerre, marqué donc par un départ violent, involontaire et déstructurant, cherche en exil à préserver, si ce n'est à renforcer, la conscience de ses origines et finalement de son identité. La fuite dans l'urgence détermine ainsi, naturellement, certains comportements protodiasporiques, tels que le souci de l'endogamie et le regain religieux. Cependant, comme on l'observe dans le cas tchéchène, la cristallisation sur certaines références originelles ne nuit pas pour autant à la possibilité d'intégration au sein de la société de résidence : un résultat à l'inverse du cliché communautariste qui suppose que la revendication identitaire empêche l'intégration.

- Il apparaît ainsi d'abord que ce sont les réfugiés les mieux intégrés, c'est-à-dire ceux disposant d'un statut juridique officiel et/ou d'un emploi, maîtrisant également la langue locale, qui initient les structures communautaires et diasporiques. Il est vrai sans aucun doute que seuls ceux à l'abri des besoins et qui ont assuré leur « survie » au quotidien ont le loisir et les moyens de se consacrer à la vie communautaire. Cela dit, en voulant alors agir pour valoriser et conserver l'identité au sein de la communauté exilée, ils ne vont nullement par ailleurs « se désintégrer » de la société d'accueil. Il n'y a pas de contradiction entre le phénomène d'intégration et de valorisation identitaire ou culturelle.

Les exemples au sein du panel d'interlocuteurs retenus sont nombreux, principalement en Europe, à l'instar d'Issita Djamaldanova et Aslan Iznourov en France, de Saypoudi Khalikov et d'Emilkhan Charipov en Belgique, d'Albert aux Etats-Unis, de Turko en Pologne et de Zelimkhan Nataev en Norvège.

- Il apparaît ensuite que le réfugié, pris en charge dans un cadre diasporique, se sent protégé et craint moins dès lors les conséquences d'une participation professionnelle et sociale au sein de l'Etat d'accueil. Il tire du lien social au sein de la communauté qui à terme se formalise au sein de structures, toutes les garanties de protection nécessaires, aussi bien matérielle que psychologique et identitaire, pour oser franchir le pas de l'intégration.



C'est au sein des communautés tchéchènes de Russie principalement que les exemples en la matière foisonnent, par le biais spécifique des cadres protecteurs identifiés au chapitre V.

- Il apparaît enfin que l'interface diasporique favorise les interactions entre le migrant et la société d'accueil, en donnant le prétexte à des contacts et des échanges. En d'autres termes, le rassemblement communautaire facilite les démarches personnelles des migrants en direction de structures locales de tout ordre : scolaire, professionnel, linguistique, de solidarité.

Il n'est qu'à, sur ce point, reprendre les développements consacrés aux écoles tchéchènes d'Azerbaïdjan. Celles-ci rassemblent les enfants réfugiés qu'elles préparent avec succès à rejoindre le cursus scolaire azerbaïdjanais. Si elles n'existaient pas, beaucoup de jeunes réfugiés, entre 6 et 18 ans, auraient été admis, en raison de leur retard scolaire, dans des classes inférieures, ce qui, en pratique, limite considérablement à cet âge l'intégration.

Ces dynamiques fonctionnent, cela dit, tant qu'elles ne sont pas politisées par rapport à la société et à l'Etat d'accueil. Les cas tchéchènes en Turquie et dans une moindre mesure en Pologne révèlent qu'à l'instant où une structure communautaire tend à développer des postures et des discours politiques, revendicatifs ou simplement critiques, à l'attention des autorités locales, elle perd automatiquement l'ensemble des effets bénéfiques du processus diasporique. Les interactions sont rompues, les passerelles s'effondrent. Ne subsiste qu'un rapport de force, figeant les positions de part et d'autre et empêchant de ce fait l'intégration du migrant. Les quelques personnalités tchéchènes installées dans les camps d'accueil d'Istanbul qui ont ainsi essayé de s'élever contre le système turc favorisant certains réfugiés, n'ont plus aujourd'hui ainsi aucune chance de trouver à s'insérer professionnellement ou socialement au sein de la société turque.

### **Diaspora et cosmopolitisation : émergence d'une élite tchéchène transnationalisée.**

Toute diasporisation est une cosmopolitisation, au sens où il se crée au cours du processus, pour chaque individu qui s'y laisse entraîner, un phénomène dialectique d'allers-retours permanents entre plusieurs sources d'identité, entre différentes loyautés et entre de multiples espaces, lesquels ne sont pas appréhendés sous un angle conflictuel mais utilisés

simultanément telles des ressources étroitement imbriquées les unes aux autres<sup>1</sup>. Il est vrai que seule pour l'instant une minorité de migrants plutôt jeunes, parmi la première génération des exilés, est en mesure de tirer un profit maximum des opportunités transnationales offertes en exil. Ces acteurs, porteurs de la diaspora tchétchène, constituent comme une élite, une avant-garde, présentant un profil original et global.

- Leurs références politiques se limitent à la seconde guerre de Tchétchénie. Ils ne se reconnaissent pas dans les débats violents qui ont marqué la fin de la décennie 1990 en Tchétchénie. Ils ne veulent pas choisir entre Bassaev ou Maskhadov. Ils n'ont pas d'opinions précises sur l'indépendance qui pour eux importe peu. L'enjeu politique principal concerne le rétablissement du droit et de la sécurité en Tchétchénie.
- Ces acteurs sont souvent plus éduqués que leurs aînés ; la plupart ont suivi ou suivent des enseignements en Occident ou en Russie.
- Ils pensent la question tchétchène en fonction d'un contexte plus large, régional ou européen. Ils inscrivent leur réflexion dans un cadre problématique délaissant les déterminants spécifiquement tchétchènes qui à leurs yeux n'ont que peu d'impact. Ils pensent « global ».
- Pour eux, la pratique de l'islam n'est plus seulement un fait traditionnel, relevant d'un phénomène identitaire. La religion devient une norme personnelle de comportement ; ils tendent à en respecter et en suivre davantage les préceptes. L'islam peut prendre également, pour certains, un sens politique.
- Exerçant souvent un rôle informel de leader au sein de la communauté, qualifiés au cours de ce travail de personnalité référence, ils fondent leur légitimité communautaire et leur autorité sociale sur leurs capacités à agir en faveur de leurs compatriotes, du fait d'une bonne connaissance de la langue locale et de contacts performants.

Dès la seconde génération, lorsque les enfants des premiers migrants auront terminé leur cursus scolaire dans leur pays d'accueil, ce type de profil devrait se généraliser et concerner non plus une élite mais une masse de descendants de réfugiés, formant un large vivier diasporique de compétences et de réseaux transnationaux, à même de prendre part à la reconstruction, au développement et à la stabilisation durable de la Tchétchénie dévastée.

---

<sup>1</sup> Ulrich Beck. *Qu'est-ce que le cosmopolitanisme*, p. 144.

## **La diaspora au service de la reconstruction de la république.**

L'accomplissement diasporique, on le sait, suppose ce retour vers l'origine, qui n'est pas nécessairement direct, physique ou matériel. Il s'agit le plus souvent de flux financiers, d'influences politiques au sein de l'Etat référent ou auprès des autorités d'accueil dans l'intérêt de groupes sur place, de séjours temporaires, d'échanges économiques et commerciaux entre le pays de résidence et celui de référence, que permet et facilite l'intégration des exilés au contexte de la globalisation. Il est acquis que la diaspora, sous sa forme ultime, celle d'une plate-forme transnationale où s'accumule un ensemble de ressources diverses, constitue sans doute l'un des meilleurs outils pouvant aider à la gestion et à la résolution du problème originel. Les exemples israéliens et arméniens sont en cela particulièrement révélateurs et déjà largement traités, devenant même, chacun, l'archétype des différentes interventions politiques possibles d'une diaspora sur le territoire référent dans le cadre de négociations de paix ou de manière générale<sup>1</sup>. Plus concrètement, en matière de retour, le cas des exilés afghans apporte également quelques indications utiles. Ainsi, la plupart des réfugiés qui rentrent en 2002 occupent des postes à responsabilités élevées au gouvernement ou au profit d'organisations non gouvernementales et onusiennes ; sinon, très peu reviennent à des niveaux moyens. Certains hommes d'affaires par ailleurs font l'aller-retour entre la diaspora et le pays<sup>2</sup>.

Dans le cas tchéchène, la réalité des influences en retour et leurs modalités sont encore à peine visibles, si on fait exception des initiatives politiques ratées venant de quelques personnalités en diaspora au cours de ces dernières années, en particulier Oumar Khanbiev auprès du Parlement européen en 2005, Akhmed Zakaev en 2006 et Akhiad Idigov assez régulièrement. Le processus de diasporisation vient en effet tout juste d'aboutir pour quelques-uns des jeunes acteurs, membres de cette minorité active globale distinguée précédemment. Il est loin d'être terminé pour la grande majorité des autres et à plus forte raison pour leurs enfants. Enjeu essentiel de l'avenir de la diaspora tchéchène, cette question ici reste ouverte.

---

<sup>1</sup> L'article de Yossi Shain en la matière est très complet. Il passe en revue l'ensemble des facteurs déterminant les relations politiques entre les autorités sur le territoire d'origine, les autorités du pays d'accueil et les leaders diasporiques, notamment dans le cadre d'une résolution de conflit.

Yossi Shain. « The Role of Diasporas in Conflict Perpetuation or Resolution ». *SAIS Review*, Summer-Fall 2002, vol 22, n 2, p. 115-144.

<sup>2</sup> Entretien Pierre Centlivres, Neuchâtel, Suisse, 2 juin 2008.



# RESSOURCES

Selon un schéma très classique, la recherche mobilise à la fois des sources humaines (personnes interviewées) et des sources écrites (ouvrages de référence, articles scientifiques, sites internet, journaux). Les premières cependant déterminent beaucoup plus que les secondes les résultats proposés ici, donnant à la thèse un caractère assez novateur.

## Interlocuteurs

---

Il faut distinguer entre deux grandes catégories d'interlocuteurs.

- Les acteurs tchéchènes : en grande majorité des réfugiés, hommes et femmes, jeunes et personnes âgées, issus de toute catégorie socioprofessionnelle (ministres, fonctionnaires, étudiants, artistes, professeurs, écrivains, combattants, ouvriers, militants associatifs) mais aussi plus ponctuellement des individus « expatriés » travaillant à l'étranger tels que des hommes d'affaires, chercheurs ou militants des Droits de l'Homme, notamment en Russie.
- Les acteurs non tchéchènes : journalistes et chercheurs locaux, également des membres d'organisations non gouvernementales engagées dans l'accueil et l'aide aux migrants tchéchènes.

Ils sont classés ici par pays d'installation pour les premiers et d'origine pour les seconds, puis au sein de ces catégories par ordre alphabétique. Cette présentation, même arbitraire, paraît préférable à un classement par groupe d'activités tant il peut être délicat de qualifier un individu d'acteur politique, religieux, économique ou associatif. Beaucoup revêtent en même temps l'ensemble de ces fonctions.

## *Acteurs tchéchènes – diaspora et Tchétchénie.*

### **Allemagne.**

**BAITOUKAEV Albert**, journaliste rédacteur en chef du *Chechen Times*. Munich, 5 septembre 2005.

**BISOULTANOV Apti**, poète tchéchène ayant pris part à la seconde guerre, responsable politique en charge des affaires sociales sous la présidence d'Aslan Maskhadov. Berlin, 24 février 2006.

**DIMAYEV Amarbek**, musicien engagé dans la renaissance culturelle tchéchène en diaspora. Aschaffenburg, 13 janvier 2006.

**DOUCHOUEV Rakhman**, homme politique, ancien représentant du président Aslan Maskhadov en Turquie. Berlin, 22 février 2006.

**Rizvan**, haut responsable auprès du président Aslan Maskhadov jusqu'en 2004. Nuremberg, 13 janvier 2006.

**Zelimkhan**, principal animateur du comité de solidarité Caucase basé à Mannheim. Mannheim, 6 septembre 2005.

### **Azerbaïdjan.**

**AKHMADOV Guelaïni**, homme d'affaires, membre du Congrès mondial des Tchétchènes. Bakou, 16 mars 2005.

**ARSANOUNKAEV Oumar**, ancien vice-directeur de l'administration du Parlement tchéchène élu en 1997, ancien représentant officiel du Parlement tchéchène en Azerbaïdjan. Bakou, 14 mars 2005.

**ARSANOUNKAEV Rouslan**, archéologue non politisé. Bakou, 2 novembre 2003.

**ATGIEV Loma**, adjoint de Rouslan Zelimkhanov dans une école tchéchène, ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Education de la république tchéchène d'Itchkérie. Bakou, 8 novembre 2003.

**BAGAEV Marat**, journaliste tchéchène, assistant de recherche affilié indirectement à l'université de Stanford en Californie. Bakou, 7 mars 2005.

**BARAEV Khassan**, demi-frère d'Arbi Baraev et frère de Khava Baraeva, 1<sup>ère</sup> femme kamikaze tchéchène. Bakou, 13 mars 2005, 16 mars 2005.

**CHARIEV Ilmadi**, conseiller de Zelimkhan Ianderbiev, directeur d'une école tchéchène. Bakou, 10 novembre 2003.

**GAZIEV Imran**, adjoint d'Ali Assaev, directeur d'une école tchéchène. Bakou, 15 mars 2005.

**Ibraguim**, jeune combattant, porte-parole, un temps, des revendications humanitaires des réfugiés tchéchènes en Azerbaïdjan. Bakou, 8 mars 2005.

**KHAMSUEVA Khaïssa**, directrice d'une organisation non gouvernementale tchéchène en charge du soutien aux personnes invalides. Bakou, 14 mars 2005.

**KHANBIEV Oumar**, ancien représentant du président Aslan Maskhadov en Europe. Bakou, 12 mars 2005.

**Khava**, directrice d'une école tchéchène, proche du représentant du président Aslan Maskhadov en Azerbaïdjan, Ali Assaev. Bakou, 8 novembre 2003, 14 mars 2005.

**MASKHADOV Anzor**, fils du président Aslan Maskhadov, impliqué dans les affaires politiques au sein de la diaspora. Bakou, 6 mars 2005, 10 mars 2005 ; Europe, juillet 2006.

**MOUTSAEV Moussa**, coordinateur des organisations non gouvernementales tchéchènes en Azerbaïdjan. Bakou, 10 mars 2005.

**TARAMOV Maïrbek**, journaliste, fondateur et principal animateur de *Tchetchenski Vestnik*, engagé dans la défense des populations tchéchènes réfugiées au nom des droits de l'Homme. Bakou, 3 novembre 2003, 6 mars 2005, 11 mars 2005.

**TARAMOVA Taouz** puis Tatiana EDILKHANOVA (sa sœur), directrices de l'école Radouga. Bakou, 9 novembre 2003, 13 mars 2005.

**Vakha**, combattant réfugié. Bakou, 10 mars 2005.

**ZELIMKHANOV Rouslan**, directeur d'une école tchéchène, ancien préfet du gouvernement de la république tchéchène d'Itchkérie. Bakou, 5 novembre 2003, 9 mars 2005.

## **Belgique.**

**AMPOUKAEV Ramzan**, ancien président de l'Union des Syndicats de Tchétchéno-Ingouchie, représentant du président Aslan Maskhadov en Pologne, engagé dans la vie politique et sociale de la diaspora tchétchène en Belgique. Nombreux entretiens, Bruxelles et Strasbourg, 2004-2007.

**CHARIPOV Emilkhan**, musicien engagé dans la renaissance culturelle tchétchène en diaspora. Eupen, 27 janvier 2006.

**IZMAILOVA Taïssa ou Tina**, journaliste en Tchétchénie, fondatrice et principale animatrice de l'organisation Diaspora en Belgique. Nombreux entretiens, Bruxelles, 2004-2007.

**KHALIKOV Saypoudi**, responsable de l'organisation Diaspora, en charge de l'intégration des migrants. Anvers, 6 avril 2007.

**KHALILOV Roman**, conseiller d'Ilyas Akhmadov, ministre des Affaires étrangères du président Aslan Maskhadov. Nombreux entretiens, Bruxelles, 2004-2007.

**Laïssa**, traductrice au service des nouveaux arrivants tchétchènes. Bruxelles, 22 janvier 2004.

**Ramzan-Khadji**, imam tchétchène basé à Anvers. Anvers, 6 avril 2007.

## **Etats-Unis.**

**Amrina**, étudiante. New-York, 24 mars 2006.

**BINO Amal**, originaire de Jordanie, étudiante. New-York, 23 mars 2006.

**DIGAEV Albert**, fondateur et principal animateur du site internet [www.amina.com](http://www.amina.com). New-York, 22 mars 2006.

**DIGAEVA Albina**, étudiante à l'université de Berkeley. New-York, 21 mars 2006/



## **France.**

**Adam**, mécanicien. Poitiers, 8 mai 2006.

**Adnan**, intérimaire dans le bâtiment. Nice, 4 mars 2007.

**Anonymes**, jeunes combattants tchéchènes. Paris, 2005-2007.

**Aslan**, lycéen. Nice, 6 mars 2007.

**BASNOUKAEV Moussa**, économiste, professeur à l'université de Grozny. Paris, 14 mai 2003, 8 juillet 2003, 15 décembre 2003.

**BECHAEV Seilam**, vice-président du Parlement tchéchène élu en 1997. Strasbourg, 26 janvier 2004, 3 février 2005, 7 septembre 2005.

**BETLEGUERIEV Khussein**, linguiste, poète et musicien, compositeur en particulier de chants patriotiques tchéchènes. Paris, 23 février 2007, 1<sup>er</sup> mars 2007.

**CHAKHGUERIEV Apti**, député du Parlement élu en 1997. Strasbourg, 22 juin 2005.

**DJAMALDI Saïd-Akhmed**, étudiant au département du monde russe à l'EHESS. Paris, 5 juillet 2005, 22 septembre 2005.

**DJAMALDANOVA Issita**, fondatrice et présidente du centre culturel franco-tchéchène Marzo. Paris, nombreux entretiens, 2005-2006.

**Ghani**, employé d'une école de musique, engagé dans la renaissance culturelle tchéchène en diaspora. Strasbourg, Bruxelles, nombreux entretiens, 2005-2006.

**IBRAGUIMOV Saïd-Emin**, ancien ministre des télécommunications sous la présidence de Djokhar Doudaev, fondateur et principal animateur depuis 1991 de l'association internationale pour la Paix et les Droits de l'Homme. Strasbourg, nombreux entretiens, 2005-2006.

**IDIGOV Akhiad**, président du 1<sup>er</sup> Parlement tchéchène indépendant, président de la Commission des Affaires étrangères et représentant autoproclamé des Tchétchènes en exil. Paris, 7 mai 2004, 6 décembre 2005, 23 février 2007.

**IZNAOUROV Aslan**, jeune entrepreneur. Paris, 9 décembre 2005.

**KALAEVA Tamara**, journaliste réfugiée. Paris, 23 février 2007, 28 février 2007.

**Khassan, Ibraguim, Anzor**, étudiants. Strasbourg, 7 septembre 2006.

**Khassan**, lycéen. Paris, 30 janvier 2003.

**Khazman**, journaliste, femme d'Alman combattant réfugié en Géorgie puis en Pologne. Paris, 14 septembre 2006, 23 février 2007.

**Larissa**, étudiante styliste. Paris, 7 juillet 2005.

**MADAEV Aslan**, combattant réfugié. Melun, 30 août 2005, 16 décembre 2005 ; Paris, 23 février 2007.

**Magomed**, étudiant. Nice, 7 mars 2007.

**Mansour et Nurman**, nouveaux arrivants. Paris, 8 juin 2005.

**Milana**, étudiante journaliste, rentrée en Tchétchénie. Paris, 12 juin 2006, 5 février 2007.

**Noura**, réceptionniste dans un hôtel de la côte d'Azur, fondatrice et principale animatrice de l'association France-Caucase. Nice, 9 mars 2007.

**Roman**, en formation. Poitiers, 8 mai 2006.

**Souloumbek**, ancien ingénieur. Paris, 26 décembre 2002.

**TEMICHEV Moussa**, journaliste, opposant au président Aslan Maskhadov et à ses représentants en Europe. Strasbourg, 5 septembre 2005.

**TEPSAEV Avti**, professeur de philosophie à l'université de Grozny. Paris, 17 juin 2005.

**TOUTAKOV Vagap**, député du Parlement tchétchène élu en 1997, ancien représentant du Parlement en France. Strasbourg, 3 février 2005.

**TSAROIEVA Mariel**, ethnologue et linguiste. Paris, 14 octobre 2005.

**VATCHAGAEV Maïrbek**, historien, ancien porte-parole du président Aslan Maskhadov. Paris, nombreux entretiens, 2002-2006.

## **Géorgie.**

**Anonymes**, réfugiés dans les camps dispersés de la vallée de Pankissi. Duïssi, Jokolo, 17 et 18 mai 2004.

**ALDAMOV Khizir**, représentant de la république tchétchène d'Itchkérie en Géorgie, homme d'affaires. Tbilissi, 21 mai 2004.

**Ali**, combattant réfugié. Pankissi, 19 mai 2004.

**Alman**, commandant affilié d'abord à Chamil Bassaev puis à Rouslan Guelaev, ancien coordinateur des activités militaires tchéchènes en Géorgie (aujourd'hui réfugié en Europe). Pankissi, 19 mai 2004.

**GUELAEV Sultan**, réfugié, frère de Rouslan Khamzat Guelaev. Pankissi, 19 mai 2004.

**Khassan**, journaliste correspondant du site d'information *Kavkaz Tsentri*. Tbilissi, 14 mai 2004.

**IBRAGUIMOV Vakha**, écrivain proche politiquement d'Akhmed Zakaev. Tbilissi, 23 mai 2004.

**IDIGOV Oumar**, médecin, combattant proche du groupe commandé par Alman. Nombreux entretiens, Tbilissi, Pankissi, mai 2004.

**MAKHAOURI Beslan**, journaliste correspondant des sites d'information *Chechen Press* et *Institute of War and Peace*. Tbilissi, 15 mai 2004.

**Sultan**, responsable militaire. Pankissi, 18 mai 2004.

### **Grande-Bretagne.**

**SOUGAIPOV Oumar**, représentant du président Aslan Maskhadov en Grande-Bretagne. Londres, 1<sup>er</sup> avril 2003.

**ZAKAEV Akhmed**, haut responsable politique de la résistance tchéchène, en charge des négociations de paix sous le leadership d'Aslan Maskhadov, réfugié en Grande Bretagne. Londres, 4 avril 2003.

### **Norvège.**

**IBRAGUIMOV Cheikh**, homme politique, vice-représentant du gouvernement de la république tchéchène d'Itchkérie. Oslo, 4 juillet 2006.

**HAJEGUERIEVA Toïta**, représentante du gouvernement tchéchène d'Itchkérie en Norvège. Oslo, 5 juillet 2006.

**NATAEV Zelimkhan**, président du conseil de la diaspora tchétchène de Norvège. Oslo, 5 juillet 2006.

### **Pologne.**

**ABDOULVAKHABOVA Malika**, membre actif de l'association humanitaire d'aide aux réfugiés Ocalenie. Varsovie, 7 mars 2006.

**AIRBOURTAEV Oumar**, ancien garde personnel du président Aslan Maskhadov, représentant de la république tchétchène d'Itchkérie en Pologne. Varsovie, 27 mai 2007.

**Anonymes**, hommes et femmes souvent jeunes rencontrés dans les différents centres d'accueil de la banlieue de Varsovie : Debak, Tcholka, Moszna, Bilane. Varsovie, mars 2006, mai 2007.

**Chomkhan**, premier vice-président du bureau de représentation de la république tchétchène d'Itchkérie en Pologne, en charge des questions sociales. Varsovie, 23 mai 2007.

**Khassan**, responsable de la gestion quotidienne du camp de Lublin, ancien vice-ministre de l'Energie sous la présidence d'Aslan Maskhadov. Varsovie, 8 mars 2006.

**Roustam**, responsable de la gestion quotidienne du camp de Tcholka. Varsovie, 9 mars 2006.

**Saïd-Seilam**, journaliste de guerre, célèbre en Tchétchénie. Lomja, 10 mars 2006.

**Satsita**, journaliste, proche des milieux combattants en Tchétchénie, active dans le domaine humanitaire en diaspora. Varsovie, 6 mars 2006.

**Turko**, journaliste, reporter, cinéaste. Varsovie, 27 mai 2007.

### **Russie.**

**APAEV Abdoulzid**, directeur du centre culturel Daimokh. Moscou, 17 octobre 2004.

**ASLAKHANOV Aslanbek**, ancien député tchétchène de la Douma, conseiller du président Vladimir Poutine. Moscou, 26 juin 2003.

**BAGALOVA Zouleikhan**, comédienne, directrice du centre de recherche et de popularisation de la culture tchéchène LAM, affiliée au Centre Sakharov. Moscou, 19 octobre 2004.

**BAJAEV Mavlit**, homme d'affaires, président du conseil d'administration du groupe pétrolier Allianz. Moscou, 25 octobre 2004, 18 mars 2005.

**BASNOUKAEV Moussa**, économiste, maître de conférence à l'université de Grozny. Moscou, 12 octobre 2002 ; Paris, 2 juin 2004, 28 décembre 2005.

**BENO Chamil**, ancien ministre des Affaires étrangères de Djokhar Doudaev, conseiller politique au service de différentes personnalités tchéchènes. Rencontres régulières, Moscou, octobre, novembre, décembre 2004, mars 2005, juillet 2007.

**CHAKHVALOV Israpil**, journaliste à Dosh, parution tchéchène à Moscou, parrainée par Grigori Iavlinski. Moscou, 3 et 4 août 2007.

**DJABRAILOV Khussein**, homme d'affaires, responsable politique pendant un temps auprès du président tchéchène prorusse Ramzan Kadyrov. Moscou, 23 octobre 2004.

**DOUDOUEV Abdoulla**, journaliste à *Dosh*, parution tchéchène à Moscou, parrainée par Grigori Iavlinski. Moscou, 17 novembre 2004, 3 août 2007.

**GAKAEV Zaourbek**, fils de Djabril Gakaev, notable tchéchène de Moscou. Moscou, 6 octobre 2004.

**GACHAEVA Zeinap**, directrice de l'organisation non gouvernementale Echo de la Guerre. Moscou, 21 octobre 2004, Kislovodsk, 7 novembre 2004.

**GUERIKHANOV Saïd-Khamzat**, journaliste, rédacteur en chef du journal moscovite *Obedinaïa Gazeta*. Moscou, 5 novembre 2004.

**IAKHIEV Saïd**, journaliste correspondant de Radio Liberty, membre actif d'un groupe soufi qadéri. Rencontres régulières, Moscou, octobre 2002, juin 2003, septembre, octobre, novembre 2004.

**ISTAMOULLOV Abdoulla**, ancien vice-premier ministre sous la présidence d'Aslan Maskhadov (1997-1998), fondateur d'un centre d'analyse politique à Grozny. Kislovodsk, 8 novembre 2004.

**KHASBOULATOV Rouslan**, homme politique tchéchène, ancien président de la Douma. Moscou, 26 juin 2003, 13 décembre 2004.

**MAIGOV Salambek**, ancien représentant du président Aslan Maskhadov à Moscou, directeur de la fondation de recherche Gromos. Moscou, 15 octobre 2004.

**MAGOMEDOV Magomed**, juriste. Moscou, 13 octobre 2004, 22 novembre 2004, 2 mars 2005.

**MASSAEV Osman**, homme d'affaires, fondateur et directeur de l'Union des industriels et entrepreneurs en République tchétchène (UIERT), filiale de l'Union russe des industriels et entrepreneurs. Moscou, 22 novembre 2004.

**MOURTAZILIEV Osman**, journaliste, engagé au sein de Mémorial Tchétchénie. Kislovodsk, 10 novembre 2004.

**SAIDOULLAEV Malik**, homme d'affaires tchétchène, candidat évincé aux élections présidentielles de Tchétchénie en 2003 et 2004. Moscou, 26 juin 2003, 25 novembre 2004.

**TEPS Deni**, professeur de droit à l'université de Saint-Pétersbourg, fondateur et président du Congrès mondial des Tchétchènes. Saint-Pétersbourg, 28 octobre 2004 ; Moscou, 13 décembre 2004 ; Bruxelles, 8 décembre 2005.

**TSAROIEV Bachir**, homme d'affaires. Moscou, 3 mars 2005.

## **Turquie.**

**Abdoulla**, étudiant à l'université de Galatasaray. Istanbul, nombreux entretiens, 2004.

**AGMADOV Dok**, député élu en 1997, ancien représentant du Parlement tchétchène en Turquie. Istanbul, camp de Beykoz, nombreux entretiens, 2004-2006.

**Anonymes**, fréquentant le Comité de Solidarité Caucase-Tchétchénie. Istanbul centre-ville, 22 mars 2004, 22 septembre 2006, 23 septembre 2006.

**Anonymes**, jeunes hommes du camp de Fener Bahce. Istanbul, 24 mars 2004, 26 septembre 2006.

**Anonymes**, hommes du camp d'Umranye. Istanbul, 24 mars 2004, 29 septembre 2006.

**Anonymes**, hommes et femmes du camp de Beykoz. Istanbul, 30 mars 2004.

**BOUTSAEV Albert**, ancien pilote de l'armée soviétique, puis de l'armée tchétchène d'Itchkérie, démissionnaire. Istanbul, camp d'Umranye, nombreux entretiens, 2004-2006.

**CHITAEV Aslanbek**, haut responsable politique et organisateur de la solidarité intra tchéchène. Istanbul, 22 septembre 2006, 23 septembre 2006, 27 septembre 2006.

**EGILSOULEMANOV Elagi**, ancien agent des services de sécurité intérieurs tchéchènes sous la présidence de Djokhar Doudaev et peut-être sous l'autorité d'Aslan Maskhadov. Istanbul, camp de Fener Bahce, 29 mars 2004, 26 septembre 2006.

**Islam**, étudiant à l'Institut universitaire technique d'Istanbul. Istanbul, Comité de Solidarité, 22 septembre 2006.

**Khassan**, écrivain, journaliste, dissident pendant la période soviétique. Istanbul, camp d'Umranye, 29 septembre 2006.

**MAGOMEDOV Aboubakar**, député élu en 1997, président de la commission parlementaire de la Défense. Istanbul, 30 mars 2004.

**Mairbek**, étudiant soutenu par la Fondation Caucase. Istanbul, 27 septembre 2006.

**MALSAGOV Akhmed**, ancien député de la république tchéchène indépendante élu en 1991, nouveau représentant de l'association pour la Défense de la Souveraineté de l'Itchkérie. Istanbul, camp de Beykoz, 23 septembre 2006.

**MOUSIKHANOV Asrab**, combattant réfugié. Istanbul, camp de Fener Bahce, 26 septembre 2006.

**OUMAROV Zeindi**, homme de confiance d'Oumar Khanbiev en Turquie. Istanbul, 17 mars 2004.

**Ousmane**, traducteur russe-turc. Istanbul, camp d'Umranye, 29 septembre 2006.

## ***Observateurs et acteurs non tchéchènes – Etats d'accueil.***

### **Allemagne.**

**MAAS Ekkehard**, fondateur et principal animateur de l'association Allemagne-Caucase. Berlin, 22 février 2006.

### **Azerbaïdjan.**

**ALIEV Nair**, journaliste pour *Ekho*. Bakou, 5 novembre 2003.

**IOUNOUSOV Arif**, chercheur, responsable de l'organisation non gouvernementale, Institute for Peace and Democracy. Bakou, 6 novembre 2003.

### **Belgique.**

**GIELEN Anne-Marie**, responsable Caucase Nord, Pax Christi. Rencontres fréquentes, Bruxelles, 2003-2006.

### **Etats-Unis.**

**ROCHOWANSKI Almut**, fondatrice et principale animatrice du Chechnya Advocacy Network. New-York, 21 mars 2006.

### **France.**

**BOHNKE Isabelle**, fondatrice et animatrice de l'association culturelle franco-tchéchène Serlo. Paris, 14 septembre 2005.



**CHAUDAGNE Aurélia**, animatrice de l'organisation Etudes sans Frontières. Paris, 20 mai 2005.

**Comités Tchétchénie** Strasbourg, Lille, Paris. Contacts réguliers 2003-2006.

**LE TELLEC Anne**, avocate engagée auprès des réfugiés tchétchènes arrivant en France, membre associé de l'Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture. Paris, 17 décembre 2002.

**NOTIAS Jean-Christophe**, journaliste fondateur de Etudes sans Frontières. Paris, 4 octobre 2005.

### **Géorgie.**

**KAKABADZE Nana**, Présidente de l'association de défense des droits des anciens prisonniers politiques en Géorgie. Tbilissi, 16 mai 2004.

**KHANGOCHVILI Mekke**, d'origine kiste, en charge du département Caucase Nord à la Maison du Caucase de Tbilissi. Nombreux entretiens, Tbilissi, Pankissi, mai 2004.

**MOUKHACHAVRIA Lia**, avocate spécialisée dans la défense des réfugiés tchétchènes. Tbilissi, 14 mai 2004.

**SMITH Sebastian**, journaliste, correspondant de l'Institute for War and Peace Reporting. Tbilissi, 12 mai 2004.

### **Grande-Bretagne.**

**BEREZOVSKI Boris**, homme d'affaires russe en exil à Londres, protecteur d'Akhmed Zakaev. Londres, 15 mars 2003.

**GOLDFARB Alexander**, directeur de l'organisation non gouvernementale, International Foundation for Civil Liberties, conseiller de Boris Berezovsky. Londres, 31 mars 2003.

**LITVINENKO Alexander**, dissident du FSB en exil à Londres, proche de Boris Berezovski, assassiné en novembre 2006. Londres, 2 avril 2003.

## **Norvège.**

**FOLKVORD Gerald**, conseiller en charge de la question tchéchène, Amnesty International Norvège. Oslo, 7 juillet 2006.

**GODZMIRSKI Jakub**, chercheur à l'Institut norvégien des relations internationales NUPI, spécialiste de la Russie et des relations russo-norvégiennes, Oslo, 3 juillet 2006.

## **Pologne.**

**KOCEJKO Magda**, chargée de mission au sein de l'association d'aide à l'accueil des réfugiés VIA. Varsovie, 22 mai 2007.

## **Russie (Hors Tchétchénie).**

**BOBROVNIKOV Vladimir**, directeur de recherche à l'Institut des Etudes orientales. Moscou, 15 octobre 2002.

**CHVEDOV Grigori**, journaliste fondateur et directeur du site d'information *Kavkazki Uzel*. Rencontres régulières, New-York, 12 avril 2007 ; Moscou, juillet 2007, novembre 2007.

**FELGENGAUHER Pavel**, journaliste, spécialiste des affaires militaires. Moscou, 13 octobre 2004.

**GOLTZ Alexander**, journaliste, spécialiste des affaires militaires. Moscou, 14 octobre 2004, 2 novembre 2007

**KHOUZAM Akram**, journaliste correspondant d'Al-Jazeera. Moscou, 5 octobre et 18 décembre 2004.

**KOUDRIAVTSEV Alexeï**, chercheur de l'Institut d'Etudes orientales, spécialiste de l'islam et du conflit tchéchène. Moscou, nombreux entretiens, 2002-2004.

**JOUKOVA Natalia**, responsable du Comité des Mères de Soldats. Moscou, 3 mars 2005.

**MAMIEV Souleiman**, imam de la mosquée centrale de Vladikavkaz. Vladikavkaz, 14 novembre 2004.

**MELNIKOVA Valentina**, Présidente de l'Union des Comités des Mères de Soldats. Moscou, 23 octobre 2002, 17 novembre 2004.

**MIRONOV Andreï**, responsable de l'organisation Mémorial Russie. Moscou, 24 juin et 25 juin 2003.

**PETROV Alexander**, chef du bureau de Human Rights Watch Russie. Moscou, 6 octobre 2004.

**PIONTKOVSKI Andreï**, Chercheur, directeur de l'Institut d'Etudes stratégiques. Moscou, 25 octobre 2004.

**ROCHTCHINE Mikhaïl**, chercheur de l'Institut d'Etudes orientales, spécialiste de l'islam dans le Caucase Nord. Moscou, Vladikavkaz, nombreux entretiens, 2002-2007.

**SAIDOV, Abdoulrachid**, ancien homme politique du Daghestan, médecin. Moscou, 19 décembre 2004.

**SAMODOUROV Iouri**, directeur du centre Sakharov. Moscou, 19 octobre 2004.

**SMIRNOV Andreï**, journaliste russe, correspondant du site d'information *Jamestown Foundation*. Rencontres régulières, Moscou, novembre 2004, mars 2005, juillet 2007, octobre 2007.

**SOUKHOV Ivan**, journaliste *Vremia Novosti*, spécialiste du Caucase. Moscou, 30 octobre 2007, 25 janvier 2008.

**VERCHAKOV Alexander**, responsable de l'organisation Mémorial Russie. Strasbourg, 28 janvier 2004.

## **Turquie.**

**Anonyme**, responsable exécutif de l'organisation non gouvernementale humanitaire IHH (sigle turc), disposant de programmes dans le Caucase (Nord et Sud). Istanbul, 23 mars 2004.

**Cavit**, traducteur de l'anglais vers le turc du site d'information [www.kafkas.org.tr](http://www.kafkas.org.tr), employé de la Fondation Caucase (Kafkas Vakfi). Istanbul, 26 septembre 2006.

**DURGUN Sebahattin**, d'origine tchéchène, dont la famille a émigré au 19<sup>ème</sup> siècle, responsable exécutif du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie. Istanbul, 21 septembre 2006.

**GUNGOR Fethi**, fondateur de la Fondation Caucase (Kafkas Vakfi). Istanbul, 13 mars 2004.

**ILHAN Muktedir**, fondateur du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie. Istanbul, 10 novembre 2003, 19 mars 2004.

**KOUCH Ilyas**, directeur exécutif de la Fondation Caucase (Kafkas Vakfi). Istanbul, 12 mars 2004.

**YANDIR Ali**, d'origine tchéchène, dont la famille a émigré au 19<sup>ème</sup> siècle, Maire adjoint d'Istanbul en charge des sports, engagé officiellement au sein du Comité de Solidarité Caucase-Tchéchénie et siégeant au Conseil d'administration de la Fondation Caucase. Istanbul, 23 mars 2004.

### **Ukraine.**

Membres du Parti politique Rukh. Kiev, novembre 2002.

## Bibliographie

---

La bibliographie propose 4 types de documents : les ouvrages, les articles de périodiques, les rapports d'organismes internationaux, les sites internet d'informations sur la Tchétchénie. Ils sont classés, au sein des deux premiers ensembles – ouvrages et articles – en deux grandes thématiques, d'une part la diaspora, de l'autre la Tchétchénie et le Caucase Nord ; les rapports internationaux et les sites internet sont entièrement consacrés au Caucase et aux Tchétchènes. Les références françaises, anglaises et russes sont mentionnées par ordre alphabétique.

La translittération des mots russes et des noms propres en russe mentionnés dans la bibliographie, pour les références en langue russe, se fonde sur la table de translittération ISO 39.

Cyr.	А	Б	В	Г	Д	Е	Ё	Ж	З	И	Й	К	Л	М	Н	О	П	Р	С	Т	У	Ф	Х	Ц	Ч	Ш	Щ	Ъ	Ы	Э	Ю	Я
Lat.	A	b	V	G	d	e	ë	ž	z	i	j	k	l	m	n	O	p	r	S	t	u	f	h	c	č	š	š	'	y	è	û	â

Les noms d'auteurs russes, qui sont publiés en anglais ou en français, sont transcrits selon le tableau des correspondances présenté ci-dessous.

<b>Lettres russes spécifiques</b>	<b>Transcription française (noms propres et noms de lieux)</b>	<b>Transcription anglaise (noms propres et noms de lieux)</b>
Ж	J	Zh
Ч	Tch	Ch
Ш	Ch	Sh
Щ	Chtch	Shch
Я	Ia	Ia
Ю	Iou	Iu
Х	Kh	Kh

## ***Ouvrages.***

### **Diasporas : migrations et exil.**

ANDERSON, Benedict. *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, rev. ed. London: Verso, 1983, 1991. 224 p.

BATTISTELLA, Dario. *Théorie des relations internationales*. Paris : Presses de Sciences Po, 2003. 511 p.

BECK, Ulrich. *Qu'est-ce que le cosmopolitisme?* Paris : Alto Aubiers, 2006. 378 p.

BERTHOMIERE, William, CHIVALLON, Christine (dir). *Les diasporas dans le monde contemporain*. Paris : Karthala et MSHA, 2006. 415 p.

BROWN, Wendy. *Les habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme*. Paris : Les prairies ordinaires, 2007. 137 p.

BRUNEAU, Michel. *Diasporas et espaces transnationaux*. Paris : Economica, 2004. 249 p.

CLIFFORD, James. *Routes : Travel and Translation in the Late Twentieth Century*. Cambridge Massachussets: Harvard University Press, 1997. 416 p.

COHEN, Robin. *Global Diasporas, An introduction*. Seattle: University of Washington Press, 1997. 224 p.

COLONOMOS, Ariel. *Les églises en réseau*. Paris : Presses de Sciences Po, 2000. 315 p.

\_. *Sociologie des réseaux*, L'Harmattan, 1995, 2001. 300 p.

DUFOIX, Stéphane. *Les politiques de l'exil*. PUF, 2002. 328 p.

\_. *Les diasporas*. Paris: PUF, 2003. 127 p.

GILROY, Paul. *The Black Atlantic: Modernity and Double Consciousness*. Cambridge, Massachussets: Harvard University Press, 1993. 262 p.

- HUMPHREY, Michael. *Islam, Multiculturalism and Transnationalism: from the Lebanese Diaspora*. London and New York: Centre for Lebanese Studies, Oxford in association with LB. Tauris, 1998. 200p.
- KODMANI-DARWISH, Bassma. *La diaspora palestinienne*. Paris : PUF, 1997. 288 p.
- KING, Charles, MELVIN, Neil J. (dir). *Nation Abroad, Diaspora Politics and International relations in the former Soviet Union*. London: Westview Press, 1998. 256 p.
- MONSUTTI, Alessandro., *Guerres et migrations, réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d'Afghanistan*. Paris : Maison des sciences de l'Homme, 2004. 364 p.
- ROY Olivier. *L'islam mondialisé*. Paris : Seuil, 2002. 209 p.
- \_. *L'échec de l'islam politique*. Paris : Seuil, 1992. 251 p.
- SCHNAPPER, Dominique. *Qu'est-ce que l'intégration ?* Paris : Gallimard, 2007. 240 p.
- \_. *Diasporas et nations*. Paris: Odile Jacob, 2006. 222 p.
- SCHULZ, Helena Lindholm. *The Palestinian Diaspora : formation of identities and politics of homeland*. New-York: Routledge, 2003. 280 p.
- SHEFFER, Gabriel (dir). *Modern Diaspora in International Politics*. Londres: Palgrave Macmillan, 1986. 349 p.
- \_. *Diaspora Politics at home abroad*. New-York: Cambridge University Press, 2003. 290 p.
- TINGUY (de) Anne. *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*. Plon, Paris, 2005, 662 p.
- VAN HEAR, Nicholas. *New diasporas: the mass exodus, dispersal and regrouping of migrant communities*. London: UCL Press, 1998. 298 p.
- WENDEN (de), Catherine, BADIE, Bertrand. *Le défi migratoire : questions de relations internationales*. Paris : Presses de la FNSP, 1994. 185 p.
- WENDEN (de), Catherine. *Atlas des migrations dans le monde : réfugiés ou migrants volontaires*. Paris : Autrement, 2005. 79 p.

## **Caucase et Tchétchénie.**

- ASTIGARRAGA, Isabelle. *Tchétchénie, un peuple sacrifié*. Paris, L'Harmattan, 2000. 432 p.
- AVIOUTSKII, Viatcheslav, BRUNOT Patrick. *La Tchétchénie*. Paris : Que sais-je ?, PUF, 1998. 126 p.
- BAEV, Pavel, KOEHLER, Jan, ZURCHER, Christoph. *Civil Wars in the Caucasus, Case Studies on The Economics and Politics of Civil Wars*. Washington: World Bank Development Economics Research Group (DECRG)/Yale University, 2002.
- BENNIGSEN, Alexandre, LEMERCIER-QUELQUEJAY, Chantal. *Le soufi et le commissaire, Les confréries musulmanes en URSS*. Paris : Seuil. 311 p.
- BENNIGSEN-BROXUP, Marie (dir). *The North Caucasus Barrier: the Russian Advance towards the Muslim World*, New-York, St. Martin's Press, 1992. 252 p.
- COMITE TCHETCHENIE. *Tchétchénie, Dix clés pour comprendre*. Paris : La Découverte, 2005. 138 p.
- COPPIETERS, Bruno (ed.). *Contested Borders in the Caucasus*. Bruxelles: Vubpress, 1996. 205 p.
- DJALILI, Mohamed-Reza (dir.). *Le Caucase post-soviétique, la transition dans le conflit*. Bruxelles : Coll. Axes Savoir, Bruylant, 1995. 264 p.
- DOUDAËVA, Alla. *Le loup tchétchène, ma vie avec Djokhar Doudaïev*. Paris : Maren Sell, 2005. 399 pages.
- DUNLOP, John. *Russia confronts Chechnya, roots of a separatist conflict*. New-York: Cambridge University Press, 1998. 248 p.
- EVANGELISTA, Matthew. *The Chechen wars, Will Russia go the Way of the Soviet Union ?* Washington: Brookings Institution Press, 2002. 244 p.
- FEILLARD, Andrée (dir.). *L'islam en Asie, du Caucase à la Chine*. Paris : La Documentation française, Paris, 2001. En particulier le dossier coordonné par Stéphane Dudoignon, « Islam d'Europe ? Islam d'Asie ? En Eurasie centrale (Russie, Caucase, Asie centrale.
- FOWKES, Ben. *Russia and Chechnia : the permanent crisis : essays on Russo-Chechen relations*. New-York: ST Martin's Press, 1998. 208 p.



- GACHAEV, Moussa. Posledenii iz Abrakov [le dernier des abreks] IN *Znamenitye ČeČency [Les Tchétchènes d'exception]*. Seda, Grozny, 1999. 637 p.
- GALL, Carlotta, WAAL (de), Thomas. *Chechnya, Calamity in the Caucasus*. New-York, London: New-York University Press, 1998. 416 p.
- GAMMER, Moshe. *Muslim Resistance to the Tsar. Shamil and the conquest of Chechnya and Daghestan*. London: Routledge, 2003. 480 p.
- \_. *The Lone Wolf and the Bear : Three Centuries of Chechen Defiance of Russian Rule*. London: Hurst, 2006. 252 p.
- IACHOURKAEV, Soultan. *Survivre en Tchétchénie*, (traduit du russe par Marianne Gourg). Paris : Gallimard, 2006. 384 p.
- KARAM, Patrick, MOURGUES, Thibaut. *Les guerres du Caucase, des Tsars à la Tchétchénie*. Paris : Perrin, 1995. 395 p.
- KHASBULATOV, Ruslan. *The struggle for Russia, Power and Change in the Democratic Revolution*, (préface de Richard Sakwa). London : Routledge, 1993. 288 p.
- LE HUEROU, Anne, MERLIN, Aude, REGAMEY, Amandine, SERRANO, Silvia. *Tchétchénie : une affaire intérieure ? Russes et Tchétchènes dans l'étau de la guerre*. Paris : CERI/Autrement, 2005. 168 p.
- LEVESQUE, Jacques, BREAULT, Yann, JOLICOEUR, Pierre. *La Russie et son ex-empire, Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*. Paris : Presses de Sciences Po, 2003. 347 p.
- LIEVEN, Anatol. *Chechnya, Tombstone of Russian Power*. New Haven and London: Yale University Press, 1999. 436 p.
- LONGUET-MARX, Frédérique dir. *Tchétchénie, La guerre jusqu'au dernier ?*. Paris : Mille et une nuits, février 2003. 195 p.
- LOKSHINA, Tanya, LUKASHEVSKY, Sergei. *Chechnya 2003 : Political process through the looking glass*. Moscou : Memorial, Caucasian Knot, 2004. 247 p.
- MALASHENKO, Alexeï, TRENIN, Dimitri, LIEVEN, Anatoli. *Russia's Restless Frontier: The Chechnya Factor in Post-Soviet Russia*. Moscou: Carnegie Endowment for International Peace, 2004. 253 p.

- MATVEEVA, Anna. *The North Caucasus : Russia's Fragile Borderland, Central Asian and Caucasian Prospects*. London: The Royal Institute of International Affairs, 1999. 97 p.
- POLITKOVSKAIA, Anna. *Tchéchénie: le déshonneur russe*. Paris : Gallimard, 2005. 315 p.
- RADVANYI, Jean (ed.). *Les Etats postsoviétiques, Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*. Paris : Armand Colin, édition mise à jour, 2004. 235 p.
- REUTER, John. *Chechnya's Suicide Bombers: Desperate, Devout or Deceived ?* Washington: The American Committee for Peace in Chechnya, 2004. 34 p.
- SAKWA Richard. *Chechnya: from the past to the future*. London: Anthem Press 2005. 288 p.
- SEELY, Robert. *Russo-Chechen conflict, 1800-2000, a deadly embrace*. London: Routledge, 2001. 352 p.
- SEMELIN, Jacques. *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*. Paris : Le Seuil, 2005. 492 p.
- SMITH, Sebastian. *Allah's mountains: the battle for Chechnya*. London: I.B. Tauris, 2001. 328 p.
- SOTIEVA, Larissa, PLIEV, Alan, DZADZIEV, Aleksandr. *Bežency i vynuždennye pereselency : ètničeskie stereotipy [Réfugiés et déplacements contraints : les stéréotypes ethniques]*, Vladikavkaz : Forum caucasien des ONGs, Conseil caucasien des réfugiés, Conseil danois des réfugiés, 2002. 160 p.
- TINGUY (de), Anne (dir.). *L'effondrement de l'Empire soviétique*. Bruxelles : Bruylant, 1998. 492 p.
- TISHKOV, Valery. *Chechnya, life in a war-torn society*. Berkeley: University of California Press, 2004. 302 p.
- VINATIER, Laurent. *Russie : l'impasse tchéchéne*. Paris: Armand Colin, 2007. 200 p.
- YUZYK, Yulia. *Les fiancées d'Allah*. Paris : Presses de la Cité, 2005. 249 p.
- ZELKINA, Anna. *In Quest for God and Freedom. Sufi Responses to the Russian Advance in the Northern Caucasus*. London: Hurston Company, 2000. 266 p.

## *Articles, études et contributions.*

### **Diasporas: migrations et exils.**

ANTHIAS, Floya. Evaluating diaspora : beyond ethnicity. *Sociology*, 1998, vol°32, n°3, p. 557-580.

ARMSTRONG, John. Mobilized and proletarian diasporas. *American Political Science Review*, 1976, vol 70, n°2, p. 393-408.

BRUBAKER, Rogers. The « diaspora » diaspora. *Ethnic and Racial Studies*, 2005, vol 28, n 1, p. 1-19.

CENTLIVRES, Pierre, CENTLIVRES-DEMONT, Micheline (dir). Les diasporas. *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, 2000, n 30.

CHIVALLON, Christine. De quelques préconstruits de la notion de diaspora à partir de l'exemple antillais. *Revue européenne des migrations internationales*, 1997, vol 13, n°1, p. 149-160.

CLIFFORD, James. Diasporas. *Cultural Anthropology*, 1994, vol 9, n 3, p. 3302-338.

Dossier collectif. Migrations et diasporas. *Balkanologie*, 2003, vol°7, n°1.

FONTE, John. Global Governance vs. the Liberal Democratic Nation-State: What Is the Best Regime? *The 2008 Bradley Symposium*. Washington DC: Hudson Institute, 4 June 2008, 20 p. [http://pcr.hudson.org/files/publications/2008\\_Bradley\\_Symposium\\_Fonte\\_Essay.pdf](http://pcr.hudson.org/files/publications/2008_Bradley_Symposium_Fonte_Essay.pdf) [consulté le 16 juin 2008].

GLICK SHILLER, Nina, BASCH, Linda, SZANTON BLANC, Cristina. From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration. *Anthropological Quartely*, January 1995, vol 68, n 1, p. 48-63.

HOVANESSIAN, Martine. La notion de diaspora. Usage et champs sémantiques. *Journal des anthropologues*, 1998, n°72-73, p.11-30.

KASTORYANO, Riva. Participation transnationale et citoyenneté en Europe. *Cultures et Conflits*, hiver 1997, p. 59-73.

KAYA, Ayhan. Political participation strategies of the Circassian diaspora in Turkey. *Mediterranean Politics*. Summer 2004, vol°9, n°2.

KING, Charles King & MELVIN, Neil, J. Diaspora Politics, Ethnic Linkages, Foreign Policy and Security in Eurasia. *International Security*, Winter 1999/2000, vol°24, n°3.

MEDAM, Alain. Diaspora/Diasporas Archétype et typologie. *Revue européenne des migrations internationales*, 1993, vol 9, n 1, p. 59-64.

NASSEHI-BEHMAN, Vida. Typologie de la diaspora iranienne. *Cahier de l'Orient*, 1998, n°49.

PICAUDOU, Nadine Picaudou. La bourgeoisie d'affaires palestinienne : trajectoires en diaspora. *Monde Arabe*, 1998, n°159.

PORTES, Alejandro. Globalization from Below: The Rise of Transnational Communities, Princeton University WPTC-98-01, September 1997. Disponible sur : <http://www.transcomm.ox.ac.uk/working%20papers/portes.pdf> [consulté le 23 janvier 2005].

\_. Transnational Communities. *Ethnic and Racial Studies*, 1999, vol 22 n°2.

\_. New research and theory on immigrant transnationalism. *Global Networks*, 2001, vol°1, n°3.

SAFRAN, William. Diasporas in Modern Societies: Myths of homeland and return. *Diaspora*, 1991, vol 1, n°1, p. 83-99.

SCHNAPPER, Dominique. De l'Etat-nation au monde transnational, Du sens et de l'utilité du concept de diaspora. *Revue européenne des migrations internationales*, 2001, vol°17, n°2, p. 9-36.

SHANDY, Dianna J. Religion and forced migrations. *Journal of Refugee Studies*, 2002, vol°15, n°2.

TOTOLYAN, Kachig. Rethinking Diaspora (s) : Stateless power in the transnational Moment. *Diaspora*, 1996, vol 5, n 1, p3-36.

\_. The nation-state and its Others : In lieu of a preface. *Diaspora*, 1991, vol 1, n 1, p3-7.

WENDEN (de), Catherine. Essai de typologie des nouvelles mobilités. *Hommes et migrations*, n°1233, sept.-oct. 2001.

## Caucase et Tchétchénie.

AHMADOV, C. B., GUMAŠVILI, L. E. Nekotorye voprosy stanovleniâ Čečenskoj gosudarstvennosti : istoriâ i sovremennost [Quelques questions sur la mise en place de l'Etat tchétchène : histoire et actualité], *Žurnal obšestvennyh nauk i publicistiki Ojly*, Moscou, 1998, n°1.

ASTVACATUROVA, Maja A., TEPS, Deni. Čečenskaâ diaspora v Rossii [La diaspora tchétchène en Russie]. *Sociologičeskie Issledovania*, 1999, n°2, Moscou, p. 60-62.

BASNUKAEV, Musa. Obšestvenno-političeskie realii postsovetskoj Čečni [Réalités politiques et sociales de la Tchétchénie post-soviétique]. *Central'naâ Aziâ i Kavkaz*, 2002, n°1, p. 121-134.

BEANO, Said. The Chechen crisis and the desired international community support. *Central Asian Survey*, December 2003, vol°22, n°4, p. 473-479.

BENNINGSEN-BROXUP, Marie. Chechnia: Political Developments and Strategic Implications for the North Caucasus. *Central Asia Survey*, 1999, vol 18, n 4, p. 535-574.

BRAUER, Brigit. Chechens and the survival of their cultural identity in exile. *Journal of Genocide Research*, September 2002, vol 4, n 3, p. 387-400.

CORNELL, Svante. E. Religion as a Factor in Caucasian Conflicts. *Civil Wars*, autumn 1998, vol°1, n°3, p. 46-64.

\_. A Chechen State ? *Central Asian Survey*, 1997, vol°16, n°2.

DJALILI, Mohammed-Reza, KELLNER, Thierry. Moyen Orient, Caucase, Asie centrale : des concepts géopolitiques à construire et à reconstruire. *Central Asian Survey*, March 2000, vol 19, n 1, p. 117-140.

FROMBGEN, Elizabeth. A Preliminary Model of Secession, Ethnic Conflict and Violence in Tatarstan and Chechnya : The Role of the State. *Nationalism and Ethnic Politics*, Summer 1999, vol 5, n°2.

GANGLOFF, Sylvie (dir.). Dossier « Islam au Caucase ». *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, juillet-décembre 2004, n°38.

GORDADZE, Thorniké. Le cercle de feu caucasien. *Politique internationale*, hiver 1999-2000, n°86, p.150-174.

- HALLBACH, Uwe. Islam in the North Caucasus. *Archive de Sciences Sociales des Religions*, juillet-septembre 2001, n°115, p. 93-110.
- HAYDEN, William. The Political genesis of conflict in Chechnya. *Civil Wars*, winter 1999, vol 2, n°4.
- HERD, Graeme. The counter-terrorist operation in Chechnya, information warfare aspects », *Journal of Slavic Military Studies*, 2000, vol°13, n°4.
- HODSON, Quentin E. Is the Russian Bear Learning ? An operational and Tactical Analysis of the second War, 1999-2002. *The Journal of Strategic Studies*, June 2003, vol.26, n°2, p. 64-90.
- KHALILOV, Roman. Moral justifications of secession: the case of Chechnya. *Central Asia Survey*, December 2003, vol 22, n 4, p. 405-420.
- KOUDRIAVTSEV, Alexis. Le Caucase du Nord après la guerre de Tchétchénie. *Nouveaux mondes*, CRES, 1998.
- KRAMER, Mark. The perils of Counterinsurgency : Russia's war in Chechnya. *International Security*, winter 2004/2005, vol 29, n°3.
- LANSKOY, Miriam. Daghestan and Chechnya : the Wahhabi challenge to the State. *SAIS Review*, automne 2002, vol°22, n°2.
- LAPIDUS, Gail W. The War in Chechnya as a Paradigm of Russian State-Building under Putin. *Post-Soviet Affairs*, March 2004.
- LAPIDUS, Gail. Contested Sovereignty : the Tragedy of Chechnya. *International Security*, 1998, vol°23, n°1.
- LAPIDUS, Gail. Putin's war on terrorism : lessons from Chechnya. *Post-Soviet Affairs*, January-March 2002, vol°18, n°1.
- LE HUEROU, Anne. Le conflit tchéchéne après la mort d'Aslan Maskhadov. *Etudes*, Septembre 2005, pp. 161-170.
- LEVIN, Mariah. Chechen migration et integration in Ukraine. Chechnya Advocacy Network Working Paper November 2006. Disponible sur : <http://www.chechnyaadvocacy.org/refugees/ChechenMigrationinUkraine.pdf> [consulté le 21 avril 2008].

LONGUET-MARX, Frédérique (dir.). Le Caucase : axes anciens, nouveaux enjeux. *Nouveaux mondes*, été 1998, Genève, n°8. 214 p.

\_. Les sociétés du Nord-Caucase : ethnies, conflits et traditions. *Courrier des Pays de l'Est*, octobre 2000, n°1009, p. 36-42.

\_. La Tchétchénie et le Daghestan face à l'Empire russe. *Esprit*, 2000, n°1.

MANDEVILLE, Laure. Poutine, le prisonnier du Caucase. *Politique Internationale*, hiver 2002/2003, n°98.

MASKHADOV, Aslan. Vive la Tchétchénie libre. *Politique Internationale*, printemps 1997., n°75

MEAUX (de), Lorraine. L'image des Tchétchènes et autres Caucasiens dans la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle. *Revue des Deux Mondes*, mars 2005.

MENDELSON, Dr Sarah E. *Anatomy of Ambivalence: the International Community and Human Rights Abuse in the North Caucasus*. Washington: Center for Strategic and International Studies, novembre 2005. 28 p.

MERLIN, Aude. Les guerres de Tchétchénie et le Caucase du Nord. *La Revue nouvelle*, Bruxelles, avril 2004, nN°4, p. 21-30.

MERLIN, Aude. *Negotiations and peace deals in Chechnya : misleading initiatives ? Post Soviet Armies Newsletter*, mai 2002, vol 2, n 5, [www.psan.org](http://www.psan.org)

MØRCK, Anna. *Chechen Refugees in Baku, Azerbaijan. A needs assessment*. Oslo: Norwegian Refugee Council, 2006. 51 p.

OGUZ, Cem. The relations between Chechnya and Russia since the election of Aslan Maskhadov. *Perceptions*, Ankara, 1997, vol°2, n°2.

PRADA, Maria, ROSSELOT, Martin. *Femmes en Tchétchénie occupée, L'impossible refuge des traditions*. DESS : Interventions Humanitaires et Actions de Développement : Université Paris I Panthéon-Sorbonne : 2005. 73 p.

RADVANYI, Jean. Un héritage paradoxal : la fabrication des entités nationales territoriales au Caucase In LONGUET-MARX Frédérique (dir.). Le Caucase : axes anciens, nouveaux enjeux. *Nouveaux mondes*, été 1998, Genève, n°8, p. 1-7.

\_. Grand Caucase, la "montagne des peuples" écartelée". *Hérodote*, 2002, n°107, p. 65-88.

- RADVANYI, Jean, MERLIN, Aude. Russes et Caucasiens à la fin du XXème siècle, Identités et territoires. *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Décembre 2003, vol 34, n 4, p. 97-114.
- ROBBINS, James. Sovereignty building : the case of Chechnya. *Fletcher Forum of World Affairs*, summer/fall 1997, vol°21, n°2.
- ROSIN Mihail. Islam v Čečne [L'islam en Tchétchénie]. *Teokratiâ*, 2003, n°1, p. 34-46.
- \_. Fundamentalizm v Dagestane i v Cecne [Le fondamentalisme au Daghestan et en Tchétchénie]. *Zurnal'nyj Zal*, 2003, n°5.
- SHAIN, Yossi. « The Role of Diasporas in Conflict Perpetuation or Resolution ». *SAIS Review*, Summer-Fall 2002, vol 22, n 2, p. 115-144.
- TINGUY (de), Anne. La Russie et son ancien empire : le difficile apprentissage d'une nouvelle vie internationale In REY Marie-Pierre (dir). *Les Russes, de Gorbatchev à Poutine*. Paris : Armand Colin, 2005, p. 45-62.
- TIŠKOV, Valeri. Vojna i mir na Severnom Kavkaze [Guerre et paix au Caucase du Nord]. *Svobodnaâ Mysl'-XXI*, 2001, n°1, p. 47-61.
- TISHKOV, Valery. Political Anthropology of the Chechen War. *Security Dialogue*, 1997, vol 28, n°4, p. 425-437.
- TOUMARKINE, Alexandre. Les identités de la société tchétchène, l'extérieur et la guerre. *Hérodote*, avril-juin 1996, n°81.
- \_. Le nationalisme de diaspora nord caucasien en Turquie In KASTORYANO, Riva, DIECKHOFF, Alain (dir). *Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale*. Paris : CNRS éditions, 2002.
- TRENIN, Dmitri. *The Forgotten War: Chechnya and Russia's Future*. Moscow: Carnegie Endowment for Democracy, Policy Brief, 2003. 8 p.
- VINATIER, Laurent. La diaspora tchétchène. L'émergence d'un acteur multiforme. *Courrier des Pays de l'Est*, septembre-octobre 2005, p. 65-76.
- VINATIER, Laurent. Islamist trends in the Northern Caucasus. *Central Eurasian Studies Review*, Central Eurasian Studies Society, winter 2006, vol°5, n°1.



\_. Entretien avec Akhmed Zakaev, envoyé spécial du président Maskhadov pour les négociations de paix (publié sous le pseudonyme de Marc Brody). *Central Asian Survey*, June/September 2003, vol 22, n°2/3, p. 221-230.

\_. Impasse en Tchétchénie. *Futuribles*, mars 2006, n°317, p. 39-48.

\_. Terrorisme et politique en ex-URSS. *Maghreb-Machrek*, été 2006, n°188.

WILHELMSSEN, Julie. Between a rock and a hard place: an analysis of the islamisation of the Chechen separatist movement. *Europe-Asia Studies*, 2005, n°1.

YEMLIANOVA, Galina. Sufism and Politics in the North Caucasus. *Nationalities Papers*, 2001, vol°29, n°4.

ZURCHER, Christoph. *Krieg und Frieden in Tschetschenien, Ursachen, Symbole, Interessen*. Berlin: Osteuropa-Institut der Freien Universität Berlin, 1997. 62 p.

### **Dossiers spéciaux sur le second conflit débutant 1999.**

Focus on Chechnya. *Central Asian Survey*, 2000, vol°19, n°3/4.

Focus on the North Caucasus. *Central Asian Survey*, 2002, vol°21, n°2.

Chechnya. *Central Asian Survey*, 2003, vol°22, n°4.

### ***Rapports d'organismes internationaux.***

ACTION CONTRE LA FAIM (ACF) (Paris), HANDICAP INTERNATIONAL (Paris), MEDECINS DU MONDE (MDM) (Paris). *Tchéchénie, retour en enfer*. Paris : MDM, mars 2004. 25 p.

COQBLIN, Anouk. *Rapport de mission (19-31 mai 2003) Ingouchie – Tchétchénie*. Paris : Secours catholique, juin 2003. 36 p.

EUROPEAN COUNCIL ON REFUGEES AND EXILES (ECRE). *Guidelines on the treatment of Chechen internally displaced persons (IDPs), asylum seekers & refugees in Europe*. London: ECRE, novembre 2005. 142 p.

FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME (FIDH) (Paris). Tchétchénie, la « normalisation » : un discours de dupe. Le référendum du 23 mars 2003 : la mascarade (suite). Paris : FIDH, mars 2003. 22 p.

GANNOUCHKINA, Svetlana (ed). *On the situation of residents of Chechnya in the Russian Federation August 2006-October 2007*. Moscou: Memorial Human Rights Center, Migration Rights Network, 2007. 140 p.

INTERNATIONAL HELSINKI FEDERATION FOR HUMAN RIGHTS (IHF) (Vienne). *Ingushetia / North Ossetia / Kabardino Balkaria: The Spread of Chechnya-type Human Rights Violations*. Vienne: IHF, juin 2005. 29 p.

\_. *Unofficial Places of Detention in the Chechen Republic*. Vienna: IHF, mai 2006. 38 p.

\_. *Impunity: A Leading Force behind Continued Massive Violations in Chechnya*. Vienna : IHF, mai 2005. 36 p.

IHF, FIDH, NORWEGIAN HELSINKI COMMITTEE (Oslo), DEMOS (Moscou), MEMORIAL (Moscou). *In a Climate of Fear: "Political Process and Parliamentary Elections in Chechnya*. Vienna: IHF, novembre 2005. 63 p.

### ***Sites internet d'informations et initiatives journalistiques tchéchènes.***

Les informations relatives à la Tchétchénie et au Caucase Nord foisonnent sur internet. Leur fiabilité n'est pas toujours assurée. Ainsi, afin de pouvoir s'orienter parmi les flux permanents et désordonnés de faits, d'analyses et de reportages, les principaux sites d'informations et les initiatives journalistiques tchéchènes les plus significatives sont classés ici en trois groupes.

### **Sites étrangers traitant du Caucase et de la Tchétchénie.**

<http://www.caucaz.com/home/> - site français d'analyses de terrain spécialisé sur les affaires caucasiennes, nord et sud.

<http://demos-center.ru/> - site du centre d'études sur la société civile en Russie, proposant une veille régulière sur les Droits de l'Homme dans le Caucase.

<http://hrw.org/doc/?t=europe&c=russia> - site de l'organisation américaine Human Rights Watch, diffusant des rapports et communiqués de presse sur la situation des Droits de l'Homme en Tchétchénie.

<http://www.iwpr.net/> - site d'informations et d'analyses sur le Caucase, sur la base de reportages de terrain.

[http://www.jamestown.org/chechnya\\_weekly/](http://www.jamestown.org/chechnya_weekly/) - site américain d'informations sur le Caucase Nord, ne dissimulant pas une certaine méfiance à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine et de Dmitri Medvedev.

<http://www.kafkas.org.tr/english/bgkafkas/index.html> - site de la Fondation Caucase d'Istanbul, disposant d'une agence de presse très dynamique : l'Ajans Kafkas.

<http://kavkaz-uzel.ru/> - site russe d'informations sur le Caucase et la Russie en général ; fonctionne par le biais d'un réseau étoffé de correspondants locaux.

<http://www.memo.ru/> - site de la prestigieuse organisation non gouvernementale russe Mémorial qui recense depuis le début de la guerre en Tchétchénie, avec constance et efficacité, les atteintes aux Droits de l'Homme et les exactions des forces armées.

<http://www.themoscowtimes.com/index.htm> - site russe en anglais d'informations générales sur la Russie ; il assure un suivi régulier et de qualité des événements survenant dans le Caucase Nord.

<http://www.rferl.org/section/homepage/100.html> - site américain disposant d'une excellente rubrique sur le Caucase, nord et sud, proposant à la fois des informations brutes régulièrement mises à jour et des analyses contextuelles de qualité.

<http://www.watchdog.cz/> - site d'informations et d'analyses relativement objectif sur la situation en Tchétchénie et dans le Caucase Nord.

### **Sites tchéchènes à vocation politique.**

<http://www.chechentimes.net/> - nouveau site relayant des informations provenant du leadership de la guérilla tchéchène.

<http://www.chechenpress.info/> - site influencé par Akhmed Zakaev.

<http://www.chechnyafree.ru/index.php?lng=eng> - site officiel de la République de Tchétchénie.

<http://www.kavkazcenter.com/> - site influencé par le leader islamiste Movladi Oudougov.

Il est à noter que les sites miroirs Daymohk et le site du ministère des Affaires étrangères tchéchènes, [www.chechnya-mfa.info](http://www.chechnya-mfa.info), ne fonctionnent plus.

### **Sites tchéchènes à vocation non politique.**

<http://www.amina.com> – site animé par Albert Digaev aux Etats-Unis, moins actif depuis quelque temps, mais disposant d'un réseau de *chat* assez populaire.

<http://www.chechen.org> – site culturel animé par Maïrbek Vatchagaev.

<http://www.chechnya.cjes.ru/> - site du journal *Čečenskoe Obšestvo*, fondé en 2005 par Timour Aliev, en partenariat avec Prague Watchdog et le centre des journalistes en situation extrême, affilié à l'union des journalistes de Russie. Il est publié également avec le concours du National Endowment for Democracy (Etats-Unis).

<http://www.doshdu.ru/> - site internet en russe relayant le format papier du journal tchéchène publié à Moscou, *Dosh* : journal éclectique traitant de l'actualité politique, de l'histoire, de la culture avec une objectivité manifeste.

<http://www.livechechnya.org> – agence de presse spécialisée sur les violations des Droits de l'Homme en Tchétchénie, qui publie tous les deux jours un bulletin d'information.

<http://www.savechechny.narod.ru/> - site militant d'informations, voulant œuvrer au renforcement d'une société civile nord caucasienne.

# TABLE DES MATIERES

<b>REMERCIEMENTS</b>	<b>5</b>
<b>SOMMAIRE</b>	<b>7</b>
<b>REGLES DE TRANSLITTERATION ET DE TRANSCRIPTION</b>	<b>8</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>9</b>
Guerres et exils, socles de la mémoire tchétchène.	9
Les troubles de la décennie 1990 et l'émergence d'une nouvelle diaspora.	14
La diaspora, entre communautarisme et cosmopolitisme.	19
Outils et méthode.	28
<b>DÉSTRUCTURATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉTCHÈNE</b>	<b>35</b>
<b>Les Tchétchènes dépossédés de leur destin (1996-2005).</b>	<b>37</b>
A. La reprise contingente de la guerre.	38
1) Echec de l'Etat tchétchène d'Itchkérie (1997-1999).	38
2) L'agenda politique du Kremlin : la succession de Boris Eltsine.	43
B. La résistance fragmentée.	47
1) Les défaillances de l'organisation militaire tchétchène.	48
2) Prédominance des opérations tactiques.	52
3) La fuite en avant terroriste.	56
C. Akhmed Kadyrov et Alou Alkhanov, les hommes de paille du Kremlin.	62
1) Le rétablissement d'une Tchétchénie prorusse.	63
2) Les principes de la normalisation.	66
3) Les prudences russes vis-à-vis d'une reconstruction déléguée aux responsables tchétchènes locaux.	70
<b>La Tchétchénie livrée à elle-même (2005-2007).</b>	<b>76</b>
A. Les dysfonctionnements locaux et internationaux.	77
1) Les déficiences des courroies de contrôle russe en Tchétchénie.	77
2) La démission de la communauté internationale.	82
B. Les velléités d'autonomie de Ramzan Kadyrov.	88
1) Les ambitions du Premier ministre.	88
2) Portrait du nouveau président.	93

**GENEALOGIES DIASPORIQUES \_\_\_\_\_ 99**

**Parcours migratoires et conditions d'installation. \_\_\_\_\_ 101**

- A. Les passages obligés. \_\_\_\_\_ 103
  - 1) La présence tchéchène en Russie. \_\_\_\_\_ 103
  - 2) Azerbaïdjan, Géorgie et Turquie, pays de transit. \_\_\_\_\_ 109
- B. Les horizons européens : une destination privilégiée. \_\_\_\_\_ 115
  - 1) Installations tchéchènes en Europe. \_\_\_\_\_ 115
  - 2) Les formes de solidarité intra tchéchène, du départ à l'installation. \_\_\_\_\_ 124
  - 3) Les migrants privilégiés \_\_\_\_\_ 134

**L'enjeu tchéchène au sein des Etats d'accueil. \_\_\_\_\_ 140**

- A. Tchéchènes d'Azerbaïdjan : une communauté tolérée. \_\_\_\_\_ 141
  - 1) Relation avec la Russie : l'enjeu tchéchène disparu. \_\_\_\_\_ 141
  - 2) Montée des revendications tchéchènes : critiques des conditions d'accueil. \_\_\_\_\_ 146
- B. Tchéchènes de Géorgie : une communauté surveillée. \_\_\_\_\_ 150
  - 1) La Russie : un ennemi commun ? \_\_\_\_\_ 151
  - 2) La présence tchéchène : un enjeu intérieur ? \_\_\_\_\_ 157
- C. Tchéchènes de Turquie : une diaspora interdite. \_\_\_\_\_ 162
  - 1) Une communauté strictement encadrée. \_\_\_\_\_ 164
  - 2) Le double jeu turc : les voies de financement tchéchènes. \_\_\_\_\_ 169

**Redevenir tchéchène : émergence de structures protodiasporiques. \_\_\_\_\_ 173**

- A. Processus de socialisation au sein de la communauté réfugiée. \_\_\_\_\_ 175
  - 1) Les réflexes identitaires. \_\_\_\_\_ 175
  - 2) Fêtes et événements culturels : des célébrations identitaires. \_\_\_\_\_ 184
  - 3) La socialisation par l'éducation et la mémoire. \_\_\_\_\_ 193
- B. Structurations tchéchènes sous influences locales. \_\_\_\_\_ 201
  - 1) Pologne, Turquie : des communautés contraintes. \_\_\_\_\_ 201
  - 2) Russie : une communauté « protégée ». \_\_\_\_\_ 211
  - 3) Europe : des communautés aux moyens limités. \_\_\_\_\_ 217
- C. Des modes de structuration hérités du passé. \_\_\_\_\_ 221
  - 1) Les hommes d'affaires tchéchènes à l'étranger : des recours naturels. \_\_\_\_\_ 222
  - 2) Le leadership protodiasporique et ses survivances traditionnelles. \_\_\_\_\_ 229
  - 3) L'exception de la communauté tchéchène de Belgique. \_\_\_\_\_ 237

**LA DIASPORA CONSTITUEE : UN NOUVEL ACTEUR GLOBAL \_\_\_\_\_ 245**

**Décomposition politique des communautés réfugiées \_\_\_\_\_ 247**

- A. Le poids des héritages politiques. \_\_\_\_\_ 248

1) Dispersion politique des exilés. _____	249
2) Les intrusions russes. _____	260
B. Echec des stratégies politiques tchéchènes. _____	264
1) Un contexte international très défavorable. _____	266
2) Une légitimité défaillante et non entretenue. _____	267
3) Les faux-semblants des alternatives tchéchènes moscovites. _____	279
C. Divergences et rupture entre la diaspora et la guérilla. _____	294
1) 2005/2006. Reprise en main de la diaspora par la guérilla. _____	296
2) 2006/2007. Désorientation politique en diaspora : le cas symptomatique des Tchétchènes de Turquie. _____	307
3) 2007. La rupture consommée. _____	311
<b>La diaspora : source de renouveau _____</b>	<b>318</b>
A. Les nouveaux leaders diasporiques. _____	319
1) La capacité de « faire ». _____	320
2) Les références culturelles. _____	328
3) Les cautions « traditionnelles » de légitimité. _____	334
B. L'ouverture au monde : les réseaux diasporiques tchéchènes et les acteurs de dimension transnationale. _____	339
1) Une jeunesse éduquée et transnationale. _____	340
2) Foisonnement d'initiatives tchéchènes intégrées à des réseaux de soutien étrangers. ____	348
3) Les connexions islamiques. _____	355
C. Le lien rétabli vers le référent origine. _____	360
1) Une approche réaliste du conflit, encore problématique en diaspora. _____	360
2) La délicate et inévitable question du retour. _____	363
3) L'ersatz du retour : les nouvelles technologies de l'information et de la communication. _	370
<b>CONCLUSION _____</b>	<b>375</b>
<b>RESSOURCES _____</b>	<b>381</b>
<b>Interlocuteurs _____</b>	<b>381</b>
Acteurs tchéchènes – diaspora et Tchétchénie. _____	382
Allemagne. _____	382
Azerbaïdjan. _____	382
Belgique. _____	384
Etats-Unis. _____	384
France. _____	385
Géorgie. _____	386

Grande-Bretagne. _____	387
Norvège. _____	387
Pologne. _____	388
Russie. _____	388
Turquie. _____	390
Observateurs et acteurs non tchéchènes – Etats d’accueil. _____	392
Allemagne. _____	392
Azerbaïdjan. _____	392
Belgique. _____	392
Etats-Unis. _____	392
France. _____	392
Géorgie. _____	393
Grande-Bretagne. _____	393
Norvège. _____	394
Pologne. _____	394
Russie (Hors Tchétchénie). _____	394
Turquie. _____	395
Ukraine. _____	396
<b>Bibliographie _____</b>	<b>397</b>
Ouvrages. _____	398
Diasporas : migrations et exil. _____	398
Caucase et Tchétchénie. _____	400
Articles, études et contributions. _____	403
Diasporas: migrations et exils. _____	403
Caucase et Tchétchénie. _____	405
Rapports d’organismes internationaux. _____	409
Sites internet d’informations et initiatives journalistiques tchéchènes. _____	410
<b>TABLE DES MATIERES _____</b>	<b>413</b>
<b>APPENDICES _____</b>	<b>417</b>



# APPENDICES

*Se reporter au volume séparé des appendices*

**Appendice 1. Chronologie : états de guerre en Tchétchénie.**

**Appendice 2. Entretiens.**

**Appendice 3. Cartes : Le Caucase Nord et la Tchétchénie.**

**Appendice 4. Illustrations.**